



**ASSEMBLÉE ORDINAIRE  
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION  
VERSION 2**

**Le jeudi 28 février 2019**

**à 17 h**

**AVIS DE CONVOCATION**

Montréal, le jeudi 21 février 2019

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 28 février 2019, à 17 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

---

Le greffier de la Ville  
Yves Saindon, avocat

*(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)*

**ASSEMBLÉE ORDINAIRE  
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION  
VERSION 2**

**Le jeudi 28 février 2019**

**à 17 h**

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 28 février 2019 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 14 février 2019.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 4.04 à 4.06, 6.01 et 6.02, 20.22 à 20.33, 30.02 et 41.05 à 41.08.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.





**Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération  
du jeudi 28 février 2019**

**ORDRE DU JOUR**

**VERSION 2**

**01 – Période de questions du public**

**01.01     Service du greffe**

Période de questions du public

**02 – Période de questions des membres du conseil**

**02.01     Service du greffe**

Période de questions des membres du conseil

**03 – Ordre du jour et procès-verbal**

**03.01     Service du greffe**

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

**03.02     Service du greffe**

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération  
tenue le 31 janvier 2019

## **04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif**

### **04.01      Service du greffe**

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

### **04.02      Service du greffe**

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

### **04.03      Service du greffe**

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

### **04.04      Service du greffe - 1197579001**

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa sixième année d'activités

*Compétence*                                      Acte mixte  
*d'agglomération :*

### **04.05      Service du greffe - 1197579002**

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa septième année d'activités

*Compétence*                                      Acte mixte  
*d'agglomération :*

### **04.06      Service du greffe - 1197579003**

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats

*Compétence*                                      Acte mixte  
*d'agglomération :*

## **05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil**

### **05.01      Service du greffe**

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

## **06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil**

### **06.01      Service du greffe**

Dépôt du rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les activités des commissions permanentes : Bilan 2018 »

### **06.02      Service du greffe**

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « Les impacts du projet Royalmount »

## **07 – Dépôt**

### **07.01      Service de l'environnement - 1183983002**

Dépôt du rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019, conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé
-------------------------------------	--

### **07.02      Service du greffe**

Dépôt du procès-verbal de correction pour la résolution CG18 0686

## 11 – Dépôt de pétitions

### 11.01 Service du greffe

Dépôt de pétitions

## 20 – Affaires contractuelles

### 20.01 Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation - 1187157002

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 24 mois, avec Impérial Traitement Industriel inc. (Veolia ES Canada Services industriels inc.), pour la fourniture sur demande de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux, pour une somme maximale estimée à 515 641,95 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16597 (3 soum.)

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières
-------------------------------------	---

### 20.02 Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1186133004

Autoriser la prolongation, pour une période de 12 mois, de l'entente-cadre conclue avec Centre du travailleur FH inc. (CG16 0106), pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité, pour une somme estimée à 346 746,99 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant initial de l'entente-cadre de 1 040 240,97 \$ à 1 386 987,96 \$, taxes incluses

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Acte mixte
-------------------------------------	------------

**20.03** Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1187833006

Autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc (CG15 0139), majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence  
d'agglomération :

**20.04** Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie - 1192645001

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, avec Aréo-Feu ltée pour l'acquisition de séchoirs portatifs pour habits de combat et les services d'entretien et de réparation - Appel d'offres public 18-17267 (2 soum.)

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants
-------------------------------------	--

**20.05** Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires -  
Gestion du territoire - 1185006001

Accorder un contrat de gré à gré à Bentley Systems inc. pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles, pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2019 au 28 février 2022, pour une somme maximale de 1 880 754,16 \$, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de contrat à cette fin

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.06**     *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1188148002*

Accorder un contrat à D.M. Valve et Contrôles inc. pour la fourniture de six débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17236 ( 1 soum.)

**Compétence d'agglomération :** Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.07**     Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1187855003

Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 259 655,34 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17145 (2 soum., 1 non conforme)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.08** Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat -  
1193931001

Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory, en 2019 et 2020, pour soutenir la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles / Accorder un contrat de services professionnels pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du Service du développement économique, pour une somme maximale de 201 206,24 \$ / Approuver deux projets de convention à cet effet

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise
-------------------------------------	--

**20.09**     *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1183775003*

Accorder un contrat à Ali Excavation inc. pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans la Ville de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 2 474 405,76 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10286 (5 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.10** Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1183775004

Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc. pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 433 572,68 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10285 (4 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.11** Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction  
aménagement des parcs et espaces publics - 1188195002

Accorder un contrat à L.A. Hébert Ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back - Dépense totale de 2 273 934,69 \$, taxes, contingences, quantités variables et incidences incluses - Appel d'offres public 18-6318 (4 soum.)

Compétence : Annexe du décret - Parc du complexe environnemental  
d'agglomération : Saint-Michel

**20.12** Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1180333001

Autoriser une dépense additionnelle de 49 705,38 \$, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, dans le cadre du contrat accordé à Saint-Denis Thompson inc. (CG16 0497) pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration, phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 070 156,05 \$ à 5 119 861,43 \$, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.13**     Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1187541004

Autoriser une dépense additionnelle de 505 159,79 \$, taxes incluses, pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans la Ville de Montréal-Est, dans le cadre du contrat accordé à Construction Socam ltée (CG17 0363 et CG18 0354), majorant ainsi le montant total du contrat de 18 941 871,99 \$ à 19 447 031,78 \$, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :*                      Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.14**     Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1190805001

Autoriser le transfert d'un montant de 172 537,50 \$, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal situé au 1441, rue Saint-Urbain, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG17 0187), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :*                      Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.15**     Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1196843001

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 (2 soum.)

*Compétence d'agglomération :*                      Alimentation en eau et assainissement des eaux



**20.16**     Service de l'environnement - 1183217001

Approuver un projet d'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé
---	--

**20.17**     Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1188144001

Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018 / Approuver un projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021 / Autoriser une dépense de 481 857,36 \$, taxes incluses / Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente / Approuver les recommandations à ces fins

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Annexe du décret - Écoterritoires
---	-----------------------------------

**20.18**     Service de l'habitation - 1188207001

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 496 160 \$, provenant du fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour la réalisation du projet de logement social Amaryllis du groupe Sidalys

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri
---	---

**20.19**     Service de l'environnement - 1183983001

Accorder un soutien financier de 68 500 \$, plus taxes, et de 27 010 \$, en nature, au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal / Approuver un projet d'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. (CG17 0274), majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$, plus taxes

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé
---	--

**20.20**     Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1185008002

Accorder un soutien financier, non récurrent, de 555 000 \$ à l'organisme Esplanade, pour une durée de 3 ans (2019 à 2021), afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise
---	--

**20.21**     Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1197952001

Accorder un soutien financier maximal de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise
---	--



**20.26**      Service du matériel roulant et des ateliers - 1194922001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à L'Arsenal / Thibault et associés pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds - Dépense totale de 10 394 089,52 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)

*Compétence*                                      Éléments de la sécurité publique que sont les services de  
*d'agglomération :*                           police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de  
   premiers répondants

**20.27**      Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1185951002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 175 445 919,26 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5913 (2 soum.) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 \$, taxes au net, pour couvrir les années 2021 à 2026

*Compétence*                                      Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi  
*d'agglomération :*                           que tout autre élément de leur gestion si elles sont  
   dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du  
   plan de gestion de ces matières

**20.28**      Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1184474003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10261 (1 soum.) / Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000 \$, avant taxes, à compter de l'année 2022

*Compétence  
d'agglomération :*

Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.29**     Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1197526002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV - Dépense totale de 4 878 454,19 \$, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP18088-175057-C (2 soum.)

*Compétence  
d'agglomération :*

Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.30**     Service des infrastructures voirie et transports , Direction des infrastructures  
- 1185249004

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 \$, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 \$, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 18-17304 (3 soum.)

*Compétence  
d'agglomération :*

Acte mixte

**20.31**     Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198147001

Autoriser une dépense additionnelle de 785 474,87 \$, taxes incluses, afin d'exercer une première prolongation de contrat avec la firme K+S Sel Windsor Ltée (CG16 0521), pour une période de douze mois, soit du 4 mars 2019 au 3 mars 2020, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 646 551,23 \$ à 2 432 026,10 \$, taxes incluses

*Compétence  
d'agglomération :*

Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.32** Service du matériel roulant et des ateliers - 1198034004

Autoriser une dépense additionnelle de 152 968,02 \$, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation du contrat pour une période d'une année, soit du 21 mars 2019 au 20 mars 2020, pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Pneus SP inc. (CE16 0293 et CE18 0040), majorant ainsi le montant total du contrat de 444 196.26 \$ à 597 164.28 \$. taxes incluses

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants
-------------------------------------	--

**20.33** Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise -  
espace de travail - 1188113001

Accorder un contrat à Solotech inc. pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier, pour une somme maximale de 1 182 997,32 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17351 (4 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération :	Acte mixte
---------------------------------	------------

## 30 – Administration et finances

**30.01**     *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198257001*

Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités donnant droit à une subvention évaluée à 50 000 \$ pour consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**30.02**     Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets - 1193827001

Autoriser une appropriation de 345 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres travaux de voirie au budget de fonctionnement du service des infrastructures du réseau routier

*Compétence*                                      Acte mixte  
*d'agglomération :*

**41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement**

**41.01**     Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1186945001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 \$ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et de Dorval

*Compétence*                                      Alimentation en eau et assainissement des eaux  
*d'agglomération :*

**41.02**     Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission  
- 1180025003

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

*Compétence*                                      Éléments du développement économique qu'est toute aide  
*d'agglomération :*                               destinée spécifiquement à une entreprise

**41.03**     Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081026

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements

*Compétence*                                      Acte mixte  
*d'agglomération :*

**41.04**     Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081021

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

*Compétence*                                      Acte mixte  
*d'agglomération :*

**41.05**     Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1181179011

Avis de motion et dépôt - Règlement sur les subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables

*Compétence*                                      Éléments du développement économique qu'est toute aide  
*d'agglomération :*                               destinée spécifiquement à une entreprise

**41.06**     Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles  
- 1188212001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 \$

*Compétence*                                      Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi  
*d'agglomération :*                               que tout autre élément de leur gestion si elles sont  
   dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du  
   plan de gestion de ces matières

**41.07**     Société du Parc Jean-Drapeau - 1192837001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 \$ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé

*Compétence*                                      Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau  
*d'agglomération :*



**41.08**     Société du Parc Jean-Drapeau - 1192837002

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 \$ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du parc Jean-Drapeau

Compétence  
d'agglomération :

## 42 – Adoption de règlements

**42.01** Service des infrastructures voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets - 1182891004

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro

Compétence  
d'agglomération :

**42.02**     Service de l'habitation - 1183251001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)

<i>Compétence d'agglomération :</i>	Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri
-------------------------------------	---

---

**Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération  
de la Ville de Montréal du 31 janvier 2019  
17 h**

---

**Séance tenue le lundi 28 janvier 2019  
Salle du conseil de l'hôtel de ville**

---

**PRÉSENCES :**

Mme Valérie Plante, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. John Belvedere, M. Alex Bottausci, M. George Bourelle, Mme Julie Brisebois, M. Mitchell Brownstein, M. Éric Alan Caldwell, M. François William Croteau, M. Robert Coutu, M. Benoit Dorais, Mme Rosannie Filato, Mme Colette Gauthier, M. Michel Gibson, Mme Paola Hawa, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, M. Beny Masella, M. Peter McQueen, M. Sylvain Ouellet, M. Jocelyn Pauzé, Mme Magda Popeanu, M. Edgar Rouleau, M. Philippe Roy, Mme Christina M. Smith, M. William Steinberg, Mme Émilie Thuillier, Mme Maria Tutino et Mme Maja Vodanovic

**ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :**

Mme Manon Barbe

**ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :**

Mme Nathalie Goulet

**AUTRES PRÉSENCES :**

M. Serge Lamontagne, Directeur général  
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville  
Mme Line Comtois, analyste-rédactrice

---

M. Robert Coutu agit à titre de président d'assemblée en l'absence de la présidente, Mme Manon Barbe.

Le président d'assemblée déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement.

---

**1 - Période de questions du public**

Le président d'assemblée appelle le point « Période de questions du public ».

N'ayant aucune intervention de la part des citoyennes et citoyens, le vice-président d'assemblée déclare la période de questions du public close.

---

**2 - Période de questions des membres du conseil**

Le président d'assemblée appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

<u>Question de</u>	<u>À</u>	<u>Objet</u>
M. Beny Masella	Mme Valérie Plante	Assurance du respect des compétences des villes liées à la suite du dépôt des recommandations formulées par la Commission sur le développement économique - Projet Royalmount
M. Mitchell Brownstein	Mme Valérie Plante	Souhaite un plan prioritaire pour le projet d'extension du boulevard Cavendish afin de favoriser la mobilité de la circulation en lien avec le projet Royalmount

N'ayant aucune autre intervention de la part des membres du conseil, le président d'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close à 17 h 06

---

**CG19 0001****Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération**

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 31 janvier 2019, tel que livré aux membres du conseil ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

---

**CG19 0002****Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 20 décembre 2018**

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 20 décembre 2018 conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 22 janvier 2019 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

#### 4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président d'assemblée appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le porte-parole d'assemblée dépose les documents suivants :

- 4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 2018.
  - 4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 2018.
  - 4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 2018.
- 

#### 5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président d'assemblée appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

**Par M. Sylvain Ouellet**

- Dépôt de la réponse écrite de M. Ouellet relative à la question posée par M. Bruce Walker à l'assemblée du 29 novembre dernier, concernant la provenance du montant de 71 M\$ indiqué à la page 52 du PTI pour le Service de l'eau.
- 

#### 7 - Dépôt

Le président d'assemblée appelle le point « Dépôt »

- 07.01 Dépôt de la résolution 20181217-013 (02) adoptée par le conseil municipal de la Ville de Montréal-Ouest le 17 décembre 2018 - Mise à jour de l'Étude de sécurité du secteur Avon
- 

#### CG19 0003

**Dépôt du rapport d'information relatif aux dépenses d'urgence de 51 822,55 \$ réalisées dans le cadre de la mise en oeuvre du plan particulier d'intervention pour les chaleurs extrêmes durant la période du 29 juin au 6 juillet 2018**

Le porte-parole d'assemblée dépose le rapport d'information relatif aux dépenses de 51 822,55 \$ réalisées dans le cadre de la mise en oeuvre du plan particulier d'intervention pour les chaleurs extrêmes 2018 (du 29 juin au 6 juillet 2018) par l'Organisation de sécurité civile de l'agglomération de Montréal (OSCAM), et le conseil en prend acte.

07.02 1188228001

---

**CG19 0004**

**Dépôt de l'avis du sous-ministre du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en date du 13 décembre 2018 et du rapport du MAMH intitulé « Rapport synthèse du suivi des recommandations formulées dans les rapports d'audit publiés entre 2012 et 2014 concernant, notamment le Service de police de la Ville de Montréal »**

Le porte-parole d'assemblée dépose l'avis du sous-ministre du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) en date du 13 décembre 2018 et du rapport du MAMH intitulé « Rapport synthèse du suivi des recommandations formulées dans les rapports d'audit publiés entre 2012 et 2014 concernant, notamment le Service de police de la Ville de Montréal, et le conseil en prend acte.

La mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, procède à la lecture de la lettre qui constitue un avis transmis par ledit ministère, en vertu de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

07.03

---

**11 - Dépôt de pétitions**

Le président d'assemblée appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucun document n'est déposé.

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG19 0005**

**Autoriser la prolongation, pour une période de douze mois, sans dépense additionnelle, du contrat accordé à Bauval CMM (CG16 0128), pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 janvier 2019 par sa résolution CE19 0004;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser la prolongation, pour une période de douze mois, sans dépense additionnelle, du contrat accordé à Bauval CMM inc. (CG16 0128), pour le traitement de roc, béton et asphalte en provenance des écocentres Acadie, Côte-des-Neiges, LaSalle, La Petite-Patrie, Saint-Michel et Saint-Laurent.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1187075005

**CG19 0006**

**Accorder un contrat à Remorquage Météor inc. pour la fourniture d'un service de remisage des véhicules saisis, pour une durée de trois ans, dans le cadre de l'opération « Sabot de Denver » sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 18-17277 (1 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 janvier 2019 par sa résolution CE19 0005;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoît Dorais

Et résolu :

d'accorder au seul soumissionnaire, Remorquage Météor inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat de remisage des véhicules saisis, dans le cadre de l'opération « Sabot de Denver », sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour une période de trois ans, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17277 et aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1182346002

---

**CG19 0007**

**Accorder un contrat de gré à gré à Genetec inc. pour la mise à jour du système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et du renouvellement de son contrat d'entretien, pour la période du 1<sup>er</sup> février 2019 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 656 529,10 \$, taxes incluses (fournisseur unique)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0047;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoît Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Genetec inc., fournisseur unique, pour la mise à jour du Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) et du renouvellement de son contrat d'entretien pour la période du 1<sup>er</sup> février 2019 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 656 529,10 \$, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1180206003

---

**CG19 0008**

**Accorder un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net, pour la période du 3 février 2019 au 2 février 2020, pour une somme maximale de 243 258,35 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0049;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à SIGMA-RH Solutions inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien du logiciel SIGMA-RH.net (CG16 0021), pour la période du 3 février 2019 au 2 février 2020, pour une somme maximale de 243 258,35 \$, taxes incluses;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1187684008

---

**CG19 0009**

**Accorder un contrat de gré à gré à Druide informatique inc. pour le regroupement de 5145 licences du logiciel Antidote, incluant l'entretien et le programme de maintenance valide jusqu'au 31 mars 2020, pour la somme maximale de 196 198,51 \$, taxes incluses (fournisseur unique)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0050;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Druide informatique inc., fournisseur unique, pour le regroupement de 5145 licences du logiciel Antidote, incluant l'entretien et le programme de maintenance valide jusqu'au 31 mars 2020, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 196 198,51 \$, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 29 novembre 2018;
- 2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1185932002

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG19 0010**

**Accorder un contrat de services techniques à Excavation L. Martel inc. pour la préparation et le tamisage du terreau en vue d'aménager le parc Frédéric-Back, pour une somme maximale de 521 066,70 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17252 (3 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0051;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'accorder à Excavation L. Martel inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat de services techniques pour la préparation et le tamisage du terreau en vue d'aménager le parc Frédéric-Back, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 521 066,70 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17252 et au tableau de prix joint au dossier décisionnel;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1188194001

---

**CG19 0011**

**Accorder un contrat à Les Contrôles I.S.I inc. pour la mise à niveau des infrastructures de contrôle des procédés au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépense totale de 778 159,89 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public ENV CESM 2018-03 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0054;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'accorder à Les Contrôles I.S.I. inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la mise à niveau des infrastructures de contrôle des procédés au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une somme maximale de 678 159,89 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public ENV CESM 2018-03;
- 2 - d'autoriser une dépense de 100 000 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

---

Un débat s'engage.

---

Adopté à la majorité des voix.

**Dissidences :** M. John Belvedere  
M. Alex Bottausci  
M. George Bourelle  
Mme Julie Brisebois  
M. Mitchell Brownstein  
M. Robert Coutu  
Mme Colette Gauthier  
M. Michel Gibson  
Mme Paola Hawa  
M. Beny Masella



M. Edgar Rouleau  
M. Philippe Roy  
Mme Christina M. Smith  
M. William Steinberg  
Mme Maria Tutino

20.07 1180720002

---

#### CG19 0012

**Accorder un contrat à UBA inc. pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau, pour une période de vingt-quatre mois, avec une option de renouvellement de 12 mois, pour une somme maximale de 1 086 713,81 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17336 (2 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0057;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'accorder à UBA inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % de concentration en vrac liquide pour le Service de l'eau, pour une période de vingt-quatre mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 086 713,81 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17336 ;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1182675004

---

#### CG19 0013

**Autoriser une dépense additionnelle de 656 293 \$ USD (1 041 310,57 \$ CDN, taxes incluses) pour la mise jour du module CommandPoint Premier AVS (Automatic verification system), l'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation) et la mise à jour du progiciel pour l'optimisation de la géolocalisation par proximité pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 791 971,67 \$ USD à 6 448 264,67 \$ USD / Approuver un projet d'avenant no 4 à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0055;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 656 293 \$ USD (1 041 310,57 \$ CDN, taxes incluses) pour la mise jour du module CommandPoint Premier AVS (Automatic verification system) et l'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation) et trois mises à jour pour l'optimisation de la géolocalisation pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 791 971,67 \$ USD à 6 448 264,67 \$ USD;

- 2 - d'approuver un projet d'avenant no 4 entre la Ville de Montréal et cette firme à cet effet;
- 3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1180206004

---

#### CG19 0014

**Autoriser une dépense additionnelle de 87 997,02 \$, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester, dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG15 0050), majorant ainsi le montant total du contrat de 753 878,89 \$ à 841 875,91 \$, taxes incluses / Approuver un projet d'Avenant no 2 à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0068;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 87 997,02 \$, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester;
- 2 - d'approuver le projet d'avenant n° 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122), majorant ainsi le montant total du contrat de 753 878,89 \$ à 841 875,91 \$, taxes incluses;
- 3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1187900007

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG19 0015**

**Conclure quatre ententes-cadres en biens et services d'une durée de 48 mois avec Solmatech inc. (contrat #1: 1 031 992,38 \$, taxes incluses, contrat #3: 589 671,13 \$, taxes incluses) et Groupe ABS inc. (contrat #2: 889 049,65 \$, taxes incluses, contrat #4: 524 752,28 \$, taxes incluses) pour des services de forages et d'essais de laboratoire pour différents projets de réfection d'infrastructures routières - Appel d'offres public 18-17185 (4 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0070;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - de conclure quatre ententes-cadres, d'une durée de quarante-huit mois ou jusqu'à épuisement du montant maximal des contrats, selon la survenance du premier de ces deux événements, pour la fourniture sur demande de services de forages et d'essais de laboratoire pour différents projets de réfection d'infrastructures routières;
- 2 - d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les sommes maximales et les biens mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17185 ;

<b><u>Contrat</u></b>	<b><u>Firme</u></b>	<b><u>Montant du contrat (taxes incluses)</u></b>
# 1	<i>Solmatech inc.</i>	1 031 992,38 \$
# 2	<i>Groupe ABS inc.</i>	889 049,65 \$
# 3	<i>Solmatech inc.</i>	589 671,13 \$
# 4	<i>Groupe ABS inc.</i>	524 752,28 \$

- 3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1183855007

---

**CG19 0016**

**Autoriser la cession de deux contrats de services professionnels entre Cobalt Architectes inc., St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. et Ville de Montréal et SNC-Lavalin inc., à titre d'intervenants, pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux et pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds / Approuver les projets de convention à cette fin**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0071;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser la cession des contrats de services professionnels de Cobalt Architectes inc. en faveur de St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L. dans le cadre du contrat accordé à SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux (CG17 0313) et dans le cadre du contrat accordé à SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds (CG17 0081);

- 2 - d'approuver les projets de convention de cession, entre Cobalt Architectes inc. et St-Gelais Montminy et associés Architectes, S.E.N.C.R.L., aux termes desquels interviennent la Ville de Montréal et SNC-Lavalin inc.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1188184001

---

#### CG19 0017

**Accorder un soutien financier annuel de 596 202,44 \$, taxes incluses, indexé de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une somme totale de 1 204 328,93 \$, taxes incluses, répartie comme suit : 439 224,44 \$ en 2019 et 448 008,93 \$ en 2020 à la Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et de 156 978 \$ en 2019 et 160 117,56 \$ en 2020 à Jeunesse au Soleil, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal / Approuver le projet de protocole d'entente à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0076;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'accorder un soutien financier annuel de 596 202,44 \$, taxes incluses, indexé de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour un total de 1 204 328,93 \$, taxes incluses, réparti ainsi : soit 439 224,44 \$ en 2019 et 448 008,93 \$ en 2020 à La Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec et 156 978 \$ en 2019 et 160 117,56 \$ en 2020 à Jeunesse au Soleil, pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées à la suite d'une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
- 2 - d'approuver le projet de protocole d'entente entre La Société canadienne de la Croix-Rouge, Québec, Jeunesse au Soleil et la Ville de Montréal, pour une durée de 2 ans, soit du 18 janvier 2019 au 17 janvier 2021, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3 - d'ajuster la base budgétaire 2020 relativement à l'indexation de 2 % prévue à l'entente pour l'année 2020;
- 4 - de mandater le Service de sécurité incendie de Montréal à gérer cette entente au nom de la Ville, aux fins de l'agglomération;
- 5 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1186232001

---

**CG19 0018**

**Approuver un projet d'avenant à la convention intervenue le 27 juin 2017 entre la Ville de Montréal et PME MTL Centre-ville (CG17 0254) relatif à la tenue deux concours en entrepreneuriat pour les secteurs « rue Saint-Denis » et « rue Saint-Paul Est » dans le cadre du PR@M-Artère en chantier, afin de reporter son échéance au 31 décembre 2019**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0084;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'approuver le projet d'avenant à la convention intervenue le 27 juin 2017 entre la Ville de Montréal et PME MTL Centre-ville (CG17 0254) relatif à la tenue de deux concours en entrepreneuriat pour les secteurs « rue Saint-Denis » et « rue Saint-Paul Est » dans le cadre du PR@M-Artère en chantier, afin de reporter son échéance au 31 décembre 2019;
- 2 - d'autoriser la directrice du Service du développement économique à signer cet avenant pour et au nom de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1181179013

---

**CG19 0019**

**Accorder un soutien financier de 192 805 \$ à D-Trois-Pierres, organisme à but non lucratif de bienfaisance, pour une durée de trente-cinq mois, soit du 1<sup>er</sup> février 2019 au 31 décembre 2021, afin de soutenir sa mission d'insertion sociale au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la-Roche / Approuver un projet de convention à cette fin**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0087;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'accorder un soutien financier maximal de 192 805 \$ à D-Trois-Pierres, organisme à but non lucratif de bienfaisance, afin de soutenir leur mission d'insertion sociale au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la-Roche, pour une durée de trente cinq mois, soit du 1<sup>er</sup> février 2019 au 31 décembre 2021;
- 2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1183277001

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### CG19 0020

**Accorder des contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux fins de la signification des actes et de l'exécution des jugements de la cour municipale à Paquette & Associés, huissiers de justice s.e.n.c.r.l., Valade et Associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel huissiers de justice inc., pour une période de 24 mois sans option de prolongation - Dépense totale estimée à 1 548 025,55 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17347 (6 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0072;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'accorder des contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux fins de la signification des actes et de l'exécution des jugements de la cour municipale aux firmes Paquette et Associés, S.E.N.C.R.L., huissiers de justice, Valade et Associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel huissiers de justice inc., ces dernières ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, pour une dépense estimée de 1 548 025,55 \$, taxes incluses, pour une durée de 24 mois, soit du 31 janvier 2019 au 30 janvier 2021, sans option de prolongation, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17347;
- 2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1182346003

---

#### CG19 0021

**Conclure une entente-cadre de gré à gré avec Techno-Feu inc. pour la fourniture de pièces authentiques de marque E-One, pour une période de cinq ans - Appel d'offres sur invitation 18-17146 (montant estimé de l'entente 1 599 755,45 \$, taxes et indexation annuelle de 2 % incluses) (fournisseur unique)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 janvier 2019 par sa résolution CE19 0132;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - de conclure une entente-cadre de gré à gré avec Techno-Feu inc., fournisseur exclusif, pour la fourniture sur demande de pièces authentiques de marque E-One, pour une durée de cinq ans, soit du 4 février 2019 au 3 février 2024, pour une dépense estimée à 1 599 755,45 \$, taxes et indexation annuelle de 2 % incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation 18-17146;

- 2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service du matériel roulant et des ateliers, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1181541002

---

#### **CG19 0022**

**Conclure deux ententes-cadres avec Médial conseil santé sécurité inc. et Alia Conseil inc. pour une durée de deux ans, avec option de renouvellement d'une année, pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne - Appel d'offres public 18-17223 (6 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 janvier 2019 par sa résolution CE19 0140;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - de conclure deux ententes-cadres par lesquelles Médial conseil santé sécurité inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis pour le contrat 2, et le seul soumissionnaire, Alia conseil inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis pour le contrat 3, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la fourniture sur demande de conception et production de solutions d'apprentissage en ligne, pour une durée de deux ans, avec option de renouvellement d'une année, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17223;

	Adjudicataires	Total
Contrat 2	Médial conseil santé sécurité inc.	598 870,05 \$
Contrat 3	Alia conseil inc.	413 881,26 \$

- 2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1184384001

---

#### **CG19 0023**

**Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats**

**Accorder deux contrats de services professionnels avec Systematix Technologies de l'information inc. (lot 1 au montant de 2 311 714,94 \$, taxes incluses) et Documens Traduction inc. (lot 2 au montant de 172 577,48 \$, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web) / Appel d'offres public 18-17271 (2 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 janvier 2019 par sa résolution CE19 0136;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2 - de conclure deux contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web);
- 3 - d'accorder au seul soumissionnaire Systematix Technologies de l'information inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélections préétablis pour le lot 1, et à Documens Traduction inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélections préétablis pour le lot 2, les contrats à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17271;

Firme	Description	Montant
Systematix Technologies de l'information inc.	Lot 1 - Rédaction de contenu web	2 311 714,94 \$
Documens Traduction inc.	Lot 2- Traduction de contenu web	172 577,48 \$

- 4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1187655002

---

#### CG19 0024

##### Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

**Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Les Services EXP inc. (contrat #1: 8 628 579 \$, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux d'infrastructures - Appel d'offres public 18-17017 (5 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 janvier 2019 par sa résolution CE19 0142;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2 - de conclure une entente-cadre par laquelle Les Services EXP inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la surveillance de travaux de réfection de structures, pour une somme maximale de 8 628 579 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17017 ;
- 3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1187231099

---



Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.23 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### CG19 0025

**Approuver le projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard de Cola inc., un espace à bureaux situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis, pour le poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de 5 ans, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019, moyennant un loyer total de 698 200,86 \$, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 janvier 2019 par sa résolution CE19 0144;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'approuver le projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard de Cola inc., pour une période de 5 ans, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019, un espace à bureaux d'une superficie de 4 555 pieds carrés, situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 698 200,86 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1184069020

---

#### CG19 0026

**Autoriser une dépense additionnelle maximale de 1 517 441 \$, taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire non prévus à la convention initiale dans le cadre du contrat accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des exercices financiers de 2019 et 2020, et ce, en conformité avec les modifications législatives, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 \$ à 2 984 943,26 \$, taxes incluses / Approuver le projet d'addenda no 2 à cet effet / Pour 2019, autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500 \$ du Bureau du vérificateur général vers le Service des finances / Autoriser un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500 \$ financé à même une facturation à différents organismes et autoriser un transfert budgétaire de 136 000 \$ en provenance des dépenses de contingences / Pour l'année 2020, ajuster de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400 \$ au niveau des charges et de 152 500 \$ au niveau des revenus, en contrepartie, diminuer de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500 \$ et du volet des revenus pour 160 000 \$ du Bureau du vérificateur général**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 janvier 2019 par sa résolution CE19 0148;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 1 517 441 \$, taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire dans le cadre du contrat accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (CG17 0491), au cours des exercices financiers de 2019 et 2020 en regard au volet des nouveaux services imposés au vérificateur externe par le projet de loi 155 devenu la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec*, sanctionnée en avril 2018, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 \$ à 2 984 943,26 \$, taxes incluses, ainsi que les nouveaux services devant être effectués par cette firme;
- 2 - d'approuver le projet d'addenda no 2 entre la Ville de Montréal et Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. à cet effet;
- 3 - d'autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500 \$ du Bureau du vérificateur général en faveur du Service des finances afin d'absorber les coûts résultant des nouvelles exigences d'audit imposées au vérificateur externe de la Ville à la suite des modifications apportées par le projet de loi 155 pour lesquels le Bureau du vérificateur général n'aura plus l'obligation d'effectuer ces travaux;
- 4 - d'autoriser pour l'année 2019 un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500 \$ financé à même une facturation par la Ville auprès de différents organismes pour lesquels le vérificateur externe de la Ville effectuera des travaux d'audit financier en relation avec le projet de loi 155. Ces travaux d'audit étaient antérieurement facturés par le Bureau du vérificateur général;
- 5 - d'autoriser pour l'année 2019 un transfert budgétaire de 136 000 \$ en faveur du Service des finances en provenance des dépenses de contingences;
- 6 - d'autoriser pour l'année 2020 une augmentation de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400 \$ au niveau des charges et de 152 500 \$ au niveau des revenus;
- 7 - d'autoriser la diminution de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500 \$ et du volet des revenus pour 160 000 \$ du Bureau du vérificateur général;
- 8 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1180192001

---

#### CG19 0027

**Accorder un contrat de services professionnels à SSQ Assurance pour la gestion des régimes d'assurance collective en cas de décès et mutilations accidentels offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités, à compter du 1<sup>er</sup> février 2019 / Autoriser le versement d'une somme approximative de 1 596 390 \$ (incluant la taxe de 9 %) pour la durée maximale du contrat de 9 ans 11 mois prenant fin le 31 décembre 2018, répartie de la façon suivante : la part de l'employeur est de 839 613 \$ et la part des employés et retraités est de 756 776 \$ / Appel d'offres public 18-17427 (3 soum.) / Accorder un contrat gré à gré à la Compagnie d'assurance AIG du Canada, pour une somme approximative de 15 700 \$ (incluant la taxe de 9 %), afin de maintenir les protections d'assurance décès mutilations accidentels des régimes d'assurance collective que la Ville s'est engagée à offrir à ses employés et retraités pour la période du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2019 (CG08 0527)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 janvier 2019 par sa résolution CE19 0149;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'accorder un contrat de services professionnels à SSQ, Société d'assurance-vie inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la gestion des régimes d'assurance collective en cas de décès et mutilations accidentels offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités de la Ville de Montréal, à compter du 1<sup>er</sup> février 2019, aux prix de sa soumission, soit pour une somme approximative de 1 596 390 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17427;

- 2 - d'accorder un contrat gré à gré, d'une valeur approximative de 15 700 \$, (incluant la taxe de 9%) pour la durée maximale du contrat de 9 ans et 11 mois se terminant le 31 décembre 2028, par lequel la Compagnie d'assurance AIG du Canada s'engage à maintenir les protections d'assurance décès mutilations accidentels des régimes d'assurance collective que la Ville de Montréal s'est engagée à offrir à ses employés, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 janvier 2019;
- 3 - de mandater le Service des ressources humaines afin qu'il procède à la mise en application des contrats;
- 4 - d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Adopté à l'unanimité.

20.23 1186775003

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### CG19 0028

**Autoriser une dépense de 6 755 815,57 \$, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Maxi-Métal inc. (CG18 0122)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 janvier 2019 par sa résolution CE19 0029;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser une dépense de 6 755 815,57 \$, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville de Montréal et Maxi-Métal inc. (CG18 0122);
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1184922024

**CG19 0029**

**Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable (PPASEP) du Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques ouvrant droit à une subvention évaluée à 345 000 \$ pour réaliser un rapport d'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0092;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser le Service de l'eau à présenter une demande d'aide financière dans le cadre du volet 1 du Programme pour une protection accrue des sources d'eau potable (PPASEP) du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ouvrant droit à une subvention de 345 000 \$ pour réaliser un rapport d'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal;
- 2 - d'autoriser la directrice du Service de l'eau à signer les documents de demande de subvention à cet effet, pour et au nom de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1188020007

---

**CG19 0030**

**Autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2019, renouvelable automatiquement pour 12 mois, pour des paiements totalisant un montant maximum de 300 000 \$ annuellement / Préciser que l'entente intervenue avec l'ARTM dans le cadre de son programme OPUS+ Entreprise (CG18 0301) est à durée indéterminée et que les élus et les membres du personnel de cabinet peuvent y adhérer**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0096;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montréal au programme OPUS & Cie de la Société de transport de Montréal jusqu'au 31 décembre 2019, renouvelable automatiquement pour 12 mois pour des paiements totalisant un maximum de 300 000 \$ annuellement ;
- 2 - de préciser, à des fins de transparence, que l'entente intervenue avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) dans le cadre de son programme OPUS+ Entreprise (CG18 0301) est à durée indéterminée et non pour une période de 12 mois, et de tenir compte du fait que les élus et le personnel de cabinet peuvent également adhérer à cette entente intervenue selon les mêmes paramètres que ceux déterminés pour les employés de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1187534001

---

**CG19 0031**

**Autoriser une dépense de 9 785 706,21 \$, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 8 camions échelles, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Aéro-feu ltée (CG15 0354)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0101;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser une dépense de 9 785 706,21 \$, taxes et contingences incluses, pour l'acquisition de 8 camions échelles, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Aéro-Feu ltée (CG15 0354);
- 2 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1184922025

---

**CG19 0032**

**Autoriser le report du dépôt des états financiers 2018 au bureau du greffier, du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 janvier 2019 par sa résolution CE19 0152;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser le report du dépôt au bureau du greffier des états financiers vérifiés de l'exercice financier 2018 du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1190029001

---

**CG19 0033**

**Autoriser une dépense maximale de 743 600 \$ annuellement, pour la location jusqu'à concurrence de 65 véhicules, pour la durée du financement des projets ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis, conformément aux ententes 2001-0034 et 2011-0009 intervenues entre le Service de police de la Ville de Montréal et le Centre de gestion de l'équipement roulant du Gouvernement du Québec**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 janvier 2019 par sa résolution CE19 0154;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoît Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser une dépense maximale de 743 600 \$ annuellement, pour la location, jusqu'à concurrence de 65 véhicules, pour la durée du financement des projets ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis, conformément aux ententes 2001-0034 et 2011-0009 intervenues entre le Service de police de la Ville de Montréal et le Centre de gestion de l'équipement roulant du Gouvernement du Québec;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1185841001

---

**CG19 0034**

**Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro » lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1182891004

---

**CG19 0035**

**Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) » lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1183251001

---

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

#### **CG19 0036**

#### **Adoption - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 878 720**

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 878 720 à l'assemblée du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 par sa résolution CG18 0695;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 878 720 » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 par sa résolution CG18 0695;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 28 novembre 2018, par sa résolution CE18 1945;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 878 720 ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1185092005

*Règlement RCG 19-001*

---

**CG19 0037**

**Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 300 000 \$ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants, un emprunt de 1 935 000 \$ pour financer l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et un emprunt de 450 000 \$ pour financer la protection et la réfection de bâtiments des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air**

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 300 000 \$ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants, un emprunt de 1 935 000 \$ pour financer l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et un emprunt de 450 000 \$ pour financer la protection et la réfection de bâtiments des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air à l'assemblée du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 par sa résolution CG18 0696;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 300 000 \$ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants, un emprunt de 1 935 000 \$ pour financer l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et un emprunt de 450 000 \$ pour financer la protection et la réfection de bâtiments des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 par sa résolution CG18 0696;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018, par sa résolution CE18 2016;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 300 000 \$ afin de financer les travaux de réfection requis pour la mise aux normes des écocentres existants, un emprunt de 1 935 000 \$ pour financer l'achat d'équipements servant à l'échantillonnage des rejets industriels, pour l'acquisition et l'installation d'équipements informatiques et électroniques, pour le remplacement d'instruments analytiques en fin de vie utile et pour l'ergonomie des postes de travail et un emprunt de 450 000 \$ pour financer la protection et la réfection de bâtiments des stations d'échantillonnage de la qualité de l'air », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1184060001

*Règlement RCG 19-002*

---



**CG19 0038****Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional**

Vu l'avis de motion donné du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional à l'assemblée du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 par sa résolution CG18 0697;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 par sa résolution CG18 0697;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 décembre 2018, par sa résolution CE18 2015;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de parc régional ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1188168001

---

*Règlement RCG 19-003***CG19 0039****Adoption - Règlement sur le remorquage des véhicules**

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur le remorquage des véhicules à l'assemblée du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 par sa résolution CG18 0698;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur le remorquage des véhicules » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018 par sa résolution CG18 0698;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018, par sa résolution CE18 2079;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur le remorquage des véhicules ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1172748001

---

*Règlement RCG 19-004*

**CG19 0040**

**Autoriser rétroactivement le prêt de service d'un maximum de quatre policiers à l'Équipe intégrée relative à la sécurité nationale (EISN) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), pour une durée de trois ans, à compter du 25 septembre 2017, avec la possibilité d'une prolongation pour une durée maximale d'une année et le maintien de l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent de deux postes pour la même période - Deux postes sont financés par la GRC et deux autres sont aux frais du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) / Approuver les projets d'entente de détachement à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0123;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - d'autoriser rétroactivement le prêt de services d'un maximum de quatre policiers à l'équipe intégrée sur la sécurité nationale (ÉISN) de la Gendarmerie royale du Canada GRC, pour une période de trois ans, à compter du 25 septembre 2017, avec la possibilité de prolongation pour une durée maximale d'une année;
- 2 - d'approuver les projets d'entente de détachement entre la Ville de Montréal et Sa Majesté la Reine du Canada concernant le détachement d'employés du Service de police de la Ville de Montréal à l'ÉISN;
- 3 - d'autoriser le maintien de l'augmentation temporaire de l'effectif policier permanent de deux postes pour la même période;
- 4 - d'autoriser le Directeur du Service de police de la Ville de Montréal à signer tout document relatif à ce prêt de service pour et au nom de la Ville de Montréal;
- 5 - d'imputer les revenus et dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1175326002

---

**CG19 0041**

**Nomination des membres du Comité technique conformément au Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0099;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer, à compter du 31 janvier 2019 et pour une période de deux ans, les personnes suivantes à titre de membres du Comité technique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002):

Membres provenant de la Ville de Montréal:

- monsieur Hervé Logé, président du comité, chef de division, Division de la gestion durable de l'eau, Service de l'eau;
- madame Christianne Cyrenne, directrice des travaux publics, arrondissement de LaSalle;
- monsieur Jean-François Dubuc, chef de division, Direction de l'eau potable, Service de l'eau;
- monsieur Alain Dufresne, directeur des travaux publics, arrondissement de Ville-Marie;

- monsieur Patrice Langevin, surintendant, Direction de l'épuration des eaux usées, Service de l'eau;

Membres provenant des autres municipalités liées:

- madame Ava L. Couch, directrice générale, Ville de Mont-Royal;
- monsieur Erik Rolland, directeur des travaux publics, Ville de Pointe-Claire;
- monsieur Carl Minville, directeur des travaux publics, Ville de Dorval;
- monsieur Charles Senekal, directeur, Service de l'ingénierie et de l'urbanisme, Ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1185075005

---

#### **CG19 0042**

**Nomination de monsieur Philippe Lambert, à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, en remplacement de madame Marie-Christine Lê-Huu**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0100;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

- 1 - de nommer monsieur Philippe Lambert, à titre de membre du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, en remplacement de madame Marie-Christine Lê-Huu;
- 2 - de remercier madame Lê-Huu pour sa contribution au Conseil des arts de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

51.02 1188021004

---

À 17 h 28, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président d'assemblée déclare l'assemblée levée.

---

Robert Coutu  
Président d'assemblée

---

Yves Saindon  
Greffier de la Ville

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

---

Valérie PLANTE  
Mairesse

**04.01**

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU  
28 FÉVRIER 2019**

**CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF  
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

**POUR LA PÉRIODE DU  
1<sup>ER</sup> AU 31 JANVIER 2019**

**CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JANVIER 2019 AU 31 JANVIER 2019**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
GROUPE MÉCANO INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	<a href="#">1187526024</a>	ACCORDER UN CONTRAT À GROUPE MÉCANO INC. POUR LA MISE À NIVEAU DES QUAIS ET DE LA VANNE D'EFFLUENT DE L'ÉTANG AÉRÉ DE L'ÎLE NOTRE-DAME, POUR UN MONTANT DE 246 990,15 \$, TAXES INCLUSES À LA SUITE DE L'APPEL D'OFFRES PUBLIC IP18072-167153-C - 3 SOUMISSIONS CONFORMES. AUTORISER UNE DÉPENSE TOTALE DE 306 388,18 \$, CONTINGENCES ET TAXES INCLUSES.	CE19 0008	2019-01-10	246 990,00 \$
TRANSPORT ROSEMONT INC.	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION AMÉNAGEMENT DES PARCS ET ESPACES PUBLICS	<a href="#">1187936022</a>	RATIFIER LA DÉPENSE POUR UNE ANNÉE D'OPTION À TRANSPORT ROSEMONT INC., POUR LA LOCATION D'UN TAMISEUR À COMPOST ET D'UN TRACTEUR CHARGEUR DE 4 VG3 AVEC OPÉRATEUR POUR UNE PÉRIODE DE 4 MOIS AFIN DE PRODUIRE DU COMPOST AU CESH, POUR LA SOMME DE 68 441,17 \$ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC (16-15318) - 2 SOUMISSIONNAIRES.	CE19 0088	2019-01-16	68 441,00 \$
LES CONTRÔLES PROVAN ASSOCIÉS INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	<a href="#">1188148001</a>	ACCORDER UN CONTRAT À LES CONTRÔLES PROVAN ASSOCIÉS INC., POUR LA FOURNITURE D'UNE (1) VANNE MODULANTE ET DE TROIS (3) VANNES MOTORISÉES POUR LA STATION DE POMPAGE MCTAVISH - DÉPENSE TOTALE DE 267 406,55\$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC NO 18-17235 - (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE19 0133	2019-01-29	247 599,00 \$
EXCAVATION L.MARTEL INC.	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION AMÉNAGEMENT DES PARCS ET ESPACES PUBLICS	<a href="#">1188194003</a>	OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES À EXCAVATION L. MARTEL INC. POUR LE TAMISAGE DES SOLS DE TYPE A OU AB AU PARC FRÉDÉRIC-BACK POUR UN MONTANT MAXIMAL DE 480 135,60 \$, INCLUANT TAXES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 18-17035 - DEUX (2) SOUMISSIONNAIRES - CONTRAT 18-6332.	CE19 0060	2019-01-16	480 137,00 \$

NOMBRE DE CONTRATS : 4

TOTAL : 1 043 167,00 \$

**04.02**

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU  
28 FÉVRIER 2019**

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF  
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

**POUR LA PÉRIODE DU  
1<sup>ER</sup> AU 31 JANVIER 2019**

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**  
**PÉRIODE DU 01 JANVIER 2019 AU 31 JANVIER 2019**

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
AIR AND WASTE MANAGEMENT ASSOCIATION	100% AGGLO	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION	<a href="#">1184390003</a>	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE À L'AWMA (AIR AND WASTE MANAGEMENT ASSOCIATION) POUR LA CONFÉRENCE ANNUELLE ET EXPOSITION ACE-2019 - VENTS DE CHANGEMENT : ENVIRONNEMENT, ÉNERGIE ET SANTÉ, QUI AURA LIEU DU 25 AU 28 JUIN 2019 À QUÉBEC- 15 000 \$	CE19 0145	2019-01-24	15 000,00 \$
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE D'ATHLÉTISME	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	<a href="#">1187898003</a>	ACCORDER UN SOUTIEN TOTALISANT 124 000 \$ À LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE D'ATHLÉTISME, POUR LA TENUE DES CHAMPIONNATS CANADIENS D'ATHLÉTISME EXTÉRIEUR EN 2019 ET 2020, SOIT UN SOUTIEN FINANCIER DE 80 000 \$ EN DEUX VERSEMENTS RESPECTIFS DE 40 000 \$ ET UN SOUTIEN EN BIENS ET SERVICES D'UNE VALEUR DE 22 000 \$ PAR ANNÉE DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS / APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE19 0082	2019-01-16	80 000,00 \$
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE	100% AGGLO	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET AFFAIRES INTERNATIONALES	<a href="#">1188006001</a>	AUTORISER L'ATTRIBUTION D'UNE BOURSE AU MONTANT DE 3 000 \$ À L'ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE (ÉTS) VISANT À SOUTENIR UN ÉTUDIANT DE NIVEAU MAÎTRISE OU DOCTORAT DANS LE CADRE DU CONCOURS DE L'IDÉE À L'INNOVATION : TRANSFORMER MONTRÉAL PAR LA RECHERCHE.	CE19 0020	2019-01-10	3 000,00 \$

NOMBRE DE CONTRATS : 3

TOTAL : 98 000,00 \$

**04.03**

**À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU  
28 FÉVRIER 2019**

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS  
POUR LA PÉRIODE DU  
**1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**  
LISTE SIMON



**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
2626-1180 QUEBEC INC.	1320757	15 JANV. 2019	FERRAZ, MARIO	Cours de conduite classe 1 pour Éric Séguin	Police	Activités policières	3 081,38 \$	
9042-0845 QUEBEC INC.	DEP23716	10 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BCO2019 - ENTRETIEN PAYSAGER - USINE DE POINTE-CLAIRE - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION 17-16136	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 784,45 \$	1218937
9042-0845 QUEBEC INC.	DEP23735	10 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BCO2019 - ENTRETIEN PAYSAGER - USINE DE DORVAL - APPEL D'OFFRES SUR INVITATION 17-16136	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 189,29 \$	1218937
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU34061	15 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	216 palettes de convoyeurs usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 327,65 \$	
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU34922	24 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	*** 2019 *** FABRIQUER TIGE DE LEVAGE TEL QUE DESSIN PM-ME-343-608-M01-021	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 147,55 \$	
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU34923	24 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	*** 2019 *** REAPPROVISIONNEMENT ENSEMBLE DE RENVOI	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 189,01 \$	
9054-3174 QUEBEC INC.	DEU35043	08 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	Certification des Installations aux Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 874,06 \$	
9213-4675 QUEBEC INC.	1322785	22 JANV. 2019	MOISE, CARL	2019 - Déneigement janvier à avril pour L'écocentre Lasalle	Environnement	Matériaux secs - traitement	22 414,83 \$	
9337-7224 QUEBEC INC.	DEU35227	17 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	R. COUTURE - RÉPARATION PORTE DE GARAGE SELON F69503	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 929,15 \$	
A.J. THEORET ENTREPRENEUR ELECTRICIEN INC.	DEP23974	17 JANV. 2019	BERNARD, DOMINIQUE	BS - Appel de service pour le remplacement de deux luminaires et ajout d'un projecteur pour le stationnement extérieur et livraison produits chimiques - S. Dumas - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 035,19 \$	
ACCEO SOLUTIONS INC	1321297	16 JANV. 2019	GAGNE, REJEAN	Renouvellement - Support logiciel billetterie (ville de Laval) - SECI - Période du 1er janvier au 31 décembre 2019 - Soumission MC-08112018-SPVM-Laval V5	Technologies de l'information	Gestion de l'information	57 476,06 \$	
ACCESS GROUP	1319054	09 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	Achat - Graveur CD/DVD - Projet caméras personnelles - Policiers du SPVM - Conformément à la soumission 09-18-2018 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 152,24 \$	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1324570	30 JANV. 2019	BOULET, SUZANNE	Détecteurs et cylindres de gaz et autres BC ouvert 2019	Environnement	Réseaux d'égout	9 448,87 \$	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1320273	14 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM-209314 // ACHAT DE 120 RUBANS DE PÉRIMÈTRE JAUNE ZONE INTERDITE // INVENTAIRE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 126,63 \$	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP22519	10 JANV. 2019	BEAUDET, JEAN-FRANÇOIS	2018 - Inspection enrouleurs DBI AD515CG - 1 soumission	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 446,41 \$	
ADN5 MEDIA INC.	1321489	17 JANV. 2019	BARTH, SIMONETTA	Service mensuel de revue et d'analyse de presse 2019-Entente 1302253	Police	Activités policières	50 394,00 \$	1302253

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP23903	11 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - UPC - LAMPE POUR MICROTOL ET RÉACTIF CHLORE JAW - M. PILON - 1 SOUMISSION - FOURNISSEUR UNIQUE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 821,39 \$	
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP24036	21 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - UPC - PIÈCES CHLORATEUR - M. PILON - 1 SOUMISSION - FOURNISSEUR UNIQUE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 138,62 \$	
AGAT LABORATOIRES LTD	1317645	02 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	C/O 2019 - ANALYSE CHIMIQUE DES EAUX USÉES ET DES BOUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 249,37 \$	
AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC.	1324197	29 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Contrat de service pour la période du 2019-01-02 AU 2020-01-31	Environnement	Traitement des eaux usées	9 009,46 \$	
AIR LIQUIDE CANADA INC	1317646	02 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	2019 - Commande ouverte pour location de cylindres de gaz industriels	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 099,75 \$	
AIRCOM TECHNOLOGIES INC.	1319823	11 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019- Surpresseur de remplacement pour injection d'air pour le biofiltre ( voir soumission )	Environnement	Protection de l'environnement	4 219,09 \$	
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1320573	15 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	DST - INVENTAIRE - Bon de commande ouvert: Entretien et remplissage d'extincteur à eau et à poudre pour les véhicules du SIM pour l'année 2019	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	20 997,50 \$	
ALBECO INC.	DEU34905	04 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	Roulement - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 375,16 \$	
ALBECO INC.	DEU35247	18 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	135 Joints et autres Roulements - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 711,42 \$	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	DEP23994	17 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - VANNES - PIÈCES ACCOUPLEMENT ROBAR POUR REMPLACEMENT GATE Ø24" - J.M. OUELLET - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 850,36 \$	
ALPHAPLANTES	DEP23928	17 JANV. 2019	MARSAN, ANDRE	BCO2019 - Entretien des plantes à l'usine Atwater - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 270,00 \$	
ANACHEM LTEE	1312846	08 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Bon de commande de service pour le ramassage des produits dangereux.	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 537,89 \$	
ANIXTER CANADA INC.	DEP24051	21 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - ULA - Électricité - P. Normandeau - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 460,92 \$	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1321363	17 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	ATELIER CUIR // ACHAT 500 CAGOULES IGNIFUGE #PL23	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	25 259,99 \$	
APPLIED INDUSTRIAL TECHNOLOGIES, LP	DEU35264	21 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	SG18130-BF0000-B, REAPPRO DISQUES D'AJUSTEMENTS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	47 275,61 \$	
ARIZONA INSTRUMENT	DEU34336	14 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	GG - RÉPARATION DE TROIS DÉTECTEURS H2S JÉRÔME MODÈLE631	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 485,08 \$	
ARMAND MALO INC	DEP23803	03 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - UPC - PROJET MODIFICATION STRUCTURE TUBE DÉCANTATION DÉC.3-4 - M. PILON - 4 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 022,08 \$	
ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DE BANLIEUE	recherchebanlieues20190128	28 JANV. 2019	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	55 262,34 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ASSOCIATION DES TRANSPORTS DU CANADA (ATC)	1322588	22 JANV. 2019	FELTON, SYLVAIN	Facture - Étude de cadrage CRASH - Service de l'urbanisme et de la mobilité	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	10 000,00 \$	
ATALASOFT INC.	1319058	09 JANV. 2019	GAGNE, REJEAN	Renouvellement - Contrat d'entretien - DollImage - Période du 25 février 2019 au 24 février 2019. Quote QN-00040686	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 018,57 \$	
ATELIER D'USINAGE JACA INC.	DEU34817	24 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	*** 2019 *** REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES INOX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 036,76 \$	
ATELIER MOTEUR POMPE (AMP)	DEP23876	09 JANV. 2019	MARSAN, ANDRE	BC - UDO - REFECTION POMPE ET MOTEUR 404 - B. SCRAIRE - 3 SOUMISSIONS - Remplace le BC DEP23780	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 519,76 \$	
ATELIERS M. DRIVESHAFT INC.	DEU35319	24 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	FABRICATION ARBRE D'ENTRAÎNEMENT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 227,61 \$	
AUTOMATIC SYSTEMS AMERICA INC.	DEP24155	29 JANV. 2019	BERNARD, DOMINIQUE	BS - Entretien de la guérite - B. Scraire - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 881,39 \$	
AUTOMATISATION CADENCE INC.	DEU35133	11 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Panneau électrique GE Quickpanel - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 104,77 \$	
AUTOMATISATION JACMAR INC.	DEU35376	29 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	SG19020-167231-B, DÉMARREURS FVNR, SECTIONNEURS 600V, PLAQUES DE REMPLISSAGE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	23 721,92 \$	
AVENSYS SOLUTIONS INC.	1324728	30 JANV. 2019	BOULET, SUZANNE	BC OUVERT CRISMA	Environnement	Réseaux d'égout	10 498,75 \$	
AV-TECH INC.	1320210	14 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Fabrication et installation d'un étagère	Police	Activités policières	5 276,18 \$	
AXIA SERVICES	1323404	24 JANV. 2019	TRUDEAU, ANDRE	74562 : Évolution du parc de postes de travail - Service technique de la firme Axia (organisme à but non lucratif : Bastien Guilmart mandat pour la MDR- Conseiller en développement organisationnel - Projet pilote préalable au	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 358,14 \$	
BASTIEN GUILMART	1317471	25 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Bastien Guilmart mandat pour la MDR- Conseiller en développement organisationnel - Projet pilote préalable au	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	19 816,19 \$	
BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	1322764	22 JANV. 2019	GUAY, PATRICE	Avocat dossier Police ST	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	18 740,84 \$	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	0000371731	31 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-002514	Affaires juridiques	Affaires civiles	14 264,65 \$	
BELL CANADA	1323067	23 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	68008_SERAM_04- Acquisition AirWatch Application VMWare pour protection des cellulaires (ces nouvelles licences seront ajoutée au compte 825993866) comme convenu avec Bell	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	2 755,92 \$	
BELL CANADA	52621825320190101	14 JANV. 2019	CADIEUX, ISABELLE	Facture mensuelle Bell 526 Janvier 2019 - Approuvée par P. Gauthier	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 443,17 \$	
BELL MOBILITE INC	1319657	21 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	68008-04 ENQS - Acquisition - Klein Electronics - BLU-RSM Bluetooth Speaker Microphone comme convenu avec Bell	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	1 047,25 \$	
BELL MOBILITE INC	1319657	10 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	68008-04 ENQS - Acquisition - Klein Electronics - BLU-RSM Bluetooth Speaker Microphone comme convenu avec Bell	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	14 137,88 \$	
BELL NORDIC INC.	1323505	25 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Prestations de services pour l'intelligence économique. Bell Nordic doit faire une nouvelle offre de service de	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	18 477,80 \$	
BELZONA QUEBEC INC.	DEU33876	08 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	Traitement Belzona pour Pompe Ebara	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	26 229,81 \$	
BERNARD GENEREUX	1323500	25 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Produire un document d'orientation présentant des liens à créer entre la métropole et les régions du Québec. Proposer	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	13 050,00 \$	
BERNARD VADNAIS	1317975	04 JANV. 2019	LACHANCE, BRUNO	Services d'animation spirituelle pour les pompiers de Montréal ( SIM ) couvrant la période du 01 janvier 2019 au 31	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	13 512,00 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BETON LEMIEUX	DEP23973	23 JANV. 2019	BERNARD, DOMINIQUE	BS - Création d'un muret de confinement en béton autour de la moto-pompe - B. Scraire - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 091,89 \$	
BIDIBIDI INC	1322727	22 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	Achat de Trousse d'intervention PR rouge et Etui O2-1000 D rouge avec Logo du SIM.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	15 780,68 \$	
BLUEWAVE INNOVATIONS INC.	DEU35277	22 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	ACHAT MODULE SFP CISCO SFP-10G-SR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 664,06 \$	
BOIVIN & GAUVIN INC.	1320020	11 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM-04893 // Achat de 15 Storages bracket pour canon mercurv akrons (supports) // Inventaire	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 566,64 \$	
BOSIK TECHNOLOGIES LTD	1322849	23 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Essais balistique	Police	Activités policières	18 346,44 \$	
BOUTY INC	1314692	08 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de chaise ergonomique	Police	Activités policières	6 882,81 \$	
BOUTY INC	1318084	07 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Réparation de chaises SPVM	Police	Activités policières	2 099,75 \$	
BOUTY INC	1321296	16 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de chaise ergonomique	Police	Activités policières	2 166,84 \$	1013950
BOUTY INC	1323461	24 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	#0025 - 200 Bellechasse - Fauteuil pour la salle de conférence - Soumission 0113 1070-MF-GA01-12-N2-7N-2222	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 251,86 \$	
BUCHI CORPORATION	1324215	29 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	2 075,37 \$	
BUFFET RIVIERA INC.	1321546	17 JANV. 2019	FERRAZ, ANNABELLE	Location de salle et traiteur pour cérémonie d'assermentation-56e contingent	Police	Activités policières	818,90 \$	
BUFFET RIVIERA INC.	1321546	23 JANV. 2019	FERRAZ, ANNABELLE	Location de salle et traiteur pour cérémonie d'assermentation-56e contingent	Police	Activités policières	3 140,44 \$	
BUREAU DE NORMALISATION DU	1321673	17 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - audit de maintien - CESM	Environnement	Protection de l'environnement	6 929,18 \$	
C.C.R. MECANIQUE INC.	DEU35226	17 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	2 Ensembles de bases - Pompe centrifuge au Bloc A	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 362,22 \$	
C.P.U. DESIGN INC.	1318991	09 JANV. 2019	CLOUTIER, MARIEKE	2019 - Tablette PSE-Nouveau gestionnaire	Environnement	Protection de l'environnement	3 728,94 \$	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1319236	10 JANV. 2019	GAGNE, REJEAN	Renouvellement - Visual Studio Pro - M-Iris - Période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020 - Soumission 3034220	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 679,84 \$	
C.P.U. DESIGN INC.	1324749	30 JANV. 2019	TINO, RUFFINO	74562 : Evolution du parc de postes de travail - Achat de 100 barrettes de mémoire auprès de CPU Design - Service des	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 526,84 \$	1164102
CANADIEN NATIONAL	1320098	11 JANV. 2019	BROUILLETTE, CHANTALE	CANADIEN NATIONAL- OTC syst. d'avertissement avec barrières-Piste cyclo piéton-AGR-92R358-127-47 Joliette-2018/12 et 2019 (2018-12-31 au 2019-12-31) # Réf. Client :	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	8 201,62 \$	
CANAFLEX INC.	1323447	24 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM 227782 // HYDRAULIQUE // ACHAT DE CONNCTEUR POUR MISE EN SERVICE MAXI/SABER	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 597,24 \$	
CANCOPPAS LTD	DEU35224	21 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	GATE VALVE - ROBINET OPTICAL SCIENTIFIC PROJET 170285	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 136,50 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CARTE RONA	1317648	03 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	2019 - ACHATS ARTICLES DE QUINCAILLERIE RENO-DEPOT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 249,37 \$	
CATIA DOS SANTOS	1323846	28 JANV. 2019	CHIASSON, JOSEE	Participer aux préparations finales du lancement d'un nouveau programme de décontamination dans le cadre du	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 604,00 \$	
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1318622	08 JANV. 2019	GROULX, LOUISE	BCO - EQUIPE NAUTIQUE - SERVICE DE LOCALISATION PAR GPS POUR BATEAUX (T.O RIDGEWOOD CAPACITY PLUS UHF)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 513,40 \$	
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1319417	10 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	BCO 2019-Electricité//Païement des factures pour divers réparations sur matérielles de communication du SIM.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 498,75 \$	
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1323042	23 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM227700 // Electricité et Communications // Boîte pour casque sur pompe latéral	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 004,77 \$	
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1323052	23 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM240405 // Electricité et Communications // Adaptateur pour casque sur pompe latéral	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 065,63 \$	
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	DEU34987	04 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	8 Radios portatifs avec batteries, 12 Pochettes et 12 Microphones - Réseau des Intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 225,78 \$	
CENTRE D'EXPERTISE EN ANALYSE	1317650	03 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	COMMANDE OUVERTE 2019 - ETALONS CERTIFIES MATERIEL DE REFERENCE EXTERNE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 498,75 \$	
CERTIFILTRE INC.	1319834	11 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Certification annuelle	Environnement	Inspection des aliments	3 354,00 \$	
CHAINES ET ELINGUES ST-PIERRE CANADA LTEE	DEP23838	11 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BS - Outils pour l'atelier mécanique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 144,48 \$	
CHAINES ET ELINGUES ST-PIERRE CANADA LTEE	DEP23976	16 JANV. 2019	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Réparation et remplacement de 2 palans électrique d'une capacité de 240Kg pour atelier lourd - 1	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 990,80 \$	
CHAINES ET ELINGUES ST-PIERRE CANADA LTEE	DEU35150	11 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	56 Cables en acier - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 043,40 \$	
CINTAS CANADA LIMITEE	1319449	10 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Location sarraus 2019 - Des Baillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	4 514,46 \$	
CLAUDE C. DE LERY COMMUNICATION ET GESTION CONSEIL	1319197	09 JANV. 2019	CLOUTIER, MARIEKE	2019 - 2019 - Document et présentation sur changements climatiques - Traduction	Environnement	Protection de l'environnement	3 684,55 \$	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1321557	17 JANV. 2019	MASSE, PAUL	PTI OUTILS # 68103 - CLIFFORD UNDERWOOD --- Acquisition de 2 vérins de levaeq pour l'atelier mécanique MADISON	Matériel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	8 994,67 \$	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1322757	22 JANV. 2019	MASSE, PAUL	PTI 68103 - Soumission datée 8 janvier 2019 - Vérin 2 poteaux 11000lbs WHIP - atelier Montréal Nord.	Matériel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	4 578,72 \$	
CLUB VOYAGES AFFAIRES	1324643	30 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Achat de billet pour voyage de Josée Chiasson et de Véronique Doucet- Participation Marché international des	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 989,52 \$	
COLLEGE CANADIEN DE POLICE	1322407	21 JANV. 2019	FERRAZ, MARIO	Frais de formation, de déplacements et d'hébergements 2019 au Collège canadien de police	Police	Activités policières	59 973,81 \$	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	1323670	25 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019- Location d'une génératrice 1 méga watt - Location prévisionnelle 1 mois (50 heures max) - inclus transport ,	Environnement	Protection de l'environnement	12 598,50 \$	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU33359	03 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	Accouplement Browning SHU2 assemblé - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 574,85 \$	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU34912	03 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	Accouplemenbt et courroie - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 544,24 \$	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU34998	04 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	32 Roulettes 6" Darcor - Atelier mécanique des Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 203,66 \$	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU35199	16 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	4 Sondes ORP ECD avec 4 Electrodes - UTO et Biofiltre	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 947,73 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU35248	18 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	12 Roulements à bride Sealmaster, 60 roues Colson et autres - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 582,80 \$	
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU35289	23 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	REAPPRO BILLES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 410,10 \$	
COMPOSITES IDEAL INC.	DEP24071	23 JANV. 2019	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Test patchs pour réservoir hypochlorite 0.8% # 1 - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 112,89 \$	
COMPUGEN INC.	DEP24196	30 JANV. 2019	TURCOTTE, CAROLINE	BS - Licences MS Prjct STD 2019 - Qiong - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 749,57 \$	
COMPUGEN INC.	1318743	08 JANV. 2019	TINO, RUFFINO	Acquisition de 36 écrans d'ordinateur (24 pouces) requis dans le cadre du projet de Renseignement (74850) - Service	Technologies de l'information	Activités policières	6 036,32 \$	1163303
CONCEPT CONTROLS INC.	1321663	17 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Achat d'appareil de test respiratoire Porta Count Pro 8048 selon la soumission # 89165.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	19 151,82 \$	
CONCEPT CONTROLS INC.	1321682	17 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Achat Tablette Microsoft surface 4GB RAM, 128MB pour utilisation avec Porta Count 8048 incluant caisse rigide et	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 081,41 \$	
CONCEPT CONTROLS INC.	1322180	21 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	Electricité et Communication // Micro Dock II avec 5 entrées, module pour micro 5 et régulateurs	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 865,62 \$	
CONCEPT CONTROLS INC.	1324152	29 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM240407 // Electricité et Communication // Bouteille, capteur LEL, H2S et CO	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 958,05 \$	
CONCEPTPLUS.CA INC.	1319023	09 JANV. 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Facture - Thermos en acier inoxydable, Logo: Montréal DPPC - COURU 2018 - Service des affaires juridiques	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 601,07 \$	
CONFECTIONS CARLO SAVO INC.	1319600	10 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour la confection d'uniformes pour cadres	Police	Activités policières	7 349,12 \$	
CONSTRUCTION ARCADE	DEU35283	23 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	FOURNITURE ET INSTALLATION D'UNE RAMPE METALLIQUE PROJET 173846	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 729,79 \$	
CONSULTAIR 2000 INC.	DEP23944	16 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - R/R - Pièces compresseur - M.Lajeunesse - 1 Soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 519,25 \$	
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEP22062	16 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	VANNES - Opérateur pour vanne papillon Pratt - J.M.Ouellet - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 106,59 \$	
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU35152	14 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	2 Actionneurs Keystone assemblés - Incinérateur 4	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 359,08 \$	
CONVAL QUEBEC	DEP24202	30 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - INVENTAIRE MAGASIN - ACTUATEUR LIMITORQUE - 3 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 779,05 \$	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1317638	07 JANV. 2019	SOULIERES, MICHEL	Achat iPad+protecteur écran+étui+disque dur pour projet de chantier HDV (demandé par Pomerleau pour utilisation de	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	444,50 \$	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1317638	07 JANV. 2019	SOULIERES, MICHEL	Achat iPad+protecteur écran+étui+disque dur pour projet de chantier HDV (demandé par Pomerleau pour utilisation de smartuse)(61.3 % corp + 38.7 % agg)	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	1 784,47 \$	1163361
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1315534	16 JANV. 2019	LUKENI MATONDO, NADINE	2 IPAD PRO 12,9" 25gO GRIS COSMIQUE wifi	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 580,59 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COREM	1319671	10 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Commande ouverte 2019 - Analyses externes	Environnement	Traitement des eaux usées	4 199,50 \$	
CORIX WATER PRODUITS LP	1318595	08 JANV. 2019	LAMARRE, JEAN	Remettre à niveau le régulateur Ross de 300 mm situé sur la bretelle d'accès Autoroute 40 entre Dollard-Desjardins et le boulevard du Tricentenaire et de former le personnel de la ville	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 823,78 \$	
CPU SERVICE INC.	1324316	30 JANV. 2019	LANDRY, ROBERT	Réparations sur PTM (plusieurs factures)	Police	Activités policières	13 352,88 \$	
CRITES & RIDDELL INC.	1323885	28 JANV. 2019	MANTZAVRAKOS, MYRTA	Papier thermique	Environnement	Inspection des aliments	2 698,50 \$	
CT SPEC (MC)	DEU35341	25 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	(UNITE) CONTRAT D'ENTRETIEN ET SOUTIEN DES APPLICATIONS DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019 - DEPARTEMENT 3800	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 312,37 \$	
D.I.S. SOLUTION INC.	DEU35018	30 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	SS - BASSIN DE NEUTRALISATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 498,41 \$	
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEP24115	24 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	BS - VANNES - VANNE PAPILLON Ø24" - PROJET HENRI-BOURASSA / THIMENS - J.M. OUELLET - 2 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	13 847,85 \$	
D.M. VALVE ET CONTROLES INC.	DEU34986	04 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	10 Robinets à bille pour l'actuateur à vanne PMP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 702,44 \$	
DANNY BOUDREULT	20181206	16 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais analyse dossier; 18-002514	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 891,57 \$	
DATA GESTION DES COMMUNICATIONS	1311128	30 JANV. 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Impression de constats thermiques sur entente 1224919 - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 463,96 \$	1224919
DATA GESTION DES COMMUNICATIONS	1323918	29 JANV. 2019	ALLARD, LINA	Impression de 1500 constats billets	Environnement	Protection de l'environnement	1 101,45 \$	
DATA GESTION DES COMMUNICATIONS	1323918	28 JANV. 2019	ALLARD, LINA	Impression de 1500 constats billets	Environnement	Inspection des aliments	2 101,00 \$	
DATA GESTION DES COMMUNICATIONS	1321549	17 JANV. 2019	DESCHAMPS, MARCEL	Impression constat d'infraction pour la prévention (2 x 1 000) - Service de sécurité incendie de Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	10 169,09 \$	
DELOITTE S.E.N.C.R.L./S.R.L	DEU35228	17 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	Vérification des redevances sur matières résiduelles - Service de l'ingénierie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 399,00 \$	
DELOM SERVICES INC	DEP23797	30 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	BCO2019 - DELOM - SERVICE D'USINAGE DIVERS	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY PRODUCTS LTD	1323876	28 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Consommables pour ICPMS iCAPQ et tubes microdistillation (cyanure)	Environnement	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	4 373,72 \$	
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY PRODUCTS LTD	1323876	28 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Consommables pour ICPMS iCAPQ et tubes microdistillation (cyanure)	Environnement	Traitement des eaux usées	4 373,69 \$	
DESCHENES & FILS LTEE	1324400	29 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - BCO pour accessoire et fourniture de plomberie - Compte client 751100	Environnement	Protection de l'environnement	10 498,75 \$	
DIAMOND CANAPOWER	DEU34355	03 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	4 Éléments de ramonage Diamond Canapower - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 497,82 \$	
DIANE BOULET	1321683	17 JANV. 2019	CLOUTIER, MARIEKE	2019 - Contrat pour Diane Boulet selon la convention de services technique	Environnement	Protection de l'environnement	3 150,00 \$	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	DEU31414	30 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	LOCATION CAMION 4X4 POUR INTERCEPTEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 123,41 \$	1266110
DISTRIBUTION CRANE, DIVISION DE CRANE CANADA CO	DEU34829	03 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	4 Collets Victaulic - Dégrilleur 14	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 045,69 \$	
DISTRIBUTION CRANE, DIVISION DE CRANE CANADA CO	DEU35179	15 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	6 collets 12" Victaulic - Fuite au dégrilleur 14	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 441,18 \$	
DISTRIBUTION INTERNATIONAL FOYER FC INC	1324069	28 JANV. 2019	DUPLANTIE, SYLVIA- ANNE	Fabriquer et livrer des éléments de protection en métal au parc Frédéric-Back 18-6321	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	54 511,63 \$	
DMS DIVISION DE C.I.T.I.	1322463	21 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	Bon de commande ouvert 2019 achat de rideaux ou toiles pour le SIM	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 399,00 \$	
DR JEAN-ROBERT TURCOTTE INC.	18255	24 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques honoraires médicales dossier;16-002364	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 299,25 \$	
DRN INDUSTRIEL INC.	DEP24005	22 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - UPI - Échangeur de chaleur ozonation - B. Scraire - Fournisseur unique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 170,01 \$	
D-TROIS-PIERRES	1317869	04 JANV. 2019	DESAUTELS, ANNE	Service alimentaire (casse-croûte) et d'accueil - Château Gohier parc-nature du Cap St-Jacques hiver 2018-2019	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	13 189,15 \$	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1319204	09 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - CESM - Fourniture de pièces électriques	Environnement	Protection de l'environnement	10 498,75 \$	



**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP24030	18 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - UPC - INVENTAIRE PIÈCES ÉLECTRIQUES - M. PILON - 1 SOUMISSION - 2 DEMANDES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 506,82 \$	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP24138	25 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - UAT - Aerotherme - D. Chouinard - 3 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 930,84 \$	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP24165	29 JANV. 2019	BERNARD, DOMINIQUE	BS - Aérothermes - B. Scraire - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 719,08 \$	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP24184	30 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - UAT - Disjoncteur - JG Poirier - 3 demandes - 2 retours - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 109,64 \$	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	150723	30 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-002267	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 195,92 \$	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	150784	10 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 16-001072 couru 2018	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 925,53 \$	
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	150785	10 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-000306 et 18-001883 couru 2018	Affaires juridiques	Affaires civiles	7 584,93 \$	
DYNAPOMPE INC.	DEU34415	14 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	É. ALLEN - ESTIMATION ET RÉPARATION DE LA POMPE DARLING 668-M54-004	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 215,78 \$	
DYPLEX COMMUNICATIONS LTD.	1324340	29 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	68008_SERAM_04 ENQS - Acquisition Kit99-Amigo de surveillance physique pour SPVM (2ieme achat) comme convenu avec "Dvplex Communications LTD"- Pour Marc	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	69 740,46 \$	
EBI ENVIRONNEMENT INC.	1321484	17 JANV. 2019	BARTH, SIMONETTA	Travaux de recherches au LET de St-Thomas effectuées du 26 novembre au 2 décembre 2018	Police	Activités policières	52 674,96 \$	
EBI MONTREAL INC.	1317656	03 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	RÉCUPÉRATION DE CARTON ET POLYTHÈNE EN 2019	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés - élimination	3 149,62 \$	
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC.	DEU34223	14 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	Echafaudage pour le remplacement des Vannes Shut off à l'Incinérateur 2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 415,26 \$	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	p96515	01 JANV. 2019	VANNET, WI LAYVAN	Frais pour la présentation du cours PER-829 Leadership transversal sans autorité directe les 12 et 13 décembre 2018 -	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	4 766,43 \$	
ECOLE NATIONALE DE POLICE DU QUEBEC	1320160	11 JANV. 2019	CARBONNEAU, LINE	Frais de formation-déplacement, hébergement et repas à l'EPNO pour 2019	Police	Activités policières	69 973,81 \$	
ECOLE NATIONALE DE POLICE DU QUEBEC	1323571	25 JANV. 2019	VERREault, PAUL	Formation	Police	Activités policières	4 528,58 \$	
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL	DEU35029	07 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	Pour couvrir les frais de deux stagiaires pour une période de 14 semaines (Projet maximo)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	35 695,75 \$	
EFEL EXPERTS-CONSEILS INC.	1256585	22 JANV. 2019	VERREault, MICHEL	CONTRAT 2018-07-SP (GRE A GRE) Services professionnels afin de préparer les plans, devis, appel d'offre et surveillance	Service de l'eau	Réseaux d'égout	5 081,39 \$	
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1321160	16 JANV. 2019	LANDRY, ROBERT	Câble 4"	Police	Activités policières	7 349,12 \$	
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1322275	22 JANV. 2019	LANDRY, ROBERT	Pièces diverses pour atelier 10-04	Police	Activités policières	131,24 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1322275	21 JANV. 2019	LANDRY, ROBERT	Pièces diverses pour atelier 10-04	Police	Activités policières	2 464,90 \$	
EMD MILLIPORE CORPORATION	1321823	18 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Achat de pompe et tube	Environnement	Traitement des eaux usées	2 305,69 \$	
EMRN 2008	1322803	22 JANV. 2019	DURAND, MATHIEU	Gants nitrile	Police	Activités policières	3 141,54 \$	
ENERGIR S.E.C.	1318721	08 JANV. 2019	SAINT-DENIS, DANIEL	C/O 2019 FOURNITURE DE GAZ NATUREL (TRANSPORT), JANVIER À DÉCEMBRE 2019	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 343 214,60 \$	
ENERGIR S.E.C.	DEP23726	10 JANV. 2019	BEAUDET, JEAN-FRANÇOIS	BCO2019 - GAZ NATUREL POUR 243 CHEMIN DU BORD-DU-LAC, POINTE-CLAIRE - CPT 4200 6615 605	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	40 945,12 \$	
ENERGIR S.E.C.	DEP23739	10 JANV. 2019	MARSAN, ANDRE	BCO2019 - GAZ NATUREL POUR 55 AV. LILAS, DORVAL - CPT 4200 6615 704	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	73 491,25 \$	
ENERGIR S.E.C.	DEP23754	07 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BCO2019 - Gaz naturel pour 8970, boul. Lasalle #compte 3985 4200 001	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 498,75 \$	
ENERGIR S.E.C.	DEP23796	30 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	BCO2019 - GAZ NATUREL - POUR 3705, SAINT-PATRICK - CPT 2780 0371 018	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 \$	
ENTREPOTS LAFRANCE INC.	1319593	10 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	BCO2019 // DRM // Service d'entreposage pour le surplus d'inventaire pour l'année 2019	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 498,75 \$	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE ENTREPRISES MICHELE & ANGELO CARDILLO LTFE	1319078	09 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	ENTENTE 1134516 // ACHAT DE 60 CAISSES DE 36 UNITÉS/CAISSE FUSÉES ROUTIÈRES 30 MINUTES // 2019 Dénivellement janvier à avril pour L'écocentre Petite-Patrie	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 189,02 \$	1134516
EQUIPEMENT DE PROCEDE INTEGRAL INC.	DEU35134	11 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	Cartouche de rechange Seepex - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 682,47 \$	
EQUIPEMENT D'INCENDIE GLOBE INC	DEP23665	04 JANV. 2019	REBEL, VINCENT	BCO2019 - Inspection et remplissage des cylindres d'air respirable pour l'usine Lachine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 251,98 \$	
EQUIPEMENT D'INCENDIE GLOBE INC	DEP23707	04 JANV. 2019	REBEL, VINCENT	BCO2019 - Inspection et remplissage des cylindres d'air respirable pour l'usine Des Bailleurs	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 068,25 \$	
EQUIPEMENT LAVIGNE INC	1323767	25 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM 227789 // HYDRAULIQUE // ACHAT DE PIÈCES POUR SCIE STIHL MS460-461	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 278,25 \$	
EQUIPEMENT LAVIGNE INC	1323767	28 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM 227789 // HYDRAULIQUE // ACHAT DE PIÈCES POUR SCIE STIHL MS460-461	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 817,94 \$	
EQUIPEMENT QIP	DEU34401	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2 Valves Jamesbury 2" - Réservoir de vidange du Condensat Nord	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 905,53 \$	
EQUIPEMENT QIP	DEU35013	04 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2 valves Jamesbury - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 227,85 \$	
EQUIPEMENT QIP	DEU35044	08 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2 Valves guillottes Orbinox - Filtre Pressoir Rotatif 025	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 173,26 \$	
EQUIPEMENT QIP	DEU35189	15 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2 Vannes Orbinox - Incinération des Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 677,19 \$	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1319947	11 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM-04863 // ACHAT DE 50 ASSIETTES STORZ 4"-5" #SMB450 // INVENTAIRE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 204,74 \$	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1320360	14 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM04858 // ÉLECTRICITÉ ET COMMUNICATION (NOUVEAU CAMION) // ACHAT DE SUPPORT/ RACCORD STORZ	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 149,62 \$	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1320977	16 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	SOUM043421 // ACHAT DE SAVON POUR DÉCONTAMINATION // INVENTAIRE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 976,41 \$	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1321378	17 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	SOUM043465 - CUIR // ACHAT 100 ENS. BANDES REFL. JAUNE/LIME 1"x4" (SET DE 5)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 099,75 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1322689	23 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM-209328 // ACHAT DE 70 ASSIETTES STORZ 4po ET 50 #653 // INVENTAIRE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 763,81 \$	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1323687	25 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM227774 // HYDRAULIQUE // ACHAT DE POIGNÉE POUR COUPE TUYAUX ET ADAPTATEUR	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 587,94 \$	
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1323973	28 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM 227751 // HYDRAULIQUE // REPARATION DU COUSSIN DE SAUVETAGE DU 627	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 233,63 \$	
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.	DEU35377	29 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	MAINTENANCE CITRIX DU 28 MARS 2019 AU 27 MARS 2020	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 038,02 \$	
EVEREST AUTOMATION INC	DEU34700	03 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	2 Modules Infrarouge ABB - Surveillance des émissions en continu	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 460,39 \$	
EVEREST AUTOMATION INC	DEU35364	28 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	Composantes ABB - Générateur d'hydrogène et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 235,50 \$	
EVOLVEUM S.R.O.	1316414	25 JANV. 2019	PARENTEAU, LYNE	Onsite mid Point Deployment Fundamentals training & Onsite Connectors development training	Technologies de l'information	Gestion de l'information	17 696,46 \$	
EVOLVEUM S.R.O.	1320317	14 JANV. 2019	BEAULIEU, JEAN- SEBASTIEN	60110-07 - Gestion des identités et des accès - Banque d'heures pour le support de midPoint - Evolveum - Gré à gré	Technologies de l'information	Gestion de l'information	12 246,84 \$	
EXPO MANGER SANTE INC.	1320746	15 JANV. 2019	SAINT-MLEUX, FREDERIC	2019 - Expo manger santé	Environnement	Matières recyclables - matières organiques -	2 304,47 \$	
FABIEN LABORIE	1321613	17 JANV. 2019	GRENIER, RICHARD	70190 ; Présence Numérique-Fondation - Services Design Web, d'adaptation et de création des composantes de la	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 207,90 \$	
FALCON ENVIRONMENTAL SERVICES INC.	1319647	10 JANV. 2019	FRADETTE, JOHANNE	Effectuer une étude portant sur les mesures de mitigation pouvant être mises en place pour réduire l'impact de l'activité	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	7 391,12 \$	
FASTENAL CANADA LTEE	DEP23918	17 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - UPC - QUINCAILLERIE - M. PILON - 3 SOUMISSIONS - 4 DEMANDES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	120,56 \$	
FASTENAL CANADA LTEE	DEP23918	14 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - UPC - QUINCAILLERIE - M. PILON - 3 SOUMISSIONS - 4 DEMANDES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 058,05 \$	
FIBRENOIRE INC.	1319545	10 JANV. 2019	FERRAZ, MARIO	Contrat # SPVM01-005 - Connexion Internet 100Mbps - 1250, René-Lévesque Ouest, suite 500	Police	Activités policières	2 519,70 \$	
FISHER SCIENTIFIQUE	1320332	14 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Commande annuelle Pétris	Environnement	Inspection des aliments	6 371,25 \$	
FISHER SCIENTIFIQUE	1321031	16 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Matériel de laboratoire de microbiologie	Environnement	Inspection des aliments	5 293,92 \$	
FISHER SCIENTIFIQUE	1323035	23 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	3 464,59 \$	
FISHER SCIENTIFIQUE	1323332	24 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire de microbiologie	Environnement	Inspection des aliments	3 705,23 \$	
FISHER SCIENTIFIQUE	1323332	24 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire de microbiologie	Environnement	Réseaux d'égout	3 890,02 \$	
FISHER SCIENTIFIQUE	1324573	30 JANV. 2019	CLOUTIER, MARIEKE	2019 - Filter MITEX 47mm PQ /100 - numéro du catalogue LSWP04700	Environnement	Protection de l'environnement	4 842,38 \$	
FISHER SCIENTIFIQUE	1324742	30 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Produits chimiques et matériel de labo	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	6 802,18 \$	
FISHER SCIENTIFIQUE	DEP23904	11 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - UPC - RÉACTIFS POUR ANALYSE MICROBIOLOGIQUE - M. PILON - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 211,02 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU34962	09 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	Analyseur de moisissures - Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 934,41 \$	
FLEXISEEL CANADA	1321985	18 JANV. 2019	LANDRY, ROBERT	Protection pour clavier, clavier ou souris Flexiseel sur mesure	Police	Activités policières	3 144,38 \$	
FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE	1322972	23 JANV. 2019	BLANCHARD, PIERRE	BCO - Droits relatifs à l'obtention de copies de réquisitions et de documents visant une inscription sur le registre foncier afin de maintenir à jour les rôles d'évaluation municipaux	Évaluation foncière	Évaluation	93 000,00 \$	
FOOD TRUCKS GOURMETS	1323517	25 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Facture #20170913-07- Participation de Benoit Turgeon au Lyon Street Food Festival. Frais - Inscription congrès.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév. écon.	14 475,84 \$	
FORTERRA CONDUITE SOUS PRESSION, INC.	DEP23920	14 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	VANNES - TRAVAUX SUR TANGUAY ET MCDUFF - 1 FACTURE - I. DUPONT	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 927,59 \$	
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU34971	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	58 Luminaires Premise avec 24 trousse et 20 câbles - Éclairage de Bâtiment	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 649,15 \$	
FUGESCO INC.	DEU31519	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT ANNEAU D'ETANCHEITE CARBONE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 275,62 \$	
FUGESCO INC.	DEU34725	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2 Couvercles de Joint mécanique - Centrifuge	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 955,42 \$	
GAZTEK INC	DEP23859	11 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - UAT - 4 Gaz - D. Chouinard - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 948,16 \$	
GENESIS INTEGRATION INC.	DEU34337	15 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	EQUIPEMENT AUDIO-VISUEL SALLE MESURES D'URGENCE LOCAL 260	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 147,11 \$	
GENETEC INC.	1319269	10 JANV. 2019	GAGNE, REJEAN	Renouvellement - Contrat d'entretien avantage - Omnicast (SPVM) - GSC - 130620-851922 - Période du 1er janvier au 31	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 908,97 \$	
GESTION ANDRE R VAILLANCOURT LTEE -	1322449	21 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	Bon de commande ouvert 2019 achat de divers items pour les casernes et bureau Adm du SIM	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 824,19 \$	
GESTION C. & L. LAROCHELLE INC. - CANADIAN TIRE	1319241	10 JANV. 2019	MASSE, SYLVAIN	BON DE COMMANDE OUVERT - ACHAT DIVERS ARTICLES - ÉQUIPES SPÉCIALITÉS - Service de sécurité incendie de Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 249,37 \$	
GESTION MEMOTHEQUE	1322781	22 JANV. 2019	LACHANCE, BRUNO	Gestion du Centre de documentation en histoire du SIM selon les factures # 2018-11A et # 2018-12A - Service de	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 944,13 \$	
GESTION POLYVAL INC.	1319201	09 JANV. 2019	SAINT-MLEUX, FREDERIC	2019 - 2019 - Contrat de services d'entretien ménager de la Salle Möbius du centre de tri situé au CESM (2240, rue Michel	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	4 094,51 \$	
GESTION SAGECOM INC.	1323322	24 JANV. 2019	BOULET, SUZANNE	Implantation d'un Système de gestion de prélèvements	Environnement	Protection de l'environnement	13 858,35 \$	
GESTION VILLES DU FUTURE INC.	1323842	28 JANV. 2019	CHIASSE, JOSEE	Facture #MDF2019- Animation d'un kiosque à l'événement "Le Montréal du Futur" 2019. Partenariat "OR" - /Exposant	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév. écon.	13 123,44 \$	
GHD CONSULTANTS LTEE	1322932	23 JANV. 2019	BOSSE, JEAN-PIERRE	Projet Bonaventure, rédaction d'un rapport de supervision des îlots centraux du projet, qui ne sont pas soumis à la loi	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	7 356,47 \$	
GILBERT NETTOYEUR INC.	DEP23723	14 JANV. 2019	BEAUDET, JEAN- FRANCOIS	BCO2019 - Service de nettoyage de vêtements (autre que vêtements d'électricien) - Équipe Réservoirs	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 561,71 \$	
GILBERT NETTOYEUR INC.	DEP23762	07 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BCO2019 - Service de nettoyage de vêtements - Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 149,62 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GILBERT NETTOYEUR INC.	DEP23795	30 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	BCO2019 - SERVICE DE NETTOYAGE DE VÊTEMENTS (AUTRE QUE VÊTEMENTS D'ÉLECTRICIEN) - ÉQUIPE RÉSEAU PRIMAIRE VANNES	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	15 748,12 \$	
GLC METALLIQUE INDUSTRIELLE	DEU34809	24 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	*** 2019 *** REAPPROVISIONNEMENT BARBOTINS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 320,22 \$	
GLC METALLIQUE INDUSTRIELLE	DEU34816	11 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	**** 2019 **** REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES INOX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 992,67 \$	
GLC METALLIQUE INDUSTRIELLE	DEU34816	23 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	**** 2019 **** REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES INOX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 749,63 \$	
GLC METALLIQUE INDUSTRIELLE	DEU35118	11 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 902,93 \$	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1322162	21 JANV. 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	BCO 2019- Frais de courrier Globex - Services judiciaires (41072)	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	8 524,98 \$	1302177
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1323015	23 JANV. 2019	TINO, RUFFINO	BC ouvert - Frais de courrier interne et externe pour le compte 41107 du 255 Boul. Crémazie Est et le compte 41106 du 1868 Boul des Sources - Service de l'évaluation foncière	Évaluation foncière	Évaluation	4 724,44 \$	1302177
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1323015	23 JANV. 2019	TINO, RUFFINO	BC ouvert - Frais de courrier interne et externe pour le compte 41107 du 255 Boul. Crémazie Est et le compte 41106 du 1868 Boul des Sources - Service de l'évaluation foncière	Évaluation foncière	Évaluation	2 624,69 \$	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	DEU34939	02 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	FRAIS DE COURRIER	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 309,72 \$	1302177
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	DEU34939	02 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	FRAIS DE COURRIER	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	209,97 \$	
GOSSELIN PHOTO VIDEO INC	1323552	25 JANV. 2019	VERREAULT, PAUL	Fournitures photographiques	Police	Activités policières	12 140,94 \$	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES	DEP23978	16 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - UPC - CONVERSION ECLAIRAGE AU LED - GALERIE FILTRES 9-10 ET SALLE CHAUFFERIE - M. PILON - 4	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 301,41 \$	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES	DEU35126	11 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	2 Cables électriques Festoon - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 403,18 \$	
GRIMM AEROSOL CANADA INC.	1324571	30 JANV. 2019	CLOUTIER, MARIEKE	2019 - Calibration- Entretien annuel et étalonnage de votre moniteur de particules Grimm EDM-180 D n/s: 18A08009 ( Effectué le 08 août dernier x1803004 Circuit pour indicateur	Environnement	Protection de l'environnement	4 970,00 \$	
GROUPE CT INC.	1320227	14 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Contrat de service pour imprimante	Police	Activités policières	3 476,14 \$	
GROUPE DE SECURITE GARDA SENC	1319775	11 JANV. 2019	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Accorder un contrat à Gardaworld pour le service de sécurité pour la gestion des stationnements dans le cadre du projet	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 119,08 \$	
GROUPE ENVIRONEX	1249245	23 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Commande ouverte 2018 - Analyses externes	Environnement	Traitement des eaux usées	4 463,65 \$	
GROUPE G & G LTEE	DEP23980	17 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	BS - VANNES - ECHELLES EN ALUMINIUM ANODISÉE - S. JEAN - D. GODIN - 3 DEMANDES - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	25 139,26 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE LINCORA INC	DEP23906	11 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - UPC - CLASSEURS ARCHIVES - ENTENTE 952798 - M. PILON - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 010,51 \$	
GROUPE LINCORA INC	DEP23939	15 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - UDO - ARMOIRES - B. SCRAIRE - 1 SOUMISSION - ENTENTE 952798	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 299,22 \$	
GROUPE SURPRENANT	DEP24104	24 JANV. 2019	REBEL, VINCENT	BS - UDB - Programme de gestion parasitaire pour l'usine Des Bailleurs - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 178,49 \$	
GUARD-X INC	1318110	07 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour remplissage d'extincteur SPVM	Police	Activités policières	2 099,75 \$	
HACH SALES & SERVICE CANADA LTD	DEP24141	25 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - UPI - Sonde Solitax	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 861,97 \$	
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2019periode01	15 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2019 - Période 01 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	10 035,29 \$	
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2019periode02	24 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2019 - Période 02 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	8 349,25 \$	
HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE	1324732	30 JANV. 2019	BOULET, SUZANNE	BC ouvert 2019 CRISMA	Environnement	Réseaux d'égout	12 598,50 \$	
HYDRO WESTMOUNT	DEP23722	14 JANV. 2019	BEAUDET, JEAN-FRANCOIS	BCO2019 - Hydro-Westmount pour 19 Summit Circle Westmount H3Y 1B4	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 \$	
IDEXX LABORATORIES CANADA CORPORATION	1324203	29 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	BC OUVERT 2019 DB	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	38 927,64 \$	
IMFUSIO CANADA INC.	1324590	30 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Mandat octroyé à la firme Imfusio pour un Atelier/ Formation "Accompagnement pour éveiller une posture intrapreneuriale- Déploiement à l'ensemble du SDÉ".	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dev.écon.	14 386,44 \$	
INDIAN SPRINGS MANUFACTURING CO., INC.	1321372	17 JANV. 2019	WATERHOUSE, DAVE	Achat - Remplacement Kit de Chlore - Intervention GIMD - Service de sécurité incendie de Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	12 409,95 \$	
INDUSTRIES 3R INC.	DEU35195	15 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	LAMES DE NEOPRENE POUR DECANTEURS 15 À 28	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 711,31 \$	
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU34814	24 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	*** 2019 *** REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES INOX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 774,31 \$	
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU35116	11 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 265,13 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
INNOTEX INC.	1319179	21 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspection et entretien d'habit de combat pour le mois de janvier 2019	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	1 496,72 \$	C899907
INNOTEX INC.	1319179	15 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspection et entretien d'habit de combat pour le mois de janvier 2019	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	1 574,89 \$	C899907
INNOTEX INC.	1319179	23 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspection et entretien d'habit de combat pour le mois de janvier 2019	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	933,25 \$	C899907
INNOTEX INC.	1319179	25 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspection et entretien d'habit de combat pour le mois de janvier 2019	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 760,05 \$	C899907
INNOVATION DIAGNOSTICS INC.	1323318	24 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire de microbiologie	Environnement	Inspection des aliments	4 390,32 \$	
INSPECTIONS D'ECHELLES DENIS THIBAUT	1320625	15 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	SIM-DST: Inspections et test d'échelles pour les véhicules du SIM. Incluant pièces et main d'œuvre - facture: 2019-001	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 940,34 \$	
INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VÉGÉTALE DE	1323675	25 JANV. 2019	CLOUTIER, MARIEKE	2019 - Partenariat avec le l'Institut de Recherche en Biologie Végétale (IRBV) visant à déterminer si les espèces de	Environnement	Protection de l'environnement	3 529,60 \$	
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	1323851	28 JANV. 2019	CHIASSON, JOSEE	Facture #160-2018- Inscription de Valérie Poulin et de Josée Chiasson à la Tribu 19. Rendez-vous annuel des jeunes leaders et des organisations innovantes du Québec	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 000,00 \$	
INSTRUMENTS ISAAC INC	1319394	10 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	BCO2019 // MENSUALITE POUR LA TELEMETRIE DU SIM. INCLUANT LE SERVICE DE LOGICIEL ISAAC AINSI QUE LE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 249,37 \$	
INSTRUMENTS MEGATEC INC.	DEP23908	11 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BS - Outils pour le machiniste - P. Vallée - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 511,86 \$	
INTER PROPANE INC.	1324395	29 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - BCO pour livraison de propane compte client 53102	Environnement	Protection de l'environnement	2 099,75 \$	
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20180529	09 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2018 - Services judiciaires - Interprète - Keleny - 2018 - Facture # 2018_0529	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 141,74 \$	
ISE METAL INC.	DEU34968	08 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	2 Limiteurs de couple Mach III - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 422,59 \$	
ISE METAL INC.	DEU35003	04 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	4 Limiteurs de couple Fontaine - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 845,18 \$	
ISOLATION ALGON (2000) INC	DEU35257	18 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Isolation au Bâtiment des Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 577,34 \$	
ISOVISION INC	1323041	23 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Renouvellement contrat de service/pour labo Crémazie et Desbaillets	Environnement	Inspection des aliments	1 141,91 \$	
ISOVISION INC	1323041	23 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Renouvellement contrat de service/pour labo Crémazie et Desbaillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	1 197,42 \$	
ISOVISION INC	1323041	23 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Renouvellement contrat de service/pour labo Crémazie et Desbaillets	Environnement	Réseaux d'égout	1 197,42 \$	
ISOVISION INC	1323041	23 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Renouvellement contrat de service/pour labo Crémazie et Desbaillets	Environnement	Protection de l'environnement	1 198,88 \$	
ISOVISION INC	1323041	23 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Renouvellement contrat de service/pour labo Crémazie et Desbaillets	Environnement	Traitement des eaux usées	1 197,42 \$	
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	1319230	10 JANV. 2019	CARIGNAN, SYLVIE	Bon de commande ouvert pour achat divers pour 2019	Police	Activités policières	2 624,69 \$	
JBC MEDIA INC.	1323645	25 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Facture #7644. Page de publicité dans l'édition Montréal économique/ Insertion d'un mot de la Mairesse + 3 pages de reportage	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	12 546,01 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1323487	24 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM 227783 // HYDRAULIQUE // ACHAT DE SCIE ET CHAÎNE AU CARBURE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 432,87 \$	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1323701	25 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM227772 // HYDRAULIQUE // ACHAT DE FILTRE À AIR	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 050,30 \$	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	DEU35348	28 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	SB 2 souffleur à neige Honda, 9/28, avec roues motrices et starter électrique	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 034,16 \$	
JEREMY LAGNEAU	1323330	24 JANV. 2019	URRA, PAULA	2019 - Réalisation de l'étude (Service technique pour planifier les collectes de matières résiduelles pour égaliser les flux	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	17 150,00 \$	
JLR INC.	1319327	10 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	Renouvellement - Licences logicielles Lazychamp - Période du 1er janvier au 31 décembre 2019 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 624,69 \$	
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU34430	24 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	**2019*** SG18121-BF0000-B, ASSEMBLAGE CHAINES DE CONVOYEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	36 489,45 \$	
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU34813	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	*** 2019 *** REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES EN ACIER ET FONTE GRISE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 475,60 \$	
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU34891	24 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	*** 2019 *** REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINEES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 913,41 \$	
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU35106	10 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2 ENSEMBLES DE PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 042,02 \$	
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU35117	11 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 217,92 \$	
JOHN BROOKS COMPAGNIE LTEE	DEP24172	30 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - VANNES - POMPE DE TRANSFERT DE CHLORE - S. JEAN - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 443,19 \$	
JOHN CRANE CANADA INC.	DEU35160	16 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	Joint mécanique John Crane - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 309,21 \$	
JOHNSTON INDUSTRIAL PLASTICS LTD	DEU35135	11 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	3 Plaques de Polycarbonate - Relèvement des Eaux usées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 285,58 \$	
K+S SEL WINDSOR LTEE.	1324387	29 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - Sel de déglçage, abrasif	Environnement	Protection de l'environnement	15 066,23 \$	1302413
KINEQUIP	1318148	07 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour entretien des gyms SPVM	Police	Activités policières	5 343,87 \$	
KOMUTEL INC	1320541	14 JANV. 2019	CHARRON, DIANE	Remplacement du système d'exploitation du système de redondance du 9-1-1 pour désuétude au 1035 Rachel	Police	Activités policières	22 966,00 \$	
L.L. LOZEAU LTEE.	1319507	10 JANV. 2019	MANTZAVRAKOS, MYRTA	Développement de photos - BC ouvert 2019	Environnement	Inspection des aliments	6 000,00 \$	
L.L. LOZEAU LTEE.	1323562	25 JANV. 2019	VERREAU, PAUL	Photographie	Police	Activités policières	3 133,35 \$	
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1320550	14 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Paiement des factures # 195631,195632,195634,195635,196046,196045,196044,196043 et 196042 pour entretien mensuelle des compresseurs # 1 et 2 de la DRMI et les casernes 5 17 72 // RT # 8913 8914	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	119,42 \$	
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1320550	23 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Paiement des factures # 195631,195632,195634,195635,196046,196045,196044,196043 et 196042 pour entretien mensuelle des compresseurs # 1	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	348,93 \$	
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1320550	23 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Paiement des factures # 195631,195632,195634,195635,196046,196045,196044,196043 et 196042 pour entretien mensuelle des compresseurs # 1	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	13 172,27 \$	1275193
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1320550	16 JANV. 2019	LECOURS, SYLVAIN	Paiement des factures # 195631,195632,195634,195635,196046,196045,196044,196043 et 196042 pour le Cap St-Jacques pour les dates suivantes:13 et 27 janvier, 2.3,16-23,24 février et 3,8,9 mars	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 916,33 \$	1275193
LA NAVETTE NATURE INC.	1322385	21 JANV. 2019	DESAUTELS, ANNE	Navette hivernale pour le Cap St-Jacques pour les dates suivantes:13 et 27 janvier, 2.3,16-23,24 février et 3,8,9 mars	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	11 317,65 \$	



**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LA PRESSE LTEE	1318181	07 JANV. 2019	VIBERT, SONIA	Facture #135954. Xtra La presse+ Section Arts Production incluse - Édition du 15 décembre 2018 RC 13-01.03.03.00-	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	14 047,33 \$	
LA SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE JOHNSON S.E.C.	DEU34189	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	12 Contrôleurs de température Johnson - Chauffage Canalisation Boucherville	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 269,38 \$	
LABRADOR SOURCE	1253449	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	FOURNITURE D'EAU DE SOURCE SUR DEMANDE EN 2018 et 2019	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 749,47 \$	
LACHAPPE LOGISTIQUE	1320386	14 JANV. 2019	BONNEAU, ISABELLE	Aménagements et les déménagements des espaces relatifs à la mise en œuvre du plan directeur et à la densification des	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 099,75 \$	
LANDCARE INDEPENDANT INC.	DEP23075	09 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	UDC - BCO 2018-2019 DÉNEIGEMENT USINE ET STATIONS - B. SCRAIRE - 3 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	14 348,35 \$	
LANDCARE INDEPENDANT INC.	DEP23095	09 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	UDC - BCO 2018-2019 DÉNEIGEMENT USINE ET STATIONS - B. SCRAIRE - 3 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	24 847,04 \$	
LAROCQUE LOGISTIQUE	DEP23873	09 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - Service professionnel - Optimisation de processus - Contrats	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 900,00 \$	
LASALLE   NHC INC.	DEU35083	11 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	ANIMATIONS DES TRANSITOIRES HYDRAULIQUES PAR CFD	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 923,94 \$	
LATENT FORENSIC SERVICES	1323040	23 JANV. 2019	DURAND, MATHIEU	Soumission 1035	Police	Activités policières	7 761,56 \$	
LE CLAN PANNETON	1316211	07 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	Service de déménagement pour le Sim. Divers endroit	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 738,06 \$	1284241
LE CLAN PANNETON	1316211	10 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	Service de déménagement pour le Sim. Divers endroit	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	614,90 \$	1284241
LE GROUPE ABI INC.	DEU26305	10 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	SERVICE SUPPORT GÉNÉRAL INFORMATIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 732,84 \$	
LE GROUPE BELLON PRESTIGE INC.	DEP24150	28 JANV. 2019	REBEL, VINCENT	BS - Abri magasin DB porte 4 - Karel - 3 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	14 972,79 \$	
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	1321487	17 JANV. 2019	HOGUE CROS, CHARLOTTE ANAIS	Complément de Service d'évaluation de la contamination foncière au Centre d'interprétation et grange, situés au 215 A et 205 A, chemin du Cap-Saint-Jacques - Parc-nature du	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 149,62 \$	
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	DEP22801	22 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour test de moisissure interconnexion 1 - 1 facture	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 719,18 \$	
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	DEP23870	09 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - UDC - CARACTÉRISATION DES MATÉRIAUX POUVANT CONTENIR AMIANTE - 2 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 362,22 \$	
LE GROUPE J.S.V. INC.	DEU34952	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	Perceuse à colonne Jet + Clef pneumatique Chicago - Ateliers Intercepteurs et Plomberie des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 295,77 \$	
LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC.	1322800	22 JANV. 2019	MOISE, CARL	2019 Déneigement janvier à avril pour L'écocentre Rivière-des Prairies	Environnement	Matériaux secs - traitement	12 034,19 \$	
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	DEU35119	16 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	BC OUVERT 2019	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 149,62 \$	
LES CONTRÔLES PROVAN ASSOCIÉS INC.	DEP23150	23 JANV. 2019	MARSAN, ANDRÉ	BS - Inventaire magasin - Vannes - Entente 1252579	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	72 572,17 \$	
LES CONTRÔLES PROVAN ASSOCIÉS INC.	DEP23632	25 JANV. 2019	MARSAN, ANDRÉ	BS - Inventaire magasin - Vannes - Entente 1252579	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	96 865,88 \$	
LES CONTRÔLES PROVAN ASSOCIÉS INC.	DEU34890	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	Robinet Dezurik - Vasque de la distribution des Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 432,60 \$	
LES DISTRIBUTEURS LITRON LTEE	1324397	29 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - BCO Pièce électrique compte client VIL185	Environnement	Protection de l'environnement	2 624,69 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES DISTRIBUTIONS NORTHIER ENR	1323367	24 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM211308 // FORGE // ACHAT DE VIS, QUINCAILLERIE, FIL D'ACIER...	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 916,29 \$	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1321664	17 JANV. 2019	MOISE, CARL	2019 Déneigement janvier à avril pour L'écocentre CDN	Environnement	Matériaux secs - traitement	21 224,27 \$	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1321665	17 JANV. 2019	MOISE, CARL	2019 Déneigement janvier à avril pour L'écocentre St-Laurent	Environnement	Matériaux secs - traitement	27 103,57 \$	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1321666	17 JANV. 2019	MOISE, CARL	2019 Déneigement janvier à avril pour L'écocentre Acadie	Environnement	Matériaux secs - traitement	14 610,06 \$	
LES ENTREPRISES TONY DI FEO INC.	DEU31164	03 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	ENTRETIEN PAYSAGER DE LA STATION D'EPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 553,91 \$	
LES EQUIPEMENTS AVIPOR LTEE	DEU34834	11 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	*** 2019 *** REAPPROVISIONNEMENT DOSATRON	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 005,27 \$	
LES EQUIPEMENTS D'ARPEPAGE CANSEL INC.	DEP24109	24 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	BS - VANNES - ACHAT IMPRIMANTE HP GRAND FORMAT 36 POUCES - J.M. OUELLET - 2 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 501,34 \$	
LES EQUIPEMENTS POLYCHEM INC.	DEU35229	17 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	6 Sondes ATI - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 314,45 \$	
LES GRUES BELLERIVE INC.	1281950	03 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	A/O SI18056-BF0000-ST, LOCATION DE GRUES AVEC OPERATEUR SUR DEMANDE - 12 MOIS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 627,38 \$	
LES PARCOMETRES MACKAY	1324411	30 JANV. 2019	BROUILLETTE, CHANTALE	Parcomètres Mackay - J.J. Mackay Canada Limitée - Accès au portail et gestion à distance pour horodateurs (12 mois) (9432, boul. Gouin Ouest, Pierrefonds) du 1er janvier 2019 au 31 janvier 2020 - GPVMRS - Section Est	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	6 300,00 \$	
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1322787	22 JANV. 2019	MOISE, CARL	2019 Déneigement janvier à avril pour L'écocentre Saint-Michel	Environnement	Matériaux secs - traitement	17 623,20 \$	
LES PLASTIQUES CY-BO INC	DEP24203	30 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - UAT - Pièces de PVC - JG Poirier - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 661,71 \$	
LES PLASTIQUES CY-BO INC	DEU34828	03 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Assemblage Moteur et Pompe March - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 508,15 \$	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX	1323971	28 JANV. 2019	MASSE, PAUL	Soumission 329128 - Achat PTI 68103 - Plateforme d'entreposage auto portante - Atelier Plateau Mont-Royal.	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	17 479,45 \$	
LES PRODUITS SANITAIRES LEPINE INC.	DEU35215	16 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	144 Chaudières de sel à déglacer - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 607,89 \$	
LES SERVICES EXP INC.	1322595	22 JANV. 2019	LEBRUN, ISABELLE	REM 09-16-08_025, SP gestion des impacts, EXP, gré à gré, DEM : Guillermo Leon.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	12 802,18 \$	
LES SPECIALITES TURNBULL LIMITEE	DEU35074	08 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Aerotherme Turnbull pour Quai de chargement des cendres	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 989,01 \$	
LES SPECIALITES TURNBULL LIMITEE	DEU35077	08 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Serpentin Turnbull - Salle Mécanique 01	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 321,82 \$	
LES SYSTEMES CYBERKAR	1319925	11 JANV. 2019	SAVAGE, CLAUDE	Gyrophares Rouge et Bleu pour véhicule Ford Explorer 2018.	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	136 063,80 \$	
LES VENTES NEULOGIC INC.	1320039	11 JANV. 2019	DURAND, MATHIEU	Acquisition support numérique	Police	Activités policières	4 790,58 \$	
LINDE CANADA LIMITEE	1323775	25 JANV. 2019	BOULET, SUZANNE	BC OUVERT 2019	Environnement	Protection de l'environnement	2 099,75 \$	
LINDE CANADA LIMITEE	1317676	02 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	2019 - FOURNITURE DE GAZ INDUSTRIELS SUR DEMANDE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 598,50 \$	
LINDE CANADA LIMITEE	DEU34977	03 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	2019 - FOURNITURE DE GAZ SPÉCIAUX POUR LE LABORATOIRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 249,37 \$	
LINDE CANADA LIMITEE	DEU35268	22 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	REAPPRO GANTS JETABLES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 033,09 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LOCATION DE LINGE OLYMPIQUE LTEE	1319520	10 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Location et lavage de sarraus pour l'année 2019 - Laboratoire Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	4 199,50 \$	
LOUIS GARNEAU SPORTS INC.	1323589	25 JANV. 2019	RENAUD, SYLVAIN	Achat - Chandail et pantalon Drytex 6000 -Équipe sauvetage glace - Service de sécurité incendie de Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	23 422,70 \$	
LOUISE PHILIBERT	lp19010702	30 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Philibert - 2019 - Facture # lp-190107-02	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 244,63 \$	
LUC TREMBLAY	DEU35082	16 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	OFFRE DE SERVICES LUC TREMBLAY	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	28 750,00 \$	
LUCIE COUASNON	1321636	17 JANV. 2019	PERRAS, SYLVAIN	70150 : Remplacement du portail web de la Ville - Accorder un contrat aré à aré - Service professionnel de rédaction et	Technologies de l'information	Gestion de l'information	36 819,12 \$	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1324720	30 JANV. 2019	BOULET, SUZANNE	BC OUVERT CRISMA	Environnement	Réseaux d'égout	5 249,37 \$	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP24054	21 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BS - UAT - Besoin en urgence d'un aérotherme pour la gatehouse #7 - J-G Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 470,36 \$	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU31490	30 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2018 - 2019 FOURNITURE DE PIÉCES ÉLECTRIQUES SUR DEMANDE (URGENTES)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 249,37 \$	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU35027	07 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	50 luminaires Lithonia - Éclairage du bâtiment	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 250,85 \$	
LYDIA SOKOLOFF CONSEIL INC.	DEP22414	07 JANV. 2019	MARSAN, ANDRE	Banque d'heures pour communication-marketing projet "Poursuivons l'évolution de la DEP" et à la préparation du	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 370,13 \$	
M.D. CHARLTON CO.LTD.	1320005	11 JANV. 2019	BARTH, SIMONETTA	Acquisition de munition et accessoires pour l'arme à impulsion électrique	Police	Activités policières	90 416,13 \$	
MABAREX INC	DEP23697	24 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - Magasin - Produits Calgon - Fournisseur exclusif	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 475,63 \$	
MAGASINS BEST BUY LTEE	1319614	10 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	68008-04-ENQS - Acquisition - Achat de 91 étuis comme convenu avec Best Buy. Demandé par Marc Laurin - Service	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	3 820,52 \$	
MAGASINS BEST BUY LTEE	1324333	29 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	68008-04-ENQS - Achat d'équipements pour l'utilisation des cellulaires et consoles comme convenu avec Best Buy -Pour Marc Laurin - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	6 109,83 \$	
MAHEU & MAHEU INC.	1324381	29 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - BCO pour service de gestion parasitaire - Compte client EMTVIL006	Environnement	Protection de l'environnement	2 099,75 \$	
MAHEU & MAHEU INC.	1317666	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2019 - SERVICES D'UN EXTERMINATEUR SUR DEMANDE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 874,06 \$	
MAINTENANCE QUEBEC INC.	DEP23834	09 JANV. 2019	BEAUDET, JEAN-FRANÇOIS	BS - Participer au 6ème Congrès annuel de la maintenance industrielle - L. Bahoun et D. Brais	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 089,26 \$	
MARIE-LAURENCE BOHEMIER	1324671	30 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Marie-Laurence Bohémier - Conseiller en planification stratégique. Prestation de services en analyses statistiques et	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	21 743,86 \$	
MARK VANDZURA ENTREPRISES LTEE - CANADIAN TIRE	1319220	10 JANV. 2019	CARIGNAN, SYLVIE	Bon de commande ouvert pour articles divers pour l'année 2019	Police	Activités policières	2 624,69 \$	
MARMEN INC.	DEU34836	24 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	*** 2019 *** REAPPROVISIONNEMENT PIÉCES POMPES AURORA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 824,21 \$	
MARMEN INC.	DEU35276	22 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT PLAQUES D'USURE HAYWARD GORDON	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 728,12 \$	
MARMEN INC.	DEU35293	23 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	REAPPRO PIÉCES DE POMPES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 174,91 \$	
MARMEN INC.	DEU35396	30 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2 Cartouches Seepex rebaties - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 325,53 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MATHESON VALVES & FITTING LTD	DEU34663	03 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	43 Kits de réparation Asco - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 238,03 \$	
MATHESON VALVES & FITTING LTD	DEU35016	07 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	4 Solenoides et 1 Kit Asco - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 195,72 \$	
MATSON, DRISCOLL & DAMICO, LTD	52201900158	24 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais comptable dossier; 17-001499	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 181,12 \$	
MATSON, DRISCOLL & DAMICO, LTD	52201900159	24 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais comptable dossier; 17-001942	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 212,62 \$	
MAXXAM ANALYTIQUE	1310505	09 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Remplace BC 1276644	Environnement	Traitement des eaux usées	3 716,56 \$	1191681
MAXXAM ANALYTIQUE	1319334	10 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Analyses externes DB - 2019	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 283,48 \$	
MAXXAM ANALYTIQUE	1319334	10 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Analyses externes DB - 2019	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	29 685,73 \$	1191681
MAXXAM ANALYTIQUE	1319460	10 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Analyses externes Crémazie 2019	Environnement	Traitement des eaux usées	16 444,94 \$	1191681
MAXXAM ANALYTIQUE	1319563	10 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - 2019 - Dans le cadre de la conception et la réalisation de la nouvelle usine de LIXIVIA de nouvelles analyses	Environnement	Protection de l'environnement	3 004,74 \$	
MAXXAM ANALYTIQUE	1323677	25 JANV. 2019	BLAIN, ERIC	2019 -Analyses lixiviat compost	Environnement	Protection de l'environnement	12 761,23 \$	
MAXXAM ANALYTIQUE	1323677	25 JANV. 2019	BLAIN, ERIC	2019 -Analyses lixiviat compost	Environnement	Matières recyclables - matières organiques -	3 674,56 \$	
MAXXAM ANALYTIQUE	1321451	17 JANV. 2019	LAMARRE, JEAN	Incidences TNT 1173775001 pour RSO-1 Incidences Socomec - 1163775001 pour RAC-1 Analyses d'eau potable dans les 70150 ; Remplacement du portail web de la Ville - Services de recrutement et location de la salle de l'atelier de	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 425,23 \$	1191681
MBA RECHERCHE INC.	1321618	17 JANV. 2019	GRENIER, RICHARD	Paie des factures pour Epipen auto INJ 0.15 MG et 0.3 MG	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 219,31 \$	
MCKESSON CANADA	1320883	15 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	Prélevement et analyse sur 17 transformateurs - Distribution électrique générale	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 434,36 \$	
MDL ENERGIE INC.	DEU35234	17 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	Affaires juridiques frais de recherches notaire dossier; 18-004184	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 947,59 \$	
ME DARUMY ALONSO SUAREZ, NOTAIRE	0003	23 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	MeadCo security manager - Publishing licence - IDP - SPVM - Période du 18 mars 2019 au 18 mars 2023	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 350,00 \$	
MEAD & CO LIMITED	1323911	28 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	RSMUEL 2019 // Achat et installation de 2 de plateformes type remorque sur des camions. Voir soumission # 12145	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 176,40 \$	
MECANO ALCA INC	1318947	25 JANV. 2019	LEFEBVRE, FRANCOIS	BCO2018 - Frais afférents aux redevances des inscriptions au SEO - Remplace DEP16007	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	50 331,00 \$	
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1323415	24 JANV. 2019	CHIASSEON, JOSEE	Partenariat Or à la grande rencontre sur le bâtiment en mode transition énergétique	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 282,84 \$	
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	DEP19776	07 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	Commande de gaz nécessaires pour l'analyse des odeurs.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 108,71 \$	
MEGS INC.	1315411	08 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Commande ouverte 2019 - fourniture gaz laboratoire Des Bailleurs	Environnement	Traitement des eaux usées	4 777,50 \$	
MEGS INC.	1315411	08 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Commande ouverte 2019 - fourniture gaz laboratoire Crémazie	Environnement	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	4 777,51 \$	
MEGS INC.	1319436	10 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	FOURNITURE D'ARGON LIQUIDE EN VRAC	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	5 564,33 \$	
MEGS INC.	1319645	10 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Bon de commande ouvert pour fabrication de plaquettes et affiches pour le SPVM	Environnement	Traitement des eaux usées	24 987,02 \$	
MEGS INC.	1172045	03 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL		Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 674,56 \$	
MICHEL GARAND	1318137	07 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC		Police	Activités policières	10 498,75 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MINISTÈRE DES TRANSPORTS CENTRE DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT MINISTÈRE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1323557	25 JANV. 2019	BOURQUE, MICHEL	Location de véhicules	Police	Activités policières	7 749,63 \$	
MINISTRE DES FINANCES	1037495	08 JANV. 2019	SAINT-DENIS, DANIEL	REDEVANCES 2015 POUR ÉLIMINATION DES CENDRES	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés - élimination	2 470 763,86 \$	
MINISTRE DES FINANCES	1323580	25 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Paiement de facture 43776DB8 pour services professionnels d'accréditation	Environnement	Traitement des eaux usées	2 116,55 \$	
MINISTRE DES FINANCES	1320245	14 JANV. 2019	CARBONNEAU, LINE	Factures multiples 2019 déontologie conciliation	Police	Activités policières	19 816,28 \$	
MINISTRE DES FINANCES	1320252	14 JANV. 2019	CARBONNEAU, LINE	Factures multiples 2019 - Déontologie enquêtes	Police	Activités policières	91 312,88 \$	
MINISTRE DES FINANCES	1322482	22 JANV. 2019	CARBONNEAU, LINE	Factures multiples 2019 - Déontologie conciliation	Police	Activités policières	22 723,44 \$	
MODELLIUM INC.	1319431	10 JANV. 2019	BLANCHARD, PIERRE	Facture - Support annuel 2019 - Progiciel G+ relatif aux 3 méthodes d'évaluation foncière pour la période du 1 <sup>er</sup> Bon de commande ouvert pour le Programme d'aide aux employés pour l'année 2019 - Service de l'évaluation foncière	Évaluation foncière	Évaluation	70 998,85 \$	
MORNEAU SHEPELL LTD.	1320533	14 JANV. 2019	COTE, BERNARD	Programme d'aide aux employés (PAE) SPVM fact 909295 Déc 2018	Évaluation foncière	Évaluation	10 270,00 \$	1310883
MORNEAU SHEPELL LTD.	1320948	17 JANV. 2019	CHARBONNEAU, MARC	Paiement de la facture no 909316 - Programme d'aide aux employés (octobre, novembre et décembre 2018) - SIM	Police	Activités policières	4 712,00 \$	1310883
MORNEAU SHEPELL LTD.	1320756	15 JANV. 2019	L'HOSTIE, SYLVAIN	SG18130-BF0000-B, REAPPRO ANNEAUX D'ESPACEMENTS	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 408,00 \$	1310883
MOTION CANADA	DEU35263	23 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	68037-03-LTE public : Assistance à la démonstration KODIAK / VESTA au laboratoire de Gatineau comme convenu avec 68008_SERAM_04- Achat de pièces manquantes pour l'installation des équipements Motorola dans les véhicules, comme avec Motorola- Demandé par Marc Laurin - Service PIT OUTILS # 68103 - MULTI PRESSION - Machine électrique à laver à pression pour l'atelier mécanique MADISON	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	30 765,20 \$	
MOTOROLA SOLUTION CANADA INC.	1319662	10 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	PIT OUTILS # 68103 - MULTI PRESSION - Machine électrique à laver à pression pour l'atelier mécanique MADISON	Technologies de l'information	Gestion de l'information	18 401,68 \$	
MOTOROLA SOLUTION CANADA INC.	1324351	29 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	à laver à pression pour l'atelier mécanique MADISON	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	33 072,12 \$	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	1322736	22 JANV. 2019	MASSE, PAUL	PIT OUTILS # 68103 - MULTI PRESSION - Machine électrique à laver à pression pour l'atelier mécanique MADISON	Matériel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	4 733,87 \$	
MULTIRECYCLE	1319434	14 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	BCO2019 // Pour la récupération des rebuts et des matières recyclables des ateliers de la DRM pour l'année 2019	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 498,75 \$	
MVC OCEAN INC.	DEP22574	09 JANV. 2019	DAME, JEAN-CHRISTOPHE	Prise des mesures au réservoir McTavish par la firme MVC Ocean (hors entente, suite du DEP22571) - 1 soumission	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	16 628,25 \$	
NATHALIE TURCOTTE	1321879	18 JANV. 2019	LEBRUN, ISABELLE	REM 09-16-08_001, services de design graphique pour l'élaboration d'une présentation PPT. Nathalie Turcotte, gré à Projet Turcot, services professionnels pour réaliser des présentations. Nathalie Turcotte, DEM : Haiar Aboutammam, BCO2019 - SURVEILLANCE PÉRIODIQUE DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE - 1 SOUMISSION - 3 DEMANDES	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 645,68 \$	
NATHALIE TURCOTTE	1323916	28 JANV. 2019	COUTURE, MARIE-SOPHIE	BCO2019 - ENTRETIEN ANNUEL ET DEMARRAGE DU SYSTÈME DE CHAUFFAGE - 2 SOUMISSIONS	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	12 598,50 \$	
NAVADA LTEE	DEP23915	22 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - ULA - Électricité - P. Normandeau - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 669,32 \$	
NAVADA LTEE	DEP23916	22 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	(PIEDS) XYZNLI POWERTRAK GLEASON 162P-III-1.9R	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 695,57 \$	
NEDCO	DEP24041	21 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	Carte Schneider - Magasin	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 539,12 \$	
NEDCO	DEU34886	17 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	Services professionnels Nicolas Marino - Affaires internationales - Conseiller en planification stratégique -	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 424,61 \$	
NEDCO	DEU35237	17 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL		Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 106,00 \$	
NICOLAS MARINO	1308830	25 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE		Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév. écon.	10 175,97 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NIMBLE INFORMATION STRATEGIES INC.	1319335	10 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	Renouvellement - Contrat d'entretien - Kodak Capture Pro - Groupe F et Software Index - Conformément à la soumission	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 729,67 \$	
NOBLEPROG CANADA CORP.	1309286	16 JANV. 2019	PARENTEAU, LYNE	Formation HTTP Fundamentals and NGNIX web server - 15, 16, & 17 janvier	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 661,30 \$	
NORCLAIR INC.	DEP17549	15 JANV. 2019	MARSAN, ANDRE	Des Bailleurs - Fourniture et installation de réservoirs intermédiaires d'hypochlorite de sodium - Projet 2016-34 -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	61 898,77 \$	
NORDMEC CONSTRUCTION INC.	DEU35182	15 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	SG18128-167834-C MODIFICATION CHAMBRE DE RÉGULATION DU TROP PLEIN ILE STE HELENE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	65 918,50 \$	
NOVATEK DMI INC.	1320852	15 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	68037-03-LTE public - P25 INTEGRATION VIA ISSI comme convenu avec Novatek DMI Inc. - demsند le 15-01-2019 par	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 310,31 \$	
NOVATEK DMI INC.	1320861	15 JANV. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	68008_SERAM_04 - Frais annuel de licences additionnelles dans le serveur AWS comme convenu avec Novatalk -	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	14 785,81 \$	
NOVIPRO	DEU34846	07 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	SG18132-BF0000-B, RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SERVICE COMMCELL F6EFB	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	49 889,24 \$	
OPALE INTERNATIONAL INC.	1315700	11 JANV. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de gants de signalisation - Inventaire SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 763,61 \$	
OXOID INC.	1323063	23 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire de microbiologie	Environnement	Inspection des aliments	31 230,08 \$	
P.E.S. CANADA INC.	1320388	14 JANV. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Achat - Plateau électronique pour Dodge Chargeur. Soumission M03541 datée du 10 janvier 2019. Négociation	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 874,06 \$	
PANASONIC CANADA INC.	1320169	14 JANV. 2019	LANDRY, ROBERT	Connecteur SMA & BNC avec câbles pour station d'accueil du CF-19	Police	Activités policières	16 541,31 \$	
PANASONIC CANADA INC.	1323440	24 JANV. 2019	LANDRY, ROBERT	Batteries pour CF-19	Police	Activités policières	7 364,87 \$	
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE	2019periode01	15 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	11 096,94 \$	
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2019periode02	24 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2019 - Période 02 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	12 136,41 \$	
PASSERELLES & COOPERATIVE DE TRAVAIL	1323201	24 JANV. 2019	VIBERT, SONIA	Réalisation de la programmation de la journée festive 2019 de l'Opération patrimoine Montréal selon les termes et	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	31 854,59 \$	
PCI-PERRAULT CONSEIL INC.	20520	23 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques consieler en rémunération dossier; 16-000835	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 126,03 \$	
PEAUSEIDON EAU DE SOURCE NATURELLE	1324076	28 JANV. 2019	PAQUETTE, FREDERIC	BC ouvert pour 2019 pour livraison d'eau pour les casernes 17 et 37 - Service de sécurité incendie de Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 149,62 \$	
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1320964	16 JANV. 2019	DAGENAIS, GILBERT	Frais de local février 2019	Police	Activités policières	7 744,07 \$	
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1321167	16 JANV. 2019	DAGENAIS, GILBERT	Frais de local MARS 2019	Police	Activités policières	12 491,10 \$	
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1321171	16 JANV. 2019	DAGENAIS, GILBERT	Frais de local FÉVRIER 2019	Police	Activités policières	12 491,10 \$	
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	20181203mpt	11 JANV. 2019	DI STEFANO, MELISSA	Petite caisse	Police	Activités policières	3 035,33 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	20181225comm	11 JANV. 2019	DI STEFANO, MELISSA	Petite caisse	Police	Activités policières	4 487,73 \$	
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	20190109commtel	28 JANV. 2019	DI STEFANO, MELISSA	Petite caisse	Police	Activités policières	4 501,66 \$	
PETROGEN ADVANCED CUTTING TORCH SYSTEMS	1323716	25 JANV. 2019	GROULX, LOUISE	Achat - Pièces de remplacement pour système de coupe Petrogen - Équipe GST - Service de sécurité incendie de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 539,81 \$	
PITNEY BOWES DU CANADA LTEE	1322602	22 JANV. 2019	COTE, BERNARD	Contrat de location 0040657454 de 36 mois du système d'insertion Relay 2000 du 24 juillet 2017 au 23 juillet 2020	Évaluation foncière	Évaluation	5 039,40 \$	
PITNEY WORKS	1322591	22 JANV. 2019	BLANCHARD, PIERRE	BC ouvert - Remplissage de la timbreuse pour l'année 2019 pour le Service de l'évaluation foncière (Pitney Works) -	Évaluation foncière	Évaluation	53 543,62 \$	
PLOMBERIE J. JODOIN LTEE	DEP23879	10 JANV. 2019	CARRIERE, ANNIE	TR - 18U20 TR01 - Réparation des drains de plancher	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 291,39 \$	
PLONGEE CPAS	1307869	17 JANV. 2019	BOUDREAU, DANIEL	soumission 2994	Police	Activités policières	2 659,65 \$	
POMPACTION INC.	DEU34269	10 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	2 Pompes submersibles ABS Sulzer - Secteur des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 003,17 \$	
POMPES ASSELIN INC	DEP23932	15 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - UDB - Joint mécanique - P. Boily - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 711,83 \$	
PONT ROULANT NATIONAL INC	1209775	03 JANV. 2019	HALLE, BRUNO	A/O SI17016-BF0000-ST, 2017 A 2019 INSPECTION ENTRETIEN ET REPARATIONS D'EQUIPEMENTS DE LEVATE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 674,65 \$	
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE.	DEU35034	07 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	Produits chimiques pour le Traitement de l'Eau	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 690,88 \$	
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE	DEU35164	15 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	(UNITE) ANTIGEL ETHYLENE GLYCOL 95% INHIBE EN BARIL 45G - MAGNUS F9695	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 885,06 \$	
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE	DEU35164	14 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	(UNITE) FRAIS DE LIVRAISON	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	52,49 \$	
PRODUITS PRAXAIR	1318916	09 JANV. 2019	MANTZAVRAKOS, MYRTA	Glace sèche. BC ouvert 2019	Environnement	Inspection des aliments	6 000,00 \$	
PRODUITS PRAXAIR	1324578	30 JANV. 2019	BOULET, SUZANNE	BC ouvert 2019 - Glace sèche CRISMA	Environnement	Réseaux d'égout	2 099,75 \$	
PRODUITS PRAXAIR	DEP23800	30 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	BCO2019 - GAZ POUR OXYCOUPAGE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 701,87 \$	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmo ntreal2018123	03 JANV. 2019	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	26 559,67 \$	
PRUD'HOMME TECHNOLOGIES INC.	DEP23866	14 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BCO2019 - Entretien du système périphérique Intrepid sur les clôtures autour de l'usine Atwater - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 414,76 \$	
PRUD'HOMME TECHNOLOGIES INC.	DEP24118	25 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour la réparation du système Intrepid - JG Poirier - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 818,94 \$	
PRUD'HOMME TECHNOLOGIES INC.	DEP24119	25 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BS - Printemps - Appel de service pour inspection et calibration semi annuelle du système Intrepid - JG Poirier - 1	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 355,94 \$	
PRUD'HOMME TECHNOLOGIES INC.	DEP24120	25 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BS - Automne - Appel de service pour inspection et calibration semi annuelle du système Intrepid - JG Poirier - 1	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 355,94 \$	
PUROLATOR COURRIER LTEE	1248092	03 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	SERVICE DE TRANSPORT DE PETITS COLIS POUR 2018	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 237,13 \$	
PUROLATOR COURRIER LTEE	DEU34978	02 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	2019 - SERVICE DE TRANSPORT DE COLIS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 399,00 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
R.J.R. INNOVATIONS INC.	1319367	10 JANV. 2019	THIBAUT, GERVAIS	Renouvellement - Contrat d'entretien - WinMagic SecureDoc des licences logicielles au SPVM - Période du 1er février 2019 au 31 janvier 2020 - Appel d'offres 17-16357	Technologies de l'information	Gestion de l'information	37 699,90 \$	
RACICOT CHANDONNET LTEE	30564	10 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 17-001371 couru 2018	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 776,92 \$	
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1320927	16 JANV. 2019	KETTOU, SAMIA	Achat de pièces pour mise à jour des étuis à la cuisse en service.	Police	Activités policières	2 344,38 \$	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1321324	16 JANV. 2019	CLOUTIER, MARIANNE	Octroyer un contrat de Services professionnels à Raymond Chabot Grant Thornton pour la production d'états financiers (année 2018) requis dans le cadre d'ententes signées avec la	Habitation	Autres biens - Rénovation urbaine	12 598,50 \$	
RCI ENVIRONNEMENT	1312026	28 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	CESM-service-enfouissement de déchets d'excavation.	Environnement	Protection de l'environnement	8 506,76 \$	
RCI ENVIRONNEMENT	1321375	17 JANV. 2019	WATERHOUSE, DAVE	BC ouvert - Location de conteneur pour divers formation - Année 2019 - Service de sécurité incendie de Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 349,12 \$	
RCI ENVIRONNEMENT	DEP23708	14 JANV. 2019	REBSELJ, VINCENT	BC02019 - Service de location de conteneur pour déchets à l'usine Des Bailleurs	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 199,50 \$	
RCI ENVIRONNEMENT	DEP23728	10 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BCO2019 - SERVICE MENSUEL DE COLLECTE DES DÉCHETS (UN CONTENANT DE 2VC) UNE FOIS PAR SEMAINE - CLIENT	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 624,69 \$	
RCI ENVIRONNEMENT	DEU34979	03 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2019 - SERVICE DE LOCATION ET DE LEVÉE DE CONTENANTS À DÉCHETS	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés - élimination	18 897,75 \$	
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	1322477	22 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Location de salle pour Formation - Cycle 3 (requalification PR-24)	Police	Activités policières	4 483,50 \$	
RENEE DUPRAS	201848	15 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2018 - Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2018 - Facture # 2018-48	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 205,61 \$	
RENEE DUPRAS	20192	30 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Dupras - 2019 - Facture # 2019-2	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 414,67 \$	
REPARATEX INC	1320293	14 JANV. 2019	LAWS, ISABELLE	Service de serrurier et de réparation de mobilier de bureau pour l'année 2019 pour le Service de l'évaluation foncière	Évaluation foncière	Évaluation	3 149,62 \$	
REPARATEX INC	1318115	07 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour réparation de classeur et fabrication de clés pour caisson	Police	Activités policières	5 249,37 \$	
RESTO PLATEAU	1323524	25 JANV. 2019	LANDRY, PIERRE	SPVM CO NORD-EST / REPAS DE DÉTENU	Police	Activités policières	2 448,20 \$	1182299
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC	1322711	22 JANV. 2019	VIBERT, SONIA	Facture #073562 -Opération Patrimoine Montréal 2018 - Soirée du 6 décembre 2018 à l'Hôtel-de-Ville de Montréal	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	3 833,09 \$	
ROGERS AT&T***	1320074	11 JANV. 2019	BROUILLETTE, CHANTALE	ROGERS - Services sans fil pour les horodateurs - Compte : 7-5877-2255 - Année 2019 - SGPVMR Section entretien Est	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	9 133,91 \$	
ROGERS AT&T***	1320079	11 JANV. 2019	BROUILLETTE, CHANTALE	ROGERS - Service - Téléphones cellulaires - Compte : 7-4908-8886 et 7-4908-9322 - Année 2019 - SGPVMR - Section entretien Est	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 199,50 \$	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1319484	10 JANV. 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Paiement de facture Rogers #1965307794 - COURU 2018	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 306,74 \$	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1323682	25 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	BCO 2019- Rogers - SDE 2019 - Service - Téléphonie cellulaires	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	20 997,50 \$	1137408



**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1317872	04 JANV. 2019	DESAUTELS, ANNE	Services de cellulaire 2019 (12 voix, 5 voix et données et les forfaits d'été) pour le Cap St-Jacques	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 674,56 \$	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1954435141	07 JANV. 2019	CADIEUX, ISABELLE	Rogers Novembre 2018 Approuvé par Philippe Gauthier.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	11 456,24 \$	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1965308800	07 JANV. 2019	CADIEUX, ISABELLE	Rogers Décembre 2018 Approuvé par Philippe Gauthier.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	16 712,91 \$	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1976200627	29 JANV. 2019	CADIEUX, ISABELLE	Facture Rogers Janvier 2019 - Approuvée par P. Gauthier.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 946,56 \$	
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	1323398	24 JANV. 2019	TRUDEAU, ANDRE	Formation - évolution de la solution CCC.	Technologies de l'information	Gestion du personnel	4 207,90 \$	1146051
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	tr00157112018	10 JANV. 2019	BOUDREAU, DANIEL	Rogers	Police	Activités policières	17 322,94 \$	
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	tr00157122018	10 JANV. 2019	BOUDREAU, DANIEL	Rogers	Police	Activités policières	4 724,44 \$	
RONA INC	1318627	08 JANV. 2019	GROULX, LOUISE	BON DE COMMANDE ANNUEL - RONA - EQUIPES SPÉCIALITÉS - SIM	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 099,75 \$	
ROY BELANGER AVOCATS	1319626	10 JANV. 2019	GUAY, PATRICE	avocats dossier police lot A décembre 2018	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	20 508,03 \$	
ROY BELANGER AVOCATS	1319634	10 JANV. 2019	GUAY, PATRICE	avocats dossier police lot C décembre 2018	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 534,95 \$	
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	DEP23833	08 JANV. 2019	REBELJ, VINCENT	BCO2018 - EN LIEN AVEC DEP19953 - Décontamination de mercure aux réacteurs Ultra Violet à l'usine Des Bailleurs -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 536,69 \$	
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	DEP23872	09 JANV. 2019	REBELJ, VINCENT	BS - Décontamination de mercure aux réacteurs Ultra Violet à l'usine Des Bailleurs - Appel d'offres public 17-16010 de 12	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 715,37 \$	
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	DEP24182	30 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BS - Appel de service pour la décontamination de mercure au réacteur UV3 - G. Gauvin-Forest pour JG Poirier	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 500,99 \$	
SARRAZIN PLOURDE	50017088164150	10 JANV. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques règlement dossier; 15-002103	Dépenses communes	Autres - Administration générale	15 000,00 \$	
SCP SCIENCE	1319917	11 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Étalon multi-élément 10ppm: Ag Al Ba Be Cd Co Cr Cu Mn Mo Ni Pb Sb Se Th Ti U V Zn, 100ppm: Sr, 1000ppm:Ca Fe K	Environnement	Traitement des eaux usées	2 998,02 \$	
SERDEX INTERNATIONAL	1324649	30 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Facture #66/ Location de kiosque Naturalia 2017	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 254,61 \$	
SERRURIER BEAUBIEN	1321667	17 JANV. 2019	MOISE, CARL	2019 - Réparation cadenas, serrures ordinaires et fourniture clés pour les 7 écocentres	Environnement	Matériaux secs - traitement	3 753,31 \$	
SERRURIERS AMHERST INC.	1318177	07 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert 2019 pour service de serruriers pour le SPVM	Police	Activités policières	2 099,75 \$	
SERVICES SEQUOIA DATA INC.	DEU34862	18 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	FUSILS CODE A BARRE POUR LA PRISE D'INVENTAIRE POUR MAXIMO ANYWHERE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 069,08 \$	
SHRED-IT INTERNATIONAL ULC	1318538	08 JANV. 2019	ALLARD, LINA	Déchetage des documents confidentiels - BC ouvert 2019	Environnement	Inspection des aliments	800,00 \$	
SHRED-IT INTERNATIONAL ULC	1318538	08 JANV. 2019	ALLARD, LINA	Déchetage des documents confidentiels - BC ouvert 2019	Environnement	Protection de l'environnement	839,90 \$	
SHRED-IT INTERNATIONAL ULC	1318538	08 JANV. 2019	ALLARD, LINA	Déchetage des documents confidentiels - BC ouvert 2019	Environnement	Traitement des eaux usées	839,90 \$	
SIGNAL SERVICES INC	1322327	21 JANV. 2019	LAMARRE, JEAN	Achat de dispositifs de cadenassage de vanne d'aqueduc	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 541,26 \$	
SIGNAL SERVICES INC	1322327	22 JANV. 2019	LAMARRE, JEAN	Achat de dispositifs de cadenassage de vanne d'aqueduc	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	188,98 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SIMARK CONTROLS LTD	1318685	08 JANV. 2019	LAMARRE, JEAN	Achat de 2 scadapack 50, modèle TBUP-50-1200 avec antenne extérieur	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 827,44 \$	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1320306	14 JANV. 2019	COTE, BERNARD	BC ouvert - Frais de poste pour l'année 2019 (Postes Canada) - Service de l'évaluation foncière	Évaluation foncière	Évaluation	8 399,00 \$	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9672974688	09 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2018 - Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2018 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	43 732,55 \$	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9673701745	09 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2018 - Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2018 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	14 455,67 \$	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9674400373	09 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2018 - Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2018 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	15 022,97 \$	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9676152493	21 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2019 - Période 05-01-2019 @ 11-01-2019	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	10 514,33 \$	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9676170875	21 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2019 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	9 844,01 \$	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9676817583	24 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2019 - Période 12-01-2019 @ 18-01-2019	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	14 565,41 \$	
SOCIETE DE GESTION DU RESEAU INFORMATIQUE DES COMMISSIONS SCOLAIRES	1319387	10 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	Renouvellement - Contrat d'entretien - (Regard Windows de base - soutien et RegardW dossier de l'emprunteur) - Période du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 440,97 \$	
SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU	14963	31 JANV. 2019	KABANGE, MBOMBO MICHELINE	Dépenses encourues dans le cadre du programme triennal d'immobilisation PAMV-Pomerleau #17	Dépenses de contributions	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 501 916,32 \$	
SOCIETE QUEBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	DEP23883	10 JANV. 2019	MARSAN, ANDRE	BCO2019 - Frais pour enquêtes et analyses de dossiers pour l'année 2019	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 349,12 \$	
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU34582	03 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Pompe submersible Flygt - Station Cadillac	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 852,88 \$	
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU35197	16 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Pompe Flygt à réparer - Station Ray Lawson	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 882,67 \$	
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU35306	23 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Pompe Flygt à réparer - Intercepteur St-Charles	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	20 179,94 \$	
SOLARWINDS	DEU35037	07 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	RENOUVELLEMENT SOLARWINDS SW2170735 - SERV-U & NTA SLX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 937,99 \$	
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU34395	15 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	ARTICLES DIVERS NOVATECH	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	16 375,95 \$	
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU34608	03 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	2 Électrodes Knick - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 104,91 \$	
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU34966	03 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Cellule de détecteur Thermox - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 302,91 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU35041	08 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	Détecteur de gaz et flamme 3M Simtronics - Intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 764,06 \$	
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	DEU35086	09 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	40 Rubans Spectralogic - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 985,84 \$	
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1318945	09 JANV. 2019	THIBAUT, GERVAIS	Renouvellement - Contrat d'entretien des ordinateurs et composantes en caserne pour le système de gestion des interventions (SGI) - Période du 1er janvier au 31 décembre 2019	Technologies de l'information	Gestion de l'information	29 347,16 \$	
SOLUTIONS PROACTIVES INC.	1323096	23 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	DM-209329 // ACHAT DE SUPPORTS (DIFFÉRENTS MODÈLES) // INVENTAIRE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	28 037,44 \$	
SOLUTIONS XL-ID INC.	1319414	10 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	Renouvellement - Contrat licences d'utilisation - Galerie photos employés du SPVM- Période du 1er janvier au 31 décembre 2019	Technologies de l'information	Gestion de l'information	18 465,71 \$	
SOMUM INC	1319029	09 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	Contrat d'entretien et frais d'utilisation de la licence Somum Communication Web et ses fonctionnalités) - Période du 1er janvier au 31 décembre 2019- Conformément à la proposition daté du 5 décembre 2018 (préparée par Antony Carrière	Technologies de l'information	Gestion de l'information	18 217,43 \$	
SOUDURE J.P.WELDING	DEU34807	24 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	*** 2019 ***, REAPPROVISIONNEMENT CHAINES ASSEMBLEE 142L	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 069,09 \$	
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE INC.	1319195	09 JANV. 2019	URRA, PAULA	2019 - Premier versement des honoraires pour des service de coaching	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	4 724,44 \$	
SPI SANTE SECURITE INC.	1321803	18 JANV. 2019	BOULET, SUZANNE	Bon de commande ouvert pour l'année 2019.	Environnement	Réseaux d'égout	3 149,62 \$	
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP23044	21 JANV. 2019	REBELJ, VINCENT	SPI - Inspection des équipements de sécurité - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 226,43 \$	
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP23626	03 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	BS - VANNES - GARDE CORPS PORTATIF - I. DUPONT - 2 SOUMISSIONS	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	23 055,25 \$	
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP24093	25 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - Formation - Protection respiratoire APRIA - Karel - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 488,21 \$	
SPIRAX SARCO CANADA LIMITED	DEU35304	25 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	Kit de couvercle et PTC mécanique à la Pompe de Condensat	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 629,37 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SSQ GROUPE FINANCIER	de190116dasresshum0 1	16 JANV. 2019	COLLIN, MARIO	Assurance collective - Pompiers retraités villes liées - Contrat # 15J00 - du 1er janvier 2019 au 31 janvier 2019	Dépenses communes	Autres - Administration générale	11 310,88 \$	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP23860	09 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - INVENTAIRE MAGASIN - PIÈCES DIVERS - 2 SOUMISSIONS - 3 DEMANDES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 847,96 \$	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP23959	15 JANV. 2019	REBSELJ, VINCENT	BS - ULA - Etabli mobile et ensemble d'outils de base - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 560,85 \$	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP24008	17 JANV. 2019	BERNARD, DOMINIQUE	BS - Rubans pour marquage de planchers - Outils pour nouvel électro - B. Scraire - 2 soumissions	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 174,74 \$	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP24056	21 JANV. 2019	MARTEL, SIMON	BS - VANNES - QUINCAILLERIE - S. GINGRAS - S. JEAN - D. GODIN - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 251,60 \$	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU35250	18 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	16 adaptateurs 3M Peltor et autres pour casques d'ecoutes - Intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 222,62 \$	
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU35402	30 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Outillage et Quincaillerie pour 3 Ateliers et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 365,05 \$	
STERIS CANADA INC	1322956	23 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Contrat d'entretien stérilisateur	Environnement	Inspection des aliments	7 917,75 \$	
SUPERGRAVITY INCORPORATED	1319038	09 JANV. 2019	THIBAUT, GERVAIS	SPVM - Renouvellement - SUPertext - Software subscription - Period january 1st to december, 31 2019 - Quote 12311	Technologies de l'information	Gestion de l'information	86 394,21 \$	
SYSTEM PLUS	DEU35408	30 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	960 Bouteilles de Laboratoire - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 191,45 \$	
SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC	DEP24113	25 JANV. 2019	TURCOTTE, CAROLINE	BS - Data Collection - Renouvellement du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 - Gabriela - 2 factures	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 546,50 \$	
TACT INTELLIGENCE-CONSEIL INC.	1323648	25 JANV. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Fournir à la maison des Régions un accompagnement marketing en prévision de l'événement Expo Entrepreneurs 2019./ Produire un support visuel faisant état de son mandat et de son offre de service ainsi qu'un outil de présentation	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	9 908,72 \$	
TECHNORM INC.	DEU35038	11 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	MISE AUX NORMES ÉQUIPEMENTS PÉTROLIERS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 249,37 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECKNO-VALVE R.S. INC.	DEU34290	03 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	Clapet Islip Flow Control pour l'Édicule Dawson	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 933,36 \$	
TECKNO-VALVE R.S. INC.	DEU35221	16 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	40 kits de réparation Asco et 2 solenoides - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	605,84 \$	
TECKNO-VALVE R.S. INC.	DEU35221	18 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	40 kits de réparation Asco et 2 solenoides - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 948,05 \$	
TEEL TECHNOLOGIES CANADA	1320033	11 JANV. 2019	DURAND, MATHIEU	Renouvellement d'un logiciel.	Police	Activités policières	4 244,91 \$	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	DEP23891	11 JANV. 2019	GABRIEL, MARIE-ANNE	BS - UPC - AJOUT AMEUBLEMENT BUREAU SECRETAIRE - ENTENTE 854079 - M. PILON - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 971,94 \$	
TEKRAN INSTRUMENT CORPORATION	DEU33209	22 JANV. 2019	VERREAULT, MICHEL	GG - SYSTEM CONTROL MODULE (SCM) AND CVAFS DETECTOR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 940,35 \$	
TELUS	DEP23998	17 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BCO2019 - Fourniture de services cellulaires - Voix et transmission de données (communication sans fil)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 879,30 \$	
TENAQUIP LIMITED	1322734	22 JANV. 2019	MOISE, CARL	2019 - 2019 - Fourniture d'équipements pour les écocentres #client: 854217	Environnement	Matériaux secs - traitement	20 997,50 \$	
TENAQUIP LIMITED	1318716	08 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM-209317 // Achat de 70 boites de bouchons d'oreilles en mousse (boite de 500) // Inventaire	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 749,52 \$	
TENAQUIP LIMITED	1319487	10 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM227669-DM227683 // Électricité et Communications // Projecteur à DEL double puissance (Milwaukee) et Piles M18	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	911,29 \$	
TENAQUIP LIMITED	1319487	11 JANV. 2019	TOUSIGNANT, YVES	DM227669-DM227683 // Électricité et Communications // Projecteur à DEL double puissance (Milwaukee) et Piles M18	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	1 399,16 \$	
TETRA TECH QI INC.	1320753	15 JANV. 2019	SAINTE MARIE, PIERRE	Projet Bonaventure, SP surveillance volet environnemental (travaux de drainage et d'aménagement de surface dans le	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	19 595,92 \$	
THERMETCO INC.	DEU35384	30 JANV. 2019	SHOONER, MICHEL	TRAITEMENT THERMIQUE SUR DEUX VOLETS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 939,65 \$	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	1323669	25 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - Location d'une génératrice 1 méga watt - Location prévisionnelle 1 mois (50heures max) - inclus transport .	Environnement	Protection de l'environnement	12 598,50 \$	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP24147	28 JANV. 2019	BEAUDET, JEAN-FRANÇOIS	BS - R/R - Facture 9100612722 - D.Brais	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 183,78 \$	
TRIVEL INC.	DEP24128	25 JANV. 2019	REBSELJ, VINCENT	BS - UDB - Tricycle industriel modèle voiturier pour C/M - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 278,21 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TROY-ONTOR INC	DEP18964	23 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	VANNES - Gearbox pour augmentation du ratio 4:1 - J.M. Ouellet - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 456,71 \$	
TRUCKCOEUR AMENAGEMENT INC.	1320896	15 JANV. 2019	ARNAUD, CLEMENT	Demande de travaux d'entretien et de réparateur du mobilier (gabions) dans le secteur de l'Abi du parc Frédéric-Back 18-	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	8 841,88 \$	
TTI ENVIRONNEMENT INC.	1319554	10 JANV. 2019	SAINT-MLEUX, FREDERIC	2019 - Collecte des RA au 827 Crémazie et 801 Brennan	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	5 905,55 \$	
TUYAUX FLEXIBLES DU QUEBEC INC.	1324375	29 JANV. 2019	BORNAIS, LUC	2019 - BCO pour accessoire et fourniture de plomberie CSM compte client 5110	Environnement	Protection de l'environnement	4 199,50 \$	
U. CAYOUEITE INC.	1320130	11 JANV. 2019	MARCOTTE, CATHY	Achat - bois pour formation GST - Service de sécurité incendie de Montréal	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 777,33 \$	
UNIKING CANADA INC.	DEU34734	24 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	*** 2019 *** REAPPROVISIONNEMENT AXES LONG INOX 440B	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 175,00 \$	
UNITED RENTALS (TMA#518086)	1321185	16 JANV. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Génératrice 19-29 KVA Marque : MULTQUIP Modèle : DCA25SSIU4FC avec remorque TRLR25US - UADM : Service	Matériel roulant et ateliers	Autres - Transport	26 541,89 \$	
UNITED RENTALS (TMA#518086)	DEU35149	11 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	144 Chaudières de sel à déglacer - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 365,16 \$	
USINAGE USI-MAX INC.	DEU35370	29 JANV. 2019	VERREULT, MICHEL	GAINE DE PROTECTION - SECTEUR BOUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 372,20 \$	
UTOPIA IMAGE INC.	1319432	10 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	Renouvellement - Module d'appréciation par les citoyens (SPVM) - Période du 1er février au 30 novembre 2019 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	22 572,31 \$	
V SPEC TECHNO INC.	1322941	23 JANV. 2019	PASCAL, RAOUL	Amenagement d'un Ford Transit muni d'une nacelle (174-18407) : barre de signalisation, gyrophare, support à cônes, support échelle tel que décrit à la soumission no 11428 datée	Matériel roulant et ateliers	Activités policières	4 555,41 \$	
VALADE & ASSOCIES S.E.N.C. HUISSIERS DE JUSTICE	2019periode02	24 JANV. 2019	LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2019 - Période 02 - Valade et associés	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 359,58 \$	
VENTES INDUSTRIELLES LIQUITECK INC.	DEP23854	09 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - INVENTAIRE MAGASIN - ROULEMENTS - 1 SOUMISSION - 3 DEMANDES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 303,24 \$	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1321813	18 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Spectrophotomètre UV/Vis HACH DR3900	Environnement	Traitement des eaux usées	5 741,24 \$	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP23951	15 JANV. 2019	VENDETTI, PERRY	BS - Matériel de laboratoire - S. Di Caprio - 2 demandes - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 392,24 \$	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP24032	18 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - INVENTAIRE MAGASIN - FORMAZINE STABILISÉE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 442,90 \$	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP24048	21 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - Magasin - Instrumentation - Fournisseur exclusif	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 643,35 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP24122	24 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - Magasin - Formazine stabilisée - Fournisseur unique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 353,66 \$	
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP24135	25 JANV. 2019	POIRIER-VACHON, KAREL	BS - UPI - PH Electrodes	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 888,94 \$	
VIBRISS S.E.N.C.	DEU35246	21 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	2 Débitmètres Greyline aux Filtes Presses	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 296,62 \$	
VIDEOTRON LTEE .	1318185	07 JANV. 2019	PICARD, STEVE-ERIC	Service mensuel pour le 1441 St-Urbain	Police	Activités policières	15 748,12 \$	
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	1323020	23 JANV. 2019	COTE, BERNARD	BC ouvert - Avis de mutation de la Ville de Dollard-des-Ormeaux pour l'année 2019. - Service de l'évaluation foncière	Évaluation foncière	Évaluation	2 900,00 \$	
VILLE DE POINTE-CLAIRE	1322988	23 JANV. 2019	COTE, BERNARD	Avis de mutation de la Ville de Pointe-Claire pour l'année 2019.	Évaluation foncière	Évaluation	2 600,00 \$	
VILLE DE WESTMOUNT	1322970	23 JANV. 2019	COTE, BERNARD	BC ouvert - Avis de mutation de la Ville de Westmount pour l'année 2019. - Avis de mutation de la Ville de Westmount pour l'année 2019.	Évaluation foncière	Évaluation	2 000,00 \$	
VILLE DE WESTMOUNT	1321044	16 JANV. 2019	MARSAN, ANDRE	Suite à une réparation d'une fuite de conduite principale de 12 pouces au 300 Lamsdownne. Effectuée du 9 au 12 juin 2018	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	61 580,85 \$	
VWR INTERNATIONAL	1319966	11 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Produits de laboratoire	Environnement	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	1 582,89 \$	
VWR INTERNATIONAL	1319966	11 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Produits de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	1 582,88 \$	
VWR INTERNATIONAL	1321845	18 JANV. 2019	LAROCHE, LAURENT	Matériel de laboratoire de microbiologie	Environnement	Inspection des aliments	4 292,92 \$	
VWR INTERNATIONAL	1322540	22 JANV. 2019	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire de microbiologie	Environnement	Traitement des eaux usées	7 258,29 \$	
VWR INTERNATIONAL	DEP23806	04 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - INVENTAIRE MAGASIN - REACTIF DE CHLORE TOTAL POUR TEST DE 10 ML - ENTENTE 1168383	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 535,45 \$	
VWR INTERNATIONAL	DEU35373	29 JANV. 2019	VERREAU, MICHEL	PYREXPLUS COATED ASPIRATOR BOTTLES AND BOTTOM SIDEARM CORNING	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 092,14 \$	
WESCO DISTRIBUTION CANADA GP INC.	DEP24167	29 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - Magasin - Électrique - 2 Demandes	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 119,04 \$	
WEST SAFETY SERVICES CANADA, INC.	1319439	10 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	RAO - Système d'appel 911 - anciennement Positron (4 nouvelles positions - Henri Bourassa)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 547,59 \$	
WOLSELEY CANADA INC.	DEP23953	15 JANV. 2019	KAMIL, HOUDA	BS - INVENTAIRE MAGASIN - JOINT ETANCHE POUR BRIDE PERCEE - 1 SOUMISSION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 924,74 \$	
ZEBELINE INC.	1319448	10 JANV. 2019	BERTEAU, SEBASTIEN	Renouvellement annuel - Support et mise à niveau - Logiciels de la suite BTM - Période du 1er janvier au 31 décembre 2019 Conformément à la soumission SPVM-S-18	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 598,44 \$	

**VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION**  
**FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 \$ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES**  
**POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>er</sup> AU 31 JANVIER 2019**

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ZOLL MEDICAL CANADA INC.	1319884	11 JANV. 2019	GIRARD, SYLVIE	SOUSSION 12052 V:1 // PREMIERS REPONDANTS // ACHAT DE 100 UNITÉS D'ÉLECTRODES UNI-PADZ ET DE 100 BLOC-PILE POUR APPAREIL AED 3	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	45 144,63 \$	
<b>Total:</b>							<b>16 504 223,74 \$</b>	





(2)

**Dossier # : 1197579001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du greffe , Direction , Division des élections_ du soutien aux commissions et réglementation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa sixième année d'activités

Il est recommandé :

- 1) au comité exécutif de mandater la Direction générale afin de promouvoir l'utilisation du guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrats et afin que ce guide soit modifié pour qu'une ventilation sommaire des dépenses incidentes soit jointe au dossier décisionnel;
- 2) au conseil municipal et au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa sixième année d'activités et de mandater la Commission permanente sur l'examen des contrats, de concert avec le Bureau de l'Inspectrice générale, afin de revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 et de faire des recommandations à ces conseils.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-18 12:22

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1197579001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa sixième année d'activités

## CONTENU

### CONTEXTE

Conformément au Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007) et au Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le bilan de la sixième année d'activités de cette commission a été produit et déposé à la séance du conseil municipal du 27 mars 2017 et à la séance du conseil d'agglomération du 30 mars 2017.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

### JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec*, leur mission

consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Lecture :

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Abdelkrim AIT ABDAIM  
Secrétaire de direction

**Tél :** 514-872 -3007  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-18

Yves SAINDON  
Greffier et directeur

**Tél :** 514 872-3007  
**Télécop. :**

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Yves SAINDON  
Greffier et directeur

**Tél :** 514 872-3007  
**Approuvé le :** 2019-02-18

## **RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS PORTANT SUR LE BILAN DE SA SIXIÈME ANNÉE D'ACTIVITÉS**

---

### **Mise en contexte**

La Commission sur l'examen des contrats a déposé le bilan de sa sixième année d'activités, l'année 2016, assorti de recommandations au conseil municipal du 27 mars 2017 et au conseil d'agglomération du 30 mars 2017.

### **Commentaires d'ordre général**

Dans son rapport, la Commission rend compte du travail accompli et formule huit recommandations traitant des thèmes suivants : renseignements contenus dans les sommaires décisionnels et information soumise à la Commission (R-1 à R-4); processus d'appel d'offres et d'octroi de contrats (R-5 et R-6) et recommandation de portée générale (R-7 et R-8). Le comité exécutif souhaite répondre à ces recommandations.

### Recommandations à l'égard des renseignements contenus dans les sommaires décisionnels et de l'information soumise à la Commission.

#### **R-1**

Que les unités d'affaires s'assurent de consigner dans leurs sommaires décisionnels les renseignements pertinents relatifs à d'autres contrats passés ou présents relevant du même projet ou se déroulant dans un même environnement de façon à offrir une vue d'ensemble du contexte du contrat

#### **R-2**

Que, dans le cas où un contrat porte sur un ou quelques objets qui s'inscrivent dans un projet plus large, les unités d'affaires présentent au sommaire décisionnel de chaque contrat un portrait des diverses phases du projet avec les prévisions budgétaires et les échéanciers prévus de réalisation.

#### **Réponse à R-1 et R-2**

Les dossiers décisionnels contiennent les informations utiles à des fins de prise de décision sur un contrat précis au sein de l'ensemble des contrats requis pour un projet spécifique. Le comité exécutif rappelle que les renseignements pertinents relatifs à d'autres contrats passés ou présents relevant du même projet ou se déroulant dans un même environnement, émis ou non par le service responsable du dossier décisionnel en question sont déjà indiqués au sommaire décisionnel conformément au guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrats. Le guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrats détaille les éléments d'information requis aux sections « Contexte » et « Décisions antérieures » des sommaires décisionnels. Le comité exécutif mandate la direction générale afin de promouvoir l'utilisation de ce guide déjà disponible sur l'intranet.

### **R-3**

Que les unités d'affaires, dans les situations qui s'y prêtent (réhabilitation de conduites d'aqueduc ou d'égout, construction de chaussées, de bordures et de trottoirs, etc.), s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels des coûts unitaires de construction ou de réalisation (par exemple, au mètre linéaire).

### **Réponse à R-3**

Le comité exécutif considère que le coût unitaire constitue un outil représentatif de comparaison à des contrats unidimensionnels en fourniture de différents éléments, et non pas entre différents contrats en réalisation de travaux de construction. Outre le fait qu'il puisse être techniquement difficile de ramener toutes les composantes d'une soumission au seul aspect unidimensionnel d'un « coût unitaire », il est tout à fait normal de rencontrer des différences de prix unitaire même dans le cas de travaux qui peuvent sembler similaires à première vue, en raison de la grande variabilité des facteurs influençant les coûts (nature des travaux dans un même contrat, volumes, exigences spécifiques, emplacement, nature des sols, profondeur, période d'exécution, mesures de mitigation renforcées, compétition du marché, etc.). Il faut également souligner qu'il existe différentes catégories d'estimation. Le coût budgétaire projeté dans le PTI, celui inscrit à la programmation annuelle, celui figurant dans le sommaire décisionnel lors de l'octroi du contrat et le coût réel différent en fonction du temps entre chacune de ces étapes, de l'évolution du marché et des situations particulières rencontrés en cours de contrat.

### **R-4**

Que les unités d'affaires, dans tous les contrats où il y a des montants prévus pour les incidences, présentent dans les sommaires décisionnels la ventilation détaillée de ces montants.

### **Réponse à R-4**

Le comité exécutif est d'accord avec cette recommandation. Comme les dépenses incidentes représentent généralement une assez faible proportion des coûts totaux, et que dans certains cas, le détail de ces dépenses peut ne pas encore être connu au moment de la rédaction du sommaire décisionnel, il considère cependant qu'une ventilation détaillée n'est probablement pas nécessaire dans tous les cas. Il encourage donc les services à fournir dans les sommaires décisionnels une ventilation au moins sommaire des dépenses incidentes, et une ventilation plus détaillée quand ces dépenses ont un caractère inhabituel. Le comité exécutif mandate la direction générale afin que le guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrat soit modifié en conséquence.

### Recommandations à l'égard des processus d'appel d'offres et d'octroi de contrats.

### **R-5**

*Considérant l'inclusion de clauses relatives à l'expérience du maître d'œuvre pour qualifier les soumissionnaires dans certains contrats;*

Que les unités d'affaires s'assurent de définir le plus précisément possible les termes des critères utilisés dans les clauses de qualification des soumissionnaires pour assurer l'objectivité du processus d'appel d'offres.

### **Réponse à R-5**

Le comité exécutif informe les membres de la Commission que la clause relative à l'expérience du maître - d'œuvre a été revue en collaboration avec le Service des affaires juridiques, et que la nouvelle version de cette clause est utilisée dans les appels d'offres depuis le mois d'août 2016.

### **R-6**

*Considérant l'importance d'éviter toute situation potentielle de conflit d'intérêt dans l'octroi des contrats;*

Que les unités d'affaires s'assurent, dans l'octroi de contrats où la réalisation d'inventaires préalables et la préparation de plans et devis sont nécessaires, que ces activités soient menées par des firmes distinctes.

### **Réponse à R-6**

Le comité exécutif comprend l'objectif recherché par cette recommandation, mais estime que la mettre en application comporterait un risque majeur, soit celui de dissuader les firmes compétentes d'effectuer de tels mandats pour la ville.

Toutes les études préliminaires effectuées en vue de la réalisation d'un projet font partie intégrante des documents d'appels d'offres. Elles sont donc disponibles pour l'ensemble des soumissionnaires, assurant ainsi que chacun puisse élaborer sa proposition sur la base des mêmes informations que les autres. Il est possible que les dirigeants de certaines firmes pensent que la firme concurrente ayant effectué l'étude est avantagée dans le processus. La solution proposée pour diminuer cette impression comporte cependant trop d'effets négatifs potentiels pour que le comité exécutif puisse y donner suite.

### Recommandations de portée générale

### **R-7**

Qu'une présentation de la Stratégie immobilière de la Ville de Montréal soit offerte à l'ensemble des membres des conseils municipal, d'agglomération et d'arrondissement au cours de l'année 2017.

### **Réponse à R-7**

Le comité exécutif informe les membres de la commission que le Service de la gestion immobilière élaborera, au cours de l'année 2019, un projet de stratégie immobilière, qui, lorsqu'il sera terminé, sera soumis aux instances concernées pour discussion. Par la suite, cette stratégie pourra être présentée à la commission du conseil concernée.

**R-8**

Que l'Administration travaille de concert avec l'inspecteur général afin de proposer un élargissement du mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats.

**Réponse à R-8**

Le comité exécutif mandate la commission d'examen des contrats de travailler de concert avec le Bureau de l'inspectrice générale pour revoir les critères requis pour qu'un contrat fasse l'objet d'une analyse par ladite commission et de faire des recommandations aux conseils municipal et d'agglomération. Le comité exécutif évaluera la pertinence d'élargir le mandat de la commission suite à la révision des critères d'examen.

**En conclusion**

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats pour la quantité et la qualité du travail accompli pendant sa sixième année d'existence, en 2016, et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.



(2)

**Dossier # : 1197579002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du greffe , Direction , Division des élections_ du soutien aux commissions et réglementation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa septième année d'activités

Il est recommandé :

- 1) au comité exécutif de mandater la Direction générale afin de promouvoir l'utilisation du guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrats et afin de préparer un dossier décisionnel proposant de changer les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 conformément aux recommandations 3 et 4 de la commission.;
- 2) au conseil municipal et au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa septième année d'activités;
- 3) au conseil municipal et au conseil d'agglomération de mandater la Commission permanente sur l'examen des contrats, de concert avec le Bureau de l'Inspectrice générale, afin de revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 et de faire des recommandations à ces conseils.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-18 12:21

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels



**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1197579002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa septième année d'activités

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Conformément au Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007) et au Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le bilan de la septième année d'activités de cette commission a été produit et déposé à la séance du conseil municipal du 23 avril 2018 et à la séance du conseil d'agglomération du 26 avril 2018.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

**JUSTIFICATION**

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

**DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec*, leur mission

consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Lecture :

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Abdelkrim AIT ABDAIM  
Secrétaire d'unité administrative

**Tél :** 514-872 1879  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-18

Yves SAINDON  
Greffier et directeur

**Tél :** 514 872-3007  
**Télécop. :** 000-0000

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Yves SAINDON  
Greffier et directeur

**Tél :** 514 872-3007  
**Approuvé le :** 2019-02-18

## **RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS PORTANT SUR LE BILAN DE SA SEPTIÈME ANNÉE D'ACTIVITÉS**

---

### **Mise en contexte**

La Commission sur l'examen des contrats a déposé le bilan de sa septième année d'activités, l'année 2017, assorti de recommandations au conseil municipal du 23 avril 2018 et au conseil d'agglomération du 26 avril 2018.

### **Commentaires d'ordre général**

Dans son rapport, la Commission rend compte du travail accompli et formule six recommandations traitant des thèmes suivants : renseignements contenus dans les sommaires décisionnels et information soumise à la Commission (R-1); critères d'examen de la Commission (R-2, R-3 et R-4); suivi des rapports et recommandations de la Commission (R-5) et recommandation à portée générale (R-6). Le comité exécutif souhaite répondre à ces recommandations.

### ***Recommandation à l'égard des renseignements contenus dans les sommaires décisionnels et de l'information soumise à la Commission***

#### **R-1**

Que les unités d'affaires s'assurent de consigner dans leurs sommaires décisionnels les renseignements pertinents relatifs à d'autres contrats passés ou présents relevant du même projet ou se déroulant dans un même environnement, de façon à offrir une vue d'ensemble du contexte d'un contrat donné.

#### **Réponse à R-1**

Les dossiers décisionnels contiennent les informations utiles à des fins de prise de décision sur un contrat précis au sein de l'ensemble des contrats requis pour un projet spécifique. Le comité exécutif rappelle que les renseignements pertinents relatifs à d'autres contrats passés ou présents relevant du même projet ou se déroulant dans un même environnement, émis ou non par le service responsable du dossier décisionnel en question sont déjà indiqués au sommaire décisionnel conformément au guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrats. Le guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrats détaille les éléments d'information requis aux sections « Contexte » et « Décisions antérieures » des sommaires décisionnels. Le comité exécutif mandate la direction générale afin de promouvoir l'utilisation de ce guide déjà disponible sur l'intranet.

## **Recommandations à l'égard des critères d'examen**

### **R-2**

Que la Commission permanente sur l'examen des contrats soit mandatée pour revoir la pertinence des critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 et faire des recommandations aux conseils municipal et d'agglomération.

### **R-3**

Considérant la recommandation faite par le Bureau du Vérificateur général en page 290 de son Rapport annuel 2016;

La Commission permanente sur l'examen des contrats demande à l'unanimité à l'Administration de répondre favorablement à la recommandation 4.1.2.C du Rapport du Vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, en page 290, qui se lit comme suit : « Nous recommandons à la Direction générale de faire les représentations nécessaires auprès des instances pour revoir les critères d'examen par la Commission permanente sur l'examen des contrats de façon à couvrir les situations où un seul des soumissionnaires se voit adjuger l'ensemble des contrats faisant l'objet d'un appel d'offres et que la somme de ces contrats excède le seuil fixé aux fins d'une analyse (p. ex. 10 M\$). ».

### **R-4**

La Commission recommande également que cette recommandation s'étende aux situations où un soumissionnaire se voit adjuger une partie des contrats faisant l'objet d'un même appel d'offres et que la somme de ces contrats excède le seuil fixé aux fins d'une analyse (p. ex. 10 M\$).

## **Recommandation à l'égard du suivi des rapports et recommandations de la Commission sur l'examen des contrats**

### **R-5**

Que l'Administration travaille de concert avec l'inspecteur général afin de proposer un élargissement du mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats pour lui permettre, notamment, de faire un suivi des déboursés et de l'utilisation des contingences dans les contrats qu'elle a étudiés.

## **Réponses à R-2 et R-5**

Le comité exécutif est favorable et propose de mandater la Commission permanente sur l'examen des contrats et de travailler de concert avec l'inspecteur général afin de revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 et de faire des recommandations aux conseils municipaux et d'agglomération. Le comité exécutif évaluera la pertinence d'élargir le mandat de la commission suite à la révision des critères d'examen.

## **Réponses à R-3 et R4**

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate la direction générale de changer les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 afin qu'ils incluent les deux critères proposés au seuil proposé, soit 10M\$.

## ***Recommandation à portée générale***

### **R-6**

Qu'une présentation de la Stratégie immobilière de la Ville de Montréal soit offerte aux membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats et éventuellement à l'ensemble des membres des conseils municipal, d'agglomération et d'arrondissement au cours de l'année 2018.

### **Réponse à R-6**

Le comité exécutif informe les membres de la commission que le Service de la gestion immobilière élaborera, au cours de l'année 2019, un projet de stratégie immobilière, qui, lorsqu'il sera terminé, sera soumis aux instances concernées pour discussion. Par la suite, cette stratégie pourra être présentée à la commission du conseil concernée.

## **En conclusion**

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats pour la quantité et la qualité du travail accompli pendant sa septième année d'existence, en 2017, et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.



**Dossier # : 1197579003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du greffe , Direction , Division des élections_ du soutien aux commissions et réglementation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Il est recommandé :

- 1) au comité exécutif de mandater la Direction générale afin de préparer un dossier décisionnel proposant de changer les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 conformément à la recommandation de la commission.
- 2) au conseil municipal et au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

**Signé par** Benoit DAGENAI **Le** 2019-02-18 12:21

**Signataire :**

Benoit DAGENAI

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1197579003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats

## CONTENU

### CONTEXTE

Conformément au Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007) et au Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le rapport de la commission faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats a été déposé à la séance du conseil municipal du 21 août 2017 et à la séance du conseil d'agglomération du 24 août 2017.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

### JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec*, leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Lecture :

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Abdelkrim AIT ABDAIM  
Secrétaire de direction

**Tél :** 514-872-3007  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-18

Yves SAINDON  
Greffier et directeur

**Tél :** 514 872-3007  
**Télécop. :** 000-0000

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Yves SAINDON  
Greffier et directeur



**Tél :** 514 872-3007  
**Approuvé le :** 2019-02-18

## **Réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats**

### **Mise en contexte**

Dans son rapport annuel 2016, la vérificatrice générale a émis une recommandation<sup>1</sup> à l'effet de modifier les critères d'examen de la Commission pour que celle-ci puisse se pencher sur les situations où un seul soumissionnaire se voit adjuger l'ensemble des contrats faisant l'objet d'un appel d'offres lorsque la somme de ces contrats distincts excèdent 10 millions, soit le seuil à partir duquel le processus d'examen de la conformité d'un appel d'offres s'applique à l'égard d'un contrat unique. Les membres de la Commission ont souhaité appuyer cette recommandation et ont déposé un rapport en ce sens aux conseils municipal et d'agglomération des 21 et 24 août 2017, rapport qui ne comportait qu'une recommandation, qui se lit comme suit :

« Les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats demandent à l'unanimité à l'administration de répondre favorablement à la recommandation 4.1.2.C du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, en page 290, qui se lit comme suit :

*« Nous recommandons à la Direction générale de faire les représentations nécessaires auprès des instances pour revoir les critères d'examen par la Commission permanente sur l'examen des contrats de façon à couvrir les situations où un seul des soumissionnaires se voit adjuger l'ensemble des contrats faisant l'objet d'un appel d'offres et que la somme de ces contrats excède le seuil fixé aux fins d'une analyse (p. ex. 10 M\$). ».*

La Commission est aussi d'avis que cette recommandation devrait s'étendre aux situations où un soumissionnaire se voit adjuger une partie des contrats faisant l'objet d'un même appel d'offres et que la somme de ces contrats excède le seuil fixé aux fins d'une analyse (p. ex. 10 M\$) »

### **Réponse du comité exécutif à la recommandation**

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et mandate la direction générale de changer les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 afin qu'ils incluent les deux critères proposés au seuil proposé, soit 10M\$.

### **En conclusion**

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats d'avoir pris la peine d'exprimer leur opinion sur la recommandation de la vérificatrice générale les concernant.

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la recommandation 4.1.2 C du Rapport de vérification « Programme Éco-quartier et Écocentres »

## Commission de la présidence du conseil

### ***Les activités des commissions permanentes :***

### **Bilan 2018**

Déposé au conseil municipal le 25 février 2019  
et  
au conseil d'agglomération le 28 février 2019



**Service du greffe**

Division des élections, du soutien aux commissions  
et de la réglementation  
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

**La Commission :****Présidente**

*M<sup>me</sup> Cathy Wong*  
*Arrondissement de Ville-Marie*

**Vice-présidents**

*M. Sterling Downey*  
*Arrondissement de Verdun*

*M. François Limoges*  
*Arrondissement de Rosemont–La Petite-  
Patrie*

**Membres**

*M<sup>me</sup> Andrée Hénault*  
*Arrondissement d'Anjou*

*M. Normand Marinacci*  
*Arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-  
Geneviève*

*M. Peter McQueen*  
*Arrondissement de Côte-des-Neiges–  
Notre-Dame-de-Grâce*

*M<sup>me</sup> Suzie Miron*  
*Arrondissement de Mercier–Hochelaga-  
Maisonneuve*

*M<sup>me</sup> Sue Montgomery*  
*Arrondissement de Côte-des-Neiges–  
Notre-Dame-de-Grâce*

*M<sup>me</sup> Chantal Rossi*  
*Arrondissement de Montréal-Nord*

*M. Aref Salem*  
*Arrondissement de Saint-Laurent*

*Mme Lise Zarac*  
*Arrondissement de LaSalle*

Montréal, le 25 février 2019

M<sup>me</sup> Valérie Plante  
Mairesse de Montréal  
Hôtel de ville de Montréal  
275, rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Mairesse,

Dans l'objectif de faire connaître les activités des commissions permanentes, instances instituées depuis un peu plus de trente ans déjà à la Ville de Montréal, la Commission de la présidence du conseil a pris l'initiative de produire, conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009), et ce pour une quatrième année consécutive, le bilan annuel des activités des commissions. Nous avons donc l'honneur de déposer, au nom de la Commission de la présidence du conseil, le rapport intitulé *Les activités des commissions permanentes – Bilan 2018*.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Cathy Wong  
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Linda Lajeunesse  
Secrétaire recherchiste

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction .....	4
Mission .....	4
Commissions actuelles.....	5
Faits saillants de l'année 2018 .....	6
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports .....	7
Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation .....	9
Commission sur le développement social et la diversité montréalaise .....	11
Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs .....	12
Commission sur l'examen des contrats .....	14
<u><b>Répartition des contrats étudiés en 2018 selon les critères d'examen.....</b></u>	<b>15</b>
Commission sur les finances et l'administration.....	17
Commission sur l'inspecteur général .....	19
Commission de la présidence du conseil .....	21
Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal .....	23
Commission de la sécurité publique .....	24
Commission sur le transport et les travaux publics .....	26
Conclusion .....	27

*La Commission de la présidence du conseil remercie l'équipe de la Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation de leur collaboration à la collecte de données : Me Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint et chef de division; M<sup>mes</sup> Julie Demers, Myriam Laforce, Linda Lajeunesse et Élisabeth Rivest ainsi que M. Pierre G. Laporte.*

## Introduction

Dès 1987, sous l'Administration de Jean Doré, les six premières commissions permanentes du conseil municipal sont mises en place dans l'objectif de démocratiser l'appareil municipal. À titre de première municipalité autorisée par le gouvernement du Québec à se doter de telles instances d'aide à la prise de décisions, la Ville de Montréal faisait alors figure de proue. Les commissions permanentes de la Ville de Montréal sont donc parmi les plus anciennes instances consultatives à avoir été instituées au Québec, précédant même le Bureau de consultation de Montréal, créé en 1989, lui-même à l'origine de la création, en 2002, de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), un organisme indépendant qui mène essentiellement des consultations publiques sur des projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire de compétence municipale qui lui sont confiés par le conseil municipal ou le comité exécutif de la Ville de Montréal.

Depuis un peu plus de trente ans déjà que les commissions permanentes de la Ville de Montréal permettent à la population montréalaise d'être mieux informée à propos d'enjeux municipaux qui la concerne. Ainsi, de multiples consultations publiques ont été menées dans l'objectif d'éclairer la réflexion et la prise de décision des élu.es sur des sujets d'intérêt pour la population montréalaise. En assurant la mise en œuvre de processus de consultation publique pertinents, les commissions stimulent la participation citoyenne, année après année, en offrant la possibilité aux Montréalaises et aux Montréalais de prendre part au débat et de faire valoir ainsi leurs points de vue aux personnes élues sur une multitude de dossiers d'intérêt public au palier municipal.

## Mission

Les commissions permanentes sont des instances de consultation publique qui reçoivent les commentaires et les représentations de toute personne à l'égard des objets inscrits à leur programme d'activités. Elles procèdent aux consultations qu'elles jugent appropriées, et ce, dans leurs champs de compétence respectifs. En plus d'exercer leur droit d'initiative dans l'objectif de permettre aux Montréalaises et aux Montréalais d'influencer la position des personnes élues dans des dossiers sensibles et dont les enjeux ont incidence sur la population, les commissions permanentes reçoivent différents mandats des conseils municipal et d'agglomération. La mission des commissions permanentes consiste donc plus précisément à :

- favoriser la participation de la population aux débats d'intérêt public;
- éclairer la prise de décision des membres des conseils.

Ainsi, les commissions permanentes font les recommandations qu'elles jugent appropriées au conseil municipal et au conseil d'agglomération, dont elles relèvent directement.

Quant à la Commission de la sécurité publique, elle a pour fonction d'étudier toute question en lien avec la sécurité publique, soit à la demande du conseil d'agglomération, du comité exécutif ou de sa propre initiative. Elle donne également au conseil tous les avis prévus par la loi, en plus de pouvoir formuler des recommandations directement au comité exécutif. Cette commission est la seule ayant l'obligation légale d'être créée : sa composition, de neuf membres, incluant la personne qui représente le gouvernement du Québec, est définie à l'article 72 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4).

Bien qu'elles exercent un réel pouvoir d'influence auprès de l'Administration, les commissions permanentes sont des instances essentiellement consultatives, dotées d'un pouvoir de recommandation. Par conséquent, le caractère des opinions contenues dans les avis, recommandations et rapports des commissions n'est pas décisionnel. Cependant, le suivi des recommandations des commissions permanentes, que le comité exécutif a l'obligation de produire dans les six mois suivant le dépôt des rapports de consultation publique et des recommandations des commissions, permet à l'Administration municipale d'effectuer une reddition de compte tangible, qui témoigne, en toute transparence, des suites de la participation publique sur des dossiers qui importent à la société civile et des décisions qui en découlent.

## Commissions actuelles

En 2018, et depuis l'élection générale du 3 novembre 2013, les commissions permanentes instituées sont au nombre de 11. À chacune d'elles siégeaient entre sept et 12 commissaires, pour un total de 114 sièges<sup>1</sup> en 2018. Les nominations sont effectuées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération parmi l'ensemble des personnes élues de la Ville de Montréal et des villes liées, et ce, tous les quatre ans à la suite de l'élection générale. Des changements à la composition peuvent être apportés en cours de mandat.

La plupart des commissions permanentes étudient tant des dossiers de compétence municipale que d'agglomération. Néanmoins, deux commissions permanentes n'étudient que des dossiers de compétence d'agglomération. Il s'agit de la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal et la Commission de la sécurité publique. De plus, une commission porte son attention sur des dossiers exclusivement de compétence municipale. Il s'agit de la Commission de la présidence du conseil qui étudie des questions relatives à la démocratie.

Les commissions qui étudient des dossiers à la fois de compétence municipale et d'agglomération réservent deux sièges aux personnes élues des villes liées, dont l'un des deux sièges à la vice-présidence de chaque commission. À la suite de l'[exercice de révision du rôle et des responsabilités des commissions permanentes](#) réalisé en 2010 par la Commission de la présidence du conseil, chaque commission regroupe désormais les deux volets, municipal et agglomération. Avant cet exercice de révision, un même dossier devait être traité par deux commissions, soit en parallèle ou conjointement.

Le tableau ci-dessous illustre les 11 commissions, leur niveau de compétence et le nombre de membres qui y siégeaient respectivement en 2018.

Nom de la commission	Compétence	Nombre de membres
Culture, patrimoine et sports	Municipale et agglomération	11
Développement économique, urbain et habitation	Municipale et agglomération	11
Développement social et diversité montréalaise	Municipale et agglomération	11
Eau, environnement, développement durable et grands parcs	Municipale et agglomération	11
Examen des contrats	Municipale et agglomération	11
Finances et administration	Municipale et agglomération	12
Inspecteur général	Municipale et agglomération	12
Présidence du conseil	Municipale	11
Schéma d'aménagement et développement de Montréal	Agglomération	7
Sécurité publique	Agglomération	9
Transport et travaux publics	Municipale et agglomération	11

<sup>1</sup> Il est à noter que les membres des conseils peuvent être membre de plus d'une commission permanente.

## Faits saillants de l'année 2018

Les commissions permanentes ont tenu 68 assemblées publiques et 110 séances de travail. Ainsi, quelques centaines de personnes ont pu prendre part à ces différents processus de consultation publique où elles ont pu déposer un mémoire et faire valoir leurs opinions aux commissaires. Ainsi, un total de 130 rapports ont été produits. Parmi ceux-ci, 111 l'ont été par la Commission sur l'examen des contrats et 19 faisaient état des différents dossiers étudiés par les autres commissions. Tous les rapports produits ont été déposés sur le portail de la Ville de Montréal.

Parmi les dossiers étudiés par les commissions en 2018, figurent le Plan d'action du sport et du plein air urbains 2018-2028; la création de mesures d'hébergement d'urgence et d'accès aux ressources pour les personnes en situation d'itinérance dans les arrondissements et les villes liées périphériques de Montréal; la gestion de la forêt urbaine en vue de poursuivre les efforts pour renforcer la canopée montréalaise; la conciliation famille-travail des élu.es; la rédaction épïcène des contenus émanant de la Ville de Montréal; la révision du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement; l'étude du budget et du plan triennal d'investissement de la Ville de Montréal; le rapport de l'inspecteur général concernant le processus d'octroi de contrats dans le cadre de la course de Formule E et les enjeux et défis liés à l'arrivée des véhicules automatisés à Montréal.

De plus, l'année 2018 a été l'occasion de continuer d'expérimenter de nouvelles façons d'entendre la voix des Montréalaises et des Montréalais. La Commission de la sécurité publique (CSP) a initié la tenue d'un tout nouveau format de séances publiques, les assemblées de « discussions publiques », sur des thèmes variés, permettant ainsi une prise de parole inédite de la population sur des enjeux de sécurité publique. Aussi, depuis 2016, une plateforme d'interactions citoyennes mise en place par le Service des technologies de l'information permet aux commissions permanentes de rejoindre un plus grand nombre de personnes parmi les différents segments de la population, permettant ainsi d'augmenter le nombre et la diversité des opinions qui s'ajoutent aux mémoires présentés lors des séances publiques.

En ce qui concerne la promotion des activités, des efforts constants et soutenus visent la diffusion des activités de consultation publique. Cette diffusion se fait, d'une part, sur les réseaux Facebook et Twitter, sur la page d'accueil du portail de la Ville de Montréal et sur l'Intranet, avec le soutien du Service de l'expérience citoyenne et des communications et du webmestre de la Ville de Montréal. D'autre part, les commissions permanentes ont poursuivi leur collaboration avec les services responsables de la production des contenus de consultation afin d'augmenter la visibilité des projets de consultation publique auprès de leurs parties prenantes. Finalement, le fait de publiciser les différentes étapes des processus de consultation publique, via l'infolettre, a permis d'informer la société civile aux différentes étapes des processus et de diffuser les rapports de consultation ainsi que les réponses du comité exécutif aux recommandations des commissions.

En terminant, les commissions permanentes de la Ville de Montréal poursuivent leurs actions en tant que principales instances de consultation publique des conseils municipal et d'agglomération. Le nombre d'activités qu'elles mènent; leur composition, des plus représentatives; leur fonctionnement éprouvé ainsi que leur mission en font foi. Quant à leur raison d'être, elle est indéniable puisque ces instances permettent à la population montréalaise de faire entendre sa voix sur des dossiers spécifiques, et ce, depuis les 30 dernières années, ce qui lui assure une participation au débat, permettant ainsi d'aiguiller la prise de décisions des membres du conseil municipal et du conseil d'agglomération, qui la représente.

Le bilan annuel 2018 de chacune des 11 commissions est présenté ci-après, et ce, de manière distincte. La composition de chacune des 11 commissions est décrite en identifiant la présidence, les vice-présidences et les membres qui y siégeaient au 31 décembre 2018.



## **Commission sur la culture, le patrimoine et les sports**

### **Mission**

La Commission sur la culture, le patrimoine et les sports assure le suivi de la Politique de développement culturel et de la Politique du patrimoine de la Ville de Montréal, de même que des plans d'action qui en découlent. Ainsi, tout dossier en lien avec le patrimoine, le réseau des bibliothèques, l'entrepreneuriat culturel et créatif, le réseau de diffusion culturelle municipal Accès Culture, les ateliers d'artistes, les quartiers culturels et l'art public peut lui être soumis.

La Commission se préoccupe également des aspects liés à la coordination montréalaise de l'offre de services en sports et loisirs; le volet relatif à la prestation de services en ces domaines relevant plutôt des arrondissements. Enfin, la Commission traite de l'élite sportive et d'événements sportifs d'envergure.

Il est à noter que M. Frantz Benjamin a siégé à cette commission jusqu'au 20 août 2018.

### **Présidence de la Commission**

*M<sup>me</sup> Anne-Marie Sigouin, conseillère de la ville, Arrondissement Le Sud-Ouest, et conseillère désignée, Arrondissement de Ville-Marie*

### **Vice-présidences**

*M. Robert Coutu, maire, Ville de Montréal-Est*

*M<sup>me</sup> Chantal Rossi, conseillère de la ville, Arrondissement de Montréal-Nord*

### **Membres**

*M. Alex Bottausci, maire, Ville de Dollard-des-Ormeaux*

*M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Lachine*

*M<sup>me</sup> Michèle Flannery, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de Lachine*

*M. Benoit Langevin, conseiller de la ville, Arrondissement de Pierrefonds–Roxboro*

*M. Jocelyn Pauzé, conseiller de la ville, Arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie*

*M<sup>me</sup> Mindy Pollak, conseillère d'arrondissement, Arrondissement d'Outremont*

*M. Alain Vaillancourt, conseiller d'arrondissement, Arrondissement Le Sud-Ouest*

*M<sup>me</sup> Stephanie Watt, conseillère de la ville, Arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie*

### **Objets d'étude en séances publiques :**

- Mandat CM18 0397 : consultation publique portant sur le projet de Plan d'action du sport et du plein air urbains 2018-2028

### **Objets d'étude en séances de travail :**

- Présentations générales des dossiers en cours et des enjeux de l'heure au Service de la diversité sociale et des sports, au Service de la culture ainsi qu'à la Division du patrimoine du Service de la mise en valeur du territoire;
- La mise en œuvre du Plan d'action en patrimoine 2017-2022 *S'ancrer dans l'identité urbaine montréalaise*;

- Vers un diagnostic du loisir municipal: collecte d'informations préliminaires avec la collaboration du Service de la culture, du Service de la diversité sociale et des sports et d'organismes externes;
- Trois séances de travail réservées à la formulation des recommandations dans le cadre de la consultation publique portant sur le projet de Plan d'action du sport et du plein air urbains 2018-2028.

**Nombre de séances :**

- assemblées publiques : 7
- séances de travail : 11

**Rapports :**

[Rapport et recommandations](#) « Consultation publique sur le projet de Plan d'action du sport et du plein air urbains 2018-2028 », – Dépôt au CM du 20 août 2018.

## Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

### Mission

La Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation est chargée d'étudier les dossiers ayant une incidence sur le développement économique et urbain de la métropole et s'intéresse plus particulièrement aux orientations, aux stratégies, aux actions et aux outils qui visent le développement ainsi que la promotion du territoire. La commission est compétente en matière d'analyse et d'examen de dossiers ayant trait à l'accueil des touristes dans l'agglomération; aux centres locaux de développement (CLD); aux centres de congrès, au port et à l'aéroport; aux parcs industriels; aux embranchements ferroviaires ainsi qu'à toute aide destinée spécifiquement à une entreprise.

Cette commission se penche également sur tout projet touchant l'urbanisme et l'habitation. Ainsi, les règlements de la Ville en matière de construction, d'habitation, de salubrité et d'entretien des logements ou les modifications qui y sont apportées ainsi que les bilans périodiques de la mise en œuvre du Plan d'urbanisme lui sont également soumis.

Il est à noter que Mmes Giuliana Fumagalli et Lise Zarac ont également siégé à cette commission au cours de l'année 2018.

### Présidence de la Commission

*M. Richard Ryan, conseiller de la Ville, Arrondissement Le Plateau–Mont-Royal, et conseiller désigné, Arrondissement de Ville-Marie*

### Vice-présidences

*M. Robert Coutu, maire, Ville de Montréal-Est*

*M. Dominic Perri, conseiller de la Ville, Arrondissement de Saint-Léonard*

### Membres

*M. Alex Bottausci, maire, Ville de Dollard-des-Ormeaux*

*M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Lachine*

*M. Yves Gignac, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Pierrefonds–Roxboro*

*M<sup>me</sup> Fanny Magini, conseillère d'arrondissement, Arrondissement d'Outremont*

*M. Jocelyn Pauzé, conseiller de la Ville, Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie*

*M. Yves Sarault, conseiller d'Arrondissement, Arr. de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève*

*M<sup>me</sup> Véronique Tremblay, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de Verdun*

*M<sup>me</sup> Maeva Vilain, conseillère d'arrondissement, Arrondissement Le Plateau–Mont-Royal*

### Objet d'étude en séances publiques :

- Les impacts du projet *Royalmount*

### Objets d'étude en séances de travail :

- Service de la mise en valeur du territoire et Direction de l'habitation : Présentation du bilan 2017 et du Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017 et du plan d'action 2018;

- Service du développement économique : Présentation de la stratégie et des plans d'action en découlant;
- PME-Montréal;
- CMM;
- ASDCM : présentation des activités de l'Association des sociétés de développement commercial de Montréal;
- SHDM : Présentation du bilan annuel 2017 et du plan d'action 2018 de la Société d'habitation et de développement de Montréal par la directrice, Mme Nancy Shoiry, et son équipe;
- Suivi du mandat CM14 0948 - Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter. Présentation du Service des finances sur la fiscalité de la catégorie non résidentielle;
- OMHM : Présentation du bilan annuel 2017 et du plan d'action 2018 des activités de gestion des HLM par la directrice générale, l'Office municipal de l'habitation de Montréal, M<sup>me</sup> Danielle Cécile, et le directeur général adjoint, M. Serge Villandré;
- Direction de l'habitation : Présentation du programme d'appui à l'acquisition résidentielle;
- Outil Zoom Grand Montréal - Présentation de Montréal International et de la CMM
- Trois séances de travail dédiées à la préparation de la consultation publique sur les impacts du projet *Royalmount* - Mandat découlant des motions adoptées par le conseil municipal concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal (CM15 0372, CM15 1290 et CM18 1051);

**Nombre de séances :**

- Assemblées publiques : 2
- Séances de travail : 11

**Rapports :**

Aucun rapport déposé en 2018.

## **Commission sur le développement social et la diversité montréalaise**

### **Mission**

La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise est responsable de l'étude de dossiers ayant trait aux diverses facettes de la qualité du milieu de vie des Montréalais inclus dans l'offre de services de la Ville de Montréal qui administre l'enveloppe provenant du Fonds de lutte contre la pauvreté, et ce dans le cadre d'une entente conclue avec le ministère de du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS). De plus, la commission s'intéresse au développement social, à la diversité et à l'inclusion sociale et à certaines problématiques urbaines, dont le logement social et l'aide aux personnes en situation d'itinérance. Elle agit en concertation avec les trois conseils consultatifs : le Conseil interculturel de Montréal, le Conseil jeunesse de Montréal et le Conseil des Montréalaises dans leur champ d'action respectif.

### **Présidence de la Commission**

*M<sup>me</sup> Sophie Thiébaud, conseillère d'arrondissement, Arrondissement Le Sud-Ouest*

### **Vice-présidences**

*M. Robert Coutu, maire, Ville de Montréal-Est*

*M<sup>me</sup> Mary Deros, conseillère de la ville, Arr. de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension*

### **Membres**

*M<sup>me</sup> Nancy Blanchet, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de LaSalle*

*M<sup>me</sup> Josefina Blanco, conseillère d'arrondissement, Arr. Le Plateau-Mont-Royal*

*M. Alex Bottausci, maire, Ville de Dollard-des-Ormeaux*

*M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Lachine*

*M<sup>me</sup> Suzanne Décarie, conseillère de la ville, Arr. Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles*

*M. Sterling Downey, conseiller de la ville, Arrondissement de Verdun*

*M. Benoit Langevin, conseiller de la ville, Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro*

*M<sup>me</sup> Mindy Pollak, conseillère d'arrondissement, Arrondissement d'Outremont*

### **Objets d'étude en séances publiques :**

- Aucun

### **Objets d'étude en séances de travail :**

- Création de mesures d'hébergement d'urgence et d'accès aux ressources pour les personnes en situation d'itinérance dans les arrondissements et les villes liées périphériques de Montréal (CM18 0113)

### **Nombre de séances :**

- assemblée publique : 0
- séances de travail : 10

### **Rapport :**

[Rapport et recommandations](#) Création de mesures d'hébergement d'urgence et d'accès aux ressources pour les personnes en situation d'itinérance dans les arrondissements et les villes liées périphériques de Montréal (CM18 0113) – Dépôt au CM du 19 septembre 2018 et au CG du 20 septembre 2018.

## **Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs**

### **Mission**

Les dossiers portés à l'attention de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs touchent divers aspects propres à la production et à la distribution de l'eau potable, au traitement des eaux usées, au développement durable, à la qualité de l'environnement, à la lutte et à l'adaptation aux changements climatiques ainsi qu'à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des matières résiduelles.

De plus, la Commission analyse divers dossiers provenant du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et du Service de l'Espace pour la vie, responsable du Biodôme, de l'Insectarium, du Jardin botanique et du Planétarium.

Il est à noter que la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs a mené la majeure de ses travaux sous la présidence de Mme Maja Vodanovic, mairesse de l'Arrondissement de Lachine, en 2018, puisque celle-ci l'a présidée jusqu'au 22 octobre. De plus, Mmes Chantal Rouleau, Sophie Mauzerolle et Stephanie Watt ont également siégé à cette commission pour la majeure partie de l'année 2018.

### **Présidence de la Commission**

*M<sup>me</sup> Valérie Patreau, conseillère d'arrondissement, Arrondissement d'Outremont*

### **Vice-présidences**

*M. Francesco Miele, conseiller de la ville, Arrondissement de Saint-Laurent*

*M<sup>me</sup> Maria Tutino, mairesse, Ville de Baie-D'Urfé*

### **Membres**

*M<sup>me</sup> Christine Black, mairesse, Arrondissement de Montréal-Nord*

*M<sup>me</sup> Lisa Christensen, conseillère d'arrondissement, Arr. Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles*

*M. Gilles Déziel, conseiller d'arrondissement, Arr. Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles*

*M. Christian Larocque, conseiller d'arrondissement, Arr. de L'Île-Bizard- Sainte-Geneviève*

*M<sup>me</sup> Fanny Magini, conseillère d'arrondissement, Arrondissement d'Outremont*

*M. Jérôme Normand, conseiller de la ville, Arrondissement d'Achims-Cartierville*

*M. Philippe Roy, maire, Ville de Mont-Royal*

*M<sup>me</sup> Maeva Vilain, conseillère d'arrondissement, Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal*

### **Objets d'étude en séances publiques :**

- Aucun

### **Objets d'étude en séances de travail :**

- Présentations générales des dossiers en cours et des enjeux de l'heure au Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, au Service de l'eau, ainsi qu'au Service de l'environnement;
- Gestion de la forêt urbaine: enjeux entourant la préservation et l'amélioration de la canopée montréalaise;

- Améliorer les connaissances et les techniques de traitement ainsi que la gestion des sols contaminés à Montréal;
- Présentation des installations de l'usine d'eau potable Atwater;
- Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal : bilan et perspectives;
- Mandat CM18 0709 – Interdiction des bouteilles d'eau de plastique à usage unique à la Ville de Montréal et élaboration d'une Stratégie de réduction du plastique sur le territoire de la métropole: collecte d'informations préliminaires avec la collaboration du Service de l'environnement, de la Communauté métropolitaine de Montréal et de divers organismes externes.

**Nombre de séances :**

- assemblées publiques : 0
- séances de travail : 11

**Rapports :**

[Rapport et recommandations](#) « *Gestion de la forêt urbaine : poursuivre les efforts pour renforcer la canopée montréalaise* », – Dépôt au CM du 18 juin 2018 et au CG du 21 juin 2018.

## **Commission sur l'examen des contrats**

### **Mission**

La Commission sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi de ceux-ci. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus. Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils quant à la valeur ou à certaines autres caractéristiques (nombre restreint de soumissions conformes, écarts importants entre l'évaluation initiale et le prix de la soumission retenue, l'octroi à un consortium, etc.).

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007) et le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008). Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique des informations contenues dans une soumission, l'accès aux travaux de la Commission est limité aux personnes concernées pour le traitement du dossier visé. Chaque membre de la Commission est tenu au respect de la plus stricte confidentialité quant aux informations reçues dans le cadre de l'examen d'un dossier.

Il est à noter que Mme Fanny Magini a siégé à cette commission jusqu'au 22 octobre 2018.

### **Présidence de la Commission**

*M<sup>me</sup> Karine Boivin Roy, conseillère de la ville, Arr. de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve*

### **Vice-présidences**

*M<sup>me</sup> Paola Hawa, mairesse, Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue*

*M<sup>me</sup> Émilie Thuillier, mairesse, Arrondissement d'Achimsic-Cartierville*

### **Membres**

*M. Christian Arseneault, conseiller de la ville, Arr. Côte-des-Neiges - Notre-Dame de Grâce*

*M<sup>me</sup> Julie Brisebois, mairesse, Village de Senneville*

*M. Luc Gagnon, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Verdun*

*M. Giovanni Rapanà, conseiller de la ville, Arrondissement de RDP-PAT*

*M<sup>me</sup> Micheline Rouleau, conseillère de la ville, Arrondissement de Lachine*

*M. Robert Samoszewski, conseiller d'arrondissement, Arr. de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève*

*M<sup>me</sup> Lili-Anne Tremblay, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de Saint-Léonard*

*M<sup>me</sup> Stephanie Watt, conseillère de la ville, Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie*

### **Objets d'étude en séance publique :**

Cette commission ne tient pas de séances publiques.

### **Objets d'étude en séances de travail :**

La Commission étudie divers contrats qui lui sont soumis par le comité exécutif et qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082.



**Nombre de séances :**

- assemblée publique : 0
- séances de travail : 27

**Répartition des contrats étudiés en 2018 selon les critères d'examen\***

Critères d'examen	Nombre de contrats
Contrats de plus de 10 M\$	49
Contrats de biens et services ou d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$	
• Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres	16
• Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	2
• Contrat accordé à un consortium	0
• Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2 <sup>e</sup> plus bas soumissionnaire conforme	19
• Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	30
• L'adjudicataire en est à son 3 <sup>e</sup> octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent	6
• Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande	5
Contrats de services professionnels de plus de 1 M\$	
• Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres	12
• Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	1
• Contrat accordé à un consortium	0
• Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2 <sup>e</sup> plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la 2 <sup>e</sup> meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation	8
• Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	11
• L'adjudicataire en est à son 3 <sup>e</sup> octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent	6
Contrats que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission	0

\* Plusieurs contrats répondaient à plus d'un critère

**Rapports :**

111 rapports portant sur des mandats reçus du comité exécutif :

- Service des infrastructures, de la voirie et des transports (37)
- Service de la gestion et de la planification immobilière (17)
- Service de l'eau (14)
- Service des technologies de l'information (7)
- Service du matériel roulant et des ateliers (6)
- Service de l'environnement (6)
- Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (4)
- Service de l'approvisionnement (3)
- Service de la concertation des arrondissements (3)
- Service des ressources humaines (3)
- Arrondissement de Ville-Marie (2)
- Commission des services électriques (1)
- Service des finances (1)
- Service de la culture (1)
- Service de sécurité incendie (1)
- Service de la mise en valeur du territoire (1)
- Service de l'Espace pour la vie (1)
- Arrondissement Le Plateau Mont-Royal (1)
- Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie (1)
- Arrondissement de Saint-Laurent (1)

[Rapport et recommandations](#) « *Bilan de la septième année d'activité de la Commission permanente sur l'examen des contrats* », – Dépôt au CM du 23 avril 2018 et au CG du 26 avril 2018.

## **Commission sur les finances et l'administration**

### **Mission**

La Commission sur les finances et l'administration axe ses études sur les enjeux financiers et administratifs d'intérêt pour la Ville et pour l'agglomération de Montréal, incluant les services administratifs et le capital humain. Chaque année, la Commission étudie les prévisions budgétaires des services et organismes de compétence municipale et d'agglomération, le programme triennal d'immobilisations (PTI) et les budgets des sociétés paramunicipales. Elle procède également à l'étude publique du rapport annuel de la vérificatrice générale.

Cette commission se penche également sur divers sujets d'intérêt relatif au fonctionnement administratif de la Ville de Montréal : régimes de retraite ; programmes visant la préparation de la relève en main-d'œuvre ; processus de préparation et d'étude du budget et du PTI ; états financiers annuels ; impacts des crises financières sur les finances de la Ville ; gestion de la performance et développement des compétences des employés municipaux ; évaluation foncière ; gestion des immeubles ; modalités d'accès aux services et communications entre la Ville et sa population.

### **Présidence de la Commission**

*M. Richard Deschamps, conseiller de la Ville, Arrondissement de Lasalle*

### **Vice-présidences**

*M. Georges Bourelle, maire, Ville de Beaconsfield*

*M. Alan DeSousa, maire, Arrondissement Saint-Laurent*

### **Membres**

*M<sup>me</sup> Lisa Christensen, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de RDP-PAT*

*M. Richard Guay, conseiller de la Ville, Arr. de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles*

*M<sup>me</sup> Laurence Lavigne Lalonde, conseillère de la Ville, Arr. Mercier–Hochelaga-Maisonneuve*

*M. Pierre Lessard-Blais, maire, Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve*

*M<sup>me</sup> Sophie Mauzerolle, conseillère de Ville, Arrondissement de Ville-Marie*

*M. Peter McQueen, conseiller de Ville, Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce*

*M<sup>me</sup> Micheline Rouleau, conseillère de la Ville, Arrondissement de Lachine*

*M<sup>me</sup> Christina Smith, mairesse, Ville de Westmount*

*M. Alain Vaillancourt, conseiller d'arrondissement, Arrondissement Le Sud-Ouest*

### **Objets d'étude en séance publique :**

- Budgets de fonctionnement 2018
- Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2018-2019-2020
- Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017
- Budgets de fonctionnement 2019 et Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019 - 2020-2021

### **Objets d'étude en séances de travail :**

- Élaboration de recommandations suite à l'étude publique des budgets de fonctionnement 2018

- Élaboration de recommandations suite à l'étude publique du Programme triennal d'immobilisation (PTI) 2018-2019-2020
- Élaboration de recommandations suite à l'étude publique du Rapport du vérificateur général pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017
- Élaboration de recommandations suite à l'étude publique des budgets de fonctionnement 2019 et du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2020-2021

**Nombre de séances :**

- Assemblées publiques : 47
- Séances de travail : 5

**Rapport :**

[Rapport et recommandations](#) Étude publique des budgets de fonctionnement 2018 de la Ville de Montréal, de certaines sociétés paramunicipales et autres organismes ainsi que de la Société de transport de Montréal – Dépôt au CM du 24 janvier 2018 et au CG du 25 janvier 2018

[Rapport et recommandations](#) Étude publique du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2018-2019-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale et agglomération) et de la Société de transport de Montréal — Dépôt au CM du 13 février 2018 et au CG du 14 février 2018

[Rapport et recommandations](#) Étude publique du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal – exercice 2017 – Dépôt au CM du 20 août 2018 et au CG du 23 août 2018

[Rapport et recommandations](#) Étude publique des budgets de fonctionnement 2019 et du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2020-2021 de la Ville de Montréal, de certaines sociétés paramunicipales et autres organismes ainsi que de la Société de transport de Montréal – Dépôt au CM du 28 novembre 2018 et au CG du 29 novembre 2018

## **Commission sur l'inspecteur général**

### **Mission**

La Commission permanente sur l'inspecteur général a pour fonction d'étudier toute question se rapportant au mandat de l'inspecteur général et de faire au conseil les recommandations qu'elle juge appropriées. Elle exerce cette fonction soit à la demande du conseil ou du comité exécutif, soit de sa propre initiative.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'inspecteur général (14-013) et le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'inspecteur général (RCG 14-014). Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique des informations échangées, l'accès aux travaux de la Commission est limité aux personnes concernées. Chaque membre de la Commission est tenu au respect de la plus stricte confidentialité quant aux informations reçues.

Il est à noter que Mme Mary Deros et M. Mitchell Brownstein, maire de la Ville de Côte-Saint-Luc, ont siégé à cette commission jusqu'au 20 août 2018.

### **Présidence de la Commission**

*M<sup>me</sup> Manon Barbe, mairesse, Arrondissement de LaSalle*

### **Vice-présidences**

*M. Michel Gibson, maire, ville de Kirkland*

*M<sup>me</sup> Patricia R. Lattanzio, conseillère de la ville, Arrondissement de Saint-Léonard*

*M<sup>me</sup> Marie-Andrée Mauger, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de Verdun*

### **Membres**

*M. Christian Arseneault, conseiller de la ville, Arr. Côte-des-Neiges - Notre-Dame de Grâce*

*M. Alan DeSousa, maire, Arr. de Saint-Laurent*

*M<sup>me</sup> Paola Hawa, mairesse, Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue*

*M<sup>me</sup> Nathalie Pierre-Antoine, conseillère d'arrondissement, Arr. de RDP-PAT*

*M. Robert Samoszewski, conseiller d'arrondissement, Arr. de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève*

*M. Yves Sarault, conseiller d'arrondissement, Arr. de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève*

*M. Alain Vaillancourt, conseiller d'arrondissement, Arrondissement Le Sud-Ouest*

*M<sup>me</sup> Maeva Vilain, conseillère d'arrondissement, Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal*

### **Objets d'étude en séance publique :**

Cette commission ne tient pas de séance publique.

### **Objets d'étude en séances de travail :**

En raison du caractère confidentiel des informations contenues aux dossiers, l'étude de ceux-ci se déroule à huis clos.

### **Nombre de séances :**

- assemblée publique : 0
- séances de travail : 5

**Rapports :**

[Commentaires et recommandations](#) faisant suite au dépôt du Rapport annuel de l'inspecteur général de la Ville de Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017 - Dépôt au CG du 26 avril 2018

[Commentaires et recommandations](#) faisant suite au Rapport de l'inspecteur général sur la résiliation de deux contrats de collecte et de transport de déchets (appels d'offres S08/004 et 16-15252) - Dépôt au CG du 26 avril 2018

[Commentaires et recommandations](#) faisant suite au Rapport de l'inspecteur général concernant le processus d'octroi de contrats dans le cadre de la course de Formule E - Dépôt au CG du 23 août 2018

[Commentaires et recommandations](#) faisant suite au Rapport biannuel de l'inspecteur général pour l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018 – Dépôt au CG du 25 octobre 2018

## Commission de la présidence du conseil

### Mission

La Commission de la présidence du conseil s'intéresse à la démocratie, à la participation citoyenne et au fonctionnement des instances municipales. En plus d'assurer le suivi et la révision périodique du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, élaboré en 2009, elle étudie des articles du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051). La Commission également pris part au processus de sélection du tout premier conseiller en éthique de la Ville de Montréal, dont le successeur lui fait annuellement rapport de ses travaux.

La Commission a procédé à la révision du rôle et des responsabilités des commissions permanentes du conseil et elle exerce un rôle d'influence auprès des autres commissions en regard de l'encadrement de certaines pratiques. La Commission est le partenaire privilégié des trois conseils consultatifs du conseil municipal (Conseil interculturel de Montréal, Conseil jeunesse de Montréal et Conseil des Montréalaises) ainsi que du Bureau de l'ombudsman de Montréal et de l'Office de consultation publique de Montréal.

Il est à noter que Mmes Mary Deros et Christine Gosselin ainsi que MM. Younes Boukala, Jérôme Normand et Jocelyn Pausé ont siégé à cette commission pour la majeure partie de l'année 2018.

### Présidence de la Commission

*M<sup>me</sup> Cathy Wong, présidente du conseil, conseillère de la ville, Arrondissement de Ville-Marie*

### Vice-présidences

*M. Sterling Downey, conseiller de la Ville, Arrondissement de Verdun*

*M. François Limoges, conseiller de la Ville, Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie*

### Membres

*M<sup>me</sup> Andrée Hénault, conseillère de la ville, Arrondissement d'Anjou*

*M. Normand Marinacci, Arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève*

*M. Peter McQueen, conseiller de la ville, Arr. de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce*

*M<sup>me</sup> Suzie Miron, conseillère de la ville, Arr. Mercier–Hochelaga-Maisonneuve*

*M<sup>me</sup> Sue Montgomery, mairesse, Arr. de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce*

*M<sup>me</sup> Chantal Rossi, conseillère de la ville, Arrondissement de Montréal-Nord*

*M. Aref Salem, conseiller de la ville, Arrondissement de Saint-Laurent*

*M<sup>me</sup> Lise Zarac conseillère de la ville, Arrondissement de LaSalle*

### Objets d'étude en séances publique :

- Aucun

### Objets d'étude en séances de travail :

- Amélioration de l'expérience citoyenne lors des séances du conseil municipal
- Rapport annuel 2017 de Me Marc Lalonde, aide-conseil à l'éthique pour les personnes élues et le personnel politique
- Règlement sur le traitement des membres du conseil (02-039)

- Chantier sur la conciliation famille-travail (CFT) – suivi de l'Avis du Conseil des Montréalaises
- Jeune conseil de Montréal : Présentation des règlements adoptés lors de la 31<sup>e</sup> simulation du conseil municipal tenue les 20 et 21 janvier 2018
- Sécurité et gestion immobilière de l'hôtel de Ville de Montréal (événements, accueils, manifestations, incidents, méthodes) et perspectives pour la gestion des activités
- Bureau de la présidence du conseil : Présentation de l'Aperçu 2017, incluant le bilan d'utilisation du service de halte-garderie à l'hôtel de ville de Montréal
- Présentation du rapport annuel 2017 de l'OCPM
- Bilan des formations offertes aux personnes élues en début de mandat
- Prévention des inconduites sexuelles des élu.es et mesures de protection pour les victimes et de formation pour les élu.es – Mandat du conseil municipal (CM18 0111)
- Rapport annuel 2017 du Bureau de l'ombudsman de Montréal
- Mandat du conseil concernant le mode et le jour du scrutin (CM18 0557)
- Rapport annuel 2017 des trois conseils consultatifs
- Mise en œuvre d'une réponse du comité exécutif à une recommandation de la Commission de la sécurité publique et de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise (CE18 0281) dans son rapport intitulé *Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012 – 2016* déposé le 25 septembre 2017 à l'effet de : « R-29. Modifier le Code d'éthique des élu.es et élus municipaux pour inclure des balises sur les profilages social et racial. »
- Sécurité à l'hôtel de ville
- Mandat du conseil municipal afin d'interdire les applaudissements lors des périodes de questions du conseil municipal et attribution des droits de paroles (CM18 1395)
- Période de question du public : préparation de la consultation publique

**Nombre de séances :**

- Assemblées publiques : 0
- Séances de travail : 10

**Rapport :**

[Rapport et recommandations](#) Conciliation famille-travail des élu.es : Proposition de modifications au Règlement sur le traitement des membres du conseil municipal (02-039) – Dépôt au CM du 18 juin 2018

[Rapport et recommandations](#) Les activités des commissions permanentes - Bilan 2017 – Dépôt au CM du 19 février 2018

[Rapport et décision de la présidente](#) Port de la cravate : Réexamen des propositions de modifications au code vestimentaire tacite du conseil de Montréal afin que le port de la cravate devienne, non pas une obligation, mais un choix personnel ( CM17 1402) – Dépôt au CM du 28 mai 2018

[Rapport et décision de la présidente](#) Propos non parlementaires – Dépôt au CM du 28 mai 2018

[Rapport et recommandations](#) Rédaction épicienne des contenus émanant de la Ville de Montréal – Dépôt au CM du 22 octobre 2018

[Rapport et recommandations](#) Révision du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement – Dépôt au CM du 22 janvier 2018



## **Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal**

### **Mission**

La Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal, créée en 2014 par le conseil d'agglomération conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chapitre A-19.1), est chargée de l'étude des modifications au schéma d'aménagement et de développement de Montréal.

### **Présidence de la Commission**

*M. Pierre Lessard-Blais, maire, Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve*

### **Vice-présidence**

*M<sup>me</sup> Paola Hawa, mairesse, ville de Sainte-Anne-de-Bellevue*

### **Membres**

*M. Dimitrios Jim Beis, maire, Arrondissement de Pierrefond-Roxboro*

*M. Georges Bourelle, maire, Ville de Beaconsfield*

*M<sup>me</sup> Rosannie Filato, conseillère de la ville, Arr. de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension*

*M<sup>me</sup> Nathalie Goulet, conseillère de la ville, Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville*

*M. Philipe Tomlinson, maire, Arrondissement d'Outremont*

### **Objet d'étude en séances publiques :**

Aucune modification ponctuelle au schéma d'aménagement n'a été présentée en 2018.

### **Objets d'étude en séances de travail :**

Aucune séance tenue en 2018.

### **Nombre de séances :**

- assemblées publiques : 0
- séances de travail : 0

### **Rapport :**

Aucun dossier n'a été traité en 2018.

## Commission de la sécurité publique

### Mission

En vertu de l'article 73 de la Charte de la Ville de Montréal, la Commission de la sécurité publique a le mandat d'étudier toute question relative au Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et à la sécurité civile et de faire les recommandations qu'elle juge appropriées au conseil d'agglomération.

La Commission assure le suivi de grands dossiers tels la mise en œuvre du schéma de couverture des services policiers, le Plan directeur en matière de relations avec les citoyens, la brigade urbaine et les centres d'urgence 9-1-1.

Au niveau de la sécurité incendie, la Commission s'intéresse à l'application du plan d'action découlant du schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie, pour les volets intervention et prévention, de même qu'au suivi de l'implantation du programme des premiers répondants ainsi qu'à la réglementation relative à la prévention incendie et aux alarmes non fondées. La Commission reçoit annuellement le bilan des activités du SIM.

En ce qui a trait à la sécurité civile, la Commission assure le suivi du bilan de l'état de préparation de l'agglomération, des mesures d'urgence et plans d'action mis en œuvre par le Centre de sécurité civile dont, à titre d'exemple, les plans particuliers d'intervention relatifs aux crues hivernales et printanières des cours d'eau entourant l'île, à la chaleur accablante ainsi qu'aux pandémies de grippe.

### Présidence de la Commission

*M. Alex Norris, conseiller de la Ville, Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal*

### Vice-présidences

*M. Abdelhaq Sari, conseiller de la Ville, Arrondissement de Montréal-Nord*

*M. Philippe Roy, maire, Ville de Mont-Royal*

### Membres

*M. John Belvedere, maire, Ville de Pointe-Claire*

*M<sup>me</sup> Josephina Blanco, conseillère d'arrondissement, Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal*

*M<sup>me</sup> Michèle Flannery, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de Lachine*

*M. Luc Gagnon, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Verdun*

*M. Jacques Mercier, Représentant du gouvernement du Québec*

*M<sup>me</sup> Julie-Pascale Provost, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de Lachine*

### Objets d'étude en séance publique :

- La *Stratégie de réorganisation du SPVM*
- Les maladies professionnelles chez les pompiers
- Étude publique du *Rapport d'événements et de rétroaction. Inondations 2017*.
- Le continuum de l'emploi de la force et l'utilisation des armes intermédiaires au SPVM
- La diversité des effectifs au sein du SIM
- Les blessures de stress post-traumatique
- Le Rapport annuel 2017 du SPVM

- Le droit de manifester et l'encadrement policier
- Le Rapport des activités 2017 du SIM
- La sécurité des cyclistes et des piétons
- Direction du SPVM – Présentation du processus de sélection et de la candidature retenue
- *Plan stratégique pour soutenir le personnel du SPVM en matière de prévention du profilage racial et social 2018-2021*

**Objets d'étude en séances à huis clos :**

En raison du caractère confidentiel des informations contenues aux dossiers, l'étude de ceux -ci se déroule huis clos.

**Nombre de séances :**

- Assemblées publiques : 12
- Séances à huis clos : 11

**Rapports :**

- Aucun rapport n'a été déposé en 2018.

## **Commission sur le transport et les travaux publics**

### **Mission**

La Commission sur les transports et les travaux publics étudie toute question relevant de la compétence de la Ville et de l'agglomération en matière de transport, de mobilité et d'infrastructures des réseaux routiers. La Commission est également en lien avec la Commission des services électriques de Montréal.

### **Présidence de la Commission**

*M<sup>me</sup> Marie Plourde, conseillère d'arrondissement, Arrondissement Le Plateau- Mont-Royal*

### **Vice-présidences**

*M<sup>me</sup> Paola Hawa, mairesse, Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue*

*M. Aref Salem, conseiller de la ville, Arrondissement de Saint-Laurent*

### **Membres**

*M. François W. Croteau, maire, Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie*

*M. Michel Gibson, maire, Ville de Kirkland*

*M<sup>me</sup> Marianne Giguère, conseillère de la ville, Arrondissement Le Plateau- Mont-Royal*

*M. Pierre L'Heureux, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Verdun*

*M<sup>me</sup> Marie-Andrée Mauger, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de Verdun*

*M. Christian Larocque, conseiller d'arrondissement, Arr. Île-Bizard–Sainte-Geneviève*

*M. Peter McQueen, conseiller de la ville, Arr. Côte-des-Neiges – Notre -Dame-de-grâce*

*M. Hadrien Parizeau, conseiller de la ville, Arrondissement de Ahuntsic-Cartierville*

### **Objets d'étude en séances publiques :**

- Aucun

### **Objets d'étude en séances de travail :**

- Mandat CM16 0628 - Enjeux et défis liés à l'arrivée des véhicules automatisés à Montréal

### **Nombre de séances :**

- assemblées publiques : 0
- séances de travail : 9

### **Rapport :**

[Rapport et recommandations](#) Enjeux et défis liés à l'arrivée des véhicules automatisés à Montréal (CM16 0628) – Dépôt au CM du 22 octobre 2018 et au CG du 26 octobre 2018

## Conclusion

Depuis leur création, il y a déjà plus de trente ans, les commissions permanentes de la Ville de Montréal continuent de permettre aux citoyennes et aux citoyens, aux gens d'affaires et à l'ensemble de la société civile de se prononcer sur les différents enjeux montréalais et de faire valoir une diversité de points de vue auprès des personnes élues pour les représenter.

En outre, les efforts déployés dans le cadre de travaux des commissions pour susciter la participation citoyenne au débat public se sont multipliés au cours de la dernière décennie. Par conséquent, les outils d'interactions avec les publics et les stratégies de diffusion de l'information doivent continuer de se diversifier et de s'affiner pour réussir à capter l'intérêt de la population et à la rejoindre en grand nombre, dans toute sa diversité, dans l'objectif de recueillir l'éventail de points de vue possibles dans le cadre de chacun des processus consultatifs. Ainsi, il faut pouvoir continuer d'innover pour mettre en place des moyens de communication permettant d'informer plus largement la population montréalaise de la tenue des nombreuses activités de consultation publique. D'une part, au palier municipal, des initiatives de participation citoyenne sont menées en arrondissement sur différents sujets sensibles, qui touchent spécifiquement la population locale. D'autre part, à l'échelle de la Ville et de l'agglomération de Montréal, les occasions d'influencer la prise de décision s'ajoutent aux consultations publiques des commissions permanentes, de même qu'à celles menées par l'OCPM. À cela peuvent également s'ajouter les consultations publiques initiées par la population en vertu du droit d'initiative en matière de consultation publique.

Dans ce contexte, où les occasions de prises de parole abondent, il importe plus que jamais d'identifier les méthodes d'interaction optimales à privilégier pour stimuler davantage la participation citoyenne, notamment, et non limitativement, au moyen des nouvelles technologies. Il s'agit essentiellement de s'assurer de mener des consultations publiques sur des sujets qui interpellent la population et de le faire de la manière la plus pertinente et efficace possibles, en toute transparence, sur des plateformes accessibles, permettant ainsi d'assurer la crédibilité de chaque processus de consultation publique. Bien que saluées par plusieurs pour leur souplesse, les nouvelles technologies de l'information soulèvent également des questionnements quant aux modalités de cueillette des opinions et des autres données, de même qu'à leur potentiel d'utilisation. Dans ce contexte, il importe de rappeler à la population l'engagement des commissions permanentes à entendre et à prendre en considération chaque point de vue exprimé par chacune des personnes qui prend part aux consultations publiques pour formuler une opinion ou un commentaire. À cet effet, en ce début d'année 2019, il est prévu d'offrir une visibilité accrue aux différents processus de consultation publique municipaux, incluant les activités des commissions permanentes, sur [montreal.ca](http://montreal.ca), la nouvelle présence numérique de la Ville de Montréal.

Le site web des commissions permanentes peut être consulté à l'adresse suivante : [www.ville.montreal.qc.ca/commissions](http://www.ville.montreal.qc.ca/commissions). De plus, il est possible de suivre les commissions permanentes sur Twitter et Facebook et de s'abonner à l'[infolettre](#) pour recevoir toute l'information concernant les activités de consultation publique.

Commission sur le développement économique  
et urbain et l'habitation

**RAPPORT D'ÉTUDE  
ET  
RECOMMANDATIONS**

Examen public

***Les impacts du projet Royalmount***

Rapport déposé  
au conseil municipal du 25 février 2019  
et  
au conseil d'agglomération du 28 février 2019

**Service du greffe**

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation  
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

**La Commission :**

**Président**

*M. Richard Ryan  
Arrondissement Le Plateau-  
Mont-Royal*

**Vice-présidents**

*M. Robert Coutu  
Ville de Montréal-Est*

*M. Dominic Perri  
Arrondissement de Saint-Léonard*

**Membres**

*M. Alex Bottausci  
Ville de Dollard-des-Ormeaux*

*M. Younes Boukala  
Arrondissement de Lachine*

*M. Yves Gignac  
Arrondissement de  
Pierrefonds-Roxboro*

*M<sup>me</sup> Fanny Magini  
Arrondissement d'Outremont*

*M. Jocelyn Pauzé  
Arrondissement de Rosemont-La  
Petite-Patrie*

*M. Yves Sarault  
Arrondissement de l'île-  
Bizard-Sainte-Genève*

*M<sup>me</sup> Véronique Tremblay  
Arrondissement de Verdun*

*M<sup>me</sup> Maeva Vilain  
Arrondissement Le Plateau  
-Mont-Royal*

Montréal, le 25 février 2019

Madame Valérie Plante  
Mairesse de Montréal  
Hôtel de ville de Montréal  
275, rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Mairesse,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation, le rapport et les recommandations de la Commission à la suite de l'examen public sur les impacts du projet *Royalmount* pour lequel la Commission a été mandaté par résolution du conseil, une première fois en 2015 (CM15 1290) et une seconde fois en 2018 (CM18 1051) avec l'ajout d'un objectif au mandat initial.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Richard Ryan  
Président

(ORIGINAL SIGNÉ)

Linda Lajeunesse  
Secrétaire recherchiste

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	4
1. LE PROCESSUS D'EXAMEN PUBLIC.....	4
2. LES IMPACTS DU PROJET ROYALMOUNT.....	6
2.1 Objectif de la consultation publique et éléments du mandat de consultation.....	7
2.1.1 Déplacements locaux .....	7
2.1.2 Déplacements élargis : réseau routier et réseau de transport en commun.....	7
2.1.3 Équilibre de la structure commerciale locale et d'agglomération.....	8
2.1.4 Évaluation financière et fiscale : retombées et investissements municipaux.....	9
2.1.5 Analyse de l'insertion urbaine du projet dans une perspective de densification et d'intensification des activités urbaines et du renforcement d'un pôle économique.....	9
2.1.6 Évaluation de la possibilité qu'une composante résidentielle soit ajoutée au projet..	9
CONCLUSIONS GENERALES.....	10
3. ANALYSE DES MÉMOIRES .....	11
CONCLUSION .....	14
RECOMMANDATIONS .....	15
ANNEXE 1 : RAPPORT MINORITAIRE CONCERNANT LE DOCUMENT INTITULÉ « LES IMPACTS DU PROJET ROYALMOUNT », TEL QUE SOUMIS PAR LA COMMISSION D'AGGLOMERATION SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET URBAIN ET L'HABITATION .....	23
ANNEXE 2 : PERSONNES-RESSOURCES DE LA VILLE DE MONTREAL ATTITREES AU DOSSIER .....	29
ANNEXE 3 : REPRESENTANTS DE CARBONLEO ET DE LEURS PARTENAIRES CORPORATIFS ..	30
ANNEXE 4 : LISTE DES PERSONNES ET DES ORGANISMES AYANT PRESENTE UN MEMOIRE ..	31



## INTRODUCTION

Au mois de février 2015, le conseil municipal de la Ville de Montréal avait mandaté la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation pour réaliser une étude des impacts du projet *Royalmount*, un projet de centre commercial de grande superficie incluant des infrastructures d'hébergement touristique et de divertissement, localisé à l'angle des autoroutes 15 et 40, dans le secteur industriel de la Ville de Mont-Royal. Un mandat récemment réitéré par le conseil en 2018, notamment en raison de l'annonce par le promoteur de sa volonté d'ajouter une composante résidentielle à son projet, ce qui requerrait une modification du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Les membres de la Commission ont souhaité que cette consultation publique puisse favoriser les échanges et permettre de recueillir la diversité de points de vue de la population de l'agglomération de Montréal et des organismes de la société civile relativement aux différents impacts de ce projet révélés par les différentes études d'impacts demandées au promoteur du projet *Royalmount* et rendues disponibles vers la fin de l'année 2018. Les travaux en amont de cette consultation publique ont ainsi pu débuter en octobre.

En amont de la consultation publique, qui a débuté le 27 novembre 2018, la Commission a invité le Service de l'urbanisme et de la mobilité à documenter le sujet. Ainsi, le document de consultation publique présentant les résultats des différentes études d'impact, incluant un avis technique sur les impacts sur la circulation, a été produit. C'est ce document qui a été soumis à la population pour permettre l'examen public du dossier.

Le présent rapport, en quatre parties, fait donc état du processus de consultation mené. Il comporte une explication des différentes étapes franchies dans le cadre de l'examen public effectué entre le 27 novembre 2018 et le 17 janvier 2019. Le rapport présente également une synthèse du dossier soumis à la consultation publique dans l'objectif de permettre à la population de prendre connaissance du projet *Royalmount* et de comprendre ses différents impacts. Une synthèse de l'analyse des 76 documents déposés à la Commission, incluant des lettres d'appui au projet, des opinions et des mémoires précède la conclusion et les 15 recommandations de la Commission, adoptées à majorité, lors de la séance publique du 24 janvier 2019.

### 1. LE PROCESSUS D'EXAMEN PUBLIC

D'abord, la Commission a tenu deux séances de travail les 31 octobre et 21 novembre 2018 en préparation de l'examen public afin de permettre au Service de l'urbanisme et de la mobilité de présenter le dossier aux commissaires.

Puis, en amont de la première séance publique, les informations relatives à son déroulement ont été diffusées à la population à l'aide de différents moyens de communications, dont un avis public a paru 14 jours avant la première assemblée dans deux grands quotidiens montréalais, l'un francophone et l'autre anglophone, *Le Devoir* et *The Gazette*. Au même moment, un affichage dans les bureaux Accès Montréal, les bureaux d'arrondissement, les mairies des villes liées et sur le portail de la Ville de Montréal a permis d'annoncer l'ensemble des séances publiques prévues dans ce dossier et le document de présentation en soutien à la consultation a été rendu disponible dans l'ensemble des bureaux Accès Montréal, des bureaux d'arrondissement, des villes liées de l'agglomération de Montréal ainsi que sur le site Internet des commissions permanentes. Un communiqué de presse a également été diffusé à tous les médias et l'invitation du président de la Commission a été transmise aux quelque 400 adresses électroniques abonnées à l'infolettre des commissions permanentes, dont celles de citoyennes, de citoyens et d'organismes représentant la société civile. Précisons que des invitations

personnalisées du président de la Commission ont été acheminées au Ministère des Transport, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transport (MTMDET), à la Société de transport de Montréal (STM) et à la Ville de Laval. Enfin, des manchettes ont été diffusées sur Twitter et Facebook de façon à informer le public en amont de la tenue de cette consultation publique et aux différentes étapes du processus.

La première assemblée publique d'information s'est tenue le 27 novembre 2018. En tout début de séance, le promoteur a bénéficié de 20 minutes pour présenter le projet *Royalmount*. Puis, les ressources du Service de l'urbanisme et de la mobilité, sous la direction de M. Luc Gagnon, y ont présenté le dossier préparé sur le sujet à l'étude. La présentation a fait état des résultats des deux études d'impact ainsi que des avis des différents services municipaux de la Ville de Montréal sur les impacts révélés par les études.

Environ cent cinquante personnes se sont présentées aux cinq assemblées publiques tenues par la Commission tenues les 19 décembre ainsi que les 9 janvier, 16 janvier, en après-midi et en soirée, et le 17 janvier, lui ont permis d'entendre les commentaires du public et de recevoir un total de 76 documents écrits, majoritairement soumis par des organismes de la société civile, dont 35 ont fait l'objet d'une présentation en séance publique. La Commission a su apprécier chacune de ces nombreuses contributions à l'exercice de consultation publique sur les impacts du projet *Royalmount* et la qualité des documents et des présentations a permis à la Commission de mener à bien son mandat. Il est à noter que la Commission s'est déplacée dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à l'hôtel Ruby Foo's, situé à quelques mètres du site du projet *Royalmount*, pour y tenir sa séance du 16 janvier en soirée. La liste complète des personnes-ressources au dossier est disponible à l'**Annexe 2** du présent document. Quant à la liste des organismes et des personnes ayant déposé un mémoire, avec et sans présentation, est produite à l'**Annexe 4**. Il est à noter que parmi les 76 documents déposés à la Commission, se retrouvent une quinzaine de lettres d'appui au projet *Royalmount* soumises par des entreprises privées pouvant avoir un intérêt pécuniaire à son développement. Le contenu de ces documents témoignant davantage d'un appui au projet plutôt que visant à émettre une opinion sur ses impacts appréhendés.

Par la suite, quatre séances de travail ont été requises pour analyser les opinions et mémoires et pour formuler les 15 recommandations adoptées à majorité par la Commission dans le cadre de la dernière séance publique, tenue le 24 janvier 2019. Il est à noter que les deux membres de la Commission qui représentent les villes liées, MM Bottausci et Coutu ont voté contre l'adoption du projet de recommandations, en plus d'annoncer le dépôt d'un rapport minoritaire.

Au nom des commissaires, le président de la Commission, M. Richard Ryan, témoigne sa reconnaissance au conseiller de la Ville, M. Éric Allan Caldwell, membre du comité exécutif responsable du dossier de l'urbanisme, ainsi qu'à toutes les ressources de l'équipe du Service de l'urbanisme et de la mobilité, dirigée par M. Luc Gagnon, pour leur expertise au dossier. La commission a été extrêmement satisfaite de la participation du public à cette consultation, notamment en raison de l'intérêt démontré par les nombreuses personnes et les nombreux organismes de la société civile qui y ont pris part, sans compter les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-grâce et de Saint-Laurent ainsi que la Ville de Côte Saint-Luc, qui ont présenté un mémoire en séance publique. Les commissaires ont noté la qualité et la pertinence des mémoires soumis.

## 2. LES IMPACTS DU PROJET ROYALMOUNT

La consultation publique a débuté avec la présentation du projet *Royalmount* par son promoteur. Puis, le Service de l'urbanisme et de la mobilité a présenté les différents résultats des études d'impacts réalisées sur le projet en regard des analyses et des évaluations des éléments suivants :

- les déplacements locaux, à la lumière des données récentes depuis janvier 2013;
- les déplacements, notamment du réseau de transports en commun ainsi que sur le réseau routier élargi (englobant le réseau autoroutier et artériel) en tenant compte de la planification du projet Cavendish;
- l'équilibre de la structure commerciale locale et d'agglomération;
- l'évaluation financière et fiscale du projet en considérant les retombées fiscales municipales et les investissements publics à consentir;
- l'analyse de l'insertion urbaine du projet dans une perspective de densification et d'intensification des activités urbaines et du renforcement d'un pôle économique;
- l'évaluation de la possibilité qu'une composante résidentielle soit ajoutée au projet.

La présentation du Service de l'urbanisme et de la mobilité visait d'abord à faire état des résultats des deux études impacts commandées par le promoteur du projet, Carbonleo, et de présenter les avis des différents services municipaux interpellés sur leurs résultats. Une étude portait sur les impacts du projet sur les déplacements et l'autre, sur la structure commerciale de l'agglomération. Des comités techniques réunissant les services et les arrondissements concernés, la Ville de Mont-Royal ainsi que le Ministère des Transport, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transport (MTMDET) et la Société de transport de Montréal (STM) ont été mis sur pied pour procéder à l'analyse des conclusions de ces deux études d'impact. Tous les services de la Ville concernés par le dossier ont émis des avis.

La présentation du dossier faite le 27 novembre en assemblée publique a débuté par une mise en contexte du dossier à l'étude, décrivant le projet *Royalmount* comme un pôle urbain multifonctionnel, incluant des hôtels, des commerces, des bureaux, des restaurants, des cinémas, des salles de spectacle et d'autres lieux de divertissement qui s'articulent autour d'espaces animés, le tout raccordé à la station de métro De la Savane par une passerelle enjambant l'A-15. Les caractéristiques suivantes ont également été mentionnées :

- Localisé à l'intersection des autoroutes 15 et 40
- 25 à 35 millions de visiteurs par année
- 1,5 million de pi2 de commerces
- 2,3 millions de pi2 de bureaux (6 tours de bureaux)
- 160 000 pi2 de restaurants
- 425 000 pi2 de divertissements (dont un parc aquatique et un aquarium)
- 5 hôtels (1 000 chambres)
- 1 théâtre (2 salles totalisant 7 500 sièges)
- 1 cinéma de 50 000 pi2
- 8 000 places de stationnement (3 stationnements intérieurs)
- 140 000 déplacements par jour (70 000 en automobile)
- 1 passerelle piétonne et cycliste qui relie le projet à la station de métro De la Savane

Puis, l'assemblée a été informée de l'échéancier de réalisation des travaux, planifiés depuis 2014 et qui doivent se poursuivre jusqu'à l'ouverture du site prévue pour le mois de juillet 2022. Les différents éléments à l'étude, tels qu'énumérés ci-dessus, ont finalement été présentés de manière détaillée.

## **2.1 Objectif de la consultation publique et éléments du mandat de consultation**

Cet exercice de consultation publique de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation visait à faire l'examen des impacts du projet *Royalmount*, notamment pour informer la société civile quant aux différents impacts envisagés de méga projet, tels que révélés par les deux études rendues disponibles en 2018 et pour connaître le point de vue de la population afin de déterminer l'acceptabilité sociale d'un tel projet pour la population montréalaise.

Par conséquent, le public a été invité à donner son avis sur les différents éléments relatifs au mandat de la Commission.

### **2.1.1 Déplacements locaux**

La firme promotrice du projet, Carbonleo, a engagé le consultant WSP Global pour produire une étude d'impact sur les déplacements. Un rapport préliminaire a été déposé le 17 août 2017 et une version définitive en janvier 2018. L'étude d'impacts révèle que ce sont 140 000 déplacements quotidiens, tous modes de transport confondus, qui seront générés par le projet *Royalmount*. L'étude ne tenait cependant pas compte du projet de prolongement du boulevard Cavendish ni du projet de développement du site de l'ancien hippodrome *Blue Bonnets*. Une note technique sommaire qui considère les deux projets a été ajoutée par la suite. Cette étude propose une dizaine de mesures d'atténuation, essentiellement sur les réseaux artériel et supérieur, afin d'atténuer les impacts des nombreux déplacements supplémentaires qui seront générés par le projet, dont des mesures physiques et des mesures de gestion de la demande par le promoteur. Cependant, seulement trois de ces mesures relèvent directement de la Ville de Montréal; quatre, conjointement de la Ville de Montréal et du MTMDET en vertu de la Loi sur les autoroutes concernant la Métropolitaine, notamment; deux mesures du MTMDET, qui ont déjà été refusées par ce dernier et une passerelle au-dessus de l'autoroute Décarie qui relève à la fois de la Ville de Mont-Royal, de la Ville de Montréal et du MTMDET.

L'avis du Service des infrastructures du réseau routier est à l'effet que le projet *Royalmount* aura des impacts majeurs dans un secteur déjà saturé; et qu'advenant la réalisation du projet et malgré les interventions proposées, les impacts anticipés sur les déplacements dans le secteur seront importants. Selon le Service, la réalisation de la passerelle est déterminante dans l'atteinte des objectifs élevés de parts modales en transport actif et collectif fixés par le promoteur et une remise en cause de son implantation aggraverait significativement les impacts sur la circulation. De plus, les mesures physiques proposées par le promoteur pour réduire les impacts du projet sur la circulation doivent impérativement être réalisées pour l'ouverture du site prévue en 2022.

### **2.1.2 Déplacements élargis : réseau routier et réseau de transport en commun**

Il est évident que l'ajout de nouveaux véhicules participera à une détérioration considérable des conditions de circulation dans ce secteur où le réseau routier est actuellement à saturation avec 360 000 véhicules qui y transitent déjà quotidiennement via l'échangeur Décarie. À cet effet, les études évaluent que les temps de transit pourraient être allongés de 10 à 30 minutes, selon l'autoroute et la direction empruntées.

En ce qui concerne l'accessibilité au site, le promoteur prévoit quatre accès véhiculaires pour la clientèle du *Royalmount*; une passerelle pour piétons et cyclistes reliant le centre commercial à la station de métro De la Savane et un débarcadère pour les autobus touristiques.

L'avis du Service des infrastructures du réseau routier de la Ville de Montréal est à l'effet que le projet *Royalmount* aura des impacts majeurs dans un secteur déjà saturé et que, advenant la réalisation du projet et malgré les interventions proposées, les impacts anticipés sur les déplacements dans le secteur seront importants. Quant à la passerelle, elle est jugée déterminante dans l'atteinte des objectifs élevés de parts modales en transport actif et collectif fixés par le promoteur et une remise en cause de son implantation aggraverait significativement les impacts sur la circulation. Les mesures physiques proposées par le promoteur pour réduire les impacts du projet sur la circulation doivent impérativement être réalisées pour l'ouverture du site prévue en 2022. Finalement, les mesures proposées relativement à la gestion de la demande sont de la responsabilité du promoteur (étalement des périodes de déplacements, mesures de rétention lors de la période de pointe de l'après-midi, information en temps réel, etc.). Par conséquent, il ne peut y avoir aucune certitude quant à l'apport concret de ces mesures sur l'atténuation des impacts sur les déplacements dans ce secteur.

### **2.1.3 Équilibre de la structure commerciale locale et d'agglomération**

Un premier rapport présentant les impacts sur l'activité commerciale a été déposé en avril 2015 par Altus, le consultant du promoteur, a fait l'objet d'un avis préliminaire du Service du développement économique. Une actualisation de l'étude d'impact a été demandée au promoteur au printemps 2017 considérant l'évolution du projet, notamment en raison de la diminution du volet commercial par rapport au projet déposé initialement. Le promoteur a également étudié les volets hôtelier et de divertissement à la demande du Service du développement économique (SDÉ).

L'étude révèle que le projet *Royalmount* devrait ajouter 1 513 000 pieds carrés de superficie locative brute à la structure commerciale actuelle de l'agglomération de Montréal et générer des ventes d'environ 692,6 M\$ dans une zone ayant un potentiel de marché de catégories comparables de 8 777 M\$, soit 7,9 % du potentiel commercial actuel. L'érosion des ventes de la structure commerciale en place à l'heure actuelle devrait se situer entre 0 % et 15 % (impact très faible à moyen) selon la catégorie et la composante spatiale de la zone de marché étudiée. Certains centres commerciaux seraient touchés davantage que les autres en raison de leur proximité du projet à l'étude et du mix commercial qu'ils proposent : Centre Rockland, Place Vertu, Marché Central et le méga-centre BlueBonnetts. Les impacts anticipés sur les artères commerciales de la zone de marché sont très faibles, c'est-à-dire que l'érosion anticipée des ventes se situerait sous le seuil des 5 %. Le projet *Royalmount* devrait puiser environ 89,6 M\$ en transfert des établissements du centre-ville de Montréal, ce qui correspond à une récupération de 13 % des fuites vers cette destination.

L'avis du SDÉ est à l'effet que le projet constituera un nouveau pôle commercial de calibre régional, voire supra régional, et qu'il aura un impact sur la structure commerciale de l'agglomération. Compte tenu de sa taille et de son caractère unique à Montréal, tous les formats commerciaux des catégories inférieures (calibres de quartier, communautaire et régional) situés dans l'aire de marché du projet, voire au-delà, seront susceptibles de ressentir son impact. L'impact du projet se fera particulièrement sentir dans le créneau des biens mode et il est à prévoir que *Royalmount* et le centre-ville rivaliseront pour s'accaparer la clientèle des territoires de Westmount, la portion Est et Sud-Est de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, la portion Nord-Ouest de l'arrondissement de Ville-Marie et la portion Sud-Est du territoire de Mont-Royal. L'impact commercial du projet sur le centre-ville est estimé à 6% en termes d'érosion des ventes (selon les catégories d'établissements considérées dans l'étude).

#### **2.1.4 Évaluation financière et fiscale : retombées et investissements municipaux**

Le Service des finances de la Ville de Montréal a produit une évaluation financière et fiscale du projet qui montre que l'implantation du projet *Royalmount*, évalué à 2 G\$, entraînera un rééquilibrage des quotesparts des villes au budget de l'agglomération de Montréal. Ce projet aura des impacts fiscaux positifs pour les villes de Mont-Royal et de Montréal, générant à lui seul des revenus nets annuels de taxes de l'ordre de 25,8 M\$ pour Montréal et de 25,5 M\$ pour Mont-Royal. De plus, la transformation de ce secteur aura également des impacts sur le budget de fonctionnement de la Ville de Mont-Royal.

#### **2.1.5 Analyse de l'insertion urbaine du projet dans une perspective de densification et d'intensification des activités urbaines et du renforcement d'un pôle économique**

Le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal prescrit une affectation « Industrie » pour le secteur visé, laquelle est décrite comme un « ensemble d'établissements ou d'entreprises exerçant une fonction économique ». Cette affectation exclut l'usage résidentiel, mais autorise des activités de bureau, de commerce, ainsi que des équipements culturels et récréatifs.

L'analyse de la question de l'insertion urbaine réalisée par le Service sur le projet *Royalmount* montre qu'il s'inscrit dans le cadre du PPU du Quartier *Royalmount*, adopté par la Ville de Mont-Royal en juin 2015, et qu'il est, par conséquent, encadré par cet outil. Le périmètre de ce PPU, couvrant la portion Nord-Est du secteur industriel de Mont-Royal, est bordé par les autoroutes Métropolitaine et Décarie. Le PPU a été reconduit dans le Plan d'urbanisme révisé de la Ville de Mont-Royal en 2017, lequel a été jugé conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Par conséquent, l'approbation du projet *Royalmount* ainsi que l'émission des permis de construire sont régies par la Ville de Mont-Royal. Par ailleurs, la délivrance des permis de construire par la Ville de Mont-Royal est assujettie à l'émission d'avis de conformité spécifiques, notamment le dépôt par le promoteur d'un plan directeur de gestion des eaux.

Bien que le projet respecte les usages et les constructions autorisés par la réglementation locale, l'avis du Service de l'urbanisme et de la mobilité est à l'effet que la problématique réside essentiellement en la capacité d'accueil du milieu où il s'implante. Il est évident que ce projet commercial générera un nombre important de déplacements dans un secteur déjà à saturation et que la proximité des réseaux de transport routier et ferroviaire présente des nuisances importantes, notamment en matière de bruit et de qualité de l'air.

#### **2.1.6 Évaluation de la possibilité qu'une composante résidentielle soit ajoutée au projet**

En février 2018, le Service de l'urbanisme et de la mobilité a été mandaté pour évaluer le potentiel du marché résidentiel dans un projet tel que le *Royalmount* et pour évaluer l'impact d'y ajouter d'une composante résidentielle en relation avec le développement résidentiel projeté sur le site de l'ancien hippodrome *Blue Bonnets*.

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité est d'avis que l'intérêt pour de futurs acheteurs et locataires d'habiter dans un secteur comme le projet *Royalmount* semble réaliste en se référant aux projets qui ont cours depuis une dizaine d'années dans le secteur périphérique, ainsi qu'aux tendances observées dans certains projets apparentés qu'on retrouve ailleurs au Québec et aux États-Unis. De plus, l'impact potentiel d'un développement résidentiel dans le projet *Royalmount* sur le redéveloppement du site de l'ancien hippodrome doit tenir compte de

différents facteurs tels que les conditions hypothécaires, les types de produits résidentiels qui y seront offerts, le marché de la revente et la vigueur de l'économie en général. Il est difficile de prévoir quelles seront ces conditions lorsque démarrera le projet résidentiel sur le site de l'ancien hippodrome, pour lequel une offre diversifiée de produits résidentiels est prévue, notamment des logements familiaux, des logements sociaux et communautaires ainsi que du logement abordable.

Néanmoins, advenant une volonté d'intégrer des activités résidentielles dans le projet *Royalmount*, une modification devra être initiée par la Ville de Mont-Royal au PPU du Quartier *Royalmount* et à son plan d'urbanisme. De plus, une demande de modification, par la Ville de Mont-Royal, au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal devra être adressée au conseil d'agglomération de Montréal. Aussi, une mise à jour des études d'impact, notamment sur les déplacements et sur la gestion des eaux, devra être effectuée afin de considérer l'ajout de logements.

En somme, le Service de l'urbanisme et de la mobilité est d'avis que malgré les besoins en habitation et la rareté des terrains, le Schéma mentionne que le territoire est doté d'une capacité d'accueil, en insertion dans les secteurs établis et sur les terrains vacants ou les emplacements à transformer. Le secteur *Royalmount* n'est pas illustré sur la carte des terrains à construire et à transformer du Schéma. La Stratégie de développement économique 2018-2022 de Montréal mentionne parmi les défis à relever celui de « la redynamisation des pôles économiques et industriels », notamment dans un contexte où « les espaces industriels et commerciaux sont confrontés à une tendance lourde de développement résidentiel ». Le secteur du projet *Royalmount* est encadré par des infrastructures de transport majeures qui connectent le site à la région métropolitaine, mais qui l'isolent également du milieu environnant, et ce, tout en présentant des risques de nuisances importantes. Le secteur est également entouré d'entreprises industrielles dont certaines présentent des risques documentés sur la santé de la population environnante.

#### **CONCLUSIONS GÉNÉRALES**

La Commission a pu tirer plusieurs conclusions des différentes données exposées. En effet, dans le contexte actuel où une certaine saturation de l'offre commerciale et de divertissement est observée sur le territoire de l'agglomération de Montréal, il est indéniable que ce projet pourrait nuire au fragile équilibre actuellement maintenu et que l'agglomération a un rôle prédominant à cet égard. Par ailleurs, un projet *Royalmount* redessiné pourrait largement participer à l'optimisation du potentiel de développement économique de Montréal, à son rayonnement à l'international et à la pénurie de grands logements et à la redynamisation du secteur Namur / De la Savane.

De plus, dans le contexte de la lutte aux changements climatiques, aucun effort ne doit être ménagé pour assurer la réalisation de projets de nouveaux quartiers durables et sains du point de vue de la santé publique. La recherche de solutions à l'amélioration de la mobilité dans le secteur est prioritaire et doit absolument s'intensifier, notamment dans le contexte où les entreprises déjà établies dans ce secteur éprouvent actuellement des difficultés à recruter et à retenir leur main-d'œuvre. Il faut pouvoir agir rapidement sur la situation pour améliorer la fluidité des déplacements dans cette zone sursaturée.

Aussi, l'accroissement démographique prévu milite en faveur d'une plus grande place à l'habitation dans ce projet. Le redéveloppement d'un site d'une aussi grande superficie à Montréal doit permettre le développement d'un modèle de quartier du futur, un écoquartier carboneutre développé en ayant recours aux énergies vertes, dont l'habitation, la vie de quartier et la mobilité seront au cœur.

### 3. ANALYSE DES MÉMOIRES

Parmi les 76 documents déposés dans le cadre de cet exercice de consultation, 35 ont été présentés devant la Commission. Les noms des personnes qui ont pris la parole lors des séances publiques, de même que les noms des personnes qui sont intervenues lors des périodes de questions et commentaires du public sont listés à l'**Annexe 4** du présent rapport. La Commission a entendu les points de vue de toutes les personnes qui se sont présentées devant elle, tant à titre personnel qu'à titre de représentantes d'organismes ou d'entreprises. Tout au long de cette consultation, les commissaires ont su être à l'écoute des réactions que ce sujet a pu susciter. La quantité et la diversité des commentaires et des opinions exprimées font foi de l'intérêt des participants pour ce projet dont les impacts sont régionaux, voire suprarégionaux.

L'analyse des mémoires, qui suit, reflète donc la diversité des points de vue exprimés dans l'ensemble des mémoires, opinions et lettres d'appui reçues et des présentations entendues. Aussi, les recommandations de la Commission visent à favoriser la réalisation du plein potentiel de ce projet de grande envergure, et ce, dans l'objectif d'en maximiser les retombées socio-économiques au bénéfice de la population montréalaise. Ce sont donc 15 recommandations, réparties sous cinq thèmes, qui ont été formulées.

Les membres de la Commission ont bien saisi l'ensemble des différentes préoccupations clairement énoncées par les personnes qui ont pris part à la consultation publique, notamment quant à l'intérêt que représente le redéveloppement de cette zone pour répondre aux besoins de la population des arrondissements environnants en termes de logement et de services de proximité. De plus, la nécessité de minimiser les impacts sur l'équilibre commercial de l'agglomération et sur la circulation locale et élargie a été évoquée à de nombreuses reprises par plusieurs personnes.

#### COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

À maintes reprises, la tenue de cette consultation publique sur les impacts du projet *Royalmount* a été saluée et bon nombre de personnes ont souligné, à grand trait, l'importance de revoir certains éléments de la gouvernance de l'agglomération de Montréal, notamment en ce qui concerne le cadre du développement urbain des mégas projets commerciaux comme celui-ci.

Au terme de ce processus de consultation publique, un fort consensus s'est dégagé concernant la nécessité pour le promoteur de réviser son projet afin d'en assurer l'acceptabilité sociale. Plusieurs interventions ont porté sur le besoin de mettre en œuvre un exercice de concertation afin de planifier, le plus rapidement possible, des solutions aux impacts que les études déposées permettent d'envisager sur la mobilité, déjà passablement difficile dans le secteur enclavé Namur / De la Savane, localisé au croisement des autoroutes 15 et 40. Plusieurs personnes qui ont participé à la consultation en ont appelé à la Ville de Montréal de jouer un rôle fédérateur pour réunir toutes les parties prenantes, incluant les arrondissements et les villes liées contigües au site du projet *Royalmount*, afin de travailler l'élaboration de solutions, tantôt plutôt simples, tantôt résolument innovantes, dans l'objectif de contrer les impacts négatifs annoncés sur la mobilité dans ce secteur, que certaines personnes ont déjà qualifiés de chaos annoncé.

Plusieurs interventions ont également été faites pour rappeler l'importance de planifier le redéveloppement des zones urbaines en friche de l'agglomération de manière concertée afin d'assurer une réponse plus adéquate aux réels besoins de la population montréalaise, qui souhaite résolument le développement de quartiers complets, à échelle humaine, faisant une grande place à l'habitation et aux services de proximité.



## **GOUVERNANCE**

Plusieurs mémoires ont fait état de la nécessité de revoir le cadre de gouvernance des grands projets commerciaux afin que le feu vert vienne dorénavant de l'agglomération, et ce, afin d'éviter que des villes puissent unilatéralement autoriser des projets dont l'impact se ferait ressentir sur l'ensemble de la région, voire au-delà. Des interventions du public ont jugé l'autorisation du projet *Royalmount* par la Ville de Montréal comme étant contraire à l'esprit même de cet outil qui vise précisément à assurer le respect des principes d'aménagement et de développement communs à l'ensemble des villes l'agglomération de Montréal et qui énonce, notamment, la nécessité de favoriser le renforcement du centre-ville comme principal pôle commercial et de divertissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Aussi, dans le contexte où plusieurs grands centres commerciaux feront face à des défis importants en termes de modernisation où de redéveloppement des sites au cours des prochaines années, il a été suggéré de prévoir un traitement plus approprié de ces grands projets afin de s'assurer que les futurs projets sauront respecter tant l'esprit que la lettre du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

De plus, plusieurs interventions visaient à demander à ce que la Ville intervienne rapidement pour rassembler les parties prenantes au dossier dans l'objectif de favoriser l'atténuation des impacts envisagés à tous les niveaux.

## **DEPLACEMENTS LOCAUX**

Plusieurs intervenants, dont des citoyens ainsi que la Ville de Côte Saint-Luc et les arrondissements de Côte-des-neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de Saint-Laurent, se sont présentés pour sonner l'alarme en ce qui concerne les impacts prévus sur les déplacements locaux déjà difficiles sur l'axe Décarie.

## **DEPLACEMENTS ELARGIS : RESEAU ROUTIER ET RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN**

Devant l'annonce d'une dégradation aussi importante de la mobilité qui serait causée par l'augmentation de la congestion automobile dans ce secteur déjà sursaturé, les personnes et les organismes qui sont intervenues ont formulé une grande diversité de suggestions, allant d'une simple voie réservée aux autobus en passant par la création d'une ligne de Tramway reliant le site *Royalmount* aux infrastructures de transport collectif existantes et projetées et allant jusqu'à évoquer la nécessité de prolonger la ligne orange jusqu'au quartier Bois-Franc dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

## **ÉQUILIBRE DE LA STRUCTURE COMMERCIALE LOCALE ET D'AGGLOMERATION**

Différentes interventions ont été faites par des spécialistes du commerce de détail et de l'offre de divertissement. Toutes ces personnes ont évoqué le caractère indésirable du potentiel de cannibalisation que représente la réalisation du projet *Royalmount* tel que prévu actuellement. Ces personnes comprennent et déplorent que l'activité commerciale des entreprises qui s'établiraient dans ce méga projet proviendraient, en partie, d'une diminution, si minime soit-elle, des ventes de commerces existants sur le territoire de l'agglomération, notamment ceux du centre-ville, et des salles de spectacles, notamment celles du Partenariat du Quartier des spectacles, mais également sur l'offre des villes de la Couronnes Nord et de la Couronne Sud.

## **ÉVALUATION FINANCIERE ET FISCALE : RETOMBÉES ET INVESTISSEMENTS MUNICIPAUX**

L'évaluation effectuée par le Service des finances de la Ville de Montréal a permis de chiffrer les retombées fiscales du projet pour la Ville de Mont-Royal et pour l'agglomération, ce qui permet d'entrevoir une importante augmentation des recettes, notamment pour la Ville de Mont-

Royal. Par conséquent, en regard de la nécessité d'améliorer la mobilité dans le secteur Namur / De la Savane de manière prioritaire pour mitiger de manière efficace les impacts du projet autorisé par la Ville de Mont-Royal, ce qui constitue l'un des principaux impacts de ce projet, la Commission retient que des investissements sur le développement du transport collectif doivent être réalisés rapidement et que l'importance des coûts de développement des infrastructures requiert de prévoir un mécanisme de captation fiscale d'une partie des revenus supplémentaires qui seront générés par *Royalmount* et de les attribuer au développement du transport collectif.

#### **ANALYSE DE L'INSERTION URBAINE DU PROJET DANS UNE PERSPECTIVE DE DENSIFICATION ET D'INTENSIFICATION DES ACTIVITES URBAINES ET DU RENFORCEMENT D'UN POLE ECONOMIQUE**

La question de l'insertion urbaine a été abordée par de nombreuses personnes et plusieurs organismes de la société civile sont venus rappeler l'importance d'assurer une meilleure insertion urbaine de ce projet, notamment en s'assurant qu'il ne tourne pas le dos aux quartiers environnants. De plus, des citoyens ont insisté sur la nécessité d'améliorer la continuité de la trame urbaine de l'axe Décarie et de faire de *Royalmount* un quartier à échelle humaine, en évaluant la possibilité de construire une dalle parc au-dessus de l'autoroute Décarie et en prenant les mesures pour protéger la santé des personnes qui y habiteront et de celles qui y travailleront. Puis, la question de la densification du secteur a ramené l'importante problématique de la mobilité dans ce quartier où les travailleurs des entreprises établies dans ce secteur industriel éprouvent déjà des difficultés liées à la circulation automobile et à l'accès en transport en commun, ce qui engendre des difficultés pour ces mêmes entreprises à recruter et à retenir leur main-d'œuvre. Par conséquent, la Commission en déduit que le potentiel de densification et d'intensification des activités urbaines et du renforcement d'un pôle économique est essentiellement tributaire de l'amélioration de la desserte en transport en commun et d'une amélioration significative de la fluidité de la circulation automobile dans ce secteur. De plus, la question du nombre de cases de stationnement prévu sur le site *Royalmount*, fixé à 8 000, a suscité plusieurs interventions défavorables puisque le fait de réserver un nombre aussi élevé de places de stationnement ne saurait absolument pas participer à l'atteinte des objectifs de réduction de la part modale des déplacements effectués en véhicules automobiles parmi l'ensemble des déplacements vers le site du projet *Royalmount*.

#### **ÉVALUATION DE LA POSSIBILITE QU'UNE COMPOSANTE RESIDENTIELLE SOIT AJOUTEE AU PROJET**

Un grand nombre d'interventions sont allés dans le sens d'amener le promoteur à réviser son projet de développement pour ce site en vue d'en faire un quartier complet, à échelle humaine, connecté à l'ensemble des services, actuels et à venir, dans les différents projets environnant du secteur. Finalement, un organisme communautaire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est venu plaider en faveur du développement de plus aptes à répondre aux besoins criants de la population montréalaise, dont les familles montréalaises qui sont en manque de logements abordables de grande taille, ce qui a pour effet de nuire à l'objectif de rétention des familles sur l'Île. De plus, la construction de logements appropriés pour les favoriser l'accès des familles montréalaises à des conditions décentes de logement est ressorti comme une priorité dans plusieurs présentations. Ainsi, plusieurs mémoires faisaient état de la nécessité de mettre l'habitation au cœur du projet selon les principes favorisant la mixité sociale et en prenant les nécessaires à la protection de la santé des personnes qui y vivraient et qui y travailleraient.

## CONCLUSION

En terminant, cette consultation a indéniablement permis à la population montréalaise d'être informée et de se prononcer concernant le développement du site envisagé par les promoteurs du projet *Royalmount*. L'envergure du projet et le fort potentiel de redéveloppement qu'il représente sur ce très grand site industriel a suscité l'intérêt de nombreuses et diverses parties prenantes à la consultation publique. La Commission salue, à ce titre, toutes les personnes qui œuvrent à l'amélioration de la qualité de vie urbaine, à échelle humaine, et de la mobilité collective ainsi que toutes les personnes qui œuvrent au développement économique sur le territoire, et ce, à tous les niveaux et dans toutes les sphères d'activités.

La forte participation à cette consultation indique que la population s'est faite entendre concernant la nécessité d'atténuer les impacts négatifs que ce projet pourrait avoir sur l'ensemble de la communauté de l'agglomération de Montréal, principalement sur la mobilité dans l'ensemble du secteur Namur / De la Savane et sur le réseau autoroutier, incluant le transport des marchandises de l'ensemble de la province, et les impacts envisagés sur la structure commerciale de l'agglomération relativement au potentiel de cannibalisation sur le commerce de détail et sur l'offre de divertissement.

La Commission a confiance que l'Administration saura assurer le suivi le plus approprié à chacune des 15 recommandations qui suivent puisque celle-ci ont été formulées dans l'objectif de contribuer à l'établissement d'un dialogue avec le promoteur Carbonleo, et ce, essentiellement en vue d'élaborer des stratégies qui permettront de faire du projet *Royalmount* le premier écoquartier de la grande région montréalaises, un quartier où il fait bon vivre, travailler, se déplacer et consommer de manière responsable. Le rapport minoritaire des deux membres des villes de banlieue, MM Bottausci et Coutu, suit les recommandations adoptées à majorité par la Commission.

Conformément à la réglementation en vigueur, le présent document, de même que tous les documents afférents à cette étude publique, peuvent être consultés sur la page Internet du dossier sur le site des commissions à l'adresse [www.ville.montreal.qc.ca/commissions](http://www.ville.montreal.qc.ca/commissions), ainsi que, sur demande, à la Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation du Service du greffe, bureau R-134 de l'hôtel de ville de Montréal.

## RECOMMANDATIONS

À la suite de l'examen public ayant porté sur les impacts du projet *Royalmount*, la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation remercie, pour leur apport à la réflexion sur la question mise à l'examen, les nombreuses personnes, organismes et entreprises de la société civile qui y ont pris part ainsi que les ressources des services de la Ville de Montréal pour leur collaboration au processus de consultation publique basé sur les résultats des analyses d'impacts des études du projet *Royalmount*, tel que présenté par son promoteur, Carbonleo.

La Commission salue la participation ainsi que l'écoute attentive de Carbonleo, et ce, tout au long du processus de consultation publique;

La Commission reconnaît l'importance de l'investissement privé prévu dans ce projet;

La Commission est d'avis qu'il importe de redévelopper la zone industrielle visée;

La Commission conçoit de manière extrêmement positive la collaboration qui peut s'établir entre les promoteurs et les pouvoirs publics, notamment en vue de favoriser le meilleur développement possible des projets, permettant ainsi d'améliorer la réponse aux besoins de la population montréalaise;

La Commission rappelle que cette consultation publique s'est déroulée selon un processus objectif, sans partisanerie, et de manière indépendante, dans le respect du mandat qui lui a été confié par le conseil municipal et qui visait à faire l'étude des différents impacts du projet *Royalmount*;

Les recommandations qui suivent sont le résultat du consensus des commissaires;

La Commission a reçu et analysé 76 mémoires et commentaires qui lui ont été adressés par 25 organismes; 17 entreprises et une trentaine de citoyennes et citoyens. De plus, la Commission souligne la participation de la Ville de Mont-Royal ainsi que de la Ville de Côte Saint-Luc et des arrondissements de Côte-des-neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de Saint-Laurent, qui sont limitrophes au site du projet *Royalmount*.

**La Commission fait, à l'Administration municipale montréalaise, les 15 recommandations suivantes, sous-divisées en quatre thématiques :**

### **1. Gouvernance et fiscalité**

*Attendu qu'une décision de la Ville de Mont-Royal, dont la population de 20 000 personnes, équivalant à 1% de la population de l'agglomération de Montréal et à 0.5% de la population de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM), a pu donner lieu au développement d'un projet commercial d'une telle envergure, localisé à l'intersection des deux autoroutes les plus achalandées du Québec et dont les impacts se feront ressentir à l'échelle régionale, voire suprarégionale;*

*Attendu l'occasion extraordinaire offerte à l'agglomération de Montréal de planifier le*

*redéveloppement du secteur Namur / De la Savane de manière réellement novatrice pour en faire le premier écoquartier de la région montréalaise, favorisant ainsi la création de véritables quartiers durables à échelle humaine sur le modèle de projets réalisés par d'autres grandes villes dans le monde;*

*Attendu l'absolue nécessité de mener un processus de consultation publique en amont d'un projet d'une telle envergure, notamment dans le cadre du redéveloppement d'un aussi vaste secteur industriel;*

*Attendu l'importance pour l'ensemble des personnes élues de la grande région montréalaise d'agir de manière concrète et cohérente en vue de réduire les émissions de GES de la collectivité montréalaise, et ce, en accord avec les objectifs de réduction de 30% à atteindre d'ici 2020 pour assurer la résilience de la métropole;*

*Attendu les engagements pris par Montréal lors du Sommet de San Francisco, découlant de l'Accord de Paris;*

*Attendu que la Commission constate l'absence d'études d'impacts sur l'environnement et le développement durable, sur la santé publique et sur le développement social;*

*Attendu que les différentes études commandées par le promoteur du projet Royalmount ont révélé plusieurs impacts négatifs, notamment en ce qui a trait à l'intensification de la congestion routière et autoroutière;*

*Attendu l'importance de maintenir l'équilibre de la structure de l'offre culturelle, commerciale et de divertissement;*

*Attendu les inquiétudes exprimées par la société civile et le manque d'acceptabilité sociale entourant le projet Royalmount dans sa forme actuelle;*

*Attendu la nécessité de regrouper toutes les parties prenantes (CMM, MTQ, STM, ARTM et tout autre partenaire local concerné) pour travailler de manière concertée dans le cadre du développement des autres projets dans le secteur Namur / de la Savane;*

*Attendu que le promoteur souhaite ajouter une composante résidentielle à son projet;*

*Attendu qu'une modification au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération est requise pour autoriser l'affectation résidentielle;*

## **R-1**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération s'assurent que le promoteur du projet *Royalmount*, Carbonleo, et toutes les parties prenantes s'engagent formellement à prendre un temps d'arrêt pour procéder, sans délai, à une planification intégrée devant permettre la redéfinition du projet actuel, et ce, afin que le projet final puisse offrir une réponse adéquate aux besoins de la population montréalaise;

et

Que, en l'absence d'une telle entente négociée, la Ville de Montréal et l'agglomération utilisent les outils légaux requis pour imposer la suspension du projet dans sa forme actuelle et du développement du secteur Namur / de la Savane.

## **R-2**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération, en collaboration avec les villes de Côte Saint-Luc et de Mont-Royal et les arrondissements limitrophes, profitent de ce temps d'arrêt pour planifier le développement du secteur Namur / De la Savane, de manière intégrée et durable, en réunissant les différentes parties prenantes (CMM, MTQ, STM, ARTM et tout autre partenaire local concerné) ainsi que les sommités des différentes institutions d'enseignement supérieur montréalaises, notamment dans les domaines de l'économie; de l'habitation; de l'environnement; de la santé publique; du transport et de l'urbanisme.

## **R-3**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération demandent au gouvernement du Québec de faire les modifications législatives nécessaires afin de prévoir l'ajout d'un nouvel outil urbanistique visant à assurer la cohésion de tout développement d'envergure régionale, avec les objectifs inscrits au Schéma d'aménagement et de développement de Montréal.

*Attendu l'évaluation financière et fiscale du projet et considérant que les retombées fiscales municipales et les investissements publics à consentir montrent un accroissement des revenus pour la Ville de Mont-Royal et la Ville de Montréal;*

*Attendu l'urgence et l'importance des investissements requis en transport actif et collectif dans le secteur Namur / De la Savane;*

## **R-4**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération voient à définir le nouvel outil fiscal qui permettra d'investir une partie équitable des nouveaux revenus de taxation de la Ville de Mont-Royal et de l'agglomération, qui seront générés par le développement immobilier et commercial dans le secteur Namur / De la Savane, au développement du transport collectif dans ce secteur.

## **2. Mobilité**

*Attendu l'intensité de la congestion automobile actuelle sur les réseaux autoroutiers 15, 40 et 520;*

*Attendu la congestion automobile actuellement occasionnée par les 360 000<sup>1</sup> déplacements quotidiens sur les axes autoroutiers aux abords du secteur Namur / De la Savane;*

*Attendu l'importante augmentation de la congestion automobile révélée par les études d'impacts sur les réseaux autoroutiers (15, 40 et 520), qui prévoient que le projet Royalmount*

---

<sup>1</sup> [Avis technique final sur les impacts du projet Royalmount sur les déplacements, page 4](#)

*générera, à lui seul, pas moins de 140 000<sup>2</sup> déplacements supplémentaires quotidiens, dont la grande majorité en véhicules automobiles;*

*Attendu le caractère prévisible des impacts négatifs sur les déplacements locaux dans les arrondissements et les villes limitrophes au projet Royalmount et aux autres projets, en cours et à venir, dans le secteur Namur / De la Savane;*

*Attendu l'enclavement de différentes parties du secteur Namur / De la Savane, dont le site du projet Royalmount, et les nombreuses entraves physiques à la mobilité active et collective;*

*Attendu la possibilité de mettre en place différentes mesures moins coûteuses dans l'objectif de réduire la place de l'automobile dans ce secteur et sur l'ensemble du territoire montréalais;*

*Attendu l'importance des coûts associés à la congestion routière dans le grand Montréal, chiffré à 4,2 milliards<sup>3</sup>;*

*Attendu l'importance des impacts négatifs de la congestion automobile sur l'environnement, notamment en ce qui concerne le bruit, la qualité de l'air et la santé;*

*Attendu les difficultés de plusieurs entreprises établies dans le secteur Namur / De la Savane à retenir et à recruter leur main-d'œuvre en raison de la congestion routière et des lacunes de la desserte en transport collectif du secteur;*

*Attendu que les coûts de construction et d'entretien des mesures d'atténuation proposées par le promoteur du projet Royalmount n'ont pas faits l'objet d'une évaluation à ce jour et que la mise en place de ces nouvelles infrastructures incomberait au gouvernement du Québec et à l'agglomération de Montréal;*

*Attendu l'objectif de la CMM, inscrit au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), qui vise l'accroissement de la part modale des transports actif et collectif à l'heure de pointe du matin, de 25% à 35% d'ici 2031<sup>4</sup>;*

*Attendu les dernières tendances en matière d'aménagement des aires TOD qui donnent la priorité aux piétons et aux cyclistes<sup>5</sup>;*

## **R-5**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération, en collaboration avec le MTQ, mènent des travaux concertés pour assurer le développement de nouveaux modes de transport actifs et collectifs en élaborant et en convenant de solutions durables en matière de transport des personnes et des marchandises dans le secteur Namur / De la Savane pour faire de ce secteur un véritable

---

<sup>2</sup> [Avis technique final sur les impacts du projet Royalmount sur les déplacements, page 5](#)

<sup>3</sup> [Mémoire de la Chambre de commerce, page 4](#)

<sup>4</sup> <http://cmm.qc.ca/champs-intervention/transport/>

<sup>5</sup> <http://cmm.qc.ca/champs-intervention/amenagement/dossiers-en-amenagement/quartiers-tod/>

quartier à échelle humaine selon les principes de développement des écoquartiers<sup>6</sup>;

et

Que la Ville de Montréal et l'agglomération assurent la mise en place de mesures qui permettront l'inter-connectivité aux différents réseaux existants et projetés;

#### **R-6**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération demandent au MTQ d'examiner les mesures de mitigation proposées par le promoteur afin qu'il statue rapidement sur l'ensemble de ces mesures, en plus d'en évaluer les coûts et de produire l'échéancier de réalisation, le cas échéant;

#### **R-7**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération demandent au promoteur de réduire de manière substantielle le nombre de cases de stationnement du projet *Royalmount*, et ce, en cohérence avec les objectifs de réduction de la part modale des véhicules automobiles sur le territoire montréalais;

### **3. Habitation et urbanisme**

*Attendu que le promoteur souhaite l'ajout d'une composante résidentielle à son projet;*

*Attendu que cet ajout nécessite une modification au Schéma d'aménagement et de développement de Montréal pour autoriser l'affectation résidentielle;*

*Attendu les besoins grandissants de logements découlant de la croissance et des changements démographiques ainsi que du besoin actuel, clairement exprimé, pour une grande quantité de nouveaux logements sociaux, abordables et familiaux;*

*Attendu que les caractéristiques propres aux quartiers mixtes, complets et à échelle humaine, doivent se retrouver dans un projet de l'envergure du projet *Royalmount*;*

*Attendu que la nécessité de procéder à une analyse approfondie de l'insertion urbaine du projet *Royalmount* et des autres projets prévus dans le secteur *Namur / De la Savane*, représente l'occasion unique de moderniser la trame urbaine sur le boulevard *Décarie*;*

*Attendu les impacts de la mauvaise qualité de l'air, des îlots de chaleur et du bruit sur la santé des personnes qui vivent à proximité des autoroutes<sup>7</sup>;*

*Attendu l'importance d'assurer l'adéquation du projet *Royalmount* avec les cinq principes d'un*

---

<sup>6</sup> <http://collectivitesviabiles.org/articles/ecoquartiers.aspx>

<sup>7</sup> [Mémoire de la Direction régionale de santé publique de Montréal \(DRSP\)](#)



*développement urbain de qualité dans une perspective de protection du patrimoine urbain, et ce, tel qu'énoncés par l'organisme Héritage Montréal : 1) La démonstration de la pertinence et de la recevabilité; 2) La prise en compte du patrimoine et du contexte; 3) la tenue d'un processus crédible et exemplaire; 4) l'innovation de la proposition et 5) le legs à la prochaine génération<sup>8</sup>;*

#### **R-8**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération accueillent favorablement la demande du promoteur d'ajouter la composante résidentielle au projet *Royalmount*;

#### **R-9**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération exigent la réalisation d'un plan de gestion de la qualité de l'air et du bruit pour garantir un milieu de vie sain, et ce, tant aux personnes qui y résideront qu'à celles qui y travailleront;

#### **R-10**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération exigent du promoteur qu'il revoie la distribution des superficies et les localisations prévues aux différents usages intégrés à son projet (bureau, commerce, commerce de destination, divertissement et habitation) pour en faire un réel quartier complet, à échelle humaine, en y incluant tous les services de proximité et les espaces nécessaires à la vie urbaine, dont les parcs, les équipements de loisirs et de vie communautaire, en réservant, notamment, des terrains appropriés à la construction des écoles et des espaces verts adjacents, en quantité suffisante, pour répondre aux besoins de la population de ce nouveau quartier.

#### **R-11**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération exigent que le projet révisé intègre un secteur résidentiel en son centre, qui inclurait du logement social, abordable et familial, permettant ainsi de répondre au besoin actuel et croissant des familles montréalaises pour de grands logements.

#### **R-12**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération encouragent le promoteur et la Ville de Mont-Royal à réaliser une étude de faisabilité pour intégrer la géothermie et les autres énergies renouvelables dans le projet *Royalmount* afin de viser l'atteinte de la carboneutralité.

### **4. Développement économique, commerce de proximité et offre culturelle**

*Attendu que la Commission reconnaît l'importance pour la Ville de Montréal et l'agglomération de soutenir les initiatives d'investissements privés dans des projets novateurs qui respectent la créativité et l'authenticité de Montréal;*

---

<sup>8</sup> [Mémoire d'Héritage Montréal](#)

*Attendu le résultat des études d'impacts du projet Royalmount sur l'équilibre de la structure commerciale locale et celle de l'agglomération, qui évalue que le chiffre d'affaires des commerces existants, notamment ceux du centre-ville, pourraient subir une diminution d'environ 13%<sup>9</sup>;*

*Attendu la nécessité pour la Ville de Montréal et pour l'agglomération de protéger le fragile équilibre des activités commerciales et de soutenir les entreprises qui y sont actuellement établies;*

*Attendu la saturation de l'offre culturelle, locale et régionale, et les impacts négatifs envisagés du projet Royalmount sur le fragile équilibre de cet important marché<sup>10</sup>;*

*Attendu la nécessité pour la Ville de Montréal et l'agglomération d'agir en toute cohérence dans le respect des différents plans et politiques en vigueur, notamment ceux qui visent à soutenir la vitalité du commerce de proximité en vue d'améliorer la qualité de vie, participant ainsi à l'atteinte des ambitieuses cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES);*

*Attendu que le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal a été élaboré dans l'objectif de maintenir l'équilibre entre les différentes activités ayant cours sur son territoire, notamment pour assurer la vitalité de son Centre-ville, incluant le Quartier des spectacles qui y est localisé;*

*Attendu les trois orientations du Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la CMM (PMAD) en matière d'aménagement, de transport et d'environnement<sup>11</sup>;*

#### **R-13**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération invitent les différentes parties prenantes à intégrer la composante résidentielle au centre du projet.

#### **R-14**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération travaillent avec l'ensemble des parties prenantes afin de définir les emplacements et les superficies les plus appropriées aux activités commerciales, à l'offre de divertissement, aux tours à bureaux et à l'habitation sur le site du projet *Royalmount*, en considérant le redéveloppement du secteur Namur / De la Savane dans son ensemble.

#### **R-15**

Que la Ville de Montréal et l'agglomération travaillent à définir, avec les différentes parties prenantes, la proportion des espaces nécessaires aux activités commerciales, notamment en lien avec la répartition de l'offre culturelle et de divertissement permettant de favoriser le maintien d'un équilibre avec l'offre commerciale, culturelle et de divertissement existante, notamment celle du Centre-ville et du Quartier des spectacles, le tout en adéquation avec

---

<sup>9</sup> [Étude d'impact du promoteur Carbonleo réalisée par la firme Altus, page 53](#)

<sup>10</sup> [Mémoire du Partenariat du Quartier des spectacles, page 2](#)

<sup>11</sup> <http://cmm.qc.ca/champs-intervention/amenagement/plans/pmad/>

l'objectif visé par le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

\*\*\*\*\*

En conclusion, la Commission souhaite vivement la réalisation d'un projet *Royalmount* transformé qui répondra à la vision du développement des quartiers durables, selon les principes de développement des écoquartiers, le tout en accord avec les nombreuses opinions exprimées dans la majorité des mémoires présentés à la Commission.

***Les 15 recommandations ont été adoptées à majorité lors de l'assemblée publique tenue le 24 janvier 2019.***

***Le rapport minoritaire déposé par les deux membres des villes liées ayant voté contre la proposition d'adoption des recommandations de la Commission, MM. Bottausci et Coutu, est joint à la suite des recommandations au rapport à la section suivante.***

**ANNEXE 1 : Rapport minoritaire concernant le document intitulé « Les impacts du projet Royalmount », tel que soumis par la Commission d'agglomération sur le développement économique et urbain et l'habitation**



**AMB | ASM**

Association des municipalités de banlieue  
Association of Suburban Municipalities

Nous, soussignés, Robert Coutu, maire de la Ville de Montréal-Est, et Alex Bottausci, maire de la Ville de Dollard-des-Ormeaux, en tant que membres de la Commission d'agglomération sur le développement économique et urbain et l'habitation, soumettons un rapport minoritaire formulant nos commentaires en réponse aux recommandations de la Commission dans le document intitulé « Les impacts du projet Royalmount ».

Robert Coutu

Maire — Ville de Montréal-Est

Vice-président — Commission d'agglomération sur le développement économique et urbain et l'habitation

Alex Bottausci

Maire — Ville de Dollard-des-Ormeaux

Membre — Commission d'agglomération sur le développement économique et urbain et l'habitation

## **Introduction**

D'entrée de jeu, nous tenons à remercier tous les citoyens et les regroupements qui ont participé activement aux travaux de la Commission d'agglomération sur le développement économique et urbain et l'habitation (Commission). Les recommandations des parties intéressées nous ont permis d'élargir notre perspective à l'égard du projet Royalmount.

Par ailleurs, étant donné l'ampleur et la portée métropolitaine de ce projet, il était normal et essentiel que diverses organisations saisissent l'occasion et qu'elles expriment leurs vives préoccupations sur ce projet qui s'inscrit, faut-il le rappeler, au cœur d'un secteur névralgique de l'agglomération de Montréal.

Le rapport de la Commission n'a pas su, à notre grand regret, refléter la large diversité

d'opinions et de recommandations qui ont été partagées au cours des dernières semaines. De notre côté, nous retenons que les mémoires déposés et ainsi que les témoignages des citoyens en Commission ont plutôt permis de faire ressortir la nécessité d'un tel développement dans l'agglomération et que celui-ci, pour assurer sa réussite, nécessitait des ajustements, à divers degrés, pour en assurer son intégration au secteur. Bien que nous ayons pu compter sur une large participation de la société civile, la Commission n'a pas pu bénéficier de l'expertise de représentants de la Société de transport de Montréal (STM), du ministère des Transports (MTQ), de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), ce qui a eu pour effet de rendre les recommandations finales incomplètes. De plus, nous tenons également à témoigner notre vive déception de ne pas avoir eu le témoignage, en séance publique ou à huis clos, de la part d'intervenants du service juridique de la Ville de Montréal quant aux conséquences légales d'une intervention de la Ville ou de l'agglomération de nature à empêcher le projet Royalmount et pouvant donner lieu à une poursuite en dommages-intérêts par le promoteur.

À notre avis, les recommandations finales de la Commission ne sont pas représentatives des opinions exprimées par les citoyens venus nous rencontrer ; elles sont plutôt le reflet d'un certain courant au sein de notre communauté quant à la manière d'aménager et développer le territoire. En somme, les recommandations constituent davantage un énoncé politique en faveur d'une réécriture du Schéma d'aménagement et développement de l'agglomération plutôt que des recommandations aux impacts du projet.

Enfin, le 24 janvier dernier, nous n'avons pas appuyé les recommandations de la Commission parce que cette dernière proposait une intrusion directe à l'autonomie des villes liées. Cette recommandation est en rupture avec l'esprit de collaboration véhiculé par toute la hiérarchie montréalaise, tant politique qu'administrative, et constitue ni plus ni moins une attaque frontale aux compétences locales de nos municipalités.

Il est parfaitement légitime que la Ville de Montréal souhaite exprimer ses préoccupations, mais cela doit se faire dans le cadre déjà prévu par la loi et dans le respect et la collaboration des intervenants impliqués au dossier. Nous aurions été en mesure d'appuyer le rapport de la Commission si ce dernier avait été rédigé dans une logique de bonification au projet. Or, les élus montréalais de la Commission ont choisi une autre voie, celle de l'affrontement et de la légalité, et ce, à notre grande déception.

## **Recommandations de l'AMB au comité exécutif**

### ***1. Gouvernance et fiscalité***

#### **R-1 et R-2**

Nous ne pouvons souscrire à la recommandation proposant que toutes les parties prenantes s'engagent formellement à prendre un temps d'arrêt et qu'en l'absence d'une telle entente négociée, la Ville et l'agglomération utilisent les outils légaux requis pour imposer la suspension du projet Royalmount.

Nous aurions été en mesure d'appuyer une recommandation qui invitait les parties prenantes à s'engager formellement dans une discussion pour revoir les irritants du projet

et de s'engager à traiter le tout rapidement dans les instances prévues à cette fin.

Or, le deuxième paragraphe de cette recommandation qui évoque une volonté d'intrusion dans les responsabilités d'une ville liée constitue un dangereux précédent de nature à fragiliser les relations entre les villes liées et la Ville de Montréal.

Nous croyons que les solutions émergeront entre les parties prenantes, si tous y participent de bonne foi. Nous invitons respectueusement le comité exécutif à ne pas donner suite à celle-ci.

### **R-3**

Nous ne sommes pas opposés à l'idée d'évaluer la pertinence de nouveaux outils urbanistiques visant à assurer la cohésion de tout développement d'envergure régionale, avec les objectifs inscrits au Schéma d'aménagement et de développement de Montréal. Cependant, cette discussion doit faire l'objet d'échanges constructifs entre les partenaires au sein de l'agglomération de Montréal. Il est utile de rappeler que la Ville de Montréal et l'AMB ont convenu, l'été dernier, de mettre sur pied quatre divers comités de travail sur les questions de la gouvernance.

Nous suggérons au comité exécutif, en regard à cette recommandation, de plutôt favoriser une démarche de collaboration avec les villes liées, en privilégiant le cadre déjà existant comme étant celui le plus propice pour la discussion. Nous rejetons d'emblée toute démarche qui aurait pour but une intervention unilatérale auprès du gouvernement du Québec.

### **R-4**

Nous ne pouvons appuyer la recommandation d'un nouvel outil fiscal permettant de collecter de nouveaux revenus de taxation de la Ville de Mont-Royal et de l'agglomération. Il s'agit une fois de plus d'une intrusion dans les compétences locales. Il revient à Mont-Royal de gérer ses revenus selon les priorités de son conseil municipal.

En ce qui concerne la recommandation que le conseil d'agglomération dédie aux transports collectifs les revenus tirés du projet Royalmount, il nous apparaît plus judicieux que le comité exécutif suggère que cette recommandation soit discutée au sein du comité conjoint AMB — Ville de Montréal traitant du potentiel fiscal.

## **2. Mobilité**

### **R-5**

En ce qui concerne la recommandation d'une collaboration des parties prenantes avec le MTQ pour assurer le développement de nouveaux modes de transport actifs et collectifs tout en s'assurant de mettre en place des mesures qui favorisent l'interconnectivité aux différents réseaux existants, nous appuyons cette recommandation. L'enjeu de la mobilité et de l'accessibilité au site est revenu constamment dans les discussions de la Commission.

Par ailleurs, en plus des nouveaux modes de transport actifs et collectifs, nous jugeons

incontournable la nécessité d'assurer la connexion du boulevard Cavendish, un boulevard inachevé et pourtant clé dans le rétablissement de la fluidité du secteur. Depuis trop d'années, les administrations se succèdent à l'hôtel de ville de Montréal sans qu'aucun avancement probant ne soit réalisé dans ce dossier. Nous invitons le comité exécutif à accélérer les pourparlers avec les parties prenantes impliquées.

#### **R-6**

Nous souscrivons entièrement à ce que le MTQ examine les mesures de mitigation proposées par le promoteur afin qu'il statue sur leur faisabilité en considérant les besoins de ce secteur et de toutes les parties prenantes.

#### **R-7**

Nous tenons à exprimer une profonde réserve quant à la recommandation d'exiger au promoteur de réduire de manière substantielle le nombre de cases de stationnement au projet Royalmount. Sans vouloir porter atteinte au bien-fondé de la recommandation, il est important de rappeler que le projet Royalmount, dans sa conception actuelle, doit respecter le Règlement local de Mont-Royal en matière de stationnement.

Nous jugeons qu'il revient à Mont-Royal de valider la pertinence de cette recommandation et s'il est nécessaire, dans le cadre de ce projet, de modifier ou non son règlement local sur les espaces de stationnement.

Les discussions à venir entre les parties prenantes, en tenant compte des solutions possibles en transports collectifs et actifs, permettront à Mont-Royal de valider la nécessité ou non de modifier son règlement local.

### **3. *Habitation et urbanisme***

#### **R-8**

À maintes reprises, le maire de Mont-Royal a affirmé que son conseil municipal allait analyser et étudier l'ajout d'une composante résidentielle. À cet égard, nous sommes d'accord avec la recommandation dans la mesure où l'ensemble des parties prenantes prennent position en faveur de cette requête. Nous sommes convaincus que Mont-Royal tient déjà compte du caractère métropolitain de ce projet.

#### **R-9**

Nous invitons le comité exécutif à traiter la recommandation d'établir un plan de gestion de la qualité de l'air et du bruit en tenant compte des obligations déjà prévues par la loi et de référer la réalisation d'une telle étude par les autorités compétentes.

#### **R-10**

Nous croyons que la recommandation d'exiger du promoteur de revoir l'ampleur des superficies réservées aux usages de bureaux, de commerces de destination et de divertissement est inappropriée. Nous contestons totalement cette recommandation qui fait fi des compétences exclusives des villes liées. Il revient à Mont-Royal de définir ces paramètres du projet, selon les règles prévues à son plan d'urbanisme local et au Schéma d'aménagement. Compte tenu de l'ampleur du projet, nous sommes de l'avis que les autorités de Mont-Royal tiendront compte des besoins de ce secteur dans sa globalité.

#### **R-11**

En ce qui concerne l'inclusion de logement social, abordable pour les familles, nous sommes favorables à l'intégration de ces facteurs dans le cadre d'un développement résidentiel. Cependant, nous croyons qu'une décision en ce sens relève de la juridiction de chacune des villes liées. À cet effet, nous ne pouvons souscrire à l'idée que Montréal ou l'agglomération, dans le cadre actuel, puissent dicter ce qui doit ou ne doit pas être fait.

#### **R-12**

Nous n'avons pas d'opposition de principe à ce que le promoteur et Mont-Royal évaluent l'intérêt d'une étude de faisabilité pour intégrer la géothermie et les autres énergies renouvelables dans le projet *Royalmount* afin de viser l'atteinte de la carboneutralité. Nous comprenons qu'il ne revient pas à l'agglomération d'obliger la réalisation d'une telle étude.

### **4. Développement économique, commerce de proximité et offre culturelle**

#### **R -13**

Voir les explications à R-8.

#### **R-14 et R-15**

La Commission propose aux recommandations 14 et 15 à ce que la Ville de Montréal et l'agglomération travaillent à identifier les emplacements et les superficies les plus appropriées aux activités commerciales, à l'offre de divertissement, aux tours de bureaux et de définir les proportions des espaces nécessaires en tenant compte du secteur et de l'offre culturelle et de divertissement existante ailleurs sur l'île, notamment au centre-ville.

Nous ne pouvons souscrire aux recommandations 14 et 15. À notre avis, il ne revient pas à l'agglomération de Montréal de jouer un rôle dans la réécriture des composantes du projet *Royalmount*. Il s'agit d'une compétence dont le seul responsable est la municipalité locale, en l'occurrence Mont-Royal. Cependant, nous invitons toutes les parties prenantes à poursuivre le dialogue pour trouver des solutions aux irritants identifiés dans le cadre de la consultation menée par la Commission.



## Conclusion

À titre de représentants des villes liées de l'agglomération de Montréal, nous croyons que le projet Royalmount constitue un développement nécessaire, non seulement pour le secteur dans lequel il se situe, mais également pour l'enrichissement collectif de l'ensemble de l'agglomération de Montréal.

Il s'agit d'un projet avec une portée régionale pour lequel des solutions doivent être identifiées afin d'en garantir la réussite. Les enjeux d'intégration urbaine, de mobilité et d'accessibilité au site sont légitimes. Tant la Ville de Mont-Royal que le promoteur du projet ont exprimé à plusieurs reprises, autant devant la Commission que sur la place publique, leur volonté de travailler en collaboration avec les parties prenantes au projet.

Cet esprit de collaboration doit continuer de primer. Les défis d'intégration tous azimuts ne doivent pas servir de prétexte à une intrusion de la Ville ou de l'agglomération de Montréal à l'intérieur des compétences exclusives des villes liées, comme semblent le démontrer les recommandations de la Commission.

Lors de la dernière séance du conseil d'agglomération du 31 janvier, les représentants des villes liées ont demandé à la mairesse de Montréal, madame Valérie Plante, de préciser sa pensée aux recommandations de la Commission. Nous prenons acte de sa volonté de ne pas « remettre en question l'autonomie des villes, un principe, dit-elle, défendre bec et ongles à la grandeur du Québec ».

Tout comme la mairesse, nous souhaitons que des « voies de passage » soient identifiées à la satisfaction de toutes les parties prenantes afin que ce projet puisse prendre pleinement son envol pour le bien de l'ensemble de l'agglomération de Montréal. Enfin, la réussite de ce projet sera un signal fort auprès de la communauté d'affaires qu'il est possible de réaliser des projets d'envergure sur l'île de Montréal.

## **ANNEXE 2 : Personnes-ressources de la Ville de Montréal attitrées au dossier**

### *Service de l'urbanisme et de la mobilité*

M. **Karim Charef**, conseiller en aménagement, chef d'équipe, Direction de l'urbanisme, Division de l'aménagement et du design urbain

M<sup>me</sup> **Maude Ladouceur**, conseillère en aménagement, Direction de l'urbanisme

M. **Jean-Philippe Desmarais**, ingénieur, chef d'équipe, Direction de la mobilité, Division de la fonctionnalité des transports

M. **Bastien Dupuis**, ingénieur, préposé à la planification, Direction de la mobilité, Division de la fonctionnalité des transports

### *Service du développement économique*

M. **Dieudonné Ella-Oyono**, professionnel chef d'équipe, Direction de la Mise en valeur des pôles économiques,

### *Service des finances*

M. **Philippe Brillant**, chef de division, Division de la planification de l'investissement

M. **Richard Lévesque**, conseiller budgétaire, Division de la planification de l'investissement

### **ANNEXE 3 : Représentants de Carbonleo et de leurs partenaires corporatifs**

#### **Carbonleo**

**Claude Marcotte**, vice-président exécutif et associé

**Marie-Ève Harvey**, directrice de projet

**Quentin Chazelas**, directeur développement & Hôtellerie

**Constantin Nassif**, directeur gestion hôtellerie

#### **GBI**

**Serge Beaudoin**, président, associé principal

#### **Groupe Altus**

**Jean-Francois Grenier**, directeur senior, Recherche Marketing

#### **Lemay**

**Daniel Arbour**, associé principal senior

**Stephane Tremblay**, vice-président, développement immobilier

#### **WSP Canada Inc.**

**Vincent Ermatinger**, vice-président planification des transports,

**Sébastien Lachance-Picker**, chargé de projet

## **ANNEXE 4 : liste des personnes et des organismes ayant présenté un mémoire**

### **Assemblée publique du 19 décembre 2018, à 14 h**

---

**RAYSIDE LABOSSIERE, Architecture Design Urbanisme** : M. RON RAYSIDE, architecte

**ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DE MONTREAL (ASDCM)** : MME CAROLINE TESSIER, directrice

**PROJET GENESE CDN-NDG** : MME CLAIRE ABRAHAM, Organisatrice communautaire

**M. ANDY NULLMAN**, citoyen

**PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES** : MM. JACQUES PRIMEAU, président du CA, ET PIERRE FORTIN, directeur général

### **Assemblée publique du 9 janvier 2019, à 19 h**

---

**HERITAGE MONTREAL** : MMES FANNY CARDIN-PILON ET MARIE-ODILE TREPANIER

**TOURISME MONTREAL** : M. PIERRE BELLEROSE, directeur général

**M. REJEAN BENOIT**, analyste en transport et expert en tramway moderne

**M. MICHAEL JOHNSON**, citoyen

**M. ROBERT BOIRE**, citoyen

**M. JEAN-MARC SEGUIN ET AL.**, regroupement citoyens de Ville Mont-Royal

### **Assemblée publique du 16 janvier 2019, à 14 h**

---

**CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL METROPOLITAIN**, M. Michel Leblanc, président et chef de la direction

**IMAGINE LACHINE-EST**, M. Jean-François Lefebvre, président fondateur

**M. CHARLES GRENIER**, chercheur

**M. JEAN-CLAUDE MARSAN**, O.C., officier de l'Ordre du Canada

**CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES**, Mme Jennifer Auchinleck, Organisatrice communautaire

**ULTRA ELECTRONICS**, M. Denis Couillard, Directeur

### **Assemblée publique du 16 janvier 2019, à 19 h**

---

**VILLE DE CÔTE SAINT-LUC**, M. Mitchell Brownstein, maire, accompagné de Mme Dida Berku, conseillère, et de M. Oren Sebag, conseiller

**ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT**, M. Alan DeSousa, maire de l'Arrondissement

**M. IAN CRAIG**, citoyen

**ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES – NOTRE-DAME DE GRACE**, Mme Sue Montgomery, mairesse de l'Arrondissement, accompagnée de M. Christian Arseneault, conseiller de la Ville

**SHAFTER BROTHERS**, M. Michael Shafter, propriétaire

**SEBASTIEN ADAM ET FRANÇOIS DELWAIDE**, citoyen

### **Assemblée publique du 17 janvier 2019, à 14 h**

---

**VILLE DE MONT-ROYAL**, M. Philippe Roy, maire

**COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS**, Mme Geneviève Hotte, directrice du bureau de projet

**APCHQ**, M. François Bernier, Vice-président principal Affaires publiques

**COALITION CLIMAT**, M. Jean-François Boisvert

**VIVRE EN VILLE**, M. Christian Savard, directeur général

**MME RUBA GHAZAL**, Députée de Mercier, responsable en matière de transition économique et écologique

**ANDREANNE HARBEC**, citoyenne

**PHARMASCIENCE**, Mme Valérie Piuze, responsable des communications

**CONSEIL REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE MONTREAL**, Mme Tania Gonzalez, responsable Transport, GES et aménag. du territoire

**OBSERVATOIRE DE LA MOBILITE DURABLE, FACULTE DE L'AMENAGEMENT DE L'UDEM**, Mme Paula Negron, Ph.D., professeure agrégée

**DRSP (DIRECTION REGIONALE DE SANTE PUBLIQUE, CENTRE INTEGRE UNIVERSITAIRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTREAL)**, Dr. David Kaiser, médecin

---

*Consultation publique – Les impacts du projet Royalmount*

**Rapport d'étude et recommandations** Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation



**Dossier # : 1183983002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Déposer le rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019. Rapport présenté conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos.

Il est recommandé de:

Déposer le rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019. Rapport présenté conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 16:36

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1183983002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Déposer le rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019. Rapport présenté conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos.

## CONTENU

### CONTEXTE

Le rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019 est présenté conformément à l'Entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos.

L'entente de partenariat que la Ville a signée en juin 2017 avec le consortium Ouranos est d'une durée de 3 ans. L'objectif de ce partenariat est de construire un pont entre les efforts de recherche menés en matière d'adaptation aux changements climatiques et les besoins que l'Agglomération de Montréal a pour se préparer à répondre au climat changeant.

En prévision de l'entente, le Service de l'environnement avait consulté les services centraux, les arrondissements et les villes liées de l'agglomération montréalaise afin de connaître leurs besoins en matière d'expertise relative à l'adaptation aux changements climatiques et de développer une programmation la plus complète possible. Une multitude de sujets ont été identifiés comme la connaissance des projections pour les différents aléas climatiques et l'évaluation des impacts à l'échelle locale, des analyses économiques liées aux impacts des changements climatiques visant plus précisément les coûts de l'adaptation versus les coûts du statu quo, des analyses coûts-avantages de différentes mesures d'adaptation, les opportunités économiques des changements climatiques, etc.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 17 0274 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et OURANOS inc., pour une durée de 3 ans, concernant la recherche sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, pour un montant total de 528 885\$, taxes incluses et de 300 000 \$ en nature.

## **DESCRIPTION**

L'entente conclue entre Ouranos et la Ville de Montréal formalise et consolide une alliance qui se veut plus importante que jamais. Les récentes inondations en témoignent, tout comme les événements marquants qui se multiplient et les bouleversements qui se font déjà sentir sur le territoire de l'île de Montréal. La Ville a un rôle majeur à jouer afin de gérer les risques associés aux changements climatiques sur son territoire. Elle doit se préparer à répondre adéquatement aux impacts du climat changeant afin de préserver ses infrastructures et assurer son fonctionnement afin d'offrir des services et un environnement de qualité et sécuritaire pour tous les citoyens. C'est dans ce contexte et parce que l'ampleur de la tâche est grande que la Ville de Montréal s'est associée à Ouranos. Ce partenariat privilégié se veut :

- un chantier de réflexions et d'actions à l'échelle de l'agglomération montréalaise;
- un chantier interdisciplinaire/intersectoriel qui repose sur la collaboration et l'ouverture aux visions de plusieurs disciplines ;
- qui appuie des projets qui visent à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification, la conception et l'aménagement, en complément à d'autres activités ou programmes en cours dans la Ville.

### **Une première année de collaboration**

L'équipe des changements climatiques et projets spéciaux de la Division de la planification et du suivi environnemental du Service de l'environnement est mandatée pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels la l'agglomération de Montréal doit faire face trouvent écho dans des projets novateurs.

Cette première année 2017-2018 a permis de lancer trois projets de recherche qui nous l'espérons seront un tremplin pour les années à venir.

**Services climatiques - Diffusion des données climatiques en vue de leur utilisation dans la mise en œuvre de stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans les villes de l'agglomération de Montréal** – Ce projet vise à offrir, selon les besoins des unités administratives de la Ville de Montréal et des villes liées, de l'information climatique intelligible, accessible et la plus précise possible en vue de son utilisation dans la mise en œuvre de stratégies d'adaptation. Le Service de l'environnement coordonne les demandes et lorsque les analyses s'avèrent plus complexes, l'équipe des Scénarios et services climatiques d'Ouranos prend le relais.

*Projet lancé en janvier 2018 – en continu ou selon la demande.*

*Formulaire de requête pour recevoir les demandes a été créé, des pilotes en cours avec le Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports, fiches illustrant les principales projections climatiques en cours d'élaboration pour diffusion aux différents services de la Ville, arrondissements et villes liées, serveur FTP disponible où les derniers rapports pertinents sont déposés dont l'Inventaire des ressources en adaptation, les portraits climatiques d'Ouranos et le Guide des scénarios climatiques.*

**La mise sur pied d'une démarche de laboratoire vivant appelé Labo Climat Montréal** – Les changements climatiques en cours nécessitent d'adopter un regard neuf sur les projets urbains, qu'ils soient une transformation, une requalification ou la construction d'une partie de la ville ou d'un quartier. Sur un territoire presque urbanisé à plus de 90 %,

le projet doit permettre une reconstruction durable de la ville dans la ville, tout en répondant aux enjeux climatiques (conditions actuelles et changements projetés).

La création du Labo Climat Montréal en adaptation aux changements climatiques est une démarche de cocréation pour la recherche et la mise en œuvre de solutions d'adaptation. Cette démarche qui implique plusieurs services dont celui de l'Urbanisme et de la mobilité et plus particulièrement la Division de l'aménagement et du design urbain ainsi que l'arrondissement de Lachine consiste à analyser sur la base d'un projet bien précis, un processus de planification afin de voir comment l'adaptation aux changements climatiques peut s'intégrer dans les différentes étapes de développement d'un projet urbain. Le secteur de Lachine-Est a été choisi comme site puisque les 50 hectares à requalifier représente un laboratoire idéal pour le projet et que l'exercice de planification en cours s'inscrivait bien avec le calendrier de la programmation des projets de recherche-action à mener dans le cadre de l'entente Ville de Montréal et Ouranos.

Un groupe de chercheurs de l'Institut national de recherche scientifiques Centre Urbanisation Culture Société (INRS-UCS) et Réseau Villes Régions Monde (VMR) a été choisie pour mener à bien ce projet. Ils observeront, analyseront non seulement toutes les étapes de la démarche, mais conseilleront, accompagneront et documenteront toute la démarche. Ils pourront ainsi développer un processus qui pourra être utilisé pour les projets ultérieurs dans toutes les villes de l'agglomération montréalaise.

*Projet en développement depuis février 2018*

*Dépôt de la proposition détaillée (10 janvier 2019) et analyse de la qualité scientifique du projet en cours (février 2019)*

**Cartographie des acteurs de l'adaptation sur le territoire montréalais** – Ce projet, entrepris sous la direction de la professeure Marie-Christine Therrien de l'École nationale d'administration publique (ENAP) avait comme objectif de dresser le portrait du réseau d'acteurs qui contribuent, de façons diverses, à l'adaptation aux changements climatiques et au développement de la résilience sur le territoire de l'île de Montréal.

L'équipe de chercheurs a identifié les membres de ce réseau informel à l'aide d'une série d'entrevues et d'un questionnaire – elle a pu cartographier non seulement tous les acteurs mais également identifier la nature des liens entre les acteurs, les forces et faiblesses du réseau en matière de coordination, ainsi que sa structure.

*Projet complété – rapport final déposé à Ouranos en octobre 2018 - Cartographie des acteurs impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques et le développement de la résilience à l'échelle du territoire de l'île de Montréal, article soumis à la Revue Environmental Science and Policy sur la cartographie développée, la méthodologie et plus particulièrement les aspects relatifs à la qualité des liens. Une phase 2 du projet est envisagée afin de développer une approche et des outils pour consolider le réseau et en mesurer les effets.*

**Développement d'un outil d'analyse coûts-bénéfices pour les projets de requalification de friches industrielles** – Dans le cadre de sa stratégie de développement économique 2018-2022, le Service du développement économique (SDE) souhaite développer une expertise sur la requalification des anciennes zones industrielles de Montréal par l'aménagement et le développement "d'éco-parcs" industriels - (des zones industrielles exemplaires et plus résilientes face aux changements climatiques).

Ce projet qui rassemble en plus du Service de développement économique, le Service des finances, le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Service de l'Environnement vise à développer un outil d'analyse coûts-bénéfices des mesures d'adaptation à mettre en place dans le cadre de la requalification de zones industrielles. Un économiste d'Ouranos



accompagne la ville dans ce projet en fournissant de l'expertise pour l'intégration des changements climatiques dans l'analyse et aussi dans l'évaluation économique des coûts et avantages environnementaux, sociaux et économiques de tels développements.

*Projet en développement – première phase complétée (analyse de cas d'éco-parcs développés dans le monde, étude menée par Vivre en Ville.)*

*Un atelier a été mené afin de développer une expertise sur l'élaboration d'analyse économique en matière d'adaptation aux changements climatiques. Exercice sur la portée de l'étude est en cours.*

### **Les pistes d'action pour les deux années à venir.**

Les années 2 et 3 devraient servir à développer et déployer des projets de recherche dont les visées sont à plus long terme. Les besoins des Services, des arrondissements et des Villes liées seront actualisés et la priorité sera donnée aux projets qui peuvent bénéficier de programmes de financement disponibles (par exemples ; programmes FCM, Climat municipalités 2, Infrastructures Canada, etc.).

**Des études de cas** sont prévues afin de poser un regard et une analyse critique sur les actions, les projets et les pratiques mis en place sur le territoire en matière d'adaptation climatique afin d'en mesurer les réels impacts, de les bonifier, de proposer et d'apporter le cas échéant, de nouvelles solutions.

Un projet sur les **performances attendues des toits verts** est également au calendrier. Ce projet qui se divise en deux phases vise à mener une enquête sur les performances attendues des toits verts auprès des acteurs municipaux et de mettre au point une méthodologie de suivi et d'analyse de divers paramètres dont les résultats permettront de bonifier les pratiques et les normes en matière de toit vert. Ce projet permettra à la Ville de consolider sa position face à l'aménagement de toits végétalisés et d'outiller les Services, arrondissements et villes liées à faire des choix éclairés pour mettre en place des outils qui répondent mieux aux enjeux climatiques (réglementations, programmes, etc.).

### **Faire équipe pour une mise en œuvre innovante de l'adaptation aux changements climatiques**

Cette première année nous a permis non seulement de mettre sur pied une structure de travail efficace mais aussi de faire passer les besoins de l'agglomération en matière d'adaptation climatique vers l'idéation et le développement de projets. La Ville de Montréal a pu profiter de l'expertise et des projets déjà en cours à Ouranos pour bonifier sa programmation tout en mettant de l'avant de nouveaux projets. Grâce au partenariat, plusieurs services de la Ville, qui n'ont pas nécessairement l'occasion de travailler ensemble, se sont réunis pour développer des projets dans le but commun d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans leur planification et dans leur pratique.

Du côté d'Ouranos, ce fut l'occasion de consolider son réseau à travers non seulement la Ville de Montréal mais toutes les villes de l'agglomération montréalaise. Cette collaboration a permis au consortium d'être aux premières loges des problématiques d'un vaste territoire, de co-construire une R&D pertinente, de tester des méthodes/processus de manière tangible et de développer son expertise dans le laboratoire le plus urbanisé au Québec.

Ce partenariat constitue et nous en sommes persuadés, une occasion de choix pour construire notre savoir, développer nos connaissances en matière d'adaptation climatique et provoquer un changement dans les pratiques tout en suscitant l'innovation. Les villes sont au cœur de l'action en matière d'adaptation aux changements climatiques et plus que jamais, elles ont besoin d'appuyer leur pratique par la recherche. Cette affiliation Ville de Montréal et Ouranos prend ici tout son sens.

## **JUSTIFICATION**

Les objectifs visés par la publication de ce bilan sont de rendre compte de l'état d'avancement des projets adoptés dans le cadre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques et de faire valoir toute l'importance d'un tel partenariat pour l'agglomération de Montréal.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Aucun

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La programmation de recherche-action Ville de Montréal et Ouranos répond aux principes de développement durable.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans objet

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication sera mise en place avec le Service des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Dépôt au comité exécutif du 13 février 2019;  
Dépôt au conseil municipal du 25 février 2019  
Dépôt au conseil d'agglomération du 28 février 2019

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité  
Lise BERNIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Véronique DOUCET, Service du développement économique  
Josée CHIASSON, Service du développement économique  
Philippe BRILLANT, Service des finances  
Yves COURCHESNE, Service des finances  
Lucie CAREAU, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Véronique DOUCET, 20 janvier 2019  
Lise BERNIER, 15 janvier 2019  
Luc GAGNON, 10 janvier 2019  
Yves COURCHESNE, 10 janvier 2019  
Philippe BRILLANT, 9 janvier 2019

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nancy GIGUERE  
Conseiller en planification

**Tél :** 280-4423  
**Télécop. :** 280-6777

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-12-21

Marieke CLOUTIER  
Chef de division Planification et suivi  
environnemental

**Tél :** 514-872-6508  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Roger LACHANCE  
Directeur

**Tél :** 514 872-7540  
**Approuvé le :** 2019-02-01

**ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE  
DE LA PROGRAMMATION VILLE DE MONTRÉAL-OURANOS EN  
MATIÈRE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

**BILAN POUR LA PÉRIODE JUIN 2017- OCTOBRE 2018  
ET  
PLANIFICATION POUR L'ANNÉE 2019**

*Rapport présenté conformément à l'Entente de partenariat  
entre la Ville de Montréal et Ouranos*

La science en action !

## Table des matières

LISTE DES ABRÉVIATIONS	II
SOMMAIRE	III
INTRODUCTION ET CONTEXTE	7
PROCESSUS ET GOUVERNANCE DE LA VILLE DE MONTRÉAL-OURANOS	10
PROGRAMMATION 2017-2018	10
PROJETS ET ACTIVITÉS D'INTÉRÊT	16
DÉPLOIEMENT DE LA PROGRAMMATION À VENIR	17
CONCLUSION	19
ANNEXE A	21

## Liste des abréviations

CC	Changements climatiques
CLL	<i>Climat Living Lab</i> (laboratoire vivant sur le climat)
CRAD	Centre de recherche en aménagement et développement de l'UL
CRIEM	Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises de l'UMc Gill
CRISES	Centre de recherche sur les innovations sociales
ENAP	École nationale d'administration publique
INRS-USC	Institut national de recherche scientifique (INRS) / Urbanisation Culture Société
SDE	Service du développement économique de la Ville de Montréal
UdeM	Université de Montréal
UL	Université Laval
UMcGill	Université Mc Gill
UQAM	Université du Québec à Montréal
VdeM	Ville de Montréal
VRM	Villes, régions, monde de l'INRS-USC

## SOMMAIRE

L'entente conclue en juin 2017 entre Ouranos et la Ville de Montréal formalise et consolide une alliance qui se veut plus importante que jamais. Les événements marquants tels des vagues de chaleur extrêmes et des inondations en témoignent. Ils se multiplient et amènent des bouleversements qui se font déjà sentir sur le territoire de l'île de Montréal. La Ville a un rôle majeur à jouer afin de gérer les impacts associés aux changements climatiques sur son territoire. Elle doit se préparer en préservant ses infrastructures et en assurant son fonctionnement afin d'offrir des services et un environnement de qualité et sécuritaire pour tous les citoyens. C'est dans ce contexte et parce que l'ampleur de la tâche est grande que la Ville de Montréal s'est associé à Ouranos.

Ce partenariat privilégié se veut :

- un chantier de réflexions et d'actions à l'échelle de l'agglomération montréalaise ;
- un chantier interdisciplinaire/intersectoriel qui repose sur la collaboration et l'ouverture aux visions de plusieurs disciplines ;
- qui appuie des projets qui visent à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification, la conception et l'aménagement, en complément à d'autres activités ou programmes en cours dans la Ville.

### Une première année de collaboration

L'équipe des changements climatiques et projets spéciaux de la Division de la planification et du suivi environnemental du Service de l'environnement est mandatée pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels la Ville doit faire face trouvent écho dans des projets novateurs.

Cette première année 2017-2018 a permis de lancer trois projets de recherche qui nous l'espérons seront un levier pour la mise en œuvre de l'adaptation et la mise en place d'autres projets dans les années à venir.

### **Services climatiques - Diffusion des données climatiques en vue de leur utilisation dans la mise en œuvre de stratégies d'adaptation dans les villes de l'agglomération de Montréal**

*Projet lancé en janvier 2018 – en continu ou selon les demandes*

Ce projet vise à offrir, selon les besoins des unités administratives de la Ville de Montréal et des villes liées, de l'information climatique intelligible, accessible et la plus adéquate possible en vue de son utilisation dans la mise en œuvre de stratégies d'adaptation dans les villes de l'agglomération montréalaise. Le Service de l'environnement coordonne les demandes mais lorsqu'elles nécessitent des analyses plus complexes, l'équipe des Scénarios et services climatiques d'Ouranos prend le relais.

### **La mise sur pied d'un projet de recherche d'inspiration Climat Living Lab (Labo Climat Montréal)**

*Projet en développement depuis février 2018*

Les changements climatiques en cours nécessitent d'adopter un regard neuf sur les projets urbains, qu'ils soient une transformation, une requalification ou la construction d'une partie de la ville ou d'un quartier. Sur un territoire presque urbanisé à plus de 90 %, ces projets doivent permettre une reconstruction durable de la ville dans la ville, tout en répondant aux enjeux climatiques (conditions actuelles et changements projetés).

La création du Labo Climat Montréal en adaptation aux changements climatiques est une démarche de cocréation qui vise à développer de nouvelles pratiques de planification de projets urbains intégrant l'adaptation aux changements climatiques. Cette démarche qui rejoint plusieurs services consiste à analyser sur la base d'un projet bien précis (celui de Lachine-Est) un processus de planification afin de voir comment l'adaptation aux changements climatiques peut s'intégrer dans les différentes étapes de développement d'un projet urbain. Un groupe de chercheurs provenant de l'Institut national de recherche scientifiques Centre Urbanisation Culture Société (INRS-UCS) et Réseau Villes Régions Monde (VMR) a été choisi pour mener à bien ce projet. Ils observeront et analyseront non seulement toutes les étapes de la démarche, mais ils conseilleront, accompagneront et documenteront toute la démarche. Ils pourront ainsi développer un processus qui pourra être utilisé pour les projets ultérieurs dans toutes les villes de l'agglomération de Montréal.

### **Cartographie des acteurs impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques et le développement de la résilience à l'échelle du territoire de l'île de Montréal**

*Projet complété –*

Rapport final déposé à Ouranos en octobre 2018 : <https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportTherrien2018.pdf>

Cartographie interactive : <https://embed.kumu.io/bcc204b997d17c4a697e12b0925cd046> ;

Ce projet entrepris sous la direction de la professeure Marie-Christine Therrien de l'École nationale d'administration publique (ENAP) avait comme objectif de dresser le portrait du réseau d'acteurs qui contribuent, de façons diverses, à l'adaptation aux changements climatiques et au développement de la résilience sur le territoire de l'île de Montréal.

L'équipe de chercheurs a identifié les membres de ce réseau informel à l'aide d'une série d'entretiens et d'un questionnaire – elle a pu cartographier non seulement tous les acteurs mais également identifier la nature des liens entre les acteurs, les forces et faiblesses du réseau en matière de coordination, ainsi que sa structure.

### **Développement d'un outil d'analyse coûts-bénéfices pour les projets de requalification de friches industrielles**

*Projet en développement – première phase complétée (analyse de cas d'éco-parcs développés dans le monde (étude menée par Vivre en Ville)*

Dans le cadre de sa Stratégie de développement économique 2018-2022, le Service du développement économique (SDE) souhaite développer une expertise sur la requalification des anciennes zones industrielles de Montréal par l'aménagement et le développement "d'éco-parcs" industriels - des zones industrielles exemplaires et plus résilientes face aux changements climatiques.



Ce projet qui rassemble en plus du Service de développement économique, le Service des finances, le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Service de l'Environnement vise à développer un outil d'analyse coûts-bénéfices des mesures d'adaptation à mettre en place dans le cadre de la requalification de zones industrielles. Un économiste d'Ouranos accompagne la Ville dans ce projet en fournissant de l'expertise pour l'intégration des changements climatiques dans l'analyse et aussi dans l'évaluation économique des coûts et avantages environnementaux, sociaux et économiques de tels développements.

### **Les pistes d'action pour les deux années à venir.**

Les années 2 et 3 devraient servir à développer et déployer des projets de recherche dont les visées sont à plus long terme. Les besoins des Services, des arrondissements et des villes liées seront actualisés et la priorité sera donnée aux projets qui peuvent bénéficier de programmes de financement disponibles (par exemple ; programmes FCM, Climat municipalités 2, Infrastructures Canada, etc.).

### **Des études de cas**

Des études sont prévues afin de poser un regard et une analyse critique sur les actions, les projets et les pratiques mis en place sur le territoire en matière d'adaptation climatique afin d'en mesurer les réels impacts, de les bonifier, de proposer et d'apporter le cas échéant, de nouvelles solutions.

Un projet sur les **performances attendues des toits verts** est également au calendrier. Ce projet qui se divise en deux phases vise à mener une enquête sur les performances attendues des toits verts auprès des acteurs municipaux et de mettre au point une méthodologie de suivi et d'analyse de divers paramètres dont les résultats permettront de bonifier les pratiques et les normes en matière de toit vert. Ce projet permettra à la Ville de consolider sa position face à l'aménagement de toits végétalisés et d'outiller les Services, arrondissements et villes liées pour mettre en place des outils qui répondent mieux aux enjeux climatiques (réglementations, programmes, etc.).

### **Faire équipe pour une mise en œuvre innovante de l'adaptation aux changements climatiques**

Cette première année nous a permis non seulement de mettre sur pied une structure de travail efficace, mais aussi de faire passer les besoins de la Ville en matière d'adaptation climatique vers l'idéation et le développement de projets. La Ville de Montréal a pu profiter de l'expertise et des études déjà en cours à Ouranos pour bonifier sa programmation tout en mettant de l'avant de nouveaux projets. Grâce au partenariat, plusieurs services de la Ville, qui n'ont pas nécessairement l'occasion de travailler ensemble, se sont réunis pour développer des projets dans le but commun de mettre de l'avant l'adaptation aux changements climatiques.

Du côté d'Ouranos, ce fut l'occasion de consolider son réseau à travers non seulement la Ville de Montréal, mais d'autres villes de l'agglomération montréalaise. Cette collaboration a permis au consortium d'être aux premières loges des problématiques d'un vaste territoire, de co-construire une R&D pertinente, de tester des méthodes/processus de manière tangible et de développer son expertise dans le laboratoire le plus urbanisé au Québec.

Ce partenariat constitue et nous en sommes persuadés, une occasion de choix pour construire notre savoir, développer nos connaissances en matière d'adaptation climatique et provoquer un changement dans les pratiques tout en suscitant l'innovation. Les villes sont au cœur de l'action

en matière d'adaptation aux changements climatiques et plus que jamais, elles ont besoin d'appuyer leur pratique par la recherche. Cette affiliation Ville de Montréal et Ouranos prend ici tout son sens !

## Introduction et contexte

La Ville de Montréal, au nom de l'agglomération montréalaise, s'est engagée depuis plusieurs années dans la lutte contre les changements climatiques en mettant en œuvre une stratégie en trois volets : quantifier les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire, mettre en place des plans et des mesures afin de réduire ses émissions et se préparer aux nouvelles conditions climatiques dans une démarche d'adaptation lancée en 2015.

Forte de cette volonté, Montréal a rejoint de nombreuses autres villes afin de poursuivre cette lutte, partager et bénéficier de l'expertise développée partout dans le monde. La Ville de Montréal est entre autres membre *Global covenant of Mayors for Climate and Energy*, la plus grande coalition de leaders locaux qui se sont engagés à la réduction et au suivi de l'évolution des émissions de GES et à l'adaptation aux changements climatiques, du réseau des 100 villes résilientes, un réseau d'échange d'expertise et des occasions d'amélioration continue de ses pratiques en gestion de risque, notamment en matière d'adaptation aux changements climatiques, et du *C40 Cities Climate Leadership Group*, un regroupement d'environ 100 villes engagées dans la réduction des gaz à effet de serre (GES) et l'adaptation aux changements climatiques par la collaboration et le partage de connaissances. Plus récemment, la Ville de Montréal signait la déclaration d'Edmonton confirmant non seulement l'importance qu'elle accorde à répondre adéquatement aux impacts des changements climatiques mais encourage la collaboration entre les gouvernements locaux et la communauté scientifique valorisant du même coup l'innovation à travers des projets de recherche.

## **La Ville de Montréal et l'adaptation aux changements climatiques**

Les événements climatiques marquants, tels que des épisodes de chaleur accablante, des pluies abondantes et des orages violents, se sont multipliés au cours des dernières années et bouleversent déjà le quotidien montréalais. Plusieurs impacts de ces événements sont déjà ressentis dont des refoulements d'égout et des problèmes de drainage urbain, des étiages sévères, la chaleur accablante, des services plus sollicités en temps d'événements extrêmes, la perte de la biodiversité, l'augmentation du rythme d'usure des infrastructures, etc. ainsi que d'autres impacts sont à prévoir autant sur les populations que sur les systèmes socio-économiques, les infrastructures et les milieux naturels.

Se préparer à répondre adéquatement aux impacts des changements climatiques est essentiel pour l'administration montréalaise. Une ville capable de s'adapter est une ville mieux outillée pour préserver ses acquis, solidifier sa structure et son fonctionnement afin d'offrir des services et un environnement sécuritaire pour tous les citoyens. Les villes ont un rôle indéniable à jouer dans la lutte contre les changements climatiques et dans l'adaptation des collectivités face à ces changements. C'est dans les villes que nous pouvons mettre en œuvre des politiques et des innovations en matière d'aménagement et de transport. Ces dernières peuvent avoir un impact réel, là même où les populations sont concentrées et où les impacts des aléas climatiques sont les plus grands. Les défis sont néanmoins très grands pour une ville puisqu'ils impliquent des changements dans les opérations, engendrent des impacts sur les services offerts aux citoyens et peuvent générer des dépenses supplémentaires. Par ailleurs, en matière d'adaptation, il n'existe pas de

solution « toute en une ». Nous connaissons les meilleures pratiques mises en place un peu partout dans le monde, encore faut-il les adapter à notre réalité, aux particularités de notre territoire et des gens qui y vivent.

L'agglomération de Montréal a déjà en place plusieurs plans, stratégies, Politiques et règlements qui répondent aux enjeux de l'adaptation dont le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération montréalaise 2015-2020. Aussi, plusieurs initiatives sont déjà menées par les différents Services, les arrondissements de la Ville de Montréal et les villes liées. Force est de constater que l'ampleur de la tâche afin de mener à bien l'adaptation n'en demeure pas moins très grande.

## **LE PARTENARIAT – La science en action!**

La Ville de Montréal a joint les membres du consortium Ouranos à titre de membre affilié en juin 2017. Ce partenariat fait l'objet d'une entente de trois ans qui permet à la Ville de bénéficier d'un accès privilégié aux outils, aux connaissances et au vaste réseau d'experts du consortium en lien avec ces besoins spécifiques.

Le partenariat Ville de Montréal et Ouranos se veut l'adéquation entre les efforts de recherche et les besoins de la collectivité en matière de climatologie régionale et d'adaptation aux changements climatiques. Il vise à combler le fossé entre la recherche et la pratique, à partager les expertises, les connaissances et faciliter la circulation des données.

Cette collaboration est un levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant de la vulgarisation et la diffusion de données climatiques jusqu'au développement d'outils d'analyse coût-bénéfice pour la mise en place de mesures d'adaptation.

## **LA PROGRAMMATION VILLE DE MONTRÉAL ET OURANOS**

### **Les besoins de la Ville de Montréal**

En vue du partenariat, le Service de l'environnement a consulté les services centraux, les arrondissements et les villes liées afin de connaître leurs besoins en matière d'expertise relative à l'adaptation aux changements climatiques.

Une multitude de sujets ont été identifiés comme la connaissance des projections pour les différents aléas climatiques et l'évaluation des impacts à l'échelle locale, des analyses économiques liées aux impacts des changements climatiques visant plus précisément les coûts de l'adaptation versus les coûts du statu quo, des analyses coût-avantage de différentes mesures d'adaptation, les opportunités économiques des changements climatiques, etc.



## **Les projets à privilégier**

Le Service de l'environnement a été mandaté pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels la Ville doit faire face trouvent écho dans des projets de recherche novateurs. Pour ce faire, elle s'est basée sur trois critères afin de proposer une programmation la plus complète possible :

1. Bâtir sur les acquis – miser sur les réalisations de la Ville de Montréal et d'Ouranos, de manière à approfondir les connaissances tout en bénéficiant des résultats le plus rapidement possible;
2. Privilégier les projets qui prévoient mettre de l'avant la mise à jour et le développement d'outils d'aide à la décision qui permettront d'identifier, d'analyser de faire le suivi et de mesurer la performance des différentes options d'adaptation afin d'augmenter le niveau de résilience de l'environnement bâti et du milieu urbanisé;
3. Mettre en place des projets pilotes pouvant servir de vitrine pour l'adaptation et être profitables pour le plus de services et d'arrondissements possibles.

## **Processus et gouvernance de la Ville de Montréal-Ouranos**

Il a été décidé, lors de la première réunion du comité directeur, en juillet 2017, que celui-ci approuverait les projets développés dans le cadre de l'Entente. Ces projets seront présentés au comité directeur après avoir fait l'objet des différentes évaluations de pertinence, de qualité scientifique et de performance globale, conformément aux règles de gouvernance en vigueur chez Ouranos. Il est aussi convenu que chaque projet approuvé sera appuyé par un comité de suivi.

La tenue des réunions du comité directeur est fixée minimalement à une par année. Les membres du comité directeur s'accordent pour que des réunions interannuelles se tiennent au besoin.

Deux réunions se sont tenues au cours de la dernière année, une en juillet 2017 et une seconde en mars 2018 (voir les comptes rendus des réunions en annexe A).

## **Programmation 2017-2018**

Les objectifs de l'année 1 étaient de mettre en place une structure de travail efficace, d'obtenir des résultats tangibles à court terme et de démontrer que le partenariat a une réelle valeur ajoutée à travers ces différentes actions :

- La mise en place des projets rapidement réalisables ayant des résultats à court terme;
- L'intégration dans des démarches déjà entreprises qui répondent en tout ou en partie aux besoins de la Ville;
- L'obtention de résultats tangibles et mesurables (pour satisfaire les deux parties).

Quatre projets ont été proposés pour la programmation de la première année du partenariat :

1. Services climatiques;
2. *Climat Living Lab (maintenant nommé Labo Climat Montréal)*;
3. Études de cas – projets répondant aux enjeux de l'adaptation aux changements climatiques;
4. Cartographie des acteurs impliqués dans l'adaptation aux CC et la résilience à l'échelle du territoire de l'île de Montréal.

Un bilan des projets en cours a été présenté au comité directeur en mars 2018. Voici une mise à jour des principaux éléments :

**a) Services climatiques – diffusion des données climatiques en vue de leur utilisation dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation des villes de l'agglomération de Montréal**

Ce projet vise à offrir, selon les besoins des unités administratives de la Ville de Montréal et les villes liées, de l'information climatique intelligible, accessible et la plus adéquate possible en vue de son utilisation dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation de la Ville de Montréal. Le Service de l'environnement coordonne les demandes mais lorsqu'elles nécessitent des analyses plus complexes, l'équipe des Scénarios et services climatiques d'Ouranos prendra le relais.

À ce jour :

- Préparation d'outils :
  - Formulaire de requête pour recevoir les demandes
  - Pilote en cours avec le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal;
  - Fiches, résumant les projections climatiques (tiré du rapport Logan 2016), qui seront diffusées aux différents services de la Ville les invitant à profiter de ce service pour les aider dans leurs mandats
  - Serveur FTP
    - Portrait des CC pour les zones urbaines du Québec Mars 2016
    - Guide sur les scénarios climatiques\_2016.pdf
    - Fiches pour ingénieurs 1@7.pdf
    - Vulnérabilité et adaptation des immeubles aux cc\_msss\_2017.pdf
  - Inventaire des ressources en adaptation <https://goo.gl/PwyEzD>
  - Le site web Ouranos : Portrait climatique pour le Québec <https://www.ouranos.ca/portraitsclimatiques/#/>

**b) Cartographie des acteurs impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques et la résilience à l'échelle du territoire de l'île de Montréal.**

Ce projet, entrepris sous la direction de la professeure Marie-Christine Therrien de l'École nationale d'administration publique (ENAP) avait pour objectif de dresser le portrait du réseau d'acteurs qui contribuent, de façons diverses, à l'adaptation aux changements climatiques et au développement de la résilience sur le territoire de l'île de Montréal.



À ce jour :

- L'équipe de chercheurs de la professeure Therrien (ENAP) a identifié les membres de ce réseau informel à l'aide d'une série d'entretiens et d'un questionnaire. Elle a pu cartographier non seulement les acteurs mais également identifier la nature des liens entre ces acteurs, les forces et faiblesses du réseau en matière de coordination, ainsi que sa structure;
- Présentation des résultats préliminaires aux unités administratives visées, soit le Bureau de la transition écologique et de la résilience et le Service de l'environnement de la Ville de Montréal;
- Tenues de réunions miroirs (chercheurs - acteurs du réseau) les 22 mars et 5 avril dernier pour présenter les résultats et discuter des suites à donner à ce projet. Plusieurs questions ont été soulevées dont - comment tirer profit de cet outil, des forces du réseau pour créer des alliances et des leviers afin de consolider et maximiser nos efforts en matière d'action adaptative ?;
- Cartographie interactive du réseau disponible sur le web : <https://embed.kumu.io/bcc204b997d17c4a697e12b0925cd046>;
- Dépôt du rapport final et rencontre du comité de suivi le 18 octobre dernier. – L'équipe et les membres du comité souhaitent que les acteurs présents dans la cartographie s'approprient des résultats du projet tant au niveau des décisions quotidiennes (qui œuvre dans tel domaine et pourrait m'aider à mettre en œuvre mes projets), que des décisions plus stratégiques (nous voudrions prendre tel virage, qui est déjà présent ?, quelle complémentarité est possible ? quelle compétitivité ?). L'équipe compte sur les membres pour diffuser les connaissances développées. Elle travaille à la rédaction d'une proposition de projet afin, entre autres, de favoriser le transfert des connaissances entre les organisations et d'identifier les organisations qui maximisent la diffusion d'information. Aussi, l'équipe a soumis un article à la revue Environmental Science and Policy sur la cartographie développée, la méthodologie qu'elle sous-tend, en particulier les aspects méthodologiques relatifs à la qualité des liens.

### c) *Climat Living Lab* (maintenant nommé **Labo Climat Montréal**)

Ce projet novateur vise la mise sur pied d'une démarche de laboratoire vivant dont l'objectif est d'intégrer les enjeux d'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification, de conception et de développement d'un projet d'aménagement urbain.

À ce jour :

- Appel conférence (27 février 2018 avec les membres du CD pour discuter et s'entendre sur certains points du projet :
  - Financement du projet
  - Durée
  - Calendrier de l'appel à manifestation d'intérêt
  - Évaluation des propositions reçues



- Rencontre (1 mars 2018) avec la mairesse de l'Arrondissement de Lachine, Mme Vodanovic et son attaché politique, M. Bouchard – présentation du concept Labo Climat Montréal et discussion des sites potentiels;
- Mise en place de l'équipe de travail Ville de Montréal et discussion sur le choix de sites - Le secteur de Lachine-Est a été choisi puisque les 50 hectares à requalifier représente un laboratoire idéal pour le projet et que l'exercice de planification en cours s'inscrivait bien avec le calendrier de la programmation des projets de recherche-actions à mener dans le cadre de l'entente Ville de Montréal et Ouranos;
- Rencontre avec les 6 équipes de chercheurs identifiées, cette première étape du processus, nous a permis de présenter le concept du projet et les inviter à déposer une proposition;
- Envoi de l'appel à manifestation d'intérêt (sur invitation). Le document a été commenté par Karim Charef et Emmanuelle Demars du Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal;
- Analyse des propositions par un comité de sélection composé de : Nancy Giguère, Martin Roy et Michel Séguin, respectivement de VdeM et de l'Arrondissement de Lachine, Nathalie Bleau et Stéphanie Bleau (Ouranos) et Virginie Zingraff (Rang 3 et Innovation sociale) – le choix de l'équipe a été fait en fonction des critères suivants :
  - Conformité du projet avec les buts et objectifs exprimés dans l'appel à manifestation d'intérêt;
  - Retombées anticipées
  - Transfert des connaissances et partenariats
  - Qualités scientifiques et compétences de l'équipe proposée.
- Choix de l'équipe de chercheurs retenue pour aller de l'avant avec la rédaction d'une proposition détaillée : Groupe de recherche de l'Institut national de recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société (INRS-UCS) et Réseau Ville Régions Monde (VRM) dont les responsables sont Sophie L. Van Neste et Claire Poitras toutes deux professeures à l'INRS-UCS;
- Première rencontre des co-pilotes du partenariat Ville de Montréal - Ouranos avec l'équipe retenue afin de faire un retour sur la proposition brève présentée et les éléments qui devront être retravaillés en vue de l'élaboration de la proposition détaillée; et de s'entendre sur les prochaines étapes du projet.

#### Prochaines étapes :

- Pour l'équipe retenue, invitation à fournir une proposition détaillée, incluant budget détaillé. Cette étape pourrait faire l'objet d'une partie de stage (MITACS ou autres, des rencontres avec Ouranos et la Ville de Montréal sont à prévoir pour développer une proposition qui répondra aux attentes des usagers concernés), recherche de financement, etc.
- Évaluation scientifique de la proposition détaillée par des experts
- Évaluation globale de la proposition par la direction d'Ouranos et par le comité directeur du partenariat VdeM-Ouranos
- Rédaction de l'entente

*Un projet transféré dans le programme de projets de l'année 2*

#### **d) Études de cas**

Ce projet visera à poser un regard et une analyse critique sur les actions, les projets, les pratiques menés sur le territoire en matière d'adaptation afin d'en mesurer les réels impacts, de bonifier les mesures à mettre en place, de proposer et d'apporter de nouvelles solutions.

À ce jour :

- Liste de projets potentiels, par exemple: cas de la mise en place d'une réglementation sur les toits vert/blancs dans les arrondissements et les villes liées - impact de cette réglementation sur le territoire et sur la gestion (développement de l'expertise dans ce volet)
- Possibilité de participer à un projet plus grand développé par l'[Observatoire québécois de l'adaptation aux changements climatiques](#) (OQACC), de l'Université Laval. Ce projet sera réalisé en collaboration avec Ouranos, deux centres de recherche de l'Université du Massachusetts et la firme CBCL à Halifax.

Le projet consistera à documenter des études de cas et à partager des leçons apprises sur les instruments politiques employés pour l'adaptation aux changements climatiques, principalement en zones riveraines. Deux ou trois études seront documentées pour chacune des régions couvertes par le projet, soit le Québec, les provinces canadiennes de l'Atlantique et le Massachusetts. En raison de l'important travail réalisé dans le domaine par la Ville, les responsables du projet proposent une étude de cas qui porterait sur l'expérience de la Ville. Trois études scientifiques ou techniques et autres connaissances mises à profit par les instruments y seraient analysés : 1) Étude d'évaluation de la vulnérabilité du système de drainage et d'égouts aux changements climatiques (pilotée par la Ville de Montréal, Hervé Logé); 2) Étude sur l'effet des changements climatiques sur la qualité de l'eau de la Rivière des Prairies (Pilotée par Polytechnique Montréal, Sarah Dorner); 3) Étude sur la modélisation de l'effet de systèmes végétalisés dans la gestion des eaux de ruissellement (pilotée par l'Université de Montréal, Danielle Dagenais).

Prochaines étapes :

- Choix des cas
- Choix d'un chercheur pour réaliser ce projet et/ou participer au projet de l'Observatoire québécois de l'adaptation aux changements climatiques
- Mise en marche du processus de développement d'un projet

*Projet prévu dans l'année 2 et 3 mais déjà amorcé*

**a) Développement d'un outil d'analyse coûts-bénéfices relative à l'adaptation aux changements climatiques pour les projets de requalification de friches industrielles**

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique 2018-2022, le Service du développement économique (SDE) souhaite développer une expertise sur la requalification des anciennes zones industrielles de Montréal par l'aménagement et le développement "d'éco-parcs" industriels - des zones industrielles exemplaires et plus résilientes face aux changements climatiques.

Ce projet qui rassemble en plus du Service de développement économique, le Service des finances, le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Service de l'Environnement vise à accompagner la ville dans ces projets en fournissant de l'expertise pour l'intégration des changements climatiques dans l'analyse et aussi dans l'évaluation économique des coûts et avantages environnementaux, sociaux et économiques de tels développements.

À ce jour :

- Une première phase du projet a été complétée avec l'organisme Vivre en ville qui a procédé à une analyse de cas probants d'éco-parcs dans le monde;
- Deux rencontres ont eu lieu entre Ouranos et la Ville de Montréal (et les différents services impliqués) les 13 juin et 4 juillet. Elles ont permis de proposer des bases conceptuelles de l'utilisation d'un cadre d'analyse coûts-avantages pour les projets de requalification de friches industrielles en contexte de CC. Elles ont également permis de poursuivre l'identification des besoins et de l'accompagnement pouvant être fourni par Ouranos dans la réalisation de ce projet. Des exemples de tableaux d'intervention/impacts pour le cas de l'aménagement d'une rue conviviale (exemple type) ont été fournis.

Prochaines étapes :

- Le SDE souhaite se doter d'une méthodologie et d'outils d'analyses coûts-bénéfices qui seraient utiles à la planification stratégique et au réaménagement de secteurs clés identifiés dans le schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.
- Définir un cadre d'analyse, mettre en place l'équipe de travail (collaborateurs Ville) - soit l'arrondissement concerné, le Service de l'eau, etc.

## Projets et activités d'intérêt

D'autres projets et activités en cours, développés par Ouranos, à la Ville de Montréal ou ailleurs méritent d'être soulignés puisque les méthodologies utilisées, les outils développés, les résultats ou les retombées peuvent être d'intérêt pour tous les acteurs de nos deux organisations. Leur diffusion auprès des collègues de travail, collaborateurs, etc. est fortement suggérée.

- Projet « *Évolution des régimes de précipitations en climat futur pour la région de Montréal* » (INRS, Ville de Montréal, Ouranos)
- Projet "*Réduire la vulnérabilité aux inondations et à l'érosion associées aux changements climatiques pour des communautés riveraines du tronçon fluvial du Saint-Laurent*" (Ouranos)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBlondlotHuard2017\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBlondlotHuard2017_FR.pdf)
- Dans le cadre du *Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations : vers une société québécoise plus résiliente aux catastrophes*, le gouvernement québécois a mandaté Ouranos pour réaliser des études exhaustives des crues historiques ainsi que des simulations, des scénarios et des analyses climatiques permettant de considérer les incidences des changements climatiques.  
<https://www.ouranos.ca/gouvernement-quebec-devoile-plan-daction-relatif-aux-inondations/>
- Projet "*Vulnérabilités des ports du St-Laurent aux changements climatiques*" (Université de Montréal)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheComtois2018\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheComtois2018_FR.pdf)
- Projet "*Bilan hydrologique des rivières Saint-Charles et Montmorency dans un contexte de changements climatiques*" (Ouranos, Université de Montréal, CMQ, MDDELCC)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheRondeau2016\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheRondeau2016_FR.pdf)  
<https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportRondeau2016-Fr.pdf>
- Projet "*Évaluation de l'agriculture urbaine comme infrastructure verte de résilience individuelle et collective face aux changements climatiques et sociaux*" (UQAM, Portland State University)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheDuchemin2016\\_fr.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheDuchemin2016_fr.pdf)
- Projet "*Atlas interactif de la vulnérabilité de la population québécoise aux aléas climatiques à l'intention des acteurs locaux et régionaux*" (Université Laval)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBarrette2015\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBarrette2015_FR.pdf)  
Site web interactif : Automne 2018
- Projet "*Température intérieure des logements en Montérégie : Mieux comprendre pour mieux intervenir*" (MSSS)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheTardif2016\\_Fr.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheTardif2016_Fr.pdf)
- Projet "*Téledétection, cartographie extensive et surveillance de la présence de l'herbe à poux (Ambrosia artemisiifolia) et de ses effets sanitaires au Québec*" (Conseil GeolImpacts)  
<https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheNgom2017-Fr.pdf>

- Projet "Étude des vulnérabilités sanitaires aux événements météorologiques extrêmes et élaboration de seuils d'alerte pour le Québec" (INSPQ): fiche en cours de rédaction
- Projet "Infrastructures vertes : développement d'une stratégie multi-échelle basée sur la complexité et la résilience en milieu urbain" (UQO et Université McGill)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheMessierGonzalez2016\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheMessierGonzalez2016_FR.pdf)
- Projet "Communiquer l'action en changements climatiques au Québec" (INSPQ et Université de Laval)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheCampagna2016\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheCampagna2016_FR.pdf)  
<https://unpointcinq.ca/>
- Conférence IPCC CITIES (Edmonton, 5 au 7 mars 2018)
- Congrès Mondial d'ICLEI (Montréal, 19 au 22 juin 2018)
- Suivi expérimental de performance et de surveillance technique de bassins végétalisés – Avenue Papineau, Ville de Montréal
- Étude du potentiel d'implantation de trois PGOs (toits verts, cellules de biorétention et pavés perméables) dans le centre-ville de Montréal, Service de l'eau, Ville de Montréal
- Gestion des eaux de ruissellement, meilleures pratiques de plantation d'arbre, Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et Université McGill

#### Déploiement de la programmation à venir

Les années 2 et 3 devraient servir à développer et déployer des projets de recherche dont les visées sont à plus long terme. Les besoins des Services, des arrondissements et des Villes liées seront actualisés et la priorité sera donnée aux projets qui peuvent bénéficier des programmes de financement disponibles (par exemples ; programmes FCM, Climat municipalités 2, Infrastructures Canada, etc.)

*Les projets actuellement en discussion/développement sont :*

#### **a) Communiquer le savoir**

Mettre en place des mécanismes efficaces de communication visant à diffuser les connaissances développées dans le cadre de la collaboration Ville de Montréal et Ouranos et valoriser les démarches de recherche-action en cours

#### **b) Études de cas**

Projet de l'année 1 transféré dans la programmation de l'année 2. Ces études auront pour objectif d'évaluer les retombées de mesures d'adaptation mises en place sur le territoire de l'île de Montréal dont :

**Performances attendues des toits verts :** Ce projet vise à mener une enquête sur les performances attendues des toits verts auprès des acteurs municipaux et à mettre au point une méthodologie de suivi et d'analyse de divers paramètres dont les résultats permettront de bonifier les pratiques et les normes en matière de toit vert. Ce projet permettra également à la Ville de consolider sa position face à l'aménagement de toits végétalisés et outiller les Services, arrondissements et Villes liées à faire des choix

éclairés pour mettre en place des outils qui répondent mieux aux enjeux climatiques (réglementations, programmes, etc.). Ouranos et les chercheurs impliqués pourront profiter de l'aménagement de ce qui deviendra le plus grand toit vert à Montréal, soit le toit de l'Édifce Charland. Ce projet mené par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et le Service de la gestion et planification immobilière est réalisé dans le cadre de la Mission de collaboration entre les experts de la Ville de Paris et Montréal. Le Service de l'eau est également impliqué dans ce projet

À ce jour :

- Plusieurs rencontres menées pour définir les besoins et les étapes de travail du projet.

Prochaines étapes :

- Mener une enquête auprès des services, arrondissements et des villes liées  
Rassembler l'information pour aider la Ville et plus spécifiquement les Services concernés à confirmer ou infirmer les a priori par rapport aux toits végétalisés et fournir aux différentes unités administratives de la Ville des données précises sur la performance « réelle » de cette mesure d'adaptation;
- Mettre en place un protocole de suivi environnemental pour ce toit vert – en le comparant avec d'autres toits végétalisés déjà aménagés sur le territoire, etc.

**c) Poursuite du projet - Développement d'un outil d'analyse coûts-bénéfices relative à l'adaptation aux changements climatiques pour les projets de requalification de friches industrielles**

**d) Suite du projet "Cartographie des acteurs" - renforcement du réseau des acteurs de l'adaptation**

La professeur Therrien travaille à la rédaction d'une proposition relative à différentes suites à donner à cette cartographie et tentera de répondre aux nombreuses questions soulevées lors des rencontres miroirs qui se sont tenues ce printemps.

- Que peut-on faire avec cet outil ? Comment en tirer profit ?
- Peut-on tirer de l'information afin de mieux cibler et prioriser les actions, ou le cas échéant de proposer des programmes ou des politiques qui viendront bonifier ce qui se fait déjà en matière d'adaptation climatique.
- Comment tirer profit des forces du réseau, créer des alliances, s'en servir comme un levier pour consolider nos efforts
- Comment bien expliquer cette cartographie et garder l'outil vivant et utile pour les acteurs?
- Comment concilier résilience et adaptation ? – nécessité de ne pas créer d'autres silos.
- Comment ajouter/impliquer les acteurs du volet « économie » qui ne semblent pas présents dans le réseau ?



### **Autres projets**

- Projet Vulnérabilité des infrastructures essentielles – (autres possibilités de financement, de collaboration);
- Réfléchir à une stratégie de communication afin d'offrir une vitrine au partenariat et aux projets issus de cette collaboration et faciliter le transfert des résultats à tous les acteurs intéressés par le sujet ;

### **Conclusion**

Cette première année du partenariat Ville de Montréal et Ouranos s'est avérée fort enrichissante. Elle a permis à nos deux organisations de mieux se connaître et de comprendre nos modes de gouvernance et de fonctionnement respectifs. Cette collaboration visant à mettre en place des projets de recherche-action implique une courbe d'apprentissage importante qui a dû être prise en compte dans l'organisation du travail et qui doit être considéré au regard des livrables.

Cette première année nous a permis non seulement de mettre sur pied une structure de travail efficace mais aussi de faire passer les besoins des villes de l'agglomération en matière d'adaptation climatique vers l'idéation et le développement de projets. La Ville de Montréal a pu profiter de l'expertise et des projets déjà en cours chez Ouranos pour bonifier sa programmation tout en mettant de l'avant de nouveaux projets. Grâce au partenariat, plusieurs services de la Ville, qui n'ont pas nécessairement l'occasion de travailler ensemble, se sont réunis pour développer des projets dans le but commun de mettre de l'avant l'adaptation aux changements climatiques. Du côté d'Ouranos, ce fut l'occasion de consolider son réseau à travers non seulement la Ville de Montréal mais toutes les villes de l'agglomération montréalaise. Cette collaboration a permis au consortium d'être aux premières loges des problématiques d'un vaste territoire, de co-construire une R&D pertinente, de tester des méthodes/processus de manière tangible, de développer son expertise dans le laboratoire le plus urbanisé au Québec.

Cette première année 2017-2018 a permis de lancer trois projets de recherche qui nous l'espérons seront un tremplin pour les années à venir.

Le partenariat Ville et Ouranos, s'inscrit dans une démarche de recherche-action prometteuse qui appelle une toute nouvelle façon de faire et demande l'interdisciplinarité des expertises. Elle implique des ajustements de la part des chercheurs et des praticiens et demande de concilier des visions et des façons de travailler qui sont parfois différentes. Les deux parties, prises avec des impondérables dont la recherche de fonds et des calendriers de demande de subvention qui ne correspondent pas toujours aux planifications de la Ville et aux enjeux politiques demandent un dialogue constant afin d'arriver à la coproduction de connaissances pratiques.

Ce partenariat constitue et nous en sommes persuadés, une occasion de choix pour construire notre savoir, développer nos connaissances en matière d'adaptation climatique et provoquer un changement dans les pratiques tout en suscitant l'innovation. Les villes sont au cœur de l'action en matière d'adaptation aux changements climatiques et plus que jamais,

elles ont besoin d'appuyer leur pratique par la recherche. Cette affiliation Ville de Montréal et Ouranos prend alors tout son sens.



Annexe A

Comptes rendus des réunions du Comité directeur Ville de Montréal-Ouranos

## COMTE RENDU

### 1ère réunion Comité directeur Partenariat Ville de Montréal-Ouranos La science en action !

Le 4 juillet 2017, 14h00 0 à 16h30, salle B  
Ouranos, 550 rue Sherbrooke Ouest, Tour ouest, 19<sup>e</sup> étage, Montréal

Sont présents :

**Alain Bourque**, directeur général, Ouranos

**Caroline Larrivée**, chef du programme Vulnérabilité, impacts et adaptation, Ouranos

**Roger Lachance**, Directeur, Service de l'environnement, Ville de Montréal

**Marieke Cloutier**, chef de division, Planification et suivi environnemental, Service de l'environnement, Ville de Montréal

**Sébastien Wagner**, chef d'équipe - Changements climatiques et projets spéciaux, Service de l'environnement, Ville de Montréal

**Nancy Giguère**, conseillère en planification et co-pilote du partenariat Ville de Montréal-Ouranos, Service de l'environnement, Ville de Montréal

**Nathalie Bleau**, coordonnatrice du programme environnement bâti et co-pilote du partenariat Ville de Montréal-Ouranos, Ouranos

#### 1. Mot de bienvenue et objectifs de la réunion (A. Bourque)

Les objectifs de cette rencontre et les points abordés sont les suivants :

- Convenir du fonctionnement du Comité directeur (CD) ;
- Convenir de la structure/cadre de travail ;
- Valider la programmation de l'année 1 ;
- Discuter de la planification de la programmation des années 2 et 3.

#### 2. Tour de table

#### 3. Rappel des éléments essentiels du partenariat (A. Bourque et C. Larrivée)

Tous sont d'accord avec les éléments qui figurent dans le document "*Programmation Ville de Montréal – Ouranos, Adaptation aux changements climatiques, La science en action !*" version juin 2017 (Annexe 1)

- a) Pont entre les efforts de recherche, les besoins d'une ville qui doit faire face au climat changeant et l'application de concepts d'adaptation sur tout le territoire montréalais
- b) Le partage des expertises, la circulation des connaissances et des données
- c) Levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant des projections climatiques jusqu'à l'analyse économique

#### 4. Convenir du fonctionnement du Comité directeur et de la structure de travail (C. Larrivée)

Mission et exigences du CD (Diapos 4 à 7 de l'annexe 2)

**DÉCISION** - Au sujet de la composition du comité directeur, il sera formé de Roger Lachance, Marieke Cloutier, René Roy et Caroline Larrivée (ou de leur remplaçant désigné).

Le comité directeur approuvera les projets développés dans le cadre de l'Entente. Ces projets seront présentés au comité directeur après avoir fait l'objet des différentes évaluations de pertinence, de qualité scientifique et de performance globale, conformément aux règles de gouvernance en vigueur chez Ouranos. Il est aussi convenu que chaque projet approuvé sera appuyé par un comité de suivi.

La tenue des réunions est fixée minimalement à une par année. Toutefois, les membres du comité directeur reconnaissent qu'il faudra possiblement tenir plus de rencontres au début de la mise en œuvre du partenariat. Ainsi, il est convenu qu'une seconde rencontre pourra avoir lieu à l'automne 2017 afin d'approuver les projets de l'année 1 et de discuter de la programmation de l'année 2.

Les livrables de base exigés par Ouranos (diapo 8 de l'annexe 2) sont jugés pertinents et utiles. Toutefois, la Ville de Montréal pourrait en exiger davantage.

**SUIVIS** – MC informera NG et NB des livrables additionnels à inclure dans les propositions.

**DÉCISION** - Les membres présents se sont accordés sur le mode de fonctionnement et la gouvernance telle que présentée.

## 5. Valider les idées de projets pour la programmation de l'année 1 (N. Giguère et N. Bleau)

Quatre idées de projets ont été présentées (diapo 10 de l'annexe 2).

La ville de Montréal et Ouranos conviennent que les projets devront être en lien avec les besoins de la Ville de Montréal et qu'ils devront s'intégrer à la programmation d'Ouranos. Les membres conviennent également que des sources de co-financement seront nécessaires pour la réalisation des projets. Certaines sont mentionnées (diapo 10 de l'annexe 2).

**DÉCISION** - Les membres présents ont approuvé les idées de projets à développer. NG et NB ont l'accord du Comité pour aller de l'avant dans le développement de projets selon les quatre thèmes présentés. À la prochaine rencontre du Comité, automne 2017, les projets seront présentés aux membres pour approbation.

**SUIVIS** – NG consultera différents services et arrondissements pour raffiner les besoins, définir les sites et/ou projets pilotes. NB explorera, sondera parmi les chercheurs du réseau lesquels sont les plus à même de mener à terme les projets proposés. NG et NB rédigeront les appels à proposition qui serviront de base lors des premières discussions avec les chercheurs. NG et NB devront faire une veille pour identifier les opportunités de financement possibles pour la réalisation des projets.

## 6. Planifier les prochaines étapes (N. Giguère et N. Bleau)

Un calendrier des prochaines étapes, dont la planification des années 2 et 3, est présenté à titre indicatif (diapo 11 de l'annexe 2).

**7. Varia**

**8. Prochaine rencontre**

La prochaine rencontre aura lieu à l'automne 2017.

**Fin de la rencontre**

NB et NG

## Annexe 1



**PROGRAMMATION  
VILLE DE MONTREAL-OURANOS  
ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

**La science en action !**

**Juin 2017**

## TABLE DES MATIÈRES

### LE CONTEXTE

- La Ville de Montréal et les changements climatiques

### LE PARTENARIAT

### OURANOS

### LA PROGRAMMATION VILLE DE MONTRÉAL ET OURANOS

- Les besoins de la Ville de Montréal
- Les projets à privilégier
- La stratégie pour l'année 1 et les années 2 et 3
- La programmation 2017-2020

### LES PROCHAINES ÉTAPES

### LE CADRE DE TRAVAIL

## CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est engagée depuis plusieurs années dans la lutte contre les changements climatiques en mettant en œuvre une stratégie en trois volets : mesurer les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire, mettre en place un plan et des mesures afin de réduire ses émissions pour limiter sa contribution aux changements climatiques et se préparer aux nouvelles conditions climatiques dans une démarche d'adaptation lancée en 2015.

Fort de cette volonté, elle a rejoint de nombreuses autres villes afin de poursuivre cette lutte, partager et bénéficier de l'expertise développée partout dans le monde. La Ville de Montréal est membre du *Compact of Mayors*, la plus grande coalition de leaders locaux qui se sont engagés à la réduction et au suivi de l'évolution des émissions de GES et à l'adaptation aux changements climatiques. Elle est aussi membre du réseau des 100 villes résilientes et a récemment rejoint les rangs du C40 *Cities Climate Leadership Group*.

### La Ville de Montréal et l'adaptation aux changements climatiques

Les événements climatiques marquants, tels que des épisodes de chaleur accablante, des pluies abondantes et des orages violents, se sont multipliés au cours des dernières années et bouleversent déjà le quotidien montréalais. On constate l'augmentation des cas de refoulements d'égout et les problèmes de drainage urbain, les étiages sévères, la chaleur accablante, les services plus sollicités en temps d'événements extrêmes, la perte de la biodiversité, l'augmentation du rythme d'usure des infrastructures, etc. et des impacts sont à prévoir autant sur les populations que sur les systèmes socio-économiques, les infrastructures et les milieux naturels.

Se préparer à répondre adéquatement aux impacts des changements climatiques est essentiel pour l'administration de Montréal. Une ville capable de s'adapter est une ville mieux outillée pour préserver ses acquis, solidifier sa structure et son fonctionnement afin d'offrir des services et un environnement sécuritaire pour tous les citoyens. Les villes ont un rôle indéniable à jouer dans la lutte contre les changements climatiques et dans l'adaptation des collectivités face à ces changements. C'est dans les villes que nous pouvons mettre en œuvre des politiques et des innovations qui vont avoir un impact réel, là même où les populations sont concentrées et où les impacts des aléas climatiques sont les plus grands. Ce sont les villes qui sont les plus aptes à mettre en œuvre des projets concrets d'adaptation dans des secteurs comme celui de l'aménagement du territoire ou du transport. La qualité de vie des citoyens et leur sécurité passent par des projets locaux.

Les défis sont néanmoins très grands puisqu'ils impliquent des changements dans les opérations, engendrent des impacts sur les services offerts aux citoyens et peuvent générer des dépenses supplémentaires. Par ailleurs, en matière d'adaptation, il n'existe pas de solution « toute en une ». Nous connaissons les meilleures pratiques mises en place un peu partout dans le monde, encore faut-il les adapter à notre réalité, aux particularités de notre territoire et des gens qui y vivent.

La Ville de Montréal a déjà en place plusieurs plans, stratégies, Politiques et règlements qui répondent aux enjeux de l'adaptation. Aussi, plusieurs initiatives sont déjà menées par les différents Services et les arrondissements de la Ville. Force est de constater que l'ampleur de la tâche afin de mener à bien l'adaptation n'en demeure pas moins très grande :

- Avoir une compréhension plus approfondie des vulnérabilités du territoire et des impacts du climat changeant;
- Développer des outils – pour traduire par exemple, les données scientifiques et les rendre accessibles aux utilisateurs (planificateurs, décideurs, etc.);
- Diffuser l'information;
- Coordonner les actions et impliquer la collectivité;
- Mettre en place des projets de démonstration;
- Impliquer les experts;
- Intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les pratiques de gestion;
- Mesurer les retombées – connaître l'efficacité des mesures, en mesurer les avantages et les coûts, etc.
- Diminuer le fossé entre le savoir et l'application des connaissances dans les processus de planification et de réalisation des projets

## LE PARTENARIAT – La science en action!

La Ville de Montréal joint les membres du consortium Ouranos à titre de membre affilié. Ce nouveau partenariat fait l'objet d'une entente de trois ans qui permet à la Ville de bénéficier d'un accès privilégié aux outils, aux connaissances et au vaste réseau d'experts du consortium en lien avec ces besoins spécifiques.

Le partenariat Ville de Montréal et Ouranos se veut l'adéquation entre les efforts de recherche et les besoins de la collectivité en matière de climatologie régionale et d'adaptation aux changements climatiques. Il sera le pont entre la recherche et l'application, favorisera la circulation des connaissances, des données et le partage des expertises.

Cette collaboration est un levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant des scénarios climatiques jusqu'à l'analyse économique.

## OURANOS – Consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques

Ouranos a été fondé en 2001 par le Gouvernement du Québec, Hydro-Québec, Environnement et changement climatique Canada et quatre universités. Ouranos s'intéresse aux questions relatives à la climatologie régionale et à l'adaptation aux changements climatiques au Québec et ailleurs. Ouranos est axé sur les besoins d'un groupe d'utilisateurs en évolution constante, dont les plus dynamiques sont les membres mêmes du consortium. Grâce au partage des ressources humaines et financières, les membres du consortium accèdent à des connaissances scientifiques essentielles à la prise de décision et à l'adaptation de leurs activités aux changements climatiques (<http://www.ouranos.ca>).

Ouranos a pour mission d'acquérir et développer les connaissances sur les CC, leurs impacts, ainsi que les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales, de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation nationales, régionales et locales. L'organisme a aussi comme vision d'être un pôle d'innovation, entre autres, dans le domaine de l'adaptation aux CC ainsi qu'un lieu de concertation permettant à la société québécoise de mieux s'adapter à l'évolution du climat, et ce, dans une perspective de développement durable.

La structure scientifique d'Ouranos compte trois groupes : deux en Science du climat et un en Vulnérabilités, Impacts et Adaptation (avec 10 programmes). À ces trois groupes s'ajoute un volet Économie.



### Membres réguliers



### Membres affiliés



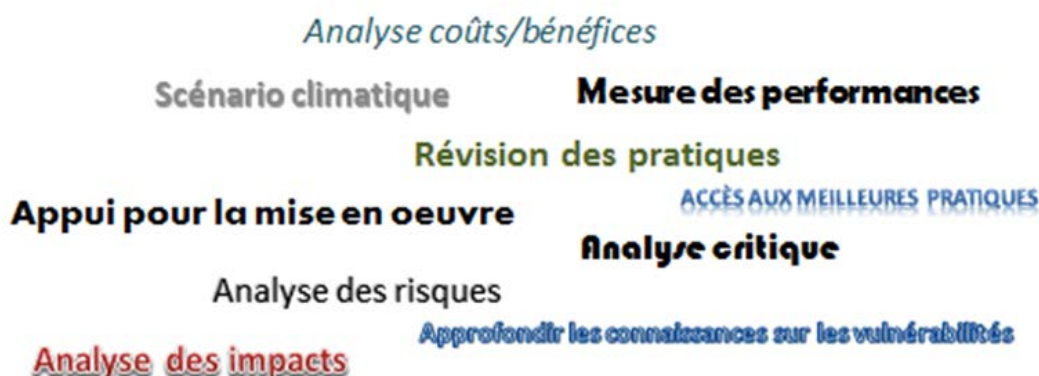


## LA PROGRAMMATION VILLE DE MONTRÉAL ET OURANOS

### Les besoins de la Ville de Montréal

En vue du partenariat, le Service de l'environnement a consulté les services centraux et les arrondissements afin de connaître leurs besoins spécifiques en matière d'expertise relative à l'adaptation aux changements climatiques.

Une multitude de sujets ont été identifiés comme la connaissance des projections pour les différents aléas climatiques et l'évaluation des impacts à l'échelle locale, des analyses économiques liées aux impacts des changements climatiques visant plus précisément les coûts de l'adaptation versus les coûts du statu quo, des analyses coût-avantage de différentes mesures d'adaptation, les opportunités économiques des changements climatiques, etc.



### Les projets à privilégier

Le Service de l'environnement a été mandaté pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels la Ville doit faire face trouvent écho dans des projets novateurs. Pour ce faire, elle s'est basée sur trois critères afin de proposer une programmation la plus complète possible :

1. Bâtir sur les acquis – miser sur les réalisations de la Ville de Montréal et d'Ouranos, de manière à approfondir les connaissances tout en bénéficiant des résultats le plus rapidement possible;
2. Privilégier les projets qui prévoient mettre de l'avant la mise à jour et le développement d'outils d'aide à la décision qui permettront d'identifier, d'analyser de faire le suivi et de mesurer la performance des différentes options d'adaptation afin d'augmenter le niveau de résilience de l'environnement bâti et du milieu urbanisé;
3. Mettre en place des projets pilotes pouvant servir de vitrine pour l'adaptation et être profitables pour le plus de services et d'arrondissements possibles.

### La stratégie de mise en place d'une programmation 2017-2020 répondant le plus efficacement aux besoins exprimés par les divers Services et arrondissements de la Ville de Montréal

#### Année 1 : Mettre en place une structure de travail efficace, obtenir des résultats tangibles à court terme et démontrer que le partenariat a une réelle valeur ajoutée :

- Mettre en place des projets rapidement réalisables ayant des résultats à court terme;
- s'intégrer dans des démarches déjà entreprises qui répondent en tout ou en partie aux besoins de la Ville;
- obtenir des résultats tangibles et mesurables (pour satisfaire les deux parties).

### Année 2 et 3 : Développer et déployer des projets de recherche dont les visées sont à plus long terme :

- démontrer les démarches et les meilleures pratiques en s'inspirant des recherches complétées et en se référant aux méthodologies développées afin de tirer parti plus rapidement de l'expertise. Les moduler aux exigences et aux besoins spécifiques de la Ville de Montréal. À titre d'exemple, voir étude : « Analyser la vulnérabilité sociétale et territoriale aux inondations en milieu urbain dans le contexte des changements climatiques, en prenant comme cas d'étude la Ville de Montréal ». I. Thomas et N. Bleau. dont la méthodologie de recherche a été utilisée, avec quelques modifications, aux analyses de la vulnérabilité contenues dans le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal;
- étude de cas – analyser les pratiques en place (l'objectif de ce type de projet est de mettre en place des mécanismes pour intégrer l'adaptation dans toutes les étapes d'un projet et instaurer des processus de suivi et de mesure des résultats);
- projet pilote sur le terrain – développer une expertise à l'interne et créer une vitrine pour l'adaptation aux changements climatiques.

### LA PROGRAMMATION

Année	2017-2018	2018-2019	2019-2020
<b>Simulations, analyses et scénarios climatiques</b>	1. Services climatiques Révision des projections climatiques en vue de leur utilisation dans la mise en œuvre des stratégies de la Ville de Montréal		
<b>Vulnérabilités et Impacts</b>		5. Études d'impacts	
<b>Adaptation</b> Processus, développement des meilleures pratiques, de l'expertise, transfert des connaissances  Analyses diverses	2. Climat Living Lab  3. Études de cas – projets répondant aux enjeux de l'adaptation aux changements climatiques  4. Cartographie des acteurs de l'adaptation aux changements climatiques pour Montréal	6. Analyses économiques des aménagements de drainage, etc.	8. Développement économique  9. Efficacité des mesures
<b>Projet pilote</b>		7. Suite – Climat Lab (application du processus développé sur de nouveaux projets)	10. Autres idées

## ANNÉE 1

### 1. SERVICES CLIMATIQUES — RÉVISION DES PROJECTIONS CLIMATIQUES EN VUE DE LEUR UTILISATION DANS LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

**Contexte** – Les Services et les arrondissements désirent s'outiller afin de mener à bien leur mandat, maintenir le niveau de performance des infrastructures dont ils sont responsables et offrir des services de qualité aux citoyens. Pour ce, ils réclament des outils afin d'éclairer leur décision dont l'accès à des données précises fournies dans des formats facilement exploitables.

Le consortium Ouranos climat possède une expertise et des outils performants pour fournir des services climatiques.

C'est dans ce cadre que « Le Portrait des changements climatiques pour les zones urbaines du Québec », Logan, T. <https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportLogan2016.pdf>, a été élaboré. Ce rapport vient faire une mise au point des résultats pour le territoire des quatre régions urbaines, dont celle de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Cette étude a été produite afin de fournir des informations plus détaillées sur les tendances observées pour les zones urbaines ciblées.

**Objectif** – offrir un accompagnement et fournir selon les besoins des unités administratives, les données climatiques les plus à jour.

**Résultats attendus** – transfert et valorisation des résultats. Développement d'outils afin de faciliter le transfert des nouvelles données et de favoriser ainsi le passage de la planification vers la mise en œuvre de projets.

#### Quelques projets de la Ville de Montréal qui pourront bénéficier des nouvelles données :

##### Adaptation du parc montréalais de patinoires extérieures aux changements climatiques

Le Service de la diversité sociale et des sports a commandé une étude qui avait pour objectif de dresser un portrait de la situation actuelle des patinoires de la Ville de Montréal, évaluer les meilleures pratiques (tant dans les volets de l'entretien, des opérations que des installations) et d'identifier des stratégies pour répondre aux changements climatiques.

Les projections à jour de la durée des périodes de gel propice au maintien des activités hivernales permettront de confirmer la stratégie qui a été proposée et viendra appuyer la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2026.

##### Projet avec le Service de l'eau (titre précis à déterminer)

Le Service de l'eau a identifié les risques climatiques qui pourraient avoir des impacts sur les infrastructures publiques, dont celui de la fréquence d'occurrence et de l'intensité des événements de surverses (associés à l'apport plus important d'eaux pluviales dans les réseaux). Il mise sur le déploiement de mesures pour assurer la fiabilité des services d'eau, essentiels à la métropole, et la continuité des opérations.

##### Révision des plans particuliers d'intervention (PPI) – à confirmer avec le Service de la Sécurité civile.

Dans le but de mieux préparer la réponse aux catastrophes météorologiques, le Service de la Sécurité civile s'est doté d'outils d'intervention comme les plans particuliers d'intervention (PPI). Dans ce contexte, le Service désire obtenir des projections plus précises dont la fréquence et la sévérité des événements de verglas, des tempêtes violentes, pluies diluviennes, crues printanières, froid intense et chaleur extrême.

#### Projet en développement qui permettra d'obtenir des données précises pour les pluies intenses pour la région de Montréal

##### Évolution des régimes de précipitations en climat futur pour la région de Montréal

Ce projet, mené par Alain Mailhot de l'INRS en collaboration avec Ouranos pour la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau, vise à établir l'évolution des régimes de précipitations en climat futur (horizon 2040-2070 et 2070-2100) pour la grande région de Montréal sur la base des simulations climatiques les plus récentes. Ces données serviront d'assise pour le plan directeur de gestion des eaux usées en y intégrant la variable « changement climatique » dans les modèles de conception.

## Idée de projet

### Vulnérabilité des infrastructures essentielles et changements climatiques

Les infrastructures essentielles (IE) ont été conçues à partir de données climatiques historiques qui sont aujourd'hui remises en cause en raison des changements climatiques, ce qui modifie leur vulnérabilité. L'idée du projet serait de structurer une méthodologie d'évaluation de la vulnérabilité des IE aux changements climatiques (aléas et/ou variables à déterminer) en adaptant et/ou concevant des outils d'analyse (par exemple l'outil d'aide à la décision Domino <http://www.polymtl.ca/centre-risque-performance/domino> <https://goo.gl/SZEuBP>) pour les IE et répondant aux besoins de sécurité civile.

Ce projet aurait, entre autres, comme objectifs :

- a) D'ajouter la couche changements climatiques à un outil d'aide à la décision (sécurité civile) déjà performant;  
Le groupe Scénarios et services climatiques (SSC) d'Ouranos propose de produire des scénarios climatiques spécifiques à chaque variable climatique utilisée dans l'outil d'aide à la décision développé pour les infrastructures essentielles. Ces scénarios seront développés à l'échelle spatiale requise par l'outil (c.à.d. possibilité de le faire à l'échelle des municipalités). La séquence de production de scénarios sera intégrée dans la plateforme logiciel PAVICS d'Ouranos ce qui permettra d'automatiser les procédures et de répéter efficacement l'exercice pour plusieurs endroits.
- b) De permettre, pour SSC d'Ouranos, de développer des méthodes d'évaluation de risques d'occurrences d'événements rares ayant potentiellement des impacts majeurs  
Le risque d'occurrence simultanée d'événements climatiques rares (par exemple chute de neige abondante suivie d'un redoux de plusieurs jours) était, jusqu'à récemment, difficile à quantifier en climat futur à cause du nombre limité de simulations climatiques à fine échelle spatiale. Ouranos a récemment produit un ensemble de 50 simulations climatiques à une résolution de 12 km qui permettra d'évaluer les risques d'occurrence d'événements rares combinés. L'ensemble couvre tout le Québec de 1955 à 2100 et permet de diversifier et de bonifier l'information climatique fournie jusqu'à maintenant aux preneurs de décision.

## 2. CLIMAT LIVING LAB (DÉMARCHE DE LABORATOIRE VIVANT)

**Contexte** – Les changements climatiques en cours nécessitent d'adopter un regard neuf sur le projet urbain, qu'il soit une transformation, une requalification ou la construction d'une partie de la ville ou d'un quartier. Sur un territoire presque urbanisé à plus de 90 %, le projet doit permettre une reconstruction durable de la ville dans la Ville, mais aussi répondre aux enjeux climatiques (conditions actuels et changements projetés) – les inondations récentes nous démontrent d'ailleurs l'urgence d'agir en ce sens.

C'est dans ce contexte qu'il est important d'explorer des approches différentes qui favorisent l'apprentissage, l'innovation et la concertation. Le laboratoire vivant sur le climat (Climat living Lab) permet d'aller plus loin dans la définition des conditions d'émergence et de pratique des activités de conception, de découvrir de nouveaux modèles conceptuels et d'expérimenter des pratiques pour faciliter le décroisement des expertises. En partant des pratiques, des échanges entre acteurs, et des interactions entre eux et le projet urbain à concevoir, le laboratoire vivant sur le climat questionne le pilotage complexe d'un projet urbain et consiste à formaliser des pratiques innovantes dans ce domaine.

**Objectifs** – Création d'un Climat Living lab en adaptation aux CC. Mise en place d'une démarche de cocréation pour la recherche et la mise en œuvre de solutions d'adaptation.

Réunir plusieurs services afin d'analyser sur la base d'un projet bien précis un processus de planification ou explorer tout autre modèle de gestion de projet afin de voir comment l'adaptation aux changements climatiques peut s'intégrer dans les différentes étapes de développement d'un projet.

Des chercheurs de différentes disciplines (administration publique, opérationnalisation du développement durable, gestion de projet, etc.) seraient invités à titre d'observateurs afin d'analyser non seulement toutes les étapes de la démarche, mais pourraient la documenter et ainsi développer un processus qui sera utilisé pour les projets ultérieurs à la Ville de Montréal.

### QU'EST-CE QU'UN LABORATOIRE VIVANT (Living lab)?

Prenant appui sur des principes et une méthodologie spécifiques, un laboratoire vivant est un espace d'innovation ouverte, en contexte réel, et centrée sur les usagers, où un ensemble de partenaires participent conjointement à l'élaboration de services, de produits, d'approches, de pratiques, d'applications, etc. en lien avec l'adaptation aux changements climatiques comme objet d'étude ou comme outil. (Définition librement inspirée de [http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/2\\_3.Carnetdepilotagefinal.pdf](http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/2_3.Carnetdepilotagefinal.pdf))

**Résultats attendus** – Développer un processus collaboratif de planification et de mise en œuvre de projets répondant aux enjeux de l'adaptation aux changements climatiques.

### 3. ÉTUDE DE CAS – PROJETS RÉPONDANT AUX ENJEUX DE L'ADAPTATION AUX CC

**Contexte** – Le tissu urbain montréalais est riche de projets conçus et implantés dans une perspective d'améliorer la qualité des milieux, des services, des infrastructures, de verdissement, etc. Il est primordial de s'inspirer des projets déjà implantés sur le territoire depuis un certain temps afin de valider les concepts et leur efficacité, de documenter les coûts de la mise en place des mesures d'adaptation dans un projet versus les projets traditionnels, les impacts sur les opérations, dont l'entretien, etc.

**Objectif** – poser un regard critique sur les actions, les projets d'aménagement et les pratiques menés sur le territoire afin de voir les impacts engendrés sur notre capacité à s'adapter au climat changeant. En s'inspirant, entre autres, de l'outil « Objectif Climat » développé par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), mettre au point une méthode de suivi-évaluation des projets et en tirer les informations pertinentes.

À titre d'exemples : Quel est l'impact de l'adoption de la réglementation sur les toits verts, sur les normes d'aménagements durables des stationnements? Quels sont les impacts de l'aménagement d'infrastructures vertes dans différents secteurs de la Ville? Peut-on calculer les quantités d'eau de pluie déviées des réseaux? A-t-on mesuré les coûts d'entretien, les impacts opérationnels et budgétaires en arrondissement? Autant d'éléments qui pourraient être analysés afin d'en tirer profit.

On peut penser par exemple qu'il serait pertinent de voir quel est l'impact de l'adoption du Règlement de l'arrondissement Saint-Laurent encadrant l'aménagement des espaces de stationnement axé sur le développement durable (réglementation adoptée en 2012), de mesurer les impacts du projet de l'arrondissement Le Sud-Ouest - Woonerf Saint-Pierre, inspiré d'un concept hollandais, cette ruelle asphaltée a été transformée en un lieu de vie verdoyant.

**Résultats attendus** – se doter d'informations pertinentes afin de développer l'innovation et l'expertise Ville en matière d'adaptation aux changements climatiques.

### 4. CARTOGRAPHIE DES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA RÉSILIENCE POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

**Contexte** – Projet mené par Marie-Christine Therrien, ENAP

L'adoption et la mise en œuvre de réformes découlent le plus souvent de la collaboration d'acteurs en réseau qui transmettent de l'information, échangent des idées et créent un « momentum » pour l'adoption de solutions. Les recherches démontrent que ces réseaux ont un rôle central surtout pour faire face à des problèmes complexes, notamment dans le domaine de l'environnement. Pour être plus efficaces et atteindre leurs objectifs, les organisations ont intérêt à bénéficier d'une analyse nuancée de la condition des réseaux auxquels elles participent.

**Objectifs** – connaître le réseau d'acteurs impliqués dans l'adaptation aux CC et la résilience à l'échelle de la Ville de Montréal, autant dans l'appareil municipal (services et arrondissements) qu'à l'extérieur. Une meilleure connaissance des liens entre les acteurs permettra à la Ville de Montréal de mieux positionner ses actions dans le réseau, de mieux animer les échanges afin qu'ultimement le réseau soit plus efficace à faire progresser l'adaptation et la résilience des communautés montréalaises.

**Résultats attendus** – deux portraits globaux du réseau des acteurs de l'adaptation, un de l'appareil municipal et l'autre de ce qui est à l'extérieur de la Ville, ainsi que le diagnostic des forces et des faiblesses livrées sous forme de cartographie dynamique, complétée par une méthodologie d'utilisation des résultats.



## ANNÉE 2 ET 3

La programmation des années 2 et 3 sera développée une fois que les projets de la première année auront été lancés. Cette phase de programmation sera déployée avec Ouranos, selon les besoins spécifiques des arrondissements et des Services de la Ville de Montréal.

Cette section présente quelques projets qui sont déjà inscrits dans la programmation d'Ouranos ou qui ont été amenés par les unités administratives de la Ville de Montréal afin d'avoir un aperçu de ce qui pourrait être développé dans les années subséquentes du partenariat.

### PROJETS OURANOS

#### En développement

##### **Projet – Seuils de précipitations extrêmes et pertes économiques**

(Sophie Guilbault/Institut de réduction des catastrophes (ICLR) + University Western, ON)

**Objectif** – Établir des seuils de précipitations extrêmes à partir desquels des pertes économiques et assurées importantes sont causées par des inondations urbaines. Comparaison des régions de Montréal et de Toronto.

**Retombées/livrables** – Meilleure compréhension des raisons pour lesquelles les municipalités sont affectées (ou peu ou pas) avec un même seuil.

#### En cours

##### **Projet – Évolution des événements extrêmes résultant des émissions cumulées et de l'apparition de changements abrupts dans le système climatique**

**Objectifs** – Étudier la relation entre les émissions cumulatives de GES et les caractéristiques des événements extrêmes pour les experts et les partenaires d'Ouranos;

Évaluer comment l'apparition de changements climatiques brusques affecte l'évolution et les caractéristiques des événements extrêmes

**Retombées/livrables** – Un catalogue d'événements extrêmes et de changements abrupts pertinents pour les services climatiques et les stratégies d'adaptation et une liste des changements majeurs potentiels dans les événements extrêmes avec l'apparition d'un changement brutal à l'échelle mondiale et au Québec

## 5. ÉTUDE D'IMPACTS

### **Qualité de l'eau brute servant à la production d'eau potable**

Quelques projets dont celui de Dorner et al. ont été réalisés.

[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheDorner2014\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheDorner2014_FR.pdf)

### **Température à l'intérieur de certains logements situés dans des zones d'îlots de chaleur**

Projet en démarrage : Température intérieure des logements en Montérégie : Mieux comprendre pour mieux intervenir.

[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheTardif2016\\_Fr.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheTardif2016_Fr.pdf)

## 6. ANALYSE ÉCONOMIQUES DES AMÉNAGEMENTS DE DRAINAGE, ETC.

**Contexte** – En matière d'adaptation aux changements climatiques, les analyses économiques sont utilisées pour identifier les approches, mesures ou stratégies d'adaptation qui sont les plus bénéfiques économiquement. Ces analyses permettent de comparer les mesures d'adaptation entre elles, mais également face à un scénario de référence (sans adaptation), elle permet à la fois d'établir le coût des impacts des changements climatiques en l'absence d'adaptation (« coût de l'inaction ») de même que de guider la prise de décision vers la ou les mesures d'adaptation qui génèrent globalement le plus de gains pour la société.

L'analyse coût-avantage (ACA) est à la fois un outil d'évaluation, de planification et de prise de décision en matière d'adaptation aux changements climatiques. Elle vise à répondre aux questions suivantes : Quels sont les coûts des changements climatiques pour la problématique et la zone d'intérêt? Est-il avantageux économiquement d'intervenir? Quelles sont les mesures d'adaptation qui nous en « donnent plus pour notre argent collectif »? À quel moment est-il le plus optimal de s'adapter?

**Objectifs** – Montrer que les investissements prévus auront pour effet d'améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficience du service à travers par exemple : la réduction des quantités (en m<sup>3</sup>/an) prélevées à des sources; la continuité du service (fréquence et durée des interruptions); le volume de charge polluante éliminée; l'évaluation des externalités positives (protection de la santé humaine et la sauvegarde des espèces vivantes), etc.

**Résultats attendus** – Analyse des résultats qui permettent de déterminer la solution la plus avantageuse économiquement pour l'ensemble de la société relativement au projet.

## 7. SUITE – CLIMAT LIVING LAB (DÉMARCHE DE LABORATOIRE VIVANT)

Application du processus développé sur un projet d'aménagement ou sur des pratiques.

## 8. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

**Contexte** – Les changements climatiques ont des impacts considérables sur l'activité économique. En ce sens, la Ville aimerait avoir une vision d'ensemble sur les risques et les opportunités afin de pouvoir identifier par la suite des mesures et programmes lui permettant d'un côté de limiter l'impact de ces changements climatiques, mais aussi, de bénéficier de ses opportunités et d'être avant-gardiste dans certains secteurs clés.

**Projets potentiels** – connaître les impacts (et les opportunités) sur :

- les entreprises et le secteur privé;
- les secteurs d'activité existants (positionnement économique) et potentiels (opportunités) (ex la logistique, le manufacturier, etc.);
- le transport des personnes et des marchandises;
- les infrastructures urbaines et l'aménagement du territoire.

## 9. EFFICACITÉ DES MESURES

**Contexte** – Les méthodologies de suivi et d'évaluations de l'efficacité de solutions d'adaptation aux changements climatiques comportent de nombreux défis, telle l'échelle de temps des retombées; le manque d'indicateurs et de critères pour évaluer le succès des solutions d'adaptation mise en place ou leurs faiblesses (clarté, pertinence); la nature spécifique et contextuelle des solutions, etc. Travailler avec un éventail d'indicateurs permettra de surmonter les défis en mettant en place une approche selon des principes complémentaires, qui donne lieu à l'évaluation de la performance des solutions d'adaptation.

**Projet potentiel : Toit vert de l'Édifice Prince** – projet d'aménagement du plus grand toit vert à Montréal mené par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et le Service de la gestion et planification immobilière. Le projet se veut un laboratoire sur la biodiversité, l'impact qu'un toit vert extensif peut avoir, etc. Il est réalisé dans le cadre de la Mission de collaboration entre experts de la Ville de Paris et Montréal.

**Échéancier** — Appel d'offres juin 2017, première phase de travaux automne 2017 et fin des travaux été 2018.

**Objectif** — Mettre au point une méthodologie de suivi, mesure et analyse de divers paramètres dont les résultats permettront de bonifier les pratiques et les normes, etc.

## 10. AUTRES IDÉES

**Développer une cartographie interactive des zones propices à l'implantation de mesures afin de minimiser les impacts déjà ressentis des aléas climatiques**

- Développer un outil afin de visualiser les données compilées dans le cadre du plan d'adaptation aux changements climatiques.
- Mettre en place une plateforme conviviale de partage de données géographiques au sein de la Ville. Se référer au projet de la Ville de New York (<http://cuspmmap.org/NYC/>).

**Adaptation et résilience des zones industrielles et secteurs d'emplois aux changements climatiques : îlots de chaleur urbains, gestion/rétentions des eaux de ruissellement, aménagements « durables »**

**Contexte** – Sur le territoire de l'agglomération de Montréal, les grands secteurs d'emplois, zones et parcs industriels sont fortement minéralisés et constituent, le plus souvent, de vastes îlots de chaleur urbains. Lors d'épisodes de fortes précipitations, lesquelles ont tendance à se produire plus souvent, le ruissellement des eaux en provenance de ces vastes espaces minéralisés est source de pressions extrêmes sur les réseaux d'infrastructures municipales.

Le Service du développement économique (SDÉ) a entrepris des démarches d'analyse et de réflexion sur l'avenir de ces espaces industriels et leur redynamisation à moyen et long terme. Une approche intégrée de développement et d'aménagement durable de ces derniers, notamment la planification et la réalisation de projets pilotes d'écoparcs industriels, apparaît une voie à privilégier pour l'avenir. En outre, le plan de développement de la zone industrialo-portuaire de Montréal devra être conçu et mis en œuvre selon les principes du développement durable et la protection et la mise en valeur des espaces naturels.

**Objectif** — Utiliser les leviers de l'adaptation et de la résilience pour requalifier les zones industrielles et les secteurs d'emplois.

Plus spécifiquement, le SDÉ souhaiterait :

- documenter les cas les plus probants d'aménagement d'écoparcs industriels dans le monde (étalement des meilleures pratiques);
- une analyse coûts/bénéfices sur la base des grilles de critères d'évaluation qui ont été utilisées pour justifier les choix de ce type d'aménagement pour les cas étudiés (aspects financiers, les retombées économiques et fiscales et bénéfices directs et indirects sur la santé, la qualité de vie, les effets de résilience quant aux infrastructures municipales);
- obtenir une analyse comparative des différents modèles de gouvernance, des stratégies de financement de tels écoparcs industriels et des stratégies immobilières qui ont présidé à leur réalisation : rôle des pouvoirs publics (municipaux, gouvernementaux) et des acteurs privés ou institutionnels dans le partage du financement de ces projets exemplaires.

**Corrélation entre les événements récents (inondations) et la mise en œuvre du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération montréalaise (PACCAM)**

- Profiter des préoccupations soulevées par les récentes inondations, afin de dresser une corrélation entre l'existence d'outils et la mise en place de mesures d'adaptation sur le territoire.
- Explorer les facteurs de succès et d'échecs afin de mieux comprendre les processus et la dynamique municipale en matière de réponse aux enjeux climatiques et plus particulièrement ceux reliés à notre capacité à se préparer ou faire face aux aléas climatiques<sup>1</sup>.
- S'inspirer d'exemples réels – comme celui du projet de rehaussement du boulevard Lalande et voir quels ont été les facteurs déterminants qui ont mené à la non-réalisation du projet.  
[http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS\\_PERM\\_V2\\_FR/MEDIA/DOCUMENTS/P-RCG13-018-PRES\\_20140523.PDF](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/P-RCG13-018-PRES_20140523.PDF)

<sup>1</sup> L'aléa climatique est la manifestation du changement ou des fluctuations climatiques à laquelle les populations et les systèmes sont exposés. L'aléa peut se manifester soudainement (précipitations violentes), progressivement (lent déclin des précipitations annuelles), de façon intermittente (tempêtes, inondations, sécheresses) ou à long terme (élévation du niveau des mers, changement permanent des régimes climatiques). L'aléa peut également être isolé et catastrophique (rupture des berges d'un lac glaciaire, perte de terres par une érosion liée à une catastrophe).



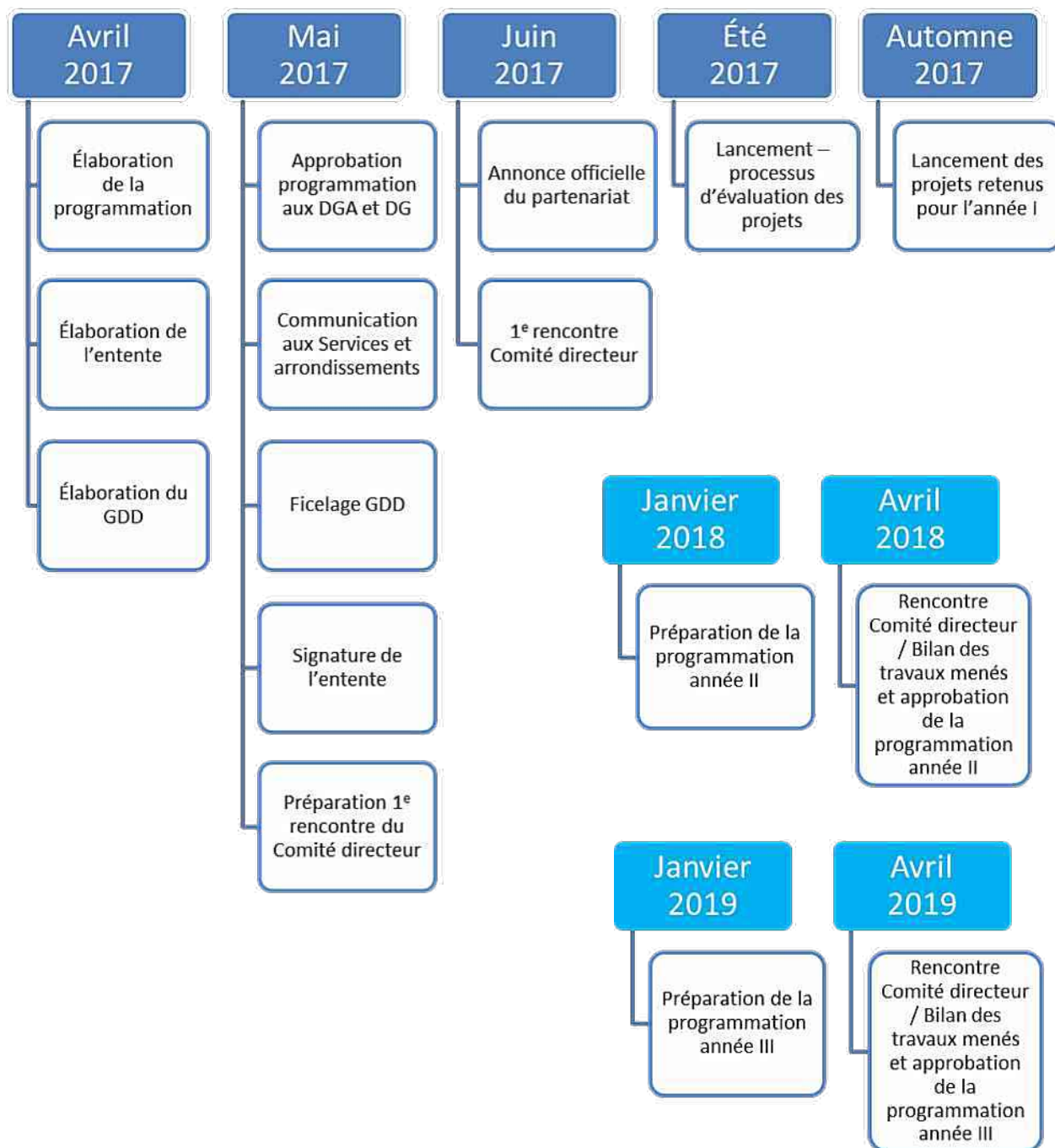
**Appel d'expérimentation**

Expérimentations de solutions innovantes – mettre à contribution le Service du développement économique et le bureau de design, etc. afin de susciter l'innovation en matière d'adaptation aux CC

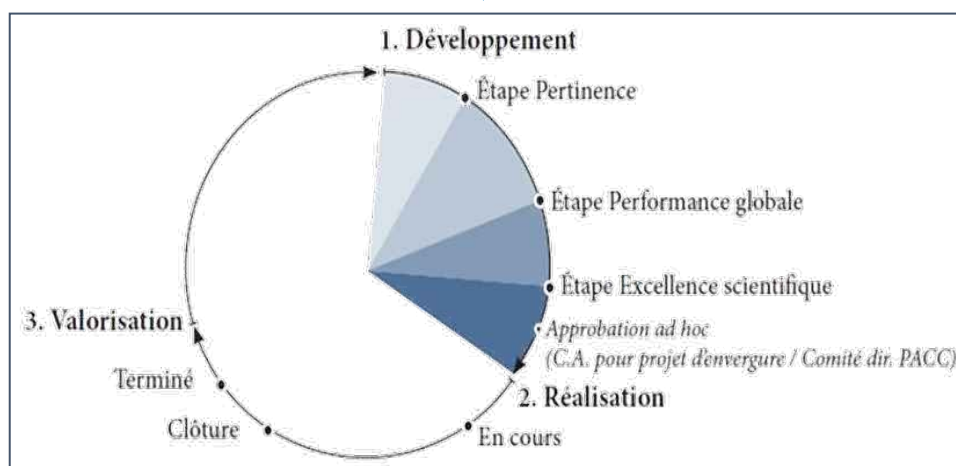
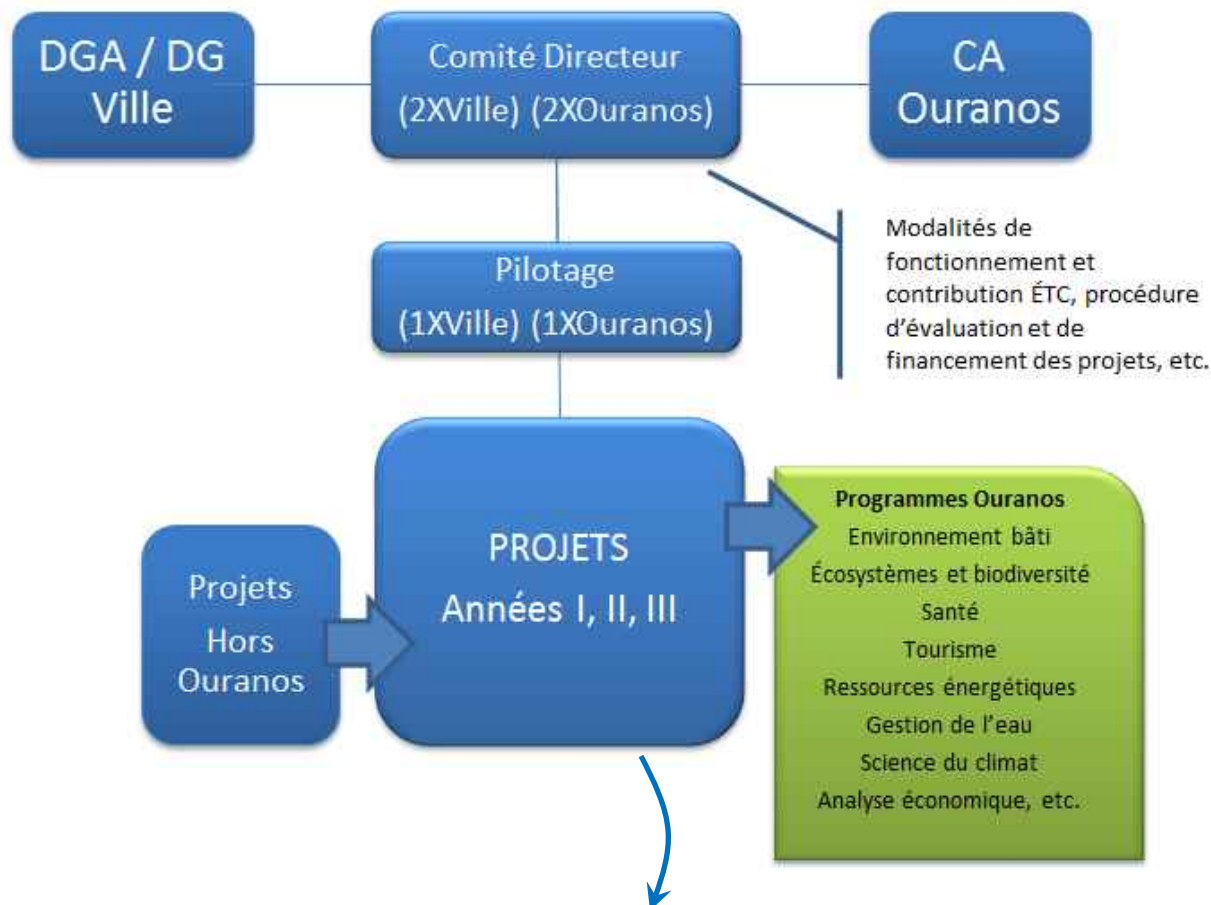
À titre d'exemple : Association de la Ville de Paris avec Paris et Co Urban Lab. Soucieuse de faire émerger des projets innovants, capables d'apporter des réponses concrètes à ces enjeux, la ville de Paris s'associe à Paris & Co pour lancer un appel à expérimentations sur l'adaptation au changement climatique, en partenariat avec l'ADEME, l'Agence Parisienne du Climat, Eau de Paris et le réseau 100 Resilient Cities. <https://expe.parisandco.com/projet/214>

Cet appel à expérimentations a pour but de faire émerger des projets innovants, capables d'apporter des réponses concrètes sur quatre grandes thématiques relevées de la Stratégie d'adaptation aux changements climatiques de la Ville de Paris : le rafraîchissement, l'économie des ressources en eau, le renforcement du lien social et la modularité des espaces et des modes de vie. Pour les porteurs de projet, c'est une opportunité de tester leurs solutions ainsi que leurs modèles économiques à l'échelle de la ville. Les projets retenus pourront être éligibles, au Fonds Paris Innovation Amorçage, créé par la ville de Paris et BPI France. [http://expe.parisregionlab.com/projets/all?field\\_type\\_projet\\_value=Appel](http://expe.parisregionlab.com/projets/all?field_type_projet_value=Appel)

## LES PROCHAINES ÉTAPES



## LE CADRE DE TRAVAIL



## Partenariat Ville de Montréal et Ouranos

**La science en action !**

1<sup>re</sup> réunion du comité directeur

4 juillet 2017

Montréal  

### Ordre du jour et objectifs de la rencontre

- Mot de bienvenue et objectifs de la réunion
- Tour de table
- Convenir du fonctionnement du Comité directeur et de la structure de travail
- Valider les idées de projets pour la programmation de l'année 1
- Planifier les prochaines étapes
- Varia

2

Montréal  

## Le partenariat

- Pont entre les efforts de recherche, les besoins d'une ville qui doit faire face au climat changeant et l'application de concepts d'adaptation sur tout le territoire montréalais
- Le partage des expertises, la circulation des connaissances et des données
- Levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant des projections climatiques jusqu'à l'analyse économique

3

Montréal  

## Le comité directeur

### Mission

- Veiller à ce que les sommes versées par la Ville de Montréal soient utilisées aux fins prévues à l'Entente;
- Identifier et approuver les projets de collaboration et de définir les contributions de la Ville pour l'année suivante en fonction des ressources disponibles;
- Établir le bilan des projets de collaboration et des contributions de la Ville pour l'année écoulée;
- Assurer la reddition de comptes jugée nécessaire.

4

Montréal  

## Le comité directeur

### Exigences

Les Parties s'engagent à former un comité directeur (CD) composé au moins de quatre membres :

- a) deux représentants désignés par Ouranos;
- b) deux représentants désignés par l'Adhérent.

Le CD peut s'adjoindre, au besoin, tout collaborateur ou expert qu'il juge compétent pour assister à ses réunions.

Le CD détermine ses règles de fonctionnement.

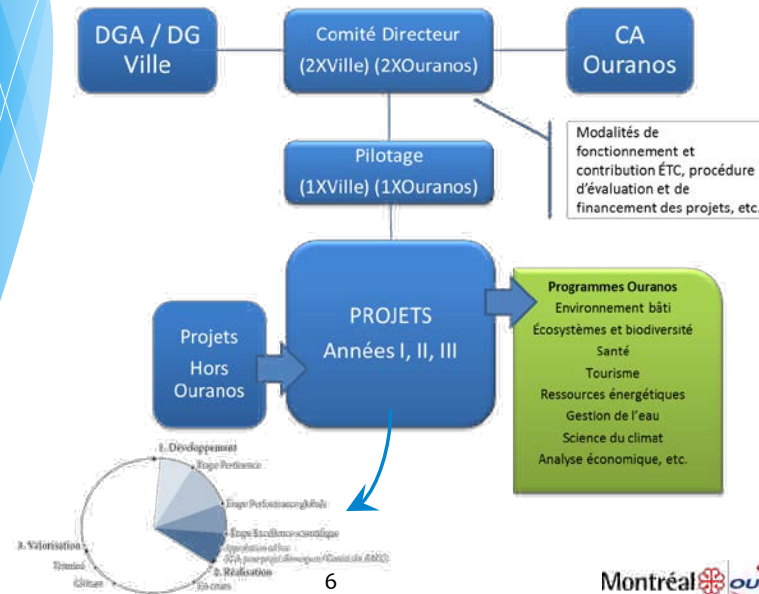
Dans les 60 jours qui suivent le début d'une année civile, le CD se réunit afin d'identifier les contributions de l'Adhérent ainsi que les projets de collaboration pour l'année suivante.

Le CD se réunira pour présenter le bilan officiel des contributions de l'Adhérent et des projets de collaboration pour l'année écoulée.

Minimalement une réunion par année (Possiblement + pour la 1<sup>ère</sup>)

5

## La structure de travail



6

## Processus d'élaboration, de financement et d'évaluation

Sans appel à projet,  
appel fermé ou ouvert ?

Source(s) de cofinancement \*\*\*

**Proposition brève :**  
Co-rédaction par collaborateurs \*\*\*

**Proposition brève :**

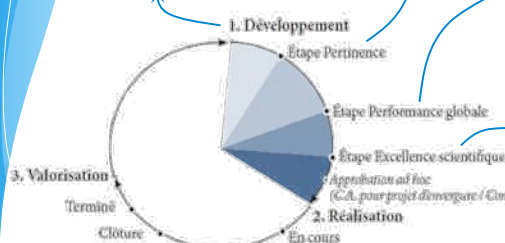
Évaluation par un ou des comités de programme  
Ouranos selon les thèmes abordés dans le projet

**Proposition détaillée :**  
Co-rédaction par collaborateurs \*\*\*

**Proposition détaillée :**  
Évaluation par la Direction d'Ouranos  
➢ Satisfaire aux exigences de pertinence  
➢ Excellence opérationnelle  
➢ Optimisation des ressources  
➢ Atteinte des cibles du Plan d'affaires  
➢ Atteinte des objectifs du Plan de  
déploiement

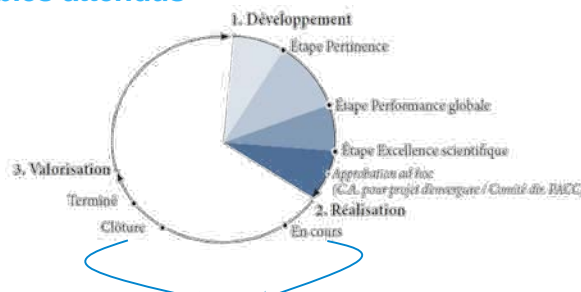
**Proposition détaillée :**  
Évaluation par des évaluateurs  
scientifiques.

**Proposition détaillée révisée finale :**  
Co-rédaction par collaborateurs \*\*\*  
Phase de négociation de l'entente  
Mise en place du comité de suivi \*\*\*



\*\*\* Étapes où la Ville de Montréal pourrait être impliquée

## Livrables attendus



Livrables	Format	Échéancier
Compte-rendu du comité de suivi	1-2 pages incluant les minutes des rencontres	Dans le mois suivant les rencontres
Fiche projet en cours	Canevas (mise en page par Ouranos)	Lancement du projet
Fiche projet terminé	Canevas (mise en page par Ouranos)	Lors de la remise du rapport final
Rapport d'étape	Canevas (transmis ultérieurement)	En fonction des modalités de paiement
Rapport final	Canevas (transmis ultérieurement)	À la fin du projet
Tous les autres livrables du projet	Documents pertinents associés au projet (présentation, articles, guide, etc.)	À la fin du projet
Présentation chez Ouranos	Présentation de 45 min dans le cadre d'un séminaire interne	À déterminer au courant du projet

Autres ???  
Attentes de la Ville ?



## Vers une programmation

- Les besoins de la Ville - appel aux 17 Services, 19 arrondissements et Villes liées
- Les projets à privilégier
- La stratégie de mise en place de la programmation
- L'intégration de la programmation dans les activités d'Ouranos

9

## La programmation de l'année 1

Services climatiques	Climat Living Lab	Études de cas	Cartographie des acteurs
Révision des projections climatiques	Démarche de laboratoire vivant	Projets répondant aux enjeux de l'adaptation aux CC	Projets répondant à l'adaptation aux CC et la résilience pour la Ville de Montréal

- *Liens avec les besoins de la Ville*
- *Intégration dans la programmation "Ouranossienne"*
- *Possibles sources de financement (exemples)*
  - FCM => Programme Municipalités pour l'innovation climatique (MIC); Programme de gestion des actifs municipaux (GAM)
  - Le programme ÉcoPerformance
  - Le programme Technoclimat
  - Programmes qui sont adressés à des OSBL avec lesquels la ville doit s'allier
  - Subvention et/ou bourse avec la Francophonie
  - Appel de RNCAN
  - Grands organismes de recherche => CRSH, CRSNG
  - ....

10



## Planification de la programmation pour les années 2 et 3



11

## Varia

12

## Merci de votre attention !

Nancy GIGUÈRE

[nancygiguere@ville.montreal.qc.ca](mailto:nancygiguere@ville.montreal.qc.ca)

Nathalie BLEAU

[bleau.nathalie@ouranos.ca](mailto:bleau.nathalie@ouranos.ca)

13

<

## COMTE RENDU

### 2ème réunion Comité directeur Partenariat Ville de Montréal-Ouranos La science en action !

Le 16 mars 2018, 10h00 à 12h00,  
Ouranos, 550 rue Sherbrooke Ouest, Tour ouest, 19<sup>e</sup> étage, Montréal - salle B

#### Sont présents :

##### Ville de Montréal :

**Roger Lachance**, Directeur, Service de l'environnement

**Marieke Cloutier**, chef de division, Planification et suivi environnemental, Service de l'environnement

**Sébastien Wagner**, chef d'équipe - CC et projets spéciaux, Service de l'environnement

**Nancy Giguère**, conseillère en planification, Service de l'environnement et co-pilote du partenariat

##### Ouranos :

**Alain Bourque**, directeur général

**Caroline Larrivée**, directrice (p.i.) de la programmation scientifique et chef du programme Vulnérabilité, impacts et adaptation

**Nathalie Bleau**, coordonnatrice du programme environnement bâti et co-pilote du partenariat

---

#### 1. Mot de bienvenue et objectifs de la réunion (A. Bourque, N. Bleau et N. Giguère)

Les objectifs de cette rencontre et les points abordés sont les suivants :

- Présenter et discuter du bilan des 8 premiers mois du partenariat
- Présenter et discuter des prochaines étapes
- Programmes et projets d'intérêt
- Autres activités d'intérêt

Voir l'annexe 1 – présentation ppt

#### 2. Bilan des 8 premiers mois du partenariat (N. Bleau et N. Giguère)

##### • RAPPEL DES OBJECTIFS DU PARTENARIAT

- Pont entre les efforts de recherche, les besoins d'une ville qui doit faire face au climat changeant et l'application de concepts d'adaptation sur tout le territoire montréalais
- Le partage des expertises, la circulation des connaissances et des données
- Levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant des projections climatiques jusqu'à l'analyse économique

##### • LES PROJETS EN COURS

###### ○ *Services climatiques*

Offrir selon les besoins des services et des arrondissements, de l'information climatique intelligible, accessible et la plus précise possible en vue de son utilisation dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation de la Ville de Montréal. Lorsque les demandes seront plus complexes, l'équipe des Scénarios et services climatiques d'Ouranos prendra le relais mais le Service de l'environnement demeura toujours la porte d'entrée.

À ce jour :

- Préparation d'outils :

- ◇ Formulaire de requête pour recueillir les demandes  
Pilote en cours avec une demande du Service des grands parcs
- ◇ Fiches, résumant les projections climatiques (tiré du rapport Logan 2016), qui seront diffusées aux différents services de la Ville les invitant à profiter de ce service pour les aider dans leurs mandats
- ◇ Serveur FTP
  - Portrait des CC pour les zones urbaines du Québec Mars 2016
  - Guide sur les scénarios climatiques\_2016.pdf
  - Fiches pour ingénieurs 1@7.pdf
  - Vulnérabilité et adaptation des immeubles aux cc\_msss\_2017.pdf
  - Inventaire des ressources en adaptation (xls)
- ◇ Un site web Ouranos prévu pour le printemps 2018 - une douzaine de variables climatiques seront disponibles.

Par exemple, tableau où les changements projetés pour la région seront compilés pour tous les indices climatiques, par saison, pour les deux horizons futurs 2050 et 2080, et les scénarios d'émission de GES.

SUIVI – NG fera le **suivi des demandes**. NB se renseignera auprès du responsable informatique à Ouranos à savoir s'il est possible de faire le **comptage des téléchargements** des documents sur le site ftp. Si cela est possible, un rapport sera rendu à chaque rencontre du comité directeur.

- *Cartographie des acteurs*

Dresser le portrait du réseau d'acteurs qui contribuent, de façons diverses, à l'adaptation aux changements climatiques et au développement de la résilience sur le territoire de l'île de Montréal.

À ce jour :

- L'équipe de chercheurs de la professeure Therrien (ENAP) a identifié les membres de ce réseau informel à l'aide d'une série d'entrevues et d'un questionnaire. Elles ont pu cartographier non seulement les acteurs mais également identifier la nature des liens entre les acteurs, les forces et faiblesses du réseau en matière de coordination, ainsi que sa structure.
- Présentation des résultats aux bureaux du DD, de la résilience et au Service de l'environnement de la Ville de Montréal
- Rédaction du rapport de la première partie du projet (réalisation de la cartographie des acteurs)

Prochaines étapes :

- Rencontre chercheurs - acteurs du réseau (22 mars et 5 avril) pour la présentation des résultats et des discussions autour des suites souhaitées et possibles.
- Dépôt du rapport final.
- Envisager différentes suites éventuelles à cette cartographie. Par exemple :
  - ◇ Que peut-on faire avec cet outil ? Comment en tirer profit ?
  - ◇ Peut-on tirer de l'information afin de mieux cibler et prioriser les actions, ou le cas échéant de proposer des programmes ou des politiques qui viendront bonifier ce se fait déjà en matière d'adaptation climatique.
  - ◇ Comment tirer profit des forces du réseau, créer des alliances, s'en servir comme un levier pour consolider nos efforts

- ◇ Comment bien expliquer cette cartographie et garder l'outil vivant et utile pour les acteurs?
- ◇ Comment concilier résilience et adaptation ? – nécessité de ne pas créer d'autres silos.
- ◇ Comment ajouter/impliquer les acteurs du volet « économie » qui ne semblent pas présents dans le réseau ?

SUIVI –NB se renseignera auprès de la professeure Therrien sur les façons de bien faire ressortir la **valeur ajoutée** de cette cartographie

○ *Climat Living Lab (CLL)*

Intégrer les enjeux d'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification, de conception et de développement d'un projet d'aménagement.

À ce jour :

- Appel conférence (27 fév.) avec les membres du CD pour discuter et s'entendre sur certains points du *CLL* :
  - ◇ Financement du projet
  - ◇ Durée
  - ◇ Calendrier de l'appel à manifestation d'intérêt
  - ◇ Évaluation des propositions reçues

Prochaines étapes :

- Rencontre avec les 7 équipes identifiées, cette première étape du processus, nous permettra de présenter l'idée du *CLL* et d'inviter les équipes à déposer une proposition.
- Analyse des propositions
- Choix de l'équipe - (en proposant d'y inclure un stage MITACS à titre de levier financier pour développer une proposition détaillée (proposer des phases pour obtenir plusieurs livrables), recherche de financement, etc.
- 2<sup>ème</sup> rencontre avec l'arrondissement - Direction générale et bureau de la mairesse afin d'obtenir un accord officiel. Si le terrain des Sœurs Ste-Anne:
  - ◇ Voir à impliquer d'autres partenaires dont le Service des grands parcs, puisque l'arrondissement désire que le parc obtienne le statut de grand parc urbain, etc.
- Aussi, une consultation publique est prévue pour l'automne 2018
- Préparer un argumentaire quant au choix de ce site par rapport à d'autres projets en développement sur l'île de Montréal (gérer les attentes et les nombreux besoins)

**Point d'information :**

Une rencontre a eu lieu le 1<sup>er</sup> mai avec la mairesse de Lachine, Maja Vodanovic et son attaché politique, Daniel Bouchard.

Deux options :

- 1) Le site des Sœurs Ste-Anne Dans ce cas, il faudra cheminer avec les responsables de congrégation et divers organismes (ex. GRAME et GRT).
- 2) Le site de Lachine-Est. Site de plus de 60 hectare (Blue Bonnets en fait une 40<sup>aine</sup>) qui pourrait à requalifier et à développer. La totalité ou une partie du site pourrait servir au *CLL*.

Si Lachine est retenue il faudra choisir quel site, en informer les élus et rencontrer l'administration.

SUIVI – Peu importe le terrain choisi pour le CLL, NB et NG présenteront, à la prochaine rencontre du CD, un **calendrier provisoire indiquant des moments clés**

du développement du CLL, pour s'assurer que le projet demeure cohérent et pertinent avec le développement du site.

SUIVI – Au-delà des livrables habituellement réalisés lors des projets Ouranos (rapport final, présentations, fiches projet (en cours et terminées)), MC et NG proposeront des **livrables particuliers**, par exemple, un format standard de communication (one/two pager, liste de messages-clés, image/cartographie, etc.), à déterminer, dédié aux élus.

NG et NB profiteront de l'appel conférence de juin pour **proposer l'équipe à retenir**.

Tout au long du CLL une attention particulière devra être portée à l'importance de bien coordonner les communications et de s'entendre sur les messages à véhiculer.

○ *Études de cas*

Poser un regard et une analyse critique sur les actions, les projets, les pratiques menés sur le territoire en matière d'adaptation afin d'en mesurer les réels impacts, de bonifier les mesures à mettre en place, de proposer et d'apporter de nouvelles solutions.

À ce jour :

- Liste de projets potentiels, par exemple: cas de la mise en place d'une réglementation sur les toits vert/blancs Rosemont - impact de cette réglementation sur le territoire, sur la gestion en arrondissement (développement de l'expertise dans ce volet)

Prochaines étapes :

- Choix des cas
- Choix d'un chercheur pour réaliser ce projet

SUIVI –NG et NB s'assureront du **développement et démarrage** de ce projet.

### 3. Prochaines étapes (N. Bleau et N. Giguère)

#### 3.1. LES PROJETS À VENIR (en discussion)

○ *Suivi environnemental d'un toit vert*

Outils la Ville – préciser la position de la Ville face à l'aménagement des toits végétalisés et outiller les Services, arrondissements et Villes liées à faire des choix éclairés pour mettre en place des outils (réglementaires, d'implantation, etc.).

Profiter du projet d'aménagement du plus grand toit vert à Montréal, le toit de l'Édifice Charland, mené par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et le Service de la gestion et planification immobilière. Il est réalisé dans le cadre de la Mission de collaboration entre experts de la Ville de Paris et Montréal. Est aussi impliqués le Service de l'eau.

Le projet se veut un laboratoire sur la biodiversité et un magnifique prétexte pour mettre en place une méthodologie de suivi de paramètres relatif à la biodiversité urbaine et aux impacts des toits verts.

À ce jour :

- Plusieurs rencontres menées pour définir les besoins des Services concernés

Prochaines étapes :

- Faire une revue de littérature visant à établir l'état des connaissances et l'avancement de la recherche en matière de toits verts en milieu urbain.

- Rassembler l'information pour aider la Ville et plus spécifiquement les Services concernés à confirmer ou infirmer les a priori par rapport aux toits végétalisés et fournir aux différentes unités administratives de la Ville des données précises sur la performance « réelle » de cette mesure d'adaptation.
  - Mettre en place un protocole de suivi environnemental pour ce toit vert - le comparer aussi avec d'autres déjà aménagés sur le territoire, etc.
- *Développement d'un argumentaire économique relativement à l'adaptation aux CC*  
 Dans le cadre de sa stratégie de développement économique 2018-2022, le Service du développement économique (SDE) souhaite développer une expertise sur la requalification des anciennes zones industrielles de Montréal par l'aménagement et le développement "d'éco-parcs" industriels, de zones industrielles exemplaires, plus résilients face aux changements climatiques
- À ce jour :
- Une première phase du projet a été complétée avec l'organisme Vivre en ville - analyse de cas probants d'éco-parcs
  - Première rencontre exploratoire tenue avec l'économiste d'Ouranos, la SDE, et l'économiste du Service de la mise en Valeur du territoire de la Ville de Montréal
- Prochaines étapes :
- Le SDE souhaite se doter d'une méthodologie et d'outils d'analyses coûts-bénéfices qui seraient utiles à la planification stratégique et au réaménagement de secteurs clés dont celui de l'Assomption Sud (qui fera l'objet d'une consultation publique à l'automne 2018) et voir comment y intégrer les enjeux climatiques dans les analyses.
  - Définir un cadre d'analyse, mettre en place l'équipe de travail (collaborateurs Ville) - soit l'arrondissement concernée, le Service de l'eau, etc.
- *Autres*
- *Poursuivre le développement des projets énumérés*
  - *Poursuivre la recherche de financement pour le **Projet Vulnérabilité des infrastructures essentielles*** - demande déposée à RNCan n'a pas été acceptée
  - *Préparer la programmation de l'année 2* - en revisitant les besoins des Services, arrondissements et Villes liées, en étant à l'affût des opportunités - de financement (nouveaux programmes, etc.), des événements climatiques (qui ne sont pas souhaitées mais qui sont de magnifiques leviers pour susciter l'intérêt et lancer des projets), etc.
  - *Réfléchir à une stratégie de communication*
    - ◇ Préciser les objectifs, les messages et les actions possibles en matière de communication du partenariat Ville/Ouranos
    - ◇ Monter un argumentaire en faveur de la co-construction et du partage d'expertise
    - ◇ Insister sur les retombées, par exemple en mentionnant que travailler avec les universitaires implique de travailler avec des étudiants qui seront éventuellement de futurs employés de la Ville déjà sensibilisés aux enjeux urbains relatifs aux CC.

SUIVI –NG et MC proposeront des messages clés concernant le dossier des CC qui pourront être répétés par la Ville et par Ouranos lors de rencontres avec les élus par exemple

SUIVI – NG et MC planifiera une rencontre avec des élus de la Ville pour expliquer d'où l'entente est née, ce qui a été fait à ce jour, les résultats et retombées attendus

- *Travail à l'interne (ville de Montréal) sur les perceptions de ce qu'est le partenariat:*
  - ◇ Briser certaines perceptions Ville - donneur d'ouvrage en relation avec un consultant vs Ville collaboratrice, faisant équipe avec des chercheurs
  - ◇ Sur les grandes étapes de développement d'un projet
  - ◇ Le temps requis pour bien définir des besoins Ville, d'un Service, sur l'idéation (définition du projet),
  - ◇ Les différentes approches auprès de chercheurs
  - ◇ Collaboration avec les chercheurs (importance de développer une expertise interne est aussi importante)
  - ◇ Financement des projets

Tout au long du partenariat une attention particulière devra être portée à l'importance de bien coordonner les échanges avec différents intervenants de la Ville, et de développer le réflexe de diriger les demandes relatives aux CC vers le Service de l'environnement de la Ville, responsable pour ce partenariat.

#### 4. Programmes et projets d'intérêt (C. Larrivée)

- *Projet "Réduire la vulnérabilité aux inondations et à l'érosion associées aux changements climatiques pour des communautés riveraines du tronçon fluvial du Saint-Laurent"* [https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBlondlotHuard2017\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBlondlotHuard2017_FR.pdf)
- Dans le cadre du Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations : vers une société québécoise plus résiliente aux catastrophes, le gouvernement québécois a mandaté Ouranos pour réaliser des études exhaustives des crues historiques ainsi que des simulations, des scénarios et des analyses climatiques permettant de considérer les incidences des changements climatiques. <https://www.ouranos.ca/gouvernement-quebec-devoile-plan-daction-relatif-aux-inondations/>
- *Vulnérabilités des ports du St-Laurent aux changements climatiques* (Université de Montréal) : fiche en cours de rédaction
- *Bilan hydrologique des rivières Saint-Charles et Montmorency dans un contexte de changements climatiques* (Ouranos, Université de Montréal, CMQ, MDDELCC) [https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheRondeau2016\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheRondeau2016_FR.pdf) <https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportRondeau2016-Fr.pdf>
- *Évaluation de l'agriculture urbaine comme infrastructure verte de résilience individuelle et collective face aux changements climatiques et sociaux*, (UQAM, Portland State University) [https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheDuchemin2016\\_fr.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheDuchemin2016_fr.pdf)
- *Atlas interactif de la vulnérabilité de la population québécoise aux aléas climatiques à l'intention des acteurs locaux et régionaux* (Université Laval) [https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBarrette2015\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBarrette2015_FR.pdf)
- *Température intérieure des logements en Montérégie : Mieux comprendre pour mieux intervenir* (MSSS) [https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheTardif2016\\_Fr.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheTardif2016_Fr.pdf)
- *Télédétection, cartographie extensive et surveillance de la présence de l'herbe à poux (Ambrosia artemisiifolia) et de ses effets sanitaires au Québec* (Conseil GeoImpacts) <https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheNgom2017-Fr.pdf>
- *Étude des vulnérabilités sanitaires aux événements météorologiques extrêmes et élaboration de seuils d'alerte pour le Québec* (INSPQ): fiche en cours de rédaction



- *Infrastructures vertes : développement d'une stratégie multi-échelle basée sur la complexité et la résilience en milieu urbain* (UQO et Université McGill)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheMessierGonzalez2016\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheMessierGonzalez2016_FR.pdf)
- *Communiquer l'action en changements climatiques au Québec* (INSPQ et Université de Laval)  
[https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheCampagna2016\\_FR.pdf](https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheCampagna2016_FR.pdf)  
<https://unpointcinq.ca/>

DÉCISION – À chacune des rencontres du comité directeur ce point sera à l'ordre du jour. La Ville de Montréal et Ouranos sont invités à y contribuer

## 5. Autres activités d'intérêt

- CONFÉRENCE IPCC CITIES (EDMONTON, 5 AU 7 MARS 2018)
  - Première conférence portant spécifiquement sur les Villes et le Climat
  - M. Cloutier, S. Wagner, N. Giguère et N. Bleau y étaient
  - Les principaux résultats escomptés de la Conférence sont :
    - Un programme mondial de recherche sur les villes et les changements climatiques qui favorise la science du changement climatique et donne une reconnaissance et une visibilité aux connaissances générées par les acteurs urbains;
    - Une meilleure compréhension des impacts des changements climatiques au niveau urbain, de l'éventail des réponses possibles et du rôle des villes dans la mise en œuvre de l'accord de Paris; et
    - Une prise de décision plus éclairée sur le climat au niveau local, grâce à l'amélioration des relations entre la politique, la pratique et les communautés scientifiques travaillant dans les zones urbaines, à travers de nouveaux projets, plates-formes et partenariats.
  - **MESSAGES CLÉS :**
    - **Ne pas séparer la réduction des GES et l'adaptation**, en faire une stratégie globale de lutte aux CC.
    - Les chercheurs, les décideurs, les praticiens et les autres parties prenantes des villes doivent renforcer leurs **partenariats** et produire des connaissances ensemble.
    - Mieux comprendre les comportements, **la mécanique municipale**, les schèmes de décision est nécessaire pour faire avancer l'adaptation dans les villes.
    - Les chercheurs et les autorités municipales doivent étendre la quantité et les types de données urbaines collectées. Outre l'amélioration de la disponibilité... la couverture, la qualité, la résolution et la fiabilité des données doivent être améliorées.
    - Il faut de la science robuste (qu'on garde dans sa poche arrière) mais il faut parler le langage de chacun de nos interlocuteurs.
    - **L'enjeu des CC doit être adressé et intégré dans l'agenda politique...** où les décisions importantes se prennent
    - La science elle-même ne devrait jamais être politisée ... mais l'importance de la science [robuste] devrait davantage intégrer les sphères politiques (I. Everson)
    - **Le concept de co-bénéfice** est des plus importants pour convaincre d'agir contre les changements climatiques (Kristie Ebi)

- **Les bailleurs de fonds** doivent aussi s'adapter à ces nouveaux besoins (recherche-action, jumelage scientifiques-villes) relativement à la co-construction, et à la transformation des processus, outils, etc. pour faire face aux CC.
  - Des stratégies audacieuses sont nécessaires pour rendre les villes résilientes et sobres en carbone. Par exemple, l'initiative "ville-éponge".
  - Il faut identifier et multiplier les "Success stories".
- CONGRÈS MONDIAL D'ICLEI (Montréal, 19 au 22 juin 2018)
    - Piloter par le Service du DD de la Ville
    - Pour Ouranos, discussion en cours avec ICLEI afin de planifier son rôle dans l'organisation et le déroulement de l'événement (Présentation, réseautage auprès des acteurs universitaires, etc.)

DÉCISION – À chacune des rencontres du comité directeur ce point sera à l'ordre du jour. La Ville de Montréal et Ouranos sont invités à y contribuer

## 6. Prochaine rencontre

- APPEL CONFÉRENCE EN JUIN.

SUIVI – NG et NB proposeront un **calendrier de développement et réalisation des projets** (*Climat Living Lab*, Étude de cas, Toit vert, Analyse économique, Analyse de vulnérabilité des infrastructures essentielles).

SUIVI - NG et NB profiteront de cet appel pour proposer l'**équipe à retenir pour le CLL**.

SUIVI – NG et NB rédigeront le **rapport annuel du partenariat**. Ce bilan et cette planification des travaux effectués, en cours et projetés seront utiles lors des rencontres prévues des directions générales autant à la Ville qu'à Ouranos. La Ville précisera si des livrables spécifiques sont attendus.

- RÉUNION EN PERSONNE À L'AUTOMNE 2018

## Fin de la rencontre

NB et NG

## Annexe 1

# La science en action !

...

2e rencontre du Comité directeur  
Vendredi le 16 mars 2018



## Ordre du jour

- Mot de bienvenue
- Bilan des 8 premiers mois du partenariat (projets et mode de fonctionnement)
- Prochaines étapes
- Programmes et projets d'intérêt
- Autres activités d'intérêt
- Varia



## Faire équipe...

- **Comblent le fossé entre la recherche et la pratique**
- **Partager les expertises, les connaissances et faciliter la circulation des données**
- **Créer un levier pour l'innovation**





## La science en action

### Climat Living Lab

Site potentiel - Lachine

Projet de conversion d'un couvent  
(propriété de 63 600 m<sup>2</sup>)



Comment intégrer les enjeux  
d'adaptation aux changements  
climatiques dans toutes les phases d'un  
projet de développement urbain?

## La science en action

### Études de cas



Comment les projets menés répondent aux enjeux de  
l'adaptation aux changements climatiques?





## La science en action

### Toits verts



Comment mettre au point une méthodologie de suivi et d'évaluation de l'efficacité de solutions d'adaptation ?

## La science en action

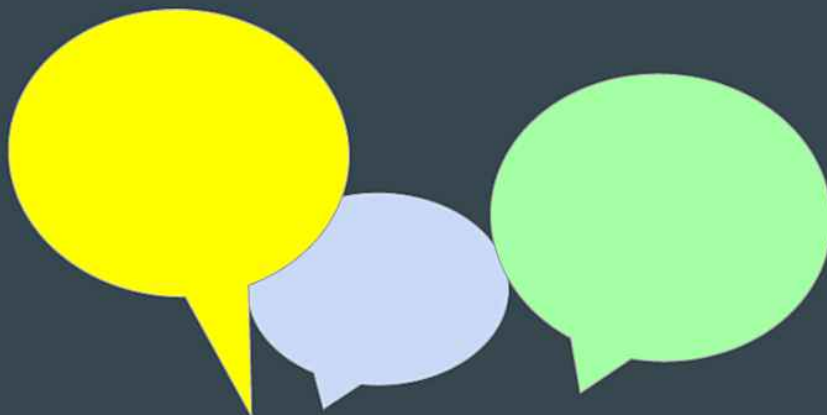
Analyse coûts-avantages  
Réaménagement de friches industrielles



Quels sont les bénéfices économiques de l'adaptation ?

## Les prochaines étapes

- **Poursuivre le développement des projets - programmation de l'an 1**
- **Préparer la programmation de l'an 2**
- **Communiquer, informer, échanger...**



## Programmes et projets d'intérêt





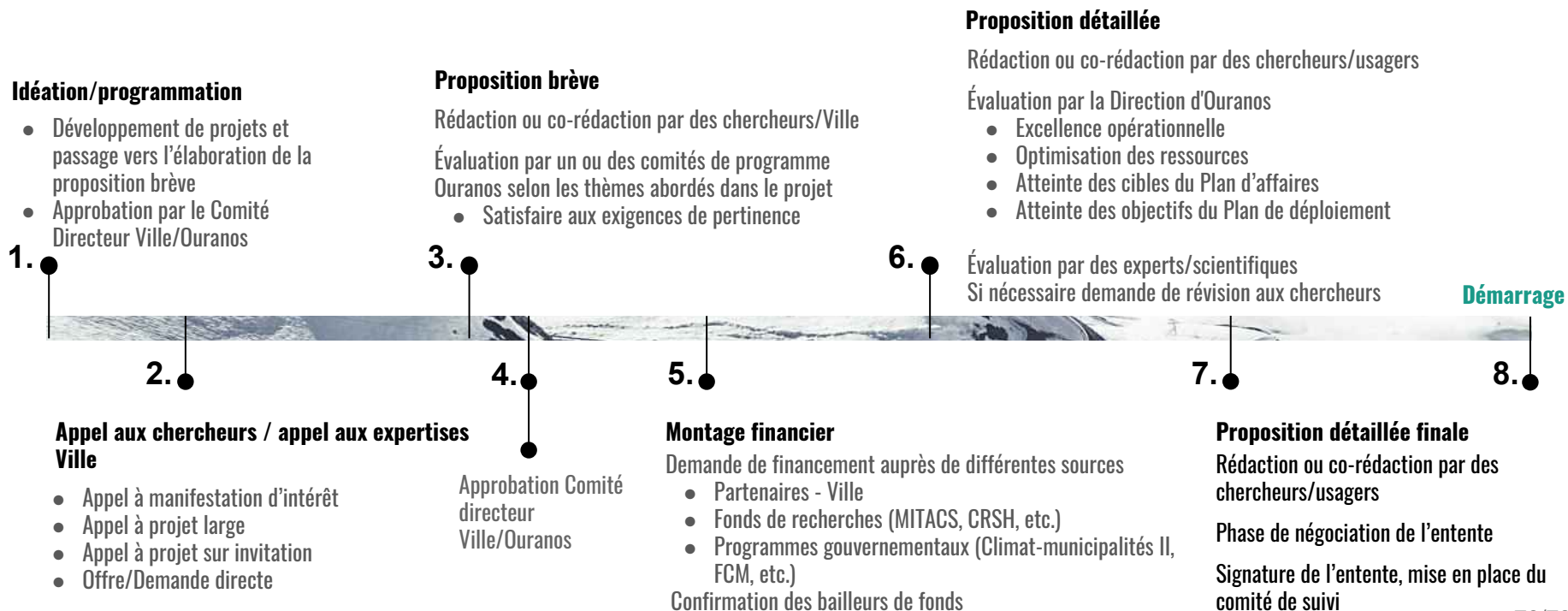
**Congrès mondial ICLEI**  
ICLEI World Congress 2018  
19 au 22 juin • 19 - 22 June • Montréal, Canada

**Autres activités  
d'intérêt...**

**Varia**



## Cheminement critique - projets Ville de Montréal-Ouranos



PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION  
(Résolution CG18 0686)

Conformément à l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes*, j'ai modifié le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 20 décembre 2018, à la résolution CG18 0686, pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

La correction effectuée consiste en l'ajout, dans le texte de la résolution CG18 0686, de la description détaillée de l'immeuble que la Société de transport de Montréal (STM) souhaite acquérir par expropriation, conformément à la résolution CA-2018-146 de la STM.

Fait à Montréal, le 31 janvier 2019.

(s) Yves Saindon

---

Le greffier de la Ville  
Yves Saindon, avocat

# VERSION ORIGINALE



---

## Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

---

Assemblée ordinaire du jeudi 20 décembre 2018  
Séance tenue le 20 décembre 2018

Résolution: CG18 0686

---

### **Autoriser la Société de transport de Montréal à acquérir, par expropriation, un terrain de Investissements de Ville inc. pour la construction du nouveau centre de transport de l'Est**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2039;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoît Dorais

Et résolu :

d'autoriser la Société de transport de Montréal à acquérir, par expropriation, un terrain de Investissements de Ville inc. pour la construction du nouveau centre de transport de l'Est.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1180854009

Valérie PLANTE

Mairesse

Yves SAINDON

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

---

Yves SAINDON  
Greffier de la Ville

# VERSION MODIFIÉE

# Montréal

---

## Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

---

Assemblée ordinaire du jeudi 20 décembre 2018  
Séance tenue le 20 décembre 2018

Résolution: CG18 0686

---

### **Autoriser la Société de transport de Montréal à acquérir, par expropriation, un terrain de Investissements de Ville inc. pour la construction du nouveau centre de transport de l'Est**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 décembre 2018 par sa résolution CE18 2039;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoît Dorais

Et résolu :

d'autoriser la Société de transport de Montréal à acquérir, par expropriation, une partie du lot 4 916 258, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 550 868,34 pieds carrés, requis pour la construction d'un nouveau centre de transport, laquelle partie de lot sera connue et désignée comme étant le lot projeté 6 266 046 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, telle que montrée au plan cadastral joint au dossier décisionnel préparé par François Houle, arpenteur-géomètre, le 11 juillet 2018, sous le numéro 18 773 de ses minutes, située dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (ci-après nommé : « CT de L'Est »), le tout appartenant à Investissements de Ville Inc., ainsi que les servitudes pouvant affecter l'implantation et les opérations du CT de l'Est, dont les bénéficiaires sont identifiés à l'«Annexe A» jointe à la résolution CA-2018-146 de la Société de transport de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1180854009

Valérie PLANTE

---

Mairesse

Yves SAINDON

---

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

---

Yves SAINDON  
Greffier de la Ville



**Dossier # : 1187157002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	Plan stratégique de développement durable
<b>Objet :</b>	Conclure avec l'entreprise « Impérial Traitement Industriel (Div. Véolia) » une entente-cadre collective d'une durée de vingt- quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux, entretenus par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour un montant estimé de 515 641,95 \$, taxes incluses - Appel d'offres # 18-16597

Il est recommandé :

1. De conclure une entente-cadre d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture sur demande de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux;
2. D'accorder à la firme « Impérial Traitement Industriel (Div. Véolia) », plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin au prix maximal de 515 641,95 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public # 18-16597 et au tableau des prix joint au dossier.
3. D'imputer ces dépenses à même des bons de commande qui devront faire l'objet d'une approbation de crédits. L'entente-cadre est sans imputation budgétaire.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-21 12:50

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1187157002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	Plan stratégique de développement durable
<b>Objet :</b>	Conclure avec l'entreprise « Impérial Traitement Industriel (Div. Véolia)» une entente-cadre collective d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux, entretenus par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour un montant estimé de 515 641,95 \$, taxes incluses - Appel d'offres # 18-16597

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les séparateurs d'huile et les goulottes sont des dispositifs servant à traiter ou à récolter les eaux et les boues contaminées par des hydrocarbures. On retrouve ce type d'appareil dans les garages, les ateliers municipaux et les casernes de pompiers : les eaux contaminées provenant principalement du lavage des planchers, des équipements et des véhicules. Dans le cadre de l'entretien normal de ces composants, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) doit effectuer un pompage régulier des boues et des liquides contaminés afin d'éviter que des hydrocarbures et autres substances nocives se retrouvent dans le réseau municipal des eaux usées.

L'article 4 c) du *Règlement 2008-47 de la Communauté métropolitaine de Montréal*, portant sur l'assainissement des eaux, nous impose d'entretenir correctement les séparateurs d'huile dont nous avons la responsabilité.

Comme le SGPI ne dispose pas de l'expertise et de l'équipement nécessaire pour effectuer de tels travaux en régie et qu'il n'y avait pas d'entente-cadre existante pour un tel type de service, le SGPI devait régulièrement faire appel à différents fournisseurs pour effectuer les travaux d'entretien.

L'entente-cadre faisant l'objet du présent dossier vise à uniformiser les pratiques du SGPI au niveau de l'entretien des séparateurs d'huile, des goulottes et bassins de captation.



Un appel d'offres public a été lancé le 10 septembre 2018. Les avis ont paru dans *Le Devoir* et dans le SEAO. La réception des soumissions s'est terminée le 11 octobre 2018, à 14 heures. Les soumissions reçues sont valides pour une période de 180 jours.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

## DESCRIPTION

Ce contrat consiste à effectuer sur demande la vidange des séparateurs d'huile et goulottes des garages, ateliers municipaux et casernes des pompiers. Les boues et liquides récoltés lors du pompage sont généralement contaminés avec des hydrocarbures et autres substances qui découlent de l'usage normal de ce type d'installation. Il est à noter que les coûts de transport, de disposition ou de décontamination des boues et liquides sont inclus dans ce contrat.

De plus, en prévision de l'ouverture printanière des piscines extérieures, des travaux de pompage doivent également être réalisés afin d'éliminer l'eau stagnante et les résidus organiques qui s'y retrouvent. Ce contrat vise également les bassins de captation des surfaceuses des arénas qui doivent être vidangés annuellement des boues que l'on y retrouve.

## JUSTIFICATION

Le présent dossier fait suite à l'appel d'offres public n° 18-16597 lancé par le Service de l'approvisionnement.

Des trois (3) firmes ayant présenté une soumission pour cet appel d'offres, deux (2) ont été jugées conformes.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Taxes	Total
Impérial Traitement Industriel Inc. (Div. Véolia)	448 481,80 \$	67 160,15 \$	515 641,95 \$
Beauregard Environnement Ltée.	487 223,87 \$	72 961,77 \$	560 185,64 \$
Dernière estimation réalisée	471 751,39 \$		542 396,16 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes/nombre de soumissions)			537 913,80 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse)/la plus basse) x 100			4,3 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			44 543,69 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme)/la plus basse) x 100			8,6 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme – estimation)			-26 754,21 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100			-4,9 %

La dernière estimation était de 542 396,16 \$: l'écart de -4,9 % avec le plus bas soumissionnaire conforme s'explique par le fait qu'il n'existait aucune entente-cadre pour ce type de service.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette entente-cadre totalise un montant maximal de 515 641,95 \$, taxes incluses, et a une durée de deux (2) ans. L'entente-cadre est sans imputation budgétaire : ce service sera utilisé sur demande, au fur et à mesure des besoins des utilisateurs et chaque bon de commande fera l'objet d'une approbation de crédit.

Le SGPI est l'instigateur de cette entente-cadre: cela s'explique par une utilisation fréquente de ce type de service par cette unité.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Cette entente-cadre s'inscrit comme l'un des objectifs du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* qui vise à améliorer la qualité des eaux de ruissellement se déversant dans les cours d'eau. En diminuant les effluents contaminés aux hydrocarbures dans les égouts pluviaux, on réduit les risques que ces contaminants se retrouvent dans l'environnement.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'absence d'une entente-cadre aurait pour effet d'alourdir l'obtention de ce type de service en obligeant la négociation à la pièce. De plus, la Ville pourrait perdre les économies de volume anticipées.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

N/A

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

N/A

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eliane CLAVETTE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD  
Conseiller analyse - controle de gestion

**Tél :** 514 872-5084

**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-11-20

Pierre LÉVESQUE  
Chef de division

**Tél :**

514 872-4087

**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Johanne ROUILLARD  
Directrice- Gestion immobilière et exploitation

**Tél :** 514 872-9097

**Approuvé le :** 2019-01-18

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Sophie LALONDE  
Directrice

**Tél :** 514-872-1049

**Approuvé le :** 2019-01-21



2700 boul. Industriel  
Chambly (Québec) J3L 4V2  
Tél : (450) 447-7227 Fax : (450) 447-2772 1-888-443-3255

7 novembre 2018

**VILLE DE MONTRÉAL**  
275 rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Attention : Eliane Clavette  
[Eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca](mailto:Eliane.clavette@ville.montreal.qc.ca)

- et -

Attention : Simona Radulescu Tomescu  
[Simona.radulescutomescu@ville.montreal.qc.ca](mailto:Simona.radulescutomescu@ville.montreal.qc.ca)

**Sujet :** Appel d'offres No 18-16597  
Article 13.05 (Changement de Contrôle)

Mesdames / Messieurs :

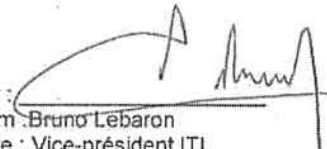
Nous vous référons à l'article 13.05 de l'Appel d'offres No 18-16597 selon lequel Impérial Traitement Industriel Inc. (« l' **Adjudicataire** ») doit obtenir l'autorisation de la Ville de Montréal (« le **Donneur d'Ordre** ») avant de procéder à un Changement de Contrôle.

Par les présentes, l'Adjudicataire demande l'autorisation du Donneur d'Ordre de procéder à une fusion entre Veolia ES Canada Services Industriels Inc. (« **Veolia** ») et l'Adjudicataire, dont toutes les actions sont détenues par Veolia depuis le 30 décembre 2016.

Nous vous prions de confirmer votre autorisation en signant le consentement ci-dessous.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments distingués,

Impérial Traitement Industriel Inc.

par :   
Nom : Bruno Lebaron  
Titre : Vice-président ITI

Par la présente, la Ville de Montréal consent à une fusion entre Veolia ES Canada Services Industriels Inc. et Impérial Traitement Industriel Inc.

Signé à Montréal, le 28 novembre, 2018

Pour la Ville de Montréal :

Elvane Clavette

ECH

dûment autorisée

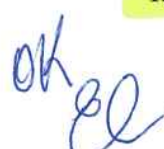
Yves Belleville

YB

dûment autorisée

- a) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;
- b) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;
- c) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);
- d) si, après l'adjudication du Contrat, l'ADJUDICATAIRE ou l'un de ses sous-contractants fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par le DONNEUR D'ORDRE;
- e) sans motif après un préavis de DIX (10) jours.

### 13.05 Changement de Contrôle

ok  Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle non autorisé par le DONNEUR D'ORDRE, qui agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

### 13.06 Effet de la résiliation

#### 13.06.01 Contrepartie

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE a droit aux frais, déboursés et sommes représentant la proportion du Contrat exécutée jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

#### 13.06.02 Retour

Advenant une résiliation du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit remettre au DONNEUR D'ORDRE tous les documents et le matériel qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution du Contrat, dans un délai de DIX (10) jours suivant la résiliation du Contrat. L'ADJUDICATAIRE doit également remettre au DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, tous les livrables qui sont en cours d'exécution ou partiellement complétés au moment de la résiliation du Contrat.

### 14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur dès l'émission d'un Bon de Commande par le DONNEUR D'ORDRE.





**Dossier # : 1187157002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation , Division - gestion immobilière et exploitation à contrat et énergie
<b>Objet :</b>	Conclure avec l'entreprise « Impérial Traitement Industriel (Div. Véolia)» une entente-cadre collective d'une durée de vingt-quatre (24) mois pour la fourniture, sur demande, de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux, entretenus par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI), pour un montant estimé de 515 641,95 \$, taxes incluses - Appel d'offres # 18-16597

### SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

### FICHIERS JOINTS

 [18-16597\\_SEAO\\_Liste des commandes.pdf](#)
 [18-16597\\_PV.pdf](#)  
 [18-16597\\_Tableau de vérification.pdf](#)
 [18-16597 Intervention appro.pdf](#)

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eliane CLAVETTE  
 Agente d approvisionnement niveau 2

**Tél : 514-872-1858**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-11-27

Denis LECLERC  
 C/S app.strat.en biens, Service de l'Approvisionnement  
**Tél : 514-872-5241**  
**Division :** Division de l'acquisition de biens et services

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

### ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

#### Identification

No de l'appel d'offres : 18-16597 No du GDD : 1187157002

Titre de l'appel d'offres : Service, sur demande, de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes incluant le transport et la disposition, 2 ans

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

#### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 9 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 11 - 10 - 2018 Date du dernier addenda émis : 4 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 10 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

Date du comité de sélection : - - -

#### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 Nbre de soumissions reçues : 3 % de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 1 % de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom) : Groupe Sanyvan inc. Motif de rejet: administratif et / ou technique

Lettre d'engagement obligatoire non fourni

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs Date d'échéance initiale : 9 - 4 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs Date d'échéance révisée : 9 - 4 - 2019

#### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
Impérial Traitement Industriel inc.	515 641,95 \$	✓	
Beauregard Environnement Ltée	560 185,64 \$		

#### Information additionnelle

Comme stipulé à la clause 1,12,02 du Régie, le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme sur la base des résultats des multiplications des prix par leur quantité indiquée au Bordereau de Prix. Un (1) preneur nous dit qu'il n'offre pas les équipements demandés, un (1) preneur nous dit que la description des travaux est incomplète, un (1) preneur est l'actionnaire majoritaire d'un des soumissionnaires et deux (2) sont sans réponse à nos demandes.

Préparé par : Éliane Clavette

Le 27 - 11 - 2018



Numéro de l'appel d'offres : 18-16597

Titre : Service, sur demande, de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes incluant le transport et la disposition, 2 ans

Date d'ouverture des soumissions : 11 octobre 2018

Article	Prix unitaire	Qté estimé 24 mois	Impérial Traitement Industriel inc.		Groupe Sanyvan inc.		Beauregard Environnement Itée	
			150738				318313	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1,1	Piscines extérieures Vidange des fonds de bassin des piscines extérieures	Heures	107	260,50 \$ 27 873,50 \$	180,00 \$	19 260,00 \$	190,00 \$	20 330,00 \$
1,2	Arénas Vidange des fosses à neige	Heures	140	260,50 \$ 36 470,00 \$	180,00 \$	25 200,00 \$	190,00 \$	26 600,00 \$
1,3	Casernes, Vidange des caniveaux, des drains de garage et bassins de captation. (Travaux d'entretien régulier)	Heures	343	260,50 \$ 89 351,50 \$	180,00 \$	61 740,00 \$	185,00 \$	63 455,00 \$
1,4	Casernes, Vidange des caniveaux, des drains de garage et bassins de captation. (Travaux d'urgence)	Heures	86	290,25 \$ 24 961,50 \$	185,00 \$	15 910,00 \$	185,00 \$	15 910,00 \$
1,5	Casernes, Disposition de matériel contaminé provenant des casernes (liquide)	Litres	20240	0,10 \$ 2 024,00 \$	0,21 \$	4 250,40 \$	0,19 \$	3 845,60 \$
1,6	Casernes, Disposition de matériel contaminé provenant des casernes (solide)	Kilogrammes	15180	0,25 \$ 3 795,00 \$	0,79 \$	11 992,20 \$	0,60 \$	9 108,00 \$
1,7	Garages et cours de voirie, Vidange des séparateurs d'huile et drains (travaux d'entretien régulier)	Heures	414	260,50 \$ 107 847,00 \$	180,00 \$	74 520,00 \$	189,00 \$	78 246,00 \$
1,8	Garages et cours de voirie, Vidange des séparateurs d'huile et drains (travaux d'urgence)	Heures	104	290,25 \$ 30 186,00 \$	185,00 \$	19 240,00 \$	225,00 \$	23 400,00 \$
1,9	Garages et cours de voirie, Débouchage sous pression des drains	Heures	100	194,25 \$ 19 425,00 \$	180,00 \$	18 000,00 \$	225,00 \$	22 500,00 \$
1,10	Garages et cours de voirie, Débouchage sous pression des drains	Litres	349733	0,10 \$ 34 973,30 \$	0,21 \$	73 443,93 \$	0,19 \$	66 449,27 \$
1,11	Garages et cours de voirie, Disposition de matériel contaminé provenant des garages et cour de voirie (solides)	Kilogrammes	262300	0,25 \$ 65 575,00 \$	0,79 \$	207 217,00 \$	0,60 \$	157 380,00 \$
1,12	Intervention en espaces clos, montant forfaitaire	CH	20	300,00 \$ 6 000,00 \$	300,00 \$	6 000,00 \$	- \$	- \$
Total avant taxes				448 481,80 \$		536 773,53 \$		487 223,87 \$
TPS 5 %				22 424,09 \$		26 838,68 \$		24 361,19 \$
TVQ 9,9975 %				44 736,06 \$		53 543,16 \$		48 600,58 \$
Montant total				515 641,95 \$		617 155,37 \$		560 185,64 \$
Signature			Conforme		Conforme		Conforme	
Numéro TPS/TVQ			Conforme		Conforme		Conforme	
Certificats d'autorisations, majeur			Conforme		Conforme		Conforme	
Garantie 5 %			La Garantie, 5%, MS8025364-01, conforme		Trait bancaire 60889499 30 857,77 \$, conforme		Trisura, 5%, MCS2609006-18-57, conforme	
lettre engagement 10 %			La Garantie, 10%, conforme		Non fourni, NON conforme		Trisura, 10%, conforme	
AMF, non obligatoire			3000999803, non fourni, conforme		Non fourni, conforme		Non fourni, conforme	
RENA			Ok non listé				Ok non listé	
Exemple de rapport GPS, requis, non MAJEUR			Conforme				Conforme	
CNESST			Conforme, 11 oct 2018				Conforme, 10 oct 2018	
Numéro NEQ			1172491418				1141982521	
Vérification REQ			Conforme				Conforme	
2 Listes des personnes écartées			Ok non listé				Ok non listé	
Liste des firmes à rendement insatisfaisant			Ok non listé				Ok non listé	
SEAO			Ok conforme				Ok conforme	
Registres des déclarations de culpabilité Liste des contrevenants condamnés MDDELCC			Ok non listé				Ok non listé	

Remarque :

- Non-conforme
- Correction - Erreur de calcul
- Plus bas soumissionnaire conforme

Véifié par : Éliane Clavette

Date : 19 octobre 2018

\*Groupe Sanyvan inc. non conforme, aucune lettre engagement 10 % fourni



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

[Avis du jour](#) | [Service à la clientèle](#) | [Aide](#) | [Recherche avancée](#)

[Mon SEAO](#) | [Mes avis](#) | [Rapports](#) | [Profil](#) | [Organisation](#) **COMMANDES** **PANIER**

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes



**Numéro** : 18-16597

**Numéro de référence** : 1197906

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Ville de Montréal - Service, sur demande, de vidange des fonds de bassin, séparateurs d'huile, drains et goulottes incluant le transport et la disposition, 2 ans

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Beauregard Environnement 18160 rue J.A. Bombardier Mirabel, QC, J7J 0H5 <a href="http://www.beauregardfs.ca">http://www.beauregardfs.ca</a> NEQ : 1141982521	<a href="#">Madame Dany Fréchette</a> Téléphone : 450 436-1107 Télécopieur : 450 430-3638	<b>Commande : (1489501)</b> 2018-09-12 8 h 22 <b>Transmission</b> : 2018-09-12 8 h 22	3004489 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 1 2018-09-25 16 h 32 - Courriel 3005723 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 2 2018-09-27 15 h 25 - Courriel 3008674 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 3 2018-10-04 14 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
clean harbors ville ste-catherine 6785 route 132 Sainte-Catherine, QC, j5B 1b6 NEQ : 1145021615	<a href="#">Monsieur Jean Langevin</a> Téléphone : 450 632-6640 Télécopieur	<b>Commande : (1490381)</b> 2018-09-13 14 h 38 <b>Transmission</b> : 2018-09-13 14	3004489 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 1 2018-09-25 16 h 32 - Courriel 3005723 - Ville de Montréal - 18-

	: 432 632-1055	h 38	16597 Addenda 2 2018-09-27 15 h 25 - Courriel  3008674 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 3 2018-10-04 14 h 07 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
envirotech services industriels inc 13 11000B sherbrooke Montréal-Est, QC, h1b 5w1 NEQ : 1141905258	<a href="#">Monsieur jean-marie laporte.</a> Téléphone : 514 640-1762 Télécopieur : 514 640-5022	<b>Commande : (1489608)</b> 2018-09-12 9 h 36 <b>Transmission :</b> 2018-09-12 9 h 36	3004489 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 1 2018-09-25 16 h 32 - Courriel  3005723 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 2 2018-09-27 15 h 25 - Courriel  3008674 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 3 2018-10-04 14 h 07 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
EXCA-VAC 570 desranleau Ouest Saint-Hyacinthe, QC, J2T 2M2 <a href="http://www.excavac.net">http://www.excavac.net</a> NEQ : 1168352202	<a href="#">Monsieur Patrick De Sylva.</a> Téléphone : 514 647-5279 Télécopieur :	<b>Commande : (1489631)</b> 2018-09-12 9 h 59 <b>Transmission :</b> 2018-09-12 9 h 59	3004489 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 1 2018-09-25 16 h 32 - Courriel  3005723 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 2 2018-09-27 15 h 25 - Courriel  3008674 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 3 2018-10-04 14 h 07 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié


			(plan) : Courrier électronique
groupe sanyvan 11000 sherbrooke est c-13 Montréal-Est, QC, h1b5w1 NEQ : 1166479197	<a href="#">Madame Saida Benmenaa</a> Téléphone : 514 644-1616 Télécopieur :	<b>Commande : (1489062)</b> 2018-09-11 9 h 23 <b>Transmission :</b> 2018-09-11 9 h 23	3004489 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 1 2018-09-25 16 h 32 - Courriel 3005723 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 2 2018-09-27 15 h 25 - Courriel 3008674 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 3 2018-10-04 14 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
IMPÉRIAL TRAITEMENT INDUSTRIEL INC. 2700 boul. Industriel Chambly, QC, J3L 4V2 NEQ : 1172491418	<a href="#">Monsieur Greg Johnson</a> Téléphone : 514 609-3441 Télécopieur :	<b>Commande : (1489553)</b> 2018-09-12 9 h 01 <b>Transmission :</b> 2018-09-12 9 h 01	3004489 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 1 2018-09-25 16 h 32 - Courriel 3005723 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 2 2018-09-27 15 h 25 - Courriel 3008674 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 3 2018-10-04 14 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sanivac (9363-9888 Québec Inc.) 100, rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 <a href="http://www.sanivac.ca">http://www.sanivac.ca</a> NEQ : 1172974132	<a href="#">Monsieur Jean-Marc Tremblay</a> Téléphone : 514 453-2279 Télécopieur : 514 453-7388	<b>Commande : (1489817)</b> 2018-09-12 13 h 38 <b>Transmission :</b> 2018-09-12 13 h 38	3004489 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 1 2018-09-25 16 h 32 - Courriel 3005723 - Ville de Montréal - 18-16597 Addenda 2 2018-09-27 15 h 25 - Courriel

			3008674 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 3 2018-10-04 14 h 07 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
VEOLIA ES CANADA Services Industriels Inc. 1705 - 3ième Avenue Montréal, QC, H1B 5M9 <a href="http://www.veolianorthamerica.com">http://www.veolianorthamerica.com</a> NEQ : 1166357260	<a href="#">Madame Danielle Barrette</a> Téléphone : 514 645- 1045 Télécopieur : 514 645- 5133	<b>Commande : (1489706)</b> 2018-09-12 11 h 17 <b>Transmission</b> : 2018-09-12 11 h 17	3004489 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 1 2018-09-25 16 h 32 - Courriel  3005723 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 2 2018-09-27 15 h 25 - Courriel  3008674 - Ville de Montréal - 18- 16597 Addenda 3 2018-10-04 14 h 07 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Le site officiel des appels d’offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l’éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne 
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité

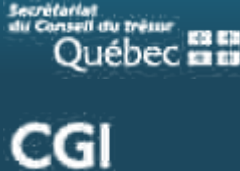
Service clientèle


- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec 



À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires



[UPAC-Signaler un acte  
répréhensible](#) 

[Registre des entreprises  
non admissibles](#)   
[Autorité des marchés  
financiers](#) 



© 2003-2018 Tous droits réservés



(1)

**Dossier # : 1186133004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, de l'entente-cadre conclue avec la firme Centre du travailleur FH inc., pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité requis en vertu de la Loi et les normes sur la santé et la sécurité du travail, selon les clauses de l'appel d'offres public 15-14662. Le montant estimé pour la période de prolongation est de 346 746,99 \$ (taxes incluses), majorant ainsi le montant total initial de l'entente-cadre de 1 040 240,97 \$ (taxes incluses) à 1 386 987,96 \$ (taxes incluses).

Il est recommandé :

1. de prolonger pour une période de douze (12) mois l'entente-cadre conclue avec la firme Centre du travailleur FH inc., pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité, selon les termes et conditions de l'appel d'offres public 15-14662;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et arrondissements utilisateurs, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-14 17:09

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1186133004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, de l'entente-cadre conclue avec la firme Centre du travailleur FH inc., pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité requis en vertu de la Loi et les normes sur la santé et la sécurité du travail, selon les clauses de l'appel d'offres public 15-14662. Le montant estimé pour la période de prolongation est de 346 746,99 \$ (taxes incluses), majorant ainsi le montant total initial de l'entente-cadre de 1 040 240,97 \$ (taxes incluses) à 1 386 987,96 \$ (taxes incluses).

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'approvisionnement procède à la conclusion de diverses ententes-cadres pour la fourniture de vêtements de sécurité. Une de ces ententes permet l'approvisionnement, via le Centre de distribution de Montréal, d'une variété de vêtements de sécurité à haute visibilité afin que les arrondissements et les services centraux puissent se conformer aux exigences de sécurité des travailleurs.

Le 25 février 2016, le Conseil d'agglomération a autorisé la conclusion de l'entente-cadre avec la firme Centre du travailleur FH inc. pour un montant estimé de 1 040 240,97 \$ (taxes incluses).

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG 16 0106 - 25 février 2016 - Conclure avec la firme Centre du travailleur FH inc. une entente-cadre de trente-six (36) mois pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité (gilets de sécurité et de vêtements de pluie) - Appel d'offres public 15-14662. Montant estimé : 1 040 240,97 \$ (taxes incluses) (5 soum.)

CG12 0343 - 27 septembre 2012 - Conclure une entente-cadre de trente-six (36) mois, avec Équipement de Sécurité Universel inc. pour la fourniture sur demande de gilets de sécurité et vêtements de pluie - Appel d'offres public 12-12163 (Montant estimé : 619 277,20 \$, taxes incluses) (8 soum.)

CE11 0556 - 20 avril 2011 - Conclure avec la firme Équipement de Sécurité Universel inc., une entente-cadre collective d'une durée de 18 mois pour la fourniture sur demande de vêtements de pluie - Appel d'offres public 10-11527 (Montant estimé 142 298,02 \$, taxes incluses) (5 soum.)



CM08 0179 - 31 mars 2008 - Conclure avec Équipement de Sécurité Universel inc. une entente-cadre d'une durée de 3 ans pour la fourniture de vêtements de pluie - Appel d'offres public 07-10575 (Montant estimé 813 911,09 \$, taxes incluses) (2 soum.)

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour objet d'exercer la première option de prolongation pour une période de douze (12) mois, selon les termes de l'appel d'offres 15-14662.

L'entente-cadre permet aux arrondissements et aux services centraux l'approvisionnement en vêtements de sécurité à haute visibilité (VSHV) que doit fournir l'employeur en vertu de la loi et des normes sur la santé et la sécurité du travail, du Code de sécurité pour les travaux de construction (CSTC) ainsi que des conventions collectives de travail en vigueur.

L'œil humain perçoit mieux les objets contrastants, de grandes dimensions et brillants (couleur orange ou jaune fluorescente). La sécurité des travailleurs est donc améliorée lorsqu'ils portent des vêtements offrant ces caractéristiques. Plusieurs circonstances de travail auxquelles sont confrontés certains groupes d'employés de la Ville sont visées par l'obligation de porter de tels vêtements. Les articles de sécurité à haute visibilité qui correspondent aux besoins opérationnels des différents corps de métiers de la Ville comprennent, entre autres, des vestes, des t-shirt, des chandails, des polars, des gilets et des pantalons imperméables.

En date du 12 décembre 2018, la consommation sur l'entente-cadre s'élevait à une proportion de 83,7 % des prévisions, représentant un montant total de 870 634,16 \$ (taxes incluses).

Le Service de l'approvisionnement a effectué une estimation pour la prolongation de l'entente-cadre s'élevant à 346 746,99 \$ (taxes incluses), pour les douze (12) prochains mois.

La firme Centre du travailleur FH inc. a confirmé l'acceptation de prolonger l'entente-cadre initiale pour une période supplémentaire de douze (12) mois. La prolongation sera effective pour la période du 25 février 2019 au 24 février 2020.

La prolongation de l'entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement de ces produits, en plus de permettre à la Ville de bénéficier des conditions avantageuses obtenues lors du dernier appel d'offres.

## **JUSTIFICATION**

À ce jour, le Service de l'approvisionnement se déclare satisfait des services fournis par le Centre du travailleur FH inc., notamment au niveau de la qualité des produits offerts, du respect des délais de livraison ainsi que du service à la clientèle offert.

L'exercice de l'option d'une année de prolongation permettra de maintenir les prix unitaires de la troisième année du contrat. L'analyse du marché faite par le Service de l'approvisionnement en décembre 2018 démontre que les prix actuels de l'entente sont en moyenne 2,86 % inférieurs aux prix du marché. Conséquemment, il est recommandé de prolonger l'entente-cadre existante qui nous garantit les mêmes conditions pour une période de douze (12) mois.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite de l'éventuelle prolongation du contrat, nous avons constaté que l'adjudicataire ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor du Québec (RENA) et qu'il n'est pas inscrit sur la liste des personnes à déclarer non conformes en application du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le Service de l'approvisionnement a effectué une estimation de la valeur de la dépense pour la prolongation de l'entente-cadre s'élevant à 346 746,99 \$, taxes incluses, pour les douze (12) prochains mois.

Cette estimation est basée sur la consommation moyenne pour la période de trente-six (36) mois, calculée en fonction des derniers prix payés.

Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Les quantités prévisionnelles fournies n'engagent aucunement la Ville à acheter un minimum ou la totalité des quantités

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Comme la fourniture de ces vêtements de sécurité est une obligation de l'employeur, ne pas prolonger l'entente obligerait leur acquisition à la pièce, entraînant ainsi des coûts administratifs et empêchant la Ville d'obtenir des économies de volume.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une communication sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la prolongation de l'entente ainsi que des modalités convenues. De plus, cette entente sera visible par le moteur de recherche du site intranet de la Ville.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Prolongation de l'entente-cadre à la suite de l'adoption de l'approbation par le conseil d'agglomération le 28 février 2019.

Début de la période de prolongation : 28 février 2019.

Fin du contrat : 27 février 2020.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Badre Eddine SAKHI  
Agent d'approvisionnement niv.2

**Tél :** 514-872-4542

**Télécop. :** 514-872-2519

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-10

Pierre GATINEAU  
C/D- Division Acquisition

**Tél :**

514-872-0349

**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre GATINEAU  
C/D- Division Acquisition  
**Tél :** 514-872-0349  
**Approuvé le :** 2019-01-10

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER  
directeur de service - approvisionnement  
**Tél :** 514 868-4433  
**Approuvé le :** 2019-01-14

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 9 novembre 2018

Madame Mélanie Bélec  
Présidente  
Centre du travailleur FH inc  
110, Boul Sir-Wilfrid-Laurier  
Beloeil Qc J3G-4G5

Courriel : melanie@centrefh.com

**Objet : Renouvellement de contrat  
Appel d'offres n° 15-14662  
Fourniture et livraison de gilets de sécurité et de vêtements de pluie**

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 25 février 2019 au 24 février 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [be.sakhi@ville.montreal.qc.ca](mailto:be.sakhi@ville.montreal.qc.ca) **au plus tard le** 16 novembre 2018 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

  
MÉLANIE BÉLEC

Nom en majuscules et signature

9 NOV 2018

Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature

Date

Sakhi Badre Eddine  
Agent d'approvisionnement II  
Courriel : [be.sakhi@ville.montreal.qc.ca](mailto:be.sakhi@ville.montreal.qc.ca)  
Tél. : 514 872-4542



(1)

**Dossier # : 1187833006**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$ pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc (CG15 0139 ), fournisseur unique, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses

Il est recommandé:

1. d'exercer, en vertu de la résolution CG15 0139, l'option d'une année de prolongation du contrat octroyé à la firme BMC Software Canada inc., fournisseur unique, pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 14:06

**Signataire :** Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1187833006**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$ pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc (CG15 0139 ), fournisseur unique, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) utilise la suite de logiciels Control-M et Mainview de la firme BMC Software Canada inc. (BMC), pour soutenir plusieurs applications de la Ville de Montréal (Ville) tels que :

- le système de taxation (OASIS) utilisé par plus de 1200 employés;
- le registre des postes utilisé par plus de 1000 employés;
- le système de traitement des offenses pénales (STOP+) utilisé par plus de 900 employés;
- le système de gestion de la Cour municipale (GESCOUR) utilisé par plus de 900 employés.

Les logiciels de la firme BMC Software Canada inc. sont nécessaires d'ici à ce que le délestage progressif des applications soit réalisé à l'intérieur des projets suivants :

Projet	Applications à délester
74250- Programme Transfo RH Système de gestion des ressources humaines	Assiduité des pompiers (APSPIM) Avantages sociaux (AVSOC) Bottin téléphonique (BOTTIN ) Gestion des données de temps (GTEMPs) Gestion des menus personnalisés (MENPERS) Système de paie (PAIE) Registre des postes (POSTES) Registre des dossiers (REGDOS) Système interrogation PAIE/PERS (SIPP) Système unifié. PAIE RESS. HUM (SUPERH)

73100- Système de performance budgétaire	Système d'investissement (INVESTI) Système de messages finances (MEFI) Gestion des recettes (RECET) Système budget automatisé (SBA)
70025- Cour municipale et numérique	Gestion cour municipale (GESCOUR) Système offenses pénales (STOP+) Convocation à la cour (COUR)
74551- Système de taxation et d'évaluation foncière	Système de taxation (OASIS)
Autres projets	Carte accès Montréal (CAM) Gestion des encaissements (ENCAISM) Gestion Lots/Encaism (ENCAIST)

Le contrat actuel avec BMC vient à échéance le 30 mars 2019 et prévoit en option une année de prolongation aux mêmes termes et conditions.

Le présent dossier vise à autoriser l'exercice de l'option de prolongation prévue au contrat accordé à BMC Software Canada inc. (CG15 0139 ), fournisseur unique, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$, pour l'entretien des licences logiciels Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 160,48 \$, taxes incluses.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG15 0139 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à BMC Software Canada inc. pour l'acquisition et l'entretien de licences logicielles pour une période de 4 ans, soit du 31 mars 2015 au 30 mars 2019, pour une somme maximale de 745 700,28 \$, taxes incluses (fournisseur unique)

BC954429 - 1 mai 2014 - Achat de 214 licences supplémentaires de Control-M pour un total de 6 820,41 \$.

CG11 0079 - 24 mars 2011 - Autoriser un contrat pour l'entretien et le soutien technique de licences logicielles à la firme BMC Software Canada inc. pour une période de 4 ans du 31 mars 2011 au 30 mars 2015, pour un montant de 908 489,99 \$ (entente de gré à gré).

CG07 0435 - 29 novembre 2007 - Autoriser une dépense totalisant 141 201,14 \$, taxes incluses, pour la mise à niveau de certains des logiciels centraux à la firme BMC Software Canada Inc.

CG06 0501 - 13 décembre 2006 - Octroyer à BMC Software Canada Inc. un contrat de 4 ans au montant de 332 883,27 \$, pour le support, maintenance et mise à jour des logiciels nécessaires au fonctionnement de l'ordinateur central IBM de la Ville, et ce, du 12 novembre 2006 au 11 novembre 2010.

CM03 0096 - 25 février 2003 - Octroi d'un contrat de 4 ans à BMC Software Distribution inc. au montant de 47 911\$US par année, taxes en sus, pour les services d'assistance, d'entretien et de mise à jour des logiciels nécessaires au fonctionnement de l'ordinateur central IBM de la Ville ainsi qu'à celui du Service de police; et autorisation au Directeur général adjoint du Service des ressources matérielles et informatiques de signer avec BMC Software Distribution inc. le contrat à cet effet - Dépense de fonctionnement annuelle de 47 911\$ US, taxes en sus, pour la durée de la convention, soit au total 191 644\$ US, taxes en sus - Économie sur 4 ans de 381 109 \$.

### **DESCRIPTION**

Le contrat actuel concerne essentiellement le service d'entretien et de soutien technique des logiciels fournis exclusivement par le manufacturier BMC. Le contrat donne accès aux dernières mises à jour des logiciels sous contrat et aux correctifs du code et de la sécurité informatique, afin d'en assurer la continuité opérationnelle.

Les logiciels BMC servent notamment à orchestrer et à automatiser les traitements corporatifs de la Ville. Ils permettent, entre autres, d'assurer les transferts de fichiers, d'exécuter des traitements en lots ou la gestion des transactions. Leur utilisation est nécessaire et essentielle pour la continuité des opérations de la Ville, de ses services centraux et de ses arrondissements.

Les principaux logiciels BMC utilisés sont :

- Control-M : Orchestrateur automatisé d'opérations de toutes les applications corporatives avec gestion de rapports intégrée;
- Mainview : Outils de surveillance permettant aux spécialistes techniques d'assurer une vigie de l'utilisation et de la performance des ressources de l'ordinateur central. Il détecte aussi certaines anomalies et apporte des correctifs immédiats sans aucune intervention humaine.

## JUSTIFICATION

Depuis leurs acquisition en 1990, les logiciels de BMC répondent efficacement aux besoins de la Ville. Les logiciels fournis par BMC occupent un rôle central dans l'écosystème des applications critiques de la Ville et rend essentiel l'accès à un service d'assistance technique et de maintenance de ces logiciels. De plus, l'accès aux mises à jour et aux correctifs est indispensable pour garantir la stabilité et la sécurité informatique des applications et des données.

Ce contrat peut être conclu de gré à gré en vertu de l'article 573.3 paragraphe 6 (b) de la Loi sur les cités et villes, étant donné que la firme BMC dispose des droits exclusifs pour l'édition et la distribution des logiciels utilisés, ainsi qu'en vertu de l'article 573.3 paragraphe 9 de cette même loi, puisque BMC est le fournisseur exclusif du service d'entretien et des mises à jour de ses produits.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense, d'un montant de 172 467,09 \$, taxes incluses (157 485,44 \$ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement 2019 du Service des TI. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Cette dépense concerne des systèmes corporatifs tels que le système de taxation (OASIS), la gestion Cour municipale (GESCOUR) ou le système de traitement des offenses pénales (STOP+), qui sont de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Tableau comparatif des coûts des années antérieures :

Contrat BMC			
Comparaison des années antérieures			
Période	Montants taxes incluses	Différence \$	Différence %
2017-2018	186 425,07 \$	N/A	N/A
2018-2019	186 425,07 \$	0	0



2019-2020 (nouveau contrat à titre comparatif)	172 467,09 \$	(13 957,98) \$	(7,49) %
--	---------------	----------------	----------

L'exercice de l'option de renouvellement d'une année supplémentaire, tel que stipulée au contrat pour la gamme de produits Control-M, permet à la Ville de réaliser une économie de 7,49% sur le coût total du contrat.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le contrat actuellement en vigueur arrive à échéance le 30 mars 2019. Sa prolongation permet le maintien des logiciels à jour et de pallier aux failles de sécurité. Ceci permet d'assurer la continuité des opérations et de stabiliser les traitements informatiques pour répondre aux besoins de la Ville.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation du dossier par le CE – 13 février 2019  
 Approbation du dossier par le CM – 25 février 2019  
 Approbation du dossier par le CG – 28 février 2019  
 Octroi du contrat – 31 mars 2019.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
 Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Fouzia KHIER  
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

**Tél :** 5148682550

**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-15

Robert VANDELAC  
Chef de division - Infrastructures  
technologiques

**Tél :** 514 868-5066

**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Martin PAGÉ  
Directeur - Centre Expertise Plateformes et  
Infrastructures

**Tél :** 514 280-3456

**Approuvé le :** 2019-01-15

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Sylvain PERRAS  
Directeur du service des technologies de  
l'information

**Tél :**

**Approuvé le :** 2019-01-30



## Commande de Progiciels - Perpetual

Date de la Commande: 31 mars 2019

Territoire: Canada

Client: Ville De Montreal

BMC Software Canada Inc.  
50 Minthorn Boulevard, Suite 303  
Markham, Ontario L3T 7X8, Canada  
Attn: Département Administration des Ventes

Web: [www.bmc.com](http://www.bmc.com)

### Tableau de Progiciels :

Progiciels	Plan de Support	Capacité Licenciée			Redevances					
		Unité de Mesure		Nombre d'Unités	Coût Liste Unitaire (en CAD)	Remise (%)	Coût Unitaire (en CAD)	Coût Unitaire de Support (en CAD)	Redevance de Licence par Progiciel (en CAD)	Redevance de Support par Progiciel (en CAD)
Control-M Platform (Task)	BMC Continuous Support	per task		4875						
Control-M (Base)	BMC Continuous Support	per enterprise		1						
Control-M Output Management (MIPS)	BMC Continuous Support	per MIPS		199						
Control-M Workload Change Manager (Task)	BMC Continuous Support	per task		4875						
Control-M Managed File Transfer (Task)	BMC Continuous Support	per task		4875						
					Redevance Totale (en CAD) hors taxes				128,278.99	

- Objet:** Cette Commande (la « **Commande** ») régit l'utilisation par le Client des référencés dans le Tableau de Progiciels (les « **Progiciels** »), La Commande est régie par Technology Solutions Agreement (BMC No. 58918-3) en date du 19 décembre 2002. (les « **Conditions Générales** »).
- Redevance.** La redevance pour l'utilisation des Progiciels dans la limite de la Capacité Licenciée est la redevance totale indiquée dans le Tableau des Progiciels ("la **Redevance**"). BMC facturera le Client qui accepte par avance de payer ladite Redevance , ainsi que toutes taxes applicables en vertu des lois du pays dans lequel les Progiciels sont installés.

3. **Redevance.** La redevance pour l'utilisation des Progiciels dans la limite de la Capacité Licenciée est la redevance totale indiquée dans le Tableau des Progiciels ("la Redevance"). BMC facturera le Client qui accepte par avance de payer ladite Redevance, ainsi que toutes taxes applicables en vertu des lois du pays dans lequel les Progiciels sont installés.
4. **Support:** La Redevance de Support Totale pour l'inscription des Progiciels au plan de support, d'amélioration et de maintenance de BMC indiqué ci-dessus et décrit sur le lien [www.bmc.com/support/review-policies](http://www.bmc.com/support/review-policies) (le « **Support** ») est incluse dans la Redevance couvrant une période allant du 31 mars 2019 au 30 mars 2020 (« **Période de Support** »). Le Client ne sera pas en droit de résilier ou annuler le Support BMC des Progiciels pendant la Période de Support.
  - a) **Rapports d'Usages.** A la demande de BMC, dans la limite d'une fois par an, le Client s'engage à transmettre à BMC, dans les trente jours suivant ladite requête, soit (a) des rapports d'utilisation périodique générés directement par certains Progiciels de manière électronique soit défaut (b) les rapports écrits générés manuellement par le Client et précisant l'utilisation du Progiciel par le Client. Dans l'hypothèse où un tel rapport montrerait que le Client a excédé la Capacité Licenciée pour un Progiciel, le Client s'engage à payer la redevance complémentaire correspondant à la capacité additionnelle à réception de la facture par BMC.
5. **Protection des données.** BMC et le Client conviennent que l'Accord de Traitement des Données, qui est consultable à depuis le lien <https://www.bmc.com/content/dam/bmc/corporate/bmcdpa.pdf>, est applicable aux offres BMC couvertes par cette Commande, à moins que BMC ait déjà signé un Accord de traitement des Données avec le Client pour lesdites offres BMC, auquel cas la version signée régie la présente Commande.
6. **Divers.** La garantie de performance du Progiciel s'applique seulement aux Progiciels licenciés par le Client pour la première fois. Les Progiciels sont réputés acceptés à leur date de livraison par BMC au client, que ce soit physiquement ou via la fourniture des codes d'accès pour les téléchargements électroniques, selon le premier des deux événements qui intervient en premier, étant précisé qu'une telle acceptation n'impactera pas la Garantie de Performance des Progiciels telle que prévue dans les Conditions Générales. Le Progiciel est susceptible de contenir des hyperliens vers des sites internet contrôlés par des tiers autres que BMC. BMC ne peut être tenu pour responsable pour et ne peut garantir le contenu ou accepter une quelconque responsabilité pour l'utilisation par le Client de ses sites. Le Client doit se référer aux politiques desdits sites en matière de vie privée et autres thématiques avant de les utiliser. En cas de contradiction entre les dispositions des présentes et celles des Conditions Générales, les dispositions de la présente Commande prévaudront. BMC refuse expressément l'application de toute modalité ou disposition supplémentaire ou contradictoire insérée dans un document de commande du Client. Les termes mentionnés en lettres majuscules sont définis dans la présente Commande, ses Annexes, ou dans les Conditions Générales. Il est précisé qu'aucune Partie aux présentes ne pourra résilier les termes de cette Commande ou les Conditions Générales pour convenance. Par dérogation à l'article 1223 du Code civil, le Client ne pourra aucunement décider seul d'une réduction quelconque des montants payables au titre des Prestations de Services précisés dans chaque POF. Par dérogation à l'article 1220 du Code civil, aucune des parties ne pourra suspendre le Contrat sans manquement prouvé de l'autre partie. Par dérogation à l'article 1222 du Code civil, en cas de manquement d'une des parties aux obligations à sa charge en vertu du Bon de Commande, pour quelque cause que ce soit (y compris en cas de force majeure), l'autre partie s'interdit de faire exécuter lesdites obligations par un tiers sans l'accord préalable et express de la partie défaillante. Aucun remboursement de frais, ni aucune avance ne pourra être demandé à la partie défaillante à ce titre sans son accord préalable et express. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux définis à l'article 1218 du Code civil tel qu'interprété par la jurisprudence des cours et tribunaux français. Conformément à l'article 1216-1 du Code civil, le Client consent expressément que la cession du Contrat par BMC libère BMC pour l'avenir.
7. **Dispositions Particulières.** Nonobstant toute disposition contraire contenue dans ce document, les dispositions particulières suivantes s'appliquent:
  - I. **Migration de Progiciels.** Le Client migre les licences portant sur le Progiciel original acquises en vertu d'une commande (le « **Progiciel Original** ») vers une nouvelle dénomination ou nouvelle unité de mesure, un nouveau Plan de Support ou vers tous ces éléments (le « **Nouveau Progiciel** ») tel que décrit ci-dessous. Les licences portant sur les Nouveaux Progiciels : (i) ont la même durée, (ii) la même date anniversaire de support et (iii) et une période de renouvellement du Support identiques à celles des licences portant sur les Progiciels Originaux. Dans l'hypothèse où une redevance pour la migration au

nouveau plan de Support s'appliquait, celle-ci serait incluse dans la Redevance. Les licences portant sur les Nouveaux Progiciels sont régies par les dispositions de la Commande et des Conditions Générales. Les licences portant sur les Nouveaux Progiciels n'incluent aucune période de garantie ou de période de garantie supplémentaire. La Migration ne dispense en rien le Client, le cas échéant, de son obligation de paiement pluriannuel existant au titre de l'attribution du droit d'utilisation des Progiciels Originaux. Au terme de cette Commande et de la migration complète du Progiciel d'origine au nouveau Progiciel, ou six mois après la date d'entrée en vigueur de la Commande, le Client perd tout droit sur les licences portant sur les Progiciels Originaux. L'utilisation simultanée du Nouveau Progiciel et du Progiciel Original dans un environnement de production ne peut pas dépasser la Capacité Licenciée du Nouveau Progiciel.

N° LIGNE	DENOMINATION DES PROGICIELS	UNITE DE MESURE	CLASSIFICATION	CAPACITE LICENCIEE	PLAN DE SUPPORT*
<b>PROGICIELS ORIGINAUX :</b>					
1	Control-M Select (Task)	per task	ESM Other 2	4,875	BMC Continuous Support
1	Control-M for Advanced File Transfer (Task)	per task	ESM Other 2	4,875	BMC Continuous Support
1	Control-M Batch Impact Manager (Task)	per task	ESM Other 2	4,875	BMC Continuous Support
<b>MIGRE VERS : NOUVEAUX PROGICIELS</b>					
1	Control-M Platform (Task)	per task	ESM Other 2	4,875	BMC Continuous Support

\*Si le Plan de Support du Progiciel Original est différent du Plan de Support du Nouveau Progiciel, alors tous les autres Progiciels licenciés par BMC qui bénéficiaient du Plan de Support et du Numéro de Contrat de Support du Progiciel Original seront migrés vers le Plan de Support du Nouveau Progiciel.

#### Tableau des Progiciels non Conservés

Nom du progiciel	Unité de Mesure	Classification	Capacité Licenciée
MainView for z/OS	per installed server	Tier 040	1
MainView for CICS	per installed server	Tier 040	1
Remedy AR System Fixed 1-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2
Remedy AR System Fixed 1-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2
Remedy AR System Server	per instance	Remedy Other	1
Remedy AR System Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	1
Remedy AR System Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2
Remedy Service Desk Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2
Remedy Service Desk & AR System Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	1
Remedy Service Desk & AR System Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2

Nom du progiciel	Unité de Mesure	Classification	Capacité Licenciée
Remedy Service Desk Application	per instance	Remedy Other	1

**Intégralité de l'accord et modifications.** Les Parties reconnaissent avoir lu les Présentes et reconnaissent qu'elles reflètent l'accord complet et exclusif des Parties quant à l'objet de cette Commande. Cette Commande ne peut être modifiée ou résiliée que sur écrit signé par les Parties. Chaque partie aux présentes garantit qu'un représentant dûment habilité de ladite partie a signé la présente Commande et que cette Commande constitue donc une obligation valide et exécutoire engageant ladite partie. Le Client autorise BMC à émettre la facture correspondant à la présente Commande immédiatement après signature par les deux parties de cette Commande et s'engage à payer ladite facture sans qu'aucun document additionnel, y inclus une commande, ne soit nécessaire. Lorsqu'une partie a signé la Commande sous forme électronique, ladite partie garantit que la signature électronique exprime son consentement et que la Commande est juridiquement contraignante et satisfait à toutes les exigences légales qui lui sont applicables. Les Parties conviennent que la Commande puisse servir de preuve au même titre qu'un document papier signé à la main.

#### INFORMATIONS RELATIVES AU CLIENT

<b>Nom de la société:</b>	Ville De Montreal
<b>Adresse:</b>	801 rue Brennan, bureau 10110
	Montréal, Canada, H3C 0G4
<b>Contact:</b>	Robert Vandelac
<b>E-mail:</b>	robert.vandelac@ville.montreal.qc.ca
<b>Autre:</b>	

#### INFORMATIONS RELATIVES A LA FACTURATION:

<b>Nom de la société:</b>	Ville De Montreal
<b>Adresse:</b>	801, rue Brennan 9e étage (bureau 9119.10)
	Montréal (Québec) H3C 0G4
<b>Contact:</b>	Sophie Hayeur
<b>E-mail:</b>	shayeur@ville.montreal.qc.ca
<b>Autre:</b>	

ANNEXE INCORPOREE A LA PRESENTE COMMANDE	'X'
Annexe A – Dispositions Supplémentaires	X



**(BMC)** BMC Software Canada Inc.

Par : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Qualité : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Cachet Commercial: \_\_\_\_\_

**(Client)** Ville De Montreal

Par : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Qualité : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Cachet Commercial: \_\_\_\_\_

## ANNEXE A

### DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

La présente Annexe A se rattache expressément à la Commande datée du **31 mars 2019** entre BMC et le Client.

**I. DEFINITIONS:** Les définitions suivantes s'appliquent à cette Commande et à l'Annexe A.

«**Ordinateur**» ou «**Serveur**» a la signification généralement reconnue dans l'industrie informatique, celle d'une machine unique qui peut être soit un processeur central, comme une machine mainframe, soit une machine systèmes distribués, comme un Serveur basé sur Unix ou Intel. Une machine mainframe peut être un Ordinateur mainframe individuel ayant un seul ou de multiples processeurs. Pour les machines systèmes distribués, un Ordinateur ou un Serveur peut être physique ou virtuel.

«**Documentation**» est constituée des publications techniques relatives au Progiciel, tel que les commentaires de release, références, l'utilisateur, l'installation, l'administrateur systèmes, les recommandations techniques, fournies avec le Progiciel.

«**Entreprise**» est l'environnement comprenant l'ensemble du matériel appartenant au Client ou loué par celui-ci sur le Territoire.

«**Capacité Licenciée**» est la quantité de chaque Progiciel licenciée telle qu'établie dans cette Commande. Pour les licences basées sur la puissance d'un ordinateur, le Client accepte d'utiliser la classification machines BMC alors en vigueur, qui sera fournie sur demande.

**II. LICENSE RESTRICTIONS:** Les restrictions suivantes s'appliquent à certains Progiciels tels qu'ils sont nommés actuellement ou à l'avenir.

**BMC Atrium Discovery and Dependency Mapping:** La restriction suivante est applicable à BMC Atrium Discovery and Dependency Mapping:

BMC Atrium Discovery and Dependency Mapping inclut Red Hat Enterprise Linux. L'utilisation et l'accès du Client à Red Hat Enterprise Linux dans le cadre de BMC Atrium Discovery and Dependency Mapping sont régis par le contrat de licence utilisateur final de Red Hat Enterprise Linux et Red Hat Applications, lequel est incorporé à la présente Commande et dont une copie est accessible à partir de [www.redhat.com/licenses/eulas](http://www.redhat.com/licenses/eulas).

**CONTROL-M/Assist:** Control-M/Assist ne peut être utilisé que pour faire l'interface avec un ordonnanceur tiers et ne peut pas être utilisé pour programmer ou gérer des traitements par lots en dehors des dépendances inter-ordonnanceurs.

**BMC Discovery:** La restriction suivante est applicable à BMC Discovery:

La version 11.1 de BMC Discovery, et toute version antérieure de BMC Discovery, inclut Red Hat Enterprise Linux. L'utilisation et l'accès du Client à Red Hat Enterprise Linux dans le cadre de BMC Discovery sont régis par le contrat de licence utilisateur final de Red Hat Enterprise Linux et Red Hat Applications, lequel est incorporé à la présente Commande et dont une copie est accessible à partir de [www.redhat.com/licenses/eulas](http://www.redhat.com/licenses/eulas). Nonobstant ce qui précède, cette restriction ne s'applique pas aux clients qui ont installée la version 11.2 de BMC Discovery, ou toute version plus récente, dans la mesure où ces versions n'incluent pas Red Hat Enterprise Linux.

**Restriction dans l'Allocation des Licences pour les Progiciels Remedy Service Management:** Nonobstant toute dispositions contraire contenue dans la Commande ou le Contrat, et sous réserve que le Progiciel soit licencié (i) en vertu d'une Unité de Mesure "par utilisateur nommé", le Client peut échanger trois licences d'utilisation par utilisateur nommé portant sur le Progiciel contre une licence portant sur le même Progiciel avec une Unité de Mesure "par licence simultanée" ou (ii) en vertu d'une Unité de Mesure "par utilisateur nommé", le Client peut échanger une licence par utilisateur concurrent contre trois licences du même Progiciel



avec une Unité de Mesure “par utilisateur nommé”. Aucun frais additionnel ne sera imputé au Client pour un tel échange de licence sous réserve que le Client n’excède par la Capacité Licenciée du Progiciel concédée au Client, étant toutefois précisé que le Client doit: (i) notifier BMC par écrit de sa volonté d’échanger les licences de Progiciels et (ii) passer une nouvelle Commande précisant la nouvelle Capacité Licenciée et la nouvelle Unité de Mesure.

**III. UNITES DE MESURE:** Les unités de mesure s’appliquent à certains Progiciels.

UNITES DE MESURE	DEFINITIONS DES UNITES DE MESURE
<b>par entreprise (per enterprise)</b>	Une licence est nécessaire par Client ou par Client de Client, ou les deux, exclusivement pour son usage interne, quel que soit le nombre d’installations du Progiciel par le Client dans son Entreprise ou celle de son Client.
<b>par MIPS (per MIPS)</b>	Une licence est requise pour le nombre total cumulé de MIPS de chaque Ordinateur, y compris tous les Ordinateurs couplés dans un environnement parallèle Sysplex, sur lesquels le Progiciel a été installé, géré ou supervisé. L’évaluation MIPS est la puissance de calcul globale (exprimée en millions d’instructions par seconde) d’un Ordinateur, en application de l’Evaluation de MIPS définie dans le <i>Gartner Group Rating Guide</i> . Des mots de passe seront donnés pour le Progiciel.
<b>par tâches (per task)</b>	Pour tous les produits Control-M, à l’exception de ceux fonctionnant exclusivement dans l’environnement Mainframe, une licence est nécessaire pour le nombre maximum de Tâches (telle que définie ci-dessous) présentes dans la base de données Control-M « Active Jobs » par période de 24 heures, indépendamment du fait que les Tâches s’exécutent ou non. Pour les Produits Control-M qui fonctionnent exclusivement dans l’environnement Mainframe, une licence est nécessaire pour le nombre maximum de Tâches (telle que définie ci-dessous) présentes uniquement dans la base de données Control-M « Active Jobs ». Les Tâches dans les bases de données Control-M « Active Jobs » comprennent toutes les Tâches dans les systèmes Distribués et/ou environnements Mainframe par période de vingt-quatre (24) heures (incluant notamment le développement, l’intégration/staging, QA (Assurance qualité), pré-production, production et environnement de test) excepté : (i) les dossiers/tables SMART et sous-dossiers/tables SMART contenant les définitions de planification et listées comme tâches dans les bases de données « Active Jobs » ne sont pas comptabilisées comme Tâches, (ii) les Tâches qui ont des paramètres de fuseaux horaires peuvent rester dans les bases de données « Active Jobs » pendant trois jours consécutifs, mais ne seront comptées que comme une seule Tâche, (iii) une Tâche qui s’exécute plus d’une fois en une journée (avec le même numéro de Commande/Order ID) est comptabilisée comme une seule Tâche – ce qui inclut les Tâches ré-exécutées ou cycliques, et (iv) les Tâches qui sont fournies pour des licences comprenant d’autres Unités de Mesure (par ex : tier ou MIPS) ne sont pas considérées comme Tâches au titre de la présente définition de l’Unité de Mesure « par Tâches ». La notion de Tâche est interchangeable avec la notion de « job » et signifie toute commande exécutable contenant le nom des processus JCL, CL, DCL, ECL, script ou fictifs (Dummy) qui s’exécuteront ainsi que les critères de planification, le contrôle de flux,

	l'utilisation des ressources.
--	-------------------------------

## Commande de Progiciels - Perpétuel

**Date de la Commande:** 31 mars 2019

**Territoire :** Canada

**Client** Ville De Montreal

BMC Software Canada Inc.

50 Minthorn Boulevard, Suite 200

Markham, Ontario L3T 7X8, Canada

**Attn: Département Administration des Ventes**

**Web:** [www.bmc.com](http://www.bmc.com)

### Tableau de Progiciels :

<u>Progiciels</u>	<u>Capacité Licenciée</u>			<u>Coût Unitaire pour Capacité Additionnelle et Prorogations</u>	
	Unité de Mesure	Sous-système ou Système d'Exploitation		Coût Unitaire Annuel (en CAD)	Coût unitaire de prorogation (en CAD)
BMC MainView Performance Manager Family for Mainframe Operating Systems	par MIPS	z/OS	199	\$48.84	\$53.72
BMC MainView Performance Manager Family for CICS	par MIPS	CICS	199	\$23.84	\$26.22
BMC MainView Allocation Manager Family for Mainframe Storage	par MIPS	z/OS	199	\$31.54	\$34.69
					0
				<b>Redevance Totale (en CAD) hors taxes</b>	<b>21,725</b>

\*Pour une liste complète de tous les produits inclus dans la Famille de Progiciels, se reporter à l'annexe B

1. **Objet.** Cette Commande (la « **Commande** ») régit l'utilisation par le Client des Progiciels référencés dans le Tableau de Progiciels (les « **Progiciels** »). Cette Commande complète le Technology Solutions and License Addendum Agreement (BMC No. 58918-3) en date du 19 décembre 2002, et les avenants éventuels s'y rapportant (les « **Conditions Générales** »), dont les termes complètent la présente Commande.
  - a. **Terme.** La durée de cette Commande est de la Date de la Commande au 30 Mars 2020 (la «durée»).
  - b. **Capacité additionnelle pour la Famille de Progiciels.** Pendant la durée de la présente Commande, si le client dépasse sa Capacité Licenciée, le Client doit obtenir la Capacité Licenciée supplémentaire pour la Famille (s) de Progiciels à la base du Coût Unitaire Annuel défini dans la présente Commande et en exerçant une Commande séparée. Le calcul se fera comme suit: (i) la Capacité Licenciée supplémentaire multiplié par (ii) le Coût Unitaire Annuel divisé par 12 multiplié par (iii) les mois restant au Terme.

2. **Redevance.** La redevance pour l'utilisation des Progiciels dans la limite de la Capacité Licenciée est la redevance totale indiquée dans le Tableau de Progiciels (la « Redevance »).
3. **Support.** La Redevance de Support totale pour l'inscription des Progiciels au plan de support de BMC indiqué ci-dessus et décrit sur le lien suivant [www.bmc.com/support/review-policies](http://www.bmc.com/support/review-policies) (le « **Support** ») est inclus dans la Redevance du 31 mars 2019 au 30 mars 2020 (la « **Période de Support** »). Le Client ne pourra ni résilier ni annuler le Support BMC des Progiciels pendant la Période de Support.
4. **NON-DIVULGATION.** Le Client ne pourra, sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit de BMC, divulguer l'une des dispositions de la présente Commande à des tiers, et notamment celles relatives aux prix, ou même faire publiquement état de son existence, ou procéder à sa publicité à moins d'être requis par la loi, un règlement ou une ordonnance d'un tribunal.
5. **Rapports d'utilisation.** A la demande de BMC, dans la limite d'une (1) fois par an, le Client s'engage à transmettre à BMC des rapports d'utilisation périodique des progiciels générés par certains progiciels (le cas échéant) ou des rapports écrits, qu'ils soient générés manuellement ou électroniquement, précisant l'utilisation du Progiciel par le Client. S'il ressort de ces rapports que le Client a dépassé sa Capacité Licenciée pour un Progiciel, le Client s'acquittera des redevances applicables à cette capacité additionnelle à réception de la facture BMC correspondante.
6. **Divers.** Sauf autrement modifiées, les dispositions des Conditions Générales sont incorporées à cette Commande. La garantie de performance du Progiciel s'applique seulement aux Progiciels licenciés par le Client pour la première fois. Les progiciels sont acceptés par le Client à la date à laquelle BMC les délivre au Client, soit sous forme physique soit par la fourniture des codes d'accès permettant le téléchargement électronique, au plus tôt de ces deux éventualités, néanmoins, ladite acceptation n'affectera en rien la Garantie de Performance prévue aux Conditions Générales. En cas de contradiction entre les dispositions des présentes et celles des Conditions Générales, les dispositions de la présente Commande prévaudront. BMC refuse expressément l'application de toute modalité ou disposition supplémentaire ou contradictoire insérée dans un document de commande du Client. Les termes mentionnés en lettres majuscules sont définis dans la présente Commande, ses Annexes, ou dans les Conditions Générales. Il est précisé qu'aucune Partie aux présentes ne pourra résilier les termes de cette Commande ou les Conditions Générales sans motif. Le Client accepte que BMC y compris sa société mère et ses filiales puissent citer en référence le Client en tant que client de BMC, tant en interne que vis-à-vis de l'extérieur, par le biais de publications.
7. **Intégralité de l'accord et modifications.** Les Parties reconnaissent avoir lu les Présentes et reconnaissent qu'elles reflètent l'accord complet et exclusif des Parties quant à l'objet de cette Commande. Cette Commande ne peut être modifiée ou résiliée que sur écrit signé par les Parties. Le Client autorise BMC à émettre sa facture à la signature par les deux parties de la présente Commande et s'acquittera de ladite facture sans qu'il soit nécessaire d'émettre un bon de commande (purchase order) ou tout autre document.

**INFORMATIONS RELATIVES AU CLIENT**

<b>Nom de la société:</b>	Ville de Montréal
<b>Adresse:</b>	801 rue Brennan, bureau 10110
	Montréal Canada H3C 0G4
<b>Contact:</b>	Robert Vandelac
<b>E-mail:</b>	robert.vandelac@ville.montreal.qc.ca
<b>Autre:</b>	

**INFORMATIONS RELATIVES A LA FACTURATION:**

<b>Nom de la société:</b>	Ville de Montréal
<b>Adresse:</b>	801, rue Brennan 9e étage (bureau 9119.10)
	Montréal Canada H3C 0G4
<b>Contact:</b>	Sophie Hayeur
<b>E-mail:</b>	shayeur@ville.montreal.qc.ca
<b>Autre:</b>	

<b>ANNEXE INCORPOREE A LA PRESENTE COMMANDE</b>	<b>'X'</b>
Annexe A – Dispositions Supplémentaires	X
Annexe B – La Famille de Progiciels	X

**(BMC) BMC Software Canada Inc.**

Par : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Qualité : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Cachet Commercial: \_\_\_\_\_

**(Client) Ville De Montréal**

Par : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Qualité : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Cachet Commercial: \_\_\_\_\_

## ANNEXE A

### DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

**I. DEFINITIONS:** Les définitions suivantes s'appliquent à cette Commande et à l'Annexe A.

«**Ordinateur**» ou «**Serveur**» a la signification généralement reconnue dans l'industrie informatique, celle d'une machine unique qui peut être soit un processeur central, comme une machine mainframe, soit une machine systèmes distribués, comme un Serveur basé sur Unix ou Intel. Une machine mainframe peut être un Ordinateur mainframe individuel ayant un seul ou de multiples processeurs. Pour les machines systèmes distribués, un Ordinateur ou un Serveur peut être physique ou virtuel.

«**Documentation**» est constituée des publications techniques relatives au Progiciel, tel que les commentaires de release, références, l'utilisateur, l'installation, l'administrateur systèmes, les recommandations techniques, fournies avec le Progiciel.

«**Entreprise**» est l'environnement comprenant l'ensemble du matériel appartenant au Client ou loué par celui-ci sur le Territoire.

«**Capacité Licenciée**» est la quantité de chaque Progiciel licenciée telle qu'établie dans cette Commande. Pour les licences basées sur la puissance d'un ordinateur, le Client accepte d'utiliser la classification machines BMC alors en vigueur, qui sera fournie sur demande.

**Famille de Progiciels BMC:** Pour chaque Famille de Progiciels BMC ayant la capacité à être installée sur un Ordinateur mais pouvant gérer ou superviser d'autres Ordinateurs ou des données gérées par d'autres Ordinateurs via sa technologie ou ses fonctionnalités, la Famille de Progiciels doit être licenciée pour tout Ordinateur: (i) pour lequel la Famille de Progiciels est installée, gérée ou supervisée et (ii) pour lequel la Famille de Progiciels ou l'un de ses composants traitera des données ou pour le compte duquel exécutera une fonctionnalité, que la Famille de Progiciels ou l'un de ses composants soit installée ou non sur cet Ordinateur. La Famille de Progiciels peut être installée ou déplacée sur tout Ordinateur incluse dans l'environnement licencié.

**II. UNITES DE MESURE:** Aux fins de cette Commande, un Progiciel équivaut à une Famille de progiciels dans les unités de mesure suivantes s'appliquant à certains Progiciels.

UNITES DE MESURE	DEFINITIONS DES UNITES DE MESURE
par MIPS (per MIPS)	Une licence est requise pour le nombre total cumulé de MIPS de chaque Ordinateur, y compris tous les Ordinateurs couplés dans un environnement parallèle Sysplex, sur lesquels (i) chaque sous-système OS/390 ou z/OS (c'est-à-dire IMS, DB2, CICS ou VSAM) pour lequel une Famille de Progiciel est licenciée pour opérer (un « <b>Sous-Système</b> ») ou (ii) chaque système d'exploitation OS/390 ou z/OS sur lequel une Famille de Progiciel licenciée pour opérer a été installé (un « <b>Système d'Exploitation</b> »), géré (Ordinateur ou données), supervisé, ou a fonctionné pendant la Commande applicable. L'évaluation MIPS est la puissance de calcul globale (exprimée en millions d'instructions par seconde) d'un Ordinateur, en application de l'Evaluation de MIPS définie dans le <i>Gartner Group Rating Guide</i> . Des mots de passe seront donnés pour le Progiciel.

**Annexe B**  
**La Famille de Progiciels**

\* La Famille de Progiciels comprend les éléments suivants:

Famille de Progiciels	Progiciels
BMC MainView Performance Manager Family for Mainframe Operating Systems	CMF MONITOR MAINVIEW for z/OS MAINVIEW for Linux - Servers MAINVIEW for UNIX System Services MAINVIEW SYSPROG Services MAINVIEW AutoOPERATOR for z/OS MAINVIEW FOCAL POINT MAINVIEW AutoOPERATOR TapeSHARE
BMC MainView Performance Manager Family for CICS	MAINVIEW for CICS Energizer for CICS MAINVIEW AutoOPERATOR for CICS
BMC MainView Allocation Manager Family for Mainframe Storage	MAINVIEW SRM StopX37/II MAINVIEW SRM Allocation DATA ACCELERATOR Compression



January 16, 2019

Ville de Montreal  
801, rue Brennan  
Montréal (Québec)  
H3C 0G4

Dear Redouane Blal,

BMC does not release the product source code to the public or authorize other contractors to sell, lease or maintain its Control-M and Mainview products. Upgrades, modifications and enhancements are performed on the source code only by BMC. BMC owns the source code for the software required for this acquisition. To have BMC provide software support and maintenance provides the added assurance that any upgrades and enhancements to the software will be performed by the owner of the proprietary source code.

Regards,

  
Judy Schafer  
BMC Software, Inc.

|



**Dossier # : 1187833006**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
<b>Objet :</b>	Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$ pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc (CG15 0139 ), fournisseur unique, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses

### SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

---

### FICHIERS JOINTS



[Certification des fonds - GDD 1187833006.xlsx](#)

---

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI  
 Préposée au budget  
**Tél :** (514) 872-3580

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Gilles BOUCHARD  
 Conseiller(ère) budgétaire  
**Tél :** 514 872 0962  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



(1)

**Dossier # : 1192645001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure avec Aréo-Feu Ltée une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans, pour l'acquisition de séchoirs portatifs pour habits de combat et les services d'entretien et de réparation - Appel d'offres public 18-17267 (2 soumissionnaires conformes) - montant approximatif de 686 469,74 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, pour l'acquisition de séchoirs portatifs pour habits de combat et les services d'entretien et de réparation;
2. d'accorder à Aréo-Feu Ltée, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17267;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 686 469,74 \$.

**Signé par** Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-01-24 13:18

**Signataire :**

Serge LAMONTAGNE

\_\_\_\_\_  
Directeur général  
Direction générale , Cabinet du directeur général

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1192645001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure avec Aréo-Feu Ltée une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans, pour l'acquisition de séchoirs portatifs pour habits de combat et les services d'entretien et de réparation - Appel d'offres public 18-17267 (2 soumissionnaires conformes) - montant approximatif de 686 469,74 \$, taxes incluses.

## CONTENU

### CONTEXTE

La présente entente-cadre comprend l'acquisition de séchoirs portatifs pour les habits de combat et les services d'entretien et de réparation pour une durée de cinq (5) ans. Dans la poursuite de la mise en oeuvre du plan d'action pour réduire les risques des maladies professionnelles des pompières et pompiers, il est prévu l'acquisition de séchoirs portatifs pour les habits de combat afin de permettre le séchage des habits en caserne après un lavage de routine effectué par les pompières et pompiers.

La réduction des risques liés aux maladies professionnelles des pompiers s'inscrit comme priorité n°1 au Plan stratégique 2018-2021 du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), *Notre leadership mobilisateur en SST au profit de tous* .

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le système électronique SÉAO le 26 septembre 2018 pour une ouverture des soumissions le 6 novembre 2018, permettant ainsi 40 jours pour déposer une proposition. La période de validité des soumissions est de 180 jours civils suivant la date d'ouverture de la soumission. Un addenda a été émis durant la période, le 22 octobre 2018 pour un report de la date d'ouverture des soumissions.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

n/a

### DESCRIPTION

Cette entente-cadre permettra de mettre en place une solution de séchage des habits de combat dans les casernes et dans les locaux des chefs pompiers. Au total, 152 séchoirs portatifs seront acquis pour les casernes et les chefs pompiers. Un séchoir pouvant servir à un maximum de 4 habits de combat, un séchoir par unité d'intervention est prévu. Les séchoirs portatifs pour habits de combat doivent respecter la norme NFPA 1851 « *Standards on selection, care and maintenance of protective ensembles for structural fire*

*fighting and proximity fire fighting* » de la National Fire Protection Association (FNPA, 2014).

Ainsi, la température et le temps de séchage des habits de combat respecteront les normes et recommandations des fabricants et permettront de préserver les fibres de tissus des habits de combat pour une protection optimale des pompières et pompiers.

## JUSTIFICATION

Deux (50 %) des quatre preneurs du cahier des charges ont déposé une soumission. Les motifs de désistement de deux des quatre preneurs de cahier de charges sont, dans un cas, qu'il ne pouvait respecter le délai de livraison et, dans l'autre cas, il n'offrait pas ce produit. L'analyse des soumissions atteste de la conformité administrative et technique.

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Aréo-Feu Ltée	686 469,74 \$		686 469,74 \$
Lion Distribution inc.	899 843,46 \$		899 843,46 \$
Dernière estimation réalisée	946 129,27 \$		946 129,27 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			793 156,60 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			15,54 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme – la plus basse)			213 373,72 \$
Écart entre la plus haute conforme et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			31,08 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme – estimation)			-259 658,53 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-27,44 %

L'écart favorable de 259 658,83 \$, soit -27,4 %, entre l'estimation de 946 129,27 \$ et la soumission la plus basse de 686 469,74 \$ s'explique principalement par l'offre d'un modèle de séchoir par la firme Aréo-Feu Ltée qui n'avait pas été proposé lors de la veille de marché effectuée pour les séchoirs. Ce modèle s'avère un équivalent aux modèles considérés et est disponible à un prix inférieur.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, le Service de l'approvisionnement a procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ni être inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier d'appel d'offres ne requiert pas la présentation d'une autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Ville a effectué une estimation préalable de la dépense.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total maximal de ce contrat est de **686 469.74 \$** (taxes incluses) et sera assumé comme suit :

Un montant maximal de **651 862,26\$** (taxes incluses), correspondant aux coûts d'acquisitions, incluant les frais de transport, des séchoirs portatifs seront financés par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération **RCG 14-021** du SIM « *Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 \$ afin de financer l'acquisition d'équipements spécialisés pour la Sécurité incendie* ».

Le solde, soit **34 607,48\$** (taxes incluses), correspondant aux frais d'entretien et de réparation pour les 5 prochaines années, sera assumé par le budget de fonctionnement du SIM (pour couvrir les dépenses au fur et à mesure des besoins).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération"

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le contrat prévoit des services d'entretien et de réparation des séchoirs portatifs afin de maintenir en bon état les séchoirs pour leur durée de vie.

De plus, l'utilisation des séchoirs pour les habits de combat permettra d'assurer un meilleur entretien des habits de combat en assurant un séchage adéquat quant à la température et au temps de séchage et ainsi d'atteindre la durée de vie prévue pour les habits de combat.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La mise à la disposition de séchoirs portatifs dans les casernes et les locaux de chefs assurera un séchage adéquat des habits de combat et réduira le délai de séchage de ces derniers. Ainsi, ces habits de combat seront plus rapidement disponibles pour les interventions suivantes et les fibres de tissus seront mieux préservées.

Parmi les mesures visant à réduire l'exposition aux contaminants de la combustion et des saletés, le nettoyage et l'entretien des habits de combat souillés sont essentiels.

La mise en place d'une solution de séchage des habits de combat en caserne s'inscrit dans la poursuite du développement du programme pour contrer les dangers des contaminants de l'incendie.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Suite à l'octroi de contrat, l'adjudicataire doit livrer l'ensemble des séchoirs prévus au bordereau au cours des six (6) premiers mois du contrat, selon un calendrier établi entre les parties.

Par la suite, l'adjudicataire doit fournir les services d'entretien et de réparation pour une période de 5 ans.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Dana Roxana RACASAN OANCEA)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anjeza DIMO)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sylvie GIRARD  
Chef de division

**Tél :** 514 872-4711  
**Télécop. :** 514 872-7507

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-15

Sylvie GIRARD  
Chef de division

**Tél :** 514 872-4711  
**Télécop. :** 514 872-7507

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Richard LIEBMANN  
Directeur adjoint  
**Tél :** 514 872-8420  
**Approuvé le :** 2019-01-22

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Bruno LACHANCE  
Directeur  
**Tél :** 514 872-3761  
**Approuvé le :** 2019-01-23

**Dossier # : 1192645001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
<b>Objet :</b>	Conclure avec Aréo-Feu Ltée une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans, pour l'acquisition de séchoirs portatifs pour habits de combat et les services d'entretien et de réparation - Appel d'offres public 18-17267 (2 soumissionnaires conformes) - montant approximatif de 686 469,74 \$, taxes incluses.

## SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

## FICHIERS JOINTS



18-17267 Intervention.pdf



18-17267 DetCah.pdf



18-17267 PV.pdf



18-17267 Tableau de prix.pdf

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dana Roxana RACASAN OANCEA  
 Agente d'approvisionnement niv.2  
**Tél : 514 872-6717**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ  
 Chef de section  
**Tél : 514 872-5241**  
**Division : Service de l'approvisionnement , Direction**

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

### ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

#### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17267 No du GDD : 1192645001

Titre de l'appel d'offres : SIM - Séchoirs portatifs pour habits de combat

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

#### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 9 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 30 - 10 - 2018 Date du dernier addenda émis : 22 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 6 - 11 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Date du comité de sélection : - - -

#### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 Nbre de soumissions reçues : 2 % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0 % de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs Date d'échéance initiale : 5 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs Date d'échéance révisée : 5 - 5 - 2019

#### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le contrat est octroyé à la firme cochée √.

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ARÉO-FEU LTÉE	686 469,74 \$	√	N/A
LION DISTRIBUTION INC.	899 843,46 \$		N/A

#### Information additionnelle

Motifs de désistement :

- une firme ne fournit pas le produit demandé;
- une firme n'est pas en mesure de respecter les délais indiqués à l'appel d'offres.

Préparé par : Roxana Racasan Oancea Le 16 - 1 - 2019



**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

**Tableau comparatif des prix****No de l'appel d'offres**

18-17267

**Agent d'approvisionnement**

Roxana Racasan Oancea

**Conformité**

(Tous)

Soumissionnaires	Num. du Lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données			
								Montant sans taxes		Montant taxes incluses	
							(vide)	-	\$	-	\$
Total ()								-	\$	-	\$
Aréo-Feu inc.											
	1	1	Séchoir portatif	152	ch	1	3 580,00 \$	544 160,00 \$		625 647,96 \$	
		2	Frais de transport	76	ch	1	300,00 \$	22 800,00 \$		26 214,30 \$	
		3	Frais d'appel de service	100	ch	1	258,00 \$	25 800,00 \$		29 663,55 \$	
		4	Taux horaire	50	h	1	86,00 \$	4 300,00 \$		4 943,93 \$	
Total (Aréo-Feu inc.)								597 060,00 \$		686 469,74 \$	
Lion Distribution inc.											
	1	1	Séchoir portatif	152	ch	1	4 875,61 \$	741 092,72 \$		852 071,35 \$	
		2	Frais de transport	76	ch	1	300,00 \$	22 800,00 \$		26 214,30 \$	
		3	Frais d'appel de service	100	ch	1	150,00 \$	15 000,00 \$		17 246,25 \$	
		4	Taux horaire	50	h	1	75,00 \$	3 750,00 \$		4 311,56 \$	
Total (Lion Distribution inc.)								782 642,72 \$		899 843,46 \$	



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

Numéro : 18-17267

Numéro de référence : 1202382

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : SIM - Séchoirs portatifs pour habits de combat

<input type="checkbox"/>	<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
<input type="checkbox"/>	Aréo-feu Itée 5205, J.A. Bombardier Longueuil, QC, J3Z 1G4 NEQ : 1145941218	<a href="#">Madame Melanie Mondoux</a> Téléphone : 450 651-2240 Télécopieur :	<b>Commande : (1495442)</b> 2018-09-28 9 h 34 <b>Transmission :</b> 2018-09-28 9 h 34	3015494 - 18-17267 Addenda 1_Report de date 2018-10-22 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Équipements Incendies CMP Mayer inc. 2250 André-C.-Hamel Drummondville, QC, J2C 8B1 NEQ : 1142911370	<a href="#">Monsieur Serge Therrien</a> Téléphone : 819 474-2111 Télécopieur :	<b>Commande : (1494641)</b> 2018-09-26 13 h 09 <b>Transmission :</b> 2018-09-26 13 h 09	3015494 - 18-17267 Addenda 1_Report de date 2018-10-22 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Les Agences Sportives Pierre Coallier 244 rue de la renaissance Blainville, QC, J7B1Y6 NEQ : 2246067609	<a href="#">Monsieur Pierre Coallier</a> Téléphone : 514 891-9755 Télécopieur :	<b>Commande : (1496698)</b> 2018-10-02 15 h 14 <b>Transmission :</b> 2018-10-02 15 h 14	3015494 - 18-17267 Addenda 1_Report de date 2018-10-22 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Lion Distribution Inc 3138 Jacob Jordan, Suite 200 Terrebonne, QC, J6X 4J6 NEQ : 1169909224	<a href="#">Monsieur David Gallant</a> Téléphone : 514 332-0322 Télécopieur : 514 332-3901	<b>Commande : (1494992)</b> 2018-09-27 9 h 49 <b>Transmission :</b> 2018-09-27 9 h 49	3015494 - 18-17267 Addenda 1_Report de date 2018-10-22 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

**Dossier # : 1192645001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
<b>Objet :</b>	Conclure avec Aréo-Feu Ltée une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans, pour l'acquisition de séchoirs portatifs pour habits de combat et les services d'entretien et de réparation - Appel d'offres public 18-17267 (2 soumissionnaires conformes) - montant approximatif de 686 469,74 \$, taxes incluses.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



ÉJ GDD intervention Finance (Séchoirs).xls

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anjeza DIMO  
 Agente de gestion des ressources financières  
 Direction du conseil et soutien financier  
 Point de service - Sécurité publique - SIM  
**Tél : 5142803473**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-18

Hélène DÉRY  
 Chef d'équipe - Prof. d'expertise

**Tél : 514-872-9782**

**Division :** Direction du conseil et soutien financier  
 Point de service - Sécurité publique - SIM



(1)

**Dossier # : 1185006001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Bentley Systems inc., pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles pour la période du 1 mars 2019 au 28 février 2022 pour un montant maximal de 1 880 754,16\$, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville et Bentley Systems inc., fournisseur unique, pour la période du 1er mars 2019 au 28 février 2022, pour couvrir les frais d'abonnements, les mises à jour et l'obtention des droits d'utilisation du portefeuille des licences logicielles, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 880 754,16\$, taxes incluses, conformément à son offre de service;
2. d'autoriser le Directeur du Service des technologies de l'information à signer tout document relatif à cette entente, pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 13:00

**Signataire :** Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1185006001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Bentley Systems inc., pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles pour la période du 1 mars 2019 au 28 février 2022 pour un montant maximal de 1 880 754,16\$, taxes incluses

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La ville de Montréal (Ville) utilise les applications de la firme Bentley systems inc. (Bentley) depuis plus de 15 ans, afin de répondre aux besoins de plusieurs arrondissements et services de la Ville en matière de logiciels métiers spécialisés en topographie, cartographie, géo-spatiale, cadastrale, aménagement territorial et gestion de l'eau. Voici quelques logiciels actuellement utilisés par la Ville :

- MicroStation : Logiciel de conception assistée par ordinateur (CAO) pour l'architecture et les équipes d'ingénierie. Cette application est utilisée pour modéliser et visualiser en 2D et 3D des projets d'infrastructure, de conception, de construction ou d'exploitation;
- OpenRoads : Logiciel de génie civil pour projets et modélisation 3D essentiellement de réseaux routiers unifiant études et construction depuis la phase conceptuelle jusqu'à la construction;
- PowerMap : Logiciel système d'information géographique (SIG) pour la visualisation et la modification d'informations géospatiales 2D/3D, en utilisant des interfaces (API) et de nombreux types de données dont Oracle Spatial, Microsoft SQL et le *Web Features Services (WFS)*;
- ProjectWise : Logiciel de gestion de projet utilisé par les équipes notamment de la géomatique et de l'ingénierie pour gérer, trouver, et partager du contenu CAO et géospatial, des données de projets et des documents Office;
- WaterGems: Logiciel utilisé pour la conception et l'analyse pour la distribution d'eau. Cette application permet de planifier la capacité du réseau d'eau à servir ses usagers et évaluer la croissance anticipée du système, les éventuelles zones de difficultés, de modéliser le fonctionnement de système d'eau et de planifier les opérations de routine.

L'objet du présent dossier vise donc, dans un premier temps, à accorder un contrat de gré à gré à la firme Bentley Systems inc., pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des

mises à jour, des droits d'utilisation et des frais d'abonnement selon la consommation des licences logicielles de Bentley pour la période du 1 mars 2019 au 28 février 2022 pour un montant maximal de 1 880 754,16\$, taxes incluses, et à approuver un projet de convention à cette fin.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17 0256 (15 juin 2017) Accorder un contrat de gré à gré à Bentley Systems inc. pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portefeuille des licences logicielles, pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2017 au 28 février 2019, pour une somme maximale de 815 450,54 \$, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

CG13 0036 (28 février 2013) d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Bentley Systems inc. pour la fourniture du soutien technique et des frais de réinscription pour l'utilisation de ses licences logicielles, pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2013 au 28 février 2017, pour une somme maximale de 1 332 643,41 \$, taxes incluses, conformément à l'offre de service en date du 14 novembre 2012.

CG100195 (20 mai 2010) d'autoriser la continuation du contrat couvrant le renouvellement des licences et de support logiciel liant la Ville de Montréal et Bentley couvrant la période du 1er mars 2009 au 28 février 2013, au montant maximal total de 1 094 887.51\$, incluant les taxes, conformément aux engagements contractuels pris par Bentley.

CG060510 (13 décembre 2006) Octroi d'un contrat à la firme Bentley via le programme « *Municipal Licensing Subscription* MLS » pour la fourniture de licences pour la période du 1er mars 2006 au 28 février 2009 - dépense de 637 787,54 \$, taxes incluses.

## **DESCRIPTION**

Le renouvellement de cette entente permettra :

- D'obtenir les mises à jour, les droits d'utilisation et le soutien technique des licences logicielles ;
- D'optimiser la gestion des actifs logiciels Bentley ;
- De bénéficier des services de soutien technique ;
- D'assurer la synchronisation et l'harmonisation des mises à niveau de versions logicielles annoncées par le fournisseur ;
- De bénéficier d'une assistance 24 heures/24, 7 jours/7 pendant toute l'année;
- De couvrir l'intégralité de la consommation logicielle pour une période de 36 mois des solutions logicielles temporaires ProjectWise, WaterGems, OpenRoads ;
- D'obtenir 10 jours pour un expert des produits Bentley pour accompagner les clients afin notamment d' optimiser l'utilisation et la performance des outils Bentley.

## **JUSTIFICATION**

Cette entente permet de conserver l'utilisation intégrale des différentes solutions métiers et l'abonnement à ELS permet l'utilisation de licences permanentes et temporaires telles que les solutions ProjectWise/WaterGems, Cartographie Bentley, OpenRoads.

Les applications métiers des logiciels Bentley sous contrat permettront :

- La conception cartographique, topographique, GPS, photogrammétrique, imagerie et autres applications géospatiales et géographiques;
- La modélisation, élaboration et visualisation des informations en bâtiment ;

- L'aménagement du territoire et cadastre ;
- La planification, conception de routes et aménagement;
- De soutenir les opérations et les applications métiers utilisées par les usagers, notamment les travaux de reconstruction et d'aménagement des infrastructures des réseaux routiers.

Le tableau ci-dessous indique les frais d'abonnement avant et après escompte, pour une période de 3 ans :

Période renouvellement	Prix avant escompte	Prix payé après escompte	Escompte en \$	Escompte en %
2019-2020	827 360 \$	560 622,25 \$	266 737,75 \$	32,2 %
2020-2021	868 717 \$	614 014,84 \$	254 702,16 \$	29,3 %
2021-2022	912 211 \$	706 117,07 \$	206 093,93 \$	22,6 %
Total pour 3 ans	2 608 288 \$	1 880 754,16 \$	727 533,84 \$	27,9 %

Durant cette période de renouvellement de trois ans, une vigie et une revue complète du portefeuille d'actifs logiciels Bentley sera réalisé afin de répondre notamment à l'évolution des applications informatiques et aux exigences des utilisateurs métiers et opérationnels.

La Ville peut octroyer, de gré à gré à Bentley Systems inc., le contrat qui fait l'objet du présent sommaire décisionnel, puisqu'il s'agit d'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation de logiciels et vise la protection de droits d'auteur et de droits exclusifs de distribution et de fourniture des prestations nécessaires au support technique et à la maintenance desdits logiciels, conformément à l'article 573.3 (6) b) et aussi dont l'objet est l'entretien d'équipements spécialisés qui doit être effectué par le fabricant ou son représentant, conformément à l'article 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes.

La firme Bentley Canada inc. a obtenu son accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) en novembre 2018 pour une période de 3 ans (en p.j.).

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal de 1 880 754,16\$ (TTC) réparti sur une période de trois ans sera imputé au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information comme suit:

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total
<b>Coût annuel (taxes incluses)</b>	560 622,25\$	614 014,84\$	706 117,07\$	1 880 754,16\$

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération. Cette dépense concerne notamment l'obtention des droits d'utilisation et le soutien technique des licences Bentley dont les produits sont utilisés par une vingtaine d'arrondissements et de services centraux, tels le Service de l'évaluation foncière et le Service de l'eau, qui sont de compétence d'agglomération en vertu de *la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

Tableau comparatif de l'évolution des frais d'abonnement 2017 à 2022 (TTC)

Période	Frais d'abonnement (TTC)	Écart en \$	Écart en %
2017-2018	388 309,78 \$	35 300,18\$	10,0%

2018-2019	427 140,76 \$	38 830,98\$	10.0%
2019-2020	560 622,25\$	133 481,49\$	23,8%
2020-2021	614 014,84\$	53 392,59\$	8.6%
2021-2022	706 117,07\$	92 102,23\$	13.0%

La hausse des frais d'abonnement s'explique par l'utilisation de licences temporaires notamment Watergems, OpenRoads et Map Entreprise ainsi que par un changement de la tarification de Bentley. En effet, lors du contrat précédent, la Ville bénéficiait d'un escompte de près de 60%, alors que pour le nouveau contrat, cet escompte est de 38%. Cette variation est entre autres due à l'escompte dont bénéficiait la Ville et qui a été réajusté suite à de nouveaux règlements tarifaires instaurés par le fournisseur depuis 2017-2018.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'approbation de cette convention permettra notamment :

- De maintenir la pérennité des différentes solutions métiers sans perturber les opérations des services impliqués;
- De préserver le droit d'obtention des mises à niveau de ces produits;
- De soutenir les opérations et les applications utilisées par les usagers;
- De posséder les conditions d'abonnement autorisées dans lesquelles les programmes informatiques de Bentley peuvent être utilisés, déployés ou modifiés;
- De conserver les services de soutien et éviter des interruptions de services;
- De bénéficier d'un levier contractuel consolidé et d'une entente concurrentielle pour la Ville.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation du dossier par le Comité exécutif : 2019-02-13

- Approbation du dossier par le Conseil municipal : 2019-02-25
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : 2019-02-28

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)



---

## Autre intervenant et sens de l'intervention

---

## Parties prenantes

Marie PARENT, Service des infrastructures du réseau routier  
Jean PELLERIN, Service des infrastructures du réseau routier  
Chantal MORISSETTE, Service de l'eau

Lecture :

Marie PARENT, 21 janvier 2019

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

José SIMON  
Conseiller, analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 872-1199  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-18

Ghayath HAIDAR  
Directeur solutions d'affaires - Gestion du territoire

**Tél :** 514-872-7710  
**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ghayath HAIDAR  
Directeur solutions d'affaires

**Tél :** 514-872-7710  
**Approuvé le :** 2019-01-30

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS  
Directeur du service des technologies de l'information

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2019-01-30

5 novembre 2018

ATTESTATION

Je soussigné, Mariel Quigley, agissant en tant que (Paralegal) de la Société Bentley Systems,

Atteste et déclare sur l'honneur :

1- Que les progiciels Bentley (toutes versions confondues) sont créés à l'initiative de la Société, **Bentley Systems** qui les édite, les publie et les divulgue sous sa direction et sous son nom et que, en conséquence, la Société **Bentley Systems** est totalement investie des droits de l'auteur.

2- Que conséquemment, seule la Société **Bentley Systems** possède les droits exclusifs de distribution et de fourniture des prestations nécessaires à la maintenance corrective ou évolutive des dits progiciels.

Fait le 5 novembre 2018

À Québec

Signature et cachet de la Société

*Mariel Quigley*

## LICENSE SUBSCRIPTION ORDER FORM<sup>1</sup>

Welcome to Bentley's License Subscription Program. This order form lists the specific details of the License Subscription Program that Subscriber has agreed to participate in, as described in Exhibit LS of Subscriber's SELECT Program Agreement. This order form designates which particular License Subscription Program is applicable to Subscriber, and establishes the duration of Subscriber's participation in the program, the corresponding License Subscription Fees, and other details regarding the program. This Order Form and Subscriber's SELECT Program Agreement (including any and all signed amendments and Exhibits thereto) incorporate the entire agreement of the parties and supersede and replace all prior oral and written agreements and understandings between the parties with respect to the subject matter hereof. The parties agree to the following:

- **SUBSCRIBER:** Ville de Montreal  
DIRECTION DES SYSTEMS D'INFORMATION  
801, RUE BRENNAN  
9IEME ETAGE, BUREAU  
MONTREAL, (QC.), CANADA  
H3C OG4
- **SELECT PROGRAM AGREEMENT CLA #:** 10821207
- **ULTIMATE ACCOUNT ID #:** 1001384493
- **APPLICABLE LICENSE SUBSCRIPTION PROGRAM:** Enterprise License Subscription (ELS)
- **ELS PROGRAM COMMENCEMENT DATE:** March 1<sup>st</sup>, 2019
- **INITIAL TERM:** Program Commencement Date through February 28<sup>th</sup>, 2022
- **RENEWAL TERM:** Successive One (1) year terms following the Initial Term
- **CURRENCY:** CAD
- **MINIMUM ANNUAL LS FEE:** CAD 487,603.00
- **RESET PERIOD:** Annual
- **RESET CALCULATION SCHEDULE:** Throughout the term, Bentley shall determine the Reset Calculation for all Eligible Products during each Reset Period.
- **MEASUREMENT PERIOD:** Each calendar month during the pertinent Reset Period.
- **RANKED MEASUREMENT PERIOD PEAK:**

---

<sup>1</sup> Any capitalized terms used in this License Subscription Order Form (or alternatively "order form") shall have the meanings set forth in this order form, or as set forth in Subscriber's SELECT Agreement (including any and all Exhibits thereto). This License Subscription Order Form is deemed a part of Subscriber's SELECT Agreement and is therefore governed by the terms and conditions of Subscriber's SELECT Agreement and any and all Exhibits thereto.

ELIGIBLE PRODUCT	RANKED MEASUREMENT PERIOD PEAK
<i>AEP Products</i>	<i>Highest</i>
<i>All Other Eligible Products</i>	<i>2<sup>nd</sup> Highest</i>

- **MULTIPLIER:**

ELIGIBLE PRODUCT	MULTIPLIER
<i>AEP</i>	<i>1.8</i>
<i>All Eligible Products</i>	<i>1.8</i>

- **ANNUAL LS FEES:**

1. The LS Fee for Year One of the Initial Term (March 1<sup>st</sup>, 2019 through February 28<sup>th</sup>, 2020) is CAD 487,603.61;  
The LS Fee for Year Two of the Initial Term (March 1<sup>st</sup>, 2020 through February 28<sup>th</sup>, 2021) is CAD 534,042.05;  
The LS Fee for Year Three of the Initial Term (March 1<sup>st</sup>, 2021 through February 28<sup>th</sup>, 2022) is CAD 614,148.35;
2. The LS Fee for each subsequent Renewal Term shall be the greater of the Minimum LS Fee or the Reset Calculation for the applicable Reset Period. Any and all future ELS Contracts between Bentley Systems, Inc. and Ville de Montreal will be offered at standard pricing only, based on the actual usage for the Reset Calculation Schedule. Pricing Negotiations will not be considered.

2 Annual LS Fees as shown above do not Include ProjectWise Connect Edition ("PWCE") Subscription Fees or CSS Fee.

- **PERFORMANCE ANALYSIS DAYS:**

✓ Ten (10) Performance Analysis Days annually.

- Ville de Montreal will become a Bentley CONNECTED Enterprise no later than June 30<sup>th</sup>, 2019. This can be completed by having all Bentley Application Users Registered in User Management and signed into the CONNECTION Client

- **SELECTSERVER:** Hosted

- **PAYMENT TERMS:** Net thirty (30) day.

- **LS AFFILIATES:** None

- **BASELINE PRODUCTS:**

Site ID	Subscriber Site(s)	Part #	Baseline Product(s)	Quantity
1001475280	Ville de Montreal	1003	MicroStation	147
1001475280	Ville de Montreal	1949	InterPlot Server	2
1001475280	Ville de Montreal	1565	ProjectWise InterPlot Driver Pack	1
1001475280	Ville de Montreal	1577	InRoads Survey	1
1001475280	Ville de Montreal	1587	InRoads Site	2
1001475280	Ville de Montreal	1109	GeoPAK Site	5
1001475280	Ville de Montreal	2196	PowerMap	4
1001475280	Ville de Montreal	1005	MicroStation PowerDraft	34
1001475280	Ville de Montreal	1108	GeoPAK Survey	2
1001475280	Ville de Montreal	9703	Bentley Descartes	3
1001475280	Ville de Montreal	1635	ProjectWise Integration Server	1
1001475280	Ville de Montreal	2722	ProjectWise GeoSpatial Management	1
1001475280	Ville de Montreal	3202	ProjectWise Connector for Oracle	1

- **INELIGIBLE PRODUCTS:** None
- **AGREEMENT AND EXECUTION:** Subscriber agrees to this License Subscription Order Form effective as of the ELS Program Commencement Date.

**VILLE DE MONTREAL**

**BENTLEY SYSTEMS, INCORPORATED**

By: \_\_\_\_\_

By: \_\_\_\_\_

Name: \_\_\_\_\_

Name: \_\_\_\_\_

Title: \_\_\_\_\_

Title: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_

**Dossier # : 1185006001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire , Direction
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Bentley Systems inc., pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles pour la période du 1 mars 2019 au 28 février 2022 pour un montant maximal de 1 880 754,16\$, taxes incluses

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



[GDD 1185006001.xlsx](#)

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN  
 Préposée au Budget  
 Point de service Brennan  
**Tél : 514 872-8914**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Gilles BOUCHARD  
 Conseiller budgétaire

**Tél : 514-872-0962**

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier  
 Point de service Brennan



(1)

**Dossier # : 1188148002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17236 ( 1 soumissionnaire conforme)

Il est recommandé :

- 1- d'accorder à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de trente-deux (32) mois, le contrat pour la fourniture de deux (2) débitmètres de conduite de 60 pouces de diamètre et quatre (4) débitmètres des conduites de 48 pouces de diamètre pour la station de pompage McTavish, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 305 620,80 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n° 18-17236;
- 2- d'autoriser une dépense de 15 281,04 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 15 281,04 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 12:53

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1188148002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17236 ( 1 soumissionnaire conforme)

## CONTENU

### CONTEXTE

La Direction de l'eau potable du Service de l'eau est actuellement en exécution du projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish.

L'eau potable produite par la Ville de Montréal aux usines Charles-J.-Des Baillets et Atwater est pompée vers les réservoirs situés sur le Mont-Royal. Ces réservoirs fonctionnent comme des châteaux d'eau et redistribuent l'eau vers les usagers. Le réservoir McTavish joue un rôle clé dans le processus d'alimentation et de distribution de l'eau potable. Il achemine l'eau aux réservoirs Vincent-d'Indy et Côte-des-Neiges, ainsi qu'à la zone 1 (principalement le centre-ville de Montréal).

La construction de l'aile Est de la station de pompage McTavish a été complétée en 1932 et la construction de l'aile Ouest a été complétée en 1949, la majorité de ses équipements datent de cette époque et ont atteint leur fin de vie utile. Il est aujourd'hui requis de mettre à niveau et de faire la réfection de cette station de pompage pour assurer la fiabilité de l'alimentation en eau potable de plus d'un million de citoyens.

Le projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish se réalisera en deux (2) lots de construction, soit le lot des travaux prérequis (la phase 1) et le lot des travaux principaux (la phase 2). La phase 1 comprend, sans s'y limiter, le remplacement et le réaménagement de certaines conduites d'alimentation et de distribution d'eau, l'installation d'une vanne murale et de batardeaux à l'intérieur du réservoir, la construction de nouvelles chambres de vannes, ainsi que l'installation des débitmètres, des vannes automatiques et d'une vanne modulante. En raison des longs délais de fabrication et de livraison des débitmètres, le présent contrat vise à assurer l'approvisionnement de ces équipements



nécessaires à la réalisation de la phase 1 des travaux.

L'appel d'offres public n° 18-17236 a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 7 novembre 2018. Les offres dûment reçues ont été ouvertes dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville le 18 décembre 2018. La durée initiale de publication était de trente-quatre (34) jours de calendrier. Cependant, elle fût prolongée de sept (7) jours, pour une durée réelle de quarante et un (41) jours, afin de tenir compte des demandes du marché de prolonger la durée et de quelques modifications apportées au projet par addenda. Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingt (180) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 16 juin 2019.

<b>Calendrier d'émission des addendas</b>		
<b>Add.</b>	<b>Date</b>	<b>Détails</b>
#1	9-Nov-2018	Correction au document d'appel d'offres: « 18-17236-Formulaire de soumission ».
#2	16-Nov-2018	Modification de la clause 15.01 Expiration du Contrat.
#3	21-Nov-2018	Dans la section Contrat des documents, addition de la clause 10.12.02 Assurance tous risques à la section 10.12 Assurance; Modifications à la section Devis technique des documents : Le document 650149-CL-CONT-0001_Sub03 annule et remplace le document 650149-CL-CONT-0001_Sub02 dans les documents de référence; Réponse à une question technique.
#4	28-Nov-2018	Réponse à six questions techniques.
#5	10-Dec-2018	Réponse à trois questions techniques; Report de la date d'ouverture des soumissions au 18 décembre 2018.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17 0367- 24 août 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish, pour une somme maximale de 17 553 353,97\$, taxes incluses.

### **DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC. pour la fourniture de six (6) débitmètres de type électromagnétique, dans le cadre de la mise à niveau de la station de pompage McTavish.

Les principaux éléments du présent contrat sont:

- la fourniture de deux (2) débitmètres, de type électromagnétique par insertion à profil complet pour une conduite de 60 pouces de diamètre;
- la fourniture de quatre (4) débitmètres, de type électromagnétique par insertion à profil complet pour trois (3) conduites de 48 pouces de diamètre;
- les outils spéciaux nécessaires d'insertion de sonde;
- le transport et la livraison au chantier;
- l'assistance technique durant la mise en route des équipements;

- la formation du personnel d'entretien et d'opération de la Ville de Montréal.

Le contrat convenu avec le manufacturier est effectif pour une durée de trente-deux (32) mois pour deux (2) débitmètres de conduite de 60 pouces de diamètre et quatre (4) débitmètres de conduite de 48 pouces de diamètre, à compter de la date de transmission de l'ordre de débiter les travaux (ODT). Il est alloué au manufacturier un délai de six (6) mois pour la fabrication et la livraison au chantier des débitmètres, à compter de la date de transmission de l'ordre de débiter les travaux. Le devis contient des dispositions contractuelles relatives à des pénalités de trois cents (300) \$ par item par jour de retard dans l'exécution du contrat.

Des dépenses contingentes d'environ 5 % du coût de base des biens et services, soit 15 281,04 \$, taxes incluses, sont ajoutées afin de couvrir les imprévus qui pourraient survenir durant les travaux.

Des dépenses incidentes de 5 % du coût de base des biens et services, soit 15 281,04 \$, taxes incluses, sont aussi prévues pour couvrir, entre autres, les coûts associés aux frais de contrôle de qualité et d'essais.

## JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n° 18-17236, il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et deux (2) soumissions ont été déposées, soit un pourcentage de 40 %. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

L'analyse administrative a été réalisée par le Service de l'approvisionnement alors que l'analyse technique a été réalisée par la firme SNC-Lavalin inc.. Après analyse des soumissions, les constats sont les suivants:

- La firme EVEREST AUTOMATION INC. est administrativement non conforme, les raisons de non-conformité sont détaillées dans l'intervention du Service de l'Approvisionnement.
- Il s'avère qu'un seul soumissionnaire est conforme soit:

Firmes soumissionnaires conformes	Total (Taxes incluses)
D.M.VALVE ET CONTROLES INC.	305 620,80 \$
Dernière estimation réalisée	351 469,38 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>	- 45 848,58 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>	- 13,04%

L'analyse des soumissions a permis de constater qu'il y a un écart favorable de 45 848.58 \$ (soit 13.04%) taxes incluses, entre la plus basse soumission conforme et l'estimation réalisée par les professionnels de SNC-Lavalin inc.

Le principal élément expliquant cet écart est relié à l'article d'acquisition de six (6) débitmètres, représentant un écart de 45 688,77 \$. L'estimation de contrôle est basée sur des prix budgétaires en provenance de certains fournisseurs d'équipements reconnus. Généralement, ces prix budgétaires ne tiennent pas compte des stratégies commerciales qu'un fournisseur peut appliquer dans sa proposition de prix.

La Direction de l'eau potable recommande d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour un montant de 305 620,80 \$, taxes incluses.

Les validations requises voulant que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. D.M.VALVE ET CONTROLES INC. n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP)*. Le soumissionnaire recommandé n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total du contrat à accorder est de 305 620,80 \$, taxes incluses.

La dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses, comprend le coût du contrat ainsi qu'un montant de 15 281,04 \$, taxes incluses, pour les contingences, et un montant de 15 281,04 \$, taxes incluses, pour les incidences. Cette dépense représentant un coût net de 306 979,78 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 163 722,55 \$ dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada Québec (FCCQ-Grandes Villes). La partie financée par la réserve de l'eau locale représente un montant de 81 861,27 \$. L'affectation de la réserve locale de l'eau effectuée en fin d'exercice en fonction des dépenses réelles constatées.

L'emprunt net de 61 395,96 \$ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020* : « *Optimiser la gestion de l'eau* ».

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un retard dans l'octroi du présent dossier influencera l'échéancier des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish.

Les travaux d'installation des débitmètres sur la conduite sous la rue McTavish sont préalables à la mise en service du réservoir Rosemont. De plus, ces débitmètres sont nécessaires pour les travaux de la phase 2 de la station de pompage McTavish.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi du contrat (CG): 28 février 2019

Fin du contrat: novembre 2021

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### VALIDATION

#### Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Cherifa HELLAL)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

---

#### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

#### Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Kamen RAEV  
Ingénieur

**Tél :** 514-872-9288

Jean-Christophe DAMÉ  
Chef de section

**Télécop. :** -

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Christian MARCOUX  
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

**Tél :** 514 872-3483

**Télécop. :** 514 872-8146

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN  
Directeur de l'eau potable  
**Tél :** 514 872-5090  
**Approuvé le :** 2019-01-24

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2019-01-30

**Dossier # : 1188148002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17236 ( 1 soumissionnaire conforme)

### SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

### FICHIERS JOINTS



18-17236 Intervention v1.pdf18-17236 PV.pdf18-17236 DetCah.pdf18-17236 TCP1.pdf

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cherifa HELLAL  
 Agente d'approvisionnement  
**Tél : 514 872-0486**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Richard DAGENAIS  
 Chef de section  
**Tél : 514 872-0349**  
**Division :** Division De L Acquisition De Biens Et Services

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

### ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

#### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17236 No du GDD : 1188148002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de débitmètres pour la station de pompage McTavish

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

#### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 11 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Ouverture originalement prévue le : 11 - 12 - 2018 Date du dernier addenda émis : 10 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 18 - 12 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Date du comité de sélection : - - -

#### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 Nbre de soumissions reçues : 2 % de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1 % de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom) : Everest Automation Inc. Motif de rejet: administratif et / ou technique

Motif administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs Date d'échéance initiale : 16 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs Date d'échéance révisée : 16 - 6 - 2019

#### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
D.M. Valve et contrôle Inc.	305 620,80	✓	

#### Information additionnelle

Le soumissionnaire Everest Automation Inc. est non conforme parceque le NEQ inscrit dans sa soumission ne correspond pas au NEQ du détenteur du cahier des charges affiché sur SEAO.

Le prix soumissionné par D.M. Valve et contrôle Inc. a été corrigé suite à une erreur de calcul.

Les détenteurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné les motifs de leur désistement sont les suivants :

- impossibilité pour eux de respecter les délais requis en raison de leur engagement dans d'autres projets
- ne peuvent pas fournir les produits et services demandés
- participation en sous-contratctant d'un soumissionnaire

Préparé par : Cherifa Hellal

Le 28 - 1 - 2019

No de l'appel d'offres  
18-17236

Agent d'approvisionnement  
Cherifa Hellal

Conformité	Oui
------------	-----

							Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
D.M.VALVE ET CONTROLES INC.								
	1	Débitmètres	Débitmètre de type électromagnétique par insertion à profil complet pour une conduite d'un diamètre de 60 po. Chaque débitmètre doit être complet avec un transmetteur, une sonde, un robinet à tournant sphérique et les accessoires requis (tel que les tiges de retenue), etc..	2	CH	46 610,00 \$	93 220,00 \$	107 179,70 \$
			Débitmètre de type électromagnétique par insertion à profil complet pour conduites d'un diamètre de 48 po. Chaque débitmètre doit être complet avec un transmetteur, une sonde, un robinet à tournant sphérique et les accessoires requis (tel que les tiges de retenue), etc	4	CH	37 500,00 \$	150 000,00 \$	172 462,50 \$
	2	Articles et services connexe	OUTILS d'insertion de sonde pour les six (6) débitmètres	1	Lot	1 295,00 \$	1 295,00 \$	1 488,93 \$
			ASSISTANCE TECHNIQUE lors de l'installation, et de la mise en service, ainsi que pour l'inspection et la calibration en chantier.	120	heure	155,00 \$	18 600,00 \$	21 385,35 \$
			FORMATION : Coût horaire pour la formation complète du personnel de la Ville, incluant les dépenses pour le matériel didactique nécessaire.	18	heure	150,00 \$	2 700,00 \$	3 104,33 \$
			PIÈCES de rechange pour l'installation et la mise en service des 2 débitmètres 60 po. (ref code LDRF : J02)	1	Lot	(vide)	- \$	- \$

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5



Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres  
18-17236

Agent d'approvisionnement  
Cherifa Hellal

Conformité	Oui
------------	-----

							Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
D.M.VALVE ET CONTROLES INC.	2	Articles et services connexe	PIÈCES de rechange pour l'installation et la mise en service des 4 débitmètres 48 po. (ref code LDRF : J02)	1	Lot	(vide)	- \$	- \$
Total (D.M.VALVE ET CONTROLES INC.)							265 815,00 \$	305 620,81 \$





LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro** : 18-17236

**Numéro de référence** : 1212336

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Acquisition de débitmètres pour la station de pompage McTavish

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
D.M. Valve Inc 3540 boulevard poirier Montréal, QC, H4R 2J5	<a href="#">Monsieur Léonard Pinchuk</a> Téléphone : 514 332-4260 Télécopieur : 514 331-3924	<b>Commande : (1511611)</b> 2018-11-14 10 h 27 <b>Transmission :</b> 2018-11-14 10 h 27	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-11-14 10 h 27 - Téléchargement 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-11-14 10 h 27 - Téléchargement 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-11-16 13 h 38 - Courriel 3028358 - Addenda 3 2018-11-21 15 h 28 - Courriel 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-11-28 14 h 44 - Courriel 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-10 12 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Elite Technologie Inc. 1076B, chemin Industriel Lévis, QC, G7A1B3	<a href="#">Monsieur Frederic Roy</a> Téléphone : 418 836-6666 Télécopieur : 418 836-6062	<b>Commande : (1521481)</b> 2018-12-13 9 h 40 <b>Transmission :</b> 2018-12-13 9 h 40	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3028358 - Addenda 3 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Les Compteurs Lecomte Ltée. 2925, rue Cartier Saint-Hyacinthe, QC, J2S 1L4	<a href="#">Monsieur Michael Lecomte</a> Téléphone : 450 774-3406 Télécopieur : 450 773-0759	<b>Commande : (1510148)</b> 2018-11-09 10 h 41 <b>Transmission :</b> 2018-11-09 10 h 55	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 15 h 49 - Courriel 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-11-09 15 h 54 - Messagerie 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-11-16 13 h 38 - Courriel 3028358 - Addenda 3 2018-11-21 15 h 28 - Courriel 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-11-28 14 h 44 - Courriel 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-10 12 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
SCADALLIANCE 6855 avenue de l'Épée Suite 303 Montréal, QC, H3N2C7	<a href="#">Monsieur ROBERT BONFILS</a> Téléphone : 514 448-4422 Télécopieur : 514 228-3900	<b>Commande : (1512783)</b> 2018-11-17 20 h 43 <b>Transmission :</b> 2018-11-18 23 h 47	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-11-17 20 h 43 - Téléchargement 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-11-17 20 h 43 - Messagerie 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-11-17 20 h 43 - Téléchargement 3028358 - Addenda 3 2018-11-21 15 h 28 - Courriel 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-11-28 14 h 44 - Courriel 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-10 12 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Veolia Water Technologies Canada Inc. 4105 rue Sartelon St-Laurent Montréal, QC, H4S 2B3	<a href="#">Monsieur Denis Girard et Ghislaine Campeau</a> Téléphone : 514 334-7230 Télécopieur : 514 334-5070	<b>Commande : (1509976)</b> 2018-11-09 7 h 46 <b>Transmission :</b> 2018-11-09 7 h 46	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 15 h 49 - Courriel 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-11-09 15 h 49 - Courriel 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-11-16 13 h 38 - Courriel 3028358 - Addenda 3 2018-11-21 15 h 28 - Courriel 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-11-28 14 h 44 - Courriel 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-10 12 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

---

© 2003-2019 Tous droits réservés

**Dossier # : 1188148002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17236 ( 1 soumissionnaire conforme)

### SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

### FICHIERS JOINTS



Information comptable DEP 1188148002.xlsx

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY  
 Préposée au budget  
**Tél : 514-872-0893**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Leilatou DANKASSOUA  
 Conseillère budgétaire  
**Tél : 514.872.2648**  
**Division :** Service Des Finances, Division du conseil et soutien financier -Point de service Eau - Environnement



(1)

**Dossier # : 1187855003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets - Appel d'offres public 18-17145 - (deux (2) soumissionnaires dont un (1) non conforme) pour un montant maximum de 259 655,34 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente d'achat contractuelle, d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison sur demande de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets;
2. d'accorder au soumissionnaire, Distribution Glass Jet inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17145 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;
3. d'autoriser un ajustement à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau pour 2020 et années subséquentes d'un montant net de taxes de 50 000 \$ par année;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 12:45

**Signataire :** Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1187855003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets - Appel d'offres public 18-17145 - (deux (2) soumissionnaires dont un (1) non conforme) pour un montant maximum de 259 655,34 \$, taxes incluses.

## CONTENU

### CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau exploite six (6) usines pour l'agglomération de Montréal. Chaque usine possède un procédé de traitement distinct qui comporte plusieurs étapes de traitement, notamment la filtration. Cette dernière est réalisée sur des filtres monocouches ou bicouches et vise l'enlèvement des particules en suspension. Le sable représente un des média filtrants utilisés durant l'étape de filtration. Les différentes séquences de lavage exercées au fil des années entraînent de l'érosion et des pertes de media, réduisant ainsi la performance des filtres. L'ajout de sable dans les filtres pour compenser ces pertes est nécessaire pour respecter les normes de qualité de l'eau filtrée. Par ailleurs, le sable utilisé dans le procédé de filtration pour la production d'eau potable doit être conforme au standard NSF 61 (National Sanitation Foundation). Par ailleurs, dans une optique de planification d'entretien préventif, la DEP désire procéder à un achat annuel de media filtrants pour les années subséquentes.

La conclusion de cette entente d'achat contractuelle permet d'assurer la constance et la facilité d'acquisition du média filtrant tout en constituant des volumes économiques profitables. Le média filtrant est nécessaire pour produire une eau de qualité conforme à la réglementation en vigueur.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien "Le Devoir" et sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 1<sup>er</sup> août 2018. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 30 août 2018. La durée de publication a été de vingt-huit (28) jours. Les soumissions sont valides

pendant les cent quatre-vingts (180) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 26 février 2019. La validité des soumissions a été prolongée au 15 mars 2019.

Trois (3) addendas ont été émis pour apporter des précisions au devis technique et sont présentés au tableau 1.

**Tableau 1 Liste des addenda émis suite à l'appel d'offres**

Addenda 1	9 août 2018	Questions et réponses concernant le type de camion à utiliser pour le déchargement des sacs.
Addenda 2	13 août 2018	Modifications apportées à la clause G.01 - Garantie du fournisseur. La clause a été abrogée, car jugée non nécessaire.
Addenda 3	16 août 2018	Précisions concernant le camion à utiliser pour le déchargement, le type de porte à chaque usine et le quai de déchargement au point de livraison.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Ne s'applique pas

### **DESCRIPTION**

Comme présenté au tableau 2, le présent dossier consiste à conclure une entente d'achat contractuelle pour l'article 1 pour seulement d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets de la Ville de Montréal. L'article 2 fait l'objet d'un sommaire décisionnel par décision déléguée.

**Tableau 2 Description des articles au bordereau de l'appel d'offres**

No d'article	Média filtrant	Procédé	Usines
1	Sable pour filtres 0.57 - 0.65 mm	Filtration	Atwater Charles-J.-Des Baillets
2	Sable pour filtres 0.45 - 0.55 mm	Filtration	Pointe-Claire Lachine

Les quantités de sable inscrites au bordereau de soumission sont basées sur l'état des pertes de média filtrants relevés en 2018 et des prévisions des besoins pour les vingt-quatre (24) prochains mois. Elles sont fournies à titre indicatif seulement afin de présenter aux soumissionnaires un ordre de grandeur des besoins de la Ville.

### **JUSTIFICATION**

À la suite de l'appel d'offres public 18-17145, il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges sur le site SEA0. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Deux (2) d'entre eux ont déposé une soumission pour les articles suivants:

- article 1 : deux (2) soumissionnaire;
- article 2 : deux (2) soumissionnaires.

L'analyse administrative a été réalisée par le Service de l'approvisionnement alors que l'analyse technique a été réalisée par la DEP.



Il est à noter qu'une firme pouvait soumissionner sur un ou plusieurs articles. Cette stratégie d'approvisionnement visait à permettre l'ouverture du marché à la compétition et favoriser un plus grand nombre d'offres.

### **Analyse des soumissions**

Voici l'analyse des soumissions conformes aux spécifications techniques et administratives pour chacun des articles au bordereau des prix.

#### **Article 1 : Sable pour filtres 0.57 - 0.65 mm**

***L'octroi du contrat pour l'article 1 fait l'objet de ce sommaire décisionnel puisque sa valeur est supérieur à 250 000 \$, taxes incluse s, s elon les règles de délégation de pouvoirs en vigueur.***

Deux (2) firmes ont présenté une offre, dont une (1) était non conforme techniquement. L'offre de Distribution Glass Jet inc. est jugée conforme, tel que décrit au tableau 3.

**Tableau 3 Analyse de la soumission pour l'article 1**

<b>Firme soumissionnaire conforme</b>	<b>Prix de base (taxes incluses)</b>
Distribution Glass Jet inc.	259 655,34 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne	226 613,43 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) ( <i>la plus basse conforme – estimation</i> )	33 041,92 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ( <i>(la plus basse conforme – estimation) / estimation</i> ) x 100	14,58 %

L'analyse de la soumission a permis de constater qu'il y a un écart défavorable de 14,58 %, soit 33 041,92 \$, taxes incluses, entre le seul soumissionnaire conforme et l'estimation réalisée à l'interne.

Cet écart de coût s'expliquerait principalement par la localisation géographique du fournisseur, qui est situé aux États-Unis, et la variation du taux de change. Par ailleurs, le type de sable requis doit être livré dans des super sacs et conforme aux normes de production d'eau potable, soit NSF 61, limitant possiblement le nombre de fournisseurs pouvant soumissionner.

Les validations requises indiquant que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle. L'entreprise Distribution Glass Jet Inc. n'est pas inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (LIMCP). Le soumissionnaire recommandé n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Nous recommandons d'accorder le contrat au seul soumissionnaire, Distribution Glass Jet inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme.

## **Article 2 : Sable pour filtres 0.45 - 0.55 mm**

***Le contrat pour l'article 2 sera accordé par décision déléguée (dossier décisionnel 2182675006 ) selon les règles de délégation de pouvoirs en vigueur .***

Deux (2) firmes ont présenté une offre tel que décrit au tableau 4. Les deux (2) soumissionnaires ont été jugés conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Tech-Mix Division Bau-Val.

**Tableau 4 Analyse de la soumission pour l'article 2**

<b>Firmes soumissionnaires</b>	<b>Prix de base (taxes incluses)</b>
Tech-Mix Division Bau-Val	77 804,50 \$
Distribution Glass Jet inc.	101 931,14 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne	91 750,05\$

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total du contrat à accorder pour l'article 1, et visé par ce sommaire décisionnel, est de 259 655,34 \$, taxes incluses.

Cette dépense représente un coût net de 237 099,94 \$, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale et sera imputée au budget de fonctionnement de la DEP du Service de l'eau. Un ajustement à la base budgétaire de la DEP sera requis pour 2020 et les années subséquentes pour un montant de coût net de 50 000 \$ par année. Ce montant correspondant à la quantité estimée requise pour les années futures.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction de l'approvisionnement et la DEP ont effectué une estimation préalable de la dépense totale évaluée à un montant de 318 368,48 \$, taxes incluses, pour les vingt-quatre (24) mois de la durée des entente-cadres identifiés ci-dessus, soit 259 655,34 \$, taxes incluses, pour l'article 1 et 77 804,50 \$, taxes incluses, pour l'article 2.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Cette entente vise à assurer une alimentation fiable d'une eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le média filtrant est essentiel aux opérations des usines de production d'eau potable. Ce contrat permettra d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement des produits.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation par le CG : 28 février 2019  
Livraison : mai 2019

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Myriem LAKLALECH)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Simon D DEMERS  
Ingénieur d'usine

**Tél :** 514-872-0263  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-18

Jean-François BEAUDET  
Chef de l'exploitation

**Tél :** 514 872-3414  
**Télécop. :**

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

André MARSAN  
Directeur de l'eau potable  
**Tél :** 514 872-5090  
**Approuvé le :** 2019-01-28

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2019-01-30

**Dossier # : 1187855003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Objet :</b>	Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets - Appel d'offres public 18-17145 - (deux (2) soumissionnaires dont un (1) non conforme) pour un montant maximum de 259 655,34 \$, taxes incluses.

## SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

## FICHIERS JOINTS



[18-17145 Liste des preneurs.pdf](#) [18-17145 PV.pdf](#) [18-17145 TCP1.pdf](#)



[18-17145 Intervention.pdf](#) [Acceptation prolongation Glass Jet.pdf](#)



[Acceptation prolongation Tech-Mix.pdf](#)

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Myriem LAKLALECH  
 Agente d'approvisionnement  
**Tél : 514-872-1998**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Richard DAGENAIS  
 Chef de Section  
**Tél : 514-872-5241**  
**Division :**

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

### ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

#### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17145 No du GDD : 1187855003

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de sable de filtration pour les usines Charles-J.-Des Baillets, Atwater, Pointe-Claire et Lachine

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

#### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 - 8 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 21 - 8 - 2018 Date du dernier addenda émis : 16 - 8 - 2018

Ouverture faite le : 30 - 8 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Date du comité de sélection : - - -

#### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 Nbre de soumissions reçues : 2 % de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1 % de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs Date d'échéance initiale : 26 - 2 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 18 jrs Date d'échéance révisée : 15 - 3 - 2019

#### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
DISTRIBUTION GLASS JET INC.	259 655,34 \$	✓	1
DISTRIBUTION GLASS JET INC.	101 931,14 \$		2
TECH-MIX, DIVISION DE BAU-VAL INC.	248 961,01 \$		1
TECH-MIX, DIVISION DE BAU-VAL INC.	77 804,50 \$	✓	2

#### Information additionnelle

Sur les 3 preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionnés, 2 ont répondu qu'ils ne fournissent pas les produits demandés. TEX-MIX, DIVISION DE BEAU-VAL INC est non conforme pour le lot 1, il a proposé un sable différent que celui demandé. Le lot 2 sera octroyé par décision déléguée (2182675006)

Préparé par : Myriem Laklalech Le 23 - 1 - 2019

No de l'appel d'offres  
18-17145

Agent d'approvisionnement  
Myriem Laklalech

Conformité

Oui

									Données			
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes		Montant taxes incluses	
LOT1	Sable pour filtre 0.57 - 0.65mm	DISTRIBUTION GLASS JETT INC	1	Usine Des Baillets	427	T.M	1	415,05 \$	177 226,35 \$		203 766,00 \$	
			2	Usine Des Baillets	11	Livraisons	1	0,00 \$	- \$	- \$		
			3	Usine Atwater	100	T.M	1	486,10 \$	48 610,00 \$	55 889,35 \$		
			4	Usine Atwater	8	Livraisons	1	0,00 \$	- \$	- \$		
		Total (DISTRIBUTION GLASS JETT INC)							225 836,35 \$		259 655,34 \$	
LOT2	Sable pour filtre 0.45 - 0.55mm	TECH-MIX, DIVISION DE BAU-VAL INC	5	Usine Pointe Claire	43	T.M	1	452,60 \$	19 461,80 \$		22 376,20 \$	
			6	Usine Pointe Claire	8	Livraisons	1	575,00 \$	4 600,00 \$	5 288,85 \$		
			7	Usine Lachine	90	T.M	1	452,60 \$	40 734,00 \$	46 833,92 \$		
			8	Usine Lachine	5	Livraisons	1	575,00 \$	2 875,00 \$	3 305,53 \$		
		Total (TECH-MIX, DIVISION DE BAU-VAL INC)							67 670,80 \$		77 804,50 \$	
		DISTRIBUTION GLASS JETT INC	5	Usine Pointe Claire	43	T.M	1	792,85 \$	34 092,55 \$		39 197,91 \$	
			6	Usine Pointe Claire	8	Livraisons	1	0,00 \$	- \$	- \$		
			7	Usine Lachine	90	T.M	1	606,25 \$	54 562,50 \$	62 733,23 \$		
			8	Usine Lachine	5	Livraisons	1	0,00 \$	- \$	- \$		
		Total (DISTRIBUTION GLASS JETT INC)							88 655,05 \$		101 931,14 \$	

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 22 janvier 2019

Monsieur Louis Paré  
Distribution Glass Jet Inc.  
965 avenue Newton, suite 135  
Quebec (Quebec) G1P 4M4

Courriel: info@glassjet.ca

**Objet : Prolongation de la durée validité de soumission  
Appel d'offres n° 18-17145  
FOURNITURE ET LIVRAISON DE SABLE DE FILTRATION POUR LES  
USINES CHARLES-J.-DES BAILLETS, ATWATER, POINTE-CLAIRE ET  
LACHINE**

Monsieur,


Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 15 mars 2018.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le 25 janvier 2019.**


Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : 

Je refuse le délai de prolongation :

Signature

Date

 23 janvier

Signature

Date

Myriem Laklalech  
Agente d'approvisionnement II  
Courriel: myriem.laklalech@ville.montreal.qc.ca  
Tél. : 514 872-1998

LN86Fbssp



Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 22 janvier 2019

Monsieur Sylvain Leroux  
Tech-Mix, Division de Bau-val Inc  
3350 butte aux renards  
Varenes (Quebec) J3X 1P7

Courriel: sleroux@bauval.com

**Objet : Prolongation de la durée validité de soumission  
Appel d'offres n° 18-17145  
FOURNITURE ET LIVRAISON DE SABLE DE FILTRATION POUR LES  
USINES CHARLES-J.-DES BAILLETS, ATWATER, POINTE-CLAIRE ET  
LACHINE**

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 15 mars 2018.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le 25 janvier 2019**.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation :



Signature

23/1/19

Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature

Date

Myriem Laklalech  
Agente d'approvisionnement II  
Courriel: myriem.laklalech@ville.montreal.qc.ca  
Tél. : 514 872-1998

LN86Fbssp





LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro :** 18-17145

**Numéro de référence :** 1188436

**Statut :** En attente des résultats d'ouverture

**Titre :** Fourniture et livraison de sable de filtration pour les usines Charles-J.-Des Baillet, Atwater, Pointe-Claire et Lachine

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Distribution Glass Jet Inc. 650 Graham-Bell 203 Québec, QC, g1N4H5	<a href="#">Monsieur Louis Paré</a> Téléphone : 418 682-6086 Télécopieur : 418 682-6915	<b>Commande : (1474667)</b> 2018-08-02 14 h 10 <b>Transmission :</b> 2018-08-02 14 h 10	2982697 - Addenda 1 2018-08-09 11 h 19 - Courriel 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Materiaux Paysagers Savaria LTEE 950 De Lorainne Boucherville, QC, J4B 5E4	<a href="#">Monsieur Steve Savaria</a> Téléphone : 450 655-6147 Télécopieur : 450 655-5133	<b>Commande : (1474562)</b> 2018-08-02 9 h 31 <b>Transmission :</b> 2018-08-02 9 h 31	2982697 - Addenda 1 2018-08-09 11 h 19 - Courriel 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sel Warwick Inc. 807 boul. Pierre Roux Est Victoriaville, QC, G6T1T7 <a href="http://www.selwarwick.com">http://www.selwarwick.com</a>	<a href="#">Monsieur Cédric Côté</a> Téléphone : 819 758-5229 Télécopieur : 819 758-5220	<b>Commande : (1474525)</b> 2018-08-02 8 h 37 <b>Transmission :</b> 2018-08-02 8 h 37	2982697 - Addenda 1 2018-08-09 11 h 19 - Courriel 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tech Mix 3350 Rang de la Butte aux Renard Varennes, QC, J3X 1P7 <a href="http://www.bauval.com">http://www.bauval.com</a>	<a href="#">Monsieur Sylvain Leroux</a> Téléphone : 450 652-0689 Télécopieur : 450 652-0947	<b>Commande : (1476229)</b> 2018-08-07 11 h 17 <b>Transmission :</b> 2018-08-07 11 h 17	2982697 - Addenda 1 2018-08-09 11 h 19 - Courriel 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Tech Mix 3350 Rang de la Butte aux Renard Varennes, QC, J3X 1P7 <a href="http://www.bauval.com">http://www.bauval.com</a>	<a href="#">Monsieur Sylvain Leroux</a> Téléphone : 450 652-0689 Télécopieur : 450 652-0947	<b>Commande : (1477432)</b> 2018-08-09 13 h 04 <b>Transmission :</b> 2018-08-09 13 h 04	2982697 - Addenda 1 2018-08-09 13 h 04 - Téléchargement 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Tricentris - tri, transformation,  
sensibilisation  
651, chemin Félix-Touchette  
Lachute, QC, J8H2C5  
<http://www.tricentris.com>

[Madame Sophie  
Poncelet-Latour](#)  
Téléphone : 450  
562-4488  
Télécopieur : 450  
562-7788

**Commande : (1474691)**  
2018-08-02 14 h 54  
**Transmission :**  
2018-08-02 14 h 54

2982697 - Addenda 1  
2018-08-09 11 h 19 - Courriel  
2983940 - Addenda 2  
2018-08-13 12 h 19 - Courriel  
2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE  
DATE (devis)  
2018-08-16 16 h 07 - Courriel  
2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE  
DATE (bordereau)  
2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement  
2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de  
date - Correctif - Bordereau numérique (devis)  
2018-08-16 16 h 51 - Courriel  
2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de  
date - Correctif - Bordereau numérique  
(bordereau)  
2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement  
Mode privilégié (devis) : Courriel électronique  
Mode privilégié (plan) : Courriel électronique

---

© 2003-2018 Tous droits réservés

**Dossier # : 1187855003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Objet :</b>	Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets - Appel d'offres public 18-17145 - (deux (2) soumissionnaires dont un (1) non conforme) pour un montant maximum de 259 655,34 \$, taxes incluses.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

---

## FICHIERS JOINTS



[Information comptable DEP 1187855003.xlsx](#)

---

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY  
 Préposée au budget  
**Tél : 514-872-0893**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Yves COURCHESNE  
 Directeur de service - finances et trésorier  
**Tél : 514.872-6630**  
**Division : Service Des Finances**



**Dossier # : 1193931001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles et, octroyer un contrat de services professionnels d'une somme maximale de 201 206,24 \$ pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ / Approuver deux projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles;
2. d'octroyer un contrat de services professionnels d'une somme maximale de 201 206,24 \$ pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ;
3. d'approuver deux projets de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; ces dépenses seront entièrement assumées par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 11:25

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1193931001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles et, octroyer un contrat de services professionnels d'une somme maximale de 201 206,24 \$ pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ / Approuver deux projets de convention à cet effet

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre de sa nouvelle planification stratégique 2018-2022 et l'adoption du plan d'action en entrepreneuriat intitulé « Entreprendre Montréal », le Service du développement économique (SDÉ) a identifié l'innovation comme un des 5 axes prioritaires de son plan pour soutenir des initiatives créatives visant à stimuler l'entrepreneuriat.

Le présent sommaire décisionnel vient répondre à la demande de soutien financier déposée (voir pièces jointes) par l'École de créativité la Factory (la Factory) pour soutenir la mise en marché des formations développées depuis 2016, atteindre de nouveaux marchés moins naturellement versés dans la créativité et développer de nouveaux contenus non traditionnels sous-jacents à la créativité.

Le présent sommaire vient aussi répondre à une demande du SDÉ à La Factory d'offrir des formations spécifiques à des cohortes dédiées pour les publics cibles prioritaires entrepreneuriaux (femmes, jeunes et entrepreneurs issus de la diversité) identifiés dans l'axe 5 du plan d'action entrepreneuriat « Entreprendre Montréal » du SDÉ.

Organisation à but non lucratif, la Factory a pour mission de promouvoir le développement des compétences en exploitant une école axée sur la créativité, ouverte au public et en y offrant des cours, des programmes de formation, des séminaires et des ateliers axés sur la créativité. S'adressant aux professionnels et entrepreneurs de milieux variés qui cherchent à élargir leurs horizons et qui adhèrent à une vision de la créativité en tant qu'agent de changement, la Factory mise sur la transdisciplinarité et la richesse du mélange des métiers, des origines et des années d'expérience des participants aux formations.

Le présent dossier concerne l'attribution d'une contribution financière non récurrente de 325 000 \$ ainsi qu'un contrat de services professionnels de 201 206,24 \$ à la Factory couvrant les années 2019 et 2020.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0097 (30 mars 2017) - Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ à La Factory pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M\$ avec le Gouvernement du Québec.

CE18 0914 (23 mai 2018) - Adopter le plan d'action en entrepreneuriat intitulé « Entreprendre Montréal », un des huit plans d'action de la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».

CG18 0245 (26 avril 2018) - Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.

## DESCRIPTION

### Contribution financière

Montréal a le potentiel de devenir un centre de calibre international pour le développement de compétences créatives. La Factory est la première école au Canada entièrement centrée sur le développement de compétences créatives comme moteur de transformation et d'innovation. Depuis 2 ans, la Factory a développé plus de 200 heures de formations uniques qui permettent à des entrepreneurs et des professionnels de tous secteurs d'activités d'accroître leur créativité. Plus de 4 700 personnes ont mis le pied à la Factory depuis la mise en oeuvre de son campus en septembre 2017 dans le Quartier de l'Innovation.

Afin d'atteindre une masse critique qui lui permettra d'être autonome financièrement et devenir une référence de calibre international dans le groupe des écoles du genre à travers le monde, les sommes demandées pour les deux prochaines années permettront de :

- Continuer le développement de contenus non traditionnels, branchés sur la tendance mondiale et la révolution numérique, qui ne sont pas enseignés dans les institutions actuelles;
- Atteindre de nouveaux marchés moins naturellement versés dans la créativité et inculquer cette fibre créative à de nouveaux secteurs d'activité (ex: dans le manufacturier, des services, etc.);
- Accroître l'implication de la Factory dans l'écosystème entrepreneurial de Montréal;
- Développer des partenariats avec des institutions d'enseignement universitaire et accroître ainsi les compétences créatives de la relève;
- Attirer à Montréal un marché international intéressé par le développement de compétences créatives.

2019		
Activités soutenues	Livrables	2019
Mise en marché des formations ouvertes à tous	Activités de communications marketing visant à développer de nouveaux marchés	175 000 \$
Développement d'une programmation annuelle et bonification de la performance des formations	Performance des formations (embauche de coachs, experts et maîtres d'atelier pour le design et la performance des diverses formations; matériel de formation, etc.).	
2020		
Activités soutenues	Livrables	Montant

Mise en marché des formations ouvertes à tous	Activités de communications marketing visant à développer de nouveaux marchés	150 000 \$
Développement d'une programmation annuelle et bonification de la performance des formations	Performance des formations (embauche de coachs, experts et maîtres d'atelier pour le design et la performance des diverses formations; matériel de formation, etc.).	

**TOTAL : 325 000 \$**

La Factory a des bases solides: un produit de qualité, un lieu unique, une marque forte, une équipe de visionnaires d'expérience et un écosystème de partenaires engagés. Le soutien financier permettra à l'organisme de poursuivre son développement et atteindre son autonomie financière.

### **Contrat de services professionnels**

Le (SDÉ) a identifié deux axes prioritaires dans son plan d'action en entrepreneuriat soit l'innovation pour soutenir des initiatives créatives visant à stimuler l'entrepreneuriat et le renforcement des compétences entrepreneuriales des dirigeants d'entreprises dans les secteurs prioritaires.

La Factory a développé plus de 200 heures de formations prêtes à être offertes à des cibles variées. Ces formations sont pertinentes pour tout entrepreneur, jeune ou mature, qui souhaite faire face à une économie en pleine transformation.

Le SDÉ compte mandater la Factory pour dispenser sur 2 ans, 13 ateliers (5 en 2019 et 8 en 2020) à des cohortes de 25 dirigeants d'entreprises issus des secteurs prioritaires et des publics cibles identifiés (les startups, les femmes et les personnes issues de l'immigration et de la diversité et l'entrepreneuriat issu des communautés autochtones). De plus, le SDÉ bénéficiera de 2 places sur certaines formations ouvertes à tous de la programmation régulière annuelle de la Factory. totalisant 96 places additionnelles (48 places par année.

2019		
Activités soutenues	Livrables	Montant
Performance des formations pour des cibles dédiées	5 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires du SDÉ	86 231,25\$ taxes incluses
	2 places additionnelles dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle	
2020		
Activités soutenues	Livrables	Montant
Performance des formations pour des cibles dédiées	8 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires du SDÉ	114 975 \$ taxes incluse
	2 places additionnelles dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle	

**TOTAL : 201 206, 24 \$**

En s'associant à la Factory, la ville pourra profiter des contenus développés depuis 2 ans et en faire profiter les cibles prioritaires de 2 façons :



- cohortes exclusives de 25 personnes identifiées et choisies par des d'organismes de soutien sans but lucratif dédiés au développement de l'entrepreneuriat montréalais. Présents sur le terrain et fédérateurs dans leurs écosystèmes, les organismes seront de précieux partenaires pour la réalisation du Plan d'action en entrepreneuriat de la Ville de Montréal.
- 48 places additionnelles d'une valeur d'environ 44 000 \$ dans les cohortes ouvertes à tous de la programmation régulière de la Factory qui seront dédiées aux gestionnaires des OBNL dédiés au développement de l'entrepreneuriat montréalais. Cette option permettra aux participants de profiter pleinement de la richesse du mélange des genres.

La Factory et l'équipe du Développement économique se rencontreront 2 fois par année afin de déterminer le choix des formations et les horaires qui conviennent le mieux à la ville et qui s'ajouteront à la programmation annuelle Factory. Ces formations seront alors réservées à l'agenda.

## JUSTIFICATION

La mission de la Factory s'inscrit parfaitement dans la stratégie de développement économique «Accélérer Montréal» et le plan d'action « Entreprendre Montréal » 2018-2021. Elle contribuera principalement aux axes suivants :

- Renforcer les compétences entrepreneuriales
- Innover toujours plus
- Stimuler les cibles prioritaires (startups, les femmes et l'entrepreneuriat immigrant ainsi que l'entrepreneuriat issu des communautés autochtones)
- Accroître la notoriété de Montréal

Les volets offerts par cette école de créativité donnent aux professionnels et aux gens d'affaires une formation de calibre international qui encourage la compétitivité et l'innovation au sein des entreprises montréalaises. Cette formation est complémentaire de celle de l'École des entrepreneurs du Québec à Montréal dont le mandat est de donner aux entrepreneurs des outils pour démarrer et faire croître leur entreprise.

Le soutien financier à ce projet favorisera, dans un premier temps, la croissance de l'écosystème de l'innovation et de la créativité, permettra d'attirer et de retenir les meilleurs talents. De plus, l'octroi du contrat de services professionnels permettra à plus de 425 entrepreneurs de contribuer de bonifier et renforcer leurs compétences et contribuer à la vitalité économique de Montréal et implication des OBNL et de l'écosystème.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 526 206,24 \$, dont 325 000 \$ en contribution et 201 206,24 \$ en honoraires professionnels (taxes incluses).

Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

### **Contribution**

2019	2020	TOTAL
175 000,00 \$	150 000,00 \$	325 000,00 \$

### **Honoraires professionnels (taxes incluses)**

2019	2020	TOTAL
86 231,25 \$	114 975,00 \$	<b>201 206,24 \$</b>

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat. (Entente 150 M\$ - Réflexe Montréal)

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) .

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

En offrant aux dirigeants d'entreprises et aux professionnels des formations en créativité, la Factory, à l'heure de la révolution numérique, contribue à développer les compétences des entrepreneurs et à rendre plus concurrentielles et compétitives les entreprises montréalaises.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Réalisation de la programmation et des activités planifiées pour 2019 et 2020;
- Déploiement en 2019 de 5 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires et 48 places additionnelles aux formations ouvertes à tous de la programmation annuelle de la Factory;
- Déploiement en 2020 de 8 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires et 48 places additionnelles aux formations ouvertes à tous de la programmation annuelle de la Factory;
- Dépôt des documents relatifs à la reddition de compte pour 2019 et 2020.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Diane DUHAMEL  
Commissaire - développement économique

**Tél :** 514 872-9944  
**Télécop. :** 514 872-6414

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-29

Géraldine MARTIN  
Directrice

**Tél :** 514-872-2248  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Véronique DOUCET  
Directrice

**Tél :** 514 872-3116  
**Approuvé le :** 2019-02-01



# Bilan 2017-2018 et Demande de financement 2019-2020-2021

AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
DE LA VILLE DE MONTRÉAL

**FACTRY**

École des  
sciences de la  
créativité

# Table des matières

Mot de la présidente	3
Bilan des activités	4
Description du projet	9
Annexes	16



# Mot de la présidente

Montréal, 18 septembre 2018

Véronique Doucet  
Géraldine Martin  
Sylvie Labelle

CC : Robert Beaudry

**Objet : demande de soutien financier 2019-2020-2021 – École de créativité la Factory**

Mesdames, monsieur,

Nous désirons par la présente soumettre une demande de soutien financier au Service du développement économique de la Ville de Montréal, pour l'École de créativité la Factory, pour les années 2019, 2020 et 2021.

Montréal a le potentiel de devenir un centre de calibre international pour le développement de compétences créatives. La Factory est la première école au Canada entièrement centrée sur le développement de compétences créatives comme moteur de transformation et d'innovation. En moins de 2 ans la Factory a développé plus de 200 heures de formations uniques qui permettent à des entrepreneurs et des professionnels de tous secteurs d'activités d'accroître leur créativité. Plus de 4 700 personnes ont mis le pied à la Factory depuis l'ouverture de son campus en septembre 2017 dans le Quartier de l'Innovation. La Factory est au bon endroit au bon moment; il lui faut maintenant atteindre une masse critique qui lui permettra d'être autonome financièrement et devenir une référence de calibre international dans le pool des écoles du genre à travers le monde. Les 2 prochaines années de développement de la Factory permettront de :

- Continuer le développement de contenus non traditionnels, branchés sur la tendance mondiale et la révolution numérique, qui ne sont pas enseignés dans les institutions actuelles
- Atteindre de nouveaux marchés moins naturellement versés dans la créativité et inculquer cette fibre créative à de nouveaux secteurs d'activité (ex : manufacturier, secteur public, etc).
- Accroître l'implication de la Factory dans l'écosystème entrepreneurial de Montréal
- Développer des partenariats avec des institutions d'enseignement universitaires et accroître ainsi les compétences créatives de la relève
- Attirer à Montréal un marché international intéressé par le développement de compétences créatives

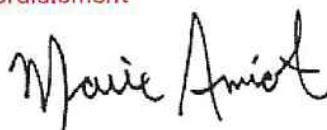
Nous souhaitons par la présente solliciter un investissement de la Ville de Montréal de 750 000 \$ total, soit 250 000 \$ par année pour les années 2019, 2020 et 2021.

La Factory s'inscrit parfaitement dans la stratégie de développement économique 2018-2022 de la ville de Montréal. Elle contribuera principalement aux axes suivants :

- Développer les talents et le savoir, et accroître la notoriété de Montréal comme pôle de savoir et de talent (plan d'action Savoir et Talent)
- Propulser et renforcer les compétences (plan d'action en Entrepreneuriat)
- Accroître la notoriété de Montréal (plan d'action Affaires économiques internationales)

Nous demeurons à votre entière disposition afin de discuter du présent projet. Et les portes de la Factory vous sont toujours ouvertes.

Cordialement



Marie Amiot  
Présidente, directrice générale  
Factory





# Bilan des activités





# Un solide démarrage

Nous sommes fiers de présenter notre bilan de réalisations. Nous pouvons affirmer qu'en 2 ans d'opération nous avons :

- Développé des contenus de formation uniques et de haut calibre
- Développé une marque reconnue et empreinte de professionnalisme
- Fédéré plus d'une quarantaine de professionnels de l'écosystème créatif, qui collaborent aux formations offertes à la Factory (coachs, conférenciers, etc)

- Été un joueur actif dans l'écosystème d'innovation de Montréal : QI, Je Fais Montréal, Parcours Innovation, C2 Montréal, Expo Entrepreneur, etc
- Contribué fortement à créer des rencontres entre des professionnels d'industries variées qui ne se rencontrent pas normalement, ainsi qu'entre jeunes et professionnels matures (ex : Meet the future)
- Créé 7 emplois permanents et donné des mandats à plus d'une cinquantaine de partenaires.

Vous trouverez en annexe 1 les états financiers 2017-2018.



# Une croissance rapide

## Résumé des activités : années fiscales 2016-2017 et 2017-2018

	Juillet 2016 - juin 2017	Juillet 2017 - juin 2018
<b>Formations</b>		
Formations créées	3 cours	4 cours 2 ateliers 6 formations sur mesure
Nombre de cohortes	3 cohortes de professionnels 2 cohortes d'étudiants	13 cohortes de professionnels 2 cohortes d'étudiants
Participants - formations	200	410
<b>Programmation événementielle</b>		
Programmation Factory	3 conférences et événements	10 conférences et événements
Participants – programmation Factory	163	1700
<b>Programmation Partenaires</b>		
Événements partenaires		29 événements
Participants – programmation partenaires		2685
<b>ONT MIS LE PIED À LA FACTRY</b>	<b>363</b>	<b>4795</b>
Participations à des conférences et événements externes	2 conférences et événements	8 conférences et événements
Nombre de participants aux activités Factory lors d'événements externes	548	2100
<b>ONT VÉCU UNE EXPÉRIENCE FACTRY</b>	<b>911</b>	<b>6895</b>

# La créativité pour tous

Voici un sommaire des industries qui ont envoyé des participants aux formations Factry. Cette liste démontre le grand intérêt de la créativité comme compétence transversale.

Industries	Exemples d'entreprises
Finances et Assurances	Caisse des dépôts et placements Fiera Capital Banque Nationale BDC
Commerce de détail et de gros	Bec Cola Intégral Nutrition L'Oréal
Éducation	Université du Québec Collège St Anne Concordia ETS formation
Communication et Médias	Cogeco Media Groupe TVA Bob Sid Lee Média
Science, technologies, informatique et télécommunications	Vidéotron Gsoft CGI Radio Canada
Organisme à but non lucratif	Chambre de commerce du Montréal métropolitain Fondation Montréal INC Fondation de l'entrepreneurship Fondation de l'hôpital général juif
Transport	Réseau de transport métropolitain Bombardier Société des transports de Laval
Art, culture et divertissement	Bell Média Pointe à Callière Gestev
Architecture et Design	Aedifica Anastrophe
Énergie	Hydro-Québec
Gouvernement et Administration publique	Autorités canadiennes en valeur mobilières Ville de Montréal
Tourisme, Hôtellerie et Restauration	Tourisme Montréal Alt Hôtel (Groupe Germain)
Santé et Pharmaceutique	Abvie Corporation CHILD-BRIGHT Network

Vous trouverez en annexe 2 la liste complète des entreprises qui ont envoyé des participants aux formations Factry.

# Contribution Factory à l'écosystème d'innovation

Les contenus Factory sont en demande. Factory a été active dans l'écosystème d'innovation de Montréal et à l'échelle provinciale. Voici la liste des principales collaborations :

- Éluée Entreprise coup de cœur de Je Fais Montréal
- Présence de Meet the Future à C2 Montréal
- Tenue de la conférence de fermeture CRHA
- Création et animation d'un atelier dans le cadre d'Expo Entrepreneur
- Tenue d'une conférence lors du Congrès annuel de l'ACEE
- Partenaire du collectif Soir pour la tenue d'événements culturels multidisciplinaires
- Accueil d'un événement Creative Morning
- Partenaire du CDMQ lors de la tenue de l'événement IMMEDIA 2018
- Programmation et tenue d'activités artistiques lors de Montréal en lumière 2018



A photograph of a workshop or kitchen environment. In the foreground, there are several stainless steel bowls and a tray. In the background, a person is visible, and a window with a grid pattern is on the right. A large red overlay is positioned diagonally across the center, containing the text "Description du projet".

# Description du projet



# Une école unique en son genre

Le Forum Économique Mondial classe la créativité comme la 3<sup>ème</sup> plus importante compétence à développer au sein des entreprises d'ici 2020<sup>1</sup>. Lors de la création de la Factory, plusieurs étaient perplexes face à la pertinence d'une école entièrement centrée sur la créativité. Deux ans plus tard il n'y a plus de doute sur la puissance de la créativité comme vecteur de transformation et d'innovation, ainsi que sur l'importance de développer cette compétence dans tous les secteurs d'activité économique. Être les premiers témoigne, entre autres, d'une vision solide et avant-gardiste. Voici ce qui distingue la Factory:

## LA CRÉATIVITÉ AU CŒUR

À la Factory, la créativité est LE centre de notre expertise. Nous développons des contenus qui n'existent pas ailleurs. Plusieurs centres de formation en management, en entrepreneurship ou même en communication s'intéressent de plus en plus à la créativité, mais en complément de leur centre d'expertise. La Factory développe tous ses cursus de cours en partant de la créativité comme moteur de transformation, ce qui donne une expérience complètement différente.

## UNE APPROCHE TRANSDISCIPLINAIRE

Les enseignants et les participants de la Factory proviennent tous d'industries variées tel qu'en témoigne le bilan précédent. Nous encourageons ainsi des rencontres entre agents de changement qui ne se croiseraient pas dans le cours normal des affaires. Ceci a un effet multiplicateur sur la place de la créativité à Montréal et au Québec. La créativité n'est plus l'apanage d'un groupe restreint de secteurs d'activités.

## PRENDRE LE TEMPS

Montréal regorge d'activités autour des thématiques d'innovation, d'entrepreneuriat ou de créativité. La majorité de ces activités sont de conférences, foires, expositions et événements ponctuels. Cela crée un bouillonnement hyper stimulant; par contre, les vraies transformations prennent du temps. La Factory offre une programmation annuelle complète qui permet de servir les entreprises à l'année. Que ce soit par des formations de plusieurs jours, des ateliers en formats courts ou même des formations personnalisées, il y en a pour tous au sein d'une même entreprise. De plus en plus d'entreprises font appel à la Factory dans la planification de leur programme annuel de formation.

## UNE VISÉE INTERNATIONALE

On vient à Montréal de partout à travers le monde pour apprendre l'art du Cirque, pour travailler en Intelligence artificielle, pour travailler dans le monde des jeux vidéo. Nous souhaitons maintenant que l'on vienne à Montréal pour développer ses compétences en créativité. Montréal est déjà une ville primée par les jeunes de partout à travers le monde principalement pour sa qualité de vie. Grâce à la Factory elle a la possibilité de se démarquer au niveau de cursus de cours non traditionnels. La Factory souhaite s'inscrire dans le tableau des écoles non traditionnelles telles:

- Hyperisland (Suède) <https://www.hyperisland.com/>
- Kaospilot (Danemark) <http://www.kaospilot.dk/>
- Singularity University (États-Unis) <https://su.org/>
- D School of Berlin  
<https://hpi.de/school-of-design-thinking.html>
- Thnk (Pays-Bas) <https://www.thnk.org/>

1. <https://www.weforum.org/agenda/2016/01/the-10-skills-you-need-to-thrive-in-the-fourth-industrial-revolution/>



# Formations et programmation

La programmation Factry a beaucoup évolué depuis les débuts. Nous offrons maintenant 15 formations distinctes, soit plus de 200 heures de formation. Nous sondons régulièrement les participants afin d'améliorer les contenus et les formats. Les cours en formats longs (2 à 6 jours) sont conçus pour ceux qui veulent prendre le temps de se transformer et devenir des agents de changement. Les ateliers en formats courts (3 heures à 1 journée) permettent de développer des outils concrets et pratiques; ils sont accessibles à un plus grand nombre. Nous offrons également ces formations en mode sur mesure, à des entreprises ou groupes d'intérêt (ex : Journée Big Data pour le Parcours Innovation de la ville de Montréal). Finalement une programmation événementielle permet d'alimenter l'effet campus et nourrir la créativité montréalaise à l'année. Vous trouverez en annexe 3 les syllabus des cours Factry pour la prochaine année 2018-2019. Les objectifs des 3 prochaines années sont :

## DES CONTENUS UNIQUES, DÉPLOYÉS PLUS LARGEMENT

La Factry souhaite continuer à développer des formations uniques et les rendre accessibles à un plus grand nombre. Il s'agit ici d'un effort de contenu et de mise en marché.

Au niveau du contenu nous fédérons des partenaires de calibre international.

Pour la mise en marché nous avons embauché une ressource dédiée aux ventes. Nous complétons également l'accréditation des cours Factry auprès des associations professionnelles suivantes : Barreau du Québec, CRHA, CPA. D'autres s'ajouteront au fil du temps.

## OUVRIR LA PORTE AUX PARTENARIATS ACADÉMIQUES

Nous sommes en discussion avec 3 universités, qui souhaitent inclure les formations Factry dans leurs cursus de cours. État des négociations et objectifs visés :

### ETS :

- Développement d'un cours en créativité pour les étudiants de maîtrise. Groupe test hiver 2019
- Projet de formation en créativité pour un groupe d'enseignants
- Développement d'un atelier pour les participants du Centech

### TELUQ :

- Développement d'une formation en créativité qui combine une portion en ligne et une portion à la Factry ; hiver 2019

### UQAM :

- Discussion en cours pour futur cours d'été en créativité, pour les étudiants UQAM et les étudiants étrangers accueillis par UQAM. Été 2019

### Collège Sainte-Anne :

- Continuer à bonifier le parcours des jeunes inscrits au programme collégial Arts, Lettres et Communication, profil Créativité et Innovation
- Rendre accessible les contenus et le campus Factry à tous les ordres d'enseignement du Collège Sainte-Anne

# Calendrier juillet 2018 à juin 2019

## Programmation complète

### Octobre 2018

03-04, 17-18, 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre: Leadership créatif  
05 octobre: Pitch – convaincre par l'histoire  
16 octobre: Visualisation des données – Faire parler les chiffres  
19 octobre: Brainstorming – animer efficacement un remue-ménages  
29-30 octobre: Leadership et authenticité – Mindfulness en action

### Novembre 2018

02 novembre: Design Thinking – expérimenter la méthode  
07-08-09 novembre: Planter une culture data  
12-13-14 novembre: Leadership Créatif pour hauts dirigeants  
27-28 novembre & 13 décembre: Leadership et Impact social  
30 novembre: Modèle d'affaires – redéfinir l'impact social de son entreprise

### Décembre 2018

4 décembre: Brainstorming – faire jaillir les idées  
07 décembre: Pitch convaincre par l'histoire  
11-12 décembre: Trouver son X

### Janvier 2019

09-10 janvier: Leadership et authenticité – Mindfulness en action  
18 janvier: L'art du storytelling multiplateforme  
21-22 janvier: Design Thinking – instaurer une culture d'innovation dans son entreprise  
29 janvier: Clinique de résolution de problèmes – surmontez vos défis d'affaires  
30-31 janvier et 13 février: Leadership et impact social

### Février 2019

06-07, 20-21 février et 11-15 mars: Leadership créatif  
08 février: Leadership et impact social  
12-13-14 février: Planter une culture data  
15 février: Brainstorming – animer efficacement un remue-ménages  
19 février: Visualisation des données – Faire parler les chiffres  
22 février: Design Thinking – expérimenter la méthode

### Mars 2019

14 mars: Leadership et authenticité – Mindfulness en action  
26-27-28 mars: Leadership créatif pour hauts dirigeants  
29 mars: Modèle d'affaires – redéfinir l'impact social de son entreprise

### Avril 2019

05 avril: Design Thinking – expérimenter la méthode  
11 avril: Clinique de résolution de problèmes – surmontez vos défis d'affaires  
16-17 avril: Trouver son X

### Mai 2019

01-02 & 15-16 & 29-30 mai: Leadership créatif  
03 mai: Pitch convaincre par l'histoire  
08 & 09 et 14 mai: Leadership et impact social  
10 mai: Brainstorming – animer efficacement un remue-ménages

### Juin 2019

04-05-06 juin: Planter une culture data  
11 juin: Brainstorming – Faire jaillir les idées  
12 juin: L'art du storytelling multiplateforme  
14 juin: Design Thinking – expérimenter la méthode

## Estimé des activités et participants – 2019 à 2021

Hypothèses - formations	2019	2020	2021
Cohortes de professionnels	46	80	120
Cohortes partenaires académiques	3	4	6
Hypothèses – participants*			
Participants professionnels	1150	2000	3000
Étudiants - Partenaires académiques	75	100	150

\*Estimé 25 participants par cohorte



# Écosystème Factry

Voici un portrait mis à jour de l'écosystème immédiat qui supporte la Factry :

## PARTENAIRES FINANCIERS

Banque Nationale : engagement de 500 000 \$ total sur 5 ans (2016 à 2020)

Lavery : engagement de 50 000\$ par année pendant 2 ans (2018 à 2019). 15 000 \$ en argent, 20 000 \$ en services, 15 000 \$ en achat de formations

BRP : 25 000 \$ en argent, par année pendant 2 ans

Sid Lee : Don à la Fondation Factry. Engagement de 25 000 \$ par année pendant 4 ans (2018 à 2021)

Yves Gougoux : Don à la Fondation Factry de 50 000 \$ sur 3 ans, 2018 à 2020

Collège Sainte-Anne : Environ 100 000 \$ par année de l'automne 2016 à l'hiver 2022. Montant flexible selon le nombre d'étudiants inscrits

PWC : Services financiers gratuits

## ÉQUIPE FACTRY

Marie Amiot : Présidente directrice générale et Co-fondatrice

Hélène Godin : Chef de la Création et Co-fondatrice

Stéphanie Lebon : Directrice communications et marketing

Charles-André Vidal : Gestionnaire développement des affaires

Maude de la Rochellière : Productrice expérience

Camille Baudry : Coordinatrice administrative et financière

Laurence Bayard-Arthur : Coordinatrice expérience

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Philippe Meunier : Président du conseil, Factry et Chef de la création, Sid Lee

Marie Amiot : Présidente directrice générale, Factry

Hélène Godin : Chef de la création, Factry

Luc Thibaut : Secrétaire du Conseil d'administration et Avocat associé, Lavery

Dany Lehoux : Trésorière et Directrice principale, Développement des affaires, PWC

Guy Crevier : Président et éditeur, La Presse

Michel David : Producteur exécutif, Mile Inn

France Lauzière : Présidente et chef de la direction, Groupe TVA et chef du contenu, Québecor contenu

Julie Godin : Vice-présidente du conseil et vice-présidente exécutive, administration et planification globale, CGI

Kim Thomassin : Première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat, CDPQ

Debbie Zakaib : Directrice générale, Mmode

Ugo Cavenaghi : Président-Directeur général, Collège St Anne

Denys Lapointe : Vice-président exécutif, Design et innovation, BRP

Céline Huot : Vice-présidente, Stratégie et Affaires publiques, CCMM

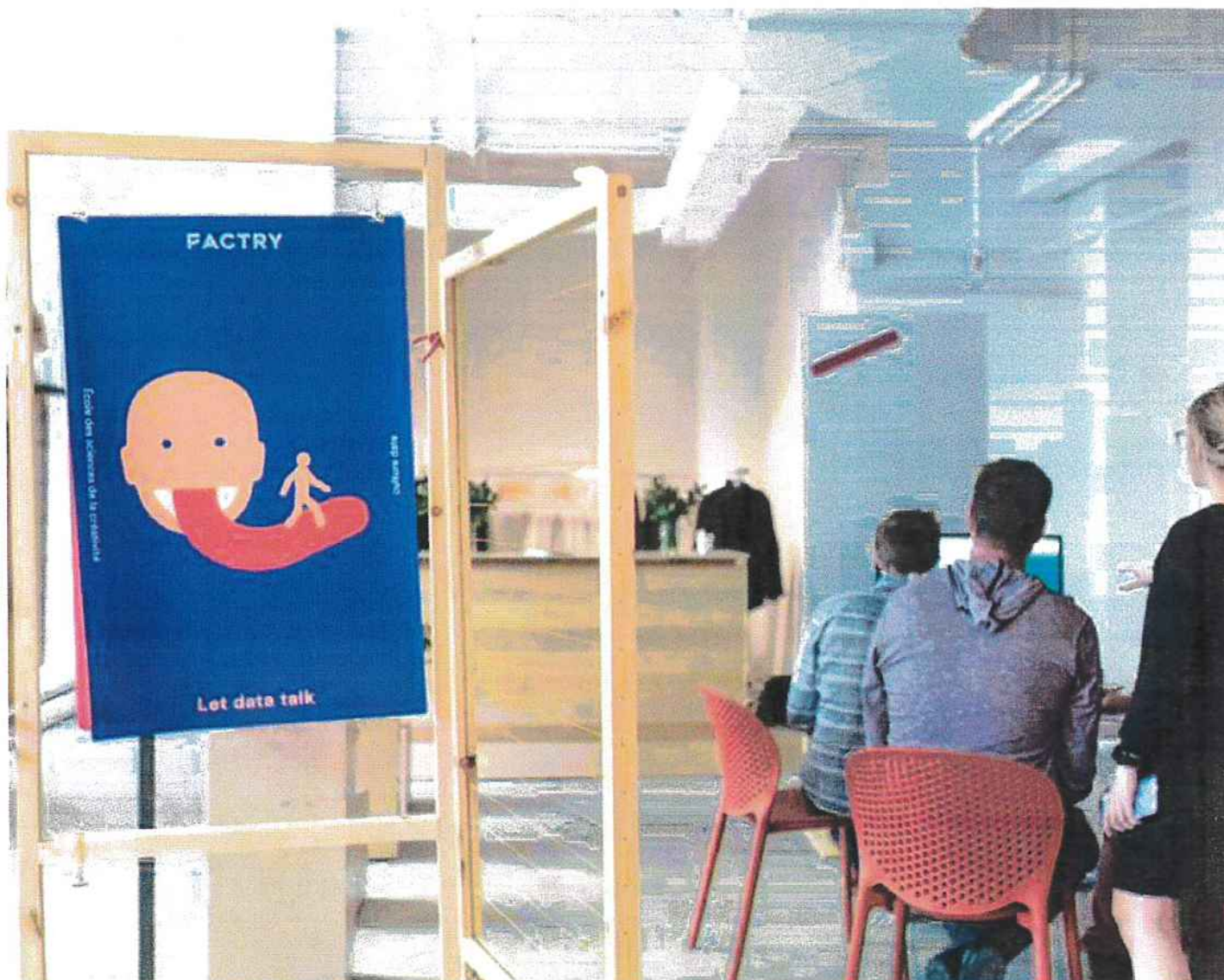
Dominique Villeneuve : Présidente Directrice générale, A2C



# Prévisions budgétaires

Planification budgétaire 3 ans - 2019 à 2021

	Réel juillet 2017 à juin 2018	Budget 2019	Budget 2020	Budget 2021
<b>REVENUS</b>				
Financement public	470 373	450 000	375 000	250 000
Dons et commandites	301 000	250 000	250 000	250 000
Cotisations CISA	96 830	96 600	96 600	96 600
Revenus - Formations	278 884	843 806	1 352 310	1 924 176
Revenus - Programmation	4 793	4 843	10 000	10 000
Revenus - Location d'espace	23 242	51 714	57 070	61 400
Intérêts	812	-	-	-
<b>TOTAL REVENUS</b>	<b>1 175 934</b>	<b>1 696 963</b>	<b>2 140 980</b>	<b>2 592 176</b>
<b>DÉPENSES</b>				
Dépenses de formation professionnelle	232 540	405 768	656 933	993 779
Commission sur les ventes	-	76 141	136 231	204 346
Dépenses de programmation	-	20 000	20 000	20 000
	232 540	501 908	813 164	1 218 126
Salaires et avantages sociaux	408 879	585 235	707 816	729 050
Publicité et promotion	125 380	157 000	200 000	225 000
Site web	-	60 000	-	-
Honoraires de consultants	130 137	20 000	20 000	20 000
Honoraires professionnels	6 500	25 000	25 000	25 000
Loyer et entretien	120 370	272 820	300 000	300 000
Autres frais administratifs	59 930	75 000	75 000	75 000
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>1 083 736</b>	<b>1 696 963</b>	<b>2 140 979</b>	<b>2 592 176</b>
Marge nette (\$)	92 198	0	0	0
Marge nette (%)	8 %	0 %	0 %	0 %
Taux d'occupation - formations seulement	13 %	23 %	40 %	60 %
Auto-financement	34 %	59 %	71 %	81 %
Financement privé	26 %	15 %	12 %	10 %
Financement public	40 %	27 %	18 %	10 %



# Conclusion

La Factory a des bases solides : un produit de qualité, un lieu unique, une marque forte, une équipe de visionnaires d'expérience et un écosystème de partenaires engagés. Elle est à une étape charnière de déploiement pour l'atteinte d'une autonomie financière et devenir un fleuron montréalais. Nous pouvons, ensemble, faire de Montréal une destination internationale pour le développement de compétences créatives. Il nous faut :

- Développer encore plus de contenus de formation créative distincts qui ne sont pas offerts dans les organisations traditionnelles
- Accélérer la formation créative dans tous les secteurs économiques

- Attirer des clientèles internationales
- Accroître la place de la Factory dans l'écosystème entrepreneurial et universitaire

Les ressources financières demandées serviront à :

- Développer des contenus
- Soutenir les efforts de mise en marché
- Opérer le campus

Grâce à nos efforts concertés, le prochain Québec inc sera créatif !





### Mission No 1 Mélanie Carignan

Mélanie est encore à découvrir et à placer son poste de travail. Elle s'agit d'une grande entreprise qui se situe au cœur du département. Avant de commencer à travailler, elle doit se familiariser avec les outils de son environnement technique. Elle a donc décidé de prendre un cours de formation à l'École des sciences de la créativité. Elle est prête à relever les défis qui lui sont proposés. Elle est déterminée à réussir.

## Annexes

# Annexe 1 – États financiers 2017-2018

Fournis sur demande



# Annexe 2

## Liste complète des entreprises ayant participé aux formations Factory (par industrie):

### Communications et médias:

National  
Radio Canada  
Agence Salto  
Bob  
Omnicom Touché  
Pazazz Labels  
Ig2  
Vice Québec  
Akufen  
Groupe TVA  
24.Septembre  
Lyne Rivard, services-conseils  
Akufen  
Havas  
Ad hoc recherche  
Performa Marketing  
Beaulieu Canada  
Utopop  
France Guay, stratège  
Groupe TVA  
CVC Presentations  
Lauraki, maman Zéro Déchet  
Tam-Tam\TBWA  
Vibrant Marketing  
Québécois Média  
OMD Montréal  
La Grosse Business  
Publicis Montréal  
Taxi  
M&H  
K72  
&co  
Cogeco  
Ricardo Média  
La Presse  
Sid Lee Média  
CCMM  
CARTIER  
Verizon

### Science, technologie, informatique et télécommunications:

Vidéotron  
CGI  
Ivado  
Nomad Logic

Bell  
GSOFT  
CloudRaker  
Xmedius  
Agence IMPAKT Scientifik

### Arts, culture et divertissement:

CCM Hockey  
Musée Pointe à Callière  
Cirque du Soleil  
Moment Factory  
Ubisoft  
Alliance Numérique  
Gestev  
Carrefour francophone de Sudbury  
BHVR  
ObviousC

### Finance et assurances:

La Garantie  
Banque Nationale  
Fondation  
Fonds de solidarité FTQ  
Caisse de dépôt et placement du Québec  
Fiera Capital  
Financière Sun Life  
Banque Laurentienne  
PWC  
BDC

### Architecture et design:

KANVA  
Anastrophe

### Organisation à but non lucratif:

Fondation de l'entrepreneurship  
Florence VAN LOON  
Lune Rouge  
Fondation de l'hôpital Général Juif  
Montréal International  
Médiathèque maskoutaine  
Centre d'entrepreneuriat Poly UdeM  
Forum jeunesse de l'Ôle de Montréal

### Gouvernement et administration publique:

CDPQ  
Bibliothèques et Archives Nationales du Québec

Autorités canadiennes en valeurs mobilières

### Éducation:

École de Technologie Supérieure (ETS)  
Université du Québec  
Université Concordia  
Cégep de St Jérôme  
Carrefour Jeunesse Emploi d'Abitibi-Ouest  
Collège St Anne  
Collège Boréal  
Cree School Board  
Centre Multiservice de la Commission scolaire des Samares  
Cadre 21

### Commerce de détail et de gros:

Schawn Stabilo  
L'Oréal  
Bec Cola  
Intégral Nutrition  
Reitmans Canada  
Rapid Air climatisation inc.

### Santé et Pharmaceutique:

Child Bright Network

### Tourisme - Hotellerie et Restaurants:

Alt Hôtel  
Golf le Champêtre

### Juridique:

Lavery

### Transport:

Réseau de transport métropolitain  
Fédération international des associations de pilotes de ligne  
Société de transport de Laval  
Bombardier

### Autres:

Ayming Canada inc.  
Espaces Temps  
Mouvement Paradoxe  
Groupe Sabourin Consult  
Rio Tinto



# Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-2019

## Leadership créatif

*Inspirez le changement dans votre organisation*

Le cours Leadership créatif de la Factory forme des visionnaires capables d'activer la force créative d'une équipe de travail, de bousculer les habitudes et de mettre au point des solutions innovantes à des enjeux d'affaires ou de société. C'est à travers différents ateliers pratiques, échanges et expériences qu'un contenu de qualité est livré par des professionnels de tous horizons disciplinaires et géographiques, reconnus dans leurs milieux.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires d'équipes, aux consultants et aux professionnels ayant à diriger des projets impliquant créativité et innovation.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Mobiliser des équipes transdisciplinaires autour d'un objectif de cocréation
- Prendre conscience des qualités d'un bon leader : écoute, empathie, authenticité et intuition
- Trouver et alimenter sa motivation et celle des autres
- Reconnaître l'utilité de l'intelligence émotionnelle
- Comprendre les mécanismes du cerveau qui déclenchent la pensée créative
- Comprendre le processus créatif et la manière de l'inculquer au sein de son organisation
- Comprendre l'importance de l'objectif commun
- Développer l'art du casting
- Apprendre différentes techniques de brainstorming
- Savoir prendre des risques
- Utiliser les leviers de consensus et de divergence

## Leadership créatif pour hauts dirigeants

*Déployez le potentiel créatif de votre entreprise*

Le cours Leadership créatif pour hauts dirigeants s'adresse précisément aux membres de direction ayant un réel pouvoir de transformation dans leurs entreprises. Les participants apprendront à libérer la créativité qui sommeille au sein de leurs équipes et à y faire naître des agents de changement. À travers différents ateliers pratiques, échanges et expériences, les participants pourront oser une expérience qui transforme et la partager, de façon privilégiée, avec d'autres dirigeants de tous horizons disciplinaires.

Ce cours a été conçu par la Factory en collaboration avec Innove Lab.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires cumulant plus de 10 ans d'expérience qui occupent des fonctions stratégiques et qui ont le pouvoir de transformer leur entreprise concrètement.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Comprendre l'importance de la créativité et de l'innovation en entreprise
- Développer un climat de confiance au sein de son organisation
- Adopter des attitudes différenciées face à la prise de risque
- Créer un environnement physique et organisationnel qui favorise la créativité
- Comprendre le processus créatif et comment l'inculquer au sein de son organisation
- Développer l'art du casting
- Apprendre différentes techniques de brainstorming



# Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

## Planter une culture data

*Briser les silos en apprenant à parler le même langage.*

Les données sont là, tout autour de vous, omniprésentes et invisibles. Privées ou publiques, elles sont précieuses et nous donnent une perspective éclairée. Elles cachent de nouvelles idées capables de changer la donne. Elles guident l'intuition. Faire le choix de comprendre les données, c'est se donner les capacités de déployer leur potentiel, peu importe sa pratique professionnelle. Dans un monde où tout peut être KPI et où les équipes de travail sont de plus en plus multidisciplinaires, les entreprises et les institutions qui décident de placer les données au centre de leur modèle d'affaires sont plus agiles, innovantes et performantes. Encore faut-il réussir sa transformation.

En plus de faire découvrir aux participants le grand potentiel du big data et de l'intelligence artificielle dans leur pratique, cette formation propose des actions concrètes pour mettre en œuvre une culture data dans leur milieu de travail. Avec l'aide de coachs experts, les participants seront invités à déterminer leurs besoins pour démarrer cette transformation. À travers des ateliers en groupe, ils apprendront à mettre en place un écosystème, un cadre et une culture favorisant un tel changement. Au terme de cette formation, les participants auront en main les outils pour mobiliser et activer les différentes divisions et favoriser la cocréation.

## Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux entrepreneurs, aux cadres, aux dirigeants et aux consultants qui veulent planter ou maximiser l'utilisation des données et de l'intelligence artificielle dans leur entreprise ou organisation.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Découvrir l'univers du big data et de l'intelligence artificielle et intégrer son vocabulaire
- Définir ses besoins et déployer un processus de transformation organisationnelle
- Anticiper les défis et opportunités d'adapter une organisation centrée sur les données
- Définir le cadre éthique et légal de sa pratique d'utilisation de données
- Pratiquer des techniques pour générer de la créativité par les données de façon collaborative
- Mettre en place une culture collaborative transdisciplinaire



# Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-2019

## Leadership et Impact social

*Concilier profit, valeurs, durabilité et créativité.*

La poursuite du profit au détriment de la collectivité et de l'environnement n'a plus sa place. Le monde de demain appartient aux entreprises qui mettent leur créativité au service de la création de valeur collective. Les entreprises doivent être à la fois rentables, équitables et impliquées.

Dans cette formation, les participants seront appelés à réfléchir au potentiel des nouveaux modèles économiques émergents (économies de plateforme, shared value, économie circulaire, etc.) et à repenser leur modèle d'affaires et leur mission. À travers des exercices pratiques, les participants développeront l'agilité et la créativité nécessaires pour amener l'innovation au cœur de leur entreprise.

Ce cours a été développé par la Factory en collaboration avec Credo.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux entrepreneurs, aux gestionnaires, aux cadres, aux dirigeants et aux consultants qui souhaitent prendre le leadership dans leur secteur d'activité, repenser leur modèle d'affaires et l'impact social de leur entreprise ou organisation.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Comprendre et expérimenter les nouveaux modèles d'affaires
- Développer des méthodes inédites de création de valeur pour son organisation
- Voir sous un angle nouveau l'impact social potentiel de son organisation
- Transformer ces opportunités en actions
- Acquérir des outils concrets pour amorcer une réflexion et une transformation organisationnelle
- Optimiser son propre modèle d'affaires avec l'outil Capsules créé par Alexandre Joyce d'Atelier

## Leadership et authenticité: Mindfulness en action

*Être présent quand tout va à 100 milles à l'heure.*

Dans la vie personnelle et professionnelle, les changements et le stress affectent nos réflexions, nos perceptions, nos réactions et nos rapports avec les autres. Quand tout va à un rythme effréné, porter son attention au moment présent n'est pas facile. Au lieu de repousser ces émotions, il importe d'apprendre à les apprivoiser et à les mettre au service de notre présence et de nos rapports interpersonnels. Cette formation audacieuse et personnalisée forme des leaders authentiques, charismatiques et humains en puisant dans les techniques propres au monde des arts.

Avec l'aide des coachs, les participants auront l'occasion de développer une compréhension approfondie d'eux-mêmes et de ce qu'ils projettent en public. Prendre conscience de sa posture, de sa voix, de son énergie, de son expressivité et de sa présence. En travaillant sur la connaissance de soi, les participants apprendront à livrer leurs messages efficacement et avec authenticité.

La cohorte du cours est limitée à 16 participants afin de conserver une ambiance intimiste et un climat de confiance.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux hauts dirigeants et aux gestionnaires audacieux qui désirent se challenger et sortir de leur zone de confort afin de s'affirmer et de parfaire leurs compétences en gestion de soi et des autres.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Analyser son leadership et l'image qu'il projette
- Identifier et perfectionner sa posture, son expressivité et sa présence de leader authentique et mobilisateur
- Comprendre le fonctionnement des émotions pour mieux les exploiter
- Communiquer efficacement dans tout contexte
- Développer un leadership courageux et audacieux



# Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-2019

## Trouver son X

*Écouter sa voix pour mieux choisir sa voie.*

Se sentir en pleine possession de ses moyens est un défi. Dans un monde du travail en constante évolution, nous sommes devant une abondance de possibilités. Ce qui reste constant toutefois, c'est notre personnalité et nos valeurs. Cette formation s'adresse aux personnes de tout âge qui sont à une étape charnière de leur vie. Cet atelier les aidera à naviguer à travers un marché du travail en mutation, sans jamais perdre de vue qui ils sont vraiment et ce qu'ils cherchent à accomplir.

Par son approche innovante, ce cours propose des pistes de réflexion personnelles et de carrière pour se mettre en action et trouver un défi professionnel à la hauteur de son potentiel et empreint de sens.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux professionnels en transition, en réorientation ou en quête de sens dans leur travail et qui veulent donner un nouveau souffle ou une nouvelle direction à leurs activités professionnelles.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Déterminer ses valeurs fondamentales, reconnaître ses forces et faiblesses, ses filtres de perception et se brancher sur ses sources de motivation
- Comprendre les différents cycles de changement et sa position actuelle
- Se définir un objectif cohérent pour réaliser ses aspirations
- Gagner en confiance, oser prendre des risques et passer à l'action

## Design Thinking: Instauration d'une culture d'innovation dans son entreprise

*Innover à la vitesse grand V.*

Plus que jamais, les entreprises et institutions font face à des start-ups innovantes qui développent et intègrent des technologies à un rythme sans précédent. Pour rester compétitifs, les leaders d'entreprises cherchent aujourd'hui à insuffler au sein de leur organisation un cadre moins rigide propice à une culture d'innovation. Le design thinking, avec sa combinaison d'approches créatives, analytiques et collaboratives, est une méthode d'innovation centrée sur les besoins humains permettant rapidement d'atteindre des résultats.

Grâce à des exercices, les participants exploreront les facteurs internes qui favorisent ou entravent l'innovation dans leurs organisations. Avec le soutien du coach, ils élaboreront un plan d'action pour maximiser l'innovation dans leur entreprise. Les participants seront ensuite amenés à travailler en équipe sur un défi. À travers le processus d'idéation, de prototypage et de test de la méthode, ils auront intégré la méthode et développé leur confiance créative.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux cadres et hauts dirigeants cumulant plus de 10 ans d'expérience qui occupent des fonctions stratégiques et qui veulent encourager la créativité et l'innovation dans leur entreprise.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Intégrer une approche Design Thinking au sein de son organisation
- Établir une culture d'innovation viable dans son entreprise
- Mobiliser ses équipes autour de cette culture
- Avoir les outils pour améliorer et réinventer une expérience, un service ou un produit
- Optimiser la collaboration et le rendement des équipes multidisciplinaires
- Imaginer le fonctionnement de son organisation avec une perspective nouvelle et avant-gardiste



# Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

## Design thinking : Expérimenter la méthode

*S'initier au design thinking par expérimentation.*

Le design thinking s'applique à tout enjeu humain, technique ou d'affaire. Cette méthode de résolution de problème axée sur l'empathie et la créativité favorise l'innovation. À mi-chemin entre l'analyse et l'intuition, entre l'expérimentation et la connexion humaine, cet atelier permettra aux participants de vivre ce qu'est le design thinking en l'expérimentant. Grâce à des exercices pratiques, ils apprendront à donner vie à des solutions en répondant à la fois aux besoins des utilisateurs et aux ambitions des organisations.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires, aux entrepreneurs et aux consultants qui doivent stimuler la collaboration interdisciplinaire pour trouver de nouvelles solutions à une problématique.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Comprendre les bases du design thinking
- Cerner, clarifier et saisir des opportunités d'affaires
- Transformer ces opportunités en idées et en faire des prototypes
- Avoir les outils pour améliorer et réinventer une expérience, un service ou un produit

## Visualisation des données: Faire parler les chiffres

*Savoir extraire les histoires des chiffres.*

On peut faire dire ce qu'on veut aux chiffres...  
D'où l'importance de savoir ce que l'on veut raconter!  
Cet atelier de storytelling appelle à une double posture, à la fois scientifique et créative. En mettant la main à la pâte, les participants seront initiés aux techniques de visualisation de données et aux pièges de l'utilisation de certains graphiques. En peu de temps, ils saisiront tout le pouvoir d'une donnée bien choisie et communiquée avec créativité.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux professionnels qui souhaitent améliorer leurs habiletés à livrer une présentation et à convaincre à l'aide de données.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Se familiariser avec les techniques de visualisation des données et leurs limites
- Développer ses aptitudes de vulgarisation et son esprit de synthèse
- Transformer les données en constat
- Faciliter l'accessibilité de l'information contenue dans les données au sein de votre organisation
- Augmenter l'impact des données dans des présentations, des rapports annuels ou des articles

# Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

## Modèle d'affaires: Redéfinir l'impact social de son entreprise

*Insuffler de la créativité à son modèle d'affaires.*

Plus que jamais, les organisations naissantes et établies doivent savoir évoluer pour demeurer performantes et pertinentes. Cet atelier est pensé pour les entrepreneurs, les repreneurs, les intrapreneurs et les agents de changement en quête d'outils créatifs pour transformer leur entreprise en repensant leur modèle d'affaires. À travers l'outil Capsules créé par Alexandre Joyce d'Atelier, les participants seront amenés à penser stratégiquement l'impact économique, social et environnemental de leur entreprise ou institution.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux entrepreneurs, aux repreneurs, aux intrapreneurs et aux agents de changement qui veulent repenser l'impact économique, social et environnemental de leur entreprise ou institution.

### Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Poser un diagnostic simple et complet sur le modèle d'affaires actuel de l'entreprise
- Positionner son modèle courant et le comparer aux leaders en la matière
- Imaginer des pistes d'amélioration pour faire évoluer son modèle d'affaires
- Mettre en action ces chantiers avec l'ensemble des intervenants

## Brainstorming: Animer efficacement un remue-ménages

*S'outiller pour préparer et mener une séance d'idéation.*

Le brainstorming est l'une des techniques d'idéation les plus utilisées en organisation. Toutefois, préparer et faciliter un brainstorming efficace n'est pas aussi facile qu'il paraît. À travers des exercices pratiques, cet atelier de brainstorming a pour objectif d'outiller les participants à déployer en groupe un processus d'idéation qui surpassera leurs objectifs. Les participants seront amenés à développer leur confiance créative, à générer des solutions spontanées et à pousser leurs idées à leur plein potentiel.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux professionnels qui souhaitent apprendre à organiser et animer une séance de brainstorming efficace.

### Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Animer un brainstorming
- Établir un climat propice à la créativité qui permet de mener une séance efficace
- Démontrer une grande confiance en sa capacité de création et en celle d'un groupe



# Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

## Brainstorming: Faire jaillir les idées

*Expérimenter avec plusieurs techniques de remue-méninges hors du commun.*

Vos séances d'idéation en groupe se succèdent et se ressemblent? Et comme d'habitude, tout le monde est resté prudent et vous n'êtes pas vraiment sorti du cadre habituel? Pourquoi ne pas changer vos habitudes pour que la magie opère? Cet atelier de remue-méninges propose, à travers plusieurs exercices pratiques, d'expérimenter plusieurs méthodes hors du commun pour générer des idées en groupe. Ajoutez à votre coffre à outils des techniques différentes qui vous amèneront, en groupe, vers des solutions créatives.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux professionnels qui souhaitent apprendre à organiser et animer une séance de brainstorming efficace.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Animer un brainstorming
- Établir un climat propice à la créativité qui permet de mener une séance efficace
- Démontrer une grande confiance en sa capacité de création et en celle d'un groupe

## L'art du storytelling multiplateforme

*À chaque contenu son contenant.*

Une bonne histoire restera toujours le point de départ du succès; cela dit, la maîtrise des plateformes et des innovations influence grandement leur impact. Entre les différentes plateformes sociales et les innovations techniques, comme la réalité augmentée (AR) et la réalité virtuelle (VR), les marques et individus doivent adapter leurs messages à ces nombreux moyens de communiquer. Pour obtenir de meilleurs résultats, votre contenu doit être adapté à chaque plateforme. Cet atelier aidera les participants à découvrir les possibilités en storytelling des différentes plateformes, à choisir la bonne plateforme pour leur message et à capter l'attention de leur public.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux créateurs de contenu, aspirants influenceurs et entrepreneurs en herbe.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Comprendre les particularités des plateformes sociales
- Connaître les types de contenu qu'il est possible de produire (texte, audio, vidéo, AR, VR, etc.)
- Déterminer l'objectif et la cible du contenu
- Comprendre les rouages d'une équipe performante en contenu
- Choisir la forme de storytelling et la plateforme de diffusion adéquates à son contenu

# Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

## Clinique de résolution de problèmes: surmonter vos défis d'affaires

*Trouvez des solutions concrètes et novatrices à vos problèmes d'affaires.*

Au programme, aucune étude de cas : seulement des problèmes concrets proposés par le groupe de participants. En équipe, guidés par leur coach, les participants utiliseront la force du groupe pour vaincre à tour de rôle leurs obstacles et mettre au point des solutions tangibles. À la fin de l'atelier, en plus de repartir avec une solution à leur problème, les participants seront équipés d'outils pour affronter les nouveaux défis qui se présenteront à eux dans le cadre de leur travail... et une confiance en leurs capacités gonflée à bloc!

Les participants apprendront à penser autrement afin de stimuler les idées novatrices, les objectifs ambitieux, les solutions inédites et à se démarquer. Se remettre en question, prendre du recul et revoir son point de vue sont essentiels pour relever des défis et basculer en mode solution.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires et consultants qui veulent rehausser leur capacité à saisir des opportunités et à résoudre des problèmes de façon créative et novatrice en adoptant des pratiques innovantes.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Développer de nouvelles façons de réfléchir et de se comporter différemment face aux défis
- Engendrer de nouvelles idées
- Résoudre des problèmes d'affaires efficacement en mode collaboratif
- Reproduire les conditions essentielles à la créativité et appliquer ces principes dans son milieu de travail

## Pitch: Convaincre par l'histoire

*Persuader par l'imaginaire et les émotions.*

Tout comme lorsqu'il s'agit de bien raconter une histoire, livrer un pitch est un art qui s'apprend. Cet atelier de storytelling permettra aux participants d'aiguiser leurs réflexes de conteur et les aidera à être plus persuasifs. Que ce soit pour améliorer leurs présentations, passer leurs messages plus efficacement ou marquer les esprits, les participants, qui auront expérimenté à travers des exercices pratiques, repartiront avec des outils concrets pour guider leur pratique.

### Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui souhaitent améliorer leurs habiletés à livrer un pitch et apprendre à captiver un auditoire.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Capter et maintenir l'attention des interlocuteurs en étant inspirant
- Structurer un pitch pour le rendre percutant et mémorable
- Articuler efficacement et simplement ses ambitions



Montréal, 17 janvier 2019

*Objet : complément de dossier – financement Factry*

Mme Duhamel,

Merci du temps que vous nous avez accordé et de l'intérêt envers la Factry. Plus que jamais, nous sommes convaincus de pouvoir contribuer au plan d'action en entrepreneuriat de Montréal. C'est particulièrement au niveau des axes suivants que la Factry peut avoir une contribution significative :

- Renforcer les compétences
- Innover toujours plus
- Stimuler les cibles prioritaires

### ***Renforcer les compétences - Des formations centrées sur les compétences modernes***

En 2019 tout entrepreneur devrait mettre la créativité dans son coffre à outils, que ce soit pour créer, faire croître ou conserver. Selon le Forum économique mondial, la créativité est l'une des compétences clés essentielles à développer au sein des entreprises de tous secteurs, d'ici 2020. C'est particulièrement à ce niveau que Factry se distingue. Avec plus de 200 heures de formations uniques et une équipe d'expérience ayant œuvré pendant plus de 25 ans dans les industries créatives, la Factry a un réel potentiel d'impact sur le développement des compétences professionnelles. À titre d'exemple, l'École nationale de Cirque contribue fortement à l'industrie du Cirque sur la scène mondiale; notre savoir universitaire montréalais en intelligence artificielle a permis le développement d'un pôle de calibre mondial en IA; les écoles d'entrepreneuriat sont clés dans le développement de l'entrepreneuriat montréalais. Soutenir la Factry consiste à soutenir directement le développement des compétences créatives essentielles à une économie innovante. Nous aidons les entreprises à faire face à la réalité changeante du marché du travail et nous leur permettons d'être outillées pour embrasser l'époque de grandes transformations dans laquelle nous vivons.

Concrètement Factry contribue de la façon suivante :

- Une programmation annuelle riche et variée
- Des formations adaptées à la réalité du marché du travail
- Une expérience de formation moderne et concrète

Voir ces vidéos témoignages :

- <https://www.youtube.com/watch?v=4BZICfCMrZg>
- [https://www.youtube.com/watch?v=n\\_9qSSQ6AOc](https://www.youtube.com/watch?v=n_9qSSQ6AOc)
- <https://www.youtube.com/watch?v=lc8ZNtN1r3I>
- <https://www.youtube.com/watch?v=LBdQ7dajkw>

## ***Innover toujours plus – Mélanger les genres et favoriser les maillages***

Une des caractéristiques uniques de la Factry consiste à travailler dans la transdisciplinarité. Nous misons beaucoup sur la richesse du mélange des genres : mélange des métiers, des origines et des années d'expériences. Nous rejoignons en ce sens des principes phares de la ville soit : encourager la diversité des clientèles et favoriser tous les types d'entreprises.

Concrètement, la Factry contribue de la façon suivante :

- Des formations qui misent sur la diversité des clientèles (voir bilan des activités 2017-2018).
- Les activités [Meet the Future](#) qui visent précisément à donner une voix aux jeunes et créer des rencontres avec des entrepreneurs matures.
- Conception d'événements qui favorisent le maillage et qui contribuent à expérimenter de nouvelles idées, trouver des solutions ensemble et créer des rencontres prometteuses. Voir [cet article](#), publié suite à un événement organisé pour le REM et qui visait à trouver des solutions innovantes aux enjeux de transport des usagers de la ligne Deux-Montagnes.

Nous souhaitons également souligner que la Factry contribue à la reconnaissance de Montréal comme plaque tournante de la créativité. Montréal est une ville accueillante pour les étudiants étrangers grâce, entre autres, à sa qualité de vie. Avec une école de créativité forte, nous avons la possibilité de faire de Montréal une ville qui se distingue pour la modernité des cursus qu'on y enseigne.

## ***Stimuler les cibles prioritaires – Dédier des places aux cibles prioritaires***

La Factry a développé plus de 200 heures de formations prêtes à être offertes à des cibles variées. Ces formations sont pertinentes pour tout entrepreneur, jeune ou mature, qui souhaite faire face à une économie en pleine transformation. Voici quelques exemples d'outils et compétences transversales pertinents pour tous :

- Développement d'une posture créative
- Travailler en co-création
- Maîtrise des outils tels : techniques de brainstorm, storytelling, design thinking
- Leadership et impact social
- Implanter une culture Data

Bref les produits Factry sont prêts à être offerts à l'écosystème entrepreneurial. Voir la liste complète des formations [ici](#). Afin de stimuler les cibles prioritaires du plan d'action nous pouvons agir de 2 façons :

- Assurer, dans chaque cohorte, un nombre de places réservé pour les cibles femmes, immigrants ou PME.
- Dédier des cohortes précises à des groupes soutenus par la ville (ex : parcours innovation, PME Montréal, Cabinet créatif, etc.).

## Description du projet – Soutien financier de la Ville de Montréal

Nous souhaitons, par la présente, faire une demande de financement totale de \$500 000, soit \$250 000 par année pour 2019 et 2020. La Factry s’est donné 5 ans pour atteindre son autonomie financière; cela signifie pour nous qu’il nous faut atteindre un taux d’occupation supérieur à 60% d’ici 2121. Après 2 années d’activités, nous sommes fiers de confirmer que nous suivons notre plan de match (voir bilan des activités 2017-2018). Les prochaines années sont critiques dans l’atteinte de cette autonomie.

Les sommes demandées serviront à soutenir 2 volets essentiels de la Factry :

- Soutenir la mise en marché de nos formations et la réalisation des cours ouverts à tous, faisant partie de notre programmation régulière.
- Ajouter des cohortes dédiées et places réservées pour les cibles prioritaires telles les PME, les femmes et les immigrants.

### Année 2019

Activités soutenues	Livrables	Montant
- Mise en marché des formations ouvertes à tous - Programmation annuelle et performance des formations	- activités de communications marketing visant à développer de nouveaux marchés (publicité, accréditations, développement de contenu, etc). - performance des formations (coachs, matériel de formation, etc.).	\$175 000
- Performance des formations pour des cibles dédiées	- 5 cohortes de 25 participants (formation d’une journée) dédiées aux cibles prioritaires. - 2 places par cohorte, dédiées aux cibles prioritaires, sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle.	\$75 000
<b>TOTAL 2019</b>		<b>\$250 000</b>

### Année 2020

Activités soutenues	Livrables	Montant
- Mise en marché des formations ouvertes à tous - Programmation annuelle et performance des formations	- activités de communications marketing visant à développer de nouveaux marchés (publicité, accréditations, développement de contenu, etc). - performance des formations (coachs, matériel de formation, etc.).	\$150 000



- Performance des formations pour des cibles dédiées	- 8 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires. - 2 places par cohorte, dédiées aux cibles prioritaires, sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle.	\$100 000
<b>TOTAL 2020</b>		<b>\$250 000</b>

Concrètement, la ville pourra profiter des contenus de la Factry et en faire profiter les cibles prioritaires de 2 façons : cohortes exclusives ou places réservées dans les cohortes ouvertes à tous. La première option a l'avantage d'offrir une grande flexibilité à la ville pour l'intégration de formations dans les différents parcours. La seconde option permet aux participants de profiter pleinement de la richesse du mélange des genres. Cela peut par exemple permettre à des start-ups de côtoyer des entreprises matures, à des immigrants de développer des liens privilégiés avec des entrepreneurs établis.

Cette façon de faire doit par contre s'appliquer sur les formations Factry qui sont déjà développées et qui font partie de la programmation habituelle. Elles ne concernent pas des formations sur mesure que la ville pourrait demander à la Factry de développer de temps à autres (exemple : nouveaux sujets ou nouveaux formats).

La ville sera responsable de trouver et sélectionner les participants qui auront accès aux places prioritaires. Factry n'aura pas à faire des démarches de mise en marché supplémentaires pour le recrutement de ces participants. Au minimum deux semaines avant les formations, la ville fournira à la Factry les noms des participants sélectionnés.

Il est recommandé de charger un prix minimum symbolique aux participants qui feront partie des cohortes ouvertes à tous (et non ceux faisant partie des parcours spécifiques). Alors qu'une formation Factry peut valoir en moyenne \$600 par jour, les places dédiées pourraient être offertes à \$75 par exemple. Par expérience, nous savons qu'un engagement financier minimum assure souvent l'engagement et la participation.

Factry et l'équipe du Développement économique se rencontreront 2 fois par année afin de déterminer le choix des formations et les horaires qui conviennent le mieux à la ville et qui s'ajouteront à la programmation annuelle Factry. Ces formations seront alors réservées à l'agenda.

## Conclusion

Grâce au présent projet, nous souhaitons que les formations Factry profitent au maximum à l'écosystème entrepreneurial de Montréal. Nous demeurons convaincus que la créativité est un vecteur clé de transformation et qu'elle est essentielle dans le coffre à outils de tout entrepreneur. Nous croyons également qu'en soutenant la croissance de la Factry, Montréal rejoint les villes internationales qui, depuis des décennies, se sont dotées d'écoles non traditionnelles pour le développement des compétences créatives.

## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, agissant et représentée par madame Marie Amiot, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 05 décembre 2018.

Numéro d'inscription T.P.S. : 788955524  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1223187125

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme une école dont la mission est de promouvoir le développement des compétences en établissant et en exploitant une école axée sur la créativité, ouverte au public et en y offrant des cours, des programmes de formation, des séminaires et des ateliers axés sur la créativité;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'entente Réflexe pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** la directrice de la direction Entrepreneuriat de l'unité administrative ou son représentant autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Service du développement économique

### **ARTICLE 3** **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4** **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

#### **4.2 Autorisations et permis**

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

#### **4.3 Respect des lois**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

#### **4.4 Promotion et publicité**

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

## 4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1<sup>er</sup> janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil

d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

#### **4.7 Responsabilité**

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;
- 4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

### **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

## **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trois cent vingt-cinq mille dollars (325 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

## **5.2 Versements**

### **5.2.1 Pour l'année 2019 :**

- 5.2.1.1 une somme maximale de cent trente-cinq mille dollars (135 000 \$) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;
- 5.2.1.2 une somme maximale de quarante mille dollars (40 000 \$) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

### **5.2.2 Pour l'année 2020 :**

- 5.2.2.1 une somme maximale de cent dix mille dollars (110 000 \$) dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la programmation de 2020;
- 5.2.2.2 le solde de quarante mille dollars (40 000 \$) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

## **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

## **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## **ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

- 6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 7**

### **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :

- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
- 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
- 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
- 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragrophes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8**

### **RÉSILIATION**



- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 28 février 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

## **ARTICLE 11** **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

## **ARTICLE 12** **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1** qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

### **ARTICLE 13** **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

#### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

#### **13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

#### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

#### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

#### **13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, et tout avis doit être adressé à l'attention du présidente-directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 700, rue de la Gauchetière Ouest, 28<sup>e</sup> étage sud Montréal (QC) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

### **13.10 Exemple ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Yves Saindon, Greffier

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**

Par : \_\_\_\_\_  
Marie Amiot, présidente-directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_(Résolution CG.....).

## **ANNEXE 1**

### **PROJET**

La Factory est la première école au Canada entièrement centrée sur le développement de compétences créatives comme moteur de transformation et d'innovation. En moins de 2 ans, la Factory a développé plus de 200 heures de formations uniques qui permettent à des entrepreneurs et des professionnels de tous secteurs d'activités d'accroître leur créativité comme vecteur de développement.

Afin d'atteindre une masse critique qui permettra à La Factory d'être autonome financièrement et devenir une référence de calibre international dans le groupe des écoles du genre à travers le monde, l'organisme contribuera au plan d'action en entrepreneuriat de Montréal au niveau de trois axes stratégiques :

- Renforcer les compétences grâce au développement et à la diffusion de formations centrées sur des compétences modernes ;
- Innover toujours plus : grâce à une programmation et une expérience de formation qui permet de mélanger les genres et favoriser les maillages ;
- Stimuler les cibles prioritaires : en dédiant des places et des cohortes à des cibles prioritaires (femmes, immigrants, PME).

Les activités soutenues dans le cadre de la présente entente sont doubles :

Les

1) Développement et mise en œuvre de la programmation, des activités de communication et de marketing nécessaires afin de développer de nouveaux marchés et accroître la notoriété Factory à un public plus large :

- Placement publicitaire, accréditation des formations par des associations professionnelles, offres promotionnelles (tirage, prix remis) présence à divers congrès ou conférences;
- Développement de contenus tels articles de blogue pour faire connaître la Factory et production d'une infolettre;
- Dépenses de design, graphisme, impression de matériel pour les activités de communications marketing;
- Maintien du site web et base de données client (outil CRM);
- Salaires pour ressources responsables de la mise en marché: vente (1 personne) et communication marketing (2 personnes).

2) Programmation annuelle et performance des cours

- Embauche de coachs, experts et maîtres d'atelier pour le design et la performance des diverses formations;
- Achat, création et impression du matériel nécessaires lors des formations: cahier des participants, fournitures, aménagement du scénario de formation (affiches, tableaux, outils de formation), repas lors des formations.

Le bilan des réalisations devra aussi comprendre notamment les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre de formations offertes;
- nombre d'étudiants inscrits des écoles partenaires;
- nombres des professionnels inscrits;

- nombre global de participants aux différentes activités (lancement, activités de réseautage, Meet the future, etc.);
- nombre de bourses offertes et remises;
- noms et contributions des partenaires (privés et publics) au projet;
- nombre d'articles relatifs au Projet publiés dans les médias imprimés et électroniques;

## **ANNEXE 2**

### **PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

#### **1. VISIBILITÉ**

L'Organisme doit :

- 1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;
- 1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

#### **2. COMMUNICATIONS**

L'Organisme doit :

##### **2.1.** Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

## 2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : <https://mairedemontreal.ca/>, section « **Communiquer avec nous** ».

**Note** : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : [communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca](mailto:communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca).

## 2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : [ville.montreal.qc.ca/logo](http://ville.montreal.qc.ca/logo));



- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

#### **24. Publicité et promotion :**

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

## 2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.
--

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : [visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section « **Communiquer avec nous** » sur <https://mairedemontreal.ca/>.

## CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749

Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la « **Ville** »)

**ET :** **ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, agissant et représentée par madame Marie Amiot, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 05 décembre 2018.

Numéro d'inscription TPS : 788955524

Numéro d'inscription TVQ : 1223187125

(ci-après nommé le « **Contractant** »)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

**ATTENDU QUE** le Contractant œuvre dans le domaine de la formation continue dont la mission est de promouvoir le développement des compétences en établissant et en exploitant une école axée sur la créativité, ouverte au public et en y offrant des cours, des programmes de formation, des séminaires et des ateliers axés sur la créativité;

**ATTENDU QUE** la Ville requiert les services du Contractant, pour dispenser des formations ciblées à des cohortes dédiées aux publics cibles prioritaires entrepreneuriales identifiées dans l'axe 5 du plan d'action entrepreneuriat « Entreprendre Montréal » du SDÉ lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### **ARTICLE 1** **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- |                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| 1.1 « <b>Annexe 1</b> » :           | Description de la prestation de service du Contractant.   |
| 1.2 « <b>Responsable</b> » :        | la directrice de la direction Entrepreneuriat de l'unité administrative ou son représentant autorisé; |
| 1.3 « <b>Unité administrative</b> » | Service du développement économique   |

### **ARTICLE 2** **OBJET**

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe ci-jointe (ci-joint(e)s), pour offrir 13 formations ciblées à des cohortes dédiées aux publics cibles prioritaires entrepreneuriales identifiées dans l'axe 5 du plan d'action entrepreneuriat « Entreprendre Montréal » du SDE) durant les années 2019 et 2020.

### **ARTICLE 3** **INTERPRÉTATION**

- |     |  |
|-----|--|
| 3.1 | Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.   |
| 3.2 | Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci. |

### **ARTICLE 4** **DURÉE**

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2019 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 28 février 2021 le tout sous réserve des articles 11 et 13.

### **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

- 5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;
- 5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;
- 5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;
- 5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

## **ARTICLE 6**

### **OBLIGATIONS DU CONTRACTANT**

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

- 6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;
- 6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;
- 6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;
- 6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;
- 6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;
- 6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;
- 6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

- 6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;
- 6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;
- 6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

## **ARTICLE 7**

### **PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE**

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

- 7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;
- 7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;
- 7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

## **ARTICLE 8**

### **HONORAIRES**

- 8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent un mille deux cent six et 24 cents dollars (201 206, 24 \$) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.
- 8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué ci-dessous :
  - 8.2.1 Pour l'année 2019 :
    - 8.2.1.1 une somme maximale de quatre-vingt-six mille deux cent trente et un dollars et 24 cents (86 231,24 \$) sur présentation de factures des 5 formations dispensées aux cohortes durant l'année 2019;
  - 8.2.2 Pour l'année 2020 :
    - 8.2.2.1 une somme maximale de cent quatorze mille neuf cent soixante-

quinze dollars (114 975 \$) sur présentation des factures des 8 formations dispensées aux cohortes durant l'année 2020;

Chaque versement est conditionnel à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

- 8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.
- 8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

## **ARTICLE 9**

### **LIMITE DE RESPONSABILITÉ**

- 9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder deux cent un mille deux cent six dollars et 24 cents) dollars (201 206, 24 \$).
- 9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

## **ARTICLE 10**

### **DROITS D'AUTEUR**

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

- 10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;
- 10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'utilisateur autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;
- 10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action

intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

## **ARTICLE 11** **RÉSILIATION**

- 11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.
- 11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

## **ARTICLE 12** **SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS**

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

## **ARTICLE 13** **DÉFAUTS**

- 13.1 Il y a défaut :
- 13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;
  - 13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.
- 13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de



plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

- 13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

#### **ARTICLE 14**

#### **ASSURANCES ET INDEMNISATION**

- 14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

#### **ARTICLE 15**

#### **REPRÉSENTATION ET GARANTIE**

- 15.1 Le Contractant déclare et garantit :
- 15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

- 15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;
- 15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## **ARTICLE 16**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **16.1 Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **16.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

#### **16.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

#### **16.4 Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

#### **16.5 Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

#### **16.6 Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

#### **16.7 Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

#### **16.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

#### **16.9 Avis et election de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

##### **Élection de domicile du Contractant**

Le Contractant fait élection de domicile au 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, et tout avis doit être adressé à l'attention du présidente-directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

##### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 700, rue de la Gauchetière Ouest, 28e étage sud Montréal (QC) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

## 16.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDICUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le <sup>e</sup> jour de 2019

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Yves Saindon, Greffier

Le <sup>e</sup> jour de 2019

## ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY

Par : Marie Amiot, présidente-directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération, le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2019 (Résolution CG .....).

## ANNEXE 1

### Description de la prestation de service du Contractant

Le (SDÉ) a identifié deux axes prioritaires dans son plan d'action en entrepreneuriat soit l'innovation pour soutenir des initiatives créatives visant à stimuler l'entrepreneuriat et le renforcement des compétences entrepreneuriales pour bonifier les compétences managériales des dirigeants des entreprises dans les secteurs prioritaires.

La Factry a développé plus de 200 heures de formations prêtes à être offertes à des cibles variées. Ces formations sont pertinentes pour tout entrepreneur, jeune ou mature, qui souhaite faire face à une économie en pleine transformation.

En collaboration avec le SDÉ, l'École de créativité la Factry offrira en 2019 et 2020, treize (13) formations spécifiques, faisant partie de sa programmation annuelle, à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ pour une somme maximale de 201 206,24, taxes incluses.

Les dates de ces cohortes dédiées seront convenues par les parties, de façon régulière. Les parties conviendront, 2 fois par année, au plus tard les 30 avril 2019, 1<sup>er</sup> juillet 2019, 1<sup>er</sup> janvier 2020 et 1<sup>er</sup> juillet 2020, des dates des formations dédiées au SDÉ pour les 6 mois suivants.

De plus, le SDÉ bénéficiera annuellement de 2 places par cohorte, dédiées aux cibles prioritaires, sur certaines formations ouvertes à tous de la programmation régulière de la Factry pour un total de 48 places. Si, au cours d'une même année, l'École de créativité la Factry modifie sa programmation annuelle, elle en informera immédiatement la SDÉ qui aura la possibilité de choisir de nouvelles formations équivalentes, d'une durée similaire.

<b>2019</b>		
<b>Activités soutenues</b>	<b>Livrables</b>	<b>Montant</b>
Performance des formations pour des cibles dédiées	5 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires.	75 000 \$ ou (86 231,24 \$ taxes incluses)
	2 places par cohorte dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle.	

<b>Formations de la programmation régulière</b>	<b>Durée du cours en jours</b>	<b>Programmation annuelle du cours</b>	<b>Nombre de places offertes au SDÉ</b>	<b>Total des places offertes au SDÉ</b>
Leadership créatif	6	2	2	4
Leadership et impact social	3	2	2	4
Trouver son X	2	2	2	4
Design Thinking, expérimenter la méthode	1	3	2	6

Brainstorming: faire jaillir les idées	1	3	2	6
L'art du storytelling multiplateforme	1	3	2	6
Visualisation des données: faire parler les chiffres	1	3	2	6
Brainstorming: animer efficacement un remue-méninges	1	3	2	6
Pitch: convaincre par l'histoire	1	3	2	6
			Total:	<b>48</b>

<b>2020</b>		
<b>Activités soutenues</b>	<b>Livrables</b>	<b>Montant</b>
Performance des formations pour des cibles dédiées	8 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires. 2 places par cohorte dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle.	100 000 \$ ou (114 975 \$ taxes incluses)

<b>Formations de la programmation régulière</b>	<b>Durée du cours en jours</b>	<b>Programmation annuelle du cours</b>	<b>Nombre de places offertes au SDÉ</b>	<b>Total des places offertes au SDÉ</b>
Leadership créatif	6	2	2	4
Leadership et impact social	3	2	2	4
Trouver son X	2	2	2	4
Design Thinking, expérimenter la méthode	1	3	2	6
Brainstorming: faire jaillir les idées	1	3	2	6
L'art du storytelling multiplateforme	1	3	2	6
Visualisation des données: faire parler les chiffres	1	3	2	6
Brainstorming: animer efficacement un remue-méninges	1	3	2	6
Pitch: convaincre par l'histoire	1	3	2	6
			Total:	<b>48</b>

**Dossier # : 1193931001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles et, octroyer un contrat de services professionnels d'une somme maximale de 201 206,24 \$ pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ / Approuver deux projets de convention à cet effet

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



GDD 1193931001 - Certification de fonds -.xls

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI  
 Préposé au budget  
**Tél : 514 872-4254**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Isabelle FORTIER  
 conseillère budgétaire  
**Tél : 514-872-3238**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



(1)

**Dossier # : 1183775003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 \$, contingences, incidences et taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 \$, taxes incluses, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans la ville de Dollard-des-Ormeaux;
2. d'accorder à Ali Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans la ville de Dollard-des-Ormeaux, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 979 524,58 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10286;
3. d'autoriser une dépense de 197 952,49 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'autoriser une dépense de 296 928,69 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 13:08

**Signataire :** Isabelle CADRIN



Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1183775003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 \$, contingences, incidences et taxes incluses

## CONTENU

### CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.

Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :

- ☐ en 2014, les secteurs Côte-Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
- ☐ en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
- ☐ en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
- ☐ en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et de Montréal-Ouest.

En 2018 la ville a produit un appel d'offres couvrant les secteurs de Dollard-des-Ormeaux, Le Plateau-Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield. Les résultats à l'ouverture ont été très décevants: une faible participation des soumissionnaires et des montants nettement

plus élevés que ce qui avait été estimé. L'appel d'offres a donc été annulé. La Ville a fait un second appel d'offres après avoir diminué l'ampleur du projet en retirant certains ouvrages pouvant être retardés, et en augmentant l'échéancier, mais les résultats ont été les mêmes.

Il fut donc décidé de revoir plus en profondeur l'appel d'offres pour attirer plus de soumissionnaires, notamment des entrepreneurs habitués à faire des travaux de moins grande envergure. Pour ce faire, la Ville a, dans un premier temps, procédé au pré-achat d'équipements demandant des délais de production plus importants. Ensuite, les travaux qui couvraient l'ensemble de l'île ont été découpés par secteur. Le présent dossier couvre les travaux pour le secteur de suivi du débit pour fins de facturation de la consommation d'eau potable par la ville de Dollard-des-Ormeaux. Les autres secteurs feront l'objet d'autres appels d'offres et d'autres dossiers décisionnels. Parallèlement à celui-ci, chemine un dossier pour le secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 12 novembre 2018. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'hôtel de ville de Montréal le 11 décembre 2018, soit 4 semaines après le lancement.

Trois addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications techniques :

Addenda no 1	2018-11-22	Clarifications techniques et réponses aux soumissionnaires
Addenda no 2	2018-11-28	Report de la date d'ouverture
Addenda no 3	2018-12-04	Clarifications techniques et réponses aux soumissionnaires

La validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 10 avril 2019.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17 0154 - 27 avril 2017 - Accorder un contrat à Groupe TNT pour le projet Agglomération de Montréal - Régulation de la pression et mesure du débit - Travaux 2017 - Dépense totale de 11 193 181,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10219 (4 soum.).  
CG16 0240 - 21 avril 2016 - Accorder un contrat à Socomec industriel, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016 - Dépense totale de 6 474 993,02 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10191 - 7 soumissionnaires.

CG15 0412 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2015 - Dépense totale de 4 835 184,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10178 - 4 soumissionnaires.

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG14 0341 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Coffrage Alliance Ltée, pour le projet Construction de chambres de régulation de la pression - Agglomération de Montréal 2014 - Dépense totale de 6 609 119 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10145 - 5 soumissionnaires.

CG13 0305 - 29 août 2013 - Accorder un contrat de services professionnels pour la conception, les plans et devis, ainsi que les services bureau pendant la construction de chambres de régulation de la pression et de mesure du débit, à SNC-Lavalin inc. pour la somme maximale de 845 848,08 \$, taxes incluses et à BPR-Infrastructures inc. pour la somme maximale de 564 389,28 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12579 (4 soum.) / Approuver les deux projets de convention à cette fin.

## DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction pour la réalisation du secteur de suivi du débit de la ville de Dollard-des-Ormeaux. Ces travaux visent à mesurer toute l'eau entrant à Dollard-des-Ormeaux à partir du réseau de l'usine Pierrefonds. Pour ce faire, il faut construire 4 nouvelles chambres sur le réseau de conduites principales et réhabiliter 2 chambres existantes sur les conduites du réseau secondaire. Les 4 nouvelles chambres serviront également à établir le bilan du réseau primaire. La ville liée touchée par les travaux a été informée.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 197 952,49 \$, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protection d'utilités publiques non identifiée aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc).

Des frais incidents de 296 928,69 \$, taxes incluses, soit 15 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :

- ☐ alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec (la majorité des branchements sont souterrains);
- ☐ activités de communications (19 795,25 \$, taxes incluses soit 1% des travaux);
- ☐ déplacement d'utilités publiques;
- ☐ contrôle qualitatif des matériaux (59 385,75 \$, taxes incluses soit 3% des travaux).

## JUSTIFICATION

Il y a eu dix-sept (17) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, six (6) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 35 % des preneurs de documents. Parmi les onze (11) qui n'ont pas déposé d'offre, quatre (4) étaient des sous-traitants et un (1) était un fournisseur. Enfin, pour les six (6) derniers preneurs, ils n'ont pas jugé à propos de fournir d'explications quant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé d'offre. La liste des preneurs de documents se trouve en pièces jointes. Lors de l'analyse de conformité, cinq (5) soumissions ont été jugées conformes, aucune erreur de calcul n'a été identifiée. Une soumission a été rejetée parce que le soumissionnaire n'avait pas inclut les documents d'assurance exigés (annexe H). L'analyse peut être consultée en pièces jointes. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires conformes :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
Ali Excavation	1 979 524,58 \$	197 952,46 \$	2 177 477,03 \$
Construction Bau-Val	1 987 000,00 \$	198 700,00 \$	2 185 700,00 \$
Sanexen	2 046 925,22 \$	204 692,52 \$	2 251 617,74 \$

Excavation Lafontaine	2 160 236,54 \$	216 023,65 \$	2 376 260,20 \$
CSM Entrepreneurs Généraux	2 274 377,96 \$	227 437,80 \$	2 501 815,76 \$
Dernière estimation réalisée	1 693 926,68 \$	169 392,67 \$	1 863 319,34 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			2 298 574,15 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) (((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			5,6%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			324 338,73 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) (((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			14,9%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme – estimation)			314 157,69 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			16,9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse – la plus basse)			8 222,96 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) (((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			0,4%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart défavorable de 16,9 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. Les différences les plus marquées se situent aux travaux de mécanique et de structure, deux disciplines où l'entrepreneur général fera probablement appel à des sous-traitants.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour adjudicataire recommandé, l'entreprise Ali Excavation inc., est valide jusqu'au 29 mars 2019.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 2 474 405,76 \$ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 2 259 462,29 \$ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par les règlements d'emprunts:

-RCG 16-039 Optimisation des réseau, pour un montant de 361 681,94 \$

-RCG 16-041 Chambres de compteurs, pour un montant de 1 897 780,34 \$.

### DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mesure du débit permet de faire un meilleur suivi de la consommation, elle permet de détecter une variation anormale des débits suite à un bris important par exemple.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 10 avril 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est en cours d'élaboration par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019

Début des travaux : avril 2019

Fin des travaux : septembre 2019

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Stéphanie VIDAL, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Jean-François DUBUC, Service de l'eau

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Jean-François DUBUC, 22 janvier 2019

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-François COTÉ  
Ingénieur civil

**Tél :** 514-872-9402  
**Télécop. :** 514-868-4275

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-14

Jean L LAMARRE  
Chef de division - optimisation du réseau

**Tél :** 514.872.7476  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Dominique DEVEAU  
Directrice des réseaux d'eau  
**Tél :** 514 872-4023  
**Approuvé le :** 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2019-02-01

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	10286
Titre d'AO :	Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux
Date d'ouverture :	2018-12-11
Heure d'ouverture :	13h30

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Ali Excavation inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 979 524,58 \$
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Construction Bau-Val inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 987 000,00 \$
Dernière estimation :	1 693 926,68 \$
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	16,9%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	0,4%
Nombre de soumissions déposées :	6

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis \$	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Ali Excavation inc.	1 979 524,58 \$	Conforme	CONFORME	
2	Construction Bau-Val inc.	1 987 000,00 \$	Conforme	CONFORME	
3	Sanexen Services Environnementaux inc.	2 046 925,22 \$	Conforme	CONFORME	
4	Les Excavations Lafontaine inc.	2 160 236,54 \$	Conforme	CONFORME	/ Assurances et frais généraux représentent plus de 10% du montant de la soumission (±12,2%)
5	C.M.S, Entrepreneurs Généraux inc	2 274 377,96 \$	Conforme	CONFORME	
6	Deric Construction inc.	2 552 321,98 \$	Conforme	NON CONFORME	/ Lettre de courtier s'engageant à fournir les contrats d'assurance requis
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

\*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Jean-François Côté	Date : 2018-12-19
Vérifiée par :	Jean Lamarre	Date : 2018-12-20





Le 30 mars 2016

ALI EXCAVATION INC.  
À/S MONSIEUR MARC-ANDRÉ LOISELLE  
760, BOUL DES ÉRABLES  
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6T 6G4

N° de décision : 2016-CPSM-1020117

N° de client : 2700025521

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). ALI EXCAVATION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 29 mars 2019 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier

Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

**Québec**

Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

**Montréal**

800 square Victoria, 22 étage  
C.P. 246 tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090



**LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro :** 10286

**Numéro de référence :** 1213715

**Statut :** En attente des résultats d'ouverture

**Titre :** Construction de chambres de vannes et de mesure, ville de Dollard-des-Ormeaux

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 <a href="http://www.aliexcavation.com">http://www.aliexcavation.com</a>	<u>Madame Karine Ross</u> Téléphone : 450 373- 2010 Télécopieur : 450 373- 0114	<b>Commande : (1511039)</b> 2018-11-13 9 h 01 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 9 h 04	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	<u>Monsieur André Bolduc</u> Téléphone : 514 765- 9393 Télécopieur : 514 765- 0074	<b>Commande : (1511123)</b> 2018-11-13 10 h 16 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 11 h 30	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 <a href="http://www.bauval.com">http://www.bauval.com</a>	<u>Madame Johanne Vallée</u> Téléphone : 514 788- 4660 Télécopieur :	<b>Commande : (1511149)</b> 2018-11-13 10 h 34 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 11 h 43	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel

			3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 <a href="http://www.grouperideric.ca">http://www.grouperideric.ca</a>	<u>Monsieur Alexandre Coulombe</u> Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	<b>Commande : (1510935)</b> 2018-11-12 17 h 12 <b>Transmission :</b> 2018-11-12 17 h 12	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	<u>Madame Annie Gascon</u> Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	<b>Commande : (1511083)</b> 2018-11-13 9 h 41 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 9 h 41	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 <a href="http://www.nrj.ca">http://www.nrj.ca</a>	<u>Madame Cynthia Nadeau</u> Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	<b>Commande : (1511665)</b> 2018-11-14 11 h 16 <b>Transmission :</b> 2018-11-14 11 h 16	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	<u>Madame Line Proulx</u> Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	<b>Commande : (1511547)</b> 2018-11-14 9 h 21 <b>Transmission :</b> 2018-11-14 9 h 23	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau)

			2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 <a href="http://www.filtrum.qc.ca">http://www.filtrum.qc.ca</a>	<u>Madame Christine Gauthier</u> Téléphone : 418 687- 0628 Télécopieur : 418 687- 3687	<b>Commande : (1510833)</b> 2018-11-12 14 h 50 <b>Transmission :</b> 2018-11-12 17 h 26	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L3B Inc 124, rue Huot Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, QC, J7V 7Z8	<u>Monsieur Alain Gauthier</u> Téléphone : 514 646- 4646 Télécopieur :	<b>Commande : (1510975)</b> 2018-11-13 7 h 22 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 7 h 41	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 <a href="http://www.lecuyerbeton.com">http://www.lecuyerbeton.com</a>	<u>Monsieur David Guay</u> Téléphone : 450 454- 3928 Télécopieur : 450 454- 7254	<b>Commande : (1511206)</b> 2018-11-13 11 h 32 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 11 h 32	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Les Entreprises Cogenex Inc.  
3805, boul. Lite, bureau 300  
Laval, QC, H7E1A3

Monsieur Carlo Rivera  
Téléphone : 514 327-  
7208  
Télécopieur : 514 327-  
7238

**Commande : (1512347)**  
2018-11-15 16 h  
**Transmission :**  
2018-11-15 16 h 04

3029317 - 10286 Addenda 1  
(devis)  
2018-11-23 7 h 40 - Courriel  
3029318 - 10286 Addenda 1  
(bordereau)  
2018-11-23 7 h 40 -  
Téléchargement  
3030093 - 10286 Addenda 2  
2018-11-26 14 h 35 - Courriel  
3034059 - 10286 Addenda 3  
2018-12-04 14 h 50 - Courriel  
Mode privilégié (devis) : Courrier  
électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.  
872, rue Archimède  
Lévis, QC, G6V 7M5  
<http://www.excavationslafontaine.com>

Madame Amélie  
Robitaille  
Téléphone : 418 838-  
2121  
Télécopieur : 418 835-  
9223

**Commande : (1511888)**  
2018-11-14 16 h 07  
**Transmission :**  
2018-11-14 18 h 06

3029317 - 10286 Addenda 1  
(devis)  
2018-11-23 7 h 43 - Messagerie  
3029318 - 10286 Addenda 1  
(bordereau)  
2018-11-23 7 h 40 -  
Téléchargement  
3030093 - 10286 Addenda 2  
2018-11-26 14 h 36 - Télécopie  
3034059 - 10286 Addenda 3  
2018-12-04 14 h 51 - Télécopie  
Mode privilégié (devis) :  
Télécopieur  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

Norclair inc..  
1100, montée Masson  
Laval, QC, H7E 4P2  
<http://www.norclair.ca>

Monsieur Jean-  
François Lessard  
Téléphone : 450 688-  
4012  
Télécopieur : 450 688-  
9123

**Commande : (1511219)**  
2018-11-13 11 h 42  
**Transmission :**  
2018-11-13 12 h 41

3029317 - 10286 Addenda 1  
(devis)  
2018-11-23 7 h 40 - Courriel  
3029318 - 10286 Addenda 1  
(bordereau)  
2018-11-23 7 h 40 -  
Téléchargement  
3030093 - 10286 Addenda 2  
2018-11-26 14 h 35 - Courriel  
3034059 - 10286 Addenda 3  
2018-12-04 14 h 50 - Courriel  
Mode privilégié (devis) : Courrier  
électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

Pomerleau Inc..  
500 rue St-Jacques O. Suite 900  
Montréal, QC, H2Y 0A2

Madame Nancy Lazure  
Téléphone : 514 789-  
2728  
Télécopieur : 514 789-  
2288

**Commande : (1511456)**  
2018-11-13 17 h 53  
**Transmission :**  
2018-11-13 17 h 53

3029317 - 10286 Addenda 1  
(devis)  
2018-11-23 7 h 40 - Courriel  
3029318 - 10286 Addenda 1  
(bordereau)  
2018-11-23 7 h 40 -  
Téléchargement  
3030093 - 10286 Addenda 2  
2018-11-26 14 h 35 - Courriel  
3034059 - 10286 Addenda 3  
2018-12-04 14 h 50 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique  
 Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sanexen Services Environnementaux inc. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, J4Z3V4 <a href="http://www.sanexen.com">http://www.sanexen.com</a>	<u>Madame Andrée Houle</u> Téléphone : 450 466- 2123 Télécopieur : 450 466- 2240	<b>Commande : (1512096)</b> 2018-11-15 10 h 12 <b>Transmission :</b> 2018-11-15 10 h 15	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	<u>Monsieur Natalino Cappello</u> Téléphone : 514 488- 6883 Télécopieur : 514 488- 1791	<b>Commande : (1510971)</b> 2018-11-13 7 h 12 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 7 h 14	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 44 - Messagerie 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 36 - Télécopie 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Turcotte (1989) Inc.. 1311, rue Arthur-Dupéré Québec, QC, G1C0M1	<u>Madame Josée-Ann Boulanger</u> Téléphone : 418 661- 3726 Télécopieur : 418 661- 9637	<b>Commande : (1511430)</b> 2018-11-13 16 h 17 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 16 h 44	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

**Dossier # : 1183775003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 \$, contingences, incidences et taxes incluses

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



Info comptable DRE 1183775003 V3.xlsx

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD  
 Préposé au budget  
**Tél : (514) 872-5916**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-01

Julie LAPOINTE  
 Conseillère budgétaire  
**Tél : 514 872-1025**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



(1)

**Dossier # : 1183775004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 \$, contingences, incidences et taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 433 572,68 \$, taxes incluses, pour les travaux de construction de chambres de régulation dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal;
2. d'accorder à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 102 748,22 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10285;
3. d'autoriser une dépense de 110 274,82 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'autoriser une dépense de 220 549,64 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 11:05

**Signataire :** Isabelle CADRIN



Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1183775004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 \$, contingences, incidences et taxes incluses

## CONTENU

### CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.

Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :

- ☐ en 2014, les secteurs Côte-Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
- ☐ en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
- ☐ en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
- ☐ en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et de Montréal-Ouest.

En 2018 la ville a produit un appel d'offres couvrant les secteurs de Dollard-des-Ormeaux, Le Plateau-Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield. Les résultats à l'ouverture n'ont pas été concluants: une faible participation des soumissionnaires et des montants nettement

plus élevés que ce qui avait été estimé. L'appel d'offres a donc été annulé. La Ville a fait un second appel d'offres après avoir diminué l'ampleur du projet en retirant certains ouvrages pouvant être retardés, et en augmentant l'échéancier, mais les résultats ont été les mêmes.

Il fut donc décidé de revoir plus en profondeur l'appel d'offres pour attirer plus de soumissionnaires, notamment des entrepreneurs habitués à faire des travaux de moins grande envergure. Pour ce faire, la Ville a, dans un premier temps, procédé au pré-achat d'équipements demandant des délais de production plus importants. Ensuite, les travaux qui couvraient l'ensemble de l'île ont été découpés par secteur. Le présent dossier couvre les travaux pour un secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal. Les autres secteurs feront l'objet d'autres appels d'offres et d'autres dossiers décisionnels.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 19 novembre 2018. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'hôtel de ville de Montréal le 18 décembre 2018, soit 4 semaines après le lancement.

Trois addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications techniques :

Addenda no 1	2018-11-22	Clarifications techniques
Addenda no 2	2018-12-05	Clarifications techniques, réponses aux soumissionnaires et report de la date d'ouverture
Addenda no 3	2018-12-04	Réponses aux soumissionnaires

La validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 17 avril 2019.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17 0154 - 27 avril 2017 - Accorder un contrat à Groupe TNT pour le projet Agglomération de Montréal - Régulation de la pression et mesure du débit - Travaux 2017 - Dépense totale de 11 193 181,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10219 (4 soum.).  
CG16 0240 - 21 avril 2016 - Accorder un contrat à Socomec industriel, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016 - Dépense totale de 6 474 993,02 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10191 - 7 soumissionnaires.

CG15 0412 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2015 - Dépense totale de 4 835 184,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10178 - 4 soumissionnaires.

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG14 0341 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Coffrage Alliance Ltée, pour le projet Construction de chambres de régulation de la pression - Agglomération de Montréal 2014 - Dépense totale de 6 609 119 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10145 - 5 soumissionnaires.

CG13 0305 - 29 août 2013 - Accorder un contrat de services professionnels pour la conception, les plans et devis, ainsi que les services bureau pendant la construction de

chambres de régulation de la pression et de mesure du débit, à SNC-Lavalin inc. pour la somme maximale de 845 848,08 \$, taxes incluses et à BPR-Infrastructures inc. pour la somme maximale de 564 389,28 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12579 (4 soum.) / Approuver les deux projets de convention à cette fin.

## DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction pour la réalisation d'un secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal. Ces travaux visent le réaménagement ou la construction de 4 chambres de régulation de la pression. L'arrondissement touché par les travaux a été informé.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 110 274,82 \$, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protection d'utilités publiques non identifiée aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc).

Des frais incidents de 220 549,64 \$, taxes incluses, soit 20 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais reliés aux activités suivantes :

- ☐ alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec (la totalité des branchements sont souterrains);
- ☐ activités de communications (11 027,48 \$, taxes incluses soit 1% des travaux);
- ☐ déplacement d'utilités publiques;
- ☐ contrôle qualitatif des matériaux (33 082,45 \$, taxes incluses soit 3% des travaux).

## JUSTIFICATION

Il y a eu treize (13) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, quatre (4) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 31 % des preneurs de documents. Parmi les neuf (9) qui n'ont pas déposé d'offre, trois (3) étaient des sous-traitants et un (1) était un fournisseur. Enfin, pour les cinq (5) derniers preneurs, deux (2) nous ont envoyé leur avis de désistement, un (1) pour une charge de travail trop élevée, un (1) autre sans spécifier pourquoi. Pour les trois (3) autres, ils n'ont pas jugé à propos de nous fournir d'explications quant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé d'offres. La liste des preneurs de documents se trouve en pièces jointes.

Lors de l'analyse de conformité, les quatre (4) soumissions ont été jugées conformes, aucune erreur de calcul n'a été identifiée, l'analyse peut être consultée en pièces jointes. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
C.M.S. Entrepreneurs Généraux	1 102 748,22 \$	110 274,82 \$	1 213 023,04 \$
Excavations Lafontaine	1 421 903,88 \$	142 190,39 \$	1 564 094,27 \$
Construction Bau-Val	1 547 000,00 \$	154 700,00 \$	1 701 700,00 \$
Sanexen Services Environnementaux	1 566 821,81 \$	156 682,18 \$	1 723 503,99 \$
Dernière estimation réalisée à l'externe	1 249 709,27 \$	124 970,93 \$	1 374 680,19 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 550 580,33 \$

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	27,8%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) <i>(la plus haute conforme – la plus basse conforme)</i>	510 480,95 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) <i>((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100</i>	42,1%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>	(161 657,15) \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>	-11,8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse – la plus basse)</i>	351 071,23 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	28,9%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 12 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L'analyse des montants soumis n'a pas mis en évidence un site ou une discipline, l'écart étant présent sur l'ensemble des prix soumis.

L'écart entre le plus bas soumissionnaire et le second est distribué sur l'ensemble des articles, il n'y a pas de point spécifique, que ce soit un site ou une discipline, qui soit nettement moins cher chez le premier ou plus cher chez le second. Une explication plausible pour justifier un si grand écart entre le plus bas soumissionnaire et le second : par le passé, CMS a soumissionné à plusieurs reprises sur nos projets, il n'a jamais réussi à obtenir le contrat. Il a d'ailleurs soumissionné sur le contrat de DDO qui est lui aussi en processus d'octroi (1183775003), il est arrivé dernier. Il aurait donc présenté une soumission très compétitive dans le but d'obtenir le contrat.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour adjudicataire recommandé, l'entreprise C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., est valide jusqu'au 30 avril 2019.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Cette dépense de 1433 572,68 \$ taxes incluses, entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 1 309 042,95 \$ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par le règlement d'emprunt RCG 16-039

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites, et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 17 avril 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est en cours d'élaboration par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019

Début des travaux : avril 2019

Fin des travaux : septembre 2019

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Jean-Sébastien MÉNARD, Le Plateau-Mont-Royal

Stéphanie VIDAL, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Jean-François DUBUC, 18 janvier 2019

Jean-Sébastien MÉNARD, 18 janvier 2019

Mathieu TOUSIGNANT, 17 janvier 2019

Stéphanie VIDAL, 17 janvier 2019

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-François COTÉ  
Ingénieur civil

**Tél :** 514-872-9402  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-20

Jean L LAMARRE  
Chef de division - optimisation du réseau

**Tél :** 514.872.7476  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Dominique DEVEAU  
Directrice des réseaux d'eau  
**Tél :** 514 872-4023  
**Approuvé le :** 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2019-01-31

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	10285
Titre d'AO :	Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement le Plateau-Mont-Roy
Date d'ouverture :	2018-12-18
Heure d'ouverture :	13h30

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	CMS Entrepreneurs Généraux inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 102 748,22 \$
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Les Excavations Lafontaine inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 421 903,88 \$
Dernière estimation :	1 249 709,27 \$
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-11,8%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	28,9%
Nombre de soumissions déposées :	4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis \$	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	CMS Entrepreneurs Généraux inc.	1 102 748,22 \$	Conforme	CONFORME	
2	Les Excavations Lafontaine inc.	1 421 903,88 \$	Conforme	CONFORME	
3	Construction Bau-Val inc.	1 547 000,00 \$	Conforme	CONFORME	
4	Sanexen Services Environnementaux inc.	1 566 821,81 \$	Conforme	CONFORME	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

\*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Jean-François Côté	Date : 2018-12-20
Vérifiée par :	Jean Lamarre	Date :



Le 12 avril 2017

C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.  
A/S MONSIEUR YVAN ST-HILAIRE  
3828, RUE SAINT-PATRICK  
MONTRÉAL (QC) H4E 1A4

N° de décision : 2017-CPSM-1023076  
N° de client : 2700001636

**Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 avril 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier  
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

**Québec**  
Place de la Cité, tour Cominar  
2540, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1 1 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

**Montréal**  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

Numéro : 10285

Numéro de référence : 1215555

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 <a href="http://www.allen-entrepreneurgeneral.com">http://www.allen-entrepreneurgeneral.com</a>	<u>Madame Suzanne</u> <u>Hallé</u> Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur :	<b>Commande : (1515070)</b> 2018-11-23 10 h 20 <b>Transmission :</b> 2018-11-23 10 h 20	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	<u>Monsieur André Bolduc</u> Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	<b>Commande : (1513261)</b> 2018-11-19 14 h 42 <b>Transmission :</b> 2018-11-19 14 h 45	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emillen Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 <a href="http://www.bauval.com">http://www.bauval.com</a>	<u>Madame Johanne</u> <u>Vallée</u> Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	<b>Commande : (1513206)</b> 2018-11-19 13 h 36 <b>Transmission :</b> 2018-11-19 16 h 02	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 <a href="http://www.grouperideric.ca">http://www.grouperideric.ca</a>	<u>Monsieur Alexandre</u> <u>Coulombe</u> Téléphone : 418 781- 2228 Télécopieur : 418 522- 9758	<b>Commande : (1513500)</b> 2018-11-20 9 h 10 <b>Transmission :</b> 2018-11-20 9 h 10	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 <a href="http://www.nri.ca">http://www.nri.ca</a>	<u>Madame Cynthia</u> <u>Nadeau</u> Téléphone : 514 481- 0451 Télécopieur : 514 481- 2899	<b>Commande : (1514001)</b> 2018-11-21 9 h 10 <b>Transmission :</b> 2018-11-21 9 h 10	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	<u>Madame Line Proulx</u> Téléphone : 450 431- 7887 Télécopieur :	<b>Commande : (1513812)</b> 2018-11-20 15 h 11 <b>Transmission :</b> 2018-11-20 22 h	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 <a href="http://www.filtrum.qc.ca">http://www.filtrum.qc.ca</a>	<u>Madame Christine</u> <u>Gauthier</u> Téléphone : 418 687- 0628 Télécopieur : 418 687- 3687	<b>Commande : (1513664)</b> 2018-11-20 11 h 55 <b>Transmission :</b> 2018-11-20 12 h 24	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 <a href="http://www.lecuyerbeton.com">http://www.lecuyerbeton.com</a>	<u>Monsieur David Guay</u> Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	<b>Commande : (1513922)</b> 2018-11-21 7 h 30 <b>Transmission :</b> 2018-11-21 7 h 30	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 <a href="http://www.excactionslafontaine.com">http://www.excactionslafontaine.com</a>	<u>Madame Amélie Robitaille</u> Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	<b>Commande : (1513187)</b> 2018-11-19 13 h 23 <b>Transmission :</b> 2018-11-19 14 h 42	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 39 - Télécopie 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Télécopie 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 51 - Télécopie 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Norclair inc.. 1100, montée Masson Laval, QC, h7e 4p2 <a href="http://www.norclair.ca">http://www.norclair.ca</a>	<u>Monsieur Jean-François Lessard</u> Téléphone : 450 688-4012 Télécopieur : 450 688-9123	<b>Commande : (1513247)</b> 2018-11-19 14 h 24 <b>Transmission :</b> 2018-11-19 17 h 25	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 <a href="http://www.sanexen.com">http://www.sanexen.com</a>	<u>Madame Andrée Houle</u> Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	<b>Commande : (1515707)</b> 2018-11-26 13 h <b>Transmission :</b> 2018-11-26 13 h 01	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	<u>Monsieur Natalino Cappello</u> Téléphone : 514 488-6883	<b>Commande : (1513756)</b> 2018-11-20 14 h 04 <b>Transmission :</b> 2018-11-20 14 h 12	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 39 - Télécopie

Télécopieur : 514 488-1791

3031426 - 10285 Bordereau  
Add 1  
2018-11-28 13 h 34 - Télécopie  
3034462 - 10285 Addenda 2  
2018-12-05 9 h 51 - Télécopie  
3037416 - 10285 Addenda 3  
2018-12-12 8 h 07 - Télécopie  
Mode privilégié (devis) :  
Télécopieur  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

Talvi Inc,  
3980, boul.Leman  
Laval, QC, H7E1A1

Monsieur Frédéric  
Pouliot  
Téléphone : 450 934-2000  
Télécopieur :

**Commande : (1513295)**  
2018-11-19 15 h 12  
**Transmission :**  
2018-11-19 15 h 12

3031425 - 10285 Addenda 1  
2018-11-28 13 h 38 - Courriel  
3031426 - 10285 Bordereau  
Add 1  
2018-11-28 13 h 33 - Courriel  
3034462 - 10285 Addenda 2  
2018-12-05 9 h 50 - Courriel  
3037416 - 10285 Addenda 3  
2018-12-12 8 h 06 - Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) : Courrier  
électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

**Dossier # : 1183775004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 \$, contingences, incidences et taxes incluses

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

---

## FICHIERS JOINTS



[Info comptable DRE 1183775004.xlsx](#)

---

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD  
 Préposé au budget  
**Tél :** (514) 872-5916

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Julie LAPOINTE  
 Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514 872-1025  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1188195002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 e) favoriser l'accès aux rives et aux espaces verts
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
<b>Projet :</b>	Complexe environnemental Saint-Michel
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à L.A. Hébert Ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 1 723 974,47\$, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6318) - Contrat numéro 18-6318. Autoriser une dépense totale de 2 273 934,69 \$ (contrat, contingences, quantités variables et incidences) incluant les taxes.

Il est recommandé :

1. D'octroyer un contrat pour les travaux de sécurisation des falaises au parc Frédéric-Back à L.A. Hébert Ltée, le plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant maximal de 1 723 974,47 \$ incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-6318;
2. D'autoriser une dépense de 1 756 742,35 \$, incluant les taxes (contrat et incidences), pour les travaux de sécurisation des falaises au parc Frédéric-Back;
3. D'autoriser une dépense de 258 596,17 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. D'autoriser une dépense de 258 596,17 \$, taxes incluses, à titre de variation de quantité;
5. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-28 15:26

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement



## IDENTIFICATION

**Dossier # :1188195002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 e) favoriser l'accès aux rives et aux espaces verts
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
<b>Projet :</b>	Complexe environnemental Saint-Michel
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à L.A. Hébert Ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 1 723 974,47\$, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6318) - Contrat numéro 18-6318. Autoriser une dépense totale de 2 273 934,69 \$ (contrat, contingences, quantités variables et incidences) incluant les taxes.

## CONTENU

### CONTEXTE

Le présent contrat concerne les travaux de sécurisation d'une partie des falaises du parc Frédéric-Back, dans des secteurs présentement non accessibles au public. Les travaux consistent principalement à dynamiter, écailler, sécuriser les falaises et à rassembler les résidus issus de ces travaux en vue de les réutiliser dans le futur pour le parc.

Le processus suivi dans le présent dossier est un appel d'offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. L'appel d'offres a débuté le 3 décembre 2018 et s'est terminé 17 jours plus tard, soit le 20 décembre 2018. Les soumissions ont été ouvertes le 20 décembre 2018 à 13 h 30.

L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO durant toute la période d'appel d'offres.

Selon les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Les soumissions reçues sont donc valides jusqu'au 11 avril 2019.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0887 - 31 mai 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à Golder Associés pour élaborer la stratégie de sécurisation des falaises du parc Frédéric-Back au Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 314 185,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15882.

CE17 0030 - 26 janvier 2017 - Règlement autorisant l'emprunt de 60 700 000 \$ afin de financer des travaux d'aménagement du parc du Complexe Environnemental de Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM.

CG 08 0637 - Octroyer un contrat à Construction Garnier Ltée pour l'exécution de travaux de sécurisation des falaises et l'opération de préclivage de la falaise nord-ouest au Complexe environnemental Saint-Michel - Dépense totale de 1 256 269,01 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 08-6208.

CE08 1386 - 6 août 2008 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'exécution de travaux de sécurisation des falaises et l'opération de préclivage de la falaise nord-ouest au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM).

CE07 1011 - 20 juin 2007 - Accorder un contrat de services professionnels à Parent Latreille et Associés Inc., en collaboration avec Tecsalt, pour la conception, la production de plans et devis et la surveillance de travaux pour l'aménagement de chemins, d'ouvrages en hydrologie et de falaises (phase 1) au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépense totale de 337 170,07 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 06-10245.

## **DESCRIPTION**

Les travaux prévus au contrat consistent, sans s'y limiter, à faire :

- L'écaillage de paroi rocheuse, le forage de prédécoupage, dynamitage et stockage de matériaux écaillés;
- Le reprofilage des sols en crête de falaises;
- Les fossés de captage et bermes de protection;
- Les treillis incluant les épingles et installation, les ancrages actifs et tests d'arrachement des boulons d'ancrage;
- La disposition de sols contaminés;
- Le drainage des falaises;
- Le béton projeté pour colmater les fissures importantes.

## **JUSTIFICATION**

### Justification des travaux :

L'objectif final est d'ouvrir le parc au public; pour des raisons de sécurité, il est primordial de sécuriser l'ensemble des falaises existantes.

Une des falaises doit être sécurisée en priorité car elle est située dans le secteur Boisé sud où des travaux d'aménagement doivent démarrer juste après la sécurisation. L'ouverture du secteur Boisé sud permettra aux citoyens d'accéder à une zone qui jusqu'à maintenant était inaccessible au public. Elle répondra aux attentes grandissantes de la population locale qui souhaite enfin pouvoir pénétrer au cœur du site.

Les matériaux issus de l'écaillage de falaises entrent dans la composition des sentiers piétons et autres fondations où la pierre concassée est requise.

### Analyse des soumissions :

Dans le cadre de l'appel d'offres, un (1) addenda a été produit. Cet addenda émis le 17 décembre 2018 visait à préciser la nature des travaux et corriger certaines imprécisions. L'addenda a été envoyé à tous les preneurs de documents d'appel d'offres.

Sur l'ensemble des quinze (15) preneurs de cahier des charges : quatre (4) ont déposé une soumission conforme, onze (11) n'ont pas déposé de soumission ; soit une proportion de 26,66 % et 73,33 % des preneurs de cahier des charges.

Parmi les onze (11) firmes qui n'ont pas déposé de soumission :

- neuf (9) entrepreneurs généraux n'ont pas donné de motif de désistement;
- une (1) est connue comme étant un sous-traitant en déneigement;
- une (1) est connue comme étant une firme de génie.

Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables de même que les documents relatifs aux soumissions conformes (attestation de Revenu Québec, licence RBQ, cautionnement, etc.).

<b>Firmes soumissionnaires</b>	<b>Total (taxes incluses)</b>
L.A. Hébert Ltée	1 723 974,47 \$
Loiselle Inc.	1 784 000,00 \$
Environnement Routier NRJ Inc.	2 055 504,65 \$
Construction & Expertise PG Inc.	4 300 591,13 \$
Dernière estimation réalisée à l'externe	3 347 118,86 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	2 466 017,56 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	43,04 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	2 576 616,65 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	149,46 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme – estimation)	- 1 623 144,39 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	- 48,49 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse – la plus basse)	60 025,53 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	3,48 %

Après analyse, les facteurs qui peuvent expliquer l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire et l'estimation de contrôle sont principalement :

- La probabilité que les coûts hivernaux n'aient pas été considérés;
- Une certaine volatilité du marché. Les prix soumis pour les items les plus importants (le

dynamitage, l'écaillage, les ancrages actifs et les forages) varient grandement d'un soumissionnaire à l'autre;  
- Une estimation conservatrice faite par le consultant sur les items clés.

Le contrat de surveillance des travaux par notre consultant est en résidence, ce qui assure à la Ville un suivi rigoureux et respectueux des exigences du devis.

L'appel d'offres prévoit exclusivement des travaux en hiver pour des raisons de nuisances sonores, poussière, bruit... mais aussi afin d'éviter des conflits de maîtrise d'œuvre avec d'autres entrepreneurs devant intervenir par la suite.

Dans les documents d'appel d'offres, il est clairement indiqué que les travaux devront être réalisés en hiver puisqu'ils devront être terminés dans un délai de 2 mois après l'octroi du contrat. La date de fin de travaux est prévue pour le 30 avril 2019.

L'entrepreneur pressenti pour réaliser les travaux a clairement compris que son mandat serait réalisé en hiver. L'élément qui selon lui a clairement fait la différence dans son prix est sa technique d'écaillage à l'aide de nacelle plutôt que la technique d'escalade avec du personnel en rappel (technique requérant plus de temps et de personnel).

#### Conformité de la soumission :

Ce dossier est assujéti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1), conformément au décret numéro 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013.

L'adjudicataire recommandé détient son attestation de l'autorité des marchés financiers (numéro de client : 2700001413) et a obtenu son renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public le 8 mars 2017, et ce, jusqu'au 6 mai 2019.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Une attestation valide délivrée le 22 octobre 2018 par Revenu Québec a été déposée avec la soumission.

L'adjudicataire est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Étant donné que l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de contrôle est favorable à la Ville (-48,49 %), l'octroi du contrat est recommandé.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximal de 2 273 934,69 \$, taxes incluses, incluant le prix de base des travaux ainsi que les budgets des contingences, des quantités variables et des incidences, le tout selon la ventilation financière suivante :

Description	Montant (taxes incluses)
Prix de base des travaux	1 723 974,47 \$
Contingences (15 %)	258 596,17 \$
Quantités variables (15 %)	258 596,17 \$
Incidences (1,23 %)	32 767,88 \$

<b>Total</b>	<b>2 273 934,69 \$</b>
--------------	------------------------

Un montant maximal de 2 076 405,46 \$, net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération numéro RGC-17-006, du Règlement autorisant un emprunt de 60 700 000 \$ afin de financer des travaux d'aménagement du parc Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ce projet est en accord avec les engagements du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise (Montréal Durable 2016-2020). Les aménagements prévus contribueront aux objectifs de développement durable notamment en matière de gestion des eaux de surface, de recyclage, de conservation et de protection de l'environnement.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si le contrat n'était pas accordé, l'enjeu de sécurité relatif aux falaises s'accroîtrait. Le manque de pierre composant les sentiers impacterait l'échéancier d'ouverture du bloc 2 du parc.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication sera réalisée avant le début des chantiers, comme convenu avec le Service des communications et en collaboration avec l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et le Service de l'environnement de la Ville de Montréal.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif : 13 février 2019  
 Conseil municipal : 25 février 2019  
 Conseil d'agglomération : 28 février 2019  
 Octroi du contrat : 4 mars 2019  
 Début des travaux : 5 mars 2019  
 Fin des travaux : 30 avril 2019

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
 Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

## Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin MOTTE  
architecte paysagiste

**Tél :** 5148726162  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-11

Clément ARNAUD  
Chef de division - Aménagement des grands  
parcs métropolitains

**Tél :** 514 872-0945  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE  
Directeur(trice) - aménagements des parcs et  
espaces publics

**Tél :** 514 872-5638  
**Approuvé le :** 2019-01-22

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directeur(trice)

**Tél :** 514.872.1456  
**Approuvé le :** 2019-01-28





source: Google maps



11 janvier 2018

N° de référence. 1775110

**Benjamin Motte**

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal  
Direction aménagement des parcs et espaces publics  
Grands parcs métropolitains  
Bureau du parc Frédéric-Back et suivi de projets  
801, rue Brennan, pavillon Duke, 4e étage  
Montréal (Québec)

**DISCUSSION SUR LES SOUMISSIONS REÇUES EN RÉPONSE À L'APPEL D'OFFRE NO. 18-6318**

Mr. Motte,

Cette lettre présente les observations de Golder Associés Ltée (Golder) sur les soumissions reçues en réponse à l'appel d'offre no. 18-6318 de la Ville de Montréal (la Ville), tel que demandé dans votre courriel du 4 Janvier 2019.

Quatre offres ont été reçues, présenté ci-dessous en ordre croissant en prix :

■ L.A. Hebert Ltée (L.A. Hébert)	1 499 434 \$
■ Loisel inc. (Loiselle)	1 551 642 \$
■ Environnement Routier NRJ inc. (NRJ)	1 787 784 \$
■ Construction et expertise PG inc. (PG)	3 740 458 \$

Nous comprenons que l'offre privilégiée par la Ville est celle de L.A. Hébert.

**Méthode de calcul utilisée par Golder pour l'estimation**

Dans toute estimation pour appel d'offre il est difficile d'établir avec précision le coût des équipements, la performance et la compétitivité entre les différentes entreprises et les aléas du marché. C'est pourquoi, afin de niveler les écarts et établir des coûts moyens, Golder utilise pour la préparation des estimations à des fins budgétaires les listes de prix suivantes :

- Taux d'équipements - Selon les taux de location de machinerie lourde en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2018 émis par la Direction générale des acquisitions du Centre de services partagé du Gouvernement du Québec;
- Taux de main-d'œuvre - Selon les coûts horaires dans l'industrie de la construction au Québec et régis par la Commission de la construction du Québec (CCQ);



- Taux de transport en vrac - Selon le recueil des tarifs de camionnage en vrac du Ministère des Transports, Mobilité durable et de l'électrification des transports du Québec, en vigueur depuis janvier 2018;

### **Volatilité du marché**

Nous remarquons un écart important entre les soumissions pour les prix unitaires des articles les plus importants du projet, à savoir :

- Forage, dynamitage, chargement et transport sur 2km une variation de 26% à 42%
- Écaillage des parois une variation de 21% à 83%
- Ancrages actifs de 4m et installation une variation entre 103% et 282%
- Forage prédécoupage 107% à 133%

Ces variations illustrent la grande volatilité du marché et ont une grande influence sur les résultats des soumissions.

La très grande variabilité des prix pour les différents articles rend difficile la comparaison des soumissions reçues et l'estimation de Golder en isolant les articles. Les entrepreneurs ajustent parfois les prix unitaires de différents articles afin d'obtenir un prix global avec lequel ils pensent pouvoir gagner le projet. Nous recommandons donc de considérer l'ensemble des articles comme un tout.

### **Stratégie de soumission de entrepreneurs**

Les entrepreneurs semblent avoir adopté une stratégie de bas prix pour les items les plus importants et de prix élevés pour les items marginaux. Cette approche est parfois utilisée par les entrepreneurs pour présenter un bas prix de soumission tout en augmentant les chances de réclamation suite à des modifications en cours de projet. Ainsi, L.A. Hébert présente des prix unitaires faibles pour l'écaillage et le dynamitage, mais très élevé pour la mise en place de fossés et de reprofilage de mort-terrain.

Nous sommes confiants que les quantités estimées sont adéquates pour réaliser le projet tel que projeté présentement. Toutefois, la distribution des prix des offres peut présenter un risque pour le projet si la Ville envisage de modifications en cours de réalisation.

### **Travaux hivernaux**

De plus, et à l'inverse de nos prévisions, il semble que la stratégie de travaux en période hivernale ait permis de réduire les coûts des travaux. En effet nous avons prévu que des travaux civils exécutés en période hivernale représenterait un cout supplémentaire. Il semble que ces frais n'ont pas été ajoutés et que les prix sont plutôt inférieurs aux prix non-hivernaux.

### **Validité des offres**

Selon notre expérience, les prix présentés ressemble à des prix d'exploitation de carrière en été avec de gros volumes de production et peu ou pas de considération de travaux en milieu urbain.

Ceci est plutôt un risque pour les entrepreneurs que pour la Ville. Les exigences liées aux riverains ont été clairement présentées dans le cahier des charges. Les exigences liées à la remise en état des lieux sont aussi clairement indiquées dans le cahier des charges et dans les plans.

**L.A. Hébert**

L.A. Hébert est un entrepreneur important et réputé qui travaille fréquemment en ville. Nous nous attendons à ce qu'ils connaissent très bien les contraintes liées à ce type de travaux semi-urbains.

**Conclusion**

Notre revue des soumissions reçues en réponse à l'appel d'offre no. 18-6318 indique que bien que les soumissions soient significativement plus basses que notre évaluation, celles-ci nous semblent quand même adéquates. Les coûts hivernaux non considéré, additionné a une diminution du prix de marché et de la volatilité du secteur explique selon nous l'écart entre notre estimation et les résultats des soumissions.

Nous espérons que la présente réponds à vos besoins actuels.

Cordialement,

**Golder Associés Ltée**



Nicolas LeBlanc, ing.  
*Chargé de projet*



Alain Drapeau  
*Estimateur Senior*

NRL/AD/mvrd

[https://golderassociates.sharepoint.com/sites/16119g/deliverables/mécanique des sols et roches/gal007-lettre\\_discussion\\_soumissions/gal007-1775110-lf-rev0\\_discussionsoumissions-11-01-2019.docx](https://golderassociates.sharepoint.com/sites/16119g/deliverables/mécanique%20des%20sols%20et%20roches/gal007-lettre_discussion_soumissions/gal007-1775110-lf-rev0_discussionsoumissions-11-01-2019.docx)

**Dossier # : 1188195002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à L.A. Hébert Ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 1 723 974,47\$, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6318) - Contrat numéro 18-6318. Autoriser une dépense totale de 2 273 934,69 \$ (contrat, contingences, quantités variables et incidences) incluant les taxes.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



GDD1188194002 Parc Frédéric-Back.xls

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO  
 Préposé au Budget  
**Tél : 514 872-7801**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-14

Daniel D DESJARDINS  
 Conseiller budgétaire  
**Tél : 5148725597**  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1180333001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Majorer de 49 705,38 \$, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, le montant du contrat accordé à la firme Saint-Denis Thompson Inc. (CG16 0497) pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph portant ainsi le montant total du contrat de 5 070 156,05 \$ à 5 119 861,44 \$, taxes incluses.

Il est recommandé

1. de majorer de 49 705,38 \$, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, le montant du contrat accordé à la firme Saint-Denis Thompson inc. (GC16 0497) pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater , portant ainsi le montant total du contrat de 5 070 156,05 \$ à 5 119 861,44 \$, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense, *après avoir opéré le virement budgétaire requis* , conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-25 15:42

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1180333001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Majorer de 49 705,38 \$, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, le montant du contrat accordé à la firme Saint-Denis Thompson Inc. (CG16 0497) pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph portant ainsi le montant total du contrat de 5 070 156,05 \$ à 5 119 861,44 \$, taxes incluses.

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'usine de production d'eau potable Atwater est l'une des plus importantes en Amérique du Nord. Conjointement, avec l'usine Des Bailleurs, elles assurent ensemble plus de 80 % des besoins de l'agglomération de Montréal.

Des investissements importants sont actuellement mis en œuvre pour modifier l'ingénierie du procédé de l'usine de production d'eau potable Atwater et pour mener à bien des projets de protection et de mise aux normes. Ainsi, faisant suite aux travaux de protection déjà entrepris, les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) et de la tour d'eau (0791) ont été réalisés.

Les travaux ont consisté à restaurer les murs en maçonnerie, l'entrée principale, une partie de la toiture en cuivre et aussi remplacer l'ensemble des portes et fenêtres. Afin de maintenir les activités d'opération dans l'usine, les travaux ont été réalisés de la manière suivante :

Phase de Planification : Relevé des travaux à faire de l'ensemble des phases et réalisation des plans et devis de la phase 1, services professionnels réalisés entre 2014 et 2015.

Phase 1 : La réfection des galeries 1, 4 et la tour d'eau, travaux réalisés entre juillet 2015 et décembre 2016.

Phase 2 : La réfection du secteur administratif et de la galerie 7, travaux réalisés entre mai et décembre 2016.

Phase 3 : La réfection des galeries 2, 3, 5 et 6, travaux réalisés entre septembre 2016 et décembre 2017.

En lien avec la Phase 3, le 25 août 2016, le Conseil d'agglomération a octroyé un contrat à Saint-Denis Thompson inc. au montant de 5 070 156,05 \$ (taxes incluses) incluant un montant de contingences de 661 324,70 \$ (taxes incluses).

Lors de la dernière partie de la réalisation des travaux qui se sont déroulés du 19 septembre 2016 au 19 décembre 2017, du rejointoiement supplémentaire au niveau de la maçonnerie de la façade de la galerie 6 a dû être réalisé compte tenu d'une situation de détérioration différente du relevé fait par les concepteurs à l'étape de Planification des travaux.

Le présent dossier se rapporte à une majoration du contrat de l'entrepreneur en utilisant une partie des incidences votées initialement au contrat au montant de 253 507,80\$ (taxes incluses).

Il n'y a pas d'impact sur le contrat d'honoraires des professionnels car ceux-ci ont été payés selon un mode forfaitaire et dans un contexte où les travaux se sont déroulés selon le délai contractuel.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG16 0497 – 25 août 2016 - Accorder un contrat à la firme Saint-Denis Thompson Inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 5 323 663,86 \$ taxes incluses – Appel d'offres 5853 (4 soum.).

CG16 0258 – 21 avril 2016 - Accorder un contrat à Trempro construction inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 2, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, situé au 3161 rue Joseph, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest - Dépense totale de 2 242 509,78 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 5826 (9 soum.)

CG15 0414 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Cosoltec inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) et de la tour d'eau (0791), phase 1, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, situé au 3161 rue Joseph - Dépense totale de 2 245 722,54 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5772 (4 soum.)

CG14 0076 - 27 février 2014 - Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Girard Coté Bérubé Dion architectes inc., Bouthillette Parizeau, Les services EXP inc. et SDK et associés, comprenant les services en architecture et en ingénierie (mécanique, électricité, structure et environnement) pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration et de la tour d'eau du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, pour une somme maximale de 784 045,56 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 13-12970 - (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CE13 1538 - 25 septembre 2013 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour retenir les services d'une équipe de professionnels comprenant les services en architecture et en ingénierie de bâtiment (mécanique, électrique, structure et génie civil) pour réaliser les plans, devis et la surveillance de travaux dans le cadre du projet de réfection d'enveloppe du bâtiment de filtration et de la tour d'eau à l'usine de production d'eau potable Atwater.

CG11 0050 – 24 février 2011 - Octroyer un contrat de services professionnels à Réal Paul architecte et Génivar inc. pour réaliser les expertises, plans, devis et la surveillance de

travaux dans le cadre de projets de protection et de mise aux normes des installations de production et de distribution d'eau potable - Usines Atwater et Station de pompage Lambert -Closse - Dépense totale de 1 058 053,49 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10-11455 - (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à majorer le contrat de la firme Saint-Denis Thompson inc. afin de payer les coûts additionnels de réfection de maçonnerie.

Les travaux additionnels ont été réalisés sur la façade de la galerie 6 et consistent à du re-jointement de maçonnerie et du remplacement de la maçonnerie vétuste.

## **JUSTIFICATION**

L'état des joints et de la maçonnerie existante de la galerie 6 s'est détérioré depuis la réalisation des relevés par les professionnels à l'étape de Planification du mandat. Des travaux de re-jointement et de remplacement de la maçonnerie vétuste supplémentaire et imprévus ont dû être réalisés dans la dernière partie des travaux et ce, afin de préserver la maçonnerie existante.

La majoration est demandée, car le poste des contingences a été entièrement utilisé.

Les contingences contractuelles ont servi principalement à réaliser les items suivants :

- 1- Étalement temporaire et réfection d'éléments structuraux non prévisibles lors des relevés. 158 000.00 \$
- 2- Réparations de béton suite aux infiltrations d'eau. 58 000.00 \$
- 3- Travaux de démolition et de remplacement de corniches de béton. 103 000,00\$
- 4- Travaux de démolitions supplémentaires en conditions d'amiante pour l'installation des fenêtres existantes. 35 000.00 \$

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La majoration totale à autoriser est de 49 705,38 \$ (taxes incluses), soit 1,13% de la valeur totale du contrat et porte le montant total du contrat de 5 070 156,05 \$ (taxes incluses) à 5 119 861,43 \$ (taxes incluses). Voir tableau des coûts en pièces jointes.

Le poste des contingences du contrat augmente de 661 324,70\$, taxes incluse (15%) à 711 030,09\$, pour un pourcentage total de 16,13%.

Il est recommandé de majorer le contrat en utilisant une partie des incidences votées au contrat initial et qui n'ont pas été utilisées.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération et imputée selon les informations de l'intervention du Service des Finances.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

En autorisant l'augmentation budgétaire demandée, il sera possible d'émettre le décompte final.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

En accord avec la Direction des communications, aucune action de communication n'est prévue.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Majoration du contrat au CG du 28 février 2019

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Anne-Marie LABERGE, Service de l'eau

Lecture :

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sylvain DURAND  
Agent(e) technique en architecture

**Tél :** 514 872-9826  
**Télocop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-18

Marie-Hélène LESSARD  
Chef de division

**Tél :** 514 872-7826  
**Télocop. :**

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Michel SOULIÈRES  
directeur - gestion de projets immobiliers  
**Tél :** 514-872-2619  
**Approuvé le :** 2019-01-25

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE  
Directrice  
**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2019-01-25



## Tableau des coûts

<b>Projet :</b>		<b>Usine Atwater Réfection de l'enveloppe Phase 3</b>			<b>Mandat :</b>		<b>16553-2-023</b>
<b>Date :</b>		<b>Novembre 2018</b>			<b>Contrat :</b>		<b>14940</b>
<b>Étape :</b>		<b>Majoration de contrat - construction</b>					
		Budget	TPS 5.0%	TVQ 9.975%	Total		
<b>Travaux :</b>		%	\$				
Travaux selon bordereau de soumission			3 834 600.00	191 730.00	382 501.35	4 408 831.35	
Contingences initiales		15.00%	575 190.00	28 759.50	57 375.20	661 324.70	
Sous-Total contrat initial :			4 409 790.00	220 489.50	439 876.55	5 070 156.05	
<b>Contingences additionnelles majoration du contrat de travaux</b>		<b>1.13%</b>	<b>43 231.47</b>	<b>2 161.57</b>	<b>4 312.34</b>	<b>49 705.38</b>	
Total des contingences		16.13%	618 421.47	30 921.07	61 687.54	711 030.09	
<b>Total - Contrat majoré :</b>			<b>4 453 021.47</b>	<b>222 651.07</b>	<b>444 188.89</b>	<b>5 119 861.44</b>	
<b>Incidences : travaux</b>	Dépenses générales (acquisition mobilier, équipement, déménagement)	10.5%	88 195.80				
	Laboratoire et expertises	2.0%	132 293.70				
	Virement		-43 231.47				
	<b>Total - Incidences :</b>		<b>177 258.03</b>	<b>8 862.90</b>	<b>17 681.49</b>	<b>203 802.42</b>	
<b>Coût des travaux (Montant à autoriser)</b>			<b>4 630 279.50</b>	<b>231 513.98</b>	<b>461 870.39</b>	<b>5 323 663.87</b>	
<b>Ristournes :</b>	TPS	100.00%		231 513.98		231 513.98	
	TVQ	50.0%			230 935.20	230 935.20	
	<b>Coût après ristournes (Montant à emprunter)</b>		<b>4 630 279.50</b>		<b>230 935.20</b>	<b>4 861 214.70</b>	
<b>Coût de la majoration</b>			<b>43 231.47</b>	<b>2 161.57</b>	<b>4 312.34</b>	<b>49 705.38</b>	
<b>Ristournes de la majoration :</b>	TPS	100.00%		2 161.57		2 161.57	
	TVQ	50.0%			2 156.17	2 156.17	
	<b>Coût de la majoration après ristournes</b>		<b>43 231.47</b>		<b>2 156.17</b>	<b>45 387.64</b>	

**Dossier # : 1180333001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
<b>Objet :</b>	Majorer de 49 705,38 \$, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, le montant du contrat accordé à la firme Saint-Denis Thompson Inc. (CG16 0497) pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396), phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph portant ainsi le montant total du contrat de 5 070 156,05 \$ à 5 119 861,44 \$, taxes incluses.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



Information comptable DEP 1180333001.xlsx

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY  
 Préposée au budget  
**Tél : 514-872-0893**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Leilatou DANKASSOUA  
 Conseillère budgétaire  
**Tél : 514.872.2648**  
**Division :** Service Des Finances, Division du conseil et soutien financier -Point de service Eau - Environnement



(1)

**Dossier # : 1187541004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle de 505 159,79 \$, taxes incluses, pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal-Est, dans le cadre du contrat accordé à Construction Socam ltée (CG17 0363 et CG18 0354) majorant ainsi le montant total du contrat de 18 941 871,99 \$ à 19 447 031,78 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 505 159,79 \$, taxes incluses, pour pouvoir payer les demandes de changement requises pour compléter l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal-Est;
2. d'accorder à Construction Socam ltée (CG17 0363 et CG18 0354 ) ce surplus contractuel, majorant ainsi le montant total du contrat de 18 941 871,99 \$ à 19 447 031,78 \$, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-04 10:45

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1187541004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle de 505 159,79 \$, taxes incluses, pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal-Est, dans le cadre du contrat accordé à Construction Socam Itée (CG17 0363 et CG18 0354) majorant ainsi le montant total du contrat de 18 941 871,99 \$ à 19 447 031,78 \$, taxes incluses.

## CONTENU

### CONTEXTE

Le 24 août 2017, un contrat de travaux d'une valeur de 16 956 053,10 \$ taxes incluses a été octroyé à Construction Socam Itée pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal-Est. Ce contrat représente la phase 1 d'un projet visant à terme à doter le SPVM d'un pôle de services multifonctionnels qui réglera plusieurs défaillances de fonctionnalité, en plus de répondre aux nouveaux besoins du SPVM en relation avec les normes et enjeux de la Ville de Montréal. Le projet d'agrandissement et de rénovation de cet édifice permettra de relocaliser plus de 500 employés du service des enquêtes du SPVM actuellement logé à la Place Versailles en vertu d'un bail arrivant à échéance le 30 juin 2019. Ce projet est réalisé suite au dépôt du rapport du vérificateur général (décembre 2012) qui a mis en lumière des incompatibilités d'usage et des déficiences quant à la sécurité des citoyens et usagers. Le chantier de la phase 1 a débuté le 12 septembre 2017 et les travaux sont sommairement décrits ci-dessous :

Travaux de démolition intérieure du bâtiment administratif et de l'annexe existante (toutes les disciplines);

Travaux de réaménagement du bâtiment administratif et de l'annexe existante (toutes les disciplines);

Agrandissement de l'annexe (1167 mètres carrés);

Travaux de réaménagement du site incluant un abri d'auto pour véhicules d'urgence et spécialisés.

À la fin de janvier 2019, l'avancement est d'environ 90 % et les travaux présentement en exécution et à venir sont décrits ci-dessous. Les travaux à l'intérieur des bâtiments existants et de l'agrandissement (voir pièce jointe # 5.0) seront complétés par

l'entrepreneur à la fin mars 2019 incluant la correction des déficiences pour une prise de possession totale au début avril 2019.

Achèvement du réseau de protection incendie dans l'agrandissement;

Achèvement de l'installation des composantes en électricité (luminaires, signalisation d'évacuation, accessoires électriques de salle de bain);

Achèvement des travaux de systèmes intérieurs (gypse, joint, peinture, plafonds suspendus, recouvrement de sol);

Installation de la quincaillerie de portes et des composantes du système de contrôle d'accès;

Achèvement des conduits de ventilation (diffuseurs et grille de retour au plafond);

Installation du mobilier d'entreposage dans les voûtes (à venir prochainement);

Mise en service des équipements électromécaniques (à venir prochainement);

Les travaux de terrassement et d'aménagement paysagé (différés au printemps 2019).

La prise de possession anticipée de certains secteurs du bâtiment existant (Bloc A) a permis de débiter les travaux connexes, décrits ci-dessous, qui font partie du budget des incidences du projet. Ces travaux seront complétés avant la fin de février 2019 (Bloc A). Par ailleurs, ces travaux connexes seront complétés à la fin mars 2019 dans l'agrandissement.

#### Installation du nouveau mobilier ;

Installation du filage pour les réseaux informatiques, de télécommunication et de téléphonie.

Pendant les mois d'avril à la fin juin 2019, le SPVM et le SGPI finaliseront la mise en opération et le déménagement des effectifs policiers.

La structure organisationnelle et les besoins du client SPVM ont évolué entre l'émission de l'appel d'offres et l'exécution du contrat, particulièrement au niveau de l'aménagement des locaux et des besoins des technologies de l'information (TI). De plus, la présence de problèmes dans la coordination des plans des professionnels ainsi que la présence d'erreurs et omissions dans les plans et devis ont été constatés lors de l'exécution des travaux. Enfin, des conditions de chantier inattendues, lesquelles étaient impossibles à déceler avant les travaux, ont nécessité des travaux additionnels payés au poste des contingences. Une augmentation de 1 985 818,89 \$ taxes incluses du contrat de l'entrepreneur a été autorisée le 22 juin 2018.

Les contingences au contrat initial de travaux était de 15 %, elles ont connu une augmentation à 28,5% suite à une autorisation en juin 2018. Toutefois, à la fin de janvier 2019, les directives de changement déjà émises et à venir portent le coût total des contingences à un montant estimé à 4 702 630,78 \$ taxes incluses soit une augmentation de 31,9 % du contrat initial. Conséquemment à ce jour, le solde des contingences est jugé insuffisant pour compléter les travaux. Compte tenu de la complexité du dossier et de plusieurs éléments en litige (avis de différend), d'autres frais à venir devront suivre un processus de négociation entre les parties tels que les frais de prolongation de chantier de l'entrepreneur et les frais de pénalités des retards encourus par la Ville.

Il est d'ailleurs impossible de retourner en appel d'offres avant l'échéance du contrat actuel, car celui-ci doit être réalisé à temps pour que le SPVM puisse emménager avant l'échéance de son bail à la Place Versailles le 30 juin 2019.

L'impact de cette augmentation sur le contrat de services professionnels est en cours d'analyse, vu la part de responsabilité des professionnels dans les montants contingents requis.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

- CG18 0354 - 22 juin 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 985 818,89 \$, taxes incluses, pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans la Ville de Montréal-Est, dans le cadre du contrat accordé à Construction Socam ltée (CG17 0363), majorant ainsi le montant total du contrat de 16 956 053,10 \$ à 18 941 871,99 \$, taxes incluses
- CG18 0222 - 26 avril 2018 - Approuver le projet de dixième convention de modification de bail par lequel la Ville loue de Place Versailles inc. des espaces à bureaux situés à la Place Versailles, au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de 6 mois, soit du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019, pour un loyer total de 673 123,46 \$, taxes incluses.
- CG18 0202 - 29 mars 2018 - Règlement autorisant un emprunt de 46 000 000 \$ afin de financer le projet de développement des installations du SPVM dans l'immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est.
- CG17 0363 - 24 août 2017 - Accorder un contrat à Construction Socam ltée pour réaliser les travaux d'agrandissement et de rénovation d'un immeuble administratif de la Ville de Montréal, situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans la Ville de Montréal-Est - Dépense totale de 20 517 074,90 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5873 (5 soum.)
- CG17 0070 - 30 mars 2017 - Approuver le projet de neuvième convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue de Place Versailles inc., des espaces à bureaux au 7275, rue Sherbrooke Est, pour les besoins du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de douze mois, soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018 - Dépense totale de 1 256 562,28 \$, taxes incluses
- CG15 0248 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Architectes Labonté Marcil (S.E.N.C) et Les Services EXP inc., pour le programme de protection et de réhabilitation de bâtiments occupés par le Service de police de la Ville de Montréal (lot 1), pour une dépense totale de 2 742 899,09 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14081 - (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.
- CG14 0301 - 19 juin 2014 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Produits Shell Canada un immeuble situé au 10351, rue Sherbrooke Est dans la Ville de Montréal-Est, pour le regroupement de divers services dans un bâtiment dédié uniquement au Service de police de la Ville de Montréal, pour la somme de 8 278 200 \$, taxes incluses

## **DESCRIPTION**

Le présent sommaire recommande l'augmentation de la valeur maximale du contrat de construction à Construction Socam ltée pour terminer les travaux d'agrandissement et rénovation d'un immeuble administratif situé au 10351, rue Sherbrooke Est, Montréal-Est.

Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes. Le chantier doit être finalisé à la fin mars 2019 incluant la correction des déficiences. Les autres travaux connexes prévus au budget des incidences sont en cours présentement tel que l'installation du mobilier (voir photo en pièce jointe no 4) et l'installation du filage informatique, ce qui permettra le relogement des effectifs policiers à l'intérieur du délai prévu (avant la fin du juin 2019).

## **JUSTIFICATION**

Des problèmes dans la coordination des plans des professionnels mandatés au projet ainsi que la présence d'erreurs et omissions ont résulté en l'émission de demandes de changement en quantité plus importante que d'usage habituel. Une liste non exhaustive des changements requis suite à l'augmentation des contingences de juin 2018 est présentée ci-après.

- Ajout de détecteurs de requête de sortie requis pour le système de contrôle d'accès des portes;
- Relocalisation du conduit d'évacuation de la hotte chimique en raison de problèmes de coordination aux plans résultant à un nouveau percement dans la dalle de béton du plancher de l'agrandissement;
- Ajout d'isolant de pente pour drainer adéquatement le toit de l'agrandissement;
- Ajout de cloison d'intimité dans les vestiaires.

De plus, des modifications apportées au programme par le SPVM en cours de chantier se sont traduits en l'émission de demandes de changement. Une liste non exhaustive est présentée ci-dessous:

- Ajout d'un bras de captation des vapeurs et modification de l'emplacement de deux bras de captation des vapeurs afin de répondre aux besoins opérationnels et aux risques reliés à la santé du personnel travaillant avec des stupéfiants;
- Ajout de besoins électriques dans les salles de télécommunication;
- Ajout de télévisions et changement de position des télévisions prévus aux plans dans les salles d'interrogatoires;
- Transformation de salles d'interrogatoires en salles de régies;

Enfin, les changements résultants de conditions de chantier sont décrits ci-dessous.

- Décontamination fongique suite à la découverte de traces de moisissures sur des cloisons de gypse;
- Divers travaux de systèmes intérieures;
- Non conformités datant de la construction du bâtiment d'origine.

Le SGPI, en collaboration avec les professionnels, a aussi fait l'exercice d'identifier des sources d'économies ayant permis de réduire sensiblement le montant supplémentaire nécessaire, dont notamment l'annulation de travaux (protection murale), la recherche de matériaux équivalents à moindre coût (pellicule de fenêtre, grille gratte-pied) permettant de réduire la majoration des contingences requises.

De plus, le SGPI a mis en place plusieurs mesures de contrôle des coûts. À cet effet, un mandat a été donné au début du chantier à un économiste de la construction afin de valider les coûts des directives de changement. Un mandat de contrôleur de chantier a aussi été donné à une firme externe spécialisée qui assure une présence à temps plein sur le chantier ce qui permet de surveiller l'avancement des travaux et de réaliser des travaux en dépenses contrôlées. Le SGPI assure aussi une présence au chantier et un suivi serré du budget des

contingences prenant soin de suivre les coûts estimés des professionnels pour chacune des demandes de changement dans toutes les disciplines et de tous les coûts reçus (soumissions) de la part de l'entrepreneur.

À la fin de janvier 2019, le SGPI considère que l'ensemble des changements requis jusqu'à la fin du contrat représente un montant estimé à 4 702 630,78 \$, taxes et frais d'administration inclus.

Le budget total des contingences accordé au contrat initial de 2 211 659,10 \$ (taxes incluses) et augmenté en juin 2018 de 1 985 818,89 \$ (taxes incluses) doit donc être majoré de 505 159,79 \$ (taxes incluses).

Description	Montant du contrat initial de l'entrepreneur, taxes incluses	Montant du contrat suite à l'augmentation du contrat de l'entrepreneur (juin 2018), taxes incluses	Montant du contrat suite à l'augmentation sollicitée du contrat de l'entrepreneur, taxes incluses
Travaux de construction	14 744 394,00 \$	14 744 394,00 \$	14 744 394,00 \$
Montant prévu pour des travaux contingents (juillet 2017)	2 211 659,10 \$	2 211 659,10 \$	2 211 659,10 \$
Augmentation des travaux contingents (juin 2018)	- \$	1 985 818,89 \$	1 985 818,89 \$
Augmentation des travaux contingents sollicitée (février 2019)	- \$	- \$	<b>505 159,79 \$</b>
Sous-total travaux contingents	2 211 659,10 \$	4 197 477,99 \$	4 702 637,78 \$
<b>TOTAL du contrat de Construction Socam ltée</b>	<b>16 956 053,10 \$</b>	<b>18 941 871,99</b>	<b>19 447 031,78 \$</b>

Le montant de contingence révisé, incluant le montant initial de contingences, représente 31,9 % du montant du contrat de base initial, comparé à 15% initialement.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent sommaire recommande de majorer le montant du contrat de Construction Socam ltée en le portant de 18 941 871,99 \$ à 19 447 031,78 \$, taxes et contingences incluses, soit une augmentation de 505 159,79 \$ du montant global du contrat. Ce montant représente une augmentation de près de 3 %.

Le montant de contingences dans le contrat initial de l'entrepreneur était de 2 211 659,10 \$ taxes incluses, ce qui représente 15% de la valeur du contrat.

Le montant des incidences reste inchangé à 3 561 021,80 \$, taxes incluses, ce qui permettra de couvrir les dépenses incidentes du projet. La dépense totale du projet est ainsi augmentée à 23 008 046,58 \$.



Les travaux contingents ci-dessus mentionnés sont des dépenses en immobilisation. Ils sont assumés à 100 % par l'Agglomération.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Une certification LEED argent CI est visée. De plus, les principes du développement durable applicables sont exigés dans le contrat de l'entrepreneur général, notamment l'utilisation des matériaux les moins dommageables, les équipements les plus éco-énergétiques et la gestion des déchets de construction sur le chantier.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si l'augmentation du contrat de travaux n'est pas autorisée, le chantier ne pourra pas être complété à temps pour permettre au service des enquêtes du SPVM d'emménager avant l'échéance de son bail à la Place Versailles le 30 juin 2019. Il faudra donc prolonger le bail pour une période additionnelle d'au moins un an pour un loyer d'environ 100 000 \$/mois, sous réserve que ces locaux soient toujours disponibles. Le contrat de Construction Socam ltée devra aussi être résilié et des indemnités de résiliation de contrat avec l'entrepreneur seront aussi à prévoir.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Relativement au présent dossier d'augmentation du contrat, aucune opération de communication n'est requise.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Contrat : 15030 - Mandat : 17602-2-003

Augmentation du contrat de construction au CG:	février 2019
Fin des travaux estimée :	mars 2019

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

## Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 28 janvier 2019

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESSUREAULT  
Gestionnaire immobilier

**Tél :** 514 872-0435

**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Jean BOUVRETTE  
C/D services techniques

**Tél :** 514-868-0941

**Télécop. :**

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES  
directeur - gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514-872-2619

**Approuvé le :** 2019-01-31

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE  
Directrice

**Tél :** 514-872-1049

**Approuvé le :** 2019-02-04





**Dossier # : 1187541004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Objet :</b>	Autoriser une dépense additionnelle de 505 159,79 \$, taxes incluses, pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal-Est, dans le cadre du contrat accordé à Construction Socam Itée (CG17 0363 et CG18 0354) majorant ainsi le montant total du contrat de 18 941 871,99 \$ à 19 447 031,78 \$, taxes incluses.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



GDD 1187541004 - Ajout travaux 10 351 Sherbrooke Est - SPVM.xlsx

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN  
 Préposé au budget - Service des finances -  
 Point de service HDV  
**Tél : 514 872-1021**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Françoise TURGEON  
 Conseillère budgétaire

**Tél : 514-872-0946**  
**Division : Service des finances - Point de service HDV**



**Dossier # : 1190805001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser un transfert de 172 537,50 \$ taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal (3679) situé au 1441, rue Saint-Urbain, arrondissement Ville-Marie dans le cadre du contrat accordé à St -Denis Thompson inc. (CG17 0187) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$ taxes incluses.

Il est recommandé

1. de majorer de 172 537,50 \$, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, le montant du contrat accordé à St-Denis Thompson inc., CG17 0187 pour la réfection de l'enveloppe et des systèmes électromécanique du Quartier général du Service de police de la Ville de Montréal, portant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAI **Le** 2019-02-01 13:56

**Signataire :**

Benoit DAGENAI

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1190805001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser un transfert de 172 537,50 \$ taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal (3679) situé au 1441, rue Saint-Urbain, arrondissement Ville-Marie dans le cadre du contrat accordé à St -Denis Thompson inc. (CG17 0187) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$ taxes incluses.

## CONTENU

### CONTEXTE

Le bâtiment situé, au 1441, rue Saint-Urbain, est le Quartier général de la police du Service de police de la Ville de Montréal. Il est localisé dans le « Quartier des spectacles » de Montréal. L'immeuble, construit en 1956-1957, a été acquis par la Ville à la fin de 1999. Il a été réaménagé en 2000-2001 pour y loger le Quartier général, ainsi que d'autres services spécialisés du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

En 2013, suite à des chutes d'éclats de pierre, des travaux de réparation et de consolidation temporaires ont été exécutés sur deux façades et des périmètres de sécurité ont dû être installés en attendant la réalisation des travaux de mise à niveau. De plus, l'ajout de serveurs et d'équipements spécialisés notamment dans le centre d'appel du 911 et la désuétude normale des systèmes de contrôles et de ventilation ont rendu nécessaire la mise à niveau des systèmes électromécaniques. L'approbation d'un budget au PTI 2015-2017 a permis de débiter le projet. Les travaux sont requis pour le maintien de l'actif.

En mai 2017, un contrat d'une valeur de 7 927 920,04 \$ a été octroyé à la firme St-Denis Thompson inc. pour la réfection de l'enveloppe et des systèmes électromécaniques. Les contingences pour ce contrat étaient de 15 %. Le chantier a débuté en août 2017 et l'avancement de celui-ci, à la fin décembre 2018 est de 86 %.

Les travaux prévus au contrat du Quartier général du SPVM sont principalement :

- Réfection complète des façades nord et sud
- Réfection de la toiture
- Mise à niveau des systèmes électromécaniques (ajout de climatiseurs dans les salles de serveurs, remplacement d'une machine au toit, mise à niveau des

contrôles)

Dans la planification du projet, le chantier devait débuter dès l'octroi du contrat en juin 2017 et durer 245 jours. Une entente de prolongation des travaux a été négociée avec l'entrepreneur à cause de délais qui ne lui sont pas imputables. La durée de la prolongation a été établie à 154 jours calendrier, pour un montant total de 356 680,04 \$ toutes taxes incluses. Ce retard est imputable aux éléments suivants:

- Fêtes du 375e anniversaire de Montréal : la présence accrue des citoyens dans le quartier des spectacles a retardé la mobilisation de l'entrepreneur et le début des travaux.
- Opérations du SPVM (travaux dans un bâtiment occupé 24h/jours, 7 jours/semaine)
- Difficulté d'approvisionnement en pierre calcaire et tests sur le système d'ancrage demandés par les professionnels

Compte tenu de l'avancement et de la mobilisation du chantier (les façades étaient déjà dégarnies et les échafaudages en place), autant pour la sécurité des employés que celles des citoyens, il n'était pas souhaitable de retourner en appel d'offres à ce moment.

La majoration du contrat à l'entrepreneur par le transfert d'un montant des incidences permettra de terminer le chantier dans sa totalité. Aucune augmentation du montant total de la dépense au projet ne sera nécessaire et celle-ci demeurera à 8 720 712,04 \$, incluant les taxes, contingences et incidences.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

### **18 mai 2017 - CG17 0187**

Accorder un contrat à Saint-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de réfection de l'enveloppe et des systèmes électromécaniques au Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal situé au 1441, rue Saint-Urbain, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 8 720 712,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5843 (4 soum.)

### **29 janvier 2015 - CG15 0026**

Accorder un contrat de services professionnels à Beaupré Michaud et Associés architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés, pour la réfection de l'enveloppe et la réfection et mise à niveau des différentes composantes du bâtiment Quartier général de la police - Dépense totale de 1 151 659,71 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13771 (3 soumissions) / Approuver un projet de convention à cet effet.

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier recommande l'augmentation de la valeur maximale du contrat de construction à St-Denis Thompson inc. afin de compléter les travaux d'enveloppe et des systèmes électromécaniques. Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

## **JUSTIFICATION**

La raison de cette demande de majoration est due essentiellement à des frais de prolongation de chantier, qui ne sont pas imputables à l'entrepreneur. Les frais de prolongation s'élèvent à 356 680,04 \$, ce qui représente 34,5 % du montant total des contingences. Outre ces frais, 7 % des contingences ont été utilisées pour des frais de gardiennage non prévus au contrat initial, à la demande du SPVM et la balance des contingences utilisées ont été nécessaires en raison des conditions de chantier. Le début des travaux était planifié pour le mois de juin 2017. À cause des Fêtes du 375e



anniversaire de Montréal, la présence accrue des citoyens dans le quartier des spectacles a retardé la mobilisation de l'entrepreneur et le début des travaux a dû être reporté au 7 août 2017.

Également, une coupure électrique majeure a dû être planifiée pour raccorder les nouveaux équipements. Cette coupure impliquait les salles des serveurs du SPVM dont certains systèmes ne sont pas encore en redondance. La date de cette coupure, planifiée conjointement avec le bureau de Projet du STI et le SPVM. Cette coupure a contribué au retard du chantier puisqu'elle devait être réalisée en nuisant le moins possibles aux opérations de SPVM et à la sécurité des citoyens.

Le dernier point expliquant la prolongation du chantier est la difficulté à s'approvisionner en pierres, et aux tests réalisés en laboratoire demandés par les professionnels pour s'assurer de la qualité et de la pérennité de l'assemblage pierre/sous-structure en acier inoxydable.

Compte tenu de ces éléments, une entente de prolongation de chantier de 154 jours a été conclue entre les parties.

Afin de compléter les travaux, un montant additionnel de 172 537,50 \$ taxes incluses est requis. Des économies réalisées dans les dépenses incidentes permettent le transfert de cette somme aux dépenses contingentes.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le présent sommaire recommande de majorer le montant du contrat initial de St-Denis Thompson inc. en le portant de 7 927 920,04 \$, à 8 100 457,54 \$ taxes et contingences incluses, soit le transfert de 172 537,50 \$ taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes. Ce montant permettra de finaliser les travaux. Cela représente une augmentation de 2.1% du contrat de l'entrepreneur.

Les travaux contingents ci-dessus mentionnés sont des dépenses en immobilisation. Ils sont assumés à 100% par l'Agglomération. Le montant des contingences dans le contrat initial de l'entrepreneur était de 1 034 076,53 \$ taxes incluses, ce qui représente 15% de la valeur du contrat. Ce montant sera majoré à un montant total de 1 206 614,03 \$, ce qui représente 17.1% de la valeur du contrat de base.

Le montant total du contrat à accorder augmente à 8 100 457,54 \$ taxes et contingences incluses.

La dépense déjà autorisée demeure la même, soit un montant de 8 720 712,04 \$ incluant les contingences, les incidences et les taxes et est financé par le règlement d'emprunt de compétence d'Agglomération RCG 16-046 - Travaux de rénovation et de protection d'immeubles.

Le coût des travaux est prévu au Programme triennal d'immobilisation (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) dans la programme de protection des immeubles du SPVM (64021).

Cette dépense est assumée à 100 % par l'Agglomération.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Un plan d'élimination de déchets de construction est inclus dans le contrat de l'entrepreneur général. Ce projet comporte parmi ses objectifs d'optimiser la consommation énergétique du bâtiment.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si une autorisation pour ce transfert n'était pas entérinée, le chantier devra s'arrêter pour un délai indéterminé. Une reprise des travaux avec un autre entrepreneur entraînerait des frais de mobilisation supplémentaires, tandis qu'avec le même entrepreneur, il y aurait des coûts de prolongation d'exécution des travaux. Dans le deux cas, des frais d'honoraires professionnels supplémentaires nous seraient chargés.

Tout retard additionnel dans le projet pourrait compromettre le confort des occupants, puisque les murs nord et sud sont dégarnis, et la mise en service des nouveaux appareils et contrôles de la ventilation et de la climatisation n'a pas encore été faite. De plus la sécurité des citoyens comme des occupants serait mise en péril. Finalement, l'intégrité du bâtiment serait compromise.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est requise pour le présent dossier.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Contrat #14852

Augmentation du contrat construction au CG	février 2019
Poursuite des travaux	février 2019 à avril 2019

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Manon LANDRY, Service de police de Montréal  
Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sophie CÔTÉ

**ENDOSSÉ PAR**

Jean BOUVRETTE

Le : 2019-01-30

Gestionnaire immobilier

**Tél :** 514 872-2409  
**Télécop. :**

Chef de division projets immobiliers-Sécurité  
publique et EPLV

**Tél :** 514 868-0941  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Michel SOULIÈRES  
directeur - gestion de projets immobiliers  
**Tél :** 514-872-2619  
**Approuvé le :** 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Sophie LALONDE  
Directrice  
**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2019-02-01

**Bâtiment : 3679**

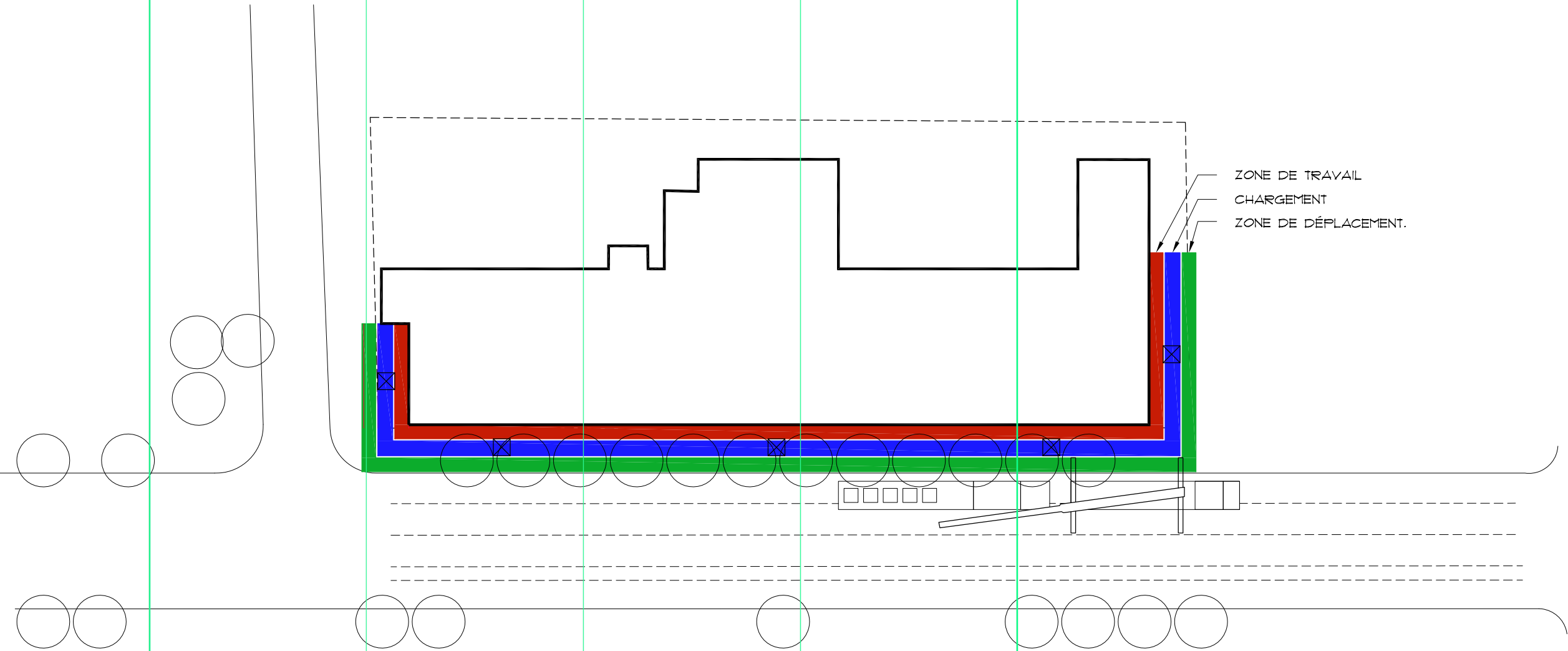
**Année originale de construction : 1956**

**Description : Quartier général du SPVM**

**Adresse : 1441, St-Urbain, arrondissement Ville-Marie**

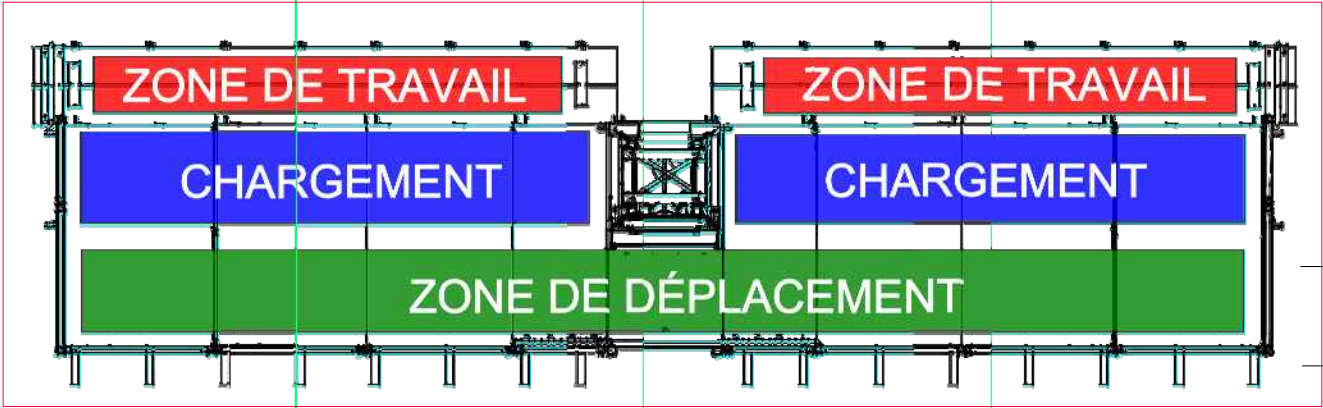






ZONE DE TRAVAIL  
CHARGEMENT  
ZONE DE DÉPLACEMENT.

PLAN DE SITE, ÉCHELLE 1:200



CROQUIS FRACO, SANS ÉCHELLE

EXEMPLE DE MOBILISATION:  
DÉMONTAGE DES PIERRES, FAÇADE SUD: UN CAMION-GRUE RÉCUPÈRE LES PIERRES DÉMONTÉES ET DÉPOSÉES SUR LA PLATEFORME. IL LES DÉPLACE SUR UN CAMION POUR L'ÉVACUATION DU CHANTIER

- TROTTOIR OCCUPÉ À 100%
- VOIE DE STATIONNEMENT OCCUPÉE À 50%
- VOIE DE CIRCULATION GAUCHE: ENTRAVE

LE CHARGEMENT D'UN CAMION PEUT NéCESSITER UNE JOURNÉE DE MANOEUVRES.  
±800 PIERRES À DÉMONTÉ ET À RÉINSTALLER, ±1200lb/ pierre, à 145lb/pl², soit environ 420 tonnes ou 15 voyages de camion au démontage seulement

**Beaupré Michaud et Associés, Architectes**  
3981, boul. Saint-Laurent, bureau 605  
Montréal (Québec) H2W 1Y5  
Téléphone : (514) 849-5617  
Télécopieur : (514) 849-5879  
bma@bmaarchitectes.com

**N C K Inc.**  
1200 AVENUE MCGILL COLLEGE  
BUREAU 1200  
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA  
H3B 4G7  
t. 514.878.3021 f. 514.878.2402  
www.nck.ca

9025 rue Verreil  
Montréal (Québec) H3L 3S1  
514-383-3747  
www.bpa.ca

**bouthillier parizeau**  
mécanique | électricité | immobilité | télécommunications

**Martin Roy et Associés**  
1805, chemin Oka,  
Deux-Montagnes, Québec,  
Canada J7R 1N3  
TEL.: (450) 623-0340  
FAX: (450) 623-9302  
e-mail: informations@mra.qc.ca  
http://www.mra.qc.ca

NOTE: LE PLAN DE SITE EST FOURNI PAR LA VILLE. TOC DU PROJET DU QUARTIER DES SPECTACLES.

REV.	DESCRIPTION	DATE	PAR
01	ÉTUDE DE MOBILISATION	14.07.2016	ML
REV.	DESCRIPTION	DATE	PAR

SCEAUX

TITRE

**MOBILISATION  
ÉTUDE**

DESSIN-CONCEPTION	MANDAT	FEUILLE
DA	14149-2-004	A002
VÉRIFICATION	CONTRAT	ÉCHELLE
ML	14852	INDIQUÉE
APPROBATION	DATÉMENT	DATE
ML	3679	2015.02.18

FICHER  
A003 MOBILISATION.dwg

PROJET  
**QUARTIER GÉNÉRAL DE LA POLICE**  
RÉFECTION PARTIELLE DE L'ENVELOPPE  
ET DES SYSTÈMES ÉLECTROMÉCANIQUES

**Montréal**  
GESTION IMMOBILIÈRE





De Montigny



NO PARKING  
EXCEPT FOR  
LOADING UNLOADING  
OR DELIVERIES

WILLIAM  
SCOTSMAN  
800-782-1500











Tableau de suivi des contingences

Contrat :	14852	Montant disponible (avec tx)	1 034 076,53 \$
Mandat:	14149-2-004	Montant dépensé à ce jour (avec tx)	0,00 \$
Montant prévu (avec tx) :	1 034 076,53 \$	Montant résiduel à ce jour (avec tx)	1 034 076,53 \$

Dépense						
Date	Numéro	Description	Type	Directive professionnelle associée	Coût sans taxe	Remarques
28-02-2018	ATC-11	Lignes de vie		S-01	12 570,36	Condition de chantier
24-11-2017	ATC-04	Fixation des linteaux		S-02	2 823,25	Condition de chantier
10-11-2017	ATC-01	Ragréage et nivellement de la poutre au toit pour l'adhérence de la membrane		S-04	18 262,86	Condition de chantier
9-052-2018	ATC-14	Supports en acier au toit		S-05R1	7 944,75	Condition de chantier
2018-06-04	ATC-36	Supports en acier inox		AC-35 - S-06	47 025,00	Condition de chantier
		Directive à venir en maçonnerie - structure mur sud			3 000,00	Montant budgétaire - a venir

	ATC-02	Pentes de la toiture		PM-02	121 803,40	Condition de chantier
	ATC-06	Assise de briques mur nord - construction		PM-03	14 932,75	Condition de chantier
	ATC-10	Correction d'infiltration au 2e		PM-06	723,00	Ajout par le client
	ATC-08	Essais de rupture et de vieillissement du système de parement		PM-08	79 064,50	Demande des professionnel pour validation du système
7-05-2018	ATC-16	gardiennage supplémentaire		PM-11	46 401,82	Demande par le client
08-06-2018	ATC-20	Annuler la sérigraphie sur le verre		PM-13	-18 876,00	Crédit
08-06-2018	ATC-21	Type de pierre		PM-14	0,00	Sans frais ni crédit
08-06-2018	ATC-22	Déneigement toiture			27 104,55	Condition de chantier
2018-09-24	ATC-28	Solidifier la maçonnerie au 9e		AC-56	2 760,00	Condition de chantier
2018-09-24	ATC-29	Démonter les panneaux de granit		AC-57	4 370,00	Condition de chantier
2018-06-26	ATC-30	Prises de mesures pour l'acier inox		AC-52	12 443,00	Condition de chantier
2018-07-16	ATC-25	Béton à resurfacier		AC-43 - DC-14	4 485,00	Condition de chantier
2018-05-25	ATC-26	Escalier au toit		AC-45 - PM-10	6 818,30	Condition de chantier
2018-05-08	ATC-34	Isolation au RDC et 9e		AC15R1	20 075,57	Attente de signature de SDT
2018-05-18	ATC-35	Ajout de blocages au parapet		AC-45R1 - DC-15	3 026,56	Condition de chantier
2018-09-26	ATC-39	gardiennage supplémentaire			18 901,31	Demande par le client
2018-07-03	ATC- 46	Climatisation temporaire			10 082,46	ODC exécutoire
2018-06-19		Luminaire		AC-05 - PM04	9 373,53	Condition de chantier
2018-07-10		Attaches pour pierres et mur-rideau ((AC-30R3)		AC-30R3	20434,99	En revision chez BMA et NCK
2018-05-28		Augmentation coût de l'acier et crédit passivation (AC-41R1)		AC-41R1	12 474,00	Avis du contentieux Ville
		Infiltration d'eau au 2e - travaux correctifs intérieurs		AC-55	4 127,00	Estimation budget - temps/matériel
		Remplacement des thermos		DC18R1	4 306,00	Condition de chantier
2018-11-15		Calfeutrage		AC-64	8 875,00	Condition de chantier
2018-11-14		Agents de sécurité			33 810,00	Montant budgétaire - à préciser avec l'évolution du chantier

2018-02-26	ATC-33	Frais de prolongation de chantier		AC-29R1	310 224,00	
------------	--------	-----------------------------------	--	---------	------------	--

	ATC-03	Paratonnerre		E-01	16 842,61	Condition de chantier
3-05-2018	ATC-05	Crédit pour équivalence du refroidisseur		M-03 et M-06	-730,85	
	ATC-07	Démantèlement du compresseur		M-04	621,00	Condition de chantier
	ATC-09	Interrupteur et raccordement d'un panneau électrique		E-03 et E-05	5 415,34	Condition de chantier
28-02-2018	ATC-12	Raccordement et installation des pompes au 5e		E-04 et E-04R1	5 609,20	Condition de chantier
28-02-2018	ATC-13	Recharges de bateries de l'UPS		E-06	4 555,25	Condition de chantier
7-05-2018	ATC-15	Crédit pour équivalence du refroidisseur et prise d'eau au toit		M-01 et M-02	-7 859,32	
7-05-2018	ATC-17	relocalisation d'équipement au 7ième étage		E-07	4 597,46	Condition de chantier
23-05-2018	ATC-18	modification électricité REF-02, pompes P-54A et P-54B		E-08 et E-09	10 631,74	Condition de chantier
08-06-2018	ATC-19	Divers travaux en plomberie, contrôles et ventilation		M-07	5 231,84	Condition de chantier
2018-06-08	ATC-23	Ajout de valve sur RES-02		M-12	1 336,50	Erreurs et omissions de MRA
2018-08-07	ATC-27	Parcours électrique pour REF-03 (E-10 - AC-47)	Reste la coupure au US6AA	E-10 - AC-47	24 161,70	Erreurs et omissions de MRA
2018-07-10	ATC-31	Divers travaux en mécanique		M-10R1	23 383,76	Erreurs et omissions de MRA
2018-09-26	ATC-32	Divers travaux en mécanique		AC-40 - M-09R1	13 049,39	Condition de chantier
	ATC-37	Changement de la valve de sureté et autre (M-11 et AC-49)		M-11 - AC 49R1	-1 951,48	Condition de chantier
2018-07-16		Travaux reliés à la coupure électrique		AC-53	4 206,66	Condition de chantier
		Hivernisation des équipements non receptionnés		M-14	3 330,75	Du à la prolongation de chantier
		Pompe condensat		AC-62	433,34	Condition de chantier
2018-11-15		Disjoncteur pour branchement temporaire		AC65	3 000,00	Condition de chantier

Total 2011					965 231,85	
Grand total					965 231,85	

Non acceptées - en négociation  
Les montants indiqués n'incluent pas les taxes

Contingence du contrat	899 392,50
Solde disponible	-65 839,35

**Mise à jour:** 2019-01-30  
 Date de début des travaux: 2017-08-07  
 Durée allouée à l'entrepreneur (jour calendrier): 245  
 Progression (jours travaillés, +/-, en %): **220,8%**  
 Progression monétaire (% dépensé à ce jour): **86,1%**

Date originale de fin de travaux: 2018-04-10  
 Prolongation déjà accordée (jour): **154**  
 Prolongation sans frais ni pénalité (jour): **220**  
 Date révisée de fin de travaux: **2019-04-19**

CONTRAT	ENTREPRENEUR	ENGAGEMENT	PAYÉ À CE JOUR (DP-18)	%
FORFAITAIRE	St-Denis Thompson inc.	5 995 950,00 \$	5 082 157,00 \$	84,76%
CONTINGENCES		899 392,50 \$	852 572,59 \$	
TOTAL (T.T.E.)		6 895 342,50 \$	5 934 729,59 \$	
TOTAL (T.T.I.)		7 927 920,04 \$	6 823 455,35 \$	

DP-18

		Déjà engagé		En traitement		Total prévisionnel	
DISCIPLINE	NOMBRE DE DC ÉMISES	(1)		(2)		(1) + (2)	
		Total des Directive de Changement (DC) APPROUVÉES	% SUR BUDGET DES CONTINGENCES	Montants demandés à ce jour et encore en traitement (voir Note 1)	Total des DC approuvées + Montants demandés	% SUR BUDGET DES CONTINGENCES	
Architecture	22	354 116,22 \$	39,4%	59 590,52 \$	413 706,74 \$	46,0%	
Structure	6	88 626,22 \$	9,9%	3 000,00 \$	91 626,22 \$	10,2%	
Électromécanique	20	104 894,14 \$	11,7%	11 970,75 \$	116 864,89 \$	13,0%	
Prolongation (jour / \$)	1	<b>154</b> 310 224,00 \$	34,5%	<b>220</b> - \$	310 224,00 \$	34,5%	
<b>TOTAL</b>	<b>48</b>	<b>857 860,58 \$</b>	<b>95,4%</b>	<b>74 561,27 \$</b>	<b>932 421,85 \$</b>	<b>103,7%</b>	

Date reportée de fin de travaux: 2019-04-19

BUDGET CONTINGENCES	\$ DISPONIBLE	% DISPO SUR BUDGET DES CONTINGENCES
899 392,50 \$	<b>41 531,92 \$</b>	<b>4,6%</b>

\$ DISPONIBLE	% SUR BUDGET DES CONTINGENCES
<b>(33 029,35) \$</b>	<b>-3,7%</b>

**Note 1:** si aucune DC n'a encore été émise pour une modification, correspond au montant des demandes faites par l'entrepreneur

**Dossier # : 1190805001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
<b>Objet :</b>	Autoriser un transfert de 172 537,50 \$ taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal (3679) situé au 1441, rue Saint-Urbain, arrondissement Ville-Marie dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG17 0187) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$ taxes incluses.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



[GDD 1190805001 - Ajout contingences QG SPVM.xlsx](#)

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN  
 Préposé au budget - Service des finances -  
 Point de service HDV  
**Tél : 514 872-1021**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Françoise TURGEON  
 Conseillère budgétaire

**Tél : 514-872-0946**  
**Division : Service des finances - Point de service HDV**



(1)

**Dossier # : 1196843001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

- 1- d'autoriser une dépense de 3 196 097,15, taxes incluses, comprenant les dépenses admissibles de 152 195,10 \$, taxes incluses, pour la prestation de services de surveillance durant la réalisation de travaux de modernisation et réfection de l'usine de production d'eau potable Pierrefonds;
- 2- d'accorder au plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 043 902,05 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. 18-17314;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 13:10

**Signataire :** Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1196843001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 - (2 soumissionnaires)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau (SE) doit s'adjoindre des services professionnels d'une équipe multidisciplinaire en ingénierie et en architecture, et ce dans le but principal de commencer les services de surveillance liés à l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds. Ces travaux devraient débuter au premier trimestre de 2019.

En avril 2017, un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture a été accordé aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de traitement d'eau potable Pierrefonds. Ce contrat de services professionnels arrive à terme, il sera insuffisant pour la surveillance des travaux.

Un appel d'offres public a été publié dans le quotidien *Le Devoir* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 12 novembre 2018. L'ouverture des soumissions a eu lieu au Service du greffe le 13 décembre 2018. La durée de la publication a été de trente (30) jours. La validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 11 juin 2019.

Trois (3) addendas ont été émis pour les raisons suivantes :

- Addenda 1 - 21 novembre 2018 - Réponse à deux questions, technique et administrative
- Addenda 2 - 26 novembre 2018 - Réponse à deux questions administratives
- Addenda 3 - 7 décembre 2018 - Réponse à deux questions administratives

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17-0081 - 30 mars 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG15 0681 - 26 novembre 2015 - Abroger les résolutions du conseil d'agglomération afin de ne pas donner suite aux cinq (5) contrats accordés dans le cadre des travaux de modernisation de l'usine de production d'eau potable Pierrefonds.

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels aux firmes Stantec Experts-conseils ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds.

Le présent contrat couvre principalement la prestation de services de surveillance durant la réalisation des travaux.

Les principaux domaines d'expertise requis pour ce mandat sont :

- a) l'architecture;
- b) la mécanique de procédé;
- c) l'alimentation et la distribution électrique;
- d) la mécanique et l'électricité du bâtiment;
- e) l'automatisation et le contrôle;
- f) la structure;
- g) le génie civil;
- h) toute discipline connexe requise pour réaliser les mandats confiés.

La rémunération des professionnels pour la prestation des services prévus au contrat est calculée selon les taux horaires présentés dans l'offre de service.

Un montant de 152 195,10 \$, taxes incluses, pour dépenses admissibles (5 %) a été ajouté au montant du contrat pour toutes autres dépenses accessoires jugées pertinentes dans le cadre du mandat.

## **JUSTIFICATION**

À la suite de l'appel d'offres public 18-17314, à deux (2) enveloppes, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

De ce nombre, cinq (5) d'entre eux font partie des trois (3) soumissions reçues (en tant que cocontractants ingénieurs-architectes), et parmi les six (6) autres preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionné :

- un (1) preneur était l'autorité régionale de transport métropolitain (ARTM);
- un (1) preneur n'a pas les ressources nécessaires, car dédié uniquement au domaine mécanique et électricité du bâtiment;
- un (1) preneur a un profil en gestion de projet seulement;
- trois (3) preneurs n'ont pas retourné l'avis de désistement.

Le comité de sélection, composé de trois (3) membres, a siégé le 16 janvier 2019. L'analyse

des offres a permis de constater que deux (2) des trois (3) soumissionnaires (cocontractants ingénieurs-architectes) sont conformes et ils ont obtenu la note de passage de 70 %. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé aux cocontractants ayant obtenu le plus haut pointage final, soit les firmes Stantec Experts-conseils Itée et Réal-Paul Architecte inc.

Le comité de sélection est arrivé aux résultats présentés au tableau suivant :

<b>Firmes soumissionnaires conformes</b>	<b>Pointage intérimaire</b>	<b>Pointage final</b>	<b>Prix de base soumis (taxes incluses)</b>	<b>Dépenses admissibles (taxes incluses)</b>	<b>Prix total (taxes incluses)</b>
Stantec experts-conseils Itée/Réal-Paul Architectes inc.	74,5 %	0,39	3 043 902,05 \$	152 195,10 \$	3 196 097,15 \$
SNC-Lavalin inc./St-Gelais Montminy + associés Architectes	78,5 %	0,38	3 239 501,11 \$	161 975,06 \$	3 401 476,17 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne	Non applicable	Non applicable	3 158 596,07 \$	157 929,80 \$	3 316 525,87 \$
Écart entre le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale et la dernière estimation (\$) (soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale – estimation)					(120 428,72 \$)
Écart entre le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale et la dernière estimation (%) ((soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale – estimation) / estimation) x 100					-3,63 %
Écart entre la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale (\$) (2 <sup>ème</sup> meilleure note finale – soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale)					205 379,02 \$
Écart entre la 2 <sup>ème</sup> meilleure note finale et le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale (%) ((2 <sup>ème</sup> meilleure note finale – soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale) / soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale) x 100					6,43 %

Le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, Stantec Experts-conseils Itée et Réal-Paul Architecte inc., a présenté une offre favorable de 3,63 % (- 120 428,72 \$) par rapport à l'estimation.

Les validations requises à l'effet que les soumissionnaires recommandés Stantec Experts-conseils Itée/Réal-Paul Architecte inc. ne font pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, ces soumissionnaires ne sont pas inscrits sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal

Les soumissions recommandées sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.



Ce contrat est visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP)*, en vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entrée en vigueur le 2 novembre 2015.

La firme Stantec Experts-conseils ltée détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) expirée mais la demande de renouvellement est jointe au présent dossier.

La firme Réal-Paul Architecte inc. détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Une copie de l'autorisation est jointe au présent dossier.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total relatif au contrat à octroyer est de 3 196 097,15 \$, taxes incluses, comprenant le coût du contrat d'un montant de 3 043 902,05 \$, ainsi qu'un montant de 152 195,10 \$, taxes incluses, pour des dépenses admissibles.

La dépense de 3 196 097,15 \$, taxes incluses, représente un coût net de 2 918 462,71\$, lorsque diminuée des ristournes des taxes fédérales et provinciales.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La gestion des infrastructures de production d'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020* : « *Optimiser la gestion de l'eau* ».

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le refus du présent dossier, la désuétude des équipements met à risque les opérations de l'usine, ce qui pourrait compromettre la qualité de l'eau potable.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation du dossier décisionnel : février 2019

Début du mandat : mars 2019

Fin du contrat : décembre 2021

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Faical BOUZID  
c/s - Bureau Projets

**Tél :** 514 868-5144  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Christian MARCOUX  
Chef de division - Infrastructure Usines &  
Réservoirs

**Tél :** 514 872-3483  
**Télécop. :** 514 872-8146

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN  
Directeur de l'eau potable  
**Tél :** 514 872-5090  
**Approuvé le :** 2019-01-24

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2019-02-01

Le 20 février 2017

RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.  
A/S MONSIEUR RÉAL PAUL  
5605, DE GASPÉ, BUREAU 403  
MONTRÉAL (QC) H2T 2A4

N° de décision : 2017-CPSM-1010702  
N° de client : 3001138812

**Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). RÉAL PAUL ARCHITECTE INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier  
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 23 janvier 2019 à 19:30**

## Fiche de l'entreprise

Nom : RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.

Adresse du siège social : 5605, DE GASPÉ, 403, MONTRÉAL, QC, H2T 2A4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3001138812

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1170528856

Autres noms d'affaires
<ul style="list-style-type: none"><li>Aucun</li></ul>



Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la [demande d'information](#).



**AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
FINANCIERS**

Québec  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
www.lautorite.qc.ca

Montréal  
800, square Victoria, 22e étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090

July 7, 2017

STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE  
10160, 112 ST NW  
SUITE 200  
EDMONTON AB T5K 2L6

Re: Acknowledgement of receipt Application for renewal of authorization to enter into a public contract/subcontract

---

We have received your « Application for renewal of authorization to enter into a public contract/subcontract ». See below for important information regarding this application :

Client No. : 3000241872  
Application/request No. : 1731460276  
Payment confirmation No. : 000218290379

If you have access to AMF E-Services and you have initiated this application, you can consult the status of your application in "Follow up on applications/requests" under « Client File».

Should you have any questions, please call the AMF Information Centre at 1-877-525-0337.

Yours truly,

Autorité des marchés financiers

## Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 23 janvier 2019 à 19:30****Fiche de l'entreprise**

Nom : STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE

Adresse du siège social : 10220, 103 AVE NW, BUR.400, EDMONTON, AB, T5J 0K4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000241872

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1170241336

## Autres noms d'affaires

- DESSAU/CIMA+
- 
- DESSAU/GÉNIPUR
- 
- GESTRANS
- 
- GROUPEMENT DESSAU - CIMA +
- 
- GROUPEMENT DESSAU - GENIVAR
- 
- GROUPEMENT DESSAU - GFBH
- 
- GROUPEMENT DESSAU -SM- ROCHE
- 
- GROUPEMENT DESSAU/ BPR
- 
- GROUPEMENT DESSAU/PLURITEC
- 
- GROUPEMENT DESSAU/SNC LAVALIN
- 
- GROUPEMENT DST
- 
- LVM/DESSAU
- 
- SOCIÉTÉ GESTRANS
- 
- STANTEC CONSULTING LTD.
- 
- STANTEC/HYDROSYS

**Dossier # : 1196843001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 - (2 soumissionnaires)

### SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

### FICHIERS JOINTS



int. octroi 18-17314.pdf



SEAO Liste des commandes.pdf



18-17314 PV.pdf



grille comité 18-17314.pdf

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER  
 Agent d'approvisionnement II  
**Tél : 514-872-5359**

### ENDOSSÉ PAR

Denis LECLERC  
 Chef de section  
**Tél : 514-872-5241**  
**Division :**

Le : 2019-01-24

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

### ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

#### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17314 No du GDD : 1196843001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la surveillance des travaux de modernisation et réfection de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

#### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 13 - 12 - 2018 Date du dernier addenda émis : 7 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 13 - 12 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Date du comité de sélection : 16 - 1 - 2019

#### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11 Nbre de soumissions reçues : 3 % de réponses : 27,27

Nbre de soumissions rejetées : 1 % de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom) : WSP Canada Inc. Motif de rejet: administratif et / ou technique  
Pas obtenu la note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2019

#### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
SNC Lavalin Inc.	3 401 476,17 \$		
Stantec experts-conseils Ltée.	3 196 097,15 \$	X	

#### Information additionnelle

Des huit firmes n'ayant pas soumis d'offres, une était l'ARTM, deux des firmes d'architectes qui ne pouvaient déposer puisque la coordination doit être fait par des ingénieurs, une est sous-traitante d'un soumissionnaire et une trouvait la demande trop restrictive. Nous n'avons pas de réponse des trois restantes.

Préparé par : Pierre L'Allier Le 16 - 1 - 2018



18-17314 - Services professionnels pour la surveillance des travaux de modernisation et réfection de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.

18-17314 - Services professionnels pour la surveillance des travaux de modernisation et réfection de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.												
	<div>Présentation de l'offre</div>	<div>Compréhension du mandat (5%) et méthodologie proposée (5%).</div>	<div>Expérience et expertise de la firme d'ingénieurs (15%) et de la firme d'architectes (5%).</div>	<div>Qualification et expérience du personnel affecté au mandat</div>	<div>Qualification et expérience du Coordonnateur de projet</div>	<div>Système électronique de gestion documentaire</div>	<div>Pointage intérimaire total</div>	<div>Prix</div>	<div>Pointage final</div>		<div>Comité</div>	
FIRME	5%	10%	20%	30%	30%	5%	100%	\$		Rang	Date	mercredi 16-01-2019
SNC Lavalin Inc.	3,67	8,33	16,33	23,33	22,67	4,17	78,5	3 401 476,17 \$	0,38	2	Heure	9h00
Stantec experts-conseils Ltée.	3,67	7,33	14,67	21,67	23,00	4,17	74,5	3 196 097,15 \$	0,39	1	Lieu	255 Crémazie Est, 4ième étage
WSP Canada Inc.	3,67	7,33	12,00	18,33	22,00	3,00	66,3			Non conforme		
0							-		-		Multiplicateur d'ajustement	
0							-		-		10000	
Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier											



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

Information

Description

Classification

Conditions

Documents

Modalités

Résumé

Addenda

› Liste des commandes

Résultats d'ouverture

Contrat conclu

# Liste des commandes

**Numéro** : 18-17314

**Numéro de référence** : 1213519

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Ville de Montréal - Services professionnels pour la surveillance des travaux de modernisation et réfection de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	<a href="#">Madame Karima Aïnenas.</a> Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	<b>Commande : (1510847)</b>	3028163 - 18-17314
		2018-11-12 15 h 06	Addenda 1
			2018-11-21 10 h 37 - Courriel
		<b>Transmission :</b>	3029995 - 18-17314
		2018-11-12 15 h 06	Addenda 2
			2018-11-26 13 h 27 - Courriel
			3035931 - 18-17314
			Addenda 3 (devis)
			2018-12-07 14 h 49 - Courriel
			3035932 - 18-17314
Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) 700, rue De La Gauchetière Ouest bureau 2110 Montréal, QC, H3B 5M2	<a href="#">Monsieur Yoan Landry.</a> Téléphone : 514 409-2786 Télécopieur : 514 000-0000	<b>Commande : (1520425)</b>	3028163 - 18-17314
		2018-12-10 14 h 55	Addenda 1
			2018-12-10 14 h 55 - Téléchargement
		<b>Transmission :</b>	3029995 - 18-17314
			Addenda 2

<a href="http://artm.quebec">http://artm.quebec</a>		2018-12-10 14 h 55	2018-12-10 14 h 55 - Téléchargement 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-10 14 h 55 - Téléchargement 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-10 14 h 55 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 <a href="http://www.cima.ca">http://www.cima.ca</a>	<a href="#">Madame Linda Fontaine</a> Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	<b>Commande : (1511059)</b> 2018-11-13 9 h 13 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 9 h 13	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	<a href="#">Madame Ginette Laplante</a> Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	<b>Commande : (1510719)</b> 2018-11-12 12 h 02 <b>Transmission :</b> 2018-11-12 12 h 02	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

LGT 130-1000 rte de l'Église Québec, QC, G1V 3V9 <a href="http://www.lgt.ws/">http://www.lgt.ws/</a>	<a href="#">Madame Nathalie Ruest.</a> Téléphone : 418 651-3001 Télécopieur : 418 653-6735	<b>Commande : (1517457)</b> 2018-11-30 9 h 11 <b>Transmission :</b> 2018-11-30 9 h 11	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-30 9 h 11 - Téléchargement 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-30 9 h 11 - Téléchargement 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1	<a href="#">Madame Anne-Marie Froment.</a> Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	<b>Commande : (1511504)</b> 2018-11-14 8 h 29 <b>Transmission :</b> 2018-11-14 8 h 29	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Réal Paul Architecte Inc. 5605 avenue de Gaspé bureau 403 Montréal, QC, H2T 2A4	<a href="#">Madame Geneviève Chemouil</a> Téléphone : 514 954-0003 Télécopieur : 514 954-0111	<b>Commande : (1511891)</b> 2018-11-14 16 h 10 <b>Transmission :</b> 2018-11-14 16 h 10	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314

			Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert- Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	<a href="#">Madame Claudine Talbot.</a> Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	<b>Commande : (1511457)</b> 2018-11-13 19 h 25 <b>Transmission :</b> 2018-11-13 19 h 25	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
St-Gelais Montminy architectes 468, rue St-Jean, Bureau 300 Montréal, QC, H2Y2S1 <a href="http://www.stgm.net">http://www.stgm.net</a>	<a href="#">Madame Vanessa Côté-Courtemanche</a> Téléphone : 514 274-8410 Télécopieur :	<b>Commande : (1518413)</b> 2018-12-04 9 h 17 <b>Transmission :</b> 2018-12-04 9 h 17	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-12-04 9 h 17 - Téléchargement 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-12-04 9 h 17 - Téléchargement 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9	<a href="#">Madame Caroline Champagne</a> Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	<b>Commande : (1511057)</b> 2018-11-13 9 h 12 <b>Transmission :</b>	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2

		2018-11-13 9 h 12	2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 <a href="http://www.wspgroup.com">http://www.wspgroup.com</a>	<a href="#">Madame Martine Gagnon.</a> Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	<b>Commande : (1510774)</b> 2018-11-12 13 h 51 <b>Transmission :</b> 2018-11-12 13 h 51	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation

Partenaires



[Plan du site](#)  
[Accessibilité](#)  
[UPAC-Signaler un acte  
répréhensible](#)

[Marchés publics hors  
Québec](#)  
[Registre des entreprises  
non admissibles](#)  
[Autorité des marchés  
financiers](#)

[Polices supportées](#)


© 2003-2018 Tous droits réservés

**Dossier # : 1196843001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 - (2 soumissionnaires)

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



Information comptable DEP 1196843001.xlsx

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY  
 Préposée au budget  
**Tél : 514-872-0893**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Leilatou DANKASSOUA  
 Conseillère budgétaire  
**Tél : 514 872-2648**  
**Division :** Division du conseil et du soutien financier -Point de service Eau - Environnement





(1)

**Dossier # : 1183217001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division de l'inspection des aliments
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'entente entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019;
2. d'autoriser la réception d'une contrepartie financière du gouvernement du Québec au montant de 4 685 635\$ pour l'année 2019 ;
3. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-11 15:28

**Signataire :** Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1183217001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division de l'inspection des aliments
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal.

## CONTENU

### CONTEXTE

L'inspection de l'hygiène et salubrité des 14 000 établissements alimentaires de l'agglomération montréalaise et sous la responsabilité de la Division de l'inspection des aliments de la Ville qui fait partie du Service de l'environnement. Il s'agit d'une responsabilité déléguée à la Ville par le gouvernement provincial par l'entremise d'une entente avec le MAPAQ. L'entente finance entièrement les coûts directs et indirects de l'activité à près de 4,7 millions de dollars par année et permet à la Ville de conserver les montants des contraventions en salubrité d'environ 800 000\$ par année.

Depuis le 1er janvier 2002, la Ville de Montréal a pris la relève de la CUM en ce qui a trait à l'inspection des aliments. L'entente entre le MAPAQ et la Ville de Montréal sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments a été renouvelée depuis 2002 pour des périodes variant de un à trois ans.

Le 4 décembre 2002, le Conseil des ministres a adopté le décret numéro 1409-2002 qui autorise le MAPAQ à conclure avec la Ville, des ententes relatives à l'application de dispositions, de lois, de règlements, d'ordonnances ou de décrets dont le MAPAQ est responsable en matière d'inspection des aliments. Depuis le 1er janvier 2003, la Ville applique la réglementation provinciale en cette matière. De plus, en vertu de l'article 165.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, la compétence de conclure et d'appliquer l'entente sur l'inspection des aliments est assimilée à une compétence d'agglomération. La gestion de cette activité relève légalement de la Ville de Montréal et plus précisément de la Direction générale adjointe à la qualité de vie.

Par l'entremise de cette entente et le cadre juridique des articles 29.2 et 29.2.1 de la Loi sur les cités et ville, le Ministre confie à la Ville l'application du régime du Québec (RLRQ, c. P-29) dans les lieux d'inspection tout en maintenant un système d'inspection harmonisé partout au Québec. Cette entente permet à la Ville d'appliquer la réglementation provinciale en matière d'hygiène et de salubrité alimentaire, d'intenter des poursuites judiciaires à la Cour municipale et de conserver les revenus générés par les amendes. La présente entente

constitue également un mandat en vertu de l'article 67.2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La dernière entente a pris fin le 31 décembre 2018. Suite à une série d'échanges entre les représentants du MAPAQ et de la Ville, une nouvelle entente est proposée pour un an soit du 1er janvier au 31 décembre 2019.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG-17-0539 - 30 novembre 2017 - Approbation de l'entente avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, relative au fonctionnement et au financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville.

## **DESCRIPTION**

La nouvelle Entente 2019 est similaire à la précédente (voir entente en pièce jointe): Elle balise les programmes et normes d'inspection des établissements alimentaires et les prélèvements devant être effectués par les inspecteurs de la Ville. L'inspection des quelques 14 000 établissements alimentaires de l'agglomération montréalaise des secteurs de la restauration, vente au détail, transformation, distribution et de l'entreposage des aliments doit se faire en fonction de la méthode d'inspection basée sur le risque (IBR) et du Programme de gestion des risques supérieurs (PGRS) du MAPAQ. Elle autorise la Division de l'inspection des aliments de la Ville d'entreprendre, lorsque nécessaire, les mesures coercitives telles que saisies, confiscations et ordonnances de cessation temporaire des activités des établissements ainsi que poursuites pénales en cas d'infractions à l'une des dispositions du régime du Québec ou de l'observation d'un danger imminent pour la santé des consommateurs. En échange, le MAPAQ octroie une contrepartie financière de 4 685 635 \$ en 2019 assurant le financement des activités d'inspection et les activités du laboratoire de la Division de l'expertise technique de la Ville de Montréal.

Dans l'entente 2019, la Ville s'engage plus précisément à:

- Inspecter les établissements alimentaires selon les fréquences d'inspection établies par le MAPAQ ainsi que leurs politiques et procédures;
- Participer aux divers rencontres et échanges avec le MAPAQ;
- Continuer de suivre les recommandations du Rapport de la Direction de l'évaluation de programmes et de la vérification interne du MAPAQ ainsi que celles du Rapport du vérificateur général du Québec et de la Ville de Montréal;
- Appliquer les mesures coercitives incluses dans le Programme de gestion des risques supérieures en sécurité des aliments et tenter les poursuites pénales devant la Cour municipale de Montréal.
- Fournir sur demande au MAPAQ tout rapport d'évaluation réalisé par le Bureau de normalisation du Québec (BNQ) ainsi que tout autre document jugé pertinent dans le cadre de l'accréditation ISO 17025;
- Recruter comme inspecteurs des personnes dont les qualifications sont conformes aux normes prescrites par le MAPAQ et associer le MAPAQ au processus de sélection du personnel inspecteur;
- Participer aux formations en inspection offertes par le ministère;
- Effectuer les prélèvements des échantillons d'aliments conformément à la programmation analytique du MAPAQ;
- Fournir à chaque mois un rapport des activités de la Ville;
- Respecter et appliquer l'entente auxiliaire avec l'Agence Canadienne de l'Inspection des Aliments (ACIA) et son cahier de charges.

Précisions que la Division de l'inspection des aliments répond de façon satisfaisante aux attentes du MAPAQ ainsi qu'aux recommandations énumérées dans le Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal sur l'exercice se terminant le 31 décembre 2013 et qu'au dernier Rapport de suivi de vérification GV20-14-05 de la Direction de l'évaluation de programmes et de la vérification interne du Québec (DEPVI).

## **JUSTIFICATION**

Depuis le 1er janvier 2003, les inspecteurs de la Division appliquent la réglementation provinciale suite à l'abrogation du règlement 93 de la CUM relatif à l'inspection des aliments dans les établissements de restauration et de vente au détail. C'est uniquement dans le cadre juridique d'une entente avec le MAPAQ que la Ville de Montréal peut continuer à œuvrer en matière d'inspection des aliments sur son territoire.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour l'entente 2019, la contribution financière du MAPAQ sera de 4 685 635 \$ par année plus taxes.

Contributions du MAPAQ (2016-2018)

2016 : 4 100 000 \$

2017 : 4 100 000 \$

2018 : 4 647 300 \$

Selon les informations disponibles en date d'aujourd'hui il est prévu que la Division de l'inspection des aliments de la Ville atteigne l'autofinancement des coûts directs et indirects pour la période 2019 grâce à la contribution financière du MAPAQ et aux montants d'amendes générés par les poursuites judiciaires contre les contrevenants en matière d'hygiène et de salubrité des aliments : 4,685 M\$ subvention + 0,870 M\$ revenus amendes - 5,448 M\$ coûts directs et indirects = 0,107 M\$.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Faute d'entente, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sera le seul et unique responsable de l'application de la réglementation relative aux aliments sur tout le territoire du Québec y compris la Ville de Montréal. Le MAPAQ serait alors tenu d'assurer lui-même les services d'inspection des aliments sur le territoire de l'agglomération montréalaise.

Le MAPAQ ne possède pas les ressources nécessaires pour assurer la prestation adéquate des services d'inspection des aliments sur ce territoire. Ainsi la qualité des services serait compromise de façon importante mettant en péril la sécurité alimentaire des citoyens de l'agglomération.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec la Direction des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Séances visées:

Comité exécutif du 2019-02-13

Conseil municipal du 2019-02-25  
Conseil d'agglomération du 2019-02-28

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nathalie GRATTON  
Secrétaire d'unité administrative

**Tél :** 514 280-3563  
**Télécop. :** 514 280-4318

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-12-19

Myrta MANTZAVRAKOS  
Chef de division de l'inspection des aliments

**Tél :** 514 280-4303  
**Télécop. :** 514 280-4318

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Roger LACHANCE  
Directeur

**Tél :** 514 872-7540  
**Approuvé le :** 2019-01-11

**Dossier # : 1183217001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division de l'inspection des aliments
<b>Objet :</b>	Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal.

### SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

### COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, l'entente ci-jointe.

---

### FICHIERS JOINTS



[Entente MAPAQ 20-12-18.pdf](#)

---

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE  
Avocate  
**Tél : 514-872-2138**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-08

Marie-Chantal VILLENEUVE  
Avocate  
**Tél : 514-872-2138**  
**Division : Droit contractuel**



**ENTENTE SUR LE FONCTIONNEMENT  
ET LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES  
D'INSPECTION DES ALIMENTS DE LA VILLE  
DE MONTRÉAL DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**ENTRE**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES  
ET DE L'ALIMENTATION**, M. André Lamontagne, agissant  
pour et au nom du gouvernement du Québec, sous l'autorité de la  
*Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de  
l'Alimentation* (RLRQ, c. M-14), ici représenté par M. Marc Dion,  
sous-ministre, dûment autorisé par l'article 12 de cette loi;  
ci-après appelé le « **MINISTRE** »

**ET**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont  
l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal,  
Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M<sup>re</sup> Yves Saindon,  
greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la  
résolution CG06 0006.

ci-après appelée la « **VILLE** »

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE**

le 4 décembre 2002, conformément à  
l'article 29.2 de la *Loi sur les cités et  
villes* (RLRQ, chapitre C-19), le  
gouvernement a autorisé le  
**MINISTRE** à conclure avec la **VILLE**  
des ententes relatives à l'application  
sur le territoire de la **VILLE** de  
dispositions de lois, de règlements,  
d'ordonnances ou de décrets dont le  
**MINISTRE** est responsable de  
l'application en matière d'inspection  
des aliments;

**ATTENDU QUE** le MINISTRE veut conclure avec la  
VILLE une telle entente;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Canada et le  
gouvernement du Québec ont conclu  
l'*Entente-cadre Canada - Québec*  
*concernant les activités d'inspection*  
*des aliments* (annexe D);

**ATTENDU QU'** à la suite de l'Entente-cadre, le  
gouvernement du Québec a la  
responsabilité d'exercer certaines  
activités d'inspection en vertu  
notamment de la *Loi sur les aliments et*  
*drogues* (L.R.C., (1985), c. F-27) et de  
la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage*  
*des produits de consommation* (L.R.C.,  
(1985), c. C-38) ainsi que de leurs  
règlements.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**1. INTERPRÉTATION**

**1.1 Définitions**

Aux fins de la présente entente, les expressions et termes suivants  
signifient :

« *personne autorisée* » : une personne visée au paragraphe f) de  
l'article 1 de la *Loi sur les produits alimentaires*  
(RLRQ, chapitre P-29);

« *inspection* » : ensemble des activités, tâches et autres démarches  
effectuées par une personne autorisée, pour assurer l'application du  
régime du Québec, selon les règles de l'art;



« *documents d'inspection* » : documents sur lesquels la personne autorisée inscrit son évaluation, ses observations ou toutes autres interventions et dont une copie peut être remise à l'inspecté;

« *programmes d'inspection* » : mécanismes de fonctionnement de l'ensemble des ressources humaines et matérielles utilisées par la VILLE pour assurer le respect du régime du Québec en fonction du nombre et de la nature des établissements à inspecter, de la fréquence d'inspection, de la durée et du nombre de visites d'inspection comprenant aussi les rapports techniques en découlant ainsi que le nombre d'effectifs affectés à ces tâches;

« *régime du Québec* » : *Loi sur les produits alimentaires* et les règlements édictés en vertu de celle-ci ainsi que toutes autres délégations ou responsabilités qui seraient pris en charge par le Ministère et qui peuvent s'exercer par l'instance municipale dans le cadre normal des visites d'inspection;

« *lieux d'inspection* » : les établissements de vente au détail d'aliments, de restauration ou d'hôtellerie (secteur tertiaire), de transformation et de distribution, les véhicules servant à livrer des aliments aux consommateurs, les distributeurs automatiques d'aliments ainsi que les lieux où il y a fourniture de services moyennant rémunération, le tout constituant un ensemble d'établissements situés sur le territoire de la VILLE et dont les noms et adresses sont inscrits au fichier de la VILLE selon sa mise à jour systématique;

« *ministère* » : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec;

« *constat d'infraction* » : constat conforme au *Règlement sur la forme des constats d'infraction* (Décret 1211-97, G.O. II, 6454, 17 septembre 1997 et ses modifications);

« *rapport d'infraction* » : rapport conforme au *Règlement sur la forme des rapports d'infraction* (Décret 1210-97, G.O. II, 6441, 17 septembre 1997 et ses modifications).

1166V

## **1.2 Documents contractuels**

Les annexes mentionnées à la présente entente font partie intégrante de cette entente. La VILLE reconnaît en avoir reçu une copie, les avoir lues et consent aux normes et aux conditions qui y sont énoncées.

La présente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet.

En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaut.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

Dans le cadre juridique des articles 29.2 et 29.2.1 de la *Loi sur les cités et villes*, le MINISTRE confie à la VILLE l'application du régime du Québec dans les lieux d'inspection situés sur le territoire de la VILLE tout en maintenant un système d'inspection harmonisé sur tout le territoire du Québec. La présente entente constitue également un mandat en vertu de l'article 67.2 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

## **3. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et se termine le 31 décembre 2019.

## **4. OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **4.1 Obligations du MINISTRE**

Le MINISTRE s'engage à verser à la VILLE la contrepartie prévue à l'article 5 pour l'exécution complète et entière des obligations prévues à la présente entente, sans autres frais, coûts ou dépens que ce soit et conformément aux modalités de paiement prévues à l'article 6.

M66V

## **4.2 Obligations de la VILLE**

### **4.2.1 Obligations générales**

La VILLE s'engage à exécuter, pour toute la durée de l'entente, l'ensemble des travaux décrits dans la présente entente ainsi que ses annexes et tout autre document auquel elle renvoie, ce qui inclut les travaux qui, bien que non spécifiquement énumérés dans ces documents sont requis suivant la nature de la présente entente.

### **4.2.2 Recrutement des inspecteurs**

La VILLE s'engage à ne recruter comme inspecteurs que des personnes dont les qualifications sont conformes aux normes prescrites dans le *Recueil des politiques de gestion* concernant la classification des inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale (corps d'emploi 230) adopté par le Conseil du Trésor en vertu de la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, chapitre F-3.1.1) (annexe II).

La VILLE s'engage également à associer le MINISTRE au processus de sélection du personnel appelé à être engagé pour pourvoir des postes permanents reliés à l'inspection des aliments lorsque ces postes deviennent vacants.

### **4.2.3 Formation des inspecteurs**

La VILLE doit s'assurer que le personnel d'inspection participe aux formations en matière d'inspection offertes par le MINISTRE.

### **4.2.4 Application des programmes d'inspection**

La VILLE s'engage à appliquer sur son territoire les programmes d'inspection, d'intervention et d'analyse du Ministère conformément aux modalités décrites dans les documents, procédures et directives en vigueur au Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments (SMSAIA) et dont la VILLE reconnaît avoir reçu copie. De plus, la VILLE s'engage à effectuer certaines interventions « ad hoc » à la demande du Ministère.

MEV

L'exécution des programmes d'inspection et d'intervention doit se faire en réalisant les activités d'inspection prévues dans le programme d'inspection et d'intervention du SMSAIA et ce, dans le respect des limites de retards suivantes :

- 10 jours/35 jours ouvrables pour la procédure de suivi au plaignant;
- 7 % de retards pour toutes priorités IBR confondues;
- 1 % de retards pour les priorités 1 et suivis de maîtrise;
- aucun retard de plus de 1 an pour tous les établissements.

L'ordre de priorité dans l'élaboration des programmes d'inspection doit être établi en se basant sur le document « *Guide de planification des activités d'inspection* ». Le Ministère transmettra la version la plus récente de ce document à la VILLE ainsi que toute version subséquente dans les plus brefs délais.

Les mises à jour nécessaires dans le système d'information de gestion de l'inspection devront être effectuées afin de donner suite aux modifications réalisées par le Ministère dans son propre système.

La VILLE s'engage à appliquer le cadre d'intervention du Ministère visant la diminution des toxi-infections alimentaires et à fournir les données pertinentes pour une coordination provinciale.

La VILLE s'engage à appliquer les modifications des lignes directrices relatives aux mesures coercitives incluses dans le *Programme de gestion des risques supérieurs en sécurité des aliments* au moment de leur parution.

Si d'autres directives ou procédures sont préparées au cours de la présente entente, elles devront être présentées à la VILLE qui devra les mettre en application.

M66U

#### 4.2.5 Prélèvements

La VILLE voit à faire effectuer le prélèvement des échantillons nécessaires à l'évaluation de la qualité des aliments conformément aux modalités, aux techniques d'application et au nombre de prélèvements prévus aux programmes de surveillance remis à la VILLE au début de chaque année. Les programmes d'échantillonnage pourront être modifiés en cours d'application en fonction des exigences de la situation. Les résultats des analyses réalisées par la VILLE dans le cadre de la présente entente deviendront la propriété du MINISTRE et devront lui être transmis sur demande.

En l'absence de disposition légale spécifique, la VILLE effectue les analyses de laboratoire spécifiées aux programmes de surveillance communiqués conformément au premier alinéa selon les dernières recommandations du Comité sur l'élaboration des critères microbiologiques dans les aliments (CECMA).

De plus, la VILLE s'assurera de maintenir un programme informatique de gestion des échantillons compatible avec celui du laboratoire du Ministère et de maintenir son accréditation ISO 17025 auprès du Conseil canadien des normes (CCN) pour toutes les analyses faites pour le Ministère et pour lesquelles le Ministère possède une accréditation ISO 17025. La liste des analyses relevant du domaine alimentaire pour lesquelles le Ministère est accrédité se retrouve à l'annexe III. La VILLE s'engage à fournir sur demande du Ministère tout rapport d'évaluation réalisé par le Bureau de normalisation du Québec (BNQ) ainsi que tout autre document jugé pertinent dans le cadre de l'accréditation ISO 17025. Dans l'impossibilité de conserver une accréditation ISO 17025, les échantillons prélevés sur le territoire de la Ville seront analysés par le laboratoire du Ministère à compter de cette date et un montant de 1 116 190 \$ sera ainsi soustrait de la contrepartie annuelle prévue pour la période restante de la présente entente.

M66V

#### 4.2.6 Poursuites pénales

##### 4.2.6.1 Identité du poursuivant

Dans le cas de poursuite pénale pour une infraction à l'une des dispositions du régime du Québec commise sur le territoire de la VILLE, la poursuite peut être intentée :

- soit par le Procureur général du Québec ou le Directeur des poursuites criminelles et pénales, conformément aux paragraphes 1° et 1.1° de l'article 9 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, chapitre C-25.1);
- soit par la VILLE conformément au paragraphe 2° de l'article 9 du *Code de procédure pénale* et de l'article 29.2.1 de la *Loi sur les cités et villes*. Dans ce cas, la poursuite peut être intentée devant la cour municipale ayant compétence sur ce territoire et l'amende appartient au poursuivant.

##### 4.2.6.2 Administration de la preuve

Sous réserve des paragraphes 1°, 1.1° et 2° de l'article 9, de l'article 62 et des sections II et III du chapitre IV du *Code de procédure pénale* ainsi que de l'article 56.1 de la *Loi sur les produits alimentaires*, dans le cas de recommandations de poursuites pénales, l'original des rapports d'infraction généraux et, le cas échéant, des procès-verbaux de prélèvement, de saisie ainsi que des rapports d'analyses sont adressés :

- dans le cas de poursuites intentées par le Procureur général du Québec ou le Directeur des poursuites criminelles et pénales, à la sous-ministre adjointe du Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments (SMSAIA) avec une recommandation de poursuite de l'inspecteur qui a rédigé le rapport d'infraction général ou de ses supérieurs, attestant sommairement les motifs à l'appui de leur recommandation. La recommandation doit être accompagnée des rapports d'infraction généraux ou rapports d'inspection antérieurs relatifs au contrevenant et des informations identifiant les nom, dénomination ou raison sociale, adresse, siège social ou plan d'affaires des personnes en défaut et tout autre information ou document nécessaire à la constitution de la preuve judiciaire requise

MLB

permettant au Procureur général du Québec ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales d'intenter des poursuites pénales;

- dans le cas de poursuites intentées par la VILLE, au chef des services juridiques de la VILLE ou au service responsable d'entreprendre les poursuites pénales de la VILLE, avec une recommandation de poursuite de l'inspecteur qui a rédigé le rapport d'infraction général ou de ses supérieurs, attestant sommairement les motifs à l'appui de leur recommandation. La recommandation doit être accompagnée des rapports d'infraction généraux ou rapports d'inspection antérieurs relatifs au contrevenant afin de constituer la preuve judiciaire requise leur permettant d'intenter des poursuites pénales. Dans ce cas, la VILLE est responsable de la préparation de tout document approprié afin de constituer la preuve judiciaire requise lui permettant d'intenter des poursuites pénales pour les infractions constatées.

#### **4.2.6.3 Témoignage des inspecteurs**

Si, à la suite de la recommandation, des poursuites pénales sont intentées par le Procureur général du Québec, par le Directeur des poursuites criminelles et pénales ou par la VILLE, cette dernière voit à ce que l'inspecteur qui a fait le rapport d'infraction général et les procès-verbaux s'y rapportant soit disponible à la date où la cause est instruite afin de témoigner, s'il y a lieu, des constatations portées à son rapport d'infraction général et à son procès-verbal. Il en est de même pour l'analyste à l'égard de son rapport d'analyse.

#### **4.2.6.4 Permis d'exploitation**

Concernant les permis d'exploitation prévus à la *Loi sur les produits alimentaires*, la VILLE fournit aux exploitants toute l'information requise. La VILLE expédie au Ministère avec son rapport d'activités mensuel la liste des nouveaux exploitants qui opèrent sans permis et des exploitants qui ont cessé leurs opérations. La VILLE fait les constats d'infraction nécessaires et donne suite aux avis expédiés par le Ministère dans les délais prévus.

M66V

#### **4.2.6.5 Utilisation du constat d'infraction**

Un constat d'infraction peut être utilisé à l'égard des infractions mentionnées aux annexes IV et V.

### **5. CONTREPARTIE**

La contrepartie est fixée à 4 685 635 \$ pour l'année 2019. Cette somme servira de contrepartie pour toutes activités confondues, incluant les activités d'inspection, de communication, d'information à la clientèle et de laboratoire.

### **6. MODALITÉS DE PAIEMENT**

Les sommes prévues à l'article 5 seront payables à la VILLE en quatre versements ainsi répartis :

- 25 % de la totalité de la contrepartie relative à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019 sera versé le 15 avril 2019;
- 25 % de la totalité de la contrepartie relative à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019 sera versé le 15 mai 2019;
- 25 % de la totalité de la contrepartie relative à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019 sera versé le 15 juillet 2019;
- 25 % de la totalité de la contrepartie relative à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019 sera versé le 15 octobre 2019;

### **7. RAPPORT, INFORMATION ET CONSULTATION**

#### **7.1 Rapport d'opérations**

La VILLE s'engage à transmettre, à la demande du MINISTRE, les données relatives aux inspections réalisées, à la gestion des plaintes, à la gestion des retards ainsi qu'aux mesures coercitives exercées.

14660



De plus, la VILLE s'engage à transmettre, à la demande du MINISTRE, les données d'inspection relatives à la reddition de compte publique du Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments.

La VILLE s'engage également à fournir selon les échéanciers prévus les rapports servant à mesurer l'atteinte des exigences.

#### **7.2 Collaboration et échange d'information**

La VILLE et le MINISTRE acceptent d'échanger entre leurs services d'inspection respectifs toute information de nature à améliorer l'hygiène et la salubrité des établissements et la surveillance des aliments faisant l'objet des programmes d'inspection de la VILLE.

À cette fin, il y aura des échanges entre les coordonnateurs représentant le MINISTRE et la VILLE pour discuter des divers problèmes relatifs à la programmation et aux opérations ainsi que pour y effectuer les correctifs nécessaires et réviser, au besoin, les formulaires utilisés dans le cadre de l'application des dispositions prévues à la présente entente.

De plus, à la demande d'une des parties, les coordonnateurs peuvent se rencontrer pour discuter des problèmes soulevés dans l'application de cette entente. En outre, la VILLE sera invitée à participer à divers comités.

La VILLE accepte de participer aux échanges d'information mensuels du comité de gestion opérationnelle afin de coordonner les différents programmes généraux ainsi que la programmation analytique.

Le plan de perfectionnement du personnel du SMSAIA et ses mises à jour seront transmis à la VILLE.

#### **7.3 Information relative aux condamnations**

La VILLE s'engage à fournir au MINISTRE, dans les meilleurs délais, toute information relative à une condamnation obtenue dans le cadre d'application de la présente entente.

M 1166

8. VÉRIFICATION DU TRAVAIL D'INSPECTION ET DE LABORATOIRE

La VILLE accepte que le MINISTRE procède à la vérification des programmes d'inspection et d'intervention appliqués par la VILLE par la revue des dossiers d'inspection, par des inspections effectuées par des personnes autorisées par le MINISTRE et par la vérification des activités reliées aux analyses accréditées ISO 17025 effectuées dans les laboratoires de la VILLE. La VILLE s'engage à mettre en place les recommandations contenues dans les rapports d'audit du système de gestion de la qualité du laboratoire de la division de l'expertise technique de la VILLE, selon les échéanciers prévus dans ces rapports remis à la VILLE par le MAPAQ au cours de la période visée par la présente entente.

La VILLE accepte également que le MINISTRE effectue la vérification des opérations administratives, des données financières, la vérification des activités d'inspection par la VILLE ainsi que la vérification de l'application du *Plan d'uniformisation des activités d'inspection*. La VILLE s'engage à fournir tous les renseignements et documents nécessaires à cette fin. Sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, les résultats de la vérification sont à l'usage exclusif des parties.

9. ENTENTE-CADRE CANADA - QUÉBEC  
CONCERNANT LES ACTIVITÉS D'INSPECTION  
DES ALIMENTS

La VILLE s'engage à respecter et à appliquer dans les lieux d'inspection l'*Entente-cadre Canada - Québec concernant les activités d'inspection des aliments* (annexe I) ainsi que ses ententes auxiliaires. Ces activités sont effectuées dans le cadre normal des visites et programmes déjà planifiés.

La présente entente doit être interprétée, en y faisant les adaptations nécessaires, de manière à permettre l'application de l'entente-cadre sur le territoire de la VILLE.

Le MINISTRE demeure l'interlocuteur principal auprès de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

MEL

**10. LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**10.1 Renseignements personnels**

La VILLE, dans le cadre de l'exécution de la présente entente, s'engage à respecter la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

En outre, considérant que les renseignements personnels sont confidentiels et afin d'assurer cette confidentialité lorsque des renseignements personnels sont communiqués à la VILLE pour la réalisation de l'entente et, le cas échéant, lorsque des renseignements personnels sont générés à l'occasion de sa réalisation (ci-après désignés « renseignements personnels »), la VILLE s'engage notamment à :

- 1° informer son personnel des obligations stipulées à la présente disposition et diffuser à cet égard toute l'information pertinente;
- 2° rendre accessibles les renseignements personnels, au sein des membres de son personnel, uniquement à ceux qui ont qualité pour les recevoir, lorsqu'ils sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions;
- 3° utiliser les renseignements personnels uniquement pour la réalisation de l'entente;
- 4° recueillir un renseignement personnel au nom du MINISTRE dans les seuls cas où cela est nécessaire à la réalisation de l'entente. Si la collecte s'effectue verbalement, la VILLE doit se nommer et lors de la première collecte de renseignements et par la suite sur demande, l'informer :
  1. du nom et de l'adresse de l'organisme public au nom de qui la collecte est faite;
  2. des fins pour lesquelles ce renseignement est recueilli;
  3. des catégories de personnes qui auront accès à ce renseignement;
  4. du caractère obligatoire ou facultatif de la demande;

MdV

5. des conséquences pour la personne concernée ou, selon le cas, pour le tiers, d'un refus de répondre à la demande;
  6. des droits d'accès et de rectification prévus par la Loi.
- 5° prendre toutes les mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité des renseignements personnels à toutes les étapes de la réalisation de l'entente;
  - 6° ne conserver à l'expiration de l'entente aucun document contenant un renseignement personnel, quel que soit le support, en les retournant au MINISTRE ou en procédant, à ses frais, à leur destruction conformément au calendrier de conservation de la VILLE établi conformément à la *Loi sur les archives* (RLRQ, chapitre A-21.1);
  - 7° informer dans les plus brefs délais le MINISTRE de tout manquement aux obligations prévues à la présente disposition ou de tout événement pouvant risquer de porter atteinte à la sécurité ou à la confidentialité des renseignements personnels;
  - 8° fournir à la demande du MINISTRE toute l'information pertinente au sujet de la protection des renseignements personnels et l'autoriser à visiter les lieux où le fournisseur détient les renseignements personnels afin de s'assurer du respect de la présente disposition.

Dans l'éventualité où la VILLE est en défaut de respecter ses obligations relatives à la protection des renseignements personnels, le MINISTRE se réserve le droit de résilier l'entente.

#### **10.2 Demandes d'accès, médias et données ouvertes**

La VILLE s'engage à transmettre immédiatement à la personne responsable au Ministère de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels*, ou à toute autre personne désignée par le MINISTRE, toute demande d'accès aux documents, aux renseignements personnels ou de rectification qui pourrait lui être acheminée relativement aux renseignements qu'elle détient dans le cadre de l'exécution de la présente entente afin que celui-ci puisse y donner suite conformément à cette Loi.

*MED*

La VILLE s'engage à consulter le MINISTRE avant toute communication avec les médias.

Le MINISTRE conviendra des types de données ouvertes pouvant être publiées par la VILLE et lui transmettra la liste de ces types de données.

#### **11. RÉSILIATION**

Chaque partie se réserve le droit de résilier cette entente pour l'un des motifs suivants :

- a) l'autre partie fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente;
- b) l'autre partie lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

Pour ce faire, la partie adresse un avis écrit de résiliation à l'autre partie énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe a), l'autre partie devra remédier au défaut énoncé dans le délai raisonnable prescrit à cet avis, à défaut de quoi cette entente sera automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai.

S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe b), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par l'autre partie.

Chaque partie se réserve également le droit de résilier la présente entente pour tout motif autrement prévu à l'entente ou pour tout autre motif sérieux.

Pour ce faire, la partie doit adresser un avis écrit de résiliation à l'autre partie en y indiquant le motif de la résiliation.

La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par la VILLE, dans le cas où la résiliation est à la demande du MINISTRE, et 60 jours suivant la réception de cet avis par le MINISTRE, dans le cas où la résiliation est à la demande de la VILLE.

Dans tous les cas, la VILLE aura droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation, conformément à la présente entente, sans autre compensation ou indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tous profits escomptés, à la condition que la VILLE remette au MINISTRE tous les travaux déjà effectués au moment de la résiliation.

M2111

## **12. RESPONSABILITÉ**

### **12.1 Responsabilité du MINISTRE**

Sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part du MINISTRE, ce dernier n'assumera aucune responsabilité à l'égard de tous dommages matériels subis par la VILLE, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants.

De plus, la VILLE s'engage à prendre fait et cause pour le MINISTRE dans l'éventualité d'une poursuite judiciaire dirigée contre celui-ci en raison d'un acte ou d'une omission qui serait imputable à la VILLE par son fait ou par celui de ses représentants ou préposés.

### **12.2 Responsabilité des inspecteurs et analystes**

Le MINISTRE s'engage à prendre fait et cause pour un inspecteur ou un analyste de la VILLE poursuivi en justice par un tiers pour un acte officiel accompli de bonne foi, à titre de personne autorisée, dans l'exercice de ses fonctions.

Le MINISTRE s'engage à prendre fait et cause pour la VILLE poursuivie en justice par un tiers pour un acte officiel qu'un inspecteur ou un analyste de la VILLE a accompli de bonne foi, à titre de personne autorisée, dans l'exercice de ses fonctions.

## **13. LIMITE DE RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE**

La responsabilité financière du MINISTRE est limitée aux montants fixés aux présentes. En aucun cas, le MINISTRE n'est tenu de payer à la VILLE quelque autre somme, dépense ou frais reliés à la présente convention.

## **14. MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Le MINISTRE se réserve le droit de modifier unilatéralement, au moyen d'un avis écrit, la tâche confiée à la VILLE, sans changer la nature de l'entente. Si la modification a pour effet d'augmenter de façon importante, la tâche confiée à la VILLE, le délai d'exécution et la contrepartie seront modifiés en conséquence, par avenant à la présente entente, suite à une négociation entre les deux parties. Si les parties ne réussissent pas à s'entendre dans un délai raisonnable, le MINISTRE se réserve le droit de résilier l'entente. Toute autre modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la convention et elle en fera partie intégrante.

Meld

#### **15. REPRÉSENTANTS DES PARTIES**

Le MINISTRE, aux fins de l'application de la présente entente, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne monsieur Jean Bergeron, directeur à la Direction des services aux clientèles, pour le représenter. Les coordonnées de ce dernier sont :

Monsieur Jean Bergeron  
Directeur  
Direction des services aux clientèles  
Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments  
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  
200, chemin Sainte-Foy, 11<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4X6  
Tél. : 418 380-2100 poste 3605

Si un remplacement était rendu nécessaire, le MINISTRE en avisera la VILLE dans les meilleurs délais.

De même, la VILLE désigne Myrta Mantzavrakos, chef à la Division de l'inspection des aliments, pour la représenter. Les coordonnées de cette dernière sont :

Madame Myrta Mantzavrakos  
Chef  
Division de l'inspection des aliments  
Service de l'environnement  
Ville de Montréal  
827, boul. Crémazie Est - Bureau 301  
Montréal (Québec) H2M 2T8  
Tél. : 514 280-4303

Si un remplacement était rendu nécessaire, la VILLE en avisera le MINISTRE dans les meilleurs délais.

Dans les cas où il y a plusieurs représentants, chacun pourra agir séparément et l'autorisation de l'un d'eux constituera une autorisation valide.

**16. AVIS**

Tout avis, instruction, recommandation ou document exigés en vertu de la présente entente, pour être valides et lier les parties, doit être donné par écrit aux coordonnées de la partie concernée comme indiqué ci-après :

**Le MINISTRE**

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  
A/S de Madame Christine Barthe  
Sous-ministre adjointe  
Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments  
200, chemin Sainte-Foy, 12<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4X6

**La VILLE**

Ville de Montréal  
A/S de Monsieur Roger Lachance  
Directeur  
Service de l'environnement  
1555 rue Carrie-Derick, 2<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3C 6W2

**DOCUMENTS ANNEXÉS**

Sont jointes aux présentes, pour en faire partie intégrante, les annexes suivantes dûment identifiées par les parties :

- Annexe I :** Entente-cadre Canada - Québec concernant les activités d'inspection des aliments.
- Annexe II :** Recueil des politiques de gestion : Les inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale (corps d'emploi 230).
- Annexe III :** Portée d'accréditation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
- Annexe IV :** Autorisation de délivrer des constats d'infraction au nom du Procureur général du Québec.
- Annexe V :** Autorisation de délivrer des constats d'infraction au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

MA60



EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en double exemplaire :

À Québec, en ce 12 jour de décembre 2018

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES  
ET DE L'ALIMENTATION,

Marc Dion  
Marc Dion, sous-ministre

À ....., en ce ..... jour de ..... 2018

LA VILLE DE MONTRÉAL,

Par : \_\_\_\_\_  
M<sup>e</sup> Yves Saindon  
Greffier

Cette entente a été approuvée par la Ville de Montréal  
le \_\_\_\_\_  
(Résolution \_\_\_\_\_)

1125760

PROTOCOLE D'ENTENTE CADRE  
CONCERNANT LES ACTIVITÉS D'INSPECTION  
DES ALIMENTS, DES INTRANTS AGRICOLES ET DE LA SANTÉ  
ANIMALE ET VÉGÉTALE SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA,  
agissant par  
L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS  
représentée par son  
PRÉSIDENT,  
d'une part

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC  
représenté par  
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,  
DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC  
lui-même représenté par  
LE SOUS-MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE  
L'ALIMENTATION DU QUÉBEC

ET

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES  
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES  
lui-même représenté par  
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES  
CANADIENNES,  
d'autre part

Entente cadre

**ATTENDU QUE** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec est chargé d'administrer diverses lois relatives à l'inspection des aliments;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 11 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments (L.C. 1997, c. 6), l'Agence canadienne d'inspection des aliments (l'ACIA) est chargée d'assurer et de contrôler l'application de diverses lois relatives à l'inspection des aliments, des intrants agricoles et de la santé animale et végétale;

**ATTENDU QUE** le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et l'ACIA travaillent dans le but commun d'améliorer la salubrité, l'innocuité et la qualité des aliments;

**ATTENDU QUE** le MAPAQ et l'ACIA veulent accroître la coordination des efforts d'intervention dans le domaine de l'inspection des aliments afin de permettre une meilleure utilisation des ressources consacrées à l'inspection des aliments et ainsi en diminuer les coûts;

**ATTENDU QU'**une meilleure coordination des activités d'inspection permettra de faciliter le commerce intérieur et international en fournissant des services et des programmes d'inspection harmonisés;

**EN CONSÉQUENCE**, les parties conviennent ce qui suit :

## 1. DÉFINITIONS

Ces définitions ne sont valides que pour la compréhension de cette entente et des ententes auxiliaires. Elles ne sont pas obligatoirement conformes à la réglementation fédérale ou québécoise existante.

**Aliment :** Notamment, tout article fabriqué, préparé, vendu ou présenté comme pouvant servir de nourriture ou de boisson à un être humain, la gomme à mâcher, ainsi que tout ingrédient pouvant être mélangé avec un aliment à quelque fin que ce soit;

**Commerce intérieur :** Action de faire entrer au Québec, pour utilisation ou consommation, un produit en provenance d'une autre province ou des territoires, ou de le faire sortir à destination d'une autre province ou des territoires canadiens;

**Exploitant :** Personne physique ou morale qui exploite un lieu ou un véhicule dans lequel se trouve un produit détenu à des fins commerciales;

**Exportation :** Action de faire sortir du Canada un produit qui y est préparé;

**Importation :** Action de faire entrer au Canada un produit pour utilisation ou consommation;

**Intrant agricole :** Article utilisé pour la production animale ou végétale incluant les aliments du bétail, les engrais et les semences;

**Plainte :** Toute dénonciation ou mécontentement de toute nature relatif à un aliment, un intrant agricole, un animal, un produit végétal ou un établissement;

Produit : Un aliment, intrant agricole, animal, produit végétal ainsi que leurs produits ou sous-produits;

## **2. INSPECTEURS**

- 2.1 L'inspection des produits et des établissements alimentaires sera effectuée par des inspecteurs dûment nommés ou désignés par le MAPAQ en vertu de l'article 32 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29), de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (c. P-30), de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., c. P-42), de la Loi sur les abeilles (L.R.Q., C. A-1) pour l'application des lois dont le MAPAQ est responsable, ou dûment désignés par l'ACIA en vertu du paragraphe 13 (3) de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour l'application des lois dont l'ACIA est responsable.
- 2.2 Les inspecteurs, avant d'être nommés ou désignés, auront suivi la formation nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches. Le MAPAQ est responsable d'assurer la formation du personnel à être nommé pour appliquer les lois, les règlements et les programmes d'inspection dont il est responsable. De même, l'ACIA est responsable d'assurer la formation du personnel à être désigné pour appliquer les lois, les règlements et les programmes d'inspection dont elle est responsable en vertu de sa loi constitutive.

## **3. RESPONSABILITÉS D'INSPECTION**

- 3.1 Les parties conviennent de signer des ententes auxiliaires à la présente, pour chacun des secteurs visés par les produits, afin de déterminer qui va gérer le travail d'inspection. Ces ententes, qui seront signées par le sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et par le secrétaire général associé aux Affaires intergouvernementales canadiennes et par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, préciseront les modalités d'inspection des aliments.

## **4. RECOUVREMENT DES COÛTS**

Les coûts associés à l'inspection en vertu de la présente entente cadre et de ses ententes auxiliaires sont recouvrés par la partie responsable de l'application ou de l'administration de la loi ou de la réglementation en cause.

## **5. INFRACTIONS**

Chaque partie maintient un suivi des dossiers d'infraction. La partie responsable de gérer le travail d'inspection achemine toute information relative à ces infractions à l'autorité responsable de l'application ou de l'administration de la loi ou de la réglementation en cause dans les plus brefs délais. Cette dernière assure le suivi qu'elle juge approprié.

## 6. RETRAIT D'UN ALIMENT DU MARCHÉ ET POURSUITES

- 6.1 Les parties reconnaissent que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, en vertu de l'article 33.11 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29) et le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, peuvent demander ou ordonner le retrait d'un aliment lorsque celui-ci présente un risque pour la santé publique.
- 6.2 Les deux parties conviennent des modalités du retrait pour chacune des catégories de retrait prévu dans l'annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la présente entente.
- 6.3 Les poursuites qui découlent des présentes sont intentées par la partie qui est responsable de l'application ou de l'administration de la loi ou du règlement en cause.

## 7. INFORMATION, COMMUNICATION ET PARTICIPATION AUX COMITÉS

### 7.1 Responsabilité

Chaque partie s'engage à fournir à l'autre partie :

- a) la liste des programmes d'inspection que le personnel de l'autre partie doit appliquer dans le cadre de la présente entente;
- b) les modalités et les procédures d'inspection nécessaires à l'application des lois, règlements et programmes d'inspection;
- c) les équipements spécialisés pour assurer la livraison du plan de travail;
- d) la liste des noms et des adresses d'affaires des exploitants et exploitantes d'établissements pour lesquels le travail d'inspection doit être géré par l'autre partie.

Les parties conviendront, s'il y a lieu, dans les ententes auxiliaires, des modalités et des autres données qui seront échangées.

### 7.2 Modalités d'échange d'information

Pour fins de statistiques et de contrôle, l'information recueillie relative à des activités d'inspection réalisées par une partie au nom de l'autre, selon la présente entente, sera mise à la disposition de l'autre partie.

Cette information sera véhiculée, trimestriellement, par l'intermédiaire d'une personne nommée ou désignée par chaque partie. Les données visées sont le nombre de visites d'inspection, d'avis de non-conformité, de saisies ou de confiscations de produits ainsi que le nombre de plaintes.

### 7.3 Confidentialité

Les renseignements recueillis par les personnes mandatées pour appliquer les lois, règlements et programmes d'inspection faisant l'objet de la présente entente ainsi que tous les renseignements, autres que des statistiques échangées entre les parties, doivent demeurer confidentiels et être protégés conformément aux dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), de la *Loi sur l'accès à l'information* (L.R.C., c. A-1) et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C., c. P-21).

Sans restreindre la portée de l'alinéa précédent, chaque partie :

- a) reconnaît que des renseignements confidentiels peuvent lui être fournis par l'autre partie et s'engage à ne les utiliser que conformément à la loi et dans le seul but d'assurer la réalisation de la présente entente;
- b) s'engage à ne pas divulguer ces renseignements à d'autres personnes qu'à ses employés ou mandataires et seulement dans la mesure où l'exercice des fonctions de ces derniers le requiert;
- c) s'engage à veiller à ce que les personnes non autorisées ne puissent accéder à ces renseignements et à détruire ceux-ci dès qu'ils ne sont plus utiles à l'objet pour lequel ils ont été recueillis;
- d) à l'exception de ce qui est strictement nécessaire pour la gestion de l'entente, s'engage à ne pas demander à ses employés de lui divulguer des informations dont ils ont pu avoir connaissance dans le cours de leurs activités d'inspection effectuées pour l'autre partie.

### 7.4 Communication avec la clientèle et les médias

La partie responsable de gérer le travail d'inspection demeure l'interlocuteur primaire envers les exploitants, les établissements alimentaires et les médias concernant les activités d'inspection réalisées dans ces exploitations. Le MAPAQ est l'interlocuteur primaire avec les responsables du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.

### 7.5 Représentation sur les comités fédéraux-provinciaux/territoriaux ou interprovinciaux

Le MAPAQ pourra participer à tous les comités fédéraux-provinciaux/territoriaux ou interprovinciaux en matière d'innocuité, de salubrité, de qualité ou d'autres activités relativement à l'inspection des produits.

## 8. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Chaque partie identifie les personnes pour mettre en œuvre la présente entente et leur confie les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

## 9 PLAINTES

Les deux parties sont responsables de répondre aux plaintes. Toutefois, le MAPAQ agit comme responsable primaire et assume également le traitement des toxi-infections alimentaires, des zoonoses déclarées chez les consommateurs et consommatrices du Québec ou provenant des établissements du réseau québécois de la santé avec lesquels le MAPAQ doit assurer la coordination et la communication.

Chaque partie convient du traitement des plaintes selon les modalités prévues à l'annexe 2. Cette annexe fait partie intégrante de la présente entente.

## 10. GESTION DES MESURES D'URGENCE

Les deux parties acceptent les plans d'urgence reconnus par chacun des gouvernements et les structures mises en place en cas d'urgence pour les produits.

## 11. VÉRIFICATION

La partie responsable de l'application ou de l'administration d'une loi ou d'un règlement pourra faire une vérification en vue de déterminer si le travail d'inspection géré par l'autre partie satisfait aux dispositions préétablies et si ces dispositions sont mises en œuvre de façon efficace. Les vérifications seront effectuées en fonction du programme ISO 10111-1:1990. Les paramètres des audits seront précisés entre chaque partie et feront partie du plan de travail annuel.

## 12. GESTION DE L'ENTENTE

12.1 Un comité de gestion est créé afin de voir à la gestion de la présente entente. Il est formé d'un nombre égal de représentants désignés par chacune des parties.

12.2 Le comité de gestion doit se rencontrer au moins deux fois par année pour identifier, entre autres, les besoins de chacune des parties en matière d'information, de formation et de ressources, ainsi que pour discuter de leurs responsabilités respectives actuelles et futures et de toutes autres questions concernant la présente entente. Un calendrier des événements sera préparé et discuté par les deux parties avant le mois d'avril de chaque année.

12.3 Chaque partie doit, avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, communiquer à l'autre partie la liste des nouveaux programmes qu'elle désire appliquer au cours de l'année financière suivante et tous les renseignements relatifs à ces programmes.

12.4 Afin de faciliter son application, les communications relatives à l'entente doivent être transmises,

- i) pour l'ACIA : au Directeur exécutif (Québec), de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ou au représentant désigné par celui-ci;



- ii) pour le gouvernement du Québec : à la Sous-ministre adjointe responsable de la qualité des aliments et de la santé animale du MAPAQ ou au représentant désigné par celui-ci ou celle-ci.

### 13. MODIFICATIONS

La présente entente peut être modifiée par écrit par les signataires. Toutefois, les articles 6.2, 7.1, 7.2, 7.5, 9, 12.2, 12.3 et 12.4 peuvent être ajustés ou précisés par le Comité de gestion institué par l'article 12.1.

### 14. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

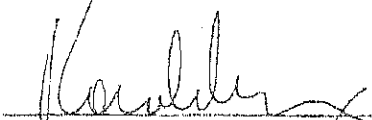
La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature et le demeure tant que les parties n'y mettent pas fin d'un commun accord ou au moyen d'un préavis écrit de 6 mois.


### 15. RÉSERVE

Il est entendu que, par la signature de la présente entente, les parties ne désirent pas renoncer à l'exercice de leurs compétences législatives respectives ni modifier le partage des pouvoirs établis dans la constitution.

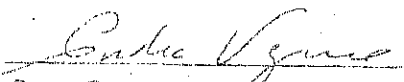
EN FOI DE QUOI, LA PRÉSENTE A ÉTÉ SIGNÉE EN DOUBLE EXEMPLAIRE AUX DATES INDIQUÉES CI-APRÈS :

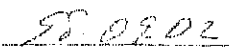
Gouvernement du Canada,


  
Par : Président de l'Agence canadienne  
d'inspection des aliments

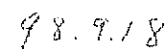
  
Date

Gouvernement du Québec,

  
Par : Sous-ministre de l'Agriculture, des  
Pêcheries et de l'Alimentation

  
Date

  
Par : Secrétaire général associé aux  
Affaires intergouvernementales  
canadiennes

  
Date

Protocole d'entente cadre concernant les activités d'inspection des aliments,  
des intrants agricoles et de la santé animale et végétale  
sur le territoire québécois

**RETRAIT D'UN ALIMENT DU MARCHÉ**

La visite d'inspection étant réalisée par la partie qui est responsable de l'établissement, selon les ententes auxiliaires, la partie initiatrice du retrait transmet l'information suivante à l'autre partie pour vérifier l'efficacité du retrait :

- le délai accordé à l'établissement alimentaire pour réaliser le retrait;
- la liste des clients qui sont susceptibles d'être visés par le retrait dont la partie réalise habituellement l'inspection.

♦ **CATÉGORIES DE RETRAIT**

**Catégorie I**

Il y a de fortes chances que l'utilisation du produit dérogeant aux règlements ou l'exposition à celui-ci ait des effets défavorables sérieux sur la santé pouvant même causer la mort.

**Catégorie II**

L'utilisation du produit dérogeant aux règlements ou l'exposition à celui-ci peut avoir des effets défavorables temporaires sur la santé ou encore lorsque les chances sont faibles que ce produit ou l'exposition à celui-ci ait des effets défavorables sérieux sur la santé.

**Catégorie III**

Les probabilités sont pratiquement nulles que l'utilisation du produit dérogeant aux règlements ou l'exposition à celui-ci ait un effet défavorable sur la santé.

♦ **INITIATEUR DU RAPPEL**

Chaque partie peut être l'initiatrice d'un retrait d'aliments au Québec. Le retrait peut être volontaire ou être ordonné par les autorités du MAPAQ ou de l'ACIA lorsqu'il y a un risque pour la santé des consommateurs et consommatrices. Le retrait peut être conjoint lorsque la situation l'exige.

Lorsqu'un retrait de produit est initié, la partie concernée réalise une analyse du risque afin de déterminer les points suivants :

1. si l'agent étiologique représente un risque pour la santé des consommateurs;
2. si l'information ou l'absence d'information sur l'étiquette peut porter à confusion;
3. la catégorie de risque.

#### ♦ ÉCHANGE D'INFORMATION

Dès que l'exploitant d'un établissement alimentaire retire un aliment au Québec, ou que l'une ou l'autre des parties initie le retrait d'un aliment au Québec, la partie concernée doit transmettre à l'autre partie les informations suivantes dans les 24 heures :

- le nom de l'aliment;
- la description de l'aliment (masse, particularités);
- les nom et adresse de la partie responsable inscrite sur l'étiquette;
- le code de production, s'il y a lieu;
- le volume approximatif sur le marché du Québec, si disponible;
- la photocopie de l'étiquette, si disponible;
- la catégorie du retrait.

#### ♦ VÉRIFICATION DE L'EFFICACITÉ DU RETRAIT

Les aliments faisant l'objet d'un retrait peuvent se retrouver dans plusieurs types d'établissements, allant du fabricant au détaillant. Les parties conviennent de travailler en étroite collaboration afin que les aliments soient retirés de tous les établissements selon les consignes de l'initiateur.

#### ♦ DÉLAI D'INTERVENTION

Le délai d'intervention est en fonction de la catégorie de retrait :

##### Catégorie I :

La vérification du retrait commence dès que le délai accordé à l'exploitant est expiré. Certains établissements sont inspectés rapidement afin d'avoir une appréciation préliminaire de l'efficacité du retrait.

- La vérification de l'efficacité du retrait pourra se réaliser par des visites d'inspection ou des appels téléphoniques, selon les circonstances. Normalement, près de 80% des établissements alimentaires visés par le rappel seront rejoints.

##### Catégorie II:

La vérification du rappel débutera à l'intérieur de 48 heures, après que le délai accordé à l'exploitant soit expiré. Un nombre d'établissements sera inspecté rapidement afin d'avoir une appréciation préliminaire de l'efficacité du retrait.

- La vérification de l'efficacité de retrait pourra se réaliser par des visites d'inspection ou des appels téléphoniques, selon les circonstances. Normalement, près de 60% des établissements alimentaires visés par le rappel seront rejoints.

**Catégorie III:**

La vérification du rappel débutera à l'intérieur de 4 jours ouvrables après que le délai accordé à l'exploitant soit expiré. Les visites d'inspection seront réalisées uniquement chez les distributeurs et le fabricant.

Tout délai d'intervention pourra être modifié après entente lorsque la situation l'exigera.

**\* RETOUR DES DONNÉES STATISTIQUES**

La compilation officielle des visites d'inspection et des vérifications relatives à l'efficacité du retrait sera expédiée à l'autre partie à l'intérieur de 20 jours ouvrables à compter du premier jour effectif de la vérification. Toutefois, un avis sera transmis à l'initiateur dans les 4 jours lorsqu'on notera l'inefficacité du rappel de catégorie I ou II. Les coordonnées des établissements vérifiés et les quantités de produits retrouvés seront transmises à l'initiateur.

**Protocole d'entente cadre concernant les activités d'inspection des aliments,  
des intrants agricoles et de la santé animale et végétale  
sur le territoire québécois**

**PLAINTES**

◆ **RÉCEPTION DE LA PLAINTES**

Durant les heures d'ouverture des bureaux du MAPAQ et de l'ACIA, une personne ou un membre du personnel inspecteur reçoit la plainte et recueille du plaignant les informations suivantes, soit :

- a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du plaignant, s'il ne s'agit pas d'une plainte anonyme;
- b) le nom et l'adresse de l'établissement impliqué :
  - lieu où l'aliment a été acheté ou donné
  - lieu où le service a été rendu
  - lieu où le repas a été pris
  - lieu visé par la plainte
- a) l'objet de la plainte;
- b) le nom de la personne qui reçoit la plainte;
- e) la date et l'heure de la réception de la plainte.

En dehors des heures d'ouverture de bureau, les plaignants et plaignantes peuvent communiquer avec le MAPAQ à un numéro sans frais (ligne 800 ou 888) doté d'un système électronique qui enregistre les informations. Chaque partie assure un suivi à toutes les plaintes et la personne de garde communique dans les plus brefs délais avec le plaignant pour juger du niveau d'urgence et le type d'intervention. Toute plainte relative à une toxi-infection alimentaire (TIA) ou à l'innocuité d'un aliment recevra un suivi à l'intérieur de 24 heures.

◆ **TRANSMISSION DE LA PLAINTES**

Une fois les informations reçues, tel que spécifié ci-dessus, la plainte est transmise au MAPAQ s'il s'agit de toxi-infection alimentaire, de zoonose ou de plainte provenant d'un établissement au tertiaire. Dans le cas des autres établissements, la plainte est acheminée selon le partage des responsabilités prévues dans les ententes auxiliaires.

◆ **TRAITEMENT DES PLAINTES**

Les informations recueillies auprès du plaignant sont colligées sur un formulaire prévu à cet effet. La plainte est alors enregistrée et traitée par la partie responsable et demeure anonyme.

Par la suite, les plaintes suivent les procédures internes de l'organisation.

Si l'enquête amène une partie à poursuivre les démarches dans un établissement alimentaire qui est inspecté par l'autre partie, la plainte est transférée à l'autre partie pour terminer l'enquête.

#### ♦ DÉLAI D'INTERVENTION

Les plaintes reliées aux toxi-infections alimentaires ou à l'innocuité des aliments étant susceptibles d'avoir un impact sur la santé, elles doivent être traitées à l'intérieur de 24 heures.

Les plaintes reliées à la salubrité des établissements doivent être traitées à l'intérieur de 2 jours ouvrables.

Les plaintes reliées à la loyauté des ventes doivent être traitées à l'intérieur de 4 jours ouvrables.

#### ♦ SUIVI DE LA PLAINTÉ

L'inspecteur qui traite la plainte doit communiquer avec le plaignant afin de l'informer de son inspection. Les plaintes écrites doivent faire l'objet d'une réponse écrite.

Chaque plaignant-plaignante doit recevoir un suivi dans un délai n'excédant pas 10 jours ouvrables.

#### ♦ COMMUNICATION D'INFORMATIONS

Les informations recueillies lors du traitement des plaintes et des inspections qui y sont associées sont transmises à l'autre partie dans les 10 jours ouvrables :

- si l'origine du problème relève d'un établissement qui est inspecté par l'autre partie;
- si l'aliment transite par des établissements qui sont inspectés par l'autre partie.

Chaque partie identifiera une personne pour assurer le suivi ou la transmission des plaintes.

---

## **Annexe II**

**Recueil des politiques de gestion :  
Les inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale  
(corps d'emploi 230)**

---



Vol.	Ch.	Suj.	Pcs.
3	2	1	30
Page:		Émise le:	
1		2016-06-20	

**Recueil des politiques de gestion**

Pour information, consultez la liste téléphonique pour le volume 3 à la pièce 3 0 0 1.

C.T. 216339 du 17 mai 2016

**LES INSPECTEURS EN AGROALIMENTAIRE ET EN SANTÉ ANIMALE  
(230)****SECTION I - CORPS ET CLASSES D'EMPLOIS**

1. Les inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale forment un corps d'emplois dans la fonction publique.
2. Ce corps d'emplois comprend deux classes, la classe d'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale et la classe d'inspecteur principal en agroalimentaire et en santé animale.

**SECTION II - ATTRIBUTIONS**

3. Les attributions principales et habituelles des inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale consistent à contrôler, à l'aide de connaissances techniques, l'application du cadre légal et normatif en réalisant principalement des travaux d'inspection et d'enquête dans le domaine de l'agroalimentaire ainsi qu'en santé animale afin d'assurer notamment la surveillance de la chaîne bioalimentaire et la protection de la santé du public et de la santé animale.

Vol.	Ch.	Suj.	Pce.
3	2	.1	30
Page:		Émise le:	
2		2016-06-20	

**Recueil des politiques de gestion**

Ce corps d'emplois ne comprend pas les employés dont les attributions principales et habituelles consistent à exercer les attributions prévues à la directive concernant la classification des inspecteurs des installations sous pression (233), à la directive concernant la classification des inspecteurs en bâtiment et en installations techniques (234), à la directive concernant la classification des inspecteurs en environnement (237) et à la directive concernant la classification des inspecteurs de conformité législative et réglementaire (294).

4. La classe d'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale comprend les employés dont les attributions principales et habituelles consistent à exercer, en application de l'article 3, des attributions prévues aux paragraphes de l'alinéa suivant.

L'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale :

- a) établit une planification des inspections et des visites de contrôle notamment en fonction de l'emplacement de l'exploitant, de tout document antérieur et, s'il y a lieu, des plaintes ou des dénonciations reçues;
- b) vérifie notamment si les bâtiments, les installations, les équipements, les outillages, les procédés, les produits utilisés ou vendus et le bien-être des animaux sont conformes aux exigences de la législation et des règlements en vigueur;
- c) visite les bâtiments, les installations industrielles ou commerciales, certaines résidences ou tout autre lieu pour y réaliser une inspection périodique selon toute méthode établie par l'employeur;
- d) détecte ou constate les irrégularités ou les non-conformités en examinant l'étiquetage, le matériel, les instruments, les équipements et les animaux; en vérifiant et en observant tout autre fait, en prenant notamment des photographies; en effectuant des recherches, des analyses et des consultations; en effectuant divers calculs et évaluations, concernant notamment les points à maîtriser;
- e) effectue également des interventions touchant les plaintes, les toxi-infections, les enquêtes et le suivi des avis de non-conformités émis, ou tout autre mandat jugé prioritaire par l'employeur, exerçant à cette fin tous les pouvoirs nécessaires prévus par la législation et les règlements qu'il doit faire observer;



Vol.	Ch.	Suj.	Pce.
3	2	1	30
Page:	3	Émise le:	2016-06-20

**Recueil des politiques de gestion**

- f) contrôle les produits pour s'assurer qu'ils sont propres à la consommation et prélève, s'il y a lieu, des échantillons aux fins d'analyse;
  - g) signale les contraventions constatées et fait les recommandations appropriées en vue de corriger les anomalies décelées durant les travaux d'inspection;
  - h) peut émettre des constats ou rapports d'infraction;
  - i) peut, selon les pouvoirs prévus par la législation et les règlements, saisir, retenir, confisquer, sceller, faire cesser les opérations ou prendre toute autre disposition sur-le-champ, si nécessaire, lorsque les normes établies ne sont pas rencontrées;
  - j) peut être appelé à témoigner devant le tribunal;
  - k) participe à la vérification et à l'approbation des plans et devis des bâtiments de même qu'à l'acceptation des matériaux, des appareils et des accessoires;
  - l) fait le classement des produits, à partir de critères tels que l'apparence, l'état, le calibre, l'origine, l'utilisation, la composition, la présentation;
  - m) dispense de la formation pour le personnel de l'industrie;
  - n) assure un service d'information à l'intention des personnes concernées par l'application de la législation et des règlements;
  - o) peut, dans l'accomplissement de ses attributions, être appelé à initier au travail les nouveaux inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale ou à diriger du personnel de soutien, à collaborer à leur apprentissage, à répartir le travail, à en vérifier l'exécution et, à la demande de l'évaluateur, à donner son avis lors de l'évaluation du rendement.
5. La classe d'inspecteur principal en agroalimentaire et en santé animale comprend les employés dont les attributions principales et habituelles consistent à exercer, en application de l'article 3, les attributions de l'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale chef d'équipe. Celui-ci :

	Vol.	Ch.	Suj.	Pcs.
	3	2	1	30
Page:	4	Émise le: 2016-06-20		

**Recueil des politiques de gestion**

- a) coordonne les activités d'une équipe composée principalement d'inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale ;
- b) répartit le travail entre les membres de son équipe et en vérifie l'exécution;
- c) fournit l'expertise aux membres de son équipe;
- d) donne, à la demande de l'évaluateur, son avis lors de l'évaluation du rendement des membres de son équipe;
- e) collabore à l'entraînement des membres de son équipe;
- f) exécute, à l'occasion, des attributions de la classe précédente et effectue, au besoin, les travaux les plus complexes.

**SECTION III - CONDITIONS D'ADMISSION**

- 6. Pour être admise à la classe d'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale, une personne doit détenir un diplôme d'études collégiales dans le domaine de l'agroalimentaire, en techniques de diététique, en techniques de santé animale ou tout autre diplôme d'études collégiales techniques pertinent ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.
- 7. Pour être admise à la classe d'inspecteur principal en agroalimentaire et en santé animale, une personne doit :
  - a) satisfaire à la condition d'admission prescrite à l'article 6; et
  - b) avoir au moins cinq années d'expérience dans l'exercice d'attributions de la classe d'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale, à ce titre ou à un titre équivalent.

Vol.	Ch.	Suj.	Pcs.
3	2	1	30
Page:	5	Émise le:	2016-06-20

**Recueil des politiques de gestion**

Malgré l'article 10 de la Directive concernant la classification des emplois de la fonction publique et sa gestion, la personne doit posséder au moins trois années d'expérience pertinente pour être admise à cette classe d'emplois. Elle ne peut compenser par de la scolarité additionnelle que deux des cinq années d'expérience requises.

**SECTION IV – STAGE PROBATOIRE**

8. Lors du recrutement, le stage probatoire est de 12 mois pour les fonctionnaires de ce corps d'emplois.

(Cette directive entre en vigueur le 2016-06-15)

---

## **Annexe III**

**Portée d'accréditation du  
ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

---

**Standards Council of Canada**

600-55 Metcalfe Street  
Ottawa, ON K1P 6L5  
Canada

**Conseil canadien des normes**

55, rue Metcalfe, bureau 600  
Ottawa, ON K1P 6L5  
Canada

**PORTÉE D'ACCRÉDITATION**

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec  
Laboratoire d'expertises et d'analyses alimentaires (LEAA)  
2700, rue Einstein Local C.2. 105  
Québec, QC  
G1P 3W8

Laboratoire accrédité n° 131  
(Est conforme aux exigences de ISO/IEC 17025:2005, RG-LAB)

PERSONNE-RESSOURCE : Daniel Jobin  
TÉL : (418) 266-4440 poste 2541  
TÉLÉC. : (418) 266-4438  
COURRIEL : daniel.jobin@mapaq.gouv.qc.ca

CLIENTÈLE : Gouvernement provincial et Ministères fédéraux, Fédération  
des producteurs laitiers du Québec, Industrie laitière du  
Québec, Organismes de recherche et d'enseignement.

DOMAINE(S) DES ESSAIS : Biologique, Chimique et Physique

DOMAINE(S) DE SPÉCIALITÉ : Intrants agricoles, des aliments, de la santé des animaux et de  
DE PROGRAMME : la protection des végétaux (DSP-AAAV)

ÉMIS CE : 2018-05-15

VALABLE JUSQU'AU : 2022-12-07

**ANIMAUX ET PLANTES (AGRICULTURE)**

**Aliments et produits comestibles (consommation humaine et animale) :**

(Essais Chimiques)

LEAA-M-IND-006 Détermination des dioxines, furanes et BPC de type dioxine



Laboratoire n° 131, accrédité par le Conseil canadien des normes

	dans les aliments.
LEAA-M-IND-021	Détermination de polluants organiques persistants dans les aliments selon l'approche QuEChERS
LEAA-M-INO-SMSERUM	Détermination du cuivre, du sélénium et du zinc dans le sérum par ICP-MS.
LEAA-M-MED-ATQ29	Détermination des résidus d'aminoglycosides et de tétracyclines dans les tissus animaux par LC-MS/MS
LEAA-M-MED-MUQ30	Détermination multirésiduelle de substances médicamenteuses dans les tissus animaux par LC-MS/MS
LEAA-M-ORG-001	Analyse de pesticides, médicaments et mycotoxines dans le miel
LEAA-M-ORG-024	Méthode multi résiduelle de produits médicamenteux dans le lait
LEAA-M-PES-PRE	Détermination multirésiduelle de pesticides dans les aliments
U. S. EPA Method 7473	Mercury in Solids and Solutions by Thermal Decomposition Amalgamation and Atomic Absorption Spectrophotometry (Méthode d'analyse du mercure par décomposition thermique, amalgamation et spectrophotométrie d'absorption atomique.)

(Essais microbiologiques)

ISO 16649-2	Méthode horizontale pour le dénombrement des <i>Escherichia coli</i> bêta-glucuronidase positive -- Partie 2: Technique de comptage des colonies à 44 degrés C au moyen de 5-bromo-4-chloro-3-indolyl bêta-D-glucuronate.
LEAA-M-MIC-002	Dénombrement des <i>Staphylococcus aureus</i> à coagulase positive par TEMPO (STA)
LEAA-M-MIC-003	Dénombrement des <i>Escherichia coli</i> -GLUCURONIDASE positive par TEMPO (EC)
LEAA-M-MIC-005	Dénombrement de la flore mésophile aérobie totale par TEMPO AC
LEAA-M-MIC-061	Recherche de <i>Campylobacter</i> spp. dans les aliments
LEAA-M-MIC-064	Détection automatisée des <i>Campylobacter</i> thermotolérants ( <i>C.coli</i> , <i>C.jejuni</i> , <i>C.lari</i> ) à l'aide de la trousse Omega
LEAA-M-MIC-126	Recherche et dénombrement simultanés des coliformes totaux et d' <i>Escherichia coli</i> dans l'eau potable avec le milieu Compass cc : méthode par filtration sur membrane
LEAA-M-MIC-178	Détection automatisée de <i>Listeria monocytogenes</i> à l'aide de la trousse Omega
LEAA-M-MIC-217	Détection automatisée de <i>Salmonella</i> spp. à l'aide de la trousse Omega
MA. 700 - BHA35 1.0	Recherche et dénombrement des bactéries hétérotrophes aérobies et anaérobies facultatives : méthode par incorporation à la gélose

MA. 700 - Ent 1.0

PORTÉE D'ACCRÉDITATION

Page 2 de 4

Laboratoire n° 131, accrédité par le Conseil canadien des normes

	Recherche et dénombrement des entérocoques : méthode par filtration sur membrane
MA. 700 - PSE 1.0	Recherche et dénombrement de <i>Pseudomonas aeruginosa</i> : méthode par filtration sur membrane
MFHPB-07	Isolement de <i>Listeria monocytogenes</i> et des autres <i>Listeria</i> spp. dans les aliments et les échantillons environnementaux à l'aide du bouillon Palcam.
MFHPB-10	Isolement d' <i>Escherichia coli</i> 0157 :H7/NM dans les aliments et les échantillons environnementaux prélevés sur les surfaces
MFHPB-18	Dénombrement des colonies aérobies dans les aliments
MFHPB-20	Isolement et identification des <i>Salmonella</i> dans les aliments et les échantillons environnementaux.
MFHPB-21	Dénombrement du <i>Staphylococcus aureus</i> dans les aliments.
MFHPB-30	Isolement de <i>Listeria monocytogenes</i> et autres <i>Listeria</i> spp. dans les aliments et les échantillons environnementaux
MFLP-42	Isolement et numération du groupe <i>Bacillus cereus</i> dans les aliments.
MFLP-74	Dénombrement de <i>Listeria monocytogenes</i> dans les aliments

**Notes:**

**ISO/CEI 17025:2005:** Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais

**RG-LAB:** Exigences et lignes directrices du CCN - Accréditation des laboratoires d'essais

**##-M##-XXX:** Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Laboratoire d'expertises et d'analyses alimentaires méthode interne.

**ISO :** International Organization for Standardization

**MFHPB :** Méthodes DGPS d'analyses microbiologiques des aliments

**MFLP :** Procédures de laboratoires d'analyses microbiologiques des aliments DGPS. Subdivision, CRL Division, PMRA, Health Canada, 96-11-15

**SM:** Standard Method for the examination of Dairy Products. American Public Health Association (APHA), 16e édition, 1992. Robert T. Marshall, Ph.D., Editor.

**US EPA :** US Environmental Protection Agency

**ACCREDITATION DE GROUPE DU CCN**

Ce laboratoire fait partie d'une accréditation de groupe avec les établissements suivants conformément aux prescriptions du programme d'accréditation du CCN:

Laboratoire de santé animale (LSA-QC). N° dossier CCN : SCC 1003-15/910

Laboratoire de santé animale (LSA-SHY). N° dossier CCN : SCC 1003-15/890

---

Elias Rafoul, Vice-président, Services d'accréditation

PORTÉE D'ACCREDITATION

Page 3 de 4

Laboratoire n° 131, accrédité par le Conseil canadien des normes

Date: 2018-05-15

Nombre des éléments de la portée : 29

CCN 1003-15/181

Dossier du partenaire n° : 33683

Partenaire : BNQ-EL

---

## **Annexe IV**

**Autorisation de délivrer des constats d'infraction  
au nom du Procureur général du Québec**

---

La ministre de la Justice,  
procureure générale,  
ministre responsable de la Condition féminine  
et de l'application des lois professionnelles,  
ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches

**AUTORISATION DE DÉLIVRER DES CONSTATS D'INFRACTION  
AU NOM DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE**

Conformément aux articles 9 et 147 du Code de procédure pénale (L.R.Q., c. C-25.1), en ma qualité de Procureure générale du Québec agissant sous l'autorité de la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., c. M-19), j'autorise généralement tous les inspecteurs nommés en vertu de l'article 32 de la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29), à délivrer des constats d'infraction au nom de la Procureure générale pour toute infraction aux paragraphes *m* et *n* de l'article 9 de ladite loi, aux articles du Règlement sur les aliments (R.R.Q., 1981, c. P-29, r.1) mentionnés en annexe, aux paragraphes 1 *a*, 1 *b*, 1 *c* et 1 *d* de l'article 18 du Règlement sur les fruits et légumes frais (R.R.Q., 1981, c. P-29, r.3), aux articles du Règlement sur la composition, l'emballage et l'étiquetage des produits laitiers (R.R.Q., 1981, c. P-30, r.2) mentionnés en annexe, aux articles du Règlement sur la salubrité des produits laitiers (édité par le décret 183-88 du 10 février 1988 et ses modifications) mentionnés en annexe, à l'article 25 du Règlement concernant le transport du lait et de la crème des producteurs (R.R.Q., 1981, c. P-30, r. 17), ainsi qu'à l'article 4 de la Loi sur les établissements touristiques (L.R.Q., c. E-15.1).

Cette autorisation révoque celle donnée le 25 février 1997 et demeure en vigueur jusqu'à révocation.

Donnée à Sainte-Foy, ce 24 janvier 2001

  
Linda Goupil  
Procureure générale du Québec

Édifice Louis-Philippe-Pigeon  
1200, route de l'Église, 9<sup>e</sup> étage  
Sainte-Foy (Québec) G1V 4M1  
Téléphone : (418) 643-4210  
Télécopieur : (418) 646-0027  
ministre@justice.gouv.qc.ca

**RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS**  
**(R.R.Q., 1981, c. P-29, r. 1)**

	<b>Article</b>	
<b>Chapitre 1 :</b>	1.4.1	
<b>Chapitre 2 :</b>	2.1.2	
	2.1.2.1	al. 2 et 3
	2.1.2.2	
	2.1.3	
	2.1.3.2	
	2.1.3.3	
	2.1.5	
	2.2.3	al. 2, al. 3 (1), (2), (5) et (6)
<b>Chapitre 3 :</b>	3.3.3	al. 1 (a), (i) et (ii)
<b>Chapitre 5 :</b>	5.2.13	al. 1 (2)
	5.3.3	
	5.7.4	
	5.7.12	al. 1 (2) et (3)
	5.7.15	
	5.8.4	al. 1 (2), (4), (5) et (6)
<b>Chapitre 6 :</b>	6.3.2.4	al. 1 (e) et (f)
	6.3.2.A.3	
	6.3.3.11	
	6.3.5.2	
	6.4.1.3	al. 1
	6.4.1.8	
	6.4.1.10	
	6.4.1.16	al. 1 et 4
	6.4.2.3	
	6.4.2.5	
	6.4.3.3	al. 2 b et d
	6.4.3.4	
	6.4.3.12	
	6.4.3.13	
	6.5.2.32	
	6.7.1.8	
	6.7.1.10	al. 2
	6.7.1.12	al. 1 a et b
	6.7.1.14	al. 2
	6.7.2.1	
<b>Chapitre 7 :</b>	7.1.5	al. 1
	7.2.22	
	7.2.24	
<b>Chapitre 8 :</b>	8.7.1	al. 1 (b), (c), (d), (e) et (f)
	8.7.3	al. 1 (b), (c) et (d)
	8.7.4	
	8.8.2	al. 1 (b), (c) et (d)

Sainte-Foy, le 24.01.2001

*Linda Goupil*  
 Linda Goupil  
 Procureure générale du Québec

Chapitre 9 :	9.2.4.2	
	9.2.4.7	al. 1 et 2
	9.2.4.8	al. 1
	9.2.4.9	
	9.3.1.2	al. 1
	9.3.1.9	
	9.3.1.12	
	9.3.2.9	al. 1 et 2
	9.3.3.16	al. 1 et 2
	9.5.1	al. 1 (1) et (2)
	9.5.3	al. 1 (3)
	9.5.4	
	9.9.4	al. 1 (1) et (2)
	9.9.5	al. 2
	9.9.6	al. 2, 4 et 5
	9.9.8	al. 1 (2)

**RÈGLEMENT SUR LA COMPOSITION, L'EMBALLAGE ET  
L'ÉTIQUETAGE DES PRODUITS LAITIERS  
(R.R.Q., c. P-30, r. 2)**

<u>Article</u>	
13	al. 1 (a), (b) et (c)
18	

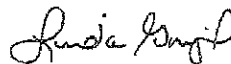
**RÈGLEMENT SUR LA SALUBRITÉ DES PRODUITS LAITIERS  
(R.R.Q., c. P-30, r. 14.1)**

<u>Article</u>	
2	al. 1. (6)
3	al. 1 (5)
4	al. 1 (1) (c), (2) (c) et (d), (4) et (5)
5	al. 1 (2) (c), (3) (c) et (d), (4) et (5)
7	al. 1 (5) (c), (6) (c) et (d), (8), (9), (12), (13) et (16)
17	al. 1, 2 et 3

**RÈGLEMENT SUR LA SALUBRITÉ DES PRODUITS LAITIERS (SUITE)  
(R.R.Q., c. P-30, r. 14.1)**

<u>Article</u>	
26	al. 1 (1) (c), (2) (c) et (d), (4) (c) et (d)
27	al. 1 et 2
29	al. 1 et 2
33	al. 1 (1) et (2)
36	al. 1 (2)
37	
38	
39	
40	
46	al. 1 et 2
47	al. 1
52	al. 1 (3) et (4)
57	al. 1
58	al. 1 (1) et (2)

Sainte-Foy, le 24.01.2001



Linda Goupil  
Procureure générale du Québec



---

## **Annexe V**

**Autorisation de délivrer des constats d'infraction  
au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales**

---

Le 15 novembre 2018

M<sup>re</sup> Andrée Giguère  
Directrice  
Direction des affaires juridiques  
Agriculture, Pêcheries et Alimentation  
200, chemin Sainte-Foy, 10<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4X6

**Objet : Autorisation de délivrer des constats d'infraction au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales (Numéro 2018-106)**

---

Madame la directrice,

Tel que demandé, vous trouverez ci-joint la nouvelle *Autorisation de délivrer des constats d'infraction au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales* pour les inspecteurs de votre Ministère portant le numéro 2018-106, dûment signée en date du 13 novembre 2018.

Ce document ayant un caractère public, l'original sera conservé à nos bureaux dans le but de répondre à toute demande à son égard.

Nous espérons le tout à votre entière satisfaction et vous prions de recevoir l'expression de nos sentiments les plus distingués.

La procureure en chef aux poursuites  
criminelles et pénales,

  
Karen Bédard

P.J.

**AUTORISATION DE DÉLIVRER DES CONSTATS D'INFRACTION  
AU NOM DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Conformément aux articles 9 et 147 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, chapitre C-25.1), en ma qualité de directrice des poursuites criminelles et pénales agissant sous l'autorité de la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* (RLRQ, chapitre D-9.1.1), j'autorise **tous les inspecteurs** nommés en vertu de l'article 32 de la *Loi sur les produits alimentaires* (RLRQ, c. P-29), à délivrer des constats d'infraction, au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales, pour toute infraction à l'une des dispositions des articles des lois et règlements mentionnés en annexe.

Cette autorisation révoque celle donnée le 13 février 2018 et demeure en vigueur jusqu'à révocation.

Donnée à Québec, ce

13 novembre 2018



M<sup>re</sup> Annick Murphy, Ad. E.  
Directrice des poursuites criminelles et pénales


LOI SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES  
(RLRQ, c. P-29)

Article 13 al. 1

RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS  
(RLRQ, c. P-29, r. 1)

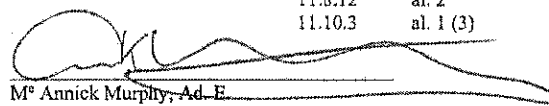
Article

Chapitre 1 :	1.4.1	
Chapitre 2 :	2.1.2	
	2.1.2.1	
	2.1.2.2	
	2.1.3	
	2.1.3.2	
	2.1.5	
	2.2.3	al. 2, al. 3 (1), (2), (5) et (6)
Chapitre 3 :	3.3.3	al. 1 (a), (i) et (ii)
	3.3.9	
	3.4.9	
Chapitre 5 :	5.2.13	al. 1 (2)
	5.3.3	
	5.7.4	
	5.7.6	
	5.7.8	al. 1 et al. 3
	5.7.9	
	5.7.12	al. 1 (2) et (3)
	5.7.15	
	5.8.4	al. 1 (2), (4), (5) et (6)
Chapitre 6 :	6.3.2.4	al. 1 (e) et (f)
	6.3.2.A.3	
	6.3.2.A.5	
	6.3.3.7	
	6.3.3.11	
	6.3.5.2	
	6.3.5.5	
	6.3.5.7	
	6.3.5.8	
	6.4.1.3	al. 1
	6.4.1.8	
	6.4.1.10	
	6.4.1.16	al. 1 et al. 6

  
M<sup>re</sup> Annick Murphy, Ad. E.  
Directrice des poursuites criminelles et pénales

RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS (Suite)  
(RLRQ, c. P-29, r. 1)

	Article	
	6.4.2.3	
	6.4.2.5	
	6.4.3.3	al. 2 (b) et (d)
	6.4.3.4	
	6.4.3.12	
	6.4.3.13	
	6.5.2.32	
	6.7.1.8	
	6.7.1.10	al. 2
	6.7.1.12	al. 1 (a) et (b)
	6.7.1.14	al. 2
	6.7.1.16	al. 1 (a)
	6.7.2.1	
Chapitre 7 :	7.1.5	al. 1
	7.2.11	al. 1 (c)
	7.2.18	
	7.2.22	
	7.2.24	
Chapitre 8 :	8.7.1	al. 1 (b), (c) et (d)
	8.7.4	
	8.8.2	al. 1 (b), (c) et (d)
Chapitre 9 :	9.2.4.2	
	9.2.4.4	al. 1
	9.2.4.5	
	9.2.4.7	al. 1 et 2
	9.2.4.8	al. 1
	9.2.4.9	
	9.3.1.2	al. 1
	9.3.1.9	
	9.3.1.12	
	9.3.2.9	al. 1 et 2
	9.3.3.16	
	9.5.3	al. 1 (3)
	9.5.4	
	9.9.4	al. 1 (1) et (2)
	9.9.5	al. 2
	9.9.6	al. 2, 4 et 5
	9.9.8	al. 1 (2)
Chapitre 11 :	11.2.10	al. 2
	11.2.13	
	11.2.17	
	11.8.12	al. 2
	11.10.3	al. 1 (3)

  
M<sup>re</sup> Annick Murphy, Ad. E.  
Directrice des poursuites criminelles et pénales

**LOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX**  
(RLRQ, c. P-42)

Article 11.10  
11.13  
35

**RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS DE SALUBRITÉ DES LIEUX DE GARDE D'OISEAUX  
CAPTIFS**  
(RLRQ, c. P-42, r. 4)

Article 4 al. 1

**RÈGLEMENT SUR L'ENREGISTREMENT DES PROPRIÉTAIRES D'ABEILLES**  
(RLRQ, c. P-42, r. 5)

Article 4

**RÈGLEMENT SUR L'IDENTIFICATION ET LA TRAÇABILITÉ DE CERTAINS ANIMAUX**  
(RLRQ, c. P-42, r. 7)

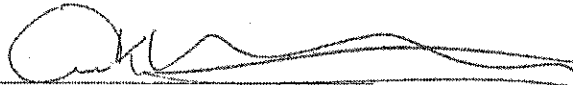
Article 7 al. 1 (2)  
8  
13 al. 1

**RÈGLEMENT SUR L'INSCRIPTION APOSÉE SUR LES RUCHES**  
(RLRQ, c. P-42, r. 8)

Article 1

**RÈGLEMENT SUR L'INSÉMINATION ARTIFICIELLE DES BOVINS**  
(RLRQ, c. P-42, r. 9)

Article 12

  
M<sup>e</sup> Annick Murphy, Ad. E.  
Directrice des poursuites criminelles et pénales

**RÈGLEMENT SUR LA VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS  
(RLRQ, c. P-42, r.11)**

<u>Article</u>	19	al.1 et al.2
	20	
	22	al.1 (a) et (c)
	24	al.1 (a)
	25	
	26	
	28	al.1 (e)
	29	al.1 (a), (b), (c) et (d)
	33	
	35	
	44.1	
	45	
	46	

**LOI SUR LA TRANSFORMATION DES PRODUITS MARINS  
(RLRQ, c. T-11.01)**

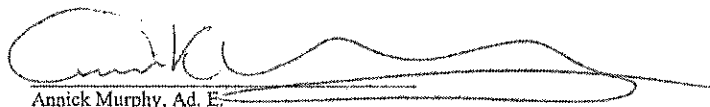
<u>Article</u>	11
----------------	----

**RÈGLEMENT SUR LES PERMIS D'ACQUÉREUR DE PRODUITS MARINS  
(RLRQ, c. T-11.01, r. 2)**

<u>Article</u>	10
----------------	----

Québec, le

13 mai 2018

  
Annick Murphy, Ad. E.  
Directrice des poursuites criminelles et pénales



**Dossier # : 1183217001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division de l'inspection des aliments
<b>Objet :</b>	Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



[1183217001 Info comptable.xls](#)

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD  
 Préposé au budget  
**Tél :** (514) 872-5916

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-12-20

Janet MARCEAU  
 Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-868.3354  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1188144001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Écoterritoires
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021. Autoriser une dépense de 481 857,36 \$ taxes incluses. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente. Approuver les recommandations à ces fins.

1. Approuver le rapport annuel 2017-2018 signé par la directrice du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) et les états financiers signés par le directeur du Service des finances et trésorier de la Ville dans le cadre de l'entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) dans la région de Montréal 2015-2018. Ces rapports présentent 261 312,12 \$ de dépenses admissibles pour une aide financière totale de 195 984,09 \$.
2. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF du MFFP dans la région de Montréal 2018-2021.
3. Autoriser Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal et présidente de l'agglomération de Montréal, à signer à titre de représentante de l'agglomération de Montréal, l'entente désignant la Ville de Montréal comme Délégué.
4. Mandater le SGPMRS de la Ville de Montréal à réaliser les suivis convenus dans l'entente.
5. Désigner le directeur Gestion des parcs et biodiversité du SGPMRS comme représentant du Délégué.
6. Autoriser le directeur Gestion des parcs et biodiversité du SGPMRS et le directeur du Service des finances et trésorier de la Ville à approuver et signer les documents de suivi exigés dans l'entente.
7. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir une aide financière totale de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente.

8. Autoriser une dépense d'un montant maximal de 481 857,36 \$ (361 393,02 \$ + 120 464,34 \$ taxes incluses) et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 13:12

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1188144001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Écoterritoires
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021. Autoriser une dépense de 481 857,36 \$ taxes incluses. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente. Approuver les recommandations à ces fins.

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) a pour objectif de mettre en œuvre des obligations prévues à la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier visant à rapprocher les centres de décisions des populations locales et à donner plus d'emprise aux milieux régionaux sur leur développement. Il permet de déléguer à l'ensemble des municipalités régionales de comté d'une même région des responsabilités, notamment en favorisant l'acquisition de connaissances et la documentation des différents enjeux régionaux et locaux, ainsi que de financer des travaux d'aménagement forestier.

Pour tenir compte des particularités de la région de Montréal et de sa composante forestière en milieu urbanisé qui ne comporte pas de forêts publiques sous aménagement, le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF du MFFP a été révisé. Le ministère confirme que pour l'agglomération de Montréal, la mise en œuvre du PADF permettra la réalisation de certaines interventions ciblées visant, entre autres, l'aménagement forestier et la mise en valeur de la ressource forestière.

L'agglomération de Montréal représente la région administrative de Montréal. Seule la Ville de Montréal, municipalité centrale, peut agir à l'égard des matières ou compétences qui sont attribuées à l'agglomération. La Ville de Montréal est donc désignée comme délégataire de l'entente pour l'agglomération.

Compte tenu de sa mission et de son expertise dans le domaine de la forêt urbaine, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) est le plus apte à répondre aux objectifs du PADF. C'est ainsi que le directeur Gestion des parcs et biodiversité du Service est désigné comme représentant du délégataire.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG16 0185 - 24 mars 2016 - Approuver le projet d'Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal (agglomération). Autoriser M. Denis Coderre, maire de Montréal, à signer à titre de président de l'agglomération de Montréal. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 240 000 \$ selon les modalités décrites dans l'Entente.

## **DESCRIPTION**

En novembre 2015, l'agglomération de Montréal a été invitée à conclure une entente de délégation précisant les modalités et les obligations liées au Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) 2015-2018 avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). Cette entente étant terminée, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) a déposé le rapport final au ministère. Ce rapport présenté en pièces jointes présente 261 312,12 \$ comme dépenses admissibles pour une aide financière totale de 195 984,09 \$. Les projets réalisés dans le cadre du PADF 2015-2018 sont variés. Par exemple : la valorisation des frênes abattus dans les parcs du Mont-Royal et Tiohtià:ke Otsira'kéhne, une étude et essai de torréfaction du bois de frêne, accorder un contrat de débardage de frênes avec des chevaux et accorder un contrat de communication, interprétation et sensibilisation portant sur les abattages de frênes dépérissants.

Puisque l'entente PADF 2015-2018 prévoyait une aide financière maximale de 240 000 \$ (3 versements annuels de 80 000 \$), il y a un résiduel de dépenses non engagées et non utilisées de 44 015,91 \$. Ce montant résiduel est reconduit et inscrit dans la prochaine entente de délégation du PADF 2018-2021. La Ville a déjà reçu ce montant.

Le 5 juin 2018, le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs a écrit à la mairesse de la Ville pour lui annoncer le renouvellement du PADF par le Conseil du trésor. La Ville est invitée à conclure une nouvelle entente PADF pour les années 2018 à 2021. Une somme de 100 000 \$ annuellement est prévue. Dans une deuxième lettre (15 août 2018), le ministre annonce un montant annuel additionnel de 10 000 \$.

À la suite de la signature de la nouvelle entente, le SGPMRS élaborera et mettra en oeuvre les plans d'action annuels sujets à l'approbation du MFFP. Un rapport annuel sera également présenté au ministère à la fin de chacune des trois (3) années de l'entente.

Le Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) accorde une aide financière correspondant à un maximum de 75 % des dépenses admissibles. Selon la nouvelle entente PADF 2018-2021, la Ville peut recevoir jusqu'à un maximum de 330 000 \$ (110 000 \$ annuellement) de la part du MFFP. Par conséquent, la Ville doit également prévoir une dépense équivalente à 25 % des dépenses admissibles soit un montant maximal de 120 464,34 \$ taxes incluses.

## **JUSTIFICATION**

La signature de l'entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la

région de Montréal soutient la Ville de Montréal dans le développement et la mise en oeuvre de projets d'interventions et d'activités en lien avec la forêt urbaine qui sont dans sa mission.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût maximal de cette entente est de 481 857,36 \$ taxes incluses et sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 440 000 \$ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt d'agglomération RCG 17-024 Plan de gestion de la forêt urbaine.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

La dépense de 440 000 \$ net de ristourne est subventionnée au montant de 330 000 \$ (361 393,02 \$ taxes incluses) dans le cadre de l'entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF), ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 110 000 \$ (120 464,34 \$ taxes incluses).

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

En conformité avec le Plan *Montréal Durable 2016-2020* :

Priorité : Réduire les émissions de GES.

Priorité : Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources.

Action 7 : Réduire et valoriser les matières résiduelles.

Priorité : Faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable.

Action 16 : Intégrer les principes de l'économie circulaire aux pratiques d'affaires de l'organisation.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les approbations doivent être faites à la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 afin de permettre la signature le plus rapidement possible de la nouvelle entente et la transmission au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs pour signature par le ministre. La nouvelle entente du Programme d'aménagement durable des forêts 2018-2021 doit être signée par les deux (2) parties avant le 31 mars 2019, sinon la Ville perdrait le premier versement de l'aide financière (110 000 \$ pour 2018).

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Mars 2019 : Envoi de l'entente signée par la mairesse pour signature par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Luc L LANDRY, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Luc L LANDRY, 23 janvier 2019

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc ST-HILAIRE  
Ingénieur forestier

**Tél :** 514-872-7691  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Daniel BÉDARD  
Chef de division

**Tél :** 514 872-1642  
**Télécop. :**

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Philippe DÉTOLLE  
Directeur

**Tél :** 514 872-1712  
**Approuvé le :** 2019-02-01

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE  
directeur(trice)

**Tél :** 514.872.1456  
**Approuvé le :** 2019-02-01




# Rapport annuel 2017-2018

Tableau 2 : Réalisation d'interventions ciblées (objectif 1.2)

Plan d'action											
Rapport annuel											
Activité	Type d'activité	Responsable de l'activité	Objectif visé par le projet	Indicateur	Cible	Budget PADF : entente régionale	Total de l'activité (\$)	Source de financement autre (\$)	Prévision des dépenses (PADF)	Résultats (en fonction des cibles)	Dépenses totales au 31 mars (PADF)
ANNÉE 2015-2016											
	Solde reporté.					80 000,00 \$	- \$	- \$	- \$		- \$
ANNÉE 2016-2017											
	Solde reporté.					80 000,00 \$	- \$	- \$	- \$		- \$
ANNÉE 2017-2018											
	Solde reporté.					80 000,00 \$	- \$	- \$	- \$		- \$
ANNÉE au 31 mars 2018											
Projets reliés aux préoccupations actuelles de préservation et la mise en valeur de la foresterie urbaine et du bois.	Étude sur le vieillissement accéléré du bois de frêne torréfié.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Cibler les meilleurs produits de finition adaptés spécifiquement à l'utilisation de frênes torréfiés soumis à un usage extérieur permettant l'utilisation de celui-ci pour le mobilier du parc Frédéric-Back.	Réactions du bois aux différents tests réalisés.	Trouver le meilleur produit à appliquer sur le frêne torréfié utilisé pour la fabrication de mobilier extérieur.		12 321,36 \$	3 080,34 \$	9 241,02 \$	Les tests renseignent que le produit utilisé par la Ville pour protéger le sapin de Douglas est adapté, cependant sur le frêne torréfié, il ne l'est pas.	9 241,02 \$
	Débitage de billes de frêne.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat d'exécution pour le débitage en planches de 180 billes de frêne.	Nombre de billes  Volume de planches	Transformation des billes de bois en planches brutes.		8 094,54 \$	2 023,63 \$	6 070,91 \$	Mise en planches des billes.	6 070,91 \$

	Séchage et torréfaction de plus de 5 000 PMP de frêne.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat d'exécution pour le séchage et la torréfaction d'un lot de 5 075 PMP de planches de frêne.	Volume de planches	Torréfaction de planches de frêne.		4 648,92 \$	1 162,23 \$	3 486,69 \$	Torréfaction à 40 % des planches de frênes.	3 486,69 \$
	Dégauchissage, rabotage et éboutage du frêne torréfié.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat d'exécution pour le dégauchissage, le rabotage et l'éboutage de planches de frênes.	Volume de planches	Transformation des planches brutes en planches prêtes à l'utilisation.		6 147,02 \$	1 536,75 \$	4 610,27 \$	Planches prêtes à transformer en mobilier extérieur.	4 610,27 \$
	Document de présentation.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat de graphisme pour la mise en page d'un document de présentation.	Concept élaboré	Avoir un document explicatif du projet à présenter aux différents Services de la Ville impliqués au projet de valorisation.		446,20 \$	111,55 \$	334,65 \$	Document de présentation.	334,65 \$
	Dons de 3 750 arbres par le MFFP à la Ville de Montréal.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Augmenter la canopée dans le cadre du plan de gestion de la forêt urbaine.	375 arbres plantés au Mont-Royal, 100 arbres plantés au Parc-nature du Bois-de-Liesse, 155 arbres plantés dans l'arrondissement de Verdun.	Terminer la plantation des arbres restants.		3 505,28 \$	876,32 \$	2 628,96 \$	Fin des plantations printemps 2018.	2 628,96 \$
	Plan d'action de valorisation des frênes montréalais.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Valorisation des frênes abattus dans les parcs du Mont-Royal et Tiohtià:ke Otsira'kéhne.	Mise en œuvre du plan d'action.	Débuter les actions.		141 075,92 \$	35 268,98 \$	105 806,94 \$	Valorisation des frênes abattus.	105 806,94 \$
	Plan de communication des travaux exécutés.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Établir les lignes de communication pour aider les usagers et les citoyens à comprendre les travaux.	Lignes de communication établies	Débuter les actions.		5 933,07 \$	1 483,27 \$	4 449,80 \$	Plan de communication prêt à diffuser.	4 449,80 \$

	Communication, interprétation et sensibilisation.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat en communication pour aider à faire comprendre les travaux.	Concept élaboré	Actions sur le terrain et les médias sociaux.		15 654,79 \$	3 913,70 \$	11 741,09 \$	Mise en œuvre du plan de communication sur le terrain.	11 741,09 \$
	Transformation des billes de frênes en produits valorisés.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder des contrats d'exécution pour la transformation des billes.	Quantité de produits	Transformation des billes en produits prêts à l'utilisation.		42 592,51 \$	10 648,13 \$	31 944,38 \$	Planches prêtes à l'utilisation en ébénisterie. Copeaux pour amendement de sol.	31 944,38
	Essai de débardage des arbres avec des chevaux.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat d'exécution pour débarder des frênes avec des chevaux.	Nombre d'arbres abattus	Abattre et débarder environ 200 frênes.		20 892,51 \$	5 223,13 \$	15 669,38 \$	Réalisation terrain. Documenter les points positifs et négatifs. Comparaison de la productivité avec les méthodes habituellement utilisées.	15 669,38 \$
<b>Total</b>						240 000,00 \$	261 312,12 \$	65 328,03 \$	195 984,09 \$		195 984,09 \$

  
 Louise-Hélène Lefebvre, Directrice du Service des  
 grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal  
 Ville de Montréal

25 septembre 2018  
 Date

## Rapport annuel

Tableau 3 : Sommes non dépensées dans le cadre du Programme d'aménagement durable des forêts au 31 mars 2018

-	Subvention octroyée 2017-2018	80 000,00 \$
	Dépenses 2017-2018	195 984,09 \$
+	Report des années antérieures	160 000,00 \$
=	Solde	44 015,91 \$

  
 Louise-Hélène Lefebvre, Directrice du Service des  
 grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal  
 Ville de Montréal

25 septembre 2018  
 Date



**Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal**  
**Subvention du Ministère des forêts, de la faune et des Parcs**  
**Programme d'aménagement durable des forêts (PADF)**  
**Dépenses réelles au 24 septembre 2018**

Communication, sensibilisation et interprétation	20 274,34 \$
Plan d'action de valorisation des frênes montréalais	142 389,44 \$
Services professionnels, techniques et autres	98 648,34 \$
Total	<u>261 312,12 \$</u>



Yves Courchesne, Directeur de service finances et trésorier  
Ville de Montréal

2018/12/05  
Date

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal  
Subvention du Ministère des forêts, de la faune et des Parcs  
Programme d'aménagement durable des forêts (PADF)  
Détails des dépenses réelles au 24 septembre 2018

**I. Communication, sensibilisation et interprétation**

Fournisseur	Description	Montant
CENTRE DE LA MONTAGNE	Accorder un contrat de service au Centre de la montagne pour les service de communication et d'interprétation dans le cadre du projet des travaux d'abattage et de plantation dans les parcs du Mont-Royal et Tiohti:ke Otsirà'kehne 17-1875	15 654,79 \$
Temps Annie Allard	32 heures rémunérées à 50,49\$/heure, indexé (Professionnel - convention collective échue)	1 757,38 \$
Temps François comeau	Salaire hebdomadaire indexé (Professionnel - convention collective échue)	2 862,17 \$
<b>Total Communication, sensibilisation et interprétation</b>		<b>20 274,34 \$</b>

**II. Plan d'action de valorisation des frênes montréalais**

Rubrique	Description	Montant
Salaire 2017 - chargé de projet	Du 1er janvier au 31 décembre 2018	109 716,59 \$
Salaire 2018- Chargé de projet	Du 1er janvier au 31 mars 2018	24 416,69 \$
Charges sociales 2018	Chargé de projet, annie Allard et François Comeau - Taux budgété	8 256,16 \$
<b>Total Plan d'action de valorisation des frênes montréalais</b>		<b>142 389,44 \$</b>

**III. Services professionnels, techniques et autres**

Fournisseur	Description	Montant
9165-5183 QUEBEC INC.	Article ; Accorder un contrat d'exécution pour le débitage en planches, de 180 billes de frênes - Contrat 17-6011	8 094,54 \$
9166-2148 QUEBEC INC.	Article ; Octroyer un contrat de services techniques à 9166-2148 Québec Inc. pour l'abattage de frênes dépérissants et le débardage avec cheveaux dans les parcs du Mont-Royal et Tiohti:ke Otsira'kehne pour une somme de 22 995 \$ TTC. AO # 18-6220.	20 892,51 \$
BOIS EXPANSION INC.	Article ; Contrat pour le dégauchissage et le rabotage d'un lot de 5 075 PMP de planches de frênes torréfié (17-6114)	6 147,02 \$
BOO! DESIGN INC.	Article ; Documents de présentation de la valorisation des matières ligneuses_PADF	446,20 \$
FPINNOVATIONS	Article ; (16-1753) Accorder un contrat de services professionnels à FPInnovations, pour financer une étude comparative de la résistance de bois de frêne torréfié au vieillissement.	12 283,54 \$
PUROLATOR COURRIER LTEE	Article ; Envoie de bois pour Valorisation	37,82 \$
TORREFACTION PLUS	Article ; Séchage et la torréfaction	4 648,92 \$
BOIS PUBLIC	Article ; Sciage des billes de frênes excédentaires au site CESM. Bloc de 10 h pour valoriser environ 50 billes.	1 784,79 \$
LES SCIURES JUTRAS INC.	Article ; Location d'un broyeur et d'un équipement de chargement avec opérateurs_18-6249	19 107,72 \$
PLANT PRODUCTS	Article ; Pots NS C600 Custom noir 105/pqt	1 423,95 \$
SCOTTS CANADA LTEE	Article ; Terreau agromis, frais de transport inclus, AGRN7-V	1 225,47 \$
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	Article ; Disque de coco 21 cm (8 1/4") 344/caisse	855,86 \$
BOIS PUBLIC	Article ; 1er versement de 10850 \$ pour la transformation d'environ 150 billots	10 850,00 \$
BOIS PUBLIC	Article ; CE18 0520_1184107005_2e versement-10850 \$ - Transformation d'environ 150 billots	10 850,00 \$
<b>Total Services professionnels, techniques et autres</b>		<b>98 648,34 \$</b>

<b>Total des dépenses</b>	<b>261 312,12 \$</b>
---------------------------	----------------------

**Dossier # : 1188144001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
<b>Objet :</b>	Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021. Autoriser une dépense de 481 857,36 \$ taxes incluses. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente. Approuver les recommandations à ces fins.

## SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

## COMMENTAIRES

---

## FICHIERS JOINTS



Entente PADF 2018-2021.pdf

---

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ  
 Avocat  
**Tél : 514-872-6886**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Olivier TACHÉ  
 Avocat  
**Tél : 514-872-6886**  
**Division : Contrats**





## **ENTENTE DE DÉLÉGATION**

concernant la gestion du Programme d'aménagement durable  
des forêts, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

dans la région de Montréal

### **ENTRE :**

**LE MINISTRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS**,  
monsieur Pierre Dufour, pour et au nom du gouvernement du  
Québec;

**ci-après désigné le « MFFP »;**

### **ET :**

**LA VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public  
ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal  
(Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Valérie  
Plante, mairesse, dûment autorisée aux fins des présentes en  
vertu d'une résolution en date du 28 février 2019 dont copie est  
jointe à la présente entente;

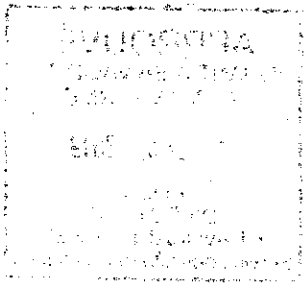
**ci-après désignée le « Délégateur ».**

**Le « MFFP » et le « Délégateur » étant ci-après  
collectivement désignés les « parties ».**

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** le Programme d'aménagement durable des  
forêts (PADF) a pour objectif général d'optimiser, avec la  
participation des intervenants locaux, l'aménagement du territoire  
forestier des régions du Québec dans une perspective de  
développement durable;

**ATTENDU QUE** le PADF a aussi pour objectifs spécifiques de  
permettre la réalisation d'interventions ciblées visant notamment  
la réalisation de travaux d'aménagement forestier sur les  
territoires forestiers résiduels sous entente de délégation de  
gestion ou sur les terres privées appartenant aux propriétaires  
forestiers reconnus en vertu de l'article 130 de la Loi sur  
l'aménagement durable du territoire forestier, ainsi que la  
réalisation de travaux associés au maintien et à l'amélioration du  
réseau de chemins multiusages et la réalisation de différentes  
activités favorisant l'aménagement forestier et la mise en valeur  
de la ressource forestière;



#### **ENTENTE DE DÉLÉGATION**

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts  
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Région administrative de Montréal

**ATTENDU QUE** la réalisation des activités prévues au PADF est rattachée à l'octroi d'une aide financière;

**ATTENDU QUE** le MFFP souhaite renforcer les rôles de développement économique et régional exercés par les MRC et agglomérations et s'assurer que les décisions prises en région répondent davantage aux besoins et préoccupations exprimés par la population;

**ATTENDU QUE** l'article 17.22 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2) permet au ministre de déléguer, par entente, à un conseil de bande d'une communauté autochtone, à une municipalité, à une personne morale ou à un autre organisme, la gestion d'un programme qu'il a élaboré en vertu du paragraphe 3° de l'article 12 de cette loi;

**ATTENDU QUE** le MFFP souhaite déléguer au Délégataire une partie de la gestion du PADF;

**ATTENDU QUE** le Délégataire fait partie de la même région administrative et souhaite se voir déléguer la gestion du PADF;

**EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :**

#### **1. INTERPRÉTATION**

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire à la suite d'une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

#### **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de déléguer au Délégataire la gestion du PADF. L'entente détermine également le montant de l'aide financière accordée au Délégataire, en plus de définir les engagements des parties.

#### ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts  
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Région administrative de Montréal

### 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

#### 3.1 Engagements du MFFP

**Le MFFP s'engage à :**

- 3.1.1 Verser au Délégataire, pour chaque année d'application du PADF, une somme maximale de cent dix mille dollars (110 000 \$), selon les modalités suivantes :
  - au plus 75 % du montant maximal annuel dans les 60 jours suivant l'approbation par le MFFP de la planification annuelle (annexe 4 du cadre normatif) déposée par le Délégataire;
  - au plus 25 % du montant maximal annuel, à la suite du dépôt du registre annuel des projets (annexe 5 du cadre normatif) et du bilan de la planification annuelle (annexe 6 du cadre normatif), par le Délégataire et de son acceptation, par le MFFP.
- 3.1.2 Effectuer le suivi du montant résiduel déjà versés au Délégataire totalisant 44 015,91 \$, lequel montant provient des sommes non engagées et non dépensées de l'entente du PADF 2015-2018.
- 3.1.3 Analyser et approuver la planification annuelle, le registre annuel des projets ainsi que le bilan de la planification annuelle en respect du cadre normatif.
- 3.1.4 Rencontrer le Délégataire afin d'approuver le registre annuel des projets au plus tard 60 jours après l'acceptation par le MFFP de la planification annuelle.
- 3.1.5 Transmettre au Délégataire, tout autre document de soutien requis pour la mise en œuvre du PADF, le cas échéant.
- 3.1.6 Offrir l'accompagnement, au Délégataire pour la mise en œuvre et la reddition de comptes du PADF.
- 3.1.7 Appliquer les dispositions prévues au cadre normatif du PADF joint à la présente entente.

#### ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts  
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Région administrative de Montréal

### 3.2 Engagements du Délégataire

#### Le Délégataire s'engage à :

- 3.2.1 Gérer le PADF sur le territoire de sa région administrative, soit la région administrative de Montréal, respecter les dispositions prévues au cadre normatif du PADF, et se conformer aux obligations prévues à la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier.
- 3.2.2 Créer et coordonner un comité visant à mettre en place le processus de planification annuelle prévue au PADF ainsi qu'un processus de sélection des projets, en vue de la transmission au MFFP par le Délégataire de la planification annuelle, du registre annuel des projets et du bilan de la planification annuelle.
- 3.2.3 Transmettre au MFFP pour la première année d'application du PADF, la planification annuelle dans les 60 jours suivant la signature de la présente entente.
- 3.2.4 Transmettre au MFFP pour les années subséquentes du PADF, la planification annuelle dans les 60 jours suivant la confirmation, par le MFFP, du montant annuel accordé au Délégataire.
- 3.2.5 Valider et approuver au moyen de la signature du Directeur gestion des parcs et biodiversité du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports du Délégataire, le registre annuel des projets couvrant la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de chaque année du PADF visant à assurer la conformité des projets en lien avec le cadre normatif.
- 3.2.6 Pour chacune des années d'application du PADF, rencontrer le MFFP pour lui déposer le registre annuel des projets au plus tard 60 jours après l'acceptation par le MFFP de la planification annuelle.
- 3.2.7 Pour chacune des années d'application du PADF, transmettre au MFFP, au plus tard en juin de chaque année, le bilan de la planification annuelle et le registre annuel des projets pour l'ensemble des activités réalisées sur le territoire d'application de l'entente pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de chaque année du programme faisant foi que les sommes versées par le MFFP ont bien été utilisées en conformité avec la présente entente. Cette version du registre annuel des projets doit être signée par le Directeur gestion des parcs et biodiversité du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports du Délégataire ainsi que par le Directeur du service des finances et trésorier.

#### **ENTENTE DE DÉLÉGATION**

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts  
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Région administrative de Montréal

3.2.8 Pour chacune des années d'application du PADF, s'assurer que l'aide financière accordée a été utilisée de façon diligente par cette dernière et qu'elle a servi exclusivement à rembourser les dépenses admissibles associées à la réalisation de l'intervention pour laquelle elle a été octroyée.

3.2.9 Transmettre au MFFP toute information qu'il peut requérir relativement à la gestion du PADF sur le territoire d'application de la présente entente.

#### **4. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire d'application de la présente entente est défini à l'article 3.2.1 de celle-ci.

#### **5. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2021.

#### **6. RÉSILIATION**

Si le Délégué est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, le MFFP se réserve le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, le MFFP doit transmettre par messenger ou courrier recommandé un avis de résiliation écrit au Délégué énonçant le motif de résiliation. Le Délégué aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis pour y remédier à défaut de quoi, l'entente est résiliée de plein droit.

Advenant la résiliation, le Délégué s'engage à rembourser au MFFP tout solde sur les montants qui leur ont été versés, mais pas encore dépensés. Ce solde doit être remboursé au MFFP dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte à la condition qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **ENTENTE DE DÉLÉGATION**

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts  
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Région administrative de Montréal

## **7. VÉRIFICATION**

Les contributions versées découlant de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par un représentant dûment mandaté par le MFFP. Ce représentant du MFFP pourra être chargé de procéder, chez le Délégué, à une vérification des dépenses faisant l'objet de la présente entente, de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification et en tirer des copies, le cas échéant.

Elles peuvent également faire l'objet d'une vérification par le Vérificateur général en vertu de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01) ou par le Contrôleur des finances en vertu de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01).

## **8. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut pas changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **9. UTILISATION DE DONNÉES GÉOGRAPHIQUES**

### **9.1 Accès à la base de données géographiques**

Le Système d'information et de gestion du territoire public (SIGT) est une base de données géographiques comprenant toute l'information nécessaire à la planification et à la gestion du territoire. Le Délégué peut avoir accès au SIGT en transmettant une demande par courriel à la direction générale sectorielle de sa région.

### **9.2 Modèle d'entente portant sur le partage d'informations géographiques**

Si le Délégué a besoin de données géographiques qui ne sont pas disponibles dans le SIGT, mais que le MFFP possède, il peut lui en faire la demande. Pour que ces données lui soient transmises, le Délégué doit conclure une entente de partage d'informations géographiques avec le MFFP. Une telle entente de partage permet au Délégué de bénéficier de données géographiques existantes et au MFFP d'avoir accès à la mise à jour des données si une telle mise à jour était nécessaire.

#### ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts  
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Région administrative de Montréal

### 10. COMMUNICATIONS

Tous les avis ou documents exigés en vertu de la présente entente doivent être donnés par écrit et être transmis par messenger ou par courrier recommandé aux coordonnées suivantes :

Pour le MFFP :

Monsieur M. Carl Patenaude-Levasseur, directeur général  
sectoriel par intérim  
Direction générale du secteur Métropolitain et Sud  
545, boulevard Crémazie Est, 8<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2M 2V1

Pour le Délégataire :

Monsieur Jean-Philippe Détolle, directeur  
Direction gestion des parcs et biodiversité  
Service des grands parcs, du mont Royal et des sports  
Ville de Montréal  
801, rue Brennan, Pavillon Duke, 4<sup>e</sup> étage — Bureau 4122  
Montréal (Québec) H3C 0G4

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

### 11. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie.

### 12. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que le MFFP ou ses représentants identifiés à l'article 10 peuvent annoncer, conjointement avec le Délégataire, les détails de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et des autres intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.



#### **ENTENTE DE DÉLÉGATION**

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts  
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Région administrative de Montréal

Les parties s'engagent à assurer leur visibilité, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les autres intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### **13. ENGAGEMENTS FINANCIERS**

Conformément à l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), aucun engagement financier du gouvernement du Québec ne peut être pris et n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement dans l'année financière au cours de laquelle il est pris.

L'enveloppe annuelle peut, si elle n'a pas été engagée lors de l'exercice financier pour lequel elle a été octroyée, être reportée aux années subséquentes aux fins de la mise en œuvre des activités prévues au PADF.

### **14. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

En cas de différends découlant de la présente entente, les parties conviennent de tenter, de bonne foi, de le régler. Si les parties ne réussissent pas à le régler par la négociation, elles conviennent de considérer le recours à la médiation. Les parties assumeront à parts égales les frais de médiation, le cas échéant.

15. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ :

\_\_\_\_\_  
PIERRE DUFOUR  
Ministre des Forêts, de la Faune et des  
Parcs

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
VALÉRIE PLANTE  
Mairesse  
Ville de Montréal

\_\_\_\_\_  
Date



**Dossier # : 1188144001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
<b>Objet :</b>	Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021. Autoriser une dépense de 481 857,36 \$ taxes incluses. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente. Approuver les recommandations à ces fins.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



190130uhenaza ai\_GDD1188144001 Subvention MFFP - Projet PAD.xls

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO  
 Préposé au Budget  
**Tél : 514 872-7801**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Daniel D DESJARDINS  
 Conseiller budgétaire  
**Tél : 5148725597**  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1188207001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	Habitation 2015-2020
<b>Objet :</b>	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 496 160 \$, pour la réalisation du projet de logement social Amaryllis du groupe Sidalys, provenant du fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour l'arrondissement de Ville-Marie

Il est recommandé  
d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 496 160 \$, pour la réalisation du projet de logement social Amaryllis du groupe Sidalys, provenant du fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour l'arrondissement de Ville-Marie

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2019-01-24 14:28

**Signataire :** Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1188207001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	Habitation 2015-2020
<b>Objet :</b>	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 496 160 \$, pour la réalisation du projet de logement social Amaryllis du groupe Sidalys, provenant du fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour l'arrondissement de Ville-Marie

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (ci-après "AccèsLogis Québec"), l'organisme Sidalys a soumis un projet impliquant la démolition et la reconstruction d'un immeuble résidentiel vétuste. Le projet permettra de réaliser 15 chambres et des espaces communautaires.

Le financement de base des projets provient du programme AccèsLogis Québec auquel contribue la Ville de Montréal (la part de la Ville étant remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal - CMM). Ce programme prévoit qu'une part des fonds doit provenir de prêts d'une institution financière (hypothèque) contractés par l'OBNL.

Une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 496 160 \$ proviendra, avec l'accord de l'arrondissement de Ville-Marie, du Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0244 (26 avril 2018) Approbation de l'entente tripartite entre la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (22,182 M\$), en application de l'Entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal.

CE18 0690 (18 avril 2018) Ordonnance pour modifier la liste des cas admissibles à une subvention additionnelle ainsi que le pourcentage maximal prévu au Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102), afin de permettre l'utilisation des sommes reçues de la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation pour compléter le financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.

CE12 0338 (14 mars 2012) Approbation de la création d'un Fonds de contribution à la

*Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projet résidentiel afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires et de logements privés abordables ou pour familles.*

CE05 1708 (24 août 2005) Adoption de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

## **DESCRIPTION**

Le coût pour la démolition et la reconstruction de l'immeuble s'élève à 1 986 270 \$ ( taxes non incluses). À ce montant, s'ajoutent les honoraires professionnels, le coût des études et dépenses connexes. Le coût total de réalisation est de 2 805 862. Malgré les subventions de base et additionnelle prévues et l'hypothèque qui sera contractée selon les normes d'AccèsLogis; il demeure un manque à gagner évalué à 379 250 \$.

La subvention exceptionnelle, qui ne pourra dépasser 496 160 \$, sera ajoutée au montage financier du projet. Ce qui permettra de rendre viable le projet.

## **JUSTIFICATION**

- Le projet répond aux engagements de l'Administration municipale en matière d'habitation sociale et répond à la priorité accordée à la lutte contre l'itinérance;
- le projet a reçu la confirmation de l'engagement conditionnel des subventions dans le cadre du programme AccèsLogis en août 2017;
- la SHQ a émis un engagement définitif pour ce projet le 14 janvier 2019, sous réserve de l'approbation du montage financier dont l'approbation de la subvention exceptionnelle du présent sommaire;
- l'arrondissement de Ville-Marie est favorable à la réalisation du projet.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La subvention exceptionnelle maximale de 496 160 \$ sera assumée en totalité par le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour l'arrondissement de Ville-Marie. Le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dispose, pour cet arrondissement, de la somme de 4 629 426 \$ au 31 décembre 2018. L'imputation budgétaire est indiquée à l'intervention du Service des finances.

La subvention exceptionnelle maximale de 496 160 \$ a été calculée en tenant compte des normes du programme Accès Logis, notamment pour générer des loyers équivalent à 95 % du loyer médian établi pour Montréal. Ce montant pourrait être revu à la baisse à la fin de la construction, à la date dite d'ajustement des intérêts, advenant que le projet soit viable sans avoir recours au plein montant de la subvention exceptionnelle.

Il est prévu qu'une fois construit, l'immeuble de l'organisme à but non lucratif générera des revenus annuels de taxes foncières estimés à 10 770 \$.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le projet sera certifié Novoclimat, ce qui signifie une économie dans l'utilisation de l'énergie pour le bâtiment. La membrane de la toiture doit être de couleur blanche ou avoir un indice de réflectance solaire d'au moins 78. Les stationnements pour vélos sont également prévus, afin d'inciter les locataires à l'utilisation du vélo et du transport collectif.

La poursuite des interventions en matière d'habitation permet à la Ville de Montréal d'agir sur plusieurs aspects clé du développement durable, dont la conservation du parc résidentiel existant, la consolidation du territoire urbanisé et sa densification dans les secteurs desservis par le transport collectif, la réponse aux besoins sociaux et, plus



largement, le maintien d'une offre résidentielle saine et diversifiée, garante d'une réelle mixité sociale.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si ce projet ne réussit pas à compléter son montage financier, il n'obtiendra pas l'aide de la SHQ et le projet sera abandonné. L'organisme Sidalys vient en aide à des personnes vulnérables, en risque d'itinérance et atteintes du VIH. La concrétisation de ce projet viendrait assurer la continuité de ces services pour les années à venir puisque le bâtiment actuel est en très mauvais état : son utilisation est compromise par son niveau de détérioration.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Des opérations de communication seront prévues, lors de l'inauguration du projet, conformément au protocole signé entre la Ville et la SHQ pour le programme AccèsLogis. Ce protocole prévoit notamment que les communiqués émis fassent l'objet d'une double validation à la Ville et à la SHQ.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Signature du contrat avec l'entrepreneur : avril 2019

Début des travaux : mai 2019

Occupation des bâtiments : mai 2020

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

#### **Parties prenantes**

Marc LABELLE, Ville-Marie

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-12-13

Nabil ABBAS  
Conseiller en développement de l'habitation

**Tél :** 514-872-1585  
**Télécop. :**

Marthe BOUCHER  
c/d soutien projets logement social et abordable

**Tél :** 514.868.7384  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Marianne CLOUTIER  
Directrice - Habitation

**Tél :** 514 872-3882  
**Approuvé le :** 2019-01-24



An aerial photograph of a city block. In the center, there is a rectangular swimming pool with a blue roof. To the left of the pool is a street with several cars parked along the side. Further left, there is a large, modern building with a red and grey facade. To the right of the pool is a large green lawn area. In the background, there are more buildings and trees. Two labels with blue pins are visible: 'Maison Amaryllis' pointing to a building on the left, and 'Communauto 312 Plessis et Ste-Catherine' pointing to a location near the bottom center.

Maison Amaryllis

Communauto 312  
Plessis et Ste-Catherine







Google





LÉGENDE

- ARBRE

BORNE-FONTAINE

HAUBAN

LAMPADAIRE

POTEAU

PUSIARD

REGARD

REPERE D'APPENTAGE

VALVE D'EAU
- BORD BOISE

CABLES AERIENS

CLÔTURE

FOSSE

HAE

LMITE DE TALUS

LMITE DE LOT

LMITE DE PROPRIÉTÉ

REGARD ECOUT

REGARD AQUEDUCT

NOTES:

+ 24,18 INDIQUE L'ALTITUDE EN MÈTRES N.M.M.

LES DIMENSIONS DES STRUCTURES ET LEURS RATTACHEMENTS AUX LIMITES DE PROPRIÉTÉ SONT DONNÉS A PARTIR DU REVÊTEMENT EXTÉRIEUR.

⊙ D=700 INDIQUE LE DIAMÈTRE DES ARBRES EN MILLIMÈTRES

CERTIFICAT DE LOCALISATION ET TOPOGRAPHIE

CE PLAN ET LE RAPPORT QUI L'ACCOMPAGNE FONT PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT DOCUMENT. IL NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ POUR D'AUTRES FINS QUE CELLES MENTIONNÉES AU RAPPORT CI-JOINT.

LOT(S)	1 567 447
CADASTRE	DU QUÉBEC
CIRC. FONC.	MONTREAL
MUNICIPALITE	VILLE DE MONTREAL
ARRONDISSEMENT	VILLE-MARIE
ECHELLE	1=250 SI
RECHERCHES	19 DECEMBRE 2016
TERRAIN	13 DECEMBRE 2016
DESSIN	1409-70

COPIE CONFORME LE 22 DEC. 2016

MONTREAL LE 21 DECEMBRE 2016

Signé numériquement par:

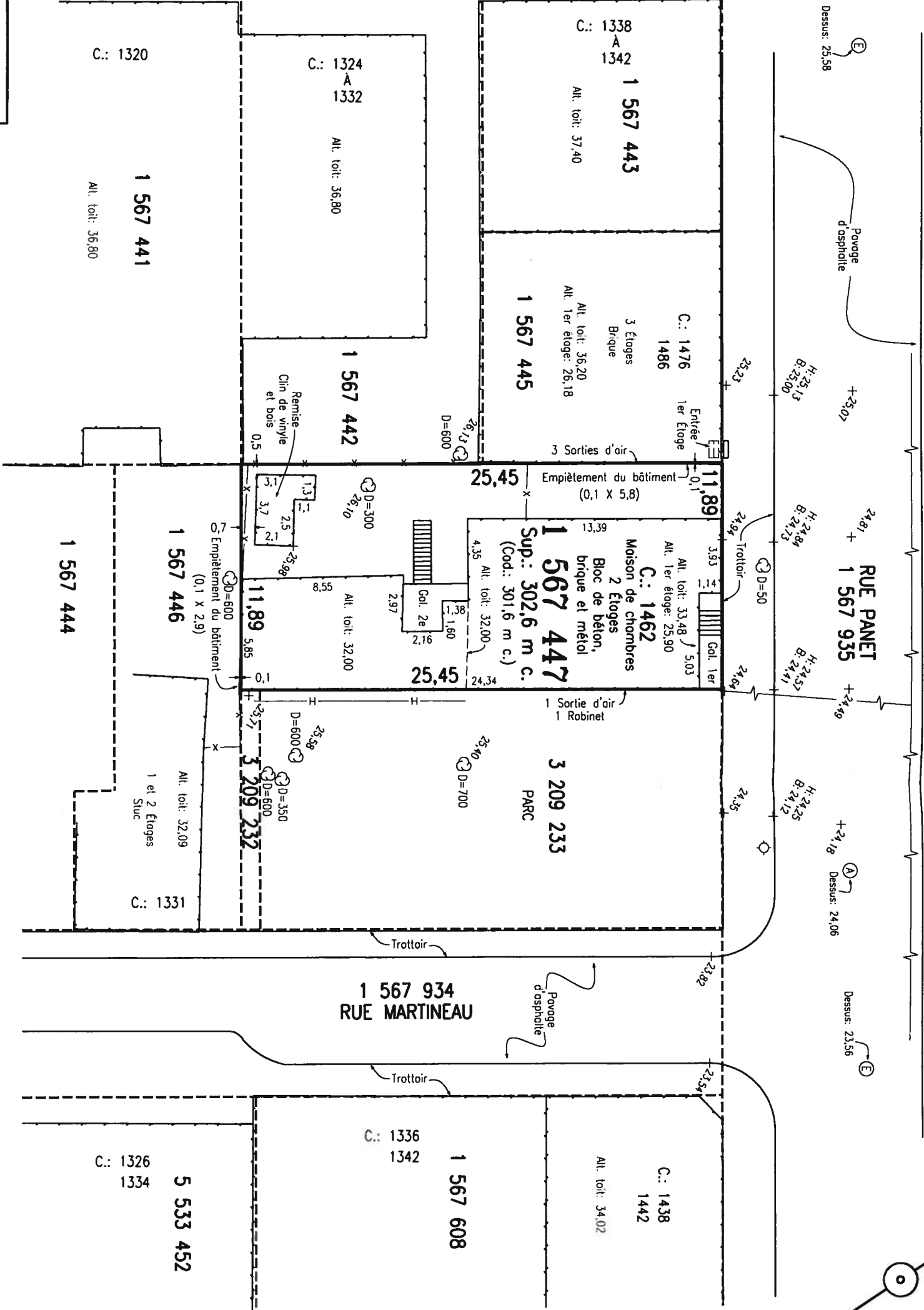
Martin Gascon a.-g.

MINUTE : 13640

DOSSIER : 1612-14



Gascon a.-g. inc.  
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES  
4244, RUE DE SALABERRY  
MONTREAL (QUEBEC) H4J 1H3  
Tél.: 514 337-6141 Fax: 514 337-6142  
Courriel: info@gasconog.com



BOULEVARD DE MAISONNEUVE EST  
1 739 055

REPERE DE NIVELLEMENT 27KM098  
A l'intersection de la rue de la Visitation  
et du boulevard De Maisonneuve Est  
ALTITUDE: 25,987 m N.M.M.  
Date de la publication 1er janvier 1968

**Dossier # : 1188207001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
<b>Objet :</b>	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 496 160 \$, pour la réalisation du projet de logement social Amaryllis du groupe Sidalys, provenant du fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour l'arrondissement de Ville-Marie

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

### **FICHIERS JOINTS**



[1188207001 SMVT.xls](#)

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Safae LYAKHLOUFI  
Préposée au budget  
**Tél : 514-872-5911**

Co-auteur  
Natalie Bouchard  
Conseillère en gestion- Finances  
514-872-0325

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-12-14

Mathieu PERRIER  
Cef de division  
**Tél : 514 868-3410**

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service Brennan



**Dossier # : 1183983001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

Il est recommandé :

1 - d'autoriser une contribution de soixante huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 16:37

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1183983001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

## CONTENU

### CONTEXTE

La Ville de Montréal signait en juin 2017 une entente de partenariat d'une durée de 3 ans avec le consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques Ouranos. Le consortium Ouranos est un organisme à but non lucratif qui a pour mission d'acquérir et de développer des connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts, ainsi que les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation.

L'objectif de ce partenariat est de construire un pont entre les efforts de recherche menés en matière d'adaptation aux changements climatiques et les besoins que l'agglomération de Montréal a pour se préparer à répondre au climat changeant. Cette collaboration se veut un levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche-action, par le développement de l'expertise climatique municipale et par le partage de connaissances qui outilleront l'agglomération de Montréal afin de mieux répondre aux enjeux climatiques.

L'équipe des Changements climatiques et des Projets spéciaux de la Division de la planification et du suivi environnemental du Service de l'environnement est mandatée pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels l'agglomération doit faire face trouvent écho dans des projets de recherche-action novateurs. La première année de partenariat a mené à l'élaboration d'une programmation reflétant les besoins des Services, des arrondissements et des Villes liées. Elle se traduit par le développement de projets

d'adaptation aux changements climatiques sur le territoire montréalais dont la mise sur pied du projet Labo Climat Montréal.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17 0274 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et OURANOS inc., pour une durée de 3 ans, concernant la recherche sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, pour un montant total de 528 885 \$, taxes incluses et de 300 000 \$ en nature.

CG15 0780 - 18 décembre 2015 - Adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

## **DESCRIPTION**

### **Le projet Labo Climat Montréal**

Le projet Labo Climat Montréal vise la mise sur pied d'une démarche de laboratoire vivant dont l'objectif est d'accroître la prise en compte des enjeux d'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification, de conception et de développement de projet d'aménagement urbain sur le territoire de l'agglomération montréalaise.

Le projet est développé dans le contexte où les effets des changements climatiques se font déjà sentir sur l'île de Montréal et nécessitent qu'on porte un regard différent sur les projets urbains. Que ce soit la transformation, la requalification ou le développement d'une partie de la ville ou d'un quartier, les approches d'aménagement qui visent la redéfinition de l'espace et la création de milieux de vie de qualité et durables nécessitent que nous tenions compte des nombreux enjeux climatiques.

La création du Labo Climat Montréal en adaptation aux changements climatiques est une démarche de cocréation pour la recherche et la mise en œuvre de solutions d'adaptation. Cette démarche qui implique plusieurs services dont celui de l'Urbanisme et de la mobilité et plus particulièrement la Division de l'aménagement et du design urbain ainsi que l'arrondissement de Lachine, consiste à analyser sur la base d'un projet bien précis, un processus de planification afin de voir comment l'adaptation aux changements climatiques peut s'intégrer dans les différentes étapes de développement d'un projet urbain. C'est donc, à travers le projet de requalification du secteur Lachine-Est que le projet Labo Climat Montréal sera développé. Le secteur de Lachine-Est a été choisi comme site puisque les 50 hectares à requalifier représente un laboratoire idéal pour le projet et que l'exercice de planification en cours s'inscrivait bien avec le calendrier de la programmation des projets de recherche-action à mener dans le cadre de l'entente Ville de Montréal et Ouranos.

Le projet vise à explorer des approches différentes qui favorisent l'apprentissage, l'innovation et la concertation des acteurs impliqués (élus, employés municipaux, consultants, promoteurs, groupes de citoyens et autres usagers, etc.). Le laboratoire permet d'aller plus loin dans la définition des activités de conception et de développement, de découvrir de nouvelles approches et d'expérimenter des pratiques pour faciliter le décloisonnement des expertises. En partant des pratiques existantes, puis en favorisant les échanges et les interactions entre les parties prenantes pour intégrer l'adaptation aux changements climatiques tout au long des différentes phases du cycle de vie du projet urbain, le laboratoire vivant sur le climat questionne le pilotage complexe d'un projet urbain, vise à susciter l'émergence d'idées innovantes et formaliser des pratiques dans ce domaine. L'approche recherche-action cherchera à favoriser la collaboration d'acteurs multidisciplinaires pour définir et développer ensemble de nouvelles pratiques pour la planification de projets de développement urbains.

Le projet Labo Climat Montréal, inscrit comme un projet phare dans la programmation du

partenariat a été adopté par le comité directeur Ville de Montréal et Ouranos en juin 2017. Cinq équipes de chercheurs ont été invitées à répondre à un appel à manifestation d'intérêt en présentant un pré-projet (proposition-brève). C'est au terme d'une évaluation qui s'est déroulée en août 2018 où l'Arrondissement Lachine, le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Service de l'environnement ont participé que le groupe de recherche de l'Institut national de recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société de l'Université du Québec (INRS-UCS) et Réseau Ville Régions Monde (VRM) a été choisie pour mener à bien ce projet. L'équipe de chercheurs a déposé le 10 janvier 2019 une proposition détaillée qui fait l'objet d'un processus d'évaluation scientifique par le consortium Ouranos.

Le projet s'échelonnait initialement sur une période d'environ 18 mois. Il implique la collaboration et la participation des équipes visées par la planification et la réalisation du projet urbain de Lachine-Est qui développeront avec l'aide des chercheurs de nouvelles pratiques de planification de projets intégrant l'adaptation aux changements climatiques. Cette contribution en nature se traduira par la participation des employés à des entretiens, des rencontres et des ateliers qui seront tenus pour la bonne marche du projet.

Différents livrables sont prévus afin d'assurer le transfert des connaissances, dont des fiches techniques sur les enjeux et les pratiques (mobilité, gestion de l'eau et infrastructures vertes), une plateforme d'échanges, la présentation de la démarche et des résultats et des recommandations sur l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans le processus de développement de projet urbain.

*p.j.: Proposition détaillée Labo Climat Montréal et annexes  
Procédure d'évaluation des projets de recherche Ouranos*

#### **Addenda (entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos - CG 17 0274)**

Le développement du projet Labo Climat Montréal demande des sommes supplémentaires à celles prévues dans l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos. La somme demandée s'ajoute au montant prévu pour l'année 2018-2019 et sera payable en un versement de soixante huit mille cinq cent dollars (68 500\$) plus taxes suivant la réception par la Ville de Montréal d'une facture d'Ouranos.

*p.j.: Addenda 1 - Entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc.*

#### **JUSTIFICATION**

Afin de mettre sur pied le Labo Climat Montréal, la Ville de Montréal doit verser à Ouranos la somme de soixante huit mille cinq cent ( 68 500\$). Le montant demandé est nécessaire pour poursuivre la phase de développement et permet le démarrage rapide du projet sans attendre le financement de fonds de recherche qui pourrait retarder ou compromettre le projet. Cette somme assure la viabilité du projet Labo Climat Montréal qui doit s'insérer dans la phase de démarrage du projet Lachine Est, identifié comme un des secteurs prioritaires à transformer sur le territoire. Cet argent permettra non seulement de mettre en place un projet unique mais également de répondre à l'engagement que la Ville a fait en signant l'entente de partenariat avec le consortium Ouranos.

Ouranos complètera le budget alloué au projet en versant une somme de soixante huit mille cinq cent dollars (68 500\$) plus taxes. L'organisme assume la qualité scientifique et le bon déroulement de chaque étape du projet. Il veille à ce que les sommes versées soient utilisées aux fins prévus et que tous les livrables soient déposés selon les calendriers de travail présentés et approuvés.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La bonne marche du projet qui se déroulera sur 18 mois tel que présenté dans la proposition détaillée nécessite un budget de 298 937 \$ dollars, incluant les espèces et les contributions en nature.

Le montant versé par la Ville de Montréal, soit la somme de soixante huit mille cinq cent dollars (68 500\$) plus taxes sera priorisée à même le budget du Service de l'environnement et sera assumée à 100% par l'agglomération. La contribution en nature de la Ville de Montréal a été évaluée à vingt-sept mille dix dollars (27 010\$).

Le versement sera effectué sur présentation d'une facture d'Ouranos à la Ville de Montréal après approbation de la proposition détaillée par le comité d'experts scientifiques d'Ouranos et sa direction générale.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos vise la mise en place de projets de recherche-action qui s'inspirent des principes de développement durable et contribuent aux objectifs du Plan Montréal durable 2016-2020.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le projet Labo Climat Montréal s'inscrit dans la programmation de projets menés dans le cadre de l'entente de recherche-action Ville de Montréal et Ouranos.

- Il vise à aider les décideurs à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification et le développement de projets urbains;
- Il se veut la rencontre entre la science et la pratique pour répondre à des enjeux auxquels l'agglomération doit faire face;
- Il vise à favoriser le partage et développer les expertises municipales, faciliter la circulation des connaissances et des données;
- Il s'inscrit dans la mise en oeuvre du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'Agglomération de Montréal 2015-2020;
- Et concrétise les engagements que l'agglomération a prise à l'égard de la lutte aux changements climatiques.

Si la demande était refusée, le projet Labo Climat Montréal sera compromis et la Ville de Montréal ne sera pas en mesure de répondre aux objectifs qu'elles s'est données dans le cadre de sa programmation et de son entente avec Ouranos.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les projets développés dans le cadre de l'entente Ville de Montréal et Ouranos comportent un volet "transfert des connaissances et valorisation des résultats".

Une stratégie de communication sera élaborée par le Service des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Évaluation de la performance globale et de la qualité scientifique du projet un comité d'experts scientifiques et par la direction générale d'Ouranos - février 2019;

1. Autorisation de la contribution et approbation de l'addenda par le comité exécutif - 13 février 2019;
2. Autorisation de la contribution et approbation de l'addenda par le conseil municipal - 25 février 2019;
3. Autorisation de la contribution et approbation de l'addenda par le conseil d'agglomération - 28 février 2019;



4. Participation de l'équipe de chercheurs du Labo Climat Montréal à la consultation publique de l'OCPM - février/mars 2019;
5. Début du projet - mars 2019.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Michel SÉGUIN, Lachine

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lise BERNIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

---

### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nancy GIGUERE  
Conseiller en planification

**Tél :** 280-4423  
**Télécop. :** 280-6777

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-11-08

Marieke CLOUTIER  
Chef de division Planification et suivi  
environnemental

**Tél :** 514-872-6508  
**Télécop. :** 280-6777

---

### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Roger LACHANCE  
Directeur

**Tél :** 514 872-7540

**Approuvé le :** 2019-02-01

## Proposition détaillée

### 1 - TITRE : Labo Climat Montréal

### 2 - Thématique

Agriculture, pêches et aquaculture commerciales	Écosystèmes & biodiversité	Énergie	X	Environnement bâti
Environnement maritime	Environnement nordique	Ressources forestières		Gestion de l'eau
Santé	Simulations et analyses climatiques	Scénarios et services climatiques		Tourisme

### 3 - Équipe de travail

#### 3.1 RESPONSABLE DU PROJET ET ÉQUIPE DE CHERCHEURS

Nom	Sophie L. Van Neste
Affiliation	Professeure-chercheure, INRS Centre Urbanisation Culture Société
Expertise	Action collective sur l'environnement urbain, la mobilité durable, la transition climatique urbaine; participation et engagement politique; rapport à l'espace.
Courriel	<a href="mailto:SophieL.VanNeste@ucs.inrs.ca">SophieL.VanNeste@ucs.inrs.ca</a>
Téléphone	514-499-4042

#### ÉQUIPE

La proposition du Labo Climat Montréal est une proposition d'équipe : une équipe de chercheurs qui se distingue par sa position à la croisée de l'aménagement urbain et des sciences sociales. Multidisciplinaire, elle est forte d'un réseau de partenaires, ancré dans le réseau Villes Régions Monde, et d'une expertise solide sur les questions de dynamiques urbaines, d'aménagement, d'infrastructures, de gouvernance, de planification et de transformation des pratiques. La responsable de l'équipe, Sophie L. Van Neste, mène des recherches comparatives sur l'action publique et l'action collective urbaine pour une transition énergie-climat, notamment sur les leviers de la mobilité durable, des infrastructures et, plus récemment, de la densification. Elle se spécialise aussi sur la construction sociale, dans de nouvelles situations d'action publique et collective, de discours et concepts d'intervention sur l'environnement, et leur arrimage avec le territoire (voir CV en Annexe 2). Appuyée par la coordination logistique de VRM et les ressources de l'INRS, elle a rassemblé une équipe multiuniversitaire et multidisciplinaire à même de répondre aux défis d'un laboratoire vivant sur l'adaptation urbaine aux changements climatiques (les biographies des chercheurs membres de l'équipe sont présentés dans l'Annexe 1). Dans cette équipe figurent notamment Geneviève Cloutier qui est une pionnière de l'étude des expérimentations sur l'adaptation aux changements climatiques au Québec, surtout en contexte urbain, Dominic Lapointe qui a mis en place les premiers *Living Labs* sur l'adaptation aux changements climatiques, à Rivière-du-Loup et dans les Laurentides, et Sylvain Paquette dont les travaux et recherches partenariales renouvellent les approches de caractérisation socioculturelle des paysages au profit de démarches de coconstruction de visions stratégiques d'aménagement des territoires. À ces expertises s'ajoutent celles sur la résolution de problèmes urbains par des solutions d'aménagement et d'infrastructures, avec les travaux de Michel Rochefort sur la réglementation et la planification stratégique en urbanisme, de Danielle Dagenais sur les infrastructures vertes et de Sophie Duchesne sur la gestion des eaux pluviales (voir liste de publications dans les références). Nous nous distinguons aussi par notre expertise en sciences sociales, qui s'avère essentielle à l'analyse des pratiques d'adaptation aux changements climatiques (sur les méthodologies de *Living Lab*, sur l'analyse des réseaux et de discours, l'animation et l'analyse d'ateliers et de groupes de discussion, la conduite d'entretiens, etc.). Les chercheurs membres de l'équipe ont de plus une expertise en gestion de la recherche ainsi qu'en réalisation de mandats faits pour le compte de différents organismes publics (Dagenais, Paquette, Poitras, Rochefort). En somme, notre équipe se démarque par son expertise multidisciplinaire sur les dynamiques et pratiques urbaines, combinée à une expérience de recherche-action sur l'adaptation aux cc. Nous avons ainsi développé une capacité à la fois à mobiliser les acteurs des projets urbains et à étudier leurs pratiques en transformation.

#### 3.2 PARTENAIRES

Organisation	Rôle dans le projet
Réseau Villes Régions Monde (VRM)	Coordination, mise à disposition du réseau (65 chercheurs et 15 partenaires) et des outils de diffusion et de mobilisation des connaissances (liste de diffusion, balados et capsules thématiques, Rencontres VRM), design graphique.
Institut national de recherche scientifique (INRS); Centre Urbanisation Culture Société (UCS)	Chercheurs membres de l'équipe (Sophie L. Van Neste, Claire Poitras, Sophie Duchesne), contribution financière aux bourses étudiantes, locaux, contribution pour l'entretien de la plateforme numérique, services professionnels, administration et gestion.

Département d'études urbaines et touristiques, UQAM	Chercheurs membres de l'équipe (Dominic Lapointe, Michel Rochefort), collaboration à la diffusion et au transfert de connaissances.
Centre de recherche en aménagement et développement de l'U. Laval (CRAD)	Chercheurs membres de l'équipe (Geneviève Cloutier), collaboration à la coordination, à la diffusion et au transfert de connaissances.
Chaire en paysage et Environnement de l'U. de Montréal (CPEUM)	Chercheurs membres de l'équipe (Sylvain Paquette et Danielle Dagenais); Accès à l'espace-laboratoire de la CPEUM dédié au travail collaboratif, avec outils d'enregistrement, de visionnement et écrans tactiles, financé par la Fondation canadienne de l'innovation.

### 3.3 UTILISATEURS ET BÉNÉFICIAIRES POTENTIELS DES RÉSULTATS

- Les professionnels impliqués dans l'encadrement, le montage et l'exécution des projets urbains seront les premiers utilisateurs des résultats. Cette démarche "vivante" leur offrira une occasion de décortiquer leurs pratiques et mieux comprendre celles de leurs collègues et vis-à-vis (entre domaines d'intervention municipaux et avec les acteurs externes). Cela permettra de clarifier le vocabulaire commun, les objectifs et les difficultés avec les partenaires du projet urbain, les techniciens et les promoteurs immobiliers, ainsi qu'avec les élus, afin de faciliter l'identification de pratiques simples, accessibles et qui contribuent au renforcement de l'adaptation.
- L'intégration progressive des autres acteurs, intervenants, OBNL et résidents, permettra également, à des moments clés de la réflexion, d'entendre un plus large public sur les visions du territoire et des choix concrets en matière d'adaptation aux cc. Ceci vise, d'une part, à ce que les changements de pratiques et d'aménagements touchent non seulement aux aspects techniques et organisationnels, mais tiennent compte des besoins et aspirations sociales et communautaires visant l'espace du quartier.
- De plus, la démarche et ses résultats seront d'intérêt pour la communauté de chercheurs d'ici et d'ailleurs. Non seulement cette démarche permettra-t-elle d'évaluer une formule méthodologique, mais elle ciblera en plus des enjeux de recherche à approfondir, qui seront utiles pour les responsables de la programmation d'Ouranos.
- Enfin, les résultats seront utiles à la collectivité montréalaise et, plus largement, à la collectivité québécoise en venant documenter des approches et des outils par lesquels des actions concertées peuvent être mises en oeuvre et contribuer à l'adaptation des milieux aux changements climatiques.

## 4. Résumé exécutif

La proposition de *Labo Climat Montréal* est une réponse à un appel lancé par la Ville de Montréal et Ouranos pour la mise en place d'un projet de recherche d'inspiration *Living Lab* visant à développer de manière collaborative de nouvelles pratiques de planification de projets urbains intégrant l'adaptation aux changements climatiques (cc), à partir du cas de Lachine Est, un secteur urbain en redéveloppement. Dans leur appel, la Ville de Montréal et Ouranos indiquaient souhaiter que « le laboratoire vivant sur le climat questionne le pilotage complexe d'un projet urbain, vise à susciter l'émergence d'idées innovantes et formaliser des pratiques dans ce domaine ». L'équipe VRM soumet une proposition détaillée endossant cet objectif général, dans une optique d'appropriation professionnelle et sociale des enjeux. Les objectifs spécifiques du Labo Climat Montréal sont d'identifier et d'agir sur les enjeux de coordination et d'expertise, ainsi que sur la clarification des choix d'adaptation au fil de la démarche. Pour ce faire, nous proposons une méthodologie en 3 étapes itératives : comprendre, expérimenter, documenter. 1) Comprendre les pratiques actuelles et leur potentiel de levier ou contrainte pour l'adaptation, les enjeux rencontrés par les professionnels ainsi que le contexte de gouvernance dans lequel le laboratoire vivant se déploie; 2) Expérimenter en intégrant de nouveaux acteurs, expertises, et manières de formuler les enjeux, à différents moments du processus de projet urbain. C'est le coeur de la démarche du laboratoire vivant, qui se décline en 5 ateliers et des échanges sur une plate-forme numérique; 3) La documentation en continu de ces échanges pour assurer l'analyse et le suivi du processus, une réflexivité des chercheurs et praticiens et l'usage des apprentissages faits en cours de route. Au fil de la démarche, l'équipe produira plusieurs livrables servant à nourrir les échanges dans le laboratoire vivant : synthèse des enjeux issus de l'analyse documentaire et des entretiens, analyse de réseaux d'acteurs, fiches techniques sur certains enjeux ciblés, etc. Le résultat principal concerne l'identification des enjeux d'intégration de l'adaptation dans le processus de projet urbain, avec la documentation des expérimentations effectuées pour faire évoluer la coordination des acteurs ainsi que les pratiques et manières de cadrer le projet urbain. Des chercheurs de quatre universités sont impliqués, grâce au partenaire *Villes Régions Monde*, qui les unit et facilite la coordination logistique, et qui contribue en argent (pour les Rencontres VRM et des frais de déplacement) et en nature (liste de diffusion, outils de transfert de connaissances). Le projet implique une demande financière au partenariat d'Ouranos et de la Ville de Montréal de l'ordre de 136 928,10\$, avec une contribution financière d'autres sources de l'ordre de 83 798\$. L'INRS, l'UQAM et l'Université de Montréal contribuent également en nature par le temps consacré par les chercheurs au projet, par la location gratuite de locaux et de bureaux et l'assistance technique lors des rencontres et, pour l'INRS, par les fonctions de gestion et administration des fonds. L'équipe de chercheurs est dirigée par Sophie L. Van Neste, professeure-chercheuse en études urbaines spécialisée sur l'action publique et collective sur l'environnement urbain, notamment dans une perspective de transition climatique. Professeure Van Neste a fait des recherches sur l'action collective et la gouvernance urbaine au Québec, aux États-Unis et aux Pays-Bas. Pour ses recherches elle s'est mérité plusieurs prix d'excellence comme celui de la

Médaille d'or du Gouverneur général du Canada. Ses recherches ont impliqué une diversité de participants publics, citoyens, de la société civile et privés, et ont mobilisé plusieurs des outils prévus pour le Labo Climat. Elle est soutenue par les ressources de son institution (un Institut axé sur la recherche) et du réseau VRM (basé à l'INRS-UCS), ainsi que par une équipe multidisciplinaire de chercheurs très expérimentés dans la réalisation de mandats octroyés par des organisations publiques.

## 4.2 Abstract

*Labo Climat Montreal* is a response to a call from Ouranos and the City of Montreal for the launch of a Living-lab inspired approach on climate change adaptation in urban development projects. The co-pilots wish to sponsor a project fostering the collaborative development of planning practices on urban projects that better integrate climate change adaptation. Our *Labo Climat Montreal* proposal endorses this general objective, with additional specific objectives of improving the coordination of actors tied to adaptation in the urban project, identifying lacking expertise and working on making choices for climate adaptation more explicit. To do so, we propose a 3-step process : 1) Understanding existing practices, issues faced for adaptation to climate change in Lachine Est as well as the governance context; 2) Experimenting in a living lab process new types and temporalities of interactions, with the gradual integration of new actors and inputs of information, through 5 workshops and an online platform; 3) Documenting the whole process to ensure its analysis and the transfer of lessons learned. The principal results expected concerns the identification of key issues for the integration of adaptation to climate change in the governance of urban development projects, and the documentation of the experiments made to foster new expertise, coordination, and the evolution of practices.

Researchers from four universities are included, with the support of the network Villes Régions Monde which contributions through logistical coordination, diffusion and knowledge transfer, and in financial support (for Rencontres VRM meeting and travelling expenses). The project implies the financial support from Ouranos and City of Montreal partnership in the order of 136 928,10\$, with external contributions summing at 83 798\$. INRS, UQAM and Université de Montréal contribute through the professors dedicating time for research and supervision, office and room spaces. INRS is especially involved in the administrative management of funds. The team of researchers is directed by Sophie L. Van Neste, assistant professor in urban studies specialised in collective and public action on the urban environment, particularly in the perspective of climate transition. Professor Van Neste has conducted many research projects on collective action and urban governance in Quebec, the United States and the Netherlands, for which she was awarded prizes such as the Governor-general academic medal. Her work has involved a diversity of participants (public, civil society, citizens, private actors) and has mobilised many of the key tools which will be used in this project. She is supported by the resources of her institution (an Institute dedicated to research), the network VRM (based in INRS-UCS), as the multidisciplinary team of researchers extremely experimented in large mandates, consultancies and research projects.

## 5 - Contexte et enjeux soulevés

L'adaptation aux changements climatiques (cc) dans les villes comporte des défis multiples. Ces défis sont certes liés à l'incertitude quant aux changements et aux implications précises qu'ils auront sur les sites et territoires, selon leurs vulnérabilités propres. Toutefois, les défis sont aussi liés à la segmentation de l'action publique et au fait que l'adaptation requiert des collaborations multidisciplinaires et transversales aux différents services, professions et mêmes temporalités de l'action publique urbaine (Carter et al. 2015). S'il y a des incertitudes quant aux impacts climatiques précis sur les territoires, c'est surtout l'intégration d'une posture d'adaptation aux cc dans les institutions, les pratiques professionnelles et les pratiques spatiales des citoyens qui requiert des apprentissages itératifs ainsi qu'une clarification des enjeux et des choix d'adaptation. Par exemple, les villes mettent de plus en plus de l'avant des solutions "sans regret", c'est-à-dire qui vont améliorer l'adaptabilité des sites aux cc tout en répondant à d'autres besoins, notamment en ce qui a trait aux espaces publics conviviaux et au verdissement (Aylett 2015). Néanmoins, même ces solutions "sans regret" comportent des choix et des priorisations rendant plus ou moins durable et efficace leur intégration dans l'ensemble des infrastructures des sites, en plus d'être plus ou moins adaptés et favorables aux pratiques effectives des usagers (Dagenais et al. 2017, Meerow et Newell 2016). De plus, des recherches comparatives sur l'adaptation urbaine aux cc montrent que les inégalités sociospatiales peuvent très souvent être exacerbées par des choix d'adaptation, ce qui nuit à l'objectif de réduire les vulnérabilités (Anguelovski et al. 2016).

Dans ce contexte, ce projet vise d'abord à documenter les pratiques et enjeux vécus par les professionnels dans leurs interactions, entre eux et avec leurs partenaires du projet urbain en ce qui a trait à l'adaptation aux cc, pour ensuite expérimenter des manières d'intégrer plus explicitement l'adaptation à leurs pratiques. Cette expérimentation vise à faciliter la coordination des acteurs, l'identification d'expertise manquante et la clarification des choix d'adaptation aux cc. Les villes les plus actives en matière d'adaptation ont créé des canaux formels et informels de communication et de coordination entre l'équipe climatique et les autres agences et acteurs sur le territoire (Aylett 2015, Pelling et al. 2008). Cette proposition vise à développer ces liens et mises en relations dans un processus de projet urbain.

Le projet porte sur le secteur de Lachine Est, caractérisé par un fort historique, ainsi que par son potentiel de développement, tout près du canal de Lachine (Poitras et Aubry, 2004). Aujourd'hui, en termes de fonctions urbaines, l'arrondissement de Lachine est sans conteste l'un des plus diversifiés de la région de Montréal. Le secteur a des atouts urbanistiques dont le canal, des parcs et une nouvelle gare de train de banlieue dont on prévoit développer les abords dans l'esprit du Transit Oriented Development. Déjà, les questions soulevées lors du Forum citoyen sur Lachine Est et en

réaction aux annonces d'un des promoteurs immobiliers traitent d'enjeux liés à l'inclusion sociale et à la forme de développement à privilégier. Il en va de même pour les choix d'aménagement et de cadre bâti offrant une meilleure adaptation du site à certains impacts des changements climatiques, dont l'adaptation à l'augmentation des températures, par des infrastructures vertes et la minimisation des îlots de chaleur, et l'adaptation à l'augmentation de l'intensité des précipitations extrêmes par une gestion plus durable, à la source, des eaux pluviales.

Dans la période anticipée du *Labo Climat Montréal* (printemps 2019 à automne 2020), le processus de gestion de projet pour Lachine Est aura déjà complété sa phase de justification, et sera à cheval entre les phases de démarrage et de planification. Lors d'une rencontre tenue le 27 novembre 2018 avec l'équipe de projet urbain Lachine Est, il nous a été présenté les documents et les études attendus à chacune de ces phases, de même que le contexte dans lequel le projet Lachine Est se situe. À partir des informations obtenues lors de cette rencontre, *deux premiers groupes d'enjeux* ont déjà été identifiés par l'équipe, enjeux sur lesquels il semble y avoir des opportunités de réflexion et d'intégration accrue de l'adaptation aux cc. Par ailleurs, les différents enjeux et préoccupations associés à l'adaptation aux cc pour le projet Lachine Est se préciseront tout au long de la démarche. Ainsi, c'est une des retombées souhaitées du Labo Climat Montréal que d'identifier ces enjeux et opportunités d'intégration de l'adaptation dans le processus de projet urbain.

## **2 premiers groupes d'enjeux dans le projet Lachine Est**

### **a) Infrastructures vertes**

L'obligation de réaliser de nouvelles infrastructures pour la gestion de l'eau dans le secteur fournit l'opportunité d'arrimer les infrastructures d'eaux pluviales (en sous-sol et surface) avec les choix d'aménagement et de verdissement du secteur, et du canal Lachine adjacent (VdM 2018). Pour assurer cette mise en relation entre la gestion des eaux pluviales, les aménagements et les infrastructures vertes sur une base territoriale, il y a déjà des expertises en place et de nouvelles pratiques en démarrage, dans lesquelles l'adaptation aux changements climatiques pourrait prendre une place importante. Les exigences de verdissement et d'espaces à réserver aux fins de parcs, dans un contexte de haute densité projetée du secteur, seront aussi un enjeu important à étudier.

### **b) Enjeux d'aménagements en vue de favoriser la mobilité durable**

La Gare du Canal, ouverte avec aménagements temporaires en janvier 2017 (VdM 2018:18), se situe à la limite est du secteur Lachine Est ; elle permet l'accès au centre-ville, en plus d'un circuit d'autobus. Par contre, le fait que dans le plan actuel les terrains adjacents à la Gare ne soient pas prévus pour le redéveloppement dans les 20 prochaines années pose la problématique de transport actif, notamment vers la gare, mais aussi vers les activités et services environnants, de manière accrue. Quelles seront dans les prochaines décennies les conditions de marche, avec une présence déjà forte d'îlots de chaleur dans le secteur industriel qu'il faut traverser? L'arrimage entre les infrastructures de transport, l'accès au transport en commun et la revitalisation du secteur requiert la collaboration de plusieurs acteurs, notamment pour le réaménagement des abords de la Gare et des boulevards Victoria et Saint-Joseph. Le réaménagement de ces boulevards nous a été présenté comme étant dans les premières étapes de planification et de réalisation du secteur de planification détaillée, à laquelle participent plusieurs professionnels de la Ville, de l'arrondissement et d'autres agences publiques liées au transport collectif. Il y a donc l'opportunité d'intégrer dans la réflexion de ces partenaires les enjeux d'adaptation aux changements climatiques, notamment l'accroissement anticipé des températures l'été, avec les co-bénéfices possibles des aménagements pour d'autres objectifs des résidents et acteurs dans le secteur.

## **6 - Description du projet**

### **6.1 OBJECTIFS**

L'objectif général du projet est d'accroître l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus d'élaboration et de mise en forme des projets urbains à Montréal. Le Labo Climat Montréal adopte une approche favorisant l'appropriation professionnelle de la démarche et de ses résultats co-construits au fur et à mesure. Ainsi, dans un horizon de 18 mois et dans les contraintes des spécificités du projet Lachine Est et de son avancement, cet objectif se traduit par une co-construction des enjeux d'adaptation aux changements climatiques sur lesquels les professionnels et partenaires impliqués dans le processus de projet urbain peuvent agir. Cette co-construction se fait à travers une compréhension des pratiques en cours, une expérimentation des manières et moments d'accroître cette intégration, et une documentation des apprentissages (tel que décrits ci-bas). Cet objectif général implique trois objectifs spécifiques, qui consistent à identifier et agir sur 1) la coordination entre les acteurs, 2) l'expertise sur l'adaptation aux cc dans un contexte de projet urbain, et 3) la clarification des choix d'adaptation au fil de la démarche. Sur la coordination, nous souhaitons identifier et comprendre des liens manquants ou dont l'efficacité peut être améliorée entre différents acteurs et équipes concernés par l'adaptation aux cc dans Lachine Est ; pour ensuite expérimenter des manières d'améliorer la mise en relation des acteurs. Sur l'expertise, nous souhaitons identifier des manques dans les processus étudiés et fournir dans la mesure du possible des expertises supplémentaires tout en documentant l'effet sur les processus observés. Sur les choix en matière d'adaptation, nous souhaitons comprendre les choix qui sont faits à différents moments, et enfin susciter et documenter des discussions autour de ces choix et des alternatives possibles.

### **6.2 MÉTHODOLOGIE**

Pour accroître l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de projet urbain, nous proposons une méthodologie en 3 étapes itératives : comprendre, expérimenter, documenter.



## 1) COMPRENDRE les pratiques et enjeux d'adaptation : le contexte de déploiement du laboratoire vivant

La première étape consiste à comprendre les processus et les pratiques en cours, afin de pouvoir identifier les besoins et les enjeux que pose l'intégration plus explicite de l'adaptation aux cc. Des recherches précédentes suggèrent en effet que l'adaptation aux changements climatiques peut se faire sans être nommée comme tel, en vertu d'autres bienfaits (Carter et al. 2015, Hughes 2015, Scanu et Cloutier 2015, Vachon 2016). Pour améliorer l'effectivité des pratiques en termes d'adaptation, il faut d'abord comprendre ces pratiques existantes et identifier les leviers et contraintes à leur amélioration et diffusion.

Il faut donc d'abord caractériser le contexte dans lequel notre *Laboratoire vivant sur le climat* va se déployer. Cela implique de comprendre les outils, expertises et espaces de concertation entre professionnels de la ville qui touchent, dans le processus de planification et de réalisation du projet urbain, des enjeux d'adaptation aux changements climatiques. De même, il faut étudier le contexte institutionnel et politique (de gouvernance et d'implication de la société civile sur Lachine Est), ainsi que les analyses à partir desquelles les professionnels et porteurs de projet font des choix touchant l'adaptation aux changements climatiques. Voici les outils de collecte de données qui seront utilisés pour ce faire.

### Outils de collecte de données pour la compréhension des pratiques et des enjeux d'adaptation

Les chercheurs observeront et analyseront les étapes de concertation et d'élaboration entourant différents documents élaborés par la ville et l'arrondissement, dont le guide d'aménagement et les lignes directrices du projet Lachine Est. Cela implique :

- L'observation des rencontres de travail tenues entre les professionnels de la ville, de l'arrondissement et de leurs partenaires.
- L'analyse et la synthèse des documents et informations disponibles, qui seront déposés pour information sur la plate-forme numérique. Les documents principaux sont les documents de travail et études de la ville, en plus de documents d'autres acteurs publics, privés et de la société civile pertinents.  
Nous proposons la présence de deux étudiants stagiaires de recherche dans les bureaux de la Ville de Montréal, selon un calendrier à définir avec les professionnels de la ville, afin de faciliter la récolte de documents, permettre des échanges directs entre les professionnels et les stagiaires qui font le lien avec l'équipe de chercheurs et enfin faciliter l'observation des rencontres de travail.
- Des entretiens individuels avec les acteurs clés impliqués (entre 10 et 15 pour commencer)  
Les entretiens individuels porteront sur les pratiques des professionnels et les enjeux qu'ils ont rencontrés jusqu'ici. Les entretiens finiront par des questions explicites sur la place actuelle de l'adaptation aux changements climatiques selon eux, et les besoins en termes d'expertise. Ces entretiens permettront aussi de développer l'intérêt des acteurs de prendre par la suite activement part à la démarche de laboratoire vivant.
- Une analyse de réseau visant à identifier le réseau des professionnels impliqués dans le projet Lachine Est et leur tissu d'interrelations sur les enjeux d'adaptation, pour un portrait des intermédiaires clés et du niveau de coordination. La collecte de données se fera d'abord grâce à un sondage en ligne, puis sera enrichie par des observations tout au long de la démarche.
- L'observation, le cas échéant, des ateliers de l'Office de consultation publique de Montréal, afin de faciliter l'identification d'expertises techniques et vécues liées aux choix et enjeux d'adaptation à l'extérieur du réseau de professionnels impliqués. Cela faciliterait la compréhension du contexte, l'identification d'enjeux non couverts et l'intégration ciblée d'acteurs externes aux ateliers du laboratoire vivant (dans la prochaine étape).
- La présentation du projet aux élus et la collecte de leurs réactions.

Cette collecte de données permettra de faire ressortir des *premiers* éléments saillants dans une synthèse qui sera partagée avec les participants, à l'automne 2019. Celle-ci sera le premier fil conducteur entre les acteurs qui facilitera, par la suite, l'atteinte des objectifs de co-construction, et permettra de préciser nos stratégies d'expérimentation.

## 2) EXPÉRIMENTER le laboratoire vivant

Notre *Laboratoire vivant* implique non seulement la compréhension des pratiques et enjeux actuels, mais aussi la création d'une structure d'expérimentation flexible. L'expérimentation porte sur des *moments* et *manières* d'intégrer et de définir l'adaptation aux changements climatiques dans le processus de projet urbain. Notre approche d'expérimentation consiste à mettre en relation des acteurs (qui ont peu l'occasion ou peu l'habitude de le faire) et des nouvelles expertises et manières de présenter les enjeux. La prémisse est que c'est dans de telles interactions que des apprentissages se produisent.

### Deux outils : des ateliers et une plate-forme numérique

L'expérimentation combine des échanges en présentiel et des échanges en virtuel, afin de continuer les interactions entre les rencontres, de diversifier les modes d'interactions et de recueillir des réactions individuelles, et des conversations en ligne, sur des documents et comptes-rendus produits suite aux analyses et aux rencontres en personnes.

Les échanges en présentiel prendront la forme d'ateliers de discussion. Deux ateliers sont prévus à l'automne 2019, et deux à l'hiver 2020. Ils ont pour objectif de rassembler des acteurs et de fournir l'opportunité de discuter en profondeur des objectifs, pratiques, opportunités et contraintes institutionnelles, d'une part, et des nouvelles manières d'envisager celles-ci à la lumière de nouvelle expertise, formulation et participation d'acteurs connexes.

La plate-forme numérique sera un espace virtuel où les participants peuvent partager, échanger et coconstruire du contenu.

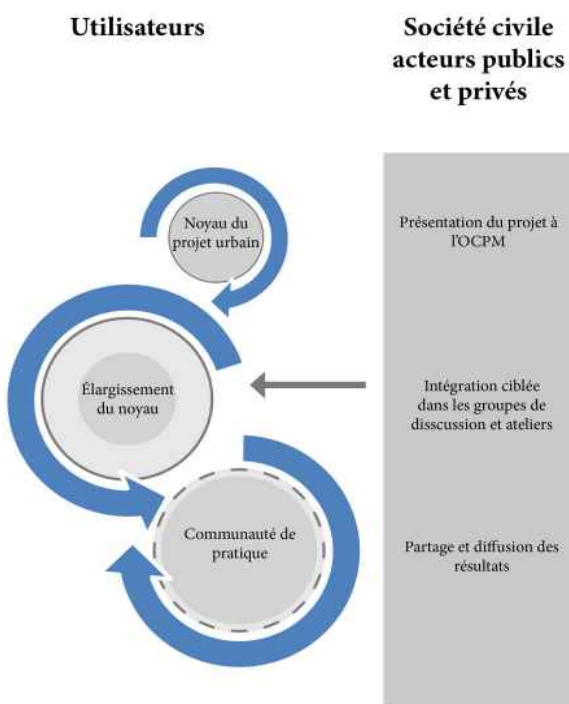


D'abord dédiée au noyau du projet urbain (voir ci-bas), elle s'ouvrira progressivement à d'autres acteurs intégrés pour accroître la réflexivité et l'expertise sur les pratiques d'adaptation (chercheurs, architectes spécialisés, société civile, etc.). De plus, la plateforme offrira un journal de bord, facilitant la rétroaction sur la démarche elle-même. En effet, les participants seront invités à témoigner de leur implication dans le *LaboClimatMontréal* et à faire des suggestions pour la suite. Le format de la plate-forme sera le plus simple possible, et la participation sera facilitée par une animation (et au besoin aide technique) par une assistante de recherche de l'équipe. L'équipe va utiliser (et non développer) un outil existant (soit Slack ou Passerelles), qui sera validé avec les participants de la Ville de Montréal.

#### **Les objectifs des échanges en ateliers et sur la plate-forme numérique**

- Recueillir les réactions des participants à la première synthèse des éléments saillants sur les pratiques et enjeux de l'adaptation dans Lachine Est : confirmation d'expertise manquante, de l'identification des enjeux et contraintes vécues pour l'adaptation
- Susciter une réflexivité sur les enjeux et pratiques : présentation de nouvelle expertise (technique et vécue) et manières d'envisager les enjeux, avec l'intégration ciblée d'acteurs externes et de données et études assemblées par des stagiaires.
- Co-construire un vocabulaire commun et identifier des pratiques à ajuster ou transformer
- Idéation sur des transformations au processus de projet urbain et aux modalités de coordination des différents acteurs et services, pour mieux inclure l'adaptation : enjeux organisationnels, temporels, de définition des objectifs, de ressources
- Clarification et retour sur les apprentissages : chaque atelier démarre par une restitution des savoirs cocréés dans les étapes précédentes, afin de reformuler ensemble les enjeux et bâtir sur les apprentissages précédents.
- En fin de projet aura lieu un dernier atelier de retour sur l'expérience avec les participants, où les participants seront aussi invités à coconstruire des éléments de la potentielle phase 2 du Labo Climat Montréal (voir section 6.6).

#### **Le choix des acteurs à intégrer au fil de la démarche vivante**



Notre démarche d'expérimentation débute avec un noyau d'acteurs composé de professionnels de la Ville de Montréal occupant des positions clés dans le processus de projet urbain, ainsi que dans la mise en relation des différents services. Trois professionnels impliqués dans le projet Lachine Est ont déjà participé à une première rencontre avec les chercheurs (Martin Roy et Martine Simard-Longtin, de la Division Aménagement et design urbain, et Anaïs Linard du Service de l'eau). Dans le noyau d'acteurs sera aussi intégré au minimum un ou une professionnelle de l'arrondissement, ainsi que les personnes clés impliquées dans la planification des infrastructures vertes et de mobilité. L'élargissement du noyau impliquera de manière ciblée des intervenants et résidents avec des expertises vécues ou techniques pertinentes aux choix d'adaptation rencontrés. Seront aussi intégrés des acteurs dans l'opérationnel (ingénieurs des travaux publics, promoteurs, architectes (de paysage) issu du réseau municipal, public et privé plus large, ainsi que des acteurs participants au processus décisionnel à partir d'autres niveaux et agences de gouvernement (par exemple Parc Canada, acteurs responsables de la planification de la Gare). À la fin de la démarche, ces acteurs pourront continuer à interagir sur la plate-forme numérique qui deviendra une communauté de pratiques virtuelle sur l'adaptation aux cc dans les projets urbains. Le retour à un ensemble plus large d'acteurs se fera par les outils de diffusion et de transfert de

connaissances présentés ci-bas.

### **3) DOCUMENTER le laboratoire vivant**

La documentation se fait tout au long de la démarche, et vise à nourrir de manière continue le processus de laboratoire vivant. La documentation implique trois processus imbriqués. Premièrement, un processus continu d'enregistrement des rencontres (audio, puis transcription écrite), de production de compte-rendus détaillés et d'archivage des données, dans un format facilitant leur accès et leur analyse tout au long de la démarche. La plateforme numérique permettra quant à elle de consigner tant le contenu des échanges que les réflexions critiques sur les défis et les ouvertures en ce qui concerne la transformation des pratiques. Deuxièmement, l'élaboration d'une grille de lecture nous permettra d'interroger les données et les interactions et de documenter de manière continue les résultats et apprentissages sur chaque dimension. Les éléments de

la grille de lecture déjà identifiés sont notamment : relations entre acteurs, expertise, enjeux de gouvernance du projet urbain, contenu donné à l'adaptation, contraintes à l'adaptation liées aux dynamiques de production de l'espace urbain, enjeux d'inclusion sociale, *trade-offs* entre mitigation et adaptation. D'autres dimensions d'analyse s'ajouteront au fil de la démarche. En plus de l'archivage des données et de leur organisation et analyse suivant cette grille, notre documentation implique aussi des moments de réflexivité, une composante essentielle dans une telle démarche de recherche-action. Ainsi, en troisième lieu, la documentation implique la mise en place de rencontres de réflexivité, entre chercheurs, suite à chacun des ateliers, pour faire des retours sur les expérimentations et les apprentissages qui s'y produisent, ainsi que sur la posture prise par les animateurs-chercheurs, et ses effets.

Notre proposition de laboratoire vivant implique des manières concrètes à travers lesquelles cette documentation du processus va servir non seulement aux recommandations finales, mais aussi au fur et à mesure de la démarche d'expérimentation. En effet, la première étape de compréhension se culmine dans la rédaction d'une synthèse qui sera partagée avec les participants et servira de base commune pour les premiers ateliers. Ensuite, l'analyse de réseau des acteurs du projet Lachine Est fournira l'information de départ pour analyser les enjeux de coordination dans la phase d'expérimentation. Troisièmement, nous prévoyons trois stages MITACS spécifiquement dédiés à la documentation d'enjeux clés touchant l'adaptation dans le secteur (gestion de l'eau, infrastructures vertes, aménagement en vue de favoriser la mobilité et densité viable), avec recension de la littérature, analyse documentaire, et des études techniques si besoin il y a. Ces stages permettront d'assembler certaines des informations, acteurs et données à présenter dans les ateliers du laboratoire vivant pour susciter une réflexivité des professionnels. Finalement, les analyses au fur et à mesure permettront de nourrir le rapport d'étape ainsi que de bien préparer le retour final sur l'expérience avec les participants, qui visera aussi à coconstruire les éléments de la deuxième phase du Labo Climat Montréal (le cas échéant).

### 6.3 PLAN DE TRAVAIL ET CALENDRIER

Titre de l'activité	Principales tâches	Mars – Mai Juin – Août Septembre – Déc. Janvier – Février Mars – Mai Juin – Août. Septembre – Nov.											
		2019			2020								
Démarrage du projet	Élaboration du site web (vitrine présentant le projet), démarrage de la plate-forme numérique												
	Dépôt demande pour certificat éthique												
Comprendre	Analyse documentaire, première phase de l'analyse de réseau, observation à l'OCPM												
	Entretiens individuels												
	Observation et participation à des rencontres de la Ville												
Expérimenter	Ateliers 1 et 2												
	Ateliers 3 et 4												
	Atelier 5 : retour sur l'expérience												
	Animation de la plate-forme numérique												
Documenter et analyser	Enregistrements, archivage, organisation des données pour analyse												
	Première synthèse												
	Rencontres de réflexivité des chercheurs												
	Documentation d'enjeux techniques												
Remises des livrables	Analyse transversale des données, rédaction du rapport final et des fiches synthèses												
	Compte-rendus des rencontres du comité de suivi												
	Rapport(s) d'étape(s)												
	Rapport final, fiche projet terminé, fiches synthèses de résultat												
	Présentation chez Ouranos												

### 6.4 RÉSULTATS, RETOMBÉES ET TRANSFERT DE CONNAISSANCES

RÉSULTATS		INDICATEURS DE RETOMBÉES
Tangibles	Site web (vitrine présentant le projet et diffusant les fiches de résultats) et une plateforme d'échanges pour le noyau d'acteurs pouvant perdurer comme communauté de pratiques virtuelle (sur Slack ou Passerelles)	Nombre de participants et de commentaires dans les échanges sur la plate-forme, de clics et de téléchargements, nombre de références au site. Qualité des échanges : discussions sur documents et vocabulaire commun.

	<b>Compréhension des pratiques et enjeux au départ</b> Recension de littérature scientifique sur l'adaptation aux changements climatiques dans les projets urbains Résumé des observations tirées des ateliers de l'OCPM (le cas échéant) Première carte du réseau d'acteurs impliqués dans le projet Lachine Est Première synthèse des enjeux d'adaptation rencontrés dans l'analyse documentaire et les entretiens	Utilisation par les acteurs pour d'autres projets urbains : usage du vocabulaire commun, mise en place d'un processus similaire bonifié par l'expérience et approprié par les acteurs, partage des difficultés anticipées dès le départ.
	<b>Expérimentation du laboratoire vivant</b> Développement d'un vocabulaire commun Présentation du processus d'expérimentation avec ses forces et faiblesses, nourri par le retour sur l'expérience avec les participants Identification des enjeux d'adaptation et des pratiques appelées à se transformer	
	<b>Documentation et analyse</b> Fiche technique sur les enjeux et les pratiques en matière de gestion de l'eau Fiche technique sur les enjeux et les pratiques en matière d'infrastructures vertes Fiche technique sur les enjeux et pratiques en matière de mobilité et de densité Analyse de réseau des acteurs internes au projet urbain de Lachine Est (première carte enrichie des observations subséquentes) Diagramme représentant les moments d'intégration du Labo Climat dans le processus de projet urbain Recommandations finales sur l'intégration de l'adaptation dans le processus de projet urbain	Utilisation par les acteurs pour d'autres projets urbains :  mobilisation du même type de réseau d'acteurs,
	<b>Valorisation</b> Publication d'articles scientifiques et présentation à des conférences internationales, rendus disponibles sur le site web du projet.	Ouvrages publiés, citations
	Présentation de la démarche à différents acteurs de l'agglomération de Montréal, et à des événements de transfert pour professionnels de Montréal et d'ailleurs au Québec (Rencontres VRM, autres). Publication d'articles dans revues professionnelles (ex: revue urbanité).	Nombre de présentations données et de textes publiés
Intangibles	Formation d'étudiants; Noyau d'expertise en matière de CC; Renforcement des liens entre milieux de pratique et universitaires et décloisonnement des pratiques professionnelles liées à l'adaptation aux cc	Nombre de mémoires et thèses liés au projet et d'étudiants impliqués; embauche des étudiants dans des milieux de pratique; création et renforcement de liens au sein et entre des équipes
	Meilleure compréhension des différentes subjectivités face aux changements climatiques sur un territoire urbain, et des obstacles à l'adaptation	Mention des différentes expériences, des obstacles et de leur résolution et diffusion dans les rapports et le journal de bord

## ACTIVITÉS ET OUTILS DE TRANSFERT DE CONNAISSANCES

### ATELIERS DU LABORATOIRE VIVANT

**PUBLICS CIBLES** : participants au Labo Climat Montréal, soit le noyau de professionnels du projet urbain et les acteurs externes intégrés au fil de la démarche

**MÉTHODE** : voir présentation de la démarche au point expérimentation

**RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET** : restitution des savoirs co-crésés dans les étapes précédentes, émergence et appropriation par les participants de nouveaux savoirs (notamment sur le vocabulaire commun, l'identification d'enjeux d'adaptation, de leviers et de pratiques à transformer, réactions aux nouvelles expertises, connaissances sur les interactions entre les acteurs)

### PLATE-FORME NUMÉRIQUE DU PROJET ⇌ COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES VIRTUELLE

**PUBLICS CIBLES** : professionnels (pour phase 1)

**RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET** : fournir un espace virtuel d'échanges, y assurer une pérennité et une extension à d'autres professionnels

## FICHES SYNTHÈSES DES RÉSULTATS DIFFUSÉES SUR LE WEB

Sur les sites internet du Labo Climat Montréal, de VRM, et de la ville de Montréal

**PUBLICS CIBLES** : professionnels et grand public.

**RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET** : faire connaître et assurer une visibilité au projet et à ses principaux résultats

## RENCONTRES VRM SUR L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES PROJETS URBAINS

*FINANCÉ PAR DES FRAIS D'INSCRIPTION ET UNE CONTRIBUTION VRM*

**PUBLICS CIBLES** : professionnels de la ville de Montréal et d'autres municipalités intéressées

**MÉTHODE** : café des sciences, ateliers de formation et présentations des chercheurs de l'équipe et leurs partenaires du Labo Climat Montréal

**RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET** : diffusion des résultats et appropriation des résultats par les professionnels

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ADAPTATION URBAINE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

*DEMANDE DE SUBVENTION CRSH CONNEXION (DEMANDE FÉVRIER 2020, RESULTAT 31 MARS 2020)*

**PUBLICS CIBLES** : chercheurs locaux et étrangers, porteurs du projet Labo Climat Montréal (Ouranos et Ville de Montréal)

**RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET** : faire rayonner le projet et ses résultats à l'international, susciter des comparaisons, améliorer les propositions pour la phase 2 du Labo Climat Montréal

## **6.5 BUDGET FICHIER EXCEL – VOIR ANNEXE 4**

Le budget détaillé inclut, dans la Catégorie 'Autres dépenses', un montant de 22 000\$ dédié au financement de la Conférence internationale présentée ci-haut. L'équipe de chercheurs soumettra néanmoins une demande de subvention CRSH Connexion à l'hiver 2020 (dates annoncées : remise en février, réponse fin mars 2020), visant à financer cet événement. Dans le cas de l'obtention de la subvention, le 22 000\$ indiqué dans le budget demandé pourra permettre le développement d'autres outils de diffusion et de transfert de connaissances (à discuter avec les partenaires le cas échéant).

La catégorie Voyage inclut une demande de 2900\$ pour financer les déplacements Montréal-Québec de nos chercheurs et stagiaires étudiants de l'Université Laval et de l'INRS-ETE. VRM fournit par ailleurs 2600\$ pour financer la participation de deux chercheurs à une conférence propice à la diffusion des résultats (par exemple *Urban Affairs Association*).

## **6.6 FUTURES ACTIVITÉS**

La phase 1 du Labo Climat Montréal présentée dans cette proposition détaillée implique comme utilisateurs principaux les professionnels de la Ville et de l'arrondissement. Des expertises externes et acteurs du territoire seront impliqués de manière ciblée pour l'identification d'enjeux et de pratiques à ajuster. Lors de la phase 2 qui suivrait, l'objectif serait que les acteurs du territoire de Lachine Est deviennent les utilisateurs principaux du laboratoire vivant. Les pratiques professionnelles seraient alors des intrants dans un processus de design participatif et de co-construction de choix concrets pour les transformations du territoire.

## **7- Bibliographie**

### **Publications des chercheurs de l'équipe**

- Bissonnette, J.-F., Dupras, J., Messier, C., Lechowicz, M., **Dagenais**, D., Paquette, A., Jaeger, J. A. G., Gonzalez, A., sous presse. Moving forward in implementing green infrastructure: Stakeholder perceptions of opportunities and obstacles in a major North American metropolitan area, *Cities* 81 (1 novembre 2018): 61-70.
- Cloutier**, G., Papin, M. et C. Bizier (2018). « Do-it-yourself (DIY) adaptation: civic initiatives as drivers to address climate change at the urban scale », *Cities*, Vol. 74, p. 284-291.
- Cloutier**, G., F. Joerin, C. Dubois, M. Labarthe, C. Legay et D. Viens (2015). « Planning adaptation based on local actors' knowledge and participation: a climate governance experiment », *Climate Policy*, vol.15, no 4, p.458-474.
- Dagenais**, D., Brisson, J. et Fletcher, T.D. (2018). The role of plants in bioretention systems : Does the science underpin current guidance ? *Ecological Engineering*, Volume 120, Pages 532-545.
- Dagenais**, D., Thomas, I et **Paquette**, S. Siting Green Stormwater Infrastructure in a Neighbourhood to Maximize Secondary Benefits : Lessons Learned from a Pilot Study, *Landscape Research*, Special Issue on Green infrastructure, vol. 42, no. 2, 2017, pp. 195-210.
- Darchen, S. et C. **Poitras**. 2018. «Accommodating Densification and Social Sustainability in the Inner City», in *Compulsory Property Acquisition for Urban Densification*, Glen Searle (ed.), Londres et New York, Routledge, p. 67-80.
- Guimont, D., & **Lapointe**, D. (2016). Empowering local tourism providers to innovate through a living lab process: Does scale matter?. *Technology Innovation Management Review*, 6(11).
- Mailhot, A. et S. **Duchesne** (2010). Design criteria of urban drainage infrastructures under climate change. *Journal of Water Resources Planning and Management*, 136(2): 201-208.
- Poitras**, C. 2009. «Designing Sustainability for Whom? Recent Housing Development in Southwest Montreal», *Local Environment*. *International Journal of Sustainability and Justice*, Special Issue Urban Justice and Sustainability, vol. 14, no 6, p. 515-528.
- Poitras**, C. et J.-C. Aubry, Étude historique du développement urbain. L'axe du Canal de Lachine – Partie Lachine et LaSalle, INRS-Urbanisation Culture Société, Montréal, février 2004, 82 p.



- Vachon, Jérémie. (2016). Évaluation des impacts de l'adaptation aux changements climatiques sur les politiques et pratiques de verdissement : le cas de Montréal. Mémoire de maîtrise en urbanisme, Université de Montréal. Dirigé par F. Scherrer et D. Dagenais.
- Scanu, Emiliano, et Geneviève Cloutier. (2015). « Why Do Cities Get Involved in Climate Governance? Insights from Canada and Italy ». *Environnement Urbain / Urban Environment*, n° Volume 9 (octobre). <http://eue.revues.org/635>.
- Van Neste, S. L., & Martin, D. G. (2018). Place-framing against automobility in Montreal. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 43(1), 47–60.
- Shishegar, S., S. Duchesne et G. Pelletier (2018). Optimisation methods applied to stormwater management problems: a review. *Urban Water Journal*, 15(3) : 276-286.
- Van Neste, S. L., & Sénécal, G. (2015). Claiming Rights to Mobility Through the Right to Inhabitation: Discursive Articulations from Civic Actors in Montreal. *International Journal of Urban and Regional Research*, 39(2), 218–233.
- Van Neste, S., L. Lessard, H. Madenian. «L'action des villes canadiennes pour une transition énergie/climat : réfléchir aux trajectoires d'urbanisation» dans *L'environnement au Canada : les défis d'une gouvernance à niveaux multiples*, ed. A. Chaloux et H. Séguin, à paraître aux Presses de l'Université de Montréal.
- Autres références bibliographiques**
- Anguelovski, I., Shi, L., Chu, E., Gallagher, D., Goh, K., Lamb, Z., Teicher, H. (2016). Equity Impacts of Urban Land Use Planning for Climate Adaptation. *Journal of Planning Education and Research*, 36(3), 333–348.
- Aylett, A. (2015). Institutionalising the urban governance of climate change adaptation: Results of an international survey. *Urban Climate*, 14, 4–16.
- Carter, J. G., Cavan, G., Connelly, A., Guy, S., Handley, J., & Kazmierczak, A. (2015). Climate change and the city: Building capacity for urban adaptation. *Progress in Planning*, 95, 1–66.
- Bulkeley, H., Coenen, L., Frantzeskaki, N., Hartmann, C., Kronsell, A., Mai, L., Marvin, S., McCormick, K., van Steenberg, F., et Voytenko Palgan, Y. (2016). « Urban living labs: governing urban sustainability transitions ». *Current Opinion in Environmental Sustainability*, System dynamics and sustainability, 22 (octobre): 13-17.
- Huitema, D., Adger, W. N., Berkhout, F., Massey, E., Mazmanian, D., Munaretto, S. Termeer, C. C. J. A. M. (2016). The governance of adaptation: choices, reasons, and effects. Introduction to the Special Feature. *Ecology and Society*, 21(3).
- Hughes, S. (2015). « A meta-analysis of urban climate change adaptation planning in the U.S. » *Urban Climate*, Building Capacity for Climate Change Adaptation in Urban Areas, 14 (décembre): 17-29.
- Karvonen, A. et van Heur, B. (2014). « Urban Laboratories: Experiments in Reworking Cities ». *International Journal of Urban and Regional Research* 38 (2): 379-92.
- Meerow, S., & Newell, J. P. (2016). Urban resilience for whom, what, when, where, and why? *Urban Geography*, 0(0), 1–21.
- Moloney, S., et Fünfgeld, H. (2015). « Emergent processes of adaptive capacity building: Local government climate change alliances and networks in Melbourne ». *Urban Climate*, Building Capacity for Climate Change Adaptation in Urban Areas, 14 (décembre): 30-40.
- Pelling, M., High, C., Dearing, J., & Smith, D. (2008). Shadow Spaces for Social Learning: A Relational Understanding of Adaptive Capacity to Climate Change within Organisations. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 40(4), 867–884.
- Ville de Montréal. (2018). *Secteur Lachine-Est. Document d'information*.

## 8 - Liste des acronymes

cc : changements climatiques  
 OCPM : Office de consultation publique de Montréal  
 VdM : Ville de Montréal  
 VRM : réseau Villes Régions Monde ([www.vrm.ca](http://www.vrm.ca))

## 9 – Annexes

- ☐ Annexe 1 - Biographies des membres de l'équipe
- ☐ Annexe 2 – Curriculum Vitae abrégé de Sophie L. Van Neste
- ☐ Annexe 3 – Plan d'implication des membres de l'équipe et des stagiaires étudiants
- ☐ Annexe 4 – Budget (voir fichier Excel)
- ☐ Annexe 5 – Lettres d'appui du réseau Villes Régions Monde

## 10 - Examineurs externes proposés

Laurence Rocher, Maître de conférences à l'Institut d'urbanisme, Université de Lyon 2, [laurence.rocher@univ-lyon2.fr](mailto:laurence.rocher@univ-lyon2.fr)  
 Sarah Burch. Professeure agrégée à University of Waterloo, [sarah.burch@uwaterloo.ca](mailto:sarah.burch@uwaterloo.ca)  
 Hélène Bailleul, Maître de conférences Université Rennes 2. [helene.bailleul@univ-rennes2.fr](mailto:helene.bailleul@univ-rennes2.fr)  
 Florent Joerin, Professeure à la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud, [florent.joerin@heig-vd.ch](mailto:florent.joerin@heig-vd.ch)  
 Mario Gauthier, Professeur titulaire, Université du Québec en Outaouais, [Mario.Gauthier@uqo.ca](mailto:Mario.Gauthier@uqo.ca)  
 Guy Mercier, Professeur titulaire Département de géographie de l'Université Laval, [doyen@ffgg.ulaval.ca](mailto:doyen@ffgg.ulaval.ca)  
 Jean-Louis Yenghe Professeur, Université de Poitiers, [jean.louis.yengue@univ-poitiers.fr](mailto:jean.louis.yengue@univ-poitiers.fr)

## **Annexe 1 Équipe du Labo Climat Montréal : notices biographiques des chercheurs**

### **Van Neste, Sophie L.**

est professeure à l'INRS-UCS dans le champ de la gouvernance pour un développement urbain durable et également représentante du Centre UCS au comité de direction de VRM. Formée au Canada, aux Pays-Bas et aux États-Unis, en sciences de l'environnement, urbanisme, études urbaines et science politique, elle mène des recherches comparatives sur les actions collectives urbaines pour une transition énergie-climat impliquant une diversité d'acteurs en réseaux, notamment sur les leviers de la mobilité durable, des infrastructures et, plus récemment, de la densification. Elle s'intéresse de plus aux dispositifs de participation publique et d'engagement des citoyens et de la société civile. Elle a publié dans les meilleures revues internationales en études urbaines, et enseigne dans le domaine de l'environnement urbain depuis 2012.

### **Poitras, Claire**

est professeure titulaire à l'INRS-UCS. Elle a assuré la direction scientifique du réseau interuniversitaire et interdisciplinaire Villes Régions Monde (VRM) de 2010 à 2018. De 2008 à 2018, elle a également assuré la direction du centre Urbanisation Culture Société de l'INRS qui comprend 34 professeurs-chercheurs œuvrant dans le domaine des sciences humaines et sociales. À ce titre, elle a veillé à la réalisation de la mission de l'Université en recherche et en formation et a agi en tant que leader scientifique dans les créneaux du Centre. Ses travaux de recherche réalisés sur Montréal et sa région portent sur le processus de construction de la ville et de la banlieue, notamment du point de vue des enjeux de développement durable. Elle a été sollicitée pour réaliser en partenariat plusieurs des rapports de recherche faisant état du développement urbain des villes québécoises.

### **Duchesne, Sophie**

est ingénieure, professeure-chercheure à l'INRS-ETE depuis 2007. Elle est titulaire d'un baccalauréat en génie civil et d'un doctorat en sciences de l'eau. Elle dirige actuellement des recherches portant sur la gestion durable des eaux pluviales en milieu urbain ainsi que sur la gestion hydraulique des réseaux de distribution d'eau potable. Plus précisément en lien avec cette demande, elle dirige des projets de recherche interuniversitaires financés par la CRSNG et le FQRNT, en partenariat avec des municipalités, des ministères et des entreprises privées, visant à développer des méthodes de gestion durable des eaux pluviales adaptées au climat québécois dans un contexte de changements climatiques. La prof. Duchesne est coauteure de près de 40 articles scientifiques dans des journaux avec comités de lecture.

### **Geneviève Cloutier**

est professeure à l'École supérieure d'aménagement du territoire et de développement régional de l'Université Laval et directrice du Centre de recherche en aménagement et développement (CRAD). Elle s'intéresse à la participation publique, à l'action collective, aux acteurs et aux processus par lesquelles les pratiques de planification et d'aménagement se transforment. Elle travaille, publie et dirige des projets de recherche sur la question de l'adaptation des milieux urbains aux changements climatiques, et plus particulièrement sur le rôle des acteurs civiques dans la gouvernance climatique, depuis plusieurs années.

## **Annexe 1 Équipe du Labo Climat Montréal : notices biographiques des chercheurs**

### **Sylvain Paquette**

est professeur agrégé à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage, il est depuis 2017 le titulaire de la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal (CPEUM). Il est également chercheur à la Chaire UNESCO de la même institution. Ses travaux abordent la question du paysage comme un phénomène de valorisation sociale et culturelle des territoires habités. Ses recherches ont fait l'objet de nombreuses publications dans des revues d'envergure nationale comme internationale. Ses contributions ont participé au renouvellement des approches en études paysagères et en aménagement du territoire, et il a notamment travaillé récemment sur les infrastructures vertes en milieu urbain. Dans le contexte de recherches en partenariat à la CPEUM, Sylvain Paquette a été engagé dans plusieurs opérations de transfert d'expertise et de recherche-action impliquant les principaux intervenants de l'aménagement du territoire au Québec, ainsi que plusieurs instances régionales et municipales.

### **Lapointe, Dominic**

est professeur au Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal. Il détient un doctorat en développement régional de l'Université du Québec à Rimouski. Responsable du Groupe de recherche et d'intervention tourisme, territoire et société, il travaille sur la production de l'espace touristique et sur son rôle dans l'expansion du capitalisme. Ses récents travaux portent sur les changements climatiques, l'innovation sociale, les living labs et sur le tourisme autochtone en régions périphériques. Il a publié de nombreux articles scientifiques, chapitres d'ouvrages et rapports de recherche en plus de présenter de nombreuses communications dans des conférences internationales et auprès de différentes communautés de pratiques avec qui il a collaboré à travers des processus de co-création et d'innovations ouvertes. Il est présentement directeur du programme de premier cycle en Tourisme et gestion de l'hôtellerie à l'UQAM.

### **Danielle Dagenais**

est directrice de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal et professeure agrégée à cette même École. Agronome (B.Sc. Agr. (McGill)), elle est détentrice d'une maîtrise en génie de l'environnement (École Polytechnique de Montréal) et d'un doctorat en aménagement (Université de Montréal). Ses travaux et articles portent sur l'implantation des infrastructures vertes ou phytotechnologies pour la gestion des eaux pluviales en milieu urbain et sur l'adaptation au changement climatique. Bien que spécialiste des végétaux, elle codirige ou collabore à des projets de recherche transdisciplinaire conjuguant les enjeux de performances techniques et de planification, de fourniture de services écosystémiques, de perceptions des citoyens, de gouvernance, de résilience et d'adaptation aux changements globaux. Elle collabore fréquemment avec les collectivités dans le cadre de projets de recherche ou à titre d'experte. Ses travaux actuels portent sur l'impact du choix et de l'entretien des espèces végétales sur les performances des biorétentions en climat froid.

### **Michel Rochefort**

est urbaniste et professeur au Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal. Avant de se tourner vers l'enseignement et la recherche, il a occupé, pendant plus de 15 ans, plusieurs postes de nature stratégique dont ceux de coordonnateur à l'aménagement du territoire métropolitain au sein des communautés métropolitaines de Montréal et de Québec. L'élaboration et la mise en œuvre des outils de planification et de réglementation constituent le point central de ses expériences professionnelles, de son enseignement et de ses recherches. Il possède des diplômes en architecture, en urbanisme et en études urbaines.



CURRICULUM VITAE ABBRÉGÉ

**SOPHIE L. VAN NESTE**

Contact : (1) 514-499-4042, sophiel.vanneste@ucs.inrs.ca

**POSTE ACTUEL**

Professeure-chercheure en études urbaines au Centre Urbanisation, Culture, Société, INRS, rang adjoint (2017-)

**FORMATION**

Postdoctorat sur l'action collective et contestataire sur les infrastructures (2014-2016) ; financé FRQSC Université de Montreal, Département de science politique et Clark University (Massachusetts, États-Unis), Département de Géographie.

Doctorat en études urbaines à l'INRS-UCS et Universiteit van Amsterdam, Amsterdam Institute for Social Science Research, Department of Geography, Planning and International Development Studies (2009-2014) ; financé CRSH. Titre de la thèse : *Place-framing by coalitions for car alternatives : a comparison of Montreal and Rotterdam The Hague metropolitan areas*.

Maîtrise en urbanisme à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal (2006-2009) ; financé CRSH et FRSQC.

Baccalauréat, Sciences de l'environnement, Université McGill, Montréal (2003-2006)

**EXPÉRIENCE D'ENSEIGNEMENT ET DE SUPERVISION**

*Enseignement au baccalauréat*

Gestion de l'environnement et urbanisme, Université de Montréal, 2012-2015.

Principes d'aménagement durable, Université de Sherbrooke, 2017.

*Enseignement aux cycles supérieurs*

Méthodologies de recherche en environnement, Université de Sherbrooke, 2017.

Évaluation environnementale et planification, Université de Montréal, 2017.

Séminaire pluridisciplinaire sur la ville 1, Doctorat en études urbaines, INRS-UCS, 2018.

Transformation de l'environnement urbain et qualité de vie, INRS-UCS, 2019.

*Supervision à l'INRS-UCS de 4 étudiants de maîtrise et 3 étudiant au doctorat en études urbaines*

**SUBVENTIONS OBTENUES – RECHERCHE FINANCÉES**

Programmations et trajectoires d'engagement sur le transport collectif à Montréal, 2018-2020, chercheure principale. Programme CRSH Développement Savoir, 66 275\$.

Gouvernance urbaine des transitions énergétique et climatique, CRSH Institutionnel, 2017-2018, 4000\$, Financement Villes Régions Monde, 5000\$.

L'appropriation de l'espace comme mode de fabrication de la ville durable, CRSH Institutionnel, 2018-2019, 6000\$.

**POSITIONS DE DIRECTION, DE GESTION ET D'ÉVALUATION DE LA RECHERCHE**

Comité de direction du Réseau Villes Régions Monde (2017-)

Responsable scientifique de l'Axe Transformation et réduction des vulnérabilités, dans le Réseau Inondations InterSectoriel du Québec - RIISQ (2018-)

Évaluatrice pour les revues *Annals of the Association of American Geographers*, *International Journal of Urban and Regional Research*, *Journal of Urban Affairs*, *RiUrba*; Évaluatrice d'une thèse de doctorat (University of Calgary), de trois examens doctoraux (INRS et UQAM) et d'un mémoire de maîtrise (INRS-UCS); Comité de sélection pour nouveau poste de professeur sur l'Analyse de politiques sur l'environnement urbain, INRS-UCS (2018-)

## **DISTINCTIONS les plus importantes**

Médaille académique d'or du Gouverneur général du Canada (2015) ; Prix Jean-Pierre Collin de la meilleure thèse en études urbaines (2014-2015).

## **PUBLICATIONS**

Co-édition du numéro spécial “Transitions énergétiques et climatiques : enjeux, débats et expérimentations en cours” dans *Lien Social et Politiques* avec Renaud Hourcade. Printemps 2019.

## **Chapitres de livre**

- Van Neste, Sophie L., Lessard, Guillaume, et Madenian, Hélène. 2019. L'action des villes canadiennes pour une transition énergétique et climatique : réfléchir aux trajectoires d'urbanisation. Dans *L'environnement au Canada : les défis d'une gouvernance à niveaux multiples*, sous la direction de Annie Chaloux et Hugo Séguin, Presses de l'Université de Montréal. Sous presse.
- Van Neste, Sophie L. 2019. Un répertoire urbain d'action politique? Dans *Introduction à la vie politique municipale québécoise*, Presses de l'Université Laval, dirigé par M. Jean-Patrick Brady.
- Van Neste, Sophie L. 2016. Les représentations des territoires ciblés par la revitalisation urbaine : entre espoir, stigmatisation et transformation. Dans *Revitalisation urbaine et concertation de quartier*, édité par Gilles Sénécal, Presses de l'Université Laval.
- Van Neste, Sophie L. 2015. Place-framing and regulation of mobility flows in metropolitan "in-betweens" Rotterdam-The Hague. Dans *Transport, Mobility, and the Production of Urban Space*, édité par Julie Cidell et David Prytherch, Routledge, p. 245-262.
- Van Neste, Sophie L. 2011. Acteurs métropolitains et territoire vécu. Dans Gilles Sénécal (dir.). *L'espace-temps métropolitain. Forme et représentations de la région de Montréal*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 255-278.

## **Articles évalués par les pairs, revues savantes**

- Van Neste, Sophie L. (2018) Place, pipelines and public subjectivity in the Zwischenstadt. Soumis à *Territory, Politics, Governance*. Dans le cadre du numéro spécial Bridging across difference in contemporary (urban) social movements: territory as a catalyst, ed. Briata, P., Colomb, C. et Mayer, accepté avec modifications, publication anticipée en 2019.
- Van Neste, Sophie L., Martin D G, 2018, Place-framing against automobility in Montreal. *Transactions of the Institute of British Geographers*. Vol. 43, no1 p. 47–60.
- Van Neste, Sophie L. et Sénécal, Gilles. 2015. Claiming rights to mobility through the right to inhabitation: discursive articulations from civic actors in Montreal. *International Journal of Urban and Regional Research*. Vol. 39, no 2 p. 218-33.
- Van Neste, Sophie L. et Laurence Bherer. 2014 .The spatial puzzle of mobilising for car alternatives in the Montreal city-region. *Urban Studies*. Vol. 51, no. 11. p. 2406-25.
- Van Neste, Sophie L., Gariépy Michel et Gauthier, Mario. 2013. La cohérence dans l'urbanisme montréalais : entre planification et mise en débat. *Géocarrefour*. Vol. 87 no 2. p.87-99.

## **TRANSFERT ET MOBILISATION DES CONNAISSANCES**

Experte-conseil pour l'exposition Montréal dans 50 ans à la Biosphère (2018-2019) ; Formation sur la participation publique au Congrès de Projet Montréal, 29 avril 2018 ; Rencontre des partenaires des milieux de pratique du réseau VRM, 3 mai 2018; Participation aux ateliers de consultation d'experts de Transition Énergétique Québec, Ateliers Transport de personnes et Aménagement du territoire, novembre 2017 ; Avis sur le projet de règlement sur la participation publique en matière d'aménagement et d'urbanisme du MAMOT, décembre 2017 ; Rapports et présentations de mes résultats de recherche postdoctorale et doctorale aux participants, Présentations à 12 conférences internationales depuis 2013. Publication dans les revues professionnelles *Plan Canada* et *Regional Insights*.

## Annexe 3 Plan d'implication des membres de l'équipe et des stagiaires étudiants

### Pour justification budgétaire et planification de la grappe MITACS à déposer en janvier

---

#### Nous avons prévu, pour le personnel de l'équipe de recherche :

- un(e) postdoctorant(e) MITACS assurant la coordination scientifique, l'analyse et le suivi au fil de la démarche, la rédaction des rapports, la valorisation en articles scientifiques et l'aide à la supervision des stagiaires. Ceci nous semble maintenant essentiel pour une équipe multidisciplinaire avec plusieurs chercheurs qui vont contribuer à différents moments, dans une approche d'expérimentation.
- une coordination logistique de l'archivage, de la plate-forme numérique, des rencontres et activités de transfert de connaissance (3 heures par semaines à VRM, plus 2 semaines complètes vers la fin du projet pour les Rencontres VRM et l'aide au transfert de connaissances)
- une grappe MITACS avec 6 stages étudiants de 6 mois à 10000\$ chacun (dont 3 stages comblés par Hélène Madenian)
- 2 autres contrats étudiants (montants restants des stages MITACS)

#### Tâches de recherche et de coordination, en détails par personne impliquée

##### Étape de compréhension des pratiques, des enjeux, et du contexte (printemps et été 2019)

##### **1 stage étudiant - doctorat, 1 contrat étudiant supplémentaire, 1 stage postdoctoral**

###### Stage 1 de la grappe mitacs - Hélène Madenian (10 000)

Recension des écrits sur l'adaptation aux changements climatiques et projets urbains

Analyse documentaire des documents de la ville, de l'arrondissement et d'autres acteurs pertinents au projet de Lachine Est

Observation des rencontres de travail à la Ville de Montréal

Post-doctorant (post-doc VRM : journées à l'INRS, à l'UQAM, à VdM), à recruter

Assistance pour l'analyse de réseau

Analyse documentaire des documents de la ville, de l'arrondissement et des autres acteurs pertinents au projet de Lachine Est

Observation des rencontres de travail entre les professionnels de la ville, de l'arrondissement et, s'il y a lieu, des autres acteurs pertinents

Rédaction de la première synthèse des faits saillants

Participation à la préparation et la conduite des entretiens

Contrat étudiant supplémentaire (montant restant du stage 1 de la grappe MITACS : 3300\$) à recruter

Transcription des entretiens

Coordination logistique VRM

Archivage et classification des données sur le Google Drive de l'équipe

Mise en place de la plate-forme sur Passerelles, invitation aux participants, etc.

##### Étape d'expérimentation : le laboratoire vivant

##### **3 stages étudiants, 1 contrat étudiant supplémentaire, 1 stage postdoctoral**

###### Stage 2 de la grappe mitacs, Hélène Madenian (10 000)

Animation et documentation du processus :

observation des ateliers, transcription, comptes-rendus, prises de photos, animation de la plate-forme numérique.

Stage 3 de la grappe mitacs (avec Sophie Duchesne) (10 000)

### Annexe 3 Plan d'implication des membres de l'équipe et des stagiaires étudiants

Documentation technique des enjeux et pratiques de gestion de l'eau pour Lachine Est, pour permettre de fournir des intrants d'expertise aux ateliers du laboratoire vivant

Stage 4 de la grappe mitacs (avec Danielle Dagenais) (10 000)

Documentation technique des enjeux et pratiques sur les infrastructures vertes (notamment pour la biodiversité et la diminution des îlots de chaleur en contexte de changements climatiques), pour permettre de fournir des intrants d'expertise aux ateliers du laboratoire vivant

Contrat étudiant supplémentaire (contrat financé par les montants restants des stages 2, 3 et 4 = 10 000\$) à recruter

Documentation technique des enjeux et des pratiques de mobilité et de densité (pour permettre de fournir des intrants d'expertise aux ateliers du laboratoire vivant), et des autres qui émergent dans le processus, avec l'aide de postdoctorant

Postdoctorant

Continue l'observation des rencontres de travail à la Ville de Montréal

Observation des dynamiques d'acteurs durant les ateliers

Assure la coordination scientifique pour la documentation des ateliers : mise en commun des éléments de chaque chercheur à inclure dans la grille de lecture.

Rédaction du rapport d'étape à remettre au comité de suivi (la première synthèse + premiers éléments des ateliers)

Coordination logistique VRM

Coordination des rencontres, des réservations de dates et de locaux

Archivage et classification des données sur le Google Drive de l'équipe

#### Étape d'analyse et de valorisation

##### **2 stages étudiants, 1 postdoc**

Stage 5 de la grappe mitacs Alexis Guillemard (10 000)?

Analyse des données avec professeurs : codage qualitatif croisé des diverses données (comptes-rendus, transcriptions, analyse documentaire, entretiens) sur logiciel d'analyse qualitative

Stage 6 de la grappe mitacs Hélène Madenian (10 000)

Aide à l'analyse et la rédaction des fiches synthèses

Postdoctorant

Analyse des données avec professeurs : codage qualitatif croisé des diverses données (comptes-rendus, transcriptions, analyse documentaire, entretiens) sur logiciel d'analyse qualitative

Rédaction du rapport final avec les professeurs

Début d'articles scientifiques

Coordination logistique VRM

Coordination des deux événements de diffusion

Coordination logistique de la mise en page et la diffusion des fiches synthèses de résultat

Budget total préliminaire	Année 1 et 2 (18 mois)		
	Espèces (\$)	Nature (\$ équivalent)	Type de contribution (analyses, scénarios, autres)
<b>Contributeurs</b>			
Ouranos	68 464,05 \$	5 220,00 \$	Ouranos: accompagnement de la démarche et participation à certaines rencontres
Ville de Montréal	68 464,05 \$	27 010,00 \$	Ville de Montréal : rencontres de pilotage, accompagnement et facilitation dans l'identification des acteurs clés et de la documentation disponible.
Équipe de chercheurs	200,00 \$	41 031,90 \$	Recherche, analyse, supervision : 1 journée par semaine); et livres (200\$)
Réseau VRM	10 600,00 \$	4 949,10 \$	Coordination VRM (1,5h par semaine); Évènement Rencontres VRM (VRM+ frais de participation = 8000\$), financement voyages (colloques internationaux : 2600\$); conditionnel au renouvellement de la subvention en 2020
Universités UQAM, INRS, UdeM		4 000,00 \$	Locaux et assistance technique lors de rencontres
MITACS	68 998,00 \$		
<b>TOTAL</b>	<b>216 726,10 \$</b>	<b>82 211,00 \$</b>	

Budget espèces sommaire par poste	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal- Ouranos / Moitié-Moitié)	Autres contributions fournies	Sous-totaux
Catégorie de dépenses	En argent	En argent	
Bourse MITACS (grappe de 6 stages)	36 000,00 \$	43 998,00 \$	79 998,00 \$
Bourse postdoctorale MITACS	30 000,00 \$	25 000,00 \$	55 000,00 \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	14 508,90 \$		14 508,90 \$
Services professionnels et techniques – contrats	8 190,00 \$		8 190,00 \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	2 900,00 \$	2 600,00 \$	5 500,00 \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0,00 \$	4 000,00 \$	4 000,00 \$
Matériel et support informatique	5 000,00 \$		5 000,00 \$
Services d'impression	800,00 \$		800,00 \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	2 450,00 \$		2 450,00 \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.		200,00 \$	200,00 \$
Autres dépenses	22 000,00 \$	8 000,00 \$	30 000,00 \$
Gestion / Administration	15 079,20 \$	0,00 \$	15 079,20 \$
<b>Totaux</b>	<b>136 928,10 \$</b>	<b>83 798,00 \$</b>	<b>220 726,10 \$</b>

Commentaires:

Prière de valider cette structure budgétaire avec le service compétent de votre organisme d'affiliation (ex: plafonds pour contrats de services professionnels, calcul des frais de gestion/administration)

Les 18 mois sont mis ensemble

SVP indiquez les dates de début et de fin de chaque année financière

Budget total	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal-Ouranos)		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
Catégorie de dépenses	En argent	En nature	En argent	En nature	
Bourse MITACS	66 000,00 \$	0,00 \$	68 998,00 \$	0,00 \$	134 998,00 \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	14 508,90 \$	32 230,00 \$	0,00 \$	45 981,00 \$	92 719,90 \$
Services professionnels et techniques – contrats	8 190,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	8 190,00 \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	2 900,00 \$	0,00 \$	2 600,00 \$	0,00 \$	5 500,00 \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	4 000,00 \$	4 000,00 \$
Matériel et support informatique	5 000,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	5 000,00 \$
Services d'impression	800,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	800,00 \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	2 450,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	2 450,00 \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0,00 \$	0,00 \$	200,00 \$	0,00 \$	200,00 \$
Autres dépenses*	22 000,00 \$	0,00 \$	8 000,00 \$	0,00 \$	30 000,00 \$
Gestion / Administration	15 079,20 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	15 079,20 \$
<b>Sous-totaux par catégorie de contribution</b>	<b>136 928,10 \$</b>	<b>32 230,00 \$</b>	<b>79 798,00 \$</b>	<b>49 981,00 \$</b>	<b>298 937,10 \$</b>
<b>Totaux</b>		<b>169 158,10 \$</b>		<b>129 779,00 \$</b>	<b>298 937,10 \$</b>

\*Précisez la nature des « Autres dépenses » :

Commentaires : 1. "Bourse MITACS" : En argent = allocation(s) étudiant(s) + dépenses de recherche; En nature = contributions en nature uniquement liées à la réalisation des stages. 2. Les autres postes budgétaires sont à compléter si des montants sont versés en plus directement à l'organisme de recherche

Budget de l'année 1 (début - fin) Année 1 = date de début du projet + 12 mois	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal-Ouranos)		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
Catégorie de dépenses	En argent	En nature	En argent	En nature	
Bourse MITACS	66 000,00 \$	0,00 \$	68 998,00 \$	0,00 \$	134 998,00 \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	14 508,90 \$	32 230,00 \$	0,00 \$	45 981,00 \$	92 719,90 \$
Services professionnels et techniques – contrats	8 190,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	8 190,00 \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	2 900,00 \$	0,00 \$	2 600,00 \$	0,00 \$	5 500,00 \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	4 000,00 \$	4 000,00 \$
Matériel et support informatique	5 000,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	5 000,00 \$
Services d'impression	800,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	800,00 \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	2 450,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	2 450,00 \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0,00 \$	0,00 \$	200,00 \$	0,00 \$	200,00 \$
Autres dépenses	22 000,00 \$	0,00 \$	8 000,00 \$	0,00 \$	30 000,00 \$
Gestion / Administration	15 079,20 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	15 079,20 \$
<b>Sous-totaux par catégorie de contribution</b>	<b>136 928,10 \$</b>	<b>32 230,00 \$</b>	<b>79 798,00 \$</b>	<b>49 981,00 \$</b>	<b>298 937,10 \$</b>
<b>Totaux</b>		<b>169 158,10 \$</b>		<b>129 779,00 \$</b>	<b>298 937,10 \$</b>

Commentaires :

Attention prévoir un rapport d'étape à la fin de chaque année du projet en plus du rapport final

Budget de l'année 2 (début- fin)	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal-Ouranos)		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
Catégorie de dépenses	En argent	En nature	En argent	En nature	
Bourse MITACS	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Services professionnels et techniques – contrats	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Matériel et support informatique	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Services d'impression	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Autres dépenses	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Gestion / Administration	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
<b>Sous-totaux par catégorie de contribution</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>



<b>Totaux</b>	- \$	- \$	- \$
---------------	------	------	------

**Budget de l'année 3 (début - fin)**

Catégorie de dépenses	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal-Ouranos)		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
	En argent	En nature	En argent	En nature	
Bourse MITACS	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Services professionnels et techniques – contrats	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Matériel et support informatique	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Services d'impression	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Autres dépenses	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Gestion / Administration	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
<b>Sous-totaux par catégorie de contribution</b>	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
<b>Totaux</b>	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$

**Budget de l'année 4 (début - fin)**

Catégorie de dépenses	Contributions demandées à Ouranos		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
	En argent	En nature	En argent	En nature	
Bourse MITACS	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Salaires (y compris les avantages sociaux) en dehors de MITACS	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Services professionnels et techniques – contrats	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Matériel et support informatique	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Services d'impression	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Autres dépenses	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
Gestion / Administration	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	- \$
<b>Sous-totaux par catégorie de contribution</b>	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
<b>Totaux</b>	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$

## Salariés

Nom	Taux horaire	Nombre d'heures (Année 1 et 2)	Total	Poste de dépense ou contribution
VRM - Coordination logistique (nature)	42,30 \$	117	4 949,10 \$	nature
Chercheurs collaborant au projet	75,15 \$	546	41 031,90 \$	nature
Ouranos - Nathalie Bleau	87,00 \$	60	5 220,00 \$	nature
Ville de Montréal - Ensemble des employés participants au projet	73,00 \$	370	27 010,00 \$	nature
VRM - Coordination logistique (salaire payé)	42,30 \$	343	14 508,90 \$	Salaires
Nathalie Vachon, professionnelle INRS-UCS- Traitement des données	61,25 \$	40	2 450,00 \$	Service de collecte de données
Peggy Sanon, professionnelle webmestre INRS-UCS - Développement, mise en ligne et entretien du site web	48,00 \$	105	5 040,00 \$	Services professionnels et techniques
Luc van Ameringen Design graphique - Design graphique du site web et du logo	45,00 \$	70	3 150,00 \$	Services professionnels et techniques

## Boursiers

Nom	Année 1 et 2	Total
Hélène Madenian pour stage 1, 2, 6 (décrits en Annexe 3)	3 bourses MITACS au total (stages 1, 2, 6, Annexe 3)	30 000,00 \$
autres boursiers à confirmer pour stages 3, 4, 5 (décrits en Annexe 3)	3 autres stages MITACS (stages 3, 4, 5)	30 000,00 \$
autres contrats étudiants (décrits en Annexe 3)		19 998,00 \$
postdoctorant à recruter		55 000,00 \$

# Procédure d'évaluation des projets de recherche

## Cadre général de la programmation d'Ouranos

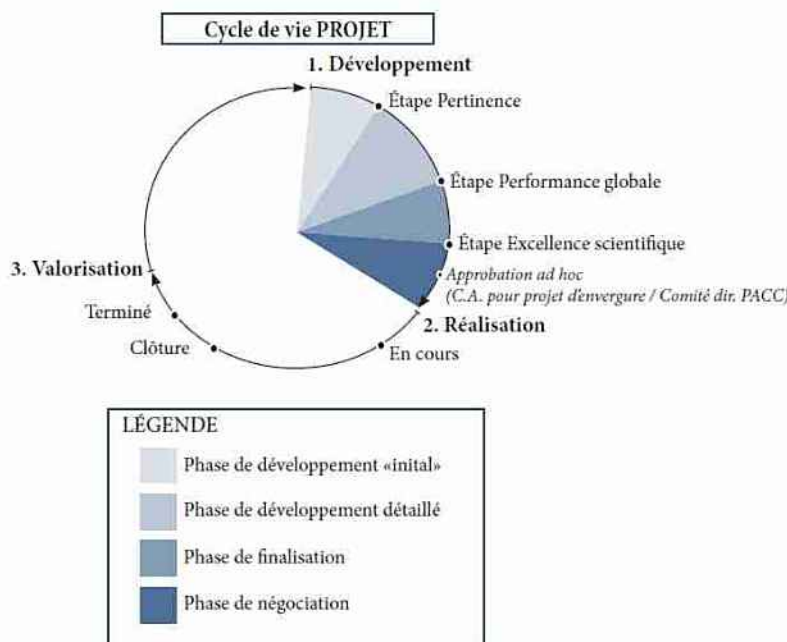
Les efforts dans la production et l'analyse d'information climatique adaptée aux outils et aux besoins existants, ainsi qu'à l'étude des impacts et des vulnérabilités face aux changements climatiques doivent se poursuivre. Il convient aussi d'accorder une attention accrue à l'étude des solutions concrètes d'adaptation à court, moyen et long termes comme le réclament les usagers. Le transfert des connaissances devient également une priorité dans le déploiement de la prochaine phase de programmation. Les orientations stratégiques 2014-2019 suggèrent un développement des programmes axé sur l'adaptation aux changements climatiques<sup>1</sup> et qui aborde les enjeux de manière plus intégrée lorsque c'est applicable. Les comités de programme assureront la pertinence des activités et leur intégration à l'intérieur des activités d'Ouranos et veilleront à l'atteinte des objectifs globaux.

## Cadre de la proposition de projet

La recherche appliquée à des problématiques identifiées sera privilégiée. De manière générale, il devrait être clairement établi que le projet permettra d'aider les décideurs (prioritairement les membres d'Ouranos) à s'adapter aux CC. Nous encourageons fortement la présence des contributeurs au projet (chercheurs principaux, collaborateurs, professionnels de recherche, de praticiens stagiaires ou étudiants) dans les locaux d'Ouranos afin de favoriser et stimuler les discussions, le partage des méthodes de travail, les échanges de résultats et l'optimisation des ressources d'Ouranos durant le projet et pendant la préparation de la proposition.

## Procédure d'évaluation

Le schéma suivant résume un cycle de vie de projet typique :



<sup>1</sup> L'adaptation aux changements climatiques est comprise ici comme toutes les étapes du processus, allant de la compréhension de la problématique associée aux changements climatiques, à la mise en œuvre et au suivi des solutions. Elle comprend d'emblée l'analyse climatique et l'évaluation des impacts et de la vulnérabilité.

La phase de développement initial débute par la rédaction d'une proposition brève présentant une description succincte du projet (voir gabarit ci-après). Cette proposition sera idéalement co-construite avec l'équipe de coordination du programme qui veillera à ce qu'elle soit conforme aux orientations du plan stratégique et aux objectifs du ou des programme(s) visé(s). Des propositions spontanées de pilotes seront également recevables à ce stade.

#### ÉTAPE D'ÉVALUATION DE LA PERTINENCE:

Sur la base de cette proposition brève, le Comité de Programme de la thématique concernée procèdera à l'évaluation de la pertinence et de la faisabilité du projet.

Si la proposition est éligible et jugée pertinente, une proposition détaillée (10 pages) sera requise. Le pilote du projet sera accompagné dans cette phase de développement détaillé par l'équipe de coordination du programme visé.

#### ÉTAPE D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE

La proposition détaillée sera ensuite soumise à la direction générale qui en évaluera l'adéquation avec l'atteinte des objectifs de l'organisation et recommandera des bonifications le cas échéant.

#### ÉTAPE D'ÉVALUATION DE L'EXCELLENCE SCIENTIFIQUE

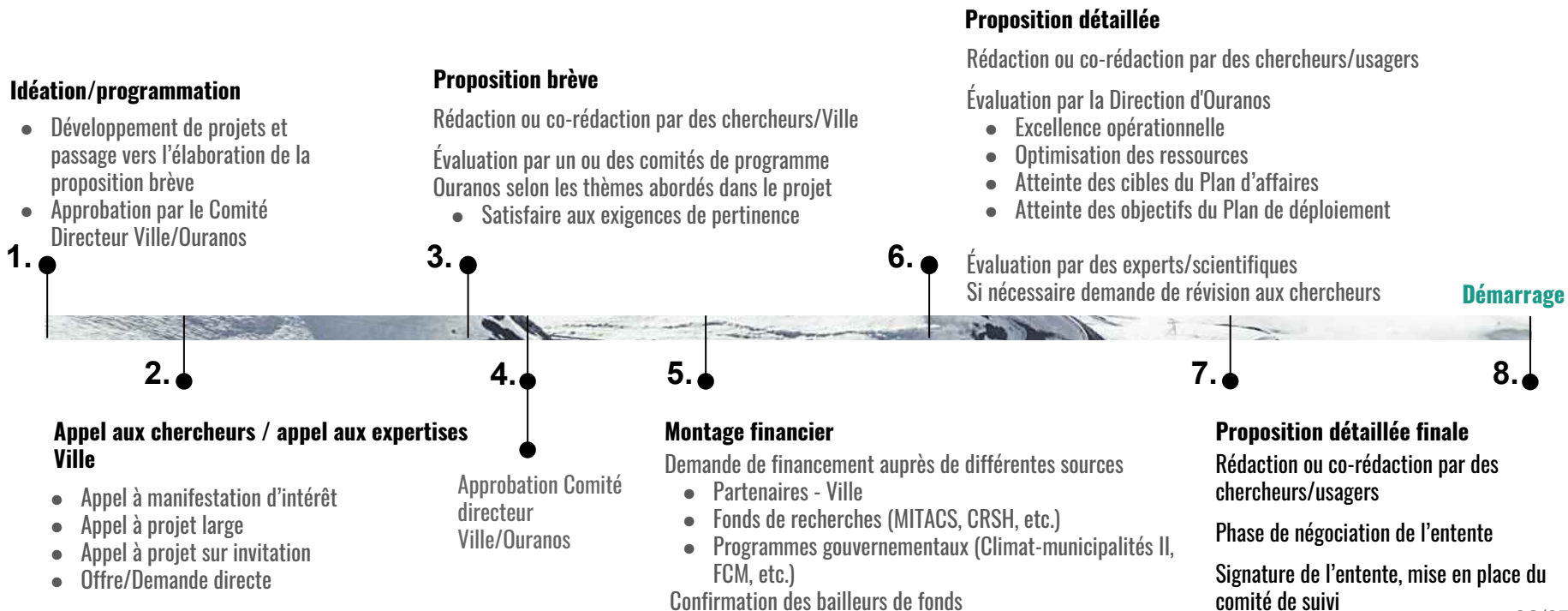
La proposition détaillée éventuellement révisée suite à l'évaluation de la performance globale sera enfin soumise à une évaluation scientifique réalisée par des experts externes et/ou internes. Si la proposition de projet est soumise à un autre programme de financement (CRSNG, CRSH, FRQ, etc.), Ouranos pourra accepter la demande dans le format exigé par l'autre organisme.

Lorsque l'issue de la procédure d'évaluation est positive, le projet peut démarrer. Une entente de collaboration entre les parties doit être négociée et inclure la proposition détaillée éventuellement révisée suite aux évaluations. Un comité de suivi devra être mis sur pied le plus tôt possible et se réunir au minimum au démarrage, en cours et avant la clôture du projet. Ce comité a pour principal rôle d'assurer le bon déroulement du projet en soutenant le responsable du projet dans la réalisation des activités envisagées et en évaluant les rapports fournis. Ces rapports font partie d'une liste de livrables exigés comme indiqué dans le tableau suivant :

<i>Livrables</i>	<i>Format</i>	<i>Échéancier</i>
Compte-rendu du comité de suivi	1-2 pages incluant les minutes des rencontres	Dans le mois suivant les rencontres
Fiche projet en cours	<a href="#">Canevas</a> (mise en page par Ouranos)	Lancement du projet
Fiche projet terminé	<a href="#">Canevas</a> (mise en page par Ouranos)	Lors de la remise du rapport final
Rapport d'étape	Canevas (transmis ultérieurement)	En fonction des modalités de paiement
Rapport final	Canevas (transmis ultérieurement)	À la fin du projet
Tous les autres livrables du projet	Documents pertinents associés au projet (présentation, articles, guide, etc.)	À la fin du projet
Présentation chez Ouranos	Présentation de 45 min dans le cadre d'un séminaire interne	À déterminer au courant du projet



## Cheminement critique - projets Ville de Montréal-Ouranos



**Dossier # : 1183983001**

**Unité administrative responsable :**

Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental

**Objet :**

Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[Entente visée 21-01-2019.pdf](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sandra PALAVICINI  
Avocate, droit contractuel  
**Tél : 514 872-1200**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-21

Sandra PALAVICINI  
Avocate, droit contractuel  
**Tél : 514 872-1200**  
**Division : Droit contractuel**



**ADDENDA N° 1  
ENTENTE D'ADHÉSION  
(CG17 0274)**



**ENTRE :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant son siège à l'hôtel de ville, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 3B6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749

N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée l'« **Adhérent** »

**ET :**

**OURANOS INC.**; personne morale dûment constituée en vertu de la loi sur les compagnies de la Partie III, ayant son siège social au 550, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 1B9, représentée par Monsieur Yves Langhame, Président du conseil d'administration, dûment autorisé à cette fin tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Ouranos** »

L'Adhérent et Ouranos sont collectivement désignés les « **Parties** »

**ATTENDU QUE** l'Adhérent a adopté un Règlement de gestion contractuelle (le « Règlement ») en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'il a remis une copie de ce Règlement à Ouranos;

**ATTENDU QU'**Ouranos est un organisme sans but lucratif ayant pour mission d'acquérir et de développer les connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts, ainsi que les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales, de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation nationales et locales;

**ATTENDU QUE** l'Adhérent a approuvé une entente d'adhésion en vertu de laquelle il verse à Ouranos une somme unique de dix mille dollars (10 000\$) pour des frais d'adhésion et une somme maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000\$) à titre de contribution en espèces pour effectuer des activités de recherche en matière de climatologie régionale et d'adaptation aux changements climatiques répondant aux besoins de l'Adhérent. (Résolution CG17 0274), (ci-après l'« Entente »);

**ATTENDU QUE** l'Entente prévoit à l'Annexe A une liste des besoins de l'Adhérent.

**ATTENDU QUE** les Parties souhaitent modifier l'Entente afin d'augmenter la somme maximale de la contribution en espèces de l'Adhérent pour permettre de poursuivre le développement du Projet Climat Living (ci-après le « Projet »);

**ATTENDU QUE** le Projet s'inscrit dans les besoins de l'Adhérent identifiés à l'Annexe A de l'Entente;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1**  
**PRÉAMBULE**

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

**ARTICLE 2**  
**MODIFICATIONS**

L'article 5.2 de l'Entente est remplacé dans son entièreté par le suivant :

En plus des frais d'Affiliation prévus à l'article 5.1, l'Adhérent accepte de payer à Ouranos pendant la durée de l'Entente, une somme maximale de cinq cent dix-huit mille cinq cents dollars canadiens (518 500\$) plus taxes.

La contribution prévue au présent article est payable comme indiqué ci-dessous :

**Pour l'année 2017-2018**

Une somme maximale de cent cinquante mille dollars canadiens (150 000\$). Cette somme sera payable comme suit :

- un premier versement annuel de cent mille dollars (100 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée à la date de signature de la présente Entente;
- Un deuxième versement annuel de cinquante mille dollars (50 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant les travaux menés au bénéfice de l'Adhérent et les étapes franchies dans les projets retenus et les perspectives.

**Pour l'année 2018-2019**

Une somme maximale de deux cent dix-huit mille cinq cents dollars canadiens (218 500\$). Cette somme sera payable comme suit :

- un premier versement annuel de cent mille dollars (100 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée à la date de la tenue de la première réunion annuelle du Comité directeur, de l'approbation du cadre de travail et de la programmation annuelle par l'Adhérent;
- un deuxième versement annuel de soixante-huit mille cinq cents dollars (68 500\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur du choix de l'équipe de chercheurs dans le cadre du Projet;

- Un dernier versement annuel de cinquante mille dollars (50 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant les travaux menés au bénéfice de l'Adhérent.

### **Pour l'année 2019-2020**

Une somme maximale de cent cinquante mille dollars canadiens (150 000\$). Cette somme sera payable comme suit :

- un premier versement annuel de cent mille dollars (100 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée à la date de la tenue de la première réunion annuelle du Comité Directeur, de l'approbation du cadre de travail et de la programmation annuelle par l'Adhérent;
- Un deuxième versement annuel de cinquante mille dollars (50 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant les travaux menés au bénéfice de l'Adhérent et les étapes franchies dans les projets retenus et les perspectives.

### **ARTICLE 3 AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de l'Entente demeurent inchangées. Le présent Addenda 1 fait partie intégrante de l'Entente.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2019

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Yves Saindon, greffier

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2019

**OURANOS INC.**

Par : \_\_\_\_\_  
Yves Langhame, Président du conseil d'administration

Cet addenda 1 a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le .....<sup>e</sup> jour du mois de ..... 2019 (Résolution CG19.....).

**Dossier # : 1183983001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
<b>Objet :</b>	Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

### SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

### FICHIERS JOINTS



[1183983001.xlsx](#)

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD  
 Préposé au budget  
**Tél :** (514) 872-5916

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-21

Janet MARCEAU  
 Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514-868-3354  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



(1)

**Dossier # : 1185008002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 555 000 \$ à l'organisme Esplanade pour une durée de 3 ans (2019 à 2021) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 555 000.00 \$ à l'organisme Esplanade afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action pour la période du 1<sup>er</sup> mars 2019 au 31 décembre 2021;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 555 000.00 \$.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 17:32

**Signataire :** Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie



## IDENTIFICATION

**Dossier # :1185008002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 555 000 \$ à l'organisme Esplanade pour une durée de 3 ans (2019 à 2021) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

## CONTENU

### CONTEXTE

L'Esplanade est un organisme à but non lucratif qui offre des programmes d'accompagnement, un espace collaboratif, des outils et des réseaux formant un écosystème pour aider les entrepreneurs de sa communauté à développer leurs projets, leurs organisations et ultimement, accroître leur impact social. Il a été incubé par l'Institut du Nouveau Monde dans le cadre de "*À go, on change le monde!*" avant de voler de ses propres ailes en 2014.

L'Esplanade est un des rares organismes de soutien mature dédié à l'entrepreneuriat à impact social et à l'innovation sociale. Il dessert une très large communauté d'entrepreneurs à impact, s'adressant tout autant aux entreprises privées à finalité sociale, aux B-Corp et aux entreprises d'économie sociale de l'agglomération montréalaise.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0319 - 25 février 2015 - Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 \$ à Esplanade Montréal pour les travaux d'aménagement nécessaires à l'implantation d'un espace de travail collaboratif dédié à l'innovation sociale, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M\$ du gouvernement du Québec

### DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel porte sur le soutien au fonctionnement de l'organisme et à trois volets de son plan d'action.

Depuis sa création, l'Esplanade intervient sur 4 axes de soutien aux entrepreneurs à impact social. Il anime un espace de travail collaboratif dont la superficie doublera en 2019. Il offre une programmation diversifiée et axée sur les besoins des entrepreneurs tels des ateliers, des formations et des conférences. Il offre aussi le parcours Impact 8 avec sa formule d'accompagnement à impact social. Il s'assure de donner accès à la plateforme d'investissement participatif SVX par un accompagnement sur mesure. Il a identifié 5 pôles d'innovation qui agissent comme accélérateurs du passage de l'intention d'entreprendre à

l'action concrète. Déjà 3 pôles sont en opération et stimulent les collaborations des écosystèmes : santé communautaire, systèmes alimentaires et énergie/mobilité.

Plus précisément, le soutien à l'organisme visera les 3 activités suivantes :

- Le parcours Impact 8 comprend une série de 3 programmes articulés autour d'une vision intégrée de l'accompagnement entrepreneurial dédié aux acteurs de changement. C'est un parcours sur mesure pour accompagner des organisations dans les 3 phases essentielles du développement des entreprises que sont le pré-démarrage, le démarrage et la croissance. Le soutien apporté par la Ville de Montréal vise le démarrage du premier programme du parcours Impact 8 qui porte sur la phase de pré-démarrage. Conçu comme un terrain d'expérimentation pour se lancer dans l'aventure entrepreneuriale, le programme Collision offre 3 mois d'accompagnement à haute intensité propice aux échanges d'idées afin de permettre de briser les silos existants, provoquer les rencontres et les chocs nécessaires à l'émergence de nouvelles solutions aux enjeux sociétaux contemporains. Les entrepreneurs et porteurs de projets participants sont ainsi amenés à valider leur idée et comprendre leur écosystème.
- Le soutien de la Ville de Montréal permettrait d'offrir ce nouveau programme pour accompagner 5 à 6 cohortes afin d'accueillir 60 à 90 entrepreneurs en trois ans. Plus précisément, le soutien permettrait d'assurer la coordination du programme par une ressource dédiée, de financer les heures de coaching (25 heures par projet d'entreprise) et contribuerait à assurer une présence physique aux porteurs de projets dans l'espace collaboratif de l'Esplanade. Le Ministère de l'Économie et de l'Innovation et le Mouvement Desjardins sont des partenaires financiers confirmés.
- Les activités de la programmation (conférences, débats, ateliers, etc.). Ces activités ont pour objectif principal de démocratiser et faciliter l'accès à l'expertise de l'Esplanade à un plus grand nombre d'entrepreneurs et de porteurs de projets. Combinant théorie et mise en pratique, les différents ateliers de la programmation sont orientés sur les besoins les plus criants de l'écosystème entrepreneurial à impact social tel le développement des capacités à définir un projet d'affaires, la connaissance des notions de base d'une grande variété de financements disponibles pour différentes formes d'organisations (entreprise privée ou collective), du financement classique au sociofinancement. L'Esplanade offre une série de 4 ateliers sur le développement des capacités à déterminer l'enjeu que les entrepreneurs adressent et l'impact social qu'ils souhaitent créer. Il offre également une série de 3 ateliers sur le financement des entreprises.

Le soutien de la Ville de Montréal permettrait de doubler le nombre d'ateliers sur le développement des capacités (8 rencontres) et le nombre d'ateliers sur le financement (6 rencontres). Plus précisément, le soutien de la Ville de Montréal permettrait de stabiliser une ressource de coordination et de réaliser une partie de la programmation hors les murs de l'Esplanade pour ainsi rejoindre un public plus large et plus diversifié. La Fondation J. A. Bombardier est un partenaire financier confirmé.

- Le service Entrepreneur en résidence offre l'expertise et les méthodologies développées par l'Esplanade en dehors de ses programmes structurés à tous les entrepreneurs fréquentant le lieu. Cet entrepreneur en résidence est un peu un équivalent de l'artiste en résidence, il est le spécialiste de la maison qui offre des services de soutien individuels aux entrepreneurs en demande. Il s'adapte au stade de développement de chaque organisation et travaille en étroite collaboration avec les entrepreneurs pour établir des objectifs stratégiques précis et résoudre les enjeux qui freinent le développement du projet.



Le soutien de la Ville de Montréal permettrait d'offrir un total de 1 000 heures de coaching par an dans les locaux de l'Esplanade. Le soutien permettrait également d'étendre l'offre de l'Esplanade à d'autres organismes accompagnateurs montréalais tels Ecto, Temps Libre ou encore Impact Hub, sans s'y limiter et selon la demande. L'aide financière permettrait de stabiliser le programme et le poste au sein de l'Esplanade, de bâtir un nouveau type d'accompagnement en réunissant des projets aux enjeux similaires et en favorisant l'accompagnement par les pairs. Un impact majeur de ce programme serait l'accompagnement prodigué aux candidats non admis au parcours Impact 8 mais présentant toutefois un fort potentiel. Une fois plus aguerris ceux-ci pourraient se qualifier au parcours Impact 8. La Maison de l'innovation sociale est un partenaire financier du projet.

Les partenaires financiers de l'Esplanade dans les activités ci-haut décrites sont inscrits au tableau suivant :

FINANCEMENT		2019	2020	2021	TOTAL	%
Ville de Montréal		175 000	175 000	205 000	555 000	58%
Ministère de l'Économie et de l'Innovation	confirmé	40 000	40 000	40 000	120 000	
Fondation J.A. Bombardier	confirmé*	30 000	30 000	30 000	90 000	
Maison de l'innovation sociale	confirmé*	40 000	40 000	40 000	120 000	
Mouvement Desjardins	confirmé	25 000	25 000	25 000	75 000	
<b>TOTAL</b>		<b>310 000 \$</b>	<b>310 000 \$</b>	<b>340 000 \$</b>	<b>960 000 \$</b>	<b>100%</b>

\* en négociation pour 2020-2021, sans ces contributions la part de la Ville augmenterait à 68%

## JUSTIFICATION

Selon le Portrait du dynamisme entrepreneurial de Montréal 2017 le taux d'intention de la population montréalaise est de 25,7% mais diminue à 11,7 % pour les réelles démarches de création ou de reprise d'une entreprise. Pour le groupe d'âge 18-34 ans qui constitue la clientèle la plus importante de l'Esplanade on trouve un taux d'intention élevé à 46,6% mais le taux de démarche est de seulement 17,6%. Le projet de l'Esplanade vise à répondre à cet enjeu entrepreneurial reconnu par le Service du développement économique, soit le passage de l'intention d'entreprendre à l'action concrète.

La contribution de la Ville de Montréal permettra de démarrer le volet Collision du parcours Impact 8; de bonifier la programmation de l'Esplanade en quantité (variété des thématiques et fréquence des activités) mais surtout elle pourra être offerte sur tout le territoire montréalais dans les organismes dédiés à l'entrepreneuriat (PME MTL, Espace Temps, Coop Ecto, etc.) et consolider le service d'entrepreneur en résidence afin de permettre d'accompagner plus étroitement les entrepreneurs de la communauté.

Le projet participe aux objectifs de la Stratégie de développement économique 2018-2022 de la Ville de Montréal et plus précisément à son plan d'action en innovation sociale Tisser Montréal à l'axe « Créer les conditions d'émergence des innovations sociales ». L'action 1 : Renforcement de l'écosystème de soutien de l'innovation sociale à Montréal vise à soutenir directement les projets entrepreneuriaux à impact et d'intérêt métropolitain. Le projet entre également en synergie avec d'autres objectifs stratégiques du Service de développement économique, notamment ceux prévus aux plans d'action Entreprendre, Bâtir, Maximiser et Vivre de la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.

Les porteurs ont démontré leur capacité à obtenir le soutien de plusieurs grands bailleurs.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 555 000 \$. Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2019	2020	2021	TOTAL
175 000,00 \$	175 000, 00 \$	205 000,00	555 000,00 \$

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction Entrepreneuriat (Entente 150 M\$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019), puisqu'il s'agit d'une contribution à des organismes pour appuyer des projets qui viennent compléter les actions en développement économique local offerts par les municipalités liées et les organismes PME MTL.

Ce dossier de compétence d'agglomération n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le projet s'inscrit dans les principes du développement durable en ce qu'il participe à atteindre les objectifs suivants :

- a) contribuer à une croissance économique durable en soutenant l'innovation et le savoir;
- b) participer au développement et à la promotion de l'économie locale.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'Esplanade est un partenaire de premier plan voué au développement de l'entrepreneuriat à impact social, un secteur d'intérêt stratégique pour Montréal. La contribution financière de la Ville à ce dernier permettra d'assurer la continuité de ses activités ainsi que la mise en oeuvre et l'émergence de projets structurants et novateurs en matière de soutien à l'entrepreneuriat social.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est annexé au projet de convention et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Réalisation de la programmation et des activités du plan d'action au cours des années 2019, 2020 et 2021;

Dépôt des documents relatifs à la programmation annuelle en début d'année, la reddition de compte annuelle pour les années 2019, 2020 et 2021 ainsi qu'un bilan final pour les années 2019 à 2021.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE  
NICOLAS)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Johanne L LAVOIE  
Commissaire a l'économie sociale

**Tél :** 514 872-9434  
**Télécop. :** 514 872-6249

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-25

Géraldine MARTIN  
Directrice

**Tél :** 514 872-2248  
**Télécop. :**

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Véronique DOUCET  
Directrice

**Tél :** 514 872-3116  
**Approuvé le :** 2019-02-01

# Proposition de collaboration au Service de développement économique de la Ville Montréal

4 juillet 2018

# Contexte

---

Dans le cadre de son nouveau plan d'action en innovation sociale, le Service de développement économique de la Ville de Montréal reconnaît l'Esplanade comme un acteur important dans l'écosystème de soutien de l'innovation sociale à Montréal et souhaite soutenir l'Esplanade dans le cadre du premier axe de son plan d'action :

**Créer les conditions d'émergence des innovations sociales**







# Esplanade

L'Esplanade est un OBNL fondé par une communauté d'innovateurs sociaux émergents du programme *À go, on change le monde* qui a permis de mettre les bases de ce qui est devenu aujourd'hui **le premier accélérateur et espace collaboratif au Québec dédié à l'entrepreneuriat et à l'innovation sociale.**

Notre mission est de catalyser et d'accompagner une communauté d'entrepreneur.e.s, qui, via la création et la mise à l'échelle de projets entrepreneuriaux, cherchent à relever les défis sociaux, environnementaux et économiques d'aujourd'hui.

La collaboration proposée au Service de développement économique de la Ville de Montréal permettrait à l'Esplanade d'accroître et de consolider son action, en complémentarité de l'écosystème existant, dans le soutien et l'accompagnement des innovations sociales émergentes en renforçant les capacités des porteurs de projets dans leurs actions entrepreneuriales.

---





# Besoins

---

## Étude

Afin de répondre aux besoins des porteurs de projets, mais également de l'écosystème de soutien financier (PME-MTL, finance sociale, fondations, etc.), une courte étude a été réalisée afin d'orienter notre proposition de collaboration.



### Selon PME-Montréal

---

Principaux enjeux rencontrés par les entrepreneurs :

- Proposition de valeur mal définie
- Faible compréhension de l'écosystème dans lequel s'inscrit l'organisation et sa solution
- Modèle financier incomplet
- Manque d'expertise au sein de l'équipe.

### Selon le secteur philanthropique

---

Principales difficultés mentionnées par les bénéficiaires :

- Enjeux de gouvernance
- Enjeux de financement
- Enjeux de marketing et communication.

# Proposition

Une collaboration de 3 ans avec le Service de développement économique de la Ville de Montréal permettant de soutenir 3 actions prioritaires ayant pour objectif de renforcer les capacités et le savoir-être des porteurs de projets selon une durée et une intensité variable.



## Programmation

Soutenir la programmation événementielle de l'Esplanade.



## Résidence

Soutenir la présence d'un Entrepreneur en résidence au sein de l'espace collaboratif de l'Esplanade



## Impact8

Soutenir le Parcours Impact8 et plus spécifiquement, son programme Découverte.

# Programmation



## Programme événementielle de l'Esplanade

Une expertise accessible pour développer ses capacités entrepreneuriales

**La programmation** de l'Esplanade est composée d'une série d'événements ayant pour objectifs de démocratiser son expertise, développer les capacités des porteurs de projets, inspirer les organisations et les citoyens et finalement, initier des conversations sur les enjeux du milieu.

Description

**Accompagnement ponctuel à faible intensité.**

Établir une **programmation annuelle.**

Assurer la récurrence des **ateliers Mini8.**

Rejoindre **2 500 personnes** annuellement.

Objectifs

**Valoriser** les différents acteurs de l'écosystème.

**Adapter** les ateliers en fonction de l'évolution des besoins.

Développer une **programmation itinérante.**

Opportunités

# Résidence



## Entrepreneur en résidence

Un accompagnement par et pour les entrepreneur.e.s

**L'entrepreneur en résidence** a pour fonction d'offrir un accompagnement direct, individuel ou de groupe, aux porteurs de projets présents au sein de l'espace de l'Esplanade et de certains partenaires tels que la Maison de l'innovation sociale.

Description

**Accompagnement à intensité moyenne ponctuel ou dans la durée.**

**Soutenir 20 porteurs** de projets annuellement.

**Référencer plus de 50 porteurs** de projets vers l'écosystème..

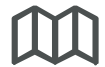
Objectifs

**Possibilité d'accroître la présence** de l'entrepreneur en fonction des besoins

**Entrepreneur itinérant**

Opportunités

# Impact8



## Programme Découverte

Transformer son intention en action entrepreneuriale

**12 semaines**

**4 modules :**

- > Comprendre son écosystème et sa problématique
- > Valider son idée avec ses utilisateurs et partenaires,
- > Comprendre son impact et définir ses critères de performance
- > Construire son modèle d'affaires.

Description

**Accompagnement à haute intensité**, basé sur un développement par les pairs

**16 à 20 projets par an**

**2 cohortes par année**

**Former des porteurs de projets sur le savoir-faire et le savoir-être**

Objectifs

**Référencement de projets** par l'écosystème (MIS, PME-MTL, Caisse Solidaire, Universités).

Augmenter le **nombre de cohortes** par année selon la demande.

Réaliser des **cohortes thématiques** en fonction des priorités de la Ville.

Opportunités

## COHORTE = 2 ENJEUX PRIORISÉS

Bootcamp sélection

Modules thématiques x 4

Demo day



11/2 à 2 j aux deux semaines

### 2 jours intensifs

Évaluation des individus et des équipes: coachabilité, collaboration, empathie, expertise.

- Mise en action face à une problématique (en lien avec les enjeux priorités)
- Présentation de concepts clés
- Inspiration
- Rencontre avec différents intervenants
- Développement d'un esprit de cohorte

📍 TBD

### 1/2 ou 1 journée de travaux dirigés

- Formations
- Exemples de cas pratiques
- Ateliers

### 1 journée de travaux pratiques

- Travail sur les projets
- Mise en pratique des formations
- Interaction avec les coaches et entrepreneurs

📍 Esplanade

### Présentation des projets

- Préparation d'un pitch et
- Présentation auprès de différents partenaires

📍 TBD

## Modules thématiques x4

1

1. Comprendre son écosystème  
et sa problématique

DT Mod

2

2. Valider sa proposition avec  
ses utilisateurs et partenaires

DT LS

3

3. Comprendre son impact et  
définir ses critères de  
performance

Mod

4

4. Construire son modèle  
d'affaires

Mod CO

Développement leadership & savoir-être

Design Thinking (DT)

Lean Startup (LS)

Culture Org (CO)

Modélisation (Mod)



# Budget

Afin de réaliser cette collaboration et déployer les 3 activités de cette proposition, la contribution budgétaire est estimée à

**185 000\$**

qui se décompose ainsi :

<b>Impact 8 Programme Découverte</b>	110 000\$
--------------------------------------	-----------



<b>Programmation événementielle</b>	45 000\$
-------------------------------------	----------



<b>Entrepreneur en résidence</b>	30 000\$
----------------------------------	----------



# Merci



Montréal, mercredi 19 décembre 2018

Madame Véronique Doucet  
Directrice  
Service de développement économique  
Ville de Montréal

Objet : Demande de soutien financier dans le cadre du plan d'action en innovation sociale

Madame Doucet,

L'Esplanade est le premier organisme dédié à l'entrepreneuriat et à l'innovation sociale au Québec. Depuis plus de 3 ans, l'Esplanade occupe une position enviable dans l'écosystème entrepreneurial montréalais en réunissant et accompagnant les entrepreneurs et innovateurs désireux d'avoir un impact sociétal positif. En plus de son espace collaboratif et de sa programmation, l'Esplanade, en collaboration avec de nombreux partenaires, a développé un parcours d'accompagnement composé de 3 programmes et d'une plateforme d'investissement afin de soutenir les entrepreneurs et les dirigeants dans le développement de leurs projets, leurs organisations et ultimement, accroître leur impact.

Fort de notre crédibilité acquise, de nos réalisations et d'une offre d'accompagnement singulière, de plus en plus d'organisations nous sollicitent afin d'être soutenu dans le développement de leur projet d'innovation sociale.

Ainsi, en cohérence avec le nouveau plan d'action en innovation sociale et plus spécifiquement, son *Axe 1 - Renforcement de l'écosystème de soutien de l'innovation sociale* par, entre autres, l'appui aux organismes d'accompagnement spécialisés, nous souhaitons soumettre une demande de soutien financier à la Ville de Montréal de 555 000\$ pour la période 2019-2021.

PCe partenariat majeur sur les 3 prochaines années a pour objectif de permettre à l'Esplanade de renforcer et de consolider son offre de d'accompagnement de première ligne dans la continuité des services existants. Cette offre permettra, à terme, de soutenir davantage d'entrepreneurs et de porteurs de projets à fort potentiel en fonction de leur réalité et leur niveau de maturité respectif. De plus, cet accompagnement valorisera l'accès des entreprises aux différentes ressources complémentaires offertes par l'écosystème entrepreneurial dont les outils de financement de PME-MTL.

La première ligne de l'Esplanade est composée de sa programmation, du programme Collision et du service d'entrepreneur en résidence. Elle s'intègre dans une proposition plus large qu'est le Parcours Impact8 qui vise à accompagner des porteurs de projet de la phase de validation d'une preuve de concept à une phase de croissance (Scale up).

En espérant, Madame Doucet, que vous verrez dans cette proposition de partenariat stratégique, une façon de renforcer l'écosystème de soutien dédié aux entreprises qui combinent viabilité économique et impact sociétal.

Acceptez nos plus sincères salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P. Grenier', with a stylized, cursive script.

Pascal Grenier, CPA-CMA  
Directeur général et cofondateur

## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **ESPLANADE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 6750, avenue de l'Esplanade, bureau 102, Montréal, Québec H2V 4M1, agissant et représentée par Pascal Grenier, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 811740794RT0001  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1221835294TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme organisme d'accompagnement en entrepreneuriat social et collectif;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

### **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Service du développement économique de la Ville.

### **ARTICLE 3** **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4** **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

#### **4.2 Autorisations et permis**

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

#### **4.3 Respect des lois**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

#### **4.4 Promotion et publicité**

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;



## 4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise selon ce qui est spécifié à l'Annexe 1 des présentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la

présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

#### **4.7 Responsabilité**

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;
- 4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## **ARTICLE 5**

### **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

#### **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CINQ CENT CINQUANTE-CINQ MILLE dollars (555 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

#### **5.2 Versements**

##### **5.2.1 Pour l'année 2019:**

- 5.2.1.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 \$) dans les trente jours de la signature de la convention ;

##### **5.2.2 Pour l'année 2020 :**

- 5.2.2.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 \$) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte de l'année 2019 à la satisfaction du Responsable;

##### **5.2.3 Pour l'année 2021 :**

- 5.2.3.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 \$) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte de l'année 2020 à la satisfaction du Responsable;
- 5.2.3.2 une somme maximale de TRENTE MILLE dollars (30 000 \$) (dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte de l'année 2021 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

#### **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

#### **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## **ARTICLE 6** **GOVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.
- 6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 7** **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
  - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragrophes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat

de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 11**

### **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

## **ARTICLE 12**

### **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

#### **12.1 L'Organisme déclare et garantit :**

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## **ARTICLE 13**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

### **13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### **13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 6750, avenue de l'Esplanade, bureau 102, Montréal, Québec H2V 4M1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.



### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au (700, rue De La Gauchetière Ouest, 28<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec H3B 5M2), et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

#### **13.10 Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2019

#### **VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Yves Saindon  
Greffier

Le 30<sup>e</sup> jour de janvier 2019

#### **ESPLANADE**

Par : \_\_\_\_\_  
Pascal Grenier  
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....<sup>e</sup>  
jour de ..... 2019 (Résolution CG .....).

## **ANNEXE 1**

### **PROJET**

#### **PROJET – en pièces jointes**

- Demande de contribution financière de l'organisme
- Document : Proposition de collaboration au Service de développement économique – 4 juillet 2018

#### **REDDITION DE COMPTE**

##### **Documents et délais de transmission**

##### **Pour l'année 2019**

- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2020 ;

##### **Pour l'année 2020**

- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2021 ;

##### **Pour l'année 2021**

- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2022
- Un bilan final avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des trois années visées par la Convention (2019 à 2021) – au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2022.

#### **INDICATEURS**

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

##### **Impact 8 – Collision**

Nombre de cohortes

Nombre de participants / cohorte

Nombre d'entreprises / cohorte

Nombre d'heures de coaching / projets et entreprises

Nombre d'heures de coaching

##### **Activités de programmation**

Nombre d'ateliers sur le développement des capacités et sur le financement

Nombre de participants aux ateliers sur le développement des capacités et sur le financement

##### **Entrepreneur en résidence**

Nombre d'heures de coaching

Nombre de lieux de coaching différents

Nombre de projets se requalifiant au Parcours Impact 8

## **ANNEXE 2**

### **Protocole de visibilité**

#### **1. Visibilité**

L'Organisme doit :

- 1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
- 1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

#### **2. Communications**

L'Organisme doit :

##### **2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal**

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

##### **2.2. Relations publiques et médias**

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : [maire@ville.montreal.qc.ca](mailto:maire@ville.montreal.qc.ca).

### 2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : [ville.montreal.qc.ca/logo](http://ville.montreal.qc.ca/logo)).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

### 2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

## 2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : [visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : [mairese@ville.montreal.qc.ca](mailto:mairese@ville.montreal.qc.ca).

**Dossier # : 1185008002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 555 000 \$ à l'organisme Esplanade pour une durée de 3 ans (2019 à 2021) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

### SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

### FICHIERS JOINTS



[1196965002 - Plan action Esplanade.xls](#)

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS  
 Agent comptable Analyste  
**Tél :** (514) 868-8787

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Isabelle FORTIER  
 conseiller(ere) budgetaire  
**Tél :** 514-872-9366  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



(1)

**Dossier # : 1197952001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière maximale de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder une contribution financière maximale de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 11:22

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1197952001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière maximale de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Printemps numérique a sollicité le Service de développement économique (SDÉ) de la Ville de Montréal pour soutenir la mise en place d'une Semaine numérique de Montréal, du 25 mai au 3 juin 2019.

Le Printemps numérique est un organisme à but non lucratif dont la mission est de dynamiser la créativité numérique à Montréal. L'événement principal de l'organisme, intitulé également « Printemps numérique » constituait jusqu'à aujourd'hui une saison d'activités allant du 21 mars au 21 juin à Montréal.

Résultant d'une démarche initiée par l'ancienne Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ), le Printemps numérique a lancé sa première édition en 2014. Son mandat premier était de regrouper sur une même plateforme les activités des artistes du numérique, des producteurs et diffuseurs, des entreprises du jeu vidéo et des effets visuels, du milieu scientifique, des médias et autres intervenants, tels que les musées et les universités. À l'origine, le Printemps numérique était donc essentiellement une bannière promotionnelle pour mettre en valeur les arts numériques.

À la suite de la dissolution des CRÉ en 2016, le SDÉ est devenu le principal partenaire financier du Printemps numérique. Sous sa nouvelle impulsion, des activités réalisées par l'organisme se sont ajoutées à la programmation pour stimuler la créativité numérique ainsi que le maillage entre créateurs et industries (conférences sur des solutions d'affaires, haketon, etc.)

Le plan stratégique 2016-2020 du Printemps numérique présente une nouvelle vision pour faire du Printemps numérique le rendez-vous phare du numérique à Montréal.

Montréal est déjà reconnu mondialement comme l'une des villes les plus dynamiques sur le plan de la créativité et du numérique. Montréal se positionne parmi les leaders mondiaux dans les domaines de l'intelligence artificielle, du jeu vidéo et du manufacturier innovant et robotique.



Dans sa dernière version du plan d'affaires présentée en janvier 2019, le Printemps numérique annonce une réorientation stratégique de son événement annuel, lequel se tiendra dorénavant sous forme d'une semaine de 9 jours à la fin du mois de mai.

Le repositionnement s'explique par le fait qu'une saison de trois mois permet difficilement de créer un momentum médiatique et une force d'attraction. Le format d'une semaine est celui privilégié par plusieurs villes du monde. Pensons à la *London Tech Week* et à la *Digital Week* de Bruxelles. Le repositionnement a fait l'objet d'un accompagnement du SDÉ et a été enrichi par une série de quatre séances de consultation du milieu tenues en automne 2018.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM17 0272 - 28 mars 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 475 000 \$ à Printemps numérique pour la mise en œuvre de sa programmation annuelle 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et par l'Entente de 175 M\$ avec le gouvernement du Québec

CM16 0103 - 25 janvier 2016 - Accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 \$ à Printemps numérique pour la réalisation de la programmation 2016, dans le cadre de l'entente de 175 M\$ avec le Gouvernement du Québec

## **DESCRIPTION**

La Semaine numérique aura pour thématique l'intelligence numérique, notamment à travers la transversalité des technologies. Le contenu reposera sur un réseau d'acteurs intersectoriels, privilégiant les transferts d'expertises, encourageant la fertilisation croisée des savoirs, l'émergence de l'innovation et la transition numérique des entreprises.

La Semaine numérique a pour objectif général de faire de Montréal un rendez-vous phare du numérique. Trois objectifs particuliers sont identifiés :

- Accroître le transfert de connaissances et stimuler l'innovation;
- Accroître les échanges entre les milieux de la création, de la recherche et de l'industrie, d'ici et d'ailleurs;
- Développer l'accessibilité aux diverses formes d'innovations numériques.

La période ciblée pour la tenue de l'événement est du 25 mai au 3 juin 2019, de façon à poursuivre l'élan de C2-MTL qui se termine le 24 mai. La proximité de ces deux événements, bien que les clientèles soient différentes, permettrait de renforcer Montréal comme métropole de la créativité. La température du mois de mai a également été considérée, puisque des activités extérieures sont prévues dès 2020.

L'événement offre un volet grand public (parcours, spectacles, activités familiales, etc.) et un volet professionnel (conférences, ateliers, rencontres d'affaires, vitrines d'entreprises, etc.). Certaines activités seront réalisées directement par l'organisme Printemps numérique tandis que d'autres le seront par des organisations partenaires. Le volet grand public aura lieu durant les week-ends d'ouverture et de fermeture (samedi et dimanche les 25-26 mai et 1-2 juin 2019). Il consistera principalement à un parcours d'événements numériques produits par des organisations partenaires. Par exemple, le Printemps numérique souhaiterait réaliser 10 activités de médiation dans 10 bibliothèques, en collaboration avec ELEKTRA. Mentionnons qu'au cours des 2e et 3e éditions, le promoteur a l'ambition de réaliser des activités extérieures sur la place publique.

La programmation professionnelle (lundi 27 mai au vendredi 31 mai 2019) s'articulera autour de cinq pavillons thématiques, une journée par pavillon :

1. Santé : techniques biomédicales et enjeux des données - Centre for Interdisciplinary Research in Music Media and Technology (CIRMMT) de l'Université McGill en collaboration avec TechnoMontréal;

2. Industries culturelles et créatives : jeu vidéo, réalité virtuelle et augmentée, scénographies immersives - Lieu culturel à définir (dialogue en cours avec la SAT, le Centre PHI et L'Arsenal);
3. Architecture et bâtiment : design, construction et ingénierie - Centre canadien d'architecture;
4. Intelligence artificielle : état de la recherche, transformation des emplois et des modèles d'affaires - Mile-Ex : MILA, ELEMENT AI, MICROSOFT;
5. Transports et mobilité : valorisations sociales, économiques et environnementales dans la ville intelligente – pavillon mobile en discussion avec la STM.

Chaque pavillon présentera des conférences, des vitrines professionnelles et des zones de découverte. La programmation professionnelle développée par le Printemps numérique sera bonifiée par des activités (colloques, spectacles, etc.) d'organisations partenaires.

Aussi, des événements professionnels existants seraient invités à tenir leurs activités pendant la Semaine numérique, par exemple le Gala des PRIX NUMIX organisé par XN Québec et le Symposium IX de la Société des arts technologiques.

Les groupes visés par le volet professionnel comprennent les acteurs suivants :

- les artistes, les designers et les professionnels de la créativité numérique;
- les institutions culturelles dédiées à la diffusion de la culture numérique (Société des arts technologiques/SAT, Centre PHI, Partenariat du Quartier des spectacles, etc.);
- les entreprises de la créativité numérique (studios de productions interactives, de jeux vidéo, de réalité virtuelle, d'intelligence artificielle);
- les grappes industrielles et les industries technologiques associées (logistique et transport, sciences de la vie et technologies de la santé, mode, TIC);
- les milieux du savoir (écoles, universités, laboratoires et groupes de recherche);
- les milieux entrepreneuriaux liés à l'incubation et au financement de risque;
- la clientèle d'affaires internationale motivée par l'usage du numérique au sein de diverses industries;
- les instances municipales et gouvernementales liées au développement du numérique.

En 2019, les objectifs d'achalandage sont de 1 600 entrées pour le volet professionnel et de 30 000 visiteurs pour le volet grand public. D'ici trois ans, il est prévu d'accroître la fréquentation à 3 900 pour le volet professionnel et à 46 000 pour le volet grand public.

Le Printemps numérique sera responsable de la promotion et de la mise en marché de l'ensemble des activités de la Semaine numérique, comprenant celles réalisées par les organismes partenaires.

Pour les pavillons thématiques, le Printemps numérique mettra en place une billetterie centralisée, ce qui lui permettra de générer des revenus autonomes.

Concernant la programmation des pavillons, un appel à proposition sera lancé pour créer des contenus originaux spécifiques (exemple : objets connectés, installations, scénographies, etc.). La production de ces contenus sera soutenue par un Fonds annuel de 200 000 \$, soit 40 000 \$ par pavillon. Seuls les projets exclusifs à la Semaine numérique et qui sont non soutenus par les bailleurs de fonds publics seront admissibles à ce fonds.

Le conseil d'administration (CA) de 11 membres est présidé par Suzanne Gouin, une administratif expérimentée également présidente du Conseil de direction de l'Agence du revenu du Canada. La réorientation stratégique de l'organisme s'est accompagnée de quatre

nouvelles nominations au sein du CA, notamment Philippe Beaudoin, cofondateur d'Element AI.

Le comité de programmation de la Semaine numérique sera composé de cinq membres du CA et de cinq experts externes identifiés selon les thématiques des pavillons. Un représentant de la Ville de Montréal pourrait être invité à ce comité.

La Semaine numérique suscite l'intérêt de nombreux partenaires, par exemple : le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM), le Centre Phi, Element AI, Espace Ludique, Équipement médical mobile, IVADO, La Piscine, Montréal International, le Musée McCord, l'Office national du film du Canada et plusieurs départements universitaires.

Par ailleurs, trois activités annuelles de l'organisme font parties de la demande financière (24 000 \$), soit les forums #intersections portant sur les transformations numériques dans plusieurs secteurs d'activité culturelle, sociale et économique. Celles-ci sont cohérentes avec le mandat de la Semaine numérique et permet de consolider la clientèle professionnelle de ce futur événement.

Dans le budget présenté, l'apport des fonds publics est de 900 000 \$, soit 56 % des revenus totaux. Les démarches auprès des gouvernements du Québec et du Canada sont en cours. Mentionnons que la Ville de Montréal est le principal partenaire de l'organisme depuis 2016. Le financement de la Ville était de 225 000 \$ en 2018.

<b>Revenus</b>	<b>(\$)</b>
Ville de Montréal	250 000
Gouvernement du Québec	300 000
Gouvernement du Canada	300 000
Tourisme Montréal	30 000
Partenaires privés	294 000
Commanditaire	189 000
Billetterie et autres revenus d'activités	189 000
Autre	50 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 602 000</b>

*\* Le tableau ne présente pas la subvention de 150 000 \$ du Secrétariat à la Jeunesse pour un projet de 200 000 \$ relativement à la fracture numérique. Ce dernier ne faisant pas partie du présent projet.*

<b>Dépenses</b>	<b>(\$)</b>
Administration et ressources humaines	180 000
Honoraires professionnels	50 000
Promotion et relations de presse	270 000
Programmation (planification)	90 000
Consultation de l'écosystème	25 000
Semaine numérique incluant le Fonds d'appel de propositions	928 000
#intersection (3 activités annuelles)	24 000
Contingence	35 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 602 000</b>

## **JUSTIFICATION**

Le nouveau positionnement du Printemps numérique contribuera judicieusement aux priorités énoncées dans la Stratégie de développement économique de la Ville de Montréal. La Semaine numérique de Montréal participera aux efforts d'attraction et de rétention des talents, à l'internationalisation des entreprises ainsi qu'à la commercialisation des innovations. Le projet participe également au virage numérique de secteurs stratégiques ciblés dans la Stratégie, soit les industries culturelles et créatives, les sciences de la vie et les technologies de la santé ainsi que le transport et la mobilité. L'organisme déploie des efforts additionnels visant la transition numérique des entreprises, ce qui favorisera les pratiques innovantes des entrepreneurs, un des axes du Plan d'action en entrepreneuriat. Une attente particulière à cet égard pourrait être formulée dans la convention financière avec l'organisme.

Par ailleurs, le repositionnement du Printemps numérique en une semaine d'activités permettra de :

- mobiliser les acteurs dans le cadre d'une programmation resserrée;
- augmenter l'attraction et le rayonnement de l'événement;
- réunir la communauté d'affaires autour du numérique pour en faire un levier de croissance;
- mettre de l'avant les innovations auprès des publics et des investisseurs.

#### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 250 000 \$. Les versements sont prévus selon le calendrier suivant:

2019	2020	<b>TOTAL</b>
225 000,00 \$	25 000,00 \$	<b>250 000,00 \$</b>

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat (Entente 150 M\$ - Réflexe Montréal)

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) .

Cette dépense est sans impact sur le cadre financier de la Ville.

#### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

#### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Cet événement consolide Montréal comme métropole du numérique et de la créativité en Amérique du Nord. Il permet de faire rayonner Montréal à l'échelle internationale et facilite l'attraction des talents, en plus d'encourager la transition numérique des entreprises et de stimuler des projets de recherche.

#### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Événement se déroulant sur neuf jours, du 25 mai au 3 juin 2019.

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

### Autre intervenant et sens de l'intervention

### Parties prenantes

Lecture :

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon DÉCARY  
Commissaire au développement économique

**Tél :** 514 868-7674  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Géraldine MARTIN  
Directrice

**Tél :** 514 872-2248  
**Télécop. :**

Le : 2019-01-28

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET  
Directrice

**Tél :** 514 872-3116  
**Approuvé le :** 2019-02-01

## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **PRINTEMPS NUMÉRIQUE**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 425, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1100, Montréal, Québec H3A 3G5, agissant et représentée par madame Suzanne Gouin, présidente du conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 15 janvier 2019.

Numéro d'inscription T.P.S. : 77961 8123 RT0001  
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1222845188

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme promoteur de l'événement « Semaine numérique de Montréal », une semaine d'activités dédiée à l'intelligence numérique, notamment à travers la transversalité des technologies dans la métropole.

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

### **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de comptes » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** La directrice de l'entrepreneuriat de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Service du développement économique de la Ville.

### **ARTICLE 3** **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

### **ARTICLE 4** **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

#### **4.1 Réalisation du Projet**

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer des activités se déroulant à l'extérieur de Montréal, ni à réaliser des spectacles et autres activités culturelles.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

#### **4.2 Autorisations et permis**

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

#### **4.3 Respect des lois**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

#### **4.4 Promotion et publicité**

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;



4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

#### 4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable. Cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de comptes doit lui être remise selon ce qui est spécifié à l'Annexe 1 des présentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la

présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

#### **4.7 Responsabilité**

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;
- 4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## **ARTICLE 5**

### **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

#### **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de DEUX CENT CINQUANTE dollars (250 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

#### **5.2 Versements**

##### **5.2.1 Pour l'année 2019 :**

- 5.2.1.1 une somme maximale de DEUX CENT MILLE dollars (200 000 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- 5.2.1.2 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 \$) dans les trente (30) jours de la présentation du bilan de la Semaine numérique de Montréal;

##### **5.2.2 Pour l'année 2020 :**

- 5.2.2.1 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE (25 000 \$) dans les trente (30) jours de la présentation du rapport annuel des activités 2019, comprenant la Semaine du numérique de Montréal et les forums #intersections.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

#### **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

#### **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## **ARTICLE 6**

### **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.
- 6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## **ARTICLE 7**

### **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
  - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
  - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
  - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragrophes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8** **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## **ARTICLE 9** **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## **ARTICLE 10** **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 chiffres \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 11**

### **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

## **ARTICLE 12**

### **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

#### **12.1 L'Organisme déclare et garantit :**

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## **ARTICLE 13**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

#### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

### **13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### **13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile 425, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1100, Montréal, Québec H3A 3G5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente du conseil d'administration. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

#### **13.10 Exemple ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2019

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Yves Saindon, greffier

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2019

**PRINTEMPS NUMÉRIQUE**

Par : \_\_\_\_\_  
Suzanne Gouin, présidente du conseil  
d'administration

Cette convention a été approuvée par le ..... de la Ville de Montréal, le .....<sup>e</sup> jour du mois de ..... 2019 (Résolution .....).



## **ANNEXE 1**

### **PROJET**

Le plan stratégique 2016-2020 du Printemps numérique présente une nouvelle vision pour faire du Printemps numérique le rendez-vous phare du numérique à Montréal.

Dans sa dernière version du plan d'affaires présentée en janvier 2019, le Printemps numérique annonce une réorientation stratégique de son événement annuel, lequel se tiendra dorénavant sous forme d'une semaine de 9 jours à la fin du mois de mai.

Du 25 mai au 3 juin 2019, la Semaine numérique de Montréal aura pour thématique l'intelligence numérique, notamment à travers la transversalité des technologies. Le contenu reposera sur un réseau d'acteurs intersectoriels, privilégiant les transferts d'expertises, encourageant la fertilisation croisée des savoirs, l'émergence de l'innovation et la transition numérique des entreprises.

La Semaine numérique aura pour objectif général de faire de Montréal un rendez-vous phare du numérique. Trois objectifs particuliers sont identifiés :

- Accroître le transfert de connaissances et stimuler l'innovation;
- Accroître les échanges entre les milieux de la création, de la recherche et de l'industrie, d'ici et d'ailleurs;
- Développer l'accessibilité aux diverses formes d'innovations numériques.

L'événement offrira un volet grand public (parcours, spectacles, activités familiales, etc.) et un volet professionnel (conférences, ateliers, rencontres d'affaires, vitrines d'entreprises, etc.). Certaines activités seront réalisées directement par l'organisme Printemps numérique tandis que d'autres le seront par des organisations partenaires.

Le volet grand public aura lieu durant les week-ends d'ouverture et de fermeture (samedi et dimanche les 25-26 mai et 1-2 juin 2019). Il consistera principalement à un parcours d'événements numériques produits par des organisations partenaires.

La programmation professionnelle (lundi 27 mai au vendredi 31 mai 2019) s'articulera autour de cinq pavillons thématiques, une journée par pavillon : 1) Santé; 2) Industries culturelles et créatives; 3) Architecture et bâtiment : design, construction et ingénierie; 4) Intelligence artificielle; Transports et mobilité.

Chaque pavillon présentera des conférences, des vitrines professionnelles et des zones de découverte. La programmation professionnelle développée par le Printemps numérique sera bonifiée par des activités (colloques, spectacles, etc.) d'organisations partenaires. Des activités pourront être proposées à la programmation gratuitement par la Ville de Montréal, PME MTL, l'École des entrepreneurs du Québec pour la clientèle entrepreneuriale afin de contribuer au virage numérique des entreprises.

Aussi, des événements professionnels existants seraient invités à tenir leurs activités pendant la Semaine numérique.

Le comité de programmation de la Semaine numérique sera composé de 5 membres du CA et de 5 experts externes identifiés selon les thématiques des pavillons. Un représentant de la Ville de Montréal peut également siéger à ce comité.

## **Objectifs et résultats attendus**

- Proposer un programme d'activités de neuf jours en 2019, comprenant un volet grand public (parcours, spectacles, activités familiales) et un volet professionnel (conférences, ateliers, rencontres d'affaires, vitrines d'entreprises);
- Développer cinq pavillons thématiques d'une journée en s'associant avec des partenaires reconnus afin de réaliser des activités innovantes et de grande qualité;
- Susciter la réalisation d'activités en économie numérique par des organisations partenaires;
- Entamer la mise à disposition de contenu pour les entreprises (employés et dirigeants) visant à les sensibiliser ainsi qu'à les accompagner dans leur virage numérique;
- Attirer la tenue d'événements existants pendant la Semaine numérique;
- Atteindre 1 600 entrées pour le volet professionnel et 30 000 pour le volet grand public;
- Effectuer une collecte de données sur l'achalandage de la Semaine numérique tirées d'un décompte systématique dont les données sont vérifiables;
- Réaliser une stratégie de promotion et de mise en marché de la Semaine numérique;
- Mettre en place un comité de programmation, notamment responsable des thématiques, du développement et de la cohérence de l'événement, et le cas échéant d'un fonds d'appel de propositions;
- Réaliser trois forums #intersections au cours de l'année, permettant le développement de la clientèle de la Semaine numérique;
- Consolider le modèle d'affaires de l'organisme en diversifiant les sources de financement et en augmentant la part des revenus privés et autonomes.

## **Reddition de comptes**

Il est attendu que le bilan et le rapport de reddition de comptes présente les résultats obtenus par rapport aux objectifs ci-haut mentionnés.

### Document et délai de transmission

- Le bilan 2019 de la Semaine numérique de Montréal – au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2019.
  - Le programme réalisé comprenant la liste des événements du volet grand public et du volet professionnel;
  - La programmation détaillée des pavillons thématiques comprenant le nombre de conférenciers, le nombre et la nature des activités tenues et la liste des partenaires pour la réalisation des activités.
  - La liste et le nombre d'activités inédites en économie numérique suscitées par la Semaine numérique;

- La liste et le nombre d'événements existants tenus pendant cette période;
  - La stratégie de mise en marché réalisée ainsi que les démarches de promotion effectuées auprès des clientèles cibles;
  - Une étude d'achalandage, par volet et par pavillon, tirée d'un décompte systématique dont les données sont vérifiables ainsi que le nombre d'entreprises qui ont participé à l'édition, ventilées par catégorie et par provenance;
  - La composition du comité de programmation et les mécanismes mis en place pour assurer la qualité et la cohérence de l'événement;
  - Les statistiques de fréquentation du site web du Printemps numérique par mois;
  - La revue de presse de l'édition 2019.
- Le rapport de reddition de comptes final – au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2020.
    - S'ajoutant au bilan de la Semaine numérique, une description des forums #intersection et le rapport de billetterie s'y rapportant;
    - Les États financiers vérifiés comprenant les états des résultats du projet.

### Budget du projet

Revenus	(\$)
Ville de Montréal	250 000
Gouvernement du Québec	300 000
Gouvernement du Canada	300 000
Tourisme Montréal	30 000
Partenaires privés	294 000
Commanditaire	189 000
Billetterie et autres revenus d'activités	189 000
Autre	50 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 602 000</b>

*\* Le tableau ne présente pas la subvention de 150 000 \$ du Secrétariat à la Jeunesse pour un projet de 200 000 \$ relativement à la fracture numérique. Ce dernier ne faisant pas partie du présent projet.*

Dépenses	(\$)
Administration et ressources humaines	180 000
Honoraires professionnels	50 000
Promotion et relations de presse	270 000
Programmation (planification)	90 000
Consultation de l'écosystème	25 000
Semaine numérique incluant le Fonds d'appel de propositions	928 000
#intersection (3 activités annuelles)	24 000
Contingence	35 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 602 000</b>

## **ANNEXE 2**

### **Protocole de visibilité**

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

#### **1. Visibilité**

L'Organisme doit :

- 1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
- 1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

#### **2. Communications**

L'Organisme doit :

##### **2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal**

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

## 2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

**Note** : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : [maireesse@ville.montreal.qc.ca](mailto:maireesse@ville.montreal.qc.ca).

## 2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : [ville.montreal.qc.ca/logo](http://ville.montreal.qc.ca/logo)).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

## 2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

## 2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : [visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : [mairesse@ville.montreal.qc.ca](mailto:mairesse@ville.montreal.qc.ca).

**Dossier # : 1197952001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
<b>Objet :</b>	Accorder une contribution financière maximale de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

### **FICHIERS JOINTS**



[1197952001 Semaine numérique.xls](#)

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS  
 Préposé au budget  
**Tél :** (514) 872-5916

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-30

Isabelle FORTIER  
 Conseillère budgétaire  
**Tél :** 514 872-1025  
**Division :** Service des finances , Direction du  
 conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1188097001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Octroyer un contrat à la firme Neolect Inc, plus bas soumissionnaire conforme, pour l'acquisition et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques. - Dépense totale: 773 592,27 \$, taxes incluses (Mandat: 644 660,23 \$, contingence: 64 466,02 \$ et incidence: 64 466,02 \$). Appel d'offres public numéro 18-17090. (2 soumissionnaires)

Il est recommandé:

1. d'autoriser une dépense totale de 709 126,25 \$, taxes incluses, pour l'acquisition et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Neolect Inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'acquisition et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 644 660,23 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 18-17090.
3. d'autoriser une dépense de 64 466,02 \$ à titre de budget de contingences.
4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront assumées à 100% par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 11:11

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité



**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1188097001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Octroyer un contrat à la firme Neolect Inc, plus bas soumissionnaire conforme, pour l'acquisition et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques. - Dépense totale: 773 592,27 \$, taxes incluses (Mandat: 644 660,23 \$, contingence: 64 466,02 \$ et incidence: 64 466,02 \$). Appel d'offres public numéro 18-17090. (2 soumissionnaires)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

La Ville de Montréal investit dans le développement et l'amélioration de son réseau cyclable. Le vélo est devenu un mode de transport au même titre que la voiture ou les transports en commun, et ce, durant les quatre saisons. La popularité du vélo ne cessant de croître, il est, par le fait même, essentiel pour la Ville de Montréal de connaître le nombre de cyclistes qui utilisent ses aménagements pour éviter une saturation de son réseau et pour en permettre une meilleure planification. Une bonne planification permet de minimiser les conflits entre usagers des pistes cyclables, mais aussi avec les différents usagers de la route et favorise une augmentation de la sécurité.

Les compteurs vélos sont des outils d'aide à la planification. Les rapports et les analyses qui en découlent sont des outils indispensables à un développement adéquat du réseau cyclable de Montréal. Il y a présentement 24 compteurs cyclistes répartis sur le réseau cyclable de la Ville. De ce nombre, 4 sont munis d'afficheurs dynamiques. L'octroi de ce contrat pour l'achat de compteurs et d'afficheurs, permet de doubler le nombre actuel de compteurs et d'étendre le périmètre de recensement.

L'appel d'offres a été publié le 22 août 2018 dans SEO et le journal Le Devoir. La période de soumission était de 22 jours et se terminait initialement le 13 septembre 2018. Cependant, suite à une demande de report de la date de clôture par un soumissionnaire potentiel, la date limite a été reportée au 20 septembre. Celle-ci a été reportée à nouveau en raison des questions adressées par les soumissionnaires et de la nécessité de produire et fournir des schémas d'installation-types. Au final, la période de soumission aura été de 35 jours au total, à la date de clôture du 27 septembre 2018.

Durant la période d'appel d'offres, il y a eu 5 addenda pour ajouter des documents corrigés ou manquants et pour modifier la date de clôture.

Numéro d'addenda	Date de publication	Contenu
1	30 août 2018	Amendement au devis. Ajout du bordereau de soumission.
2	10 sept. 2018	Ajout d'une fiche d'emplacement manquante et correction d'une autre. Report de la date de clôture au 20 septembre 2018.
3	12 sept. 2018	Correction de deux fiches d'emplacements.
4	17 sept. 2018	Report de la date de clôture au 27 septembre 2018.
5	21 sept. 2018	Réponses aux questions de soumissionnaires potentiels. Modification des clauses administratives spéciales.

Initialement, la durée de validité des soumissions étaient de 120 jours. L'analyse des soumissions ayant duré plus longtemps que prévu, une demande de prolongation de validité de soumission de 59 jours a été acceptée par le plus bas soumissionnaire conforme, en date du 18 décembre 2018, soit jusqu'au 25 mars 2019. (voir pièce jointe)

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

## DESCRIPTION

Une analyse du réseau cyclable a permis d'identifier 24 sites pour de nouvelles installations de compteurs dont 3 avec afficheurs dynamiques, ainsi que l'ajout d'afficheurs sur 3 sites de comptages existants.

Les informations sur la localisation des emplacements sont contenues dans le fichier en pièce jointe *18-17090\_Emplacements\_nouveaux\_compteurs\_vélos.pdf*

Un système de comptage est composé de boucles à induction magnétique, alimentées par batterie ou par un contrôleur, installées dans des sillons creusés dans l'asphalte et recouvertes d'un scellant. Ces boucles détectent les vélos lors de leur passage peu importe le type de matériau les composant. Les boucles sont reliées à un boîtier installé sur un fût d'éclairage, dans un regard dans le sol ou un contrôleur de feux. La transmission des données peut se faire par une connexion modem cellulaire ou directement dans le contrôleur de feux pour une transmission en temps réel, selon la faisabilité. Ce système permet également de déterminer le sens de la circulation cycliste.

Les afficheurs dynamiques sont connectés directement aux compteurs cyclistes et permettent l'affichage du décompte en temps réel. Il y a deux types d'afficheurs qui seront installés, le type "panneau" (accroché sur un poteau ou fût) et le type "colonne" (comme celui face à la station de métro Laurier (voir pièce jointe). Tous les afficheurs seront des panneaux sauf celui sur la piste de Rachel près de l'avenue Charlemagne.

Les prix au bordereau de soumission incluent l'achat de tous les équipements et l'installation des systèmes de comptage cycliste et d'afficheurs dynamiques lorsque requis.

Il est à noter qu'une garantie de 2 ans s'appliquera sur le matériel des systèmes de comptage et des afficheurs ainsi que sur l'installation de ceux-ci.

Contingences: un montant de 10% de la valeur du contrat du contrat sera ajouté pour

couvrir les travaux imprévus pendant le déploiement. Ceux-ci comprennent des cas tels que :

- Une contrainte sur le terrain obligeant un déplacement du compteur à quelques mètres du site proposé ou sur un autre site.
- Un contretemps lié à un incident nécessitant l'intervention des cols bleus de la Ville, facturée à l'entrepreneur.
- La longueur estimée d'un câble qui s'avère insuffisante.
- Des équipements souterrains non illustrés sur les plans et les intrants.
- La réinstallation ou la réparation nécessaires suite à des dommages causés par des travaux réalisés par un autre entrepreneur sur un site à proximité.

Incidences: un montant de 10% de la valeur du contrat sera ajouté pour couvrir d'autres travaux imprévus pendant le déploiement, tels que :

- Un conduit bloqué ou tous autres incidents qui demandent l'intervention des cols bleus de la Ville.
- Les remplacements de modems cellulaires dans le coffret de feu afin de permettre la communication sur le réseau de la Ville.
- Tout besoin informatique lié à la transmission de données.

## **JUSTIFICATION**

Lors de l'appel d'offres 18-17090, il y a eu six (6) preneurs de cahier des charges.

Deux (2) firmes ont déposé une soumission, soit 33 % des preneurs de cahier des charges :

- Neolect Inc.
- Systèmes Urbains Inc.

Les firmes n'ayant pas déposé d'offre sont principalement des compagnies spécialisées dans la fourniture de compteurs de débits véhiculaires ou des entrepreneurs ayant un carnet de commande complet en ce moment.

Les résultats de l'appel d'offres sont les suivants:

Firmes soumissionnaires	Montant avant taxes	Montant total incluant les taxes
Neoelect Inc.	560 696,00 \$	644 660,23 \$
Systèmes Urbains Inc.	563 199,50 \$	647 538,63 \$
Dernière estimation réalisée	428 805,00 \$	493 018,55 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)		646 099,43 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100		0,22%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)		2 878,40 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100		0,45%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme – estimation)		151 641,68 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100		30,76%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse – la plus basse)		2 878,40 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100		0,45%

L'écart de 30,76 % entre l'estimation et la soumission la plus basse conforme s'explique par le fait qu'au moment de la publication de l'appel d'offres, la majorité des compagnies pouvant réaliser le mandat avaient leur carnet de commande déjà rempli. En effet, au cours des premiers six (6) mois de l'année, un nombre très élevé d'appels d'offres ont été octroyés dans le domaine des systèmes de transport intelligents. En observant la dynamique de développement de la Ville de Montréal dans le domaine de la mobilité intelligente, il est à anticiper que cette tendance sera présente à court et à moyen terme, avec comme conséquence un déficit d'expertise pour ce type très spécialisé de mandat.

L'écart entre les prix des deux dernières années et les prix courants est donc dû à l'augmentation des coûts des ressources matérielles et du personnel dans le domaine des technologies pour l'acquisition de données. Dans l'hypothèse où les demandes des donneurs d'ouvrage de la région de Montréal resteront au même niveau (ce qui est à anticiper), le prix aussi restera élevé à moyen terme, le temps de permettre au marché de s'adapter à la demande.

Compte tenu du résultat de l'analyse des soumissions, il est recommandé d'octroyer un contrat à l'entreprise Neoelect Inc., plus bas soumissionnaire conforme lors de l'appel d'offres 18-17090 pour la fourniture et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques.

Si le contrat est accordé:

- Il y aura augmentation du nombre de données de recensement de l'achalandage cycliste ce qui permettra une meilleure analyse.
- Les sources de données disponibles seront doublées.
- Le territoire de recensement sera étendu.
- Les afficheurs apporteront une belle visibilité en permettant aux cyclistes et aux autres usagers de voir le décompte d'achalandage en temps réel.

Dans une optique d'optimisation des investissements en matière d'aménagements cyclables et du désir de favoriser l'utilisation de modes de transport alternatif, les systèmes de comptage cycliste permettent le suivi en temps réel de l'achalandage sur le réseau cyclable de l'Agglomération, et ce, durant les douze mois de l'année. Cette surveillance permet de mesurer l'évolution de l'usage du vélo sur le territoire et, dans une certaine mesure, l'incidence de cette utilisation sur le développement durable et le désengorgement du réseau routier.

Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ), ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été effectuées. Une attestation valide délivrée le 6 septembre 2018 par Revenu Québec (RQ) a été déposée avec la soumission.

Nelect Inc. possède une autorisation de l'AMF valide obtenue le 8 mars 2017 (voir pièce jointe) pour une période de 3 ans.

L'adjudicataire recommandé respecte la Politique de gestion contractuelle (PGC).

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant de la dépense totale est de 773 592,27 \$, taxes incluses. Il implique une dépense nette à la charge des contribuables de 706 392,85 \$.

Un montant maximal de 706 392,85 \$ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération # RCG 15-028 – «Travaux des aménagements cyclables» - # CG15 0201.

La dépense totale sera financée à même le programme 45000 *Réseau express vélo et développement du réseau cyclable*

Le détail des informations budgétaire et comptable est fourni dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'Agglomération.

Dépense totale: 644 660,23 \$ taxes incluses + 64 466,02 \$, taxes incluses (10% de contingence) + 64 466,02 \$, taxes incluses (10% d'incidence) = 773 592,27 \$

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

L'utilisation du vélo est en croissance à Montréal depuis plusieurs années, c'est pourquoi il est important de se doter d'outils pour suivre cette évolution et nous permettre de développer un réseau cyclable efficace et ainsi inciter le plus grand nombre de citoyens possible à délaisser l'automobile pour le vélo.

L'analyse des données provenant des compteurs nous permettra de suivre la réalisation de l'Action 1 " *Inciter à l'utilisation des transports actifs et collectifs* " du plan d'action de *Montréal durable 2016-2020*

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Au besoin, une stratégie de communication pourra être convenue avec le Service des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- 28 février 2019 : Approbation par le CG
- Semaine du 4 mars : Réunion de démarrage
- Début des installations au printemps 2019.
- Fin du mandat: 28 mai 2020.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Lecture :

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Mylène RODRIGUE  
Conseiller(ere) en planification

**Tél :** 514 872-2860  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Isabelle MORIN  
Chef de division

**Tél :** 514 872-3130  
**Télécop. :** 514 872-4494

Le : 2019-01-25

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Valérie G GAGNON  
Directrice  
**Tél :** 514 868-3871  
**Approuvé le :** 2019-01-31

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Luc GAGNON  
Directeur de service  
**Tél :** 514 872-5216  
**Approuvé le :** 2019-01-31

## Localisation des emplacements des nouveaux compteurs cyclistes et afficheurs dynamiques

### Compteurs raccordés à l'intersection

Nom compteur	Localisation	Arrondissements / Villes liées
16e_Avenue	Sur la 16e Avenue entre les rues Bélanger et Saint-Zotique	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
De_Chambly	Sur la rue de Chambly au nord de la rue Rachel	Rosemont–La Petite-Patrie
Querbes_St-Roch	Sur l'avenue Querbes au nord de la rue Saint-Roch	Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
McGill_William	Sur la rue McGill près de la rue William	Ville-Marie
Maurice-Duplessis	Sur le Boulevard Maurice-Duplessis près du Boulevard Saint-Joseph-Baptiste	Rivières-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
Wellington	Sur la rue Wellington près de la rue Charlevoix	Le Sud-Ouest
Maisonnette_5	Sur le Boulevard de Maisonneuve Ouest entre l'avenue Marlowe et Northclife	Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Maisonnette_1*	Sur le Boulevard Maisonneuve entre l'avenue Savoie et la rue Berri	Ville-Marie
Rachel_4_Pie-IX*	Sur la rue Rachel près de l'avenue Charlemagne	Rosemont–La Petite-Patrie

### Compteurs non-raccordés à l'intersection

Nom compteur	Localisation	Arrondissements / Villes liées
Rachel_3	Sur la rue Rachel entre les rues André-Laurendeau et Marcel Pepin	Rosemont–La Petite-Patrie
St-Zotique_2	Sur la rue Saint-Zotique entre la 16e et la 18e avenue	Rosemont–La Petite-Patrie
St-Zotique_3	Sur la rue Saint-Zotique entre les rues Marquette et Papineau	Rosemont–La Petite-Patrie
Notre-Dame_3	Sur la rue Notre-Dame près de la rue Liébert	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Sainte-Croix	Sur l'avenue Sainte-Croix près de la rue du Collège	Saint-Laurent
Véloroute_1	Sur la piste des Carrières entre les rues Christophe-Colomb et Papineau	Rosemont–La Petite-Patrie
Pont_A-25	À l'entrée du Pont A-25	Anjou
Pont_LeGardeur	Sur la piste du Pont LeGardeur à l'entrée du pont	Rivières-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
Bennett	Sur l'avenue Bennett entre les rues Rouen et Ontario Est	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Chemin_du_Bord-du-Lac	Sur le Chemin du Bord-du-Lac entre les avenues Raynor et Lakebreeze	Pointe-Claire
Estacade	Près de l'entrée de l'estacade sur l'Île-des-Sœurs	Verdun
Pont_Ile-Bizard	Sur la piste menant à l'entrée du pont de l'Île Bizard du côté de Montréal	Ile-Bizard–Sainte-Geneviève
Souligny_3	Sur la piste qui longe l'avenue Souligny à l'est de la rue du Quesne	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Valois	Sur l'avenue Valois entre la rue Ontario et la Fontaine	Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Maisonneuve_4*	Sur le boulevard de Maisonneuve à l'est de la rue Plessis	Ville-Marie

### Ajout d'un afficheur dynamique à des compteurs existants

Nom compteur	Localisation	Arrondissements / Villes liées
Cote-Ste-Catherine_1	Sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine entre les avenues McEachran et Stuart	Outremont
Saint-Laurent	Sur la piste Saint-Laurent sous le passage ferroviaire près de Van Horne	Le Plateau-Mont-Royal
Rachel_Papineau	Sur la piste cyclable de la rue Rachel à l'ouest de la rue Papineau	Le Plateau-Mont-Royal

\* Ces nouveaux compteurs seront dotés d'afficheurs dynamiques







Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 18 décembre 2018

Monsieur Gilles Viau  
Néolect Inc  
104, boulevard Montcalm Nord,  
Candiac Québec J5R3L8

Courriel: gilles.viau @neoelect.com

**Objet : Prolongation de la durée validité de soumission  
Appel d'offres n° 18-17090  
Fourniture et installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs  
dynamiques**

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

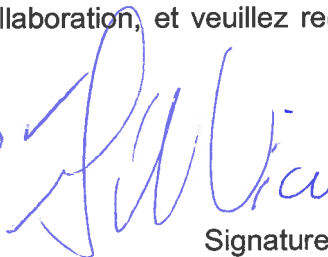
À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 25 mars 2019.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 21 décembre 2018.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation :



Signature

18 déc 2018

Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature

Date

Eddy DUTELLY  
Agent d'approvisionnement II  
Courriel: eddydutely@ville.montreal.qc.ca  
Tél. : 514 872-5253

Le 8 mars 2017

NÉOLECT INC.  
A/S MONSIEUR SYLVAIN ROUSSEAU  
104, BOUL MONTCALM N  
CANDIAC (QC) J5R 3L8

N° de décision : 2017-CPSM-1015544

N° de client : 2700019119

**Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). NÉOLECT INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier

Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090

**Dossier # : 1188097001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
<b>Objet :</b>	Octroyer un contrat à la firme Neoelect Inc, plus bas soumissionnaire conforme, pour l'acquisition et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques. - Dépense totale: 773 592,27 \$, taxes incluses (Mandat: 644 660,23 \$, contingence: 64 466,02 \$ et incidence: 64 466,02 \$). Appel d'offres public numéro 18-17090. (2 soumissionnaires)

## SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

## FICHIERS JOINTS



[18-17090 TCP.pdf](#)



[18-17090 SEAO Liste des commandes.pdf](#)



[18-17090 pv.pdf](#)



[18-17090 Intervention Appel D'offres.pdf](#)

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY  
 Agent d'approvisionnement, niv 2  
**Tél : 514 872-5253**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Denis LECLERC  
 Chef de Section, division acquisition  
**Tél : 514 872-5241**  
**Division : Acquisition**

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

### ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

#### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17090 No du GDD : 1188097001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

#### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 8 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Ouverture originalement prévue le : 13 - 9 - 2018 Date du dernier addenda émis : 21 - 9 - 2018

Ouverture faite le : 27 - 9 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Date du comité de sélection : - - -

#### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6 Nbre de soumissions reçues : 2 % de réponses : 33,33

Nbre de soumissions rejetées : 0 % de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs Date d'échéance initiale : 25 - 1 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 59 jrs Date d'échéance révisée : 25 - 3 - 2019

#### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
Néolect Inc.	644 660,23	✓	
Systèmes Urbains Inc.	647 538,63		

#### Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme : Néolect Inc. Des quatre (4) autres firmes détentrices du cahier des charges, certaines n'avaient pas la capacité ou le temps disponible

Préparé par : Eddy Dutelly

Le 28 - 1 - 2019

Numéro de l'appel d'offres : 18-17090

Titre : Fourniture et installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques

Date de publication de l'appel d'offres : 2018-08-22

Date d'ouverture des soumissions : 2018-09-27




Addenda :

Numéro de fournisseur VDM			Nom du soumissionnaire		Nom du soumissionnaire	
			Néolect Inc.		Systèmes Urbains Inc	
Article		Quantité	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
numéro de l'article 7,1	COMPTEUR POUR CHAUSSEE DÉSIGNÉE BIDIRECTIONNELLE AVEC LIEN FILAIRE (Article 7.1)	1	16 737,00 \$	16 737,00 \$	15 926,00 \$	15 926,00 \$
numéro de l'article 7,2	COMPTEUR POUR CHAUSSEE DÉSIGNÉE ET BANDE CYCLABLE AVEC LIEN FILAIRE 3G/4G (Article 7.2)	1	18 975,00 \$	18 975,00 \$	20 105,00 \$	20 105,00 \$
numéro de l'article 7,3	COMPTEUR POUR BANDE CYCLABLE DOUBLE SENS AVEC LIEN FILAIRE (Article 7.3)	3	19 567,00 \$	58 701,00 \$	19 261,00 \$	57 783,00 \$
numéro de l'article 7,4	COMPTEUR POUR CHAUSSEE DÉSIGNÉE BIDIRECTIONNELLE 3M + 3M (Article 7.4)	1	23 555,00 \$	23 555,00 \$	22 110,00 \$	22 110,00 \$
numéro de l'article 7,5	COMPTEUR POUR CHAUSSEE DÉSIGNÉE BIDIRECTIONNELLE 4.5M + 4.5M (Article 7.5)	1	26 335,00 \$	26 335,00 \$	23 501,00 \$	23 501,00 \$
numéro de l'article 7,6	COMPTEUR POUR BANDE CYCLABLE DOUBLE SENS (Article 7.6)	3	13 938,00 \$	41 814,00 \$	14 342,00 \$	43 026,00 \$
numéro de l'article 7,7	COMPTEUR POUR PISTE CYCLABLE SUR RUE (Article 7.7)	3	11 283,00 \$	33 849,00 \$	10 844,00 \$	32 532,00 \$
numéro de l'article 7,8	COMPTEUR POUR PISTE CYCLABLE EN SITE PROPRE (Article 7.8)	5	11 890,00 \$	59 450,00 \$	11 464,00 \$	57 320,00 \$
numéro de l'article 7,9	COMPTEUR POUR SENTIER POLYVALENT (Article 7.9)	1	12 036,00 \$	12 036,00 \$	10 844,00 \$	10 844,00 \$

numéro de l'article 7,10	COMPTEUR POUR PISTE CYCLABLE SUR RUE AVEC AFFICHEUR TYPE COLONNE ET LIEN FILAIRE (Article 7.10)	1	48 930,00 \$	48 930,00 \$	48 518,00 \$	48 518,00 \$
numéro de l'article 7,11	COMPTEUR POUR PISTE CYCLABLE SUR RUE AVEC AFFICHEURS SUR FÛT (Article 7.11)	1	33 675,00 \$	33 675,00 \$	35 359,00 \$	35 359,00 \$
numéro de l'article 7,12	AFFICHEURS SUR FÛT À ÉNERGIE SOLAIRE AVEC BOUCLES EXISTANTES (Article 7.12)	1	28 478,00 \$	28 478,00 \$	28 810,00 \$	28 810,00 \$
numéro de l'article 7,13	AFFICHEURS SUR FÛT ALIMENTÉS VIA LE RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE AVEC BOUCLES EXISTANTES (Article 7.13)	2	25 808,00 \$	51 616,00 \$	27 476,00 \$	54 952,00 \$
numéro de l'article 7,14	COMPTEUR POUR PISTE CYCLABLE SUR RUE AVEC LIEN FILAIRE (Article 7.14)	1	14 442,00 \$	14 442,00 \$	14 542,00 \$	14 542,00 \$
numéro de l'article 7,15	COMPTEUR POUR PISTE CYCLABLE SUR RUE AVEC LIEN FILAIRE 3G/4G (Article 7.15)	1	14 102,00 \$	14 102,00 \$	15 016,00 \$	15 016,00 \$
numéro de l'article 7,16	COMPTEUR POUR PISTE CYCLABLE SUR RUE AVEC LIEN FILAIRE ET AFFICHEURS SUR FÛT (Article 7.16)	1	30 805,00 \$	30 805,00 \$	32 175,00 \$	32 175,00 \$
numéro de l'article 7,17	TERMOGRAPHIE D'UN PUIT D'ACCÈS DE LA CSEM (Article 7.17)	13	164,00 \$	2 132,00 \$	317,00 \$	4 121,00 \$
numéro de l'article 7,18	FOURNITURE ET INSTALLATION DE COFFRET POUR ÉQUIPEMENTS DE COMPTAGE CYCLISTE (Article 7.18)	7	1 724,00 \$	12 068,00 \$	1 537,00 \$	10 759,00 \$
numéro de l'article 7,19	FOURNITURE ET INSTALLATION DE CÂBLE D'ALIMENTATION (Article 7.19)	215	11,00 \$	2 365,00 \$	16,10 \$	3 461,50 \$
numéro de l'article 7,20	FOURNITURE ET INSTALLATION DE CÂBLE T (Article 7.20)	560	12,50 \$	7 000,00 \$	15,40 \$	8 624,00 \$

numéro de l'article 7,21	LOT DE RECHANGE - AFFICHEUR SUR FÛT (Article 7.21)	3	7 877,00 \$	23 631,00 \$	7 905,00 \$	23 715,00 \$
<b>Total avant taxes</b>				560 696,00 \$		563 199,50 \$
<b>TPS 5 %</b>				28 034,80 \$		28 159,98 \$
<b>TVQ 9,9975 %</b>				55 929,43 \$		56 179,15 \$
<b>Montant total</b>				644 660,23 \$		647 538,63 \$

Remarque :

	Non-conforme
	Correction - Erreur de calcul
	Plus bas soumissionnaire conforme

<b>Vérifié p</b> Eddy Dutelly	<b>Date :</b> 2018-11-29
-------------------------------	--------------------------



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

Information

Description

Classification

Conditions

Documents

Modalités

Résumé

Addenda

› Liste des commandes

Résultats d'ouverture

Contrat conclu

# Liste des commandes

Numéro : 18-17090

Numéro de référence : 1193710

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Fourniture et installation de compteurs vélos et d'afficheurs en temps réel

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Eco-Compteur Inc. 604-3981 Saint-Laurent Montréal, QC, H2W1Y5	<a href="#">Monsieur Jean-Francois Rheault</a> Téléphone : 514 849-9779 Télécopieur :	<b>Commande : (1484581)</b>	2993029 - 18-17090
		2018-08-28 14 h 44	Addenda no. 1 (devis)
		<b>Transmission :</b>	2018-08-30 9 h 22 - Courriel
			2993030 - 18-17090
			Addenda no. 1 (bordereau)
			2018-08-30 9 h 22 - Téléchargement
			2997139 - 18-17090
			Addenda no. 2
			2018-09-10 11 h 10 - Courriel
			2997691 - 18-17090
			Addenda no. 3 (devis)
			2018-09-12 10 h 02 - Courriel
			2997692 - 18-17090
			Addenda no. 3 (plan)
			2018-09-12 10 h 02 - Courriel
			3000608 - 18-17090
			Addenda no. 4
			2018-09-17 15 h 33 - Courriel
			3003079 - 18-17090
			Addenda no.5 :
			Modifications-Ajouts-(Plans) (devis)
			2018-09-21 15 h 16 - Courriel



			3003080 - 18-17090 Addenda no.5 : Modifications-Ajouts-(Plans) (plan) 2018-09-21 15 h 16 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 <a href="http://www.grimard.ca">http://www.grimard.ca</a>	<a href="#">Monsieur Jacques Grimard</a> Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	<b>Commande : (1490802)</b> 2018-09-14 13 h 55 <b>Transmission :</b> 2018-09-14 13 h 55	2993029 - 18-17090 Addenda no. 1 (devis) 2018-09-14 13 h 55 - Téléchargement 2993030 - 18-17090 Addenda no. 1 (bordereau) 2018-09-14 13 h 55 - Téléchargement 2997139 - 18-17090 Addenda no. 2 2018-09-14 13 h 55 - Téléchargement 2997691 - 18-17090 Addenda no. 3 (devis) 2018-09-14 13 h 55 - Téléchargement 2997692 - 18-17090 Addenda no. 3 (plan) 2018-09-14 13 h 55 - Téléchargement 3000608 - 18-17090 Addenda no. 4 2018-09-17 15 h 33 - Courriel 3003079 - 18-17090 Addenda no.5 : Modifications-Ajouts-(Plans) (devis) 2018-09-21 15 h 16 - Courriel 3003080 - 18-17090 Addenda no.5 : Modifications-Ajouts-(Plans) (plan) 2018-09-21 15 h 16 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Innovation MI-8 inc. 2275, 43e avenue Montréal, QC, H8T2K1 <a href="http://www.mi8innovation.com">http://www.mi8innovation.com</a>	<a href="#">Monsieur Michael De Santis</a> Téléphone	<b>Commande : (1485008)</b> 2018-08-29 12 h 22	2993029 - 18-17090 Addenda no. 1 (devis) 2018-08-30 9 h 22 - Courriel

	: 514 637-1000 Télécopieur : 514 631-0015	<b>Transmission</b> : 2018-08-29 12 h 22	2993030 - 18-17090 Addenda no. 1 (bordereau) 2018-08-30 9 h 22 - Téléchargement 2997139 - 18-17090 Addenda no. 2 2018-09-10 11 h 10 - Courriel 2997691 - 18-17090 Addenda no. 3 (devis) 2018-09-12 10 h 02 - Courriel 2997692 - 18-17090 Addenda no. 3 (plan) 2018-09-12 10 h 02 - Courriel 3000608 - 18-17090 Addenda no. 4 2018-09-17 15 h 33 - Courriel 3003079 - 18-17090 Addenda no.5 : Modifications-Ajouts-(Plans) (devis) 2018-09-21 15 h 16 - Courriel 3003080 - 18-17090 Addenda no.5 : Modifications-Ajouts-(Plans) (plan) 2018-09-21 15 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	<a href="#">Madame Marjolaine Émond</a> Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	<b>Commande : (1487367)</b> 2018-09-05 15 h 32 <b>Transmission</b> : 2018-09-05 18 h 07	2993029 - 18-17090 Addenda no. 1 (devis) 2018-09-05 15 h 32 - Messagerie 2993030 - 18-17090 Addenda no. 1 (bordereau) 2018-09-05 15 h 32 - Téléchargement 2997139 - 18-17090 Addenda no. 2 2018-09-10 11 h 10 - Courriel 2997691 - 18-17090 Addenda no. 3 (devis) 2018-09-12 10 h 02 - Courriel 2997692 - 18-17090 Addenda no. 3 (plan)

			2018-09-12 10 h 26 - Messagerie
			3000608 - 18-17090
			Addenda no. 4
			2018-09-17 15 h 33 - Courriel
			3003079 - 18-17090
			Addenda no.5 :
			Modifications-Ajouts-(Plans) (devis)
			2018-09-21 15 h 16 - Courriel
			3003080 - 18-17090
			Addenda no.5 :
			Modifications-Ajouts-(Plans) (plan)
			2018-09-21 15 h 26 - Messagerie
			Mode privilégié (devis) :
			Courrier électronique
			Mode privilégié (plan) :
			Messagerie (Purolator)
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 <a href="http://www.systemesurbains.com">http://www.systemesurbains.com</a>	<a href="#">Monsieur Francis Duchesne</a> Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	<b>Commande : (1483982)</b> 2018-08-27 13 h 50 <b>Transmission :</b> 2018-08-27 13 h 50	2993029 - 18-17090
			Addenda no. 1 (devis)
			2018-08-30 9 h 22 - Courriel
			2993030 - 18-17090
			Addenda no. 1 (bordereau)
			2018-08-30 9 h 22 -
			Téléchargement
			2997139 - 18-17090
			Addenda no. 2
			2018-09-10 11 h 10 -
			Courriel
			2997691 - 18-17090
			Addenda no. 3 (devis)
			2018-09-12 10 h 02 -
			Courriel
			2997692 - 18-17090
			Addenda no. 3 (plan)
			2018-09-12 10 h 02 -
			Courriel
			3000608 - 18-17090
			Addenda no. 4
			2018-09-17 15 h 33 -
			Courriel
			3003079 - 18-17090
			Addenda no.5 :
			Modifications-Ajouts-(Plans) (devis)
			2018-09-21 15 h 16 -
			Courriel
			3003080 - 18-17090
			Addenda no.5 :
			Modifications-Ajouts-(Plans)

			(plan) 2018-09-21 15 h 16 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Télécommunications Grimard 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 <a href="http://www.grimard.ca">http://www.grimard.ca</a>	<a href="#">Monsieur Patrice Allard</a> Téléphone : 450 665- 5553 Télécopieur : 450 665- 3655	<b>Commande : (1488110)</b> 2018-09-07 10 h 15  <b>Transmission</b> : 2018-09-07 10 h 15	2993029 - 18-17090 Addenda no. 1 (devis) 2018-09-07 10 h 15 - Téléchargement  2993030 - 18-17090 Addenda no. 1 (bordereau) 2018-09-07 10 h 15 - Téléchargement  2997139 - 18-17090 Addenda no. 2 2018-09-10 11 h 10 - Courriel  2997691 - 18-17090 Addenda no. 3 (devis) 2018-09-12 10 h 02 - Courriel  2997692 - 18-17090 Addenda no. 3 (plan) 2018-09-12 10 h 02 - Courriel  3000608 - 18-17090 Addenda no. 4 2018-09-17 15 h 33 - Courriel  3003079 - 18-17090 Addenda no.5 : Modifications-Ajouts-(Plans) (devis) 2018-09-21 15 h 16 - Courriel  3003080 - 18-17090 Addenda no.5 : Modifications-Ajouts-(Plans) (plan) 2018-09-21 15 h 16 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

**Besoin d'aide?**


[Aide en ligne](#) 

[Formation en ligne](#)

[Glossaire](#)

[Plan du site](#)

[Accessibilité](#)

[UPAC-Signaler un acte  
répréhensible](#) 

**Service clientèle**


[Grille des tarifs](#)

[Contactez-nous](#)

[Nouvelles](#)

[Marchés publics hors](#)

[Québec](#) 

[Registre des entreprises  
non admissibles](#) 

[Autorité des marchés  
financiers](#) 

**À propos**

[À propos de SEAO](#)

[Info sur Constructo](#)

[Conditions d'utilisation](#)

[Polices supportées](#)

**Partenaires**



**Dossier # : 1188097001**

**Unité administrative responsable :**

Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports

**Objet :**

Octroyer un contrat à la firme Neolect Inc, plus bas soumissionnaire conforme, pour l'acquisition et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques. - Dépense totale: 773 592,27 \$, taxes incluses (Mandat: 644 660,23 \$, contigence: 64 466,02 \$ et incidence: 64 466,02 \$). Appel d'offres public numéro 18-17090. (2 soumissionnaires)

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**



[1188097001 - certification de fonds.xls](#)

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mohamed OUALI  
 Préposé au budget  
**Tél : 514 872-4254**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-30

Josée BÉLANGER  
 conseillère budgétaire  
**Tél : 514-872-3238**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



**Dossier # : 1197100001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Procova inc., pour la construction d'un bâtiment de service pour la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater - Arrondissement de Verdun - Dépense totale de 1 853 075,07\$, taxes incluses - Appel d'offres public 10283 - (6 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Procova inc., firme étant le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 531 467,00 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10283;
2. d'autoriser une dépense de 1 853 075,07 \$, taxes incluses, pour la construction d'un bâtiment de service pour la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater;
3. d'autoriser une dépenses de 229 720,05 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences
4. d'autoriser une dépense de 91 888,02 \$, à titre de budget d'incidence;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 11:06

**Signataire :** Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité



**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1197100001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Procova inc., pour la construction d'un bâtiment de service pour la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater - Arrondissement de Verdun - Dépense totale de 1 853 075,07\$, taxes incluses - Appel d'offres public 10283 - (6 soumissionnaires)

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'usine de production d'eau potable Atwater est alimentée en eau brute par un canal à ciel ouvert d'une longueur d'environ huit (8) kilomètres. Une section de 1 200 mètres du canal se trouve en bordure de l'autoroute 15 sud, entre la rue de l'Église et l'avenue Atwater. La prise d'eau, point d'entrée de l'eau brute dans l'usine Atwater, se situe dans cette section. L'autoroute 15 est un important axe autoroutier qui chevauche partiellement la source d'eau et seule la largeur du canal, d'une cinquantaine de mètres, le sépare de la prise d'eau. De plus, le règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP) du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), entré en vigueur en 2009, oblige l'identification et l'inventaire des risques. Le principal risque pour l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater est la portion de l'autoroute 15 près du canal. À la suite de ce constat, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau a entamé en juin 2017 des travaux de relocalisation et de protection du canal d'alimentation et de la prise d'eau principale. Les travaux consistent en la construction d'une nouvelle prise d'eau, d'une canalisation souterraine construite en tunnel et son raccordement à la prise d'eau existante. Les travaux de construction de la nouvelle prise d'eau nécessitent la réalisation d'un bâtiment de service destiné à recevoir notamment la mécanique de procédé. Le présent appel d'offres couvre les travaux d'habillage architectural de ce nouveau bâtiment de service. La structure et le génie civil sont inclus dans le contrat de construction de la nouvelle prise d'eau.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir et le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 8 novembre 2018. L'ouverture des soumissions a eu lieu dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de ville le 29 novembre 2018. La durée initiale de publication

était de vingt (20) jours. Cependant, elle fut prolongée de vingt (20) jours, pour une durée réelle de quarante (40) jours, afin de tenir compte des demandes justifiées du marché de prolonger la durée et de quelques modifications apportées au projet par addendas. Les soumissions sont valides pendant les cent vingt (120) jours calendrier qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 19 avril 2019.

Sept (7) addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres, afin d'apporter certaines précisions sur le projet :

<b>Addenda</b>	<b>Date</b>	<b>Objet</b>
# 1	15 novembre 2018	Réponses aux questions des soumissionnaires, modification au cahier des clauses administratives spéciales (section visite supervisée des lieux) et ajout des plans civils du projet CA-2016 pour information.
# 2	26 novembre 2018	Report de la date de fermeture des soumissions du 29 novembre 2018 au 13 décembre 2018.
# 3	5 décembre 2018	Réponses aux questions des soumissionnaires, modification au bordereau de soumission, ajout d'annexes au cahier des clauses administratives spéciales, modification aux plans de deux coupes de murs et ajout des plans d'aménagement du projet CA-2016 pour information.
# 4	5 décembre 2018	Ajout du formulaire de soumission émis en version pdf à l'addenda 3 en format excel.
# 5	6 décembre 2018	Report de la date de fermeture des soumissions du 13 décembre 2018 au 20 décembre 2018 et réponses aux questions des soumissionnaires.
# 6	11 décembre 2018	Ajout d'une précision à la section VII – devis technique, concernant les garanties et essais pour les travaux de toiture végétalisée et la membrane de toit déjà installée et réponses aux questions des soumissionnaires.
# 7	12 décembre 2018	Réponses aux questions des soumissionnaires.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17 0153 - 27 avril 2017 - Accorder un contrat à CRT Construction inc., pour la construction d'une canalisation en tunnel pour la protection de l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater - Arrondissement de Verdun - Dépense totale de 75 384 000,32 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10210 - (3 soumissionnaires).

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Procova inc., pour la construction de l'enveloppe du bâtiment de la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater.

Les travaux compris dans cet appel d'offres sont sommairement décrits ci-dessous :

- le démantèlement de l'enveloppe temporaire;
- la protection des équipements en fonction à l'intérieur du bâtiment;
- l'installation du système de toiture végétalisée, incluant la végétation;
- l'installation des solins métalliques et la complétion de la construction des parapets;
- la fourniture et l'installation du verre architectural;
- la complétion de la construction des murs extérieurs;
- la réalisation du revêtement de finition intérieure des murs;

Une enveloppe budgétaire pour des travaux contingents de 229 720,05 \$, taxes incluses, soit 15 % du coût des travaux, a été réservée afin de couvrir les frais imputables à des imprévus qui peuvent survenir en cours de chantier. Ce montant n'est pas inclus au bordereau des prix de l'entrepreneur.

Des frais incidents de 91 888,02\$, taxes incluses, ont été réservés, représentant 6 % de la valeur du contrat pour défrayer les coûts associés aux activités et aux travaux spécialisés tels que le contrôle qualitatif des matériaux.

L'entrepreneur est tenu d'avoir complété l'ensemble de ses travaux dans un délai de deux cent soixante-dix (270) jours calendaires suivant la date de l'ordre de débiter les travaux. Tout retard non justifié entraînera l'application de l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales, soit une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ), et le montant des travaux contingents, par jour de retard.

## JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 10283, il y a eu douze (12) preneurs du cahier des charges sur le site SEAO. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve en pièce jointe au dossier. Six (6) soumissions ont été déposées. Les motifs de désistement des six (6) autres preneurs sont les suivants :

- une (1) firme a indiqué que la valeur du projet était trop élevée;
- un (1) preneur est un sous-traitant;
- un (1) preneur pour information;
- Trois (3) firmes n'ont fourni aucune réponse.

Des six (6) soumissions déposées, deux (2) sont non conforme et une (1) est inadmissible.

<b>SOUSSIONNAIRES CONFORMES</b>	<b>COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)</b>	<b>AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)</b>	<b>TOTAL (TAXES INCLUSES)</b>
Procova inc.	1 531 467,00\$	0,00 \$	1 531 467,00 \$
Céleb Construction Ltée	1 914 333,75\$	0,00 \$	1 914 333,75 \$
Construction Genfor Ltée	2 194 872,75\$	0,00 \$	2 194 872,75 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	1 285 400,55\$	0,00 \$	1 285 400,55 \$
Coût moyen des soumissions reçues (\$)			1 880 224,50 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (\$) <i>(moyenne des soumissions - la plus basse)</i>			348 757,50 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((moyenne des soumissions - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			22,77 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) <i>(la plus haute - la plus basse)</i>			663 405,75\$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) <i>((la plus haute - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			43,32%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			246 066,45 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			19,14 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse – la plus basse)</i>	382 866,75 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	25,00 %

Un écart de 246 066,45\$ (19,14 %) est noté entre le soumissionnaire ayant obtenu la plus basse soumission conforme et l'estimation réalisée par l'architecte engagé par la Ville, la firme Smith Vigeant Architectes inc. L'écart s'explique principalement par le coût plus élevé de la soumission de l'entrepreneur pour le revêtement métallique des murs extérieurs, l'isolation de ces murs ainsi que la toiture végétalisée.

Les validations requises ont été faites à l'effet que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA). La compagnie a également fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 13 novembre 2018 avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat. Procova inc. n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. Le soumissionnaire recommandé, l'entreprise Procova inc., détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est en vigueur jusqu'au 29 janvier 2020. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du règlement sur la gestion contractuelle de la Ville

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût du contrat à octroyer est de 1 531 467,00 \$, taxes incluses. La dépense totale de 1 853 075,07 \$, taxes incluses, comprend le coût total du contrat ainsi qu'un montant de 229 720,05 \$, taxes incluses, pour les travaux contingents, et un montant de 91 888,02 \$, taxes incluses, pour les dépenses incidentes. La dépense de 1 853 075,07 \$, taxes incluses, représente un coût net de 1 692 104,54 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 404 446,76 \$ dans le cadre d'une entente provinciale de financement du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

L'emprunt net de 287 657,77 \$ est à la charge des contribuables de l'agglomération.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

L'adjudicataire devra réaliser les travaux de façon à respecter la Politique de développement durable de la Ville de Montréal et les directives applicables qui s'y rattachent. Le présent projet contribuera à sécuriser l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater en éliminant le risque de contamination relié à l'autoroute 15.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le fait de ne pas octroyer ce contrat ou de retarder la réalisation empêcherait la complétion des travaux du contrat CA-2016 de construction d'une canalisation en tunnel pour la protection de l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater. Ainsi, la sécurisation de l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater ne pourrait être complétée.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Octroi de contrat : 28 février 2019
- Mobilisation du chantier : 1er avril 2019
- Délai contractuel : 270 jours de calendrier
- Fin des travaux : 27 décembre 2019.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications  
Jean CARDIN, Verdun

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Guillaume RICHARD  
Coordonateur de projet

**Tél :** 514-868-5084  
**Télécop. :** 514-872-2898

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-18

Jean-François DUBUC  
Division projets réseau principal

**Tél :** 514-872-4072  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

André MARSAN

Directeur de l'eau potable

**Tél :** 514 872-5090

**Approuvé le :** 2019-01-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Chantal MORISSETTE

Directrice

**Tél :** 514 280-4260

**Approuvé le :** 2019-01-31

Le 13 mars 2017

PROCOVA INC.  
A/S MONSIEUR ÉRIC LEQUIN  
1924, RUE VALLIÈRES  
LAVAL (QC) H7M 3B3

N° de décision : 2017-CPSM-1016474

N° de client : 3000144068

**Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). PROCOVA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier  
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

**Québec**

Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

**Montréal**

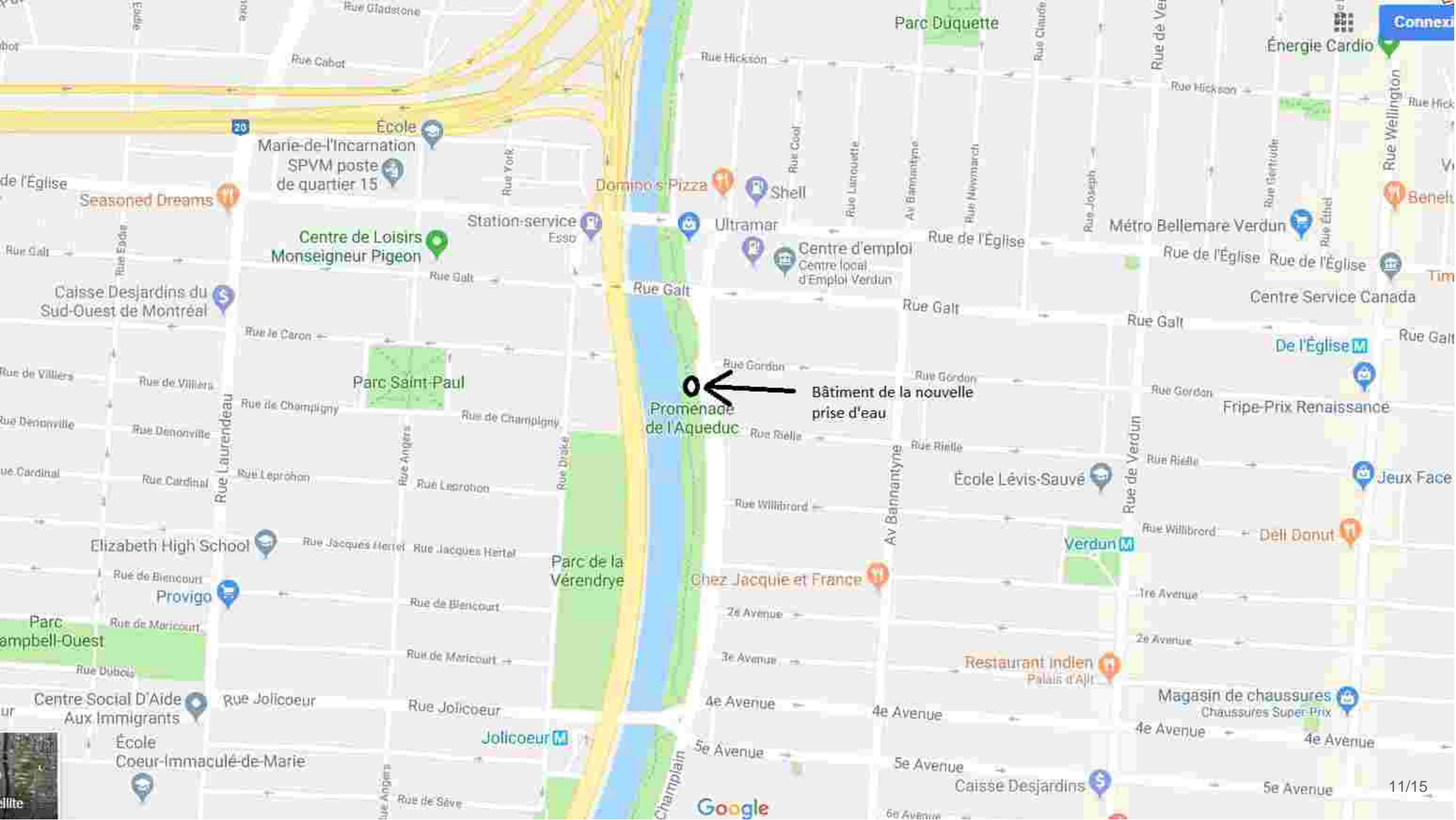
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090

**Preneurs du cahier des charges, projet 18A03TR01, construction d'un bâtiment pour la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater**

Compilation des données provenant de SEAO

<b>Nom des entreprises (ordre alphabétique)</b>
Céleb construction Ltée
CEVICO Inc.
Construction Deric Inc.
Construction Genfor Ltée
Corporation de Construction Germano
CRT Construction inc.
Groupe DCR
Naxo
Norgereq Ltée
Procova inc.
St-Denis Thompson
Ville de Montréal - Bureau du contrôleur général

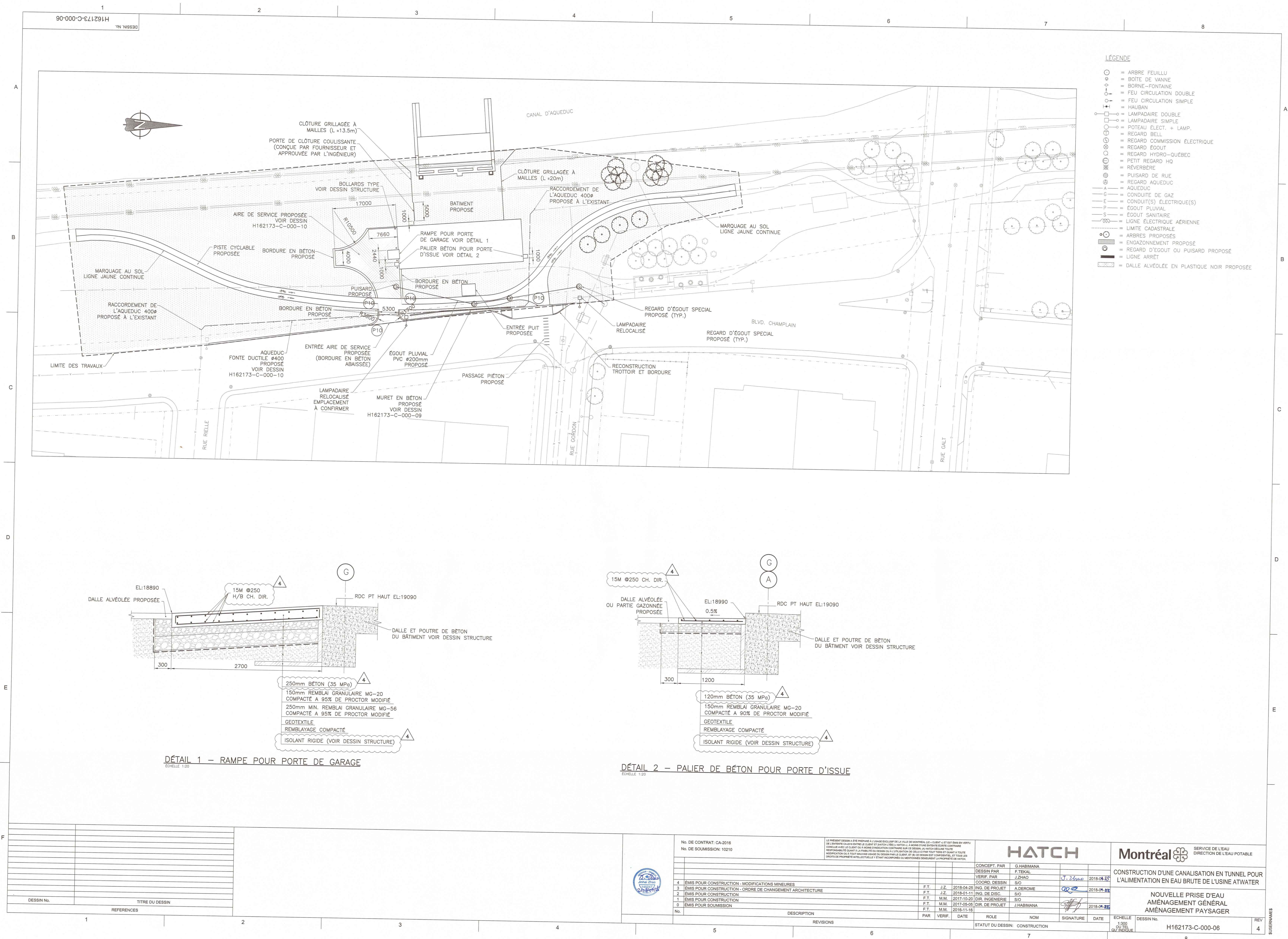




←  
Promenade  
de l'Aqueduc

Bâtiment de la nouvelle  
prise d'eau











**Dossier # : 1197100001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Procova inc., pour la construction d'un bâtiment de service pour la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater - Arrondissement de Verdun - Dépense totale de 1 853 075,07\$, taxes incluses - Appel d'offres public 10283 - (6 soumissionnaires)

### SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

---

### FICHIERS JOINTS



Information comptable DEP 1197100001.xlsx

---

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY  
 Préposée au budget  
**Tél : 514-872-0893**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Leilatou DANKASSOUA  
 Conseillère budgétaire  
**Tél : 514.872.2648**  
**Division :** Service Des Finances, Division du conseil et soutien financier -Point de service Eau - Environnement



**Dossier # : 1197862001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Modifier la date de fin des travaux de la Société du parc Jean-Drapeau au 31 juillet 2019 dans le cadre de l'entente visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame et approuver l'avenant no 1 à cet effet.

Modifier la date de fin de la convention entre la Ville de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame pour le 31 juillet 2019.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2019-02-05 09:30

**Signataire :** Alain DUFORT

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1197862001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Modifier la date de fin des travaux de la Société du parc Jean-Drapeau au 31 juillet 2019 dans le cadre de l'entente visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame et approuver l'avenant no 1 à cet effet.

## CONTENU

### CONTEXTE

Le lac des Régates et la plage Jean-Doré situés sur l'île Notre-Dame servent à des fins récréatives et sont munis d'une station de pompage et d'une station de filtration (ces deux stations nommément désignées « station de vidange ») installées dans deux bâtiments contigus. Les responsables de la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) et de la Ville de Montréal se sont entendus à l'effet de démolir les deux bâtiments contigus abritant les équipements des stations de pompage et de filtration et de les regrouper dans un seul bâtiment. De plus, la capacité de filtration sera augmentée pour remédier aux problèmes de pollution survenant en périodes estivales.

Le système de pompage de la station de vidange relève de la Ville en vertu d'une entente intervenue en novembre 1996 concernant les rôles et responsabilités des parties quant à l'exploitation, le développement et l'administration du parc Jean-Drapeau. La SPJD est responsable de l'exploitation de la station de filtration.

L'entente stipule que la SPJD doit avoir complété les travaux au plus tard le 31 décembre 2018.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0483 Approuver le contenu de la convention entre la Ville de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame

CE18 0675 Autoriser la Société du parc Jean-Drapeau à octroyer un contrat à la firme « Charex Inc » pour les travaux de réfection de la station de filtration et de vidange de la plage Jean-Doré, conformément à l'appel d'offres public no 20180103PUBCO et autoriser une dépense totale à cette fin de 6 593 682,56 \$, taxes et contingences incluses (2 soumissionnaires conformes).

## **DESCRIPTION**

L'entente entre la Ville et la SPJD fixe l'envergure des travaux et le partage des coûts de ce projet, lequel prévoit les travaux suivants :

- Démolir les deux bâtiments existants;
- Construire le nouveau bâtiment;
- Effectuer les travaux de plomberie, de mécanique, de ventilation et d'électricité;
- Augmenter la capacité de filtration;
- Mettre à neuf le système de pompage.

Il a été convenu que la participation financière de la Ville sera basée sur 20 % des coûts de l'ensemble des travaux de la station de vidange (donc les travaux relatifs au pompage et à la filtration) ou 100 % des coûts pour le système de pompage uniquement, incluant les coûts des honoraires professionnels, d'incidences et autres déboursés, suivant le plus petit de ces montants.

## **JUSTIFICATION**

À la suite de la révision des plans, la SPJD a réalisé que ceux-ci nécessitaient un temps d'études plus important. Les plans ont dû être révisés après consultation auprès des différents services de la SPJD. En conséquence, l'appel d'offres pour la construction a été lancé le 29 janvier 2018 pour une ouverture des soumissions le 14 mars 2018. Le contrat a été octroyé à la firme Charex le 19 avril 2018. Les travaux ont débuté le 5 septembre 2018 pour un achèvement prévu au 1<sup>er</sup> juin 2019.

Ce nouvel échéancier oblige la SPJD à reporter l'échéance de travaux, prévue à l'origine au 31 décembre 2018, au 31 juillet 2019.

La date de modification de l'entente n'a aucun impact sur les pénalités en cas de retard de l'Entrepreneur ni sur la date d'ouverture de la Plage en juin 2019.

L'achèvement des travaux est prévu pour le 1er juin 2019, toutefois la SPJD se donne une marge de manœuvre pour des besoins administratifs seulement.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

En vertu de l'entente négociée entre la Ville et la SPJD, la Ville assumera une facture qui sera de 20 % des coûts de l'ensemble du projet ou de 100 % des coûts relatifs aux équipements de pompage selon le plus petit des montants, la SPJD assumant le reste de la facture et a la responsabilité de mener à bien ce projet.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Pratiquer une gestion responsable des ressources



## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les travaux n'étaient pas réalisés, la capacité de filtration ne permettait pas d'améliorer la qualité de l'eau de baignade. Le système de pompage doit assurer l'approvisionnement en eau du lac et les pompes ont atteint leur durée de vie utile.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance du comité exécutif du : 20 février 2019  
Séance du conseil municipal du : 25 février 2019  
Séance du conseil d'agglomération du : 28 février 2019

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Michel VERREAULT, Service de l'eau

Lecture :

Michel VERREAULT, 1er février 2019

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François J MATHIEU  
Directeur de l'administration

**Tél :** 514 872-7326  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Ronald CYR  
Directeur

**Tél :** 514 872-5574  
**Télécop. :**

Le : 2019-01-31

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Ronald CYR  
Directeur

**Tél :** 514 872-5574

**Approuvé le :** 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Ronald CYR  
Directeur

**Tél :** 514 872-5574

**Approuvé le :** 2019-01-31

**Dossier # : 1197862001**

**Unité administrative responsable :**

Société du Parc Jean-Drapeau , Direction

**Objet :**

Modifier la date de fin des travaux de la Société du parc Jean-Drapeau au 31 juillet 2019 dans le cadre de l'entente visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame et approuver l'avenant no 1 à cet effet.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[Avenant 1.pdf](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Olivier TACHÉ  
Avocat  
**Tél : 514-872-6886**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-08

Olivier TACHÉ  
Avocat  
**Tél : 514-872-6886**  
**Division : Contrats**



**AVENANT 1**  
**CONVENTION VISANT LA RECONSTRUCTION DE LA STATION DE**  
**VIDANGE DE L'ÎLE NOTRE-DAME**

**ENTRE :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(Ci-après appelée la « **Ville** »)

**ET :**

**SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU**, personne morale de droit public constituée par *lettres patentes* ayant son siège social au Pavillon du Canada, 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal, Québec, H3C 1A9, agissant et représenté par monsieur Ronald Cyr, directeur général, lequel est dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil administration adoptée le 30 mars 2017 CA 2017-14,

(Ci-après appelée la « **SPJD** »)

**ATTENDU QUE** la Ville et la SPJD ont conclu une entente concernant des travaux de reconstruction de la Station de vidange approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal (CG16 0483) (ci-après appelée la « **Convention initiale** »);

**ATTENDU QUE** la Convention initiale prévoyait, à son article 4.6, que la SPJD devait avoir complété ses travaux au plus tard le 31 décembre 2018;

**ATTENDU QUE** la SPJD n'a pas pu réaliser les travaux avant cette date en raison d'une révision des plans et d'un temps d'étude du projet plus important que prévu;

**ATTENDU QUE** les parties souhaitent modifier la Convention initiale afin de reporter la date limite d'exécution des travaux au 31 juillet 2019;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1**  
**PRÉAMBULE**

Le préambule fait partie intégrale des présentes comme ci-après récépé au long.

**ARTICLE 2**  
**MODIFICATIONS**

L'article 4.6 de la Convention initiale est remplacé par le nouvel article 4.6 suivant :

« La SPJD doit avoir complété les Travaux au plus tard le 31 juillet 2019. »

**ARTICLE 3**  
**AUTRES DISPOSITIONS**

Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés et continuent de régir les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À  
MONTREAL, À LA DATE INDICUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE  
RESPECTIVE.

Le    ° jour de                      20

**VILLE DE MONTREAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Yves Saindon, greffier

Le    ° jour de                      20

**SPJD**

Par : \_\_\_\_\_  
Ronald Cyr, Directeur général

Cette convention a été approuvée par la résolution \_\_\_\_\_.







**Dossier # : 1188104001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier de 450 000 \$ à PME MTL Est-de-l'île pour le déploiement du projet «Synergie Montréal» sur le territoire de l'agglomération Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier de 450 000 \$, à PME MTL Est-de-l'Île pour le déploiement du projet «Synergie Montréal» sur le territoire de l'agglomération de Montréal;
- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel ; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:49

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1188104001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier de 450 000 \$ à PME MTL Est-de-l'île pour le déploiement du projet «Synergie Montréal» sur le territoire de l'agglomération Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

## CONTENU

### CONTEXTE

C'est dans le cadre de la relance de l'économie de l'Est de Montréal suite à l'arrêt du raffinage de Shell dans l'Est, que le projet pilote Synergie Montréal a vu le jour. Le tissu économique de l'Est de Montréal est constitué de 7 970 entreprises dont plus de 700 sont des entreprises manufacturières qui utilisent et rejettent de grandes quantités de ressources. Dès sa mise en place, le projet Synergie Montréal avait pour vision de mettre en œuvre le concept d'écologie industrielle par l'implantation d'une symbiose industrielle afin de redynamiser l'économie du territoire de manière durable, en créant des liens et des échanges de sous-produits entre les entreprises locales. Le projet visait ainsi l'atteinte de cinq objectifs précis :

- Réduire l'empreinte environnementale des entreprises
- Réduire leur dépendance envers les matières premières vierges et importées
- Créer des retombées économiques, par exemple en réduisant les coûts en matières premières, en gestion des matières résiduelles et en achat/bail d'équipement
- Susciter de nouvelles occasions d'affaires sur le territoire
- Attirer de nouveaux joueurs complémentaires basés sur les ressources disponibles sur le territoire

Pour réaliser le projet pilote Synergie Montréal en 2016-2017, PME Est-de-l'île a été soutenu financièrement par le programme PRAM-Est de la Ville de Montréal ainsi que par le Secrétariat à la région métropolitaine du Gouvernement du Québec.

Dans le cadre de la présentation du plan d'affaires de Synergie Montréal, PME MTL Est-de-l'île a déposé auprès du Service du développement économique une demande de contribution financière à hauteur de 450 000 \$ sur trois ans. Le présent dossier concerne l'octroi de cette contribution financière.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1159 – 27 juin 2018 – Approuver le plan d'action 2018-2022 en développement économique du territoire, un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de

développement économique Accélérer Montréal

CG18 0245 – 26 avril 2018 – Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022

CE18 0491 – 28 mars 2018 – Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M\$ entre le MESI et la Ville

CG16 0347 – 19 mai 2016 – Approuver la répartition de l'enveloppe 2016-2021 dédiée aux six (6) organismes PME MTL / Accorder une contribution financière annuelle totale de 7 761 578,00 \$ aux six (6) organismes PME MTL afin d'offrir l'accompagnement et le financement aux entreprises durant les années 2016-2021, dans le cadre de l'entente relative au Fonds de développement du territoire entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville et de l'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL

CA14 30 01 0010 - 21 janvier 2014 - Appuyer le projet de partenariat INV'Est, déposé par la SODEC-RDP-PAT-ME en vertu du programme PRAM-Est de la Ville de Montréal, abroger la résolution et octroyer une contribution financière totale de 36 500 \$ pour les années 2014 à 2016.

## **DESCRIPTION**

Le projet vise à déployer Synergie Montréal sur l'ensemble du territoire montréalais en mettant l'emphase sur les trois volets suivants :

- L'accompagnement stratégique
- L'innovation et le développement des compétences
- Le rayonnement et l'intelligence d'affaires

Le volet accompagnement dans la mise en œuvre des piliers de l'économie circulaire par les entreprises industrielles comprend les activités suivantes :

- Diagnostic
- Recherche de débouchés
- Veille et information
- Ateliers de maillages
- Référencement

Le volet innovation et le développement des compétences inclut :

- Les mandats de recherche avec le réseau Transtech et les centres de recherche collégiaux et universitaires
- Les ateliers de développement de compétences
- La production des notes d'information et des avis
- L'établissement de liens avec les entreprises du Parcours développement durable de la Ville
- Le référencement

Le volet rayonnement et intelligence d'affaires se concentrera sur les activités suivantes :

- Le développement des liens avec la communauté Synergie Québec et les communications
- La Veille et la recherche
- La réalisation d'études, la cueillette et la diffusion d'information
- La participation à des panels et des conférences
- La mise en place de la plateforme et la diffusion de contenu

Parmi les résultats attendus, le document déposé à la Ville précise les éléments suivants :

- Le déploiement de la démarche de l'économie circulaire propre à Synergie Montréal dans l'ensemble du réseau PME MTL au courant de l'année 2019

- La formation sur l'économie circulaire à au moins un employé clé dans chacun des six PME MTL. Un projet d'entente sur ce volet devra être réalisé entre Synergie Montréal et le réseau PME MTL.
- L'augmentation significative des interventions auprès des entreprises tout au long du projet.

Le Centre collégial de transfert technologique en Écologie industrielle (CCTÉI) et L'Institut de l'Environnement du Développement durable et de l'Économie circulaire (EDDEC) appuient le projet.

Pour réaliser son projet, PME MTL Est-de-l'île demande à Ville de Montréal un financement à hauteur de 450 000\$ qui sera échelonné sur 3 ans de 2019 à 2021. Les coûts estimés du projet sont de 1 356 000\$

Voici ci-dessous les revenus et les dépenses du projet Synergie Montréal à l'échelle de l'agglomération :

	2019	2020	2021	TOTAL
<b>Revenus</b>				
Ville de Montréal	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$
Autres partenaires majeurs	150 000 \$	150 000 \$	175 000 \$	450 000 \$
Desjardins	125 000 \$	100 000 \$	- \$	225 000 \$
Entreprises	20 000 \$	35 000 \$	50 000 \$	105 000 \$
PME Est-de-l'île	20 000 \$	17 500 \$	15 000 \$	52 500 \$
Autres	15 000 \$	25 000 \$	40 000 \$	80 000 \$
<b>Total</b>	<b>455 000 \$</b>	<b>477 500 \$</b>	<b>430 000 \$</b>	<b>1 362 500 \$</b>
<b>Dépenses</b>				
Honoraires professionnels	40 000 \$	45 000 \$	50 000 \$	135 000 \$
Ressources humaines	220 000 \$	285 000 \$	300 000 \$	805 000 \$
Frais d'exploitation - Communications, plates-formes et outils	40 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	90 000 \$
Frais d'exploitation - Événements, formations, activités	20 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	70 000 \$
Frais d'exploitation - Déplacements et représentations	6 000 \$	7 000 \$	8 000 \$	21 000 \$
Frais d'opérations et de coordination	65 000 \$	70 000 \$	70 000 \$	205 000 \$
Divers	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
<b>Total</b>	<b>401 000 \$</b>	<b>467 000 \$</b>	<b>488 000 \$</b>	<b>1 356 000 \$</b>
<b>Différence</b>	<b>54 000 \$</b>	<b>10 500 \$</b>	<b>(58 000 \$)</b>	<b>6 500 \$</b>

Ce montage financier montre que 30% des coûts du projet seront assumés par le secteur privé, ce qui est généralement exigé dans ce type de projet.

## JUSTIFICATION

Les résultats du projet pilote sont positifs. En 2 ans, l'initiative fait rayonner l'Est de Montréal comme territoire propice à l'écologie industrielle et à l'économie circulaire. Ainsi, l'expertise développée, la capacité de mobilisation des entreprises et la crédibilité de PME MTL Est-de-l'Île sont autant d'éléments qui plaident en faveur d'un déploiement plus important du projet.

Il devient donc opportun de poursuivre le projet dans l'Est de Montréal et surtout l'étendre à

l'ensemble de l'agglomération de Montréal. En peu de temps, en plus d'assurer l'adhésion de plusieurs partenaires au virage vers l'économie circulaire, l'équipe de Synergie Montréal a fait ses preuves et a su se démarquer à l'échelle locale, régionale, nationale et même internationale. En appuyant le déploiement de l'initiative sur l'ensemble du territoire, la Ville démontre la priorité qui est accordée à l'économie circulaire dans la perspective d'une économie plus durable et plus prospère. L'approche de Synergie Montréal permettra de créer une véritable intelligence d'affaires tout en permettant de mieux répondre aux besoins des entreprises. De plus, le projet pourra agir comme un véritable levier pour la modernisation des entreprises manufacturières amenant celles-ci à être plus compétitives et innovantes.

À l'heure actuelle, un positionnement clair prend place au sein de plusieurs pays européens, nordiques ainsi qu'en Chine quant à la nécessité d'entreprendre un virage vers l'économie circulaire comme moyen d'atteindre une économie durable en atténuant les impacts environnementaux des activités économiques. Le Québec est aussi en train de mettre en place une feuille de route sur l'économie circulaire grâce notamment aux travaux du Groupe interministériel sur l'économie circulaire (GIEC).

Montréal jouit d'un contexte particulièrement favorable à la transition vers une économie circulaire du fait de la diversité de son tissu économique et du potentiel que représentent les terrains à vocation économique à développer. Plusieurs acteurs sont déjà à l'oeuvre individuellement ou à petite échelle pour entreprendre ce virage. Or, une transition de plus grande envergure passe par une action ciblée, dirigée et coordonnée et Synergie Montréal apparaît clairement comme l'organisme ayant l'expertise et le rayonnement pour accélérer le virage de l'économie circulaire.

En matière de développement durable, les interventions de la Ville auprès des entreprises se feront à l'intérieur d'un continuum de services qui comprend le Parcours développement durable pour sensibiliser les entreprises, l'écoconception pour améliorer les produits et Synergie Montréal pour trouver des débouchés au surplus de matières ainsi que pour partager des ressources. Déployé sur tout le territoire, Synergie Montréal fera partie de l'offre de services du réseau PME MTL. À ce titre, l'initiative permettra aussi d'identifier rapidement les projets porteurs requérant un financement de PME MTL et/ou de tout autre partenaire.

Dans son Plan d'action en développement économique du territoire, la Ville prévoit d'«établir des partenariats pour soutenir activement l'économie circulaire» en plus de «soutenir les initiatives favorisant le développement durable». Le soutien financier accordé à PME MTL Est-de-l'Île pour déployer Synergie Montréal sur l'ensemble du territoire permettra donc de répondre aux objectifs de ce plan.

Le montage financier devra être complété afin de confirmer de manière définitive les partenaires ainsi que leurs contributions respectives.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense de 450 000 \$ qui sera assumée par le Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques (Entente 150 M\$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Le projet de convention prévoit trois versements de l'aide financière selon le calendrier ci-dessous :

<b>Années</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Sommes maximales totales à remettre</b>	150 000\$	150 000\$	150 000\$

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

L'approche de Synergie Montréal, favorise l'échange de produits, de ressources ou d'énergie non utilisés entre entreprises locales. Cette approche permet donc :

- la préservation des ressources naturelles
- La promotion de l'économie locale
- L'implantation de mesures de réduction à la source
- L'implantation des mesures de récupération et de valorisation
- L'accompagnement des entreprises montréalaises pour adopter de meilleures pratiques en matière de développement durable

Ces actions s'inscrivent dans les priorités d'intervention du plan Montréal durable 2016-2020 notamment celle de «faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable». Le projet Synergie Montréal contribue aussi à la réalisation de trois des actions du plan Montréal durable 2016-2020 :

- Action 16 – Intégrer les principes de l'économie circulaire aux pratiques d'affaires
- Action 17 – Adopter une politique et/ou des critères d'achat socialement responsable
- Action 20 – Lancer, mettre en oeuvre et promouvoir au moins un projet de développement durable

De plus, Synergie Montréal contribuera également à l'atteinte des objectifs du Plan de réduction des émissions de GES (2013-2020) et du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal (2015-2020).

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Synergie Montréal a pus au cours des dernières années démontrer la pertinence de son offre et il devient souhaitable que plus d'effort soit mise en regard à cet obligation sociétale d'aller vers une économie circulaire.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

La signature de l'entente d'aide financière par la Ville implique le respect d'engagements en matière de visibilité.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Les grandes étapes prévues sont les suivantes :

- Recrutement de l'équipe et formation (embaucher d'un coordonnateur, trois professionnels et au besoin des stagiaires)
- Développement et mise à jour des outils de communications
- Développement et mise à jour des outils d'accompagnement
- Recherche d'informations en vue du déploiement du projet à l'ensemble de l'agglomération
- Formation des équipes afin de mettre en place les modalités de partage d'informations entre les six PME MTL
- Préparation de la plate-forme du projet

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Marieke CLOUTIER, Service de l'environnement  
Sébastien WAGNER, Service de l'environnement  
Marie-Ève MARQUIS, Service de l'environnement

Lecture :

Marie-Ève MARQUIS, 29 janvier 2019  
Sébastien WAGNER, 28 janvier 2019

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sylvain OUELLETTE  
commissaire - développement économique

**Tél :** 514-868-7893  
**Télécop. :** 1

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-22

Josée CHIASSON  
Directrice mise en valeur des pôles  
économiques

**Tél :** 514 868 7610  
**Télécop. :** 1

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Véronique DOUCET  
Directrice

**Tél :** 514 872-3116  
**Approuvé le :** 2019-02-01





Sorel-Tracy, 10 septembre 2018

À la direction du développement économique de la Ville de Montréal

Madame, Monsieur,

Depuis 2015, le Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTÉI) accompagne l'équipe du projet Synergie Montréal, notamment en réalisant des études visant à identifier des débouchés pour des matières résiduelles industrielles et en participant à l'animation des ateliers de formation ou de maillage entre entreprises. Cette approche collaborative nous a permis de côtoyer de près l'équipe de PME MTL Est-de-l'Île et d'apprécier son dynamisme et son engagement auprès de sa clientèle.

Précurseur de la symbiose industrielle au Québec, Synergie Montréal fait maintenant partie d'une communauté regroupant à ce jour une vingtaine de projets dont il est l'un des quatre territoires fondateurs. Il se démarque par sa volonté de partager au groupe son savoir-faire et ses meilleures pratiques. PME MTL Est-de-l'Île a également agité comme un modèle auprès des projets en démarrage et les outils développés par l'équipe sont présentement utilisés un peu partout au Québec.

Ayant été approché par différents acteurs montréalais voulant développer des initiatives similaires, le CTTÉI croit qu'il est cohérent et efficient de miser sur Synergie Montréal pour déployer l'approche sur l'ensemble du territoire montréalais afin de maximiser les ressources investies et les retombées pour le territoire montréalais. Synergie Montréal a bâti, au cours des trois dernières années, une expertise dont pourrait bénéficier l'ensemble des pôles de développement économique montréalais. Accompagner les entreprises dans la création de maillages de matières, d'énergie, de capacité et d'expertise est une manière de soutenir les efforts de développement économique et de développement durable de l'agglomération.

Synergie Montréal fait preuve d'un leadership exemplaire dans le déploiement de l'économie circulaire comme nouveau modèle d'affaires au Québec. Le CTTÉI soutient ainsi qu'il serait bénéfique de concentrer les efforts et les ressources au sein de Synergie Montréal afin de chapeauter le déploiement de la démarche au sein du réseau de développement économique montréalais.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

Claude Maheux-Picard, ing., M. Sc. A.  
Directrice générale

Montréal, 7 septembre 2018

Madame Véronique Doucet  
Directrice  
Service du développement économique  
Ville de Montréal,  
700, rue de la Gauchetière O, 28e étage  
Montréal Qc J3B 5M2  
Canada

Chère Véronique,


Depuis sa création en 2017, Synergie Montréal participe au Cercle Mise en œuvre de l'économie circulaire, lequel regroupe l'Institut EDDEC, le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD), Recyc-Québec, Éco entreprises Québec (EEQ) ainsi que quatre symbioses industrielles. Ce comité de travail a pour objectif de guider l'élaboration d'outils pour le déploiement de l'économie circulaire à l'échelle nationale. Il œuvre en collaboration avec un autre comité (Communication), et sont tous deux regroupés sous l'égide du Pôle de concertation québécois sur l'économie circulaire, afin de veiller à un déploiement cohérent de ce nouveau modèle économique au Québec.

L'Institut EDDEC travaille depuis plusieurs mois en étroite collaboration avec Synergie Montréal et l'équipe de PME MTL Est-de-l'Île, dont il a pu constater non seulement la très bonne appropriation du concept de l'économie circulaire, mais également l'implication manifeste pour assurer son déploiement auprès des entreprises et, de manière générale, à l'échelle du territoire. Par la nature de son travail, l'Institut EDDEC a fait le constat que pour l'implantation durable et efficace de l'économie circulaire, une démarche concertée est nécessaire ainsi que la présence d'acteurs terrain comme Synergie Montréal, afin de rallier les entreprises et les acteurs territoriaux. L'Institut EDDEC croit ainsi que pour soutenir le développement d'une économie circulaire à Montréal, il faut agir sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. Celle-ci constitue un ensemble cohérent au sein duquel les liens entre entreprises et autres acteurs doivent se multiplier afin d'accroître la résilience de l'ensemble, tel un écosystème naturel. Pour garantir l'efficacité d'une telle démarche, il importe de pouvoir compter sur un porteur qui pourra assurer la cohérence des actions.

Du fait de sa connaissance du milieu, des entreprises et son implication au sein du Cercle Mise en œuvre du Pôle évoqué plus haut, Synergie Montréal, à notre avis, constitue un des acteurs clés montréalais incontournables sur lequel il est essentiel de miser pour assurer le déploiement de l'économie circulaire à l'échelle de l'agglomération. Garant d'une cohérence entre les actions locales et nationales, Synergie Montréal dispose de l'expertise nécessaire pour agir comme porteur de la démarche d'implantation de l'économie circulaire auprès des entreprises et propager les outils d'accompagnement auprès du réseau de développement économique de Montréal.

Espérant que cette lettre pourra contribuer à éclairer vos prises de décision en matière d'économie circulaire.

Bien cordialement,



Daniel Normandin, biol., M.Sc., MBA  
Directeur exécutif



# SYNERGIE MONTRÉAL

## MODÈLE D'AFFAIRES

2019-2021

Pour un déploiement montréalais de  
l'économie circulaire

# TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	3
2. STRATÉGIES ET PILIERS DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE	5
3. SYNERGIE MONTRÉAL 2019-2021	6
OFFRE DE SERVICES	
BASE STRATÉGIQUE	
PROPOSITION D'ÉCHÉANCIER	
PLAN D'ACTION ET INDICATEURS	
MODÈLE D'AFFAIRES EN ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE	
MODÈLE D'AFFAIRES POUR LE MEMBERSHIP	
MONTAGE FINANCIER PRÉLIMINAIRE	
4. DE L'IDÉE AU PROJET STRUCTURANT	13
5. LETTRES D'APPUI	

# 1. INTRODUCTION

Faisant suite à la phase pilote 2016-2017 de l'initiative Synergie Montréal en écologie industrielle, laquelle avait été propulsée par PME MTL Est-de-l'Île et soutenue financièrement par le programme PR@M-Est de la Ville de Montréal et du Secrétariat à la région métropolitaine du gouvernement du Québec, ce plan d'affaires a été préparé pour entreprendre un passage de la formule pilote à une approche établie. C'est en quelque sorte la cristallisation de la démarche et son déploiement à l'échelle montréalaise.

## PRÉSENTATION DE PME MTL EST-DE-L'ÎLE

PME MTL Est-de-l'Île est une organisation faisant partie du réseau PME MTL et qui a pour mission d'offrir un ensemble de services professionnels accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale se situant sur l'Île de Montréal. PME MTL Est-de-l'Île est ainsi mandaté par la Ville de Montréal pour offrir des services-conseils en gestion ainsi que de l'aide financière aux entreprises situées dans l'Est de l'Île, soit au sein des arrondissements d'Anjou, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Saint-Léonard et de la Ville de Montréal-Est, afin de soutenir et de promouvoir le développement de l'entrepreneuriat individuel et collectif sur son territoire.

Cette équipe professionnelle offre, entre autres, des services-conseils tels que : l'aide à l'élaboration du plan d'affaires, un soutien à la consolidation ou à l'expansion d'entreprises, des conseils dans les projets d'innovation, un appui dans la recherche de financement et au transfert d'entreprises, des ateliers de développement de compétences, des activités de maillage et réseautage entre entreprises, des conseils en gestion des ressources humaines, de la veille stratégique et autres services pertinents. Les conseillers s'assurent d'établir un lien entre l'entrepreneur et les différents intervenants économiques. PME MTL Est-de-l'Île est aussi chargé d'offrir aux entreprises et à des chercheurs d'emplois un service de placement assisté soutenu par Emploi-Québec. Par ses actions, PME MTL Est-de-l'Île favorise l'investissement local, la création et la consolidation des entreprises et d'emplois. PME MTL Est-de-l'Île travaille de concert avec un réseau de partenaires et agit comme un lieu de convergence entre les entrepreneurs et les différents experts, intervenants, commissaires industriels, gestionnaires de programmes et d'aides financières.

## CONTEXTE DE LA MISE EN PLACE DE SYNERGIE MONTRÉAL

C'est dans le cadre de la relance de l'économie de l'Est de Montréal suite à l'arrêt du raffinage de Shell dans l'Est, que le projet Synergie Montréal a vu le jour. Le tissu économique de l'Est de Montréal est constitué de 7 970 entreprises dont plus de 700 sont des entreprises manufacturières qui utilisent et rejettent de grandes quantités de ressources. Dès sa mise en place, le projet Synergie Montréal avait pour vision de mettre en œuvre le concept d'écologie industrielle par l'implantation d'une symbiose industrielle afin de redynamiser l'économie du territoire de manière durable, en créant des liens et des échanges de sous-produits entre les entreprises locales.

Le projet visait ainsi l'atteinte de cinq objectifs précis :

### CINQ OBJECTIFS DU PROJET PILOTE

Réduire l'empreinte  
environnementale  
des entreprises

Réduire leur  
dépendance  
envers les matières  
premières vierges  
et importées

Créer des retombées  
économiques, par  
exemple en réduisant  
les coûts en matières  
premières, en gestion  
des matières  
résiduelles et en  
achat/bail  
d'équipement

Susciter de  
nouvelles  
occasions  
d'affaires sur le  
territoire

Attirer de nouveaux  
joueurs  
complémentaires  
basés sur les  
ressources disponibles  
sur le territoire

## BILAN DE LA PHASE PILOTE DE SYNERGIE MONTRÉAL

La phase pilote de Synergie Montréal a été un vif succès en tout point. Tous les objectifs ont été atteints et même dépassés. Pour en connaître davantage sur les résultats, il est possible d'obtenir le rapport final complet. Au terme du projet pilote, différents constats ont été établis :

### IMPLANTATION DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE À MONTRÉAL

1. L'écosystème économique, les entreprises et partenaires sont prêts à plonger dans l'adoption de pratiques en matière d'économie circulaire
2. De l'idéation du projet en 2014 à ce jour, la connaissance de l'économie circulaire et la démonstration de la pertinence de cette démarche sont en constante progression
3. La notoriété de Synergie Montréal a été rapidement établie et ses résultats ont illustré sa pertinence et la puissance du modèle
4. L'économie circulaire n'a pas de frontières. Bien que le projet pilote ait été déployé dans l'Est de Montréal, il a eu des retombées plus larges et a réuni des participants au-delà du territoire d'application
5. La clientèle la plus captive est celle des PME industrielles
6. Le partenariat technique et scientifique avec le CTTEL et Synergie Québec est un pilier incontournable de la réussite de la démarche
7. Les centres du Réseau Transtech sont des acteurs stratégiques pour soutenir l'innovation appliquée et rapide au sein des PME
8. Les PME n'ont pas toutes les ressources pour entreprendre un virage en économie circulaire sans accompagnement pour faciliter leurs démarches
9. La collaboration avec l'Institut de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire (IEDDEC) est un incontournable pour bâtir une approche intégrée
10. Les parties prenantes de Synergie Montréal sont de deux ordres : les relayers décisionnels (paliers gouvernementaux, ministères, instances publiques) et les relayers opérationnels (réseaux technique scientifique et économique)

### LIENS AVEC LES ENTREPRISES ET LES PARTENAIRES

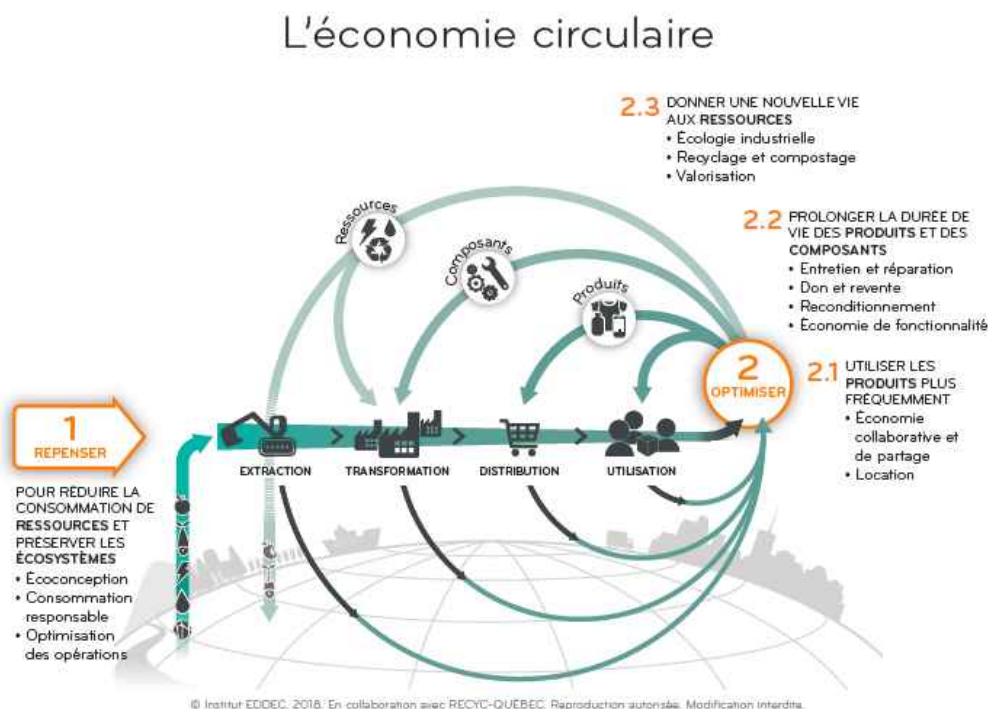
1. Le démarchage et l'adhésion des entreprises participantes ont été possibles en raison du fait que le projet a été intégré au réseau d'accompagnement PME MTL
2. Dans un contexte de continuité de services, l'entrepreneur reçoit au sein d'une même organisation l'accompagnement pour assurer sa croissance et l'adoption des meilleures pratiques d'affaires
3. Les entreprises ambassadrices et les partenaires triés sur le volet entourant le projet ont été déterminants pour déployer cette initiative novatrice

### MODÈLE D'AFFAIRES

1. Le modèle d'affaires a contribué à l'engagement des entreprises dans la démarche
2. L'offre de service a permis à l'entreprise de s'engager au rythme qui lui convenait où le choix de passer d'une phase à l'autre repose sur l'entreprise en fonction du retour sur investissement qu'elle entrevoit
3. La prestation de services avec livrables est venue consolider le sérieux de la démarche : l'entreprise conçoit ainsi clairement quels sont les objectifs à atteindre et la part de travail à accomplir du conseiller et du répondant de l'entreprise pour y parvenir
4. Le tarif ciblé est accessible pour la PME
5. L'approche tarifée a permis de susciter chez l'entreprise une première réflexion sur le retour sur investissement que peut représenter une optimisation de la gestion des ressources, matières résiduelles, capacité et expertise dont elle dispose
6. Un volet devrait être ajouté dans le modèle d'affaires pour les entreprises ou partenaires hors symbiose

## 2. STRATÉGIES ET PILIERS DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Afin de déployer l'économie circulaire sur le territoire de l'agglomération de Montréal, il importe de connaître quelles sont les stratégies de mise en œuvre et les piliers sur lesquels ces stratégies reposent. En collaboration avec l'Institut de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire (IEDDEC) et Recyc-Québec, le schéma suivant a été mis sur pied afin de mieux représenter le fonctionnement de l'économie circulaire, tel que convenu au Québec.



### Stratégies

Repenser les modes de production et de consommation afin de réduire la consommation de ressources et de préserver l'environnement.

Optimiser l'utilisation des ressources, à chaque étape du cycle de vie, de manière à prolonger la durée de vie utile des produits, composants et ressources.

### Piliers

#### ACCOMPAGNEMENT SYNERGIE MONTRÉAL

1. Écoconception
2. Consommation responsable
3. Optimisation des opérations

#### ACCOMPAGNEMENT SYNERGIE MONTRÉAL

1. Location
2. Économie collaborative et de partage
3. Entretien et réparation
4. Don et revente
5. Reconditionnement
6. Économie de fonctionnalité
7. Écologie industrielle
8. Recyclage et compostage
9. Valorisation



### 3. SYNERGIE MONTRÉAL 2019-2021

Devant le succès du projet pilote, de l'expertise bâtie et de la crédibilité établie au fil des dernières années, il devient opportun de poursuivre l'approche non seulement dans l'Est de Montréal mais à l'échelle de l'Agglomération. En peu de temps, l'équipe de Synergie Montréal, propulsé par PME MTL Est-de-l'Île a fait ses preuves, a su se démarquer à l'échelle, locale, régionale, nationale et internationale, en plus d'assurer l'adhésion de partenaires au virage vers l'économie circulaire.

Alors que le Québec en entier se tourne vers l'économie circulaire, Montréal doit se positionner en tant que leader. La démarche que propose Synergie Montréal en est une de terrain pour les entreprises, elle génère déjà des résultats tangibles. L'approche de Synergie Montréal permet de créer une véritable intelligence d'affaires qui permet de répondre au mieux au besoin des entreprises et ce projet peut agir comme un véritable levier pour la modernisation des entreprises manufacturières: un pas vers des entreprises plus compétitives et innovatrices.

En désignant Synergie Montréal comme porteur à l'échelle de l'Agglomération, il est évident que cela permet de concentrer l'expertise et assurer son rayonnement efficace. Aussi, on pourra générer des économies d'échelles auprès des fournisseurs de services tels que l'accès à la plateforme Synergie Québec du CTTÉI, les formations de IEDDEC, etc.

#### SAVIEZ-VOUS QUE?

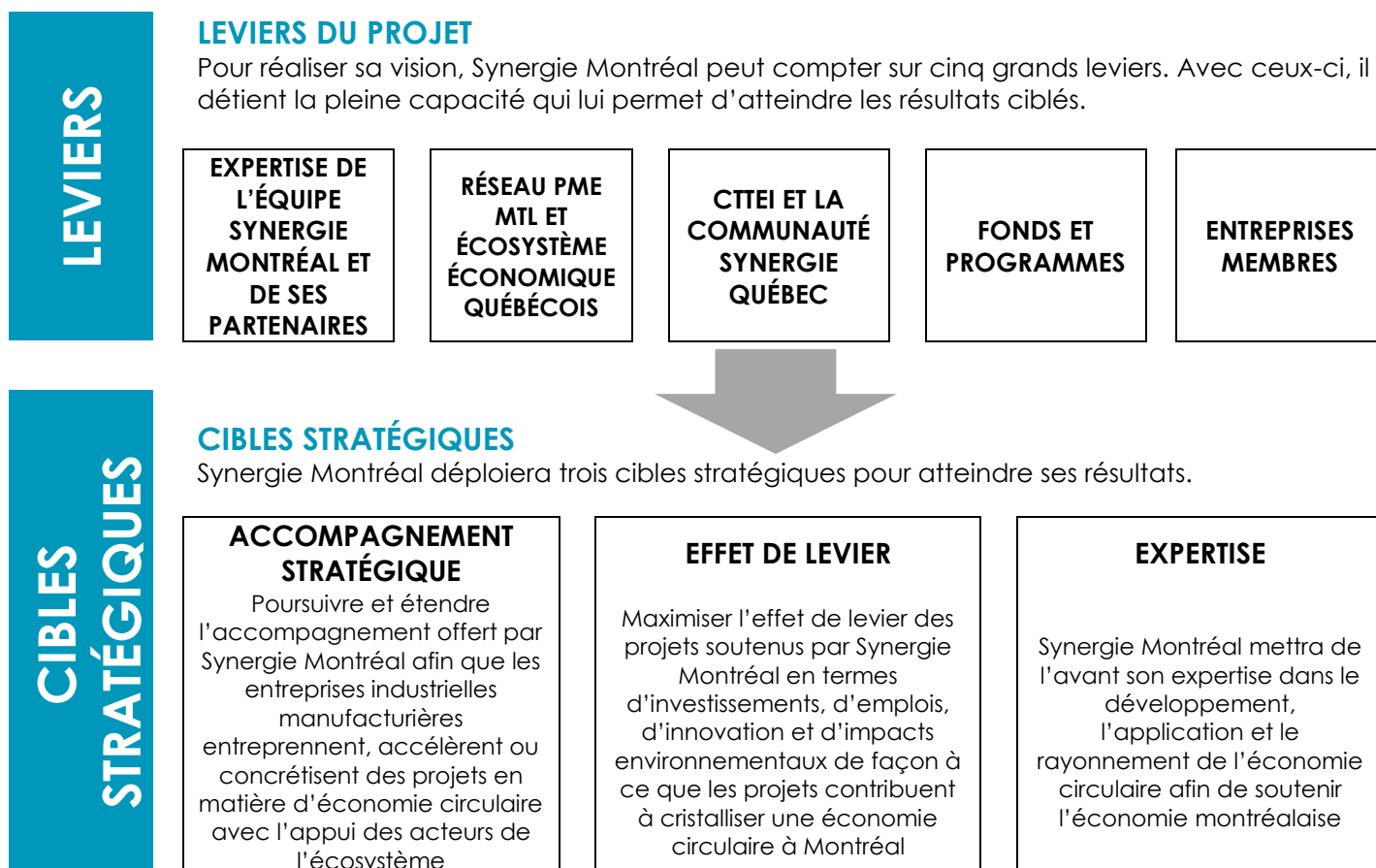
- **PME MTL Est-de-l'Île réalise des projets en développement durable depuis 2010. Ses premiers projets étaient dirigés vers la lutte aux îlots de chaleur dans les zones industrielles. Ces projets auront permis la plantation de 5580 arbres et capté 14 tonnes de CO<sub>2</sub> par année soit l'équivalent de 93 000 km parcourus annuellement par une voiture;**
- **PME MTL Est-de-l'Île a été lauréat des prix ESTIM 2017 où le projet Synergie Montréal a été retenu dans la catégorie Innovations secteur public et parapublic;**
- **Synergie Montréal fut la 4<sup>e</sup> symbiose industrielle mise de l'avant parmi les 20 symbioses industrielles au Québec;**
- **L'Est de Montréal est l'un des quatre territoires fondateur de l'économie circulaire à l'échelle du Québec;**
- **Synergie Montréal participe au Cercle Mise en œuvre de l'économie circulaire, lequel regroupe l'Institut EDDEC, le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD), Recyc-Québec, Éco entreprises Québec (EEQ);**
- **La coordonnatrice de Synergie Montréal fait partie du Groupe de travail sur l'économie collaborative lancé par la Gouvernement du Québec;**
- **Synergie Montréal a été invité à présenter son modèle d'affaires au ICLEI World Congress 2018;**
- **PME MTL Est-de-l'Île a reçu son attestation niveau 3, échelon argent du programme ICI on recycle de Recyc-Québec;**
- **Synergie Montréal sera partie prenante des premières Assises québécoises de l'économie circulaire le 5 décembre prochain;**
- **Des entreprises de partout à Montréal communiquent déjà avec Synergie Montréal pour obtenir des conseils.**

## OFFRE DE SERVICES PROPOSÉE

L'offre de services proposée pour Synergie Montréal serait basée sur les trois volets suivants. Bien entendu, l'ampleur du déploiement est conditionnelle à la taille du financement à obtenir. Selon l'expertise acquise depuis 2015, la réalisation de ces trois volets sur l'ensemble de l'Agglomération de Montréal nécessite la constitution d'une équipe d'au moins quatre personnes. Du fait que l'équipe Synergie Montréal est intégrée au réseau PME MTL, ces experts pourront faire équipe avec les nouvelles ressources spécialisées en développement industriel et durable. L'approche réseau fait donc tout son sens.

Accompagnement stratégique	Innovation et développement de compétences	Rayonnement et intelligence d'affaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement dans la mise en œuvre des piliers de l'économie circulaire par les entreprises industrielles</li> <li>• Diagnostic</li> <li>• Recherche de débouchés</li> <li>• Veille et information</li> <li>• Ateliers de maillage</li> <li>• Référencement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mandats de recherche avec le réseau Transtech et les centres de recherche collégiaux et universitaires</li> <li>• Ateliers de développement de compétences</li> <li>• Information et avis</li> <li>• Partenariat avec le Parcours DD et le réseau PME MTL</li> <li>• Référencement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communauté Synergie Québec et communications</li> <li>• Veille et recherche</li> <li>• Études, cueillette et diffusion d'information</li> <li>• Panels, conférences</li> <li>• Plateforme et diffusion</li> </ul>

## BASE STRATÉGIQUE :



## PROPOSITION D'UN ÉCHÉANCIER

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Phases de développement						
Projet Pilote		PME MTL EDI	Cristallisation de Synergie Montréal			
Territoire d'action						
Est		Est	Montréal			
Financement						
Ville de Montréal PRAM						
Ville de Montréal-Est						
Arrondissement RDP - PAT						
PME MTL Est-de-l'Île		Poursuite de son engagement				
AIEM		En négociation				
	Recyc Québec	Selon le renouvellement ou pas du programme				
	Énergir	Proposition de partenariat à long terme déposé				
	Sanimax					
		Desjardins				
			Dépôt FIRM – MEI – Entreprises privées – Partenaires institutionnels			

# PLAN D'ACTION ET CIBLES DE RENDEMENT

ÉLÉMENTS	INDICATEURS	CIBLES
<b>MISE EN PLACE DU DÉPLOIEMENT - MONTRÉAL</b>		
Recrutement de l'équipe et formation		Un coordonnateur, trois professionnels et stagiaires au besoin
Développement et mise à jour des outils de communications		
Développement et mise à jour des outils d'accompagnement		
Recherche de l'information en vue du déploiement - Agglo		
Formation des équipes PME MTL		Modalités de transferts de clients et d'information
Préparation des plates-formes de saisies		Liées aux plates-formes PME MTL pour le transfert d'information
<b>ACCOMPAGNEMENT</b>		
Sensibilisation, démarchage	# d'entreprises	<b>2019 – 2020 - 2021</b> 100 – 200 – 300 entreprises
Recrutement d'entreprises membres de la symbiose	# de membres	60 – 100 – 125 membres
Renouvellement annuel des membres	% de renouvellement	65 %
Analyse de besoins	# d'entreprises # d'heures # Diagnostic Xperss	
Accompagnement stratégique	# Diagnostic caractérisation # Réseau de circularité # tonnes de matières # projets de R&D \$ économisés et investi	75 – 150 – 225 entreprises
Suivi		
<b>ACTIVITÉS</b>		
• Matinée réseautage, 5 à 7, panel, autre	# d'activités # de participants % Satisfaction Résultats	2 – 2 – 4 Moyenne de 35 personnes par activité
• ABC de l'économie circulaire		
• Ateliers de maillage ciblés sur des filières précises		
• Autre		2 – 6 – 8 Moyenne de 15 personnes par activité
<b>RAYONNEMENT</b>		
Infolettre		
Communiqués, publicité et revue de presse	# Infolettre, CK, publicité, # articles de presse # abonnés # pages consultées	
Fiche INO Circularité		
Médias sociaux		
Site Internet		
Outils de communications		

# MODÈLE D'AFFAIRES EN ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE

Étape		Retour au client	Tarification
<b>Démarchage, accueil et sensibilisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Démarchage ou contact direct par le client</li> <li>Référence des collègues PME MTL ou de partenaires</li> </ul>		-
<b>Analyse de besoins</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prendre connaissance de l'état de la situation</li> <li>Cueillette de besoins (matières, espaces, expertises, R&amp;D, ressources humaines)</li> <li>Identifier les angles possibles d'intervention</li> <li>Saisir l'information dans Ma ruche</li> <li>Partager l'information dans PME MTL</li> <li>Peut se faire par téléphone, fiche électronique, référence d'un collègue</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Informations générales données par téléphone ou courriel : collectes sélectives, filières de traitement pour l'éclairage, les fluo compact, les piles, le matériel informatique, les palettes, de bois, référence vers PME MTL, etc.</li> <li>Proposition d'adhérer au membership de SM</li> <li>Proposition de services</li> <li>Références (partenaires et activités ex. Parcours DD)</li> </ol>	<b>Une heure</b>  Gratuit
<b>Accompagnement stratégique</b>	<b>Diagnostic Xpress</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>S'adresse aux clients pour lesquels nous connaissons déjà la réponse et que la filière de recyclage et de mise en valeur est déjà établie</li> <li>Validation des besoins</li> <li>Ne nécessite pas de question au CTTEI</li> <li>Cette étape sera évolutive. La connaissance par l'équipe de SM augmentera et de plus en plus d'entreprises pourront recevoir de l'information rapidement</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Ajoute l'information dans la base Synergie Québec</li> <li>Informations plus détaillées données par courriel et/ou fiches d'information : recycleurs, fournisseurs de services environnementaux, entreprises, etc.</li> <li>Remise d'une fiche « Comment obtenir la certification ICI on recycle »</li> <li>Proposition de services</li> <li>Suivi après 30 jours et 90 jours pour résultats</li> </ol>	<b>3 heures</b>  M - 150 \$  NM - 225 \$
	<b>Diagnostic et caractérisation des matières :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>S'adresse aux clients pour lesquels nous ne connaissons actuellement pas la réponse</li> <li>Choix d'une matière ou d'une problématique ciblée</li> <li>Nécessite de la recherche, de la validation, l'intervention du CTTEI</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Ajoute l'information dans la base Synergie Québec</li> <li>Rapport de caractérisation</li> <li>Rapport de recherche de débouchés</li> <li>Recommandations</li> <li>Proposition de services</li> <li>Suivi après 30 jours et 90 jours pour résultats</li> </ol>	<b>6 à 10 heures</b>  M - 300 à 500 \$ NM - 450 à 750 \$
	<b>Réseau de circularité :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>S'adresse aux clients pour lesquels plusieurs intervenants pourraient proposer des solutions et qui cherchent à accélérer leur prise de décision et faciliter la mise en œuvre</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Recherche de partenaires</li> <li>Organisation d'une rencontre</li> <li>Préparation avec le client de sa présentation de sa problématique</li> <li>Suivi après 10 jours, 30 jours et 90 jours pour résultats</li> </ol>	<b>5 à 10 heures</b>  M - 250 à 500 \$ NM - 375 à 750 \$
<b>Suivi</b>	<b>Nouvelle recherche de débouchés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>S'adresse aux clients pour lesquels nous avons déjà fait un Diagnostic et pour lesquels une deuxième matière ou problématique est à analyser</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Ajoute l'information dans la base Synergie Québec</li> <li>Mise à jour du rapport de caractérisation</li> <li>Rapport de recherche de débouchés</li> <li>Recommandations</li> <li>Proposition de services</li> <li>Suivi après 30 jours et 90 jours pour résultats</li> </ol>	<b>3 à 7 heures</b>  M - 150 à 350 \$ NM - 225 à 525 \$
	<b>Mise à jour dans la base Synergie Québec</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>S'adresse aux clients pour lesquels nous avons déjà l'enquête annuelle</li> </ul>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Met à jour l'information dans la base Synergie Québec</li> <li>Information par courriel selon les informations recueillies</li> <li>Proposition de services</li> <li>Suivi après 30 jours et 90 jours pour résultats</li> </ol>	<b>3 heures</b>  M - 150 \$ NM - 225 \$

# MODÈLE D'AFFAIRES POUR LE MEMBERSHIP

Offre aux membres	Détails	150 \$ par année
<b>Infolettre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actualités et information</li> <li>Profil des membres</li> <li>Activités</li> <li>Partenaires</li> <li>Veille d'information (régionale, nationale et internationale)</li> <li>Résultats de la Symbiose</li> </ul>	12 par année
<b>Fiches d'information</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Info circularité</li> <li>Exemple : palettes de bois, sacs de plastique, ICI on recycle, filière de recyclage (fluo, piles, informatiques, ...) programmes de financement, pratiques durables en entreprises, efficacité énergétique, verdissement industriel, normes, etc.</li> </ul>	4 par année
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Matinée réseautage</li> <li>5 à 7</li> <li>Panel</li> <li>Autre</li> </ul>	2018-2019 : 2 par année 2020-2021 : 4 par année
<b>Ateliers et formation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>ABC de l'économie circulaire</li> <li>Ateliers de maillage ciblés sur des filières précises</li> <li>Autre</li> </ul>	1 gratuite par année Tarification pour non-membres
<b>Enquête annuelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise à jour des données</li> <li>Rapport de l'enquête</li> </ul>	1 fois par année au printemps
<b>Calendrier des activités, formation et ateliers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Envoyé aux membres</li> </ul>	1 fois par année

Pour dépôt - Ville de Montréal

**MONTAGE FINANCIER PRÉLIMINAIRE - DÉPLOIEMENT MONTRÉALAIS**

<b>Revenus</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>Total</b>
Ville de Montréal	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$
Autres partenaires majeurs	125 000 \$	150 000 \$	175 000 \$	450 000 \$
Desjardins	125 000 \$	100 000 \$	- \$	225 000 \$
Entreprises	20 000 \$	35 000 \$	50 000 \$	105 000 \$
PME MTL Est-de-l'Île	20 000 \$	17 500 \$	15 000 \$	52 500 \$
Autres	15 000 \$	25 000 \$	40 000 \$	80 000 \$
<b>Total</b>	<b>455 000 \$</b>	<b>477 500 \$</b>	<b>430 000 \$</b>	<b>1 362 500 \$</b>
<b>Dépenses</b>				
Honoraires professionnels	40 000 \$	45 000 \$	50 000 \$	135 000 \$
Ressources humaines	220 000 \$	285 000 \$	300 000 \$	805 000 \$
Frais d'exploitation - Communications, plates-formes et outils	40 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	90 000 \$
Frais d'exploitation - Événements, formations, activités	20 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	70 000 \$
Frais d'exploitation - Déplacements et représentations	6 000 \$	7 000 \$	8 000 \$	21 000 \$
Frais d'opérations, de fonctionnement et de coordination	65 000 \$	70 000 \$	70 000 \$	205 000 \$
Divers	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
<b>Total</b>	<b>401 000 \$</b>	<b>467 000 \$</b>	<b>488 000 \$</b>	<b>1 356 000 \$</b>
<b>Différence</b>	<b>54 000 \$</b>	<b>10 500 \$</b>	<b>(58 000) \$</b>	<b>6 500 \$</b>



## MODÈLE D'AFFAIRES 2019 -2021

### DÉPLOIEMENT DE SYNERGIE MONTRÉAL

#### CONTEXTE PROPICE À LA TRANSITION VERS L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

À l'heure actuelle, un positionnement clair prend place au sein de plusieurs pays européens, nordiques ainsi qu'en Chine quant à la nécessité d'entreprendre un virage vers l'économie circulaire comme moyen d'atteindre une économie durable en atténuant les impacts environnementaux des activités économiques d'une part et en engendrant une croissance économique vertueuse d'autre part. Le Québec ne fait pas figure d'exception puisqu'une feuille de route sur l'économie circulaire est en cours d'élaboration grâce aux travaux du Groupe interministériel sur l'économie circulaire (GIEC).

Montréal en tant que ville, agglomération et métropole jouit d'un contexte particulièrement favorable à la transition vers l'économie circulaire du fait de l'ampleur et de la diversité de son tissu économique et du potentiel que représentent les terrains à vocation économique à développer. Par ailleurs, les nouvelles tendances sociétales de consommation et d'approvisionnement responsables sont tangibles dans l'écosystème montréalais et contribuent à accélérer la transition.

Plusieurs acteurs sont déjà à l'œuvre individuellement ou à petite échelle pour entreprendre ce virage. Or, afin d'exécuter une transition d'ampleur, une action ciblée, dirigée et coordonnée est nécessaire. Dans ce cadre, un des publics cibles à atteindre est celui des PME, plus particulièrement les PME industrielles et manufacturières : en ciblant l'action sur ces acteurs-clefs de l'économie montréalaise, les retombées sociales, économiques et environnementales seront d'envergure pour la Métropole.

Le succès d'une telle démarche repose en grande partie sur la collaboration entre les différents acteurs du milieu. La Ville de Montréal compte ainsi un atout supplémentaire, celui d'un réseau de développement économique performant et bien ancré dans la communauté d'affaires. Au sein de ce réseau, la Ville de Montréal peut s'appuyer sur une initiative en économie circulaire opérationnelle depuis maintenant plus de deux ans et ayant fait ses preuves à une échelle pilote dans l'Est de Montréal.

L'initiative Synergie Montréal regroupe plusieurs partenaires stratégiques et fait partie des référents québécois en matière d'économie circulaire en travaillant auprès de Recyc-Québec, du Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) et de l'Institut de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire (IEDDEC) au sein du Pôle de concertation québécois sur l'économie circulaire.

#### ÉCONOMIE LINÉAIRE



#### ÉCONOMIE CIRCULAIRE



#### AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

- 1,9 M DE CITOYENS
- 63 568 ÉTABLISSEMENTS D'AFFAIRES
- 3694 ÉTABLISSEMENTS DE FABRICATION
- 1,2 M D'EMPLOIS
- 19 PARCS INDUSTRIELS

**500 km<sup>2</sup>**  
SUPERFICIE

**4,92 km<sup>2</sup>**  
SUPERFICIE  
ÉCONOMIQUE À  
DÉVELOPPER

**19**  
PARCS  
INDUSTRIELS

**10 %**  
DE LA SUPERFICIE  
DE L'AGGLO À  
DÉVELOPPER

## 4. DE L'IDÉE AU PROJET STRUCTURANT

SM

### L'EST DE MONTRÉAL

#### Porteur de l'économie circulaire

S'inscrivant dans le concept d'économie circulaire, l'initiative Synergie Montréal en écologie industrielle a été mise de l'avant par PME MTL Est-de-l'Île. Cette approche permet de créer de la richesse en favorisant l'échange de produits, de ressources ou d'énergie non utilisés entre entreprises locales.

#### SERVICES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Dans le cadre de l'initiative Synergie Montréal, l'accompagnement professionnel offert aux entreprises vise à les aider à maximiser leur rendement en optimisant la gestion de leurs ressources tout en réduisant leur empreinte environnementale. Il s'agit de les guider et de les accompagner dans la transition vers une économie circulaire qui remet en circulation des ressources et actifs non affectés.

- Stratégies de circularité et de gestion des matières résiduelles
- Caractérisation : ressources, produits, expertises, matières et procédés
- Mise en œuvre des synergies et gestion des matières résiduelles selon le principe des 3RV
- Recherche locale, régionale et nationale de débouchés
- Diffusion d'offres et de demandes des éléments caractérisés
- Accompagnement dans l'adoption de meilleures pratiques durables
- Organisation d'ateliers de maillage sectoriels
- Information sur les programmes de financement et les certifications
- Référence vers des ressources spécialisées
- Évaluation de réduction d'impact

« Nous saluons le dynamisme de PME MTL Est-de-l'Île qui, en animant Synergie Montréal, a stimulé une mobilisation des PME montréalaises pour tendre vers une économie circulaire et pour intégrer des technologies propres avec le souci de réduire leurs coûts et l'utilisation de leurs ressources. »

M. Normand Gadoury, vice-président  
Innovation et Commercialisation  
Écotech Québec

« Énergir est fière d'être associée à Synergie Montréal, une initiative positive qui permet aux entreprises de s'engager dans la voie de nouvelles pratiques d'affaires durables. »

M<sup>me</sup> Maude Hébert-Chaput  
Conseillère communication et affaires publiques – Affaires publiques et développement durable  
Énergir





SM

## FAITS SAILLANTS 2017

« En 2017, PME MTL Est-de-l'Île a été conférencier-invité pour présenter l'initiative Synergie Montréal au colloque Americana, à Concertation Montréal, chez Ethik BGC et à la matinée sur l'économie circulaire de Made in Montreal. Il était également à la consultation ciblée sur l'émergence de l'économie circulaire, du MESI et de Recyc-Québec. »

PME MTL Est-de-l'Île

34

SYNERGIES  
OPÉRATIONNELLES



675  
HEURES  
D'ACCOMPAGNEMENT



1 283

TONNES DE MATIÈRES DÉTOURNÉES  
DE L'ENFOUISSEMENT OU  
DU RECYCLAGE



53

ENTREPRISES MEMBRES  
OU PARTICIPANTES



163

CAMIONS D'ORDURES  
EN MOINS



AU MOINS  
125 000 \$

ÉCONOMIES ANNUELLES  
PAR LES ENTREPRISES  
MEMBRES

10

MANDATS DE R & D



SM

## SYNERGIE MONTRÉAL

### Un modèle performant

#### QU'EST-CE QUE L'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE?

L'écologie industrielle, apparue dans la littérature scientifique dès les années 60-70, fut reconnue, en 1989, grâce à un article publié par deux responsables de la recherche et développement chez General Motors. Ceux-ci remettaient en question la viabilité du modèle économique actuel basé sur l'extraction des ressources, leur utilisation dans le système économique et le rejet des déchets dans l'environnement, étant lourd de conséquences. Les ressources n'étant pas renouvelables, il engendre un tarissement des gisements et génère parallèlement une grande quantité de rejets non absorbables par l'environnement.

L'écologie industrielle, une approche systémique de l'activité industrielle, s'inspire du fonctionnement des écosystèmes naturels pour recréer, au sein du système industriel, des synergies entre entreprises et utiliser les rejets (ou extrants) d'une entreprise comme matières premières (ou intrants) d'une autre. Elle s'inscrit dans un nouveau modèle économique dit « circulaire » qui prend en considération le caractère non renouvelable de certaines ressources naturelles et sources d'énergie en tentant d'optimiser les flux de matière et d'énergie.

La démarche d'écologie industrielle la plus connue est celle de la ville de Kalundborg au Danemark qui a débuté dans les années 60. À travers le monde (Asie, Europe, et Amérique du Nord), de nombreuses symbioses ont par la suite vu le jour. Au Québec, Sorel-Tracy a emboîté le pas au début des années 90. Devant ce succès, d'autres localités du Québec et de l'Ontario ont innové dans leurs pratiques (Bécancour, Lanaudière, Shawinigan, Rivière-du-Loup et Toronto). Ces exemples démontrent que la démarche d'écologie industrielle présente des bénéfices économiques, environnementaux et sociaux importants ainsi que l'urgence d'animer localement cette démarche pour assurer sa réussite. L'implication d'un porteur de projet ayant une vision globale du développement auprès des parties prenantes est un facteur de réussite récurrent.



« En misant sur la mise en valeur des résidus industriels et de l'innovation comme moteur de développement économique, Synergie Montréal fait preuve d'un leadership exemplaire dans le déploiement de l'économie circulaire comme nouveau modèle d'affaires au Québec. »

M<sup>me</sup> Claude Maheux-Picard  
Directrice générale, CTTÉI

#### MODÈLE D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE



#### PARTENAIRES STRATÉGIQUES

Montréal 

Québec 

RECYC-QUÉBEC  
Québec 



SM

## NOS PARTENAIRES ENGAGÉS

### Mise en place d'une économie circulaire

#### PARTENAIRES MAJEURS



#### PARTENAIRES ASSOCIÉS



« Montréal International croit fortement au potentiel de l'économie circulaire pour l'attraction d'entreprises. C'est un modèle de développement économique qui se déploie présentement un peu partout à travers le monde et l'initiative Synergie Montréal vient positionner Montréal sur l'échiquier mondial de ce renouveau économique. »

M. Nikolaus Hottenroth, directeur,  
Développement des affaires, investissements étrangers, Montréal International

#### ENTREPRISES AMBASSADRICES

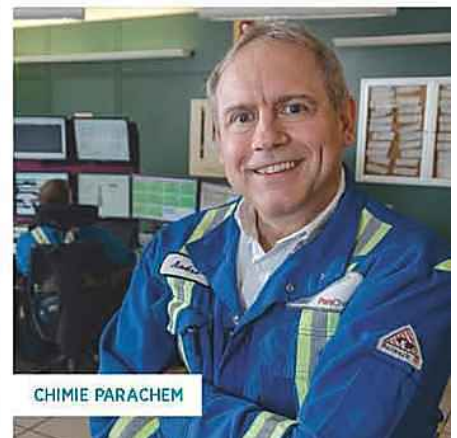
- Chaptec inc.
- Glencore – Affinerie CCR
- Les Industries Cendrex inc.
- Lavo inc.
- Métal Protection Lenoli inc.
- Papiers et Emballages Arteau inc.
- Rise Kombucha inc.
- Technickrome Aéronautique inc.
- USIMM inc.
- Vestshell inc.

« L'Est de Montréal a beaucoup à offrir et l'initiative Synergie Montréal est un moyen de positionner positivement notre territoire et de le faire rayonner en tant que pôle d'excellence en économie circulaire. »

M. André Brunelle, directeur général, Chimie ParaChem



LES INDUSTRIES CENDREX INC.



CHIMIE PARACHEM

## CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006 ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749  
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **PME MTL EST DE L'ÎLE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 200 – 7305 boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal, Québec, H1E 2Z6, agissant et représentée par madame Annie Bourgoin, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : (inscrire le numéro)  
Numéro d'inscription T.V.Q. : (inscrire le numéro)  
Numéro d'inscription d'organisme de charité : (inscrire le numéro)

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme fait partie du réseau PME MTL et a pour mission d'offrir un ensemble de services professionnels accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale se situant sur l'Île de Montréal;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

**ATTENDU QUE** la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### **ARTICLE 1** **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

### **ARTICLE 2** **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** la directrice de la direction de la mise en valeur des pôles économiques;
- 2.7 « Unité administrative » :** le Service du développement économique de la Ville.

### **ARTICLE 3**



## **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

## **ARTICLE 4** **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

### **4.1 Réalisation du Projet**

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

### **4.2 Autorisations et permis**

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

### **4.3 Respect des lois**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

### **4.4 Promotion et publicité**

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

## 4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard dans les 60 jours suivant le 31 décembre et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1<sup>er</sup> janvier d'une année au 31 décembre de la même année pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent quatre-vingt (180) jours après la fin de son exercice financier;

- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent quatre-vingt (180) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

#### **4.6 Conseil d'administration**

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

#### **4.7 Responsabilité**

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;
- 4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

#### **4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

## **ARTICLE 5** **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

### **5.1 Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000\$) sur trois ans (3) à partir de 2019, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

### **5.2 Versements**

5.2.1 Pour l'année 2019 **[INSCRIRE L'ANNÉE ET VÉRIFIER LA NUMÉROTATION DE L'ARTICLE. VÉRIFIER EN TOUT TEMPS QUE LA SOMME DE TOUS LES VERSEMENTS AU COURS DES ANNÉES COUVERTES PAR LA CONVENTION CORRESPOND À LA SOMME INDIQUÉE À L'ARTICLE 5.1] :**

5.2.1.1 une somme maximale de cent mille dollars (100 000\$) dans les trente (30) jours suivants la signature de la présente Convention,

5.2.1.2 une somme maximale de cinquante mille dollars (50 000 \$) le 31 octobre 2019.

5.2.2 Pour l'année 2020 :

5.2.2.1 une somme maximale de cent mille dollars (100 000\$) le 1<sup>er</sup> février 2020;

5.2.2.2 une somme maximale de cinquante mille dollars (50 000\$) le 31 octobre 2020;

5.2.3 Pour l'année 2021 :

5.2.3.1 une somme maximale de cent mille dollars (100 000\$) le 1<sup>er</sup> février 2021;

5.2.3.2 une somme maximale de cinquante mille dollars (50 000\$) le 31 octobre 2021;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

### **5.3 Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

#### **5.4 Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

### **ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

**6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

**6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

**6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

### **ARTICLE 7 DÉFAUT**

**7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

**7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

## **ARTICLE 8**

### **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

## **ARTICLE 9**

### **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

## **ARTICLE 10**

### **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (inscrire le montant en lettres – minimum de deux millions) de dollars (inscrire le montant en chiffres \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30)

jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## **ARTICLE 11**

### **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

## **ARTICLE 12**

### **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

## **ARTICLE 13**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **13.1 Entente complète**

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.



### **13.2 Divisibilité**

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

### **13.3 Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

### **13.4 Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### **13.5 Modification à la présente Convention**

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### **13.6 Lois applicables et juridiction**

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### **13.7 Ayants droit liés**

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### **13.8 Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### **13.9 Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

#### **Élection de domicile de l'Organisme**

L'Organisme fait élection de domicile au 200 – 7305 boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal, Québec, H1E 2Z6,, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa

nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

#### **Élection de domicile de la Ville**

La Ville fait élection de domicile au 700 rue de la Gauchetière Ouest, 28<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

#### **13.10 Exemple ayant valeur d'original**

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : \_\_\_\_\_  
Me Yves Saindon, greffier

Le .....<sup>e</sup> jour de ..... 20\_\_

**PME MTL EST DE L'ÎLE**

Par : \_\_\_\_\_  
Annie Bourgoin, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le .....<sup>e</sup> jour de ..... 2019 (Résolution CE).

## **ANNEXE 1**

### **PROJET**

Entre 2015 et 2017, PME MTL Est-de-l'Île a mis de l'avant un projet pilote pour introduire les pratiques d'économie circulaire dans le développement industriel de l'Est de Montréal. Riche de l'expertise bâtie et de la crédibilité établie au fil des dernières années, le Projet Synergie Montréal consiste à propulser maintenant l'offre de services d'accompagnement aux entreprises à l'échelle de l'Agglomération. Avec plus de 3 694 établissements d'affaires de fabrication à Montréal, plusieurs entreprises pourront bénéficier de cette approche.

Alors que le Québec en entier se tourne vers l'économie circulaire, Montréal doit se positionner en tant que leader. La démarche et les services professionnels que propose Synergie Montréal s'adressent directement aux entreprises et génèrent des résultats tangibles, autant en matière de développement durable, d'impacts environnementaux, économiques, d'emplois et d'innovations durables. L'approche de Synergie Montréal, propulsé par PME MTL Est-de-l'Île, avec l'appui du réseau PME MTL, permet de créer une véritable intelligence d'affaires qui permet de répondre au mieux au besoin des entreprises. Ce projet peut agir comme un véritable levier pour la modernisation des entreprises manufacturières: un pas vers des entreprises plus compétitives, durables et innovatrices.

En désignant Synergie Montréal comme porteur de l'économie circulaire à l'échelle de l'Agglomération, il est évident que cela permet de bonifier l'expertise et assurer son rayonnement efficace. Cette approche et les services offerts deviendront déterminants dans l'écosystème formé avec la Ville de Montréal, les arrondissements, les villes liées, la plateforme Synergie Québec du Centre de transfert technologique en écologie industrielle, l'Institut EDDEC, Recyc-Québec, le gouvernement du Québec et d'autres partenaires stratégiques.

L'expertise proposée pour Synergie Montréal sera basée sur les trois volets suivants :

1. accompagnement stratégique
2. activités d'innovation et de développement de compétences
3. rayonnement et intelligence d'affaires.

La portée de l'offre de services est basée sur les deux stratégies et les piliers de l'économie circulaire :

1. Repenser les modes de production et de consommation afin de réduire la consommation de ressources et de préserver l'environnement.
  - Écoconception
  - Consommation responsable
  - Optimisation des opérations
2. Optimiser l'utilisation des ressources, à chaque étape du cycle de vie, de manière à prolonger la durée de vie utile des produits, composants et ressources.
  - Location
  - Économie collaborative et de partage
  - Entretien et réparation
  - Don et revente
  - Reconditionnement
  - Économie de fonctionnalité
  - Écologie industrielle
  - Recyclage, compostage et valorisation

La reddition de compte annuelle du projet portera notamment les éléments suivants :

- Nombre d'entreprises démarchées
- Nombre d'entreprises membres de la symbiose
- Nombre d'entreprises accompagnées et leur profil (secteur d'activité, taille, chiffre d'affaires, etc.)
- Nombre de synergies étudiées
- Nombre de synergies concrétisées
- Le profil des matières étudiées
- Tonnes de matières potentiellement détournées de l'enfouissement
- Nombre de projets de R & D amorcés
- Réduction de GES
- Nombre d'événements et d'activités

## **ANNEXE 2**

### **PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

#### **1. VISIBILITÉ**

L'Organisme doit :

- 1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;
- 1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

#### **2. COMMUNICATIONS**

L'Organisme doit :

**2.1.** Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.

Soumettre pour approbation ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) les textes soulignant la contribution financière de la Ville et les documents d'importance où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- Transmettre un plan de visibilité pour approbation ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)), lui assurant ainsi une visibilité dans le cadre de ses activités, textes et documents;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

## 22. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : <https://mairedemontreal.ca/>, section « **Communiquer avec nous** ».

**Note :** pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : [communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca](mailto:communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca).

## 23. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : [ville.montreal.qc.ca/logo](http://ville.montreal.qc.ca/logo));
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);



- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

#### **24. Publicité et promotion :**

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville ([visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

**2.5. Événements publics :**

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : [visibilite@ville.montreal.qc.ca](mailto:visibilite@ville.montreal.qc.ca)

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section « **Communiquer avec nous** » sur <https://mairedemontreal.ca/>.

**Dossier # : 1188104001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
<b>Objet :</b>	Accorder un soutien financier de 450 000 \$ à PME MTL Est-de-l'île pour le déploiement du projet «Synergie Montréal» sur le territoire de l'agglomération Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

### **FICHIERS JOINTS**



[1188104001 - Certification de fonds.xls](#)

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Mohamed OUALI  
Préposé au budget  
**Tél : 514 872-4254**

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-04

Isabelle FORTIER  
conseillère budgétaire  
**Tél : 514-872-9366**  
**Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier**



**Dossier # : 1194922001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à « L'Arsenal / Thibault et associés », pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, pour une somme maximale de 9 994 316,85 \$, taxes incluses – Dépense totale avec frais de contingences de 10 394 089,52 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire « L'Arsenal / Thibault et associés », ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 394 089,52 \$, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17384 et au tableau des prix reçus joint au rapport du directeur ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-18 11:02

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1194922001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à « L'Arsenal / Thibault et associés », pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, pour une somme maximale de 9 994 316,85 \$, taxes incluses – Dépense totale avec frais de contingences de 10 394 089,52 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. À ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des 19 arrondissements et services centraux.

Dans le cadre de sa planification d'achat pour l'année 2020, le SMRA a identifié le besoin de remplacer 5 camions d'incendie de type échelle qui seront mis au rancart pour cause de désuétude.

Ce besoin de remplacer 5 camions échelles a mené au lancement de l'appel d'offres public 18-17384 qui s'est tenu du 12 novembre au 20 décembre 2018. L'appel d'offres a été publié les 12 novembre et 17 décembre 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 12 novembre et 12 décembre 2018 dans le système électronique SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 37 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 100 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. Deux addendas ont été émis durant la période de sollicitation :

- Addenda no 1 émis le 6 décembre 2018 : pour apporter des modifications au devis technique; et
- Addenda no 2 émis le 12 décembre 2018 : pour reporter la date d'ouverture des soumissions et modifier le délai de validité de la soumission.

Au Québec, il y a quatre entreprises qui distribuent des camions d'incendie de type échelle. Deux de ces entreprises se sont procuré le cahier des charges de l'appel d'offres 18-17384. L'appel d'offres visait spécifiquement les camions d'incendie de type échelle à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100

pieds.

La règle d'adjudication utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 18-17384 est celle d'un octroi au plus bas soumissionnaire conforme.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Ne s'applique pas.

### **DESCRIPTION**

Ce dossier vise un octroi de contrat à « L'Arsenal / Thibault et associés », au montant de 10 394 089,52 \$, taxes et contingences incluses, pour l'achat de 5 camions d'incendie de type échelle à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds tel que décrit au devis 33818A11 de l'appel d'offres 18-17384. Comparativement aux autres camions de type échelle en usage à la Ville, il s'agit d'un camion compact tant par sa longueur (42 pieds comparativement à 46 ou 48 pieds) que par sa hauteur (132 pouces) ce qui en fait un camion facile à opérer et à manœuvrer dans un environnement urbain à forte densité. L'acquisition de ce type de camion confirme l'orientation du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) de moderniser sa flotte de véhicules en misant sur des camions plus petits.

Un camion de type échelle est un véhicule d'urgence équipé d'outils et équipements permettant de faire face à divers types d'interventions dont le combat d'incendie, les inondations, les sauvetages techniques, etc.

Les camions seront sous la garantie de base du manufacturier pour une période de 12 mois à l'exception de certaines composantes pour lesquelles la Ville exige une durée plus longue. C'est notamment le cas pour la structure du camion (cabine et carrosserie) et pour les composantes d'élévation (échelle et plate-forme) dont la garantie est respectivement de 10 et de 20 ans.

Les délais de livraison sont de 18 mois pour la première unité avec une cadence moyenne de livraison de 7 à 10 jours pour les unités subséquentes. Le contrat prévoit une pénalité équivalente à 1% par mois de retard à compter de la date prévue de livraison.

#### Provision pour contingences

Un camion échelle est un véhicule de spécialité susceptible de faire l'objet d'une adaptabilité en cours de fabrication. La modification d'un camion en cours de réalisation est une pratique courante qui permet d'optimiser un véhicule en fonction de son usage prévu. Pour pallier aux imprévus de fabrication, le coût d'achat des 5 camions a été bonifié de 4 %, soit 399 772,67 \$, taxes incluses.

#### Résumé des coûts d'acquisition

Description	Coût (taxes incluses)
Camion échelle (x5)	9 994 316,85 \$
Provision - contingences 4 %	399 772,67 \$
<b>Total de la dépense :</b>	<b>10 394 089,52 \$</b>

### **JUSTIFICATION**

Pour que le SIM soit en mesure d'assurer sa mission, il doit posséder un parc de véhicules dont l'état de la mécanique est sans reproche.

Cet achat vise le remplacement de camions échelles qui seront mis au rancart pour cause de désuétude. La liste des camions ciblés pour une mise au rancart est présentée en pièce jointe.

Selon les normes du National Fire Protection Association (NFPA) et le Service d'inspection des assureurs incendie (SIAI), la durée de vie d'un camion échelle est de 15 ans. Au-delà de cette durée de vie, les camions ne peuvent pas être opérés avec des capacités fonctionnelles optimales. L'âge des camions à remplacer se situera entre 20 et 30 ans au moment de la mise en service des nouveaux véhicules.

L'acquisition de camion échelle compact en lieu et place de camion échelle de type standard permettra au SIM d'améliorer ses interventions en milieu urbain notamment par une rapidité de déploiement, une meilleure portée de l'échelle, un positionnement en milieu restreint, etc.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 18-17384 pour lequel il y a eu 5 preneurs du cahier des charges.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
L'Arsenal / Thibault et associés	9 994 316,85 \$		9 994 316,85 \$
Dernière estimation réalisée par le SMRA	10 074 993,66 \$		10 074 993,66 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>((la plus basse conforme - estimation))</i>			- 80 676,81 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			- 0,80 %

Pour estimer le coût d'acquisition, le rédacteur du devis technique s'est basé sur le résultat d'un appel d'offres récent de la Ville de Laval pour un camion similaire. Le montant du contrat à octroyer est inférieur à l'estimation de 0,80 % (80 676,81 \$). Les camions échelles de configuration compacte sont des véhicules d'incendie relativement nouveau sur le marché québécois ce qui peut expliquer la présence d'un seul soumissionnaire à l'appel d'offres 18-17384.

Trois preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres à la Ville pour les motifs suivants : n'est pas en mesure de rencontrer les exigences du devis technique, le produit demandé est hors du champ d'expertise de l'entreprise et pour consultation seulement. Un quatrième preneur du cahier des charges s'est procuré les documents d'appel d'offres à des fins de consultation seulement.

Pour protéger la Ville contre les pertes éventuelles, la Ville a exigé une garantie de soumission représentant 1 % du montant de la soumission. Aucune garantie d'exécution n'a été exigée dans ce contrat.

Le dossier sera soumis à la Commission d'examen de contrat car il s'agit d'un contrat de biens d'une valeur de plus de 10 M\$ pour lequel il y a une seule soumission conforme reçue suite à l'appel d'offres.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 10 394 089,52 \$, taxes et contingences incluses, sera assumé comme suit :



Un montant maximal de 9 491 190 \$ (net de ristourne) sera financé par les règlements d'emprunt d'agglomération (RCG13-025, RCG16-018 et RCG18-022) destinés aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 71080).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2020.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ces nouveaux camions permettront de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et de particules fines par rapport aux véhicules actuels visés par ce remplacement. Les moteurs de ces véhicules seront conformes aux normes EPA en vigueur et équipés des dispositifs suivants:

- Munis d'une technologie à l'urée qui diminue de façon importante les émissions de gaz nocifs pour l'environnement;
- Munis de filtre qui empêche l'émission dans l'environnement de particules solides nocives liées aux gaz d'échappement.

Le poids nominal brut (PNBV) de ces véhicules sera de 71 000 lb comparativement à  $\pm 82\,000$  lb pour les véhicules à être remplacés. Cette diminution de poids procure les avantages suivants:

- Une masse par essieu réduite contribue à préserver les voies de circulation du territoire montréalais;
- Une masse totale réduite favorise l'économie de carburant et augmente la durée de vie des pneus.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d'entretien et de réparation ainsi que les délais d'immobilisation.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Comité exécutif : 6 février 2019
- Commission d'examen de contrat : 13 février 2019
- Conseil municipal : 25 février 2019
- Conseil d'agglomération : 28 février 2019
- Émission du bon de commande : mars 2019
- Livraison des camions : août 2020

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Jean-François LEMOINE, Service du matériel roulant et des ateliers  
Sylvie GIRARD, Service de sécurité incendie de Montréal  
Richard LIEBMANN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Richard LIEBMANN, 10 janvier 2019  
Jean-François LEMOINE, 10 janvier 2019  
Sylvie GIRARD, 10 janvier 2019

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON  
Agent(e) de recherche

**Tél :** 514 868-3620  
**Télécop. :** 514 8721912

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-10

Philippe SAINT-VIL  
c/d planification et soutien aux operations  
(mra)

**Tél :** 514 872-1080  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE  
Directeur

**Tél :** 514 872-1076  
**Approuvé le :** 2019-01-17

## Liste des véhicules à remplacer

Devis	Description	Remplace le	Année mise en service	Âge à la mise en service en 2021	Unité d'affaires
33818A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	337-97239	1997	24	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO
33818A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	337-97355	1997	24	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO
33818A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	338-01236	2001	20	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO
33818A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	338-92298	1992	29	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO
33818A11	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	372-91316	1991	30	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO

**Dossier # : 1194922001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à « L'Arsenal / Thibault et associés », pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, pour une somme maximale de 9 994 316,85 \$, taxes incluses – Dépense totale avec frais de contingences de 10 394 089,52 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)

### SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

### FICHIERS JOINTS



18-17384 Intervention «SMRA».pdf18-17384 PV.pdf18-17384 DetCah.pdf



18-17384\_TCP.pdf

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE  
 Agente d'approvisionnement II  
**Tél : 514 872-1057**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-10

Denis LECLERC  
 Chef de section  
**Tél : 514 872-5241**  
**Division : Division Acquisition de biens et services**

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

### ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

#### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17384 No du GDD : 1194922001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de camions échelles à plate-forme, de configuration compacte et d'une portée verticale de 100 pieds

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

#### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Ouverture originalement prévue le : 13 - 12 - 2018 Date du dernier addenda émis : 12 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 20 - 12 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Date du comité de sélection : - - -

#### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 Nbre de soumissions reçues : 1 % de réponses : 20

Nbre de soumissions rejetées : 0 % de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 100 jrs Date d'échéance initiale : 30 - 3 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs Date d'échéance révisée : 30 - 3 - 2019

#### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
L'ARSENAL / THIBAUT ET ASSOCIÉS ((2968-8280 QUÉBEC INC.))	9 994 316,85	✓	

#### Information additionnelle

Trois preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres à la Ville pour les motifs suivants : n'est pas en mesure de rencontrer les exigences du devis technique, le produit demandé est hors du champ d'expertise de l'entreprise et pour consultation seulement.

Bien que le résultat de l'appel d'offres public pour lequel il y a eu un (1) seul soumissionnaire, l'estimation établie par la municipalité est supérieure au prix proposé dans la soumission. De ce fait, nous ne pouvons invoquer l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes.

Préparé par : Renée Veillette

Le 10 - 1 - 2019




Numéro de l'appel d'offres : 18-17384

Titre : Acquisition de camions échelles à plate-forme, de configuration compacte et d'une portée verticale de 100 pieds

Date d'ouverture des soumissions : 20 décembre 2018

Item	Description	Quantité	L'Arsenal / Thibault et associés (2968-8280 Québec inc.)	
			Prix unitaire	Montant total
1	Acquisition de camions échelles à plate-forme, de configuration compacte et d'une portée verticale de 100 pieds, selon les caractéristiques décrites au devis 33818A11	5	1 738 520,00 \$	8 692 600,00 \$
Total avant taxes				8 692 600,00 \$
TPS 5 %				434 630,00 \$
TVQ 9,975 %				867 086,85 \$
Montant total				9 994 316,85 \$
Formulaire de soumission signé			Oui	
Achat du cahier des charges sur le SEAO			Oui	
Addendas (inscrire N/A ou le nombre)			2 - dernier émit 12 décembre 2018	
Numéro NEQ			1147359138	
<a href="#">Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)</a>			Oui	
<a href="#">Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)</a>			Oui	
<a href="#">Vérification dans la liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de Gestion Contractuelle</a>			Oui	
<a href="#">Vérification au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle</a>			Oui	
<a href="#">Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)</a>			Oui	
Garantie de soumissions			Oui / Intact / 7910613-18-019	
<a href="#">Confirmation d'enregistrement auprès de l'AMF</a>			510234	

**Remarque :** Bien que le résultat de l'appel d'offres public pour lequel il y a eu un (1) seul soumissionnaire, l'estimation établie par la municipalité est supérieure au prix proposé dans la soumission. De ce fait, nous ne pouvons invoquer l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes.

	Non-conforme
	Correction - Erreur de calcul
	Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette

Date : 7 janvier 2019



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

[Avis du jour](#) | [Service à la clientèle](#) | [Aide](#) | [Recherche avancée](#)

[Mon SEAO](#) | [Mes avis](#) | [Rapports](#) | [Profil](#) | [Organisation](#) **COMMANDES** **PANIER**

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes



**Numéro** : 18-17384  
**Numéro de référence** : 1213487  
**Statut** : En attente des résultats d'ouverture  
**Titre** : Ville de Montréal - Acquisition de camions échelles à plate-forme, de configuration compacte et d'une portée verticale de 100 pieds

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aréo-feu ltée 5205, J.A. Bombardier Longueuil, QC, J3Z 1G4 NEQ : 1145941218	<a href="#">Madame Hélène Picard</a> Téléphone : 450 651-2240 Télécopieur : 450 651-1970	<b>Commande : (1511019)</b> 2018-11-13 8 h 41 <b>Transmission</b> 2018-11-13 8 h 41	3035167 - 18-17384_Add-«1» - Modifications 2018-12-06 11 h 46 - Télécopie 3037565 - 18-17384 - Addenda no 2 (report de date et modification) 2018-12-12 11 h 56 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
JOHNSTON EQUIPMENT 5990 Avebury Road Mississauga, ON, L5R3R2 <a href="http://www.johnstonequipment.com">http://www.johnstonequipment.com</a> NEQ : 1144288751	<a href="#">Madame Danielle Lessard</a> Téléphone : 514 956-1877 Télécopieur : 514 956-1879	<b>Commande : (1518568)</b> 2018-12-04 12 h 24 <b>Transmission</b> 2018-12-04 12 h 24	3035167 - 18-17384_Add-«1» - Modifications 2018-12-06 11 h 45 - Courriel 3037565 - 18-17384 - Addenda no 2 (report de date et modification) 2018-12-12 11 h 56 - Courriel Mode privilégié



				(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Shayne Sevigny 53 chemin du golf Sainte-Anne-des-Plaines, QC, j0n1h0 NEQ :	<a href="#">Monsieur Shayne Sevigny.</a> Téléphone : 514 973-9556 Télécopieur :	<b>Commande : (1512799)</b> 2018-11-18 15 h 35 <b>Transmission :</b> 2018-11-18 15 h 35	Mode privilégié : Ne pas recevoir	
Thibault & Associés. 2250 Andre C Hamel Drummondville, QC, J2C 8B1 NEQ : 1147359138	<a href="#">Monsieur Jean Thibault.</a> Téléphone : 819 474-2111 Télécopieur : 877 641-7605	<b>Commande : (1510646)</b> 2018-11-12 10 h 45 <b>Transmission :</b> 2018-11-12 10 h 45	3035167 - 18-17384_Add-«1» - Modifications 2018-12-06 11 h 45 - Courriel 3037565 - 18-17384 - Addenda no 2 (report de date et modification) 2018-12-12 11 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique	
Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4 NEQ :	<a href="#">Madame Sharon Lopez.</a> Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 662-4580	<b>Commande : (1512137)</b> 2018-11-15 11 h 02 <b>Transmission :</b> 2018-11-15 11 h 02	Mode privilégié : Ne pas recevoir	

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Service clientèle

À propos

Partenaires

[Aide en ligne](#) 

[Formation en ligne](#)

[Glossaire](#)

[Plan du site](#)

[Accessibilité](#)

[UPAC-Signaler un acte répréhensible](#) 

[Grille des tarifs](#)

[Contactez-nous](#)

[Nouvelles](#)

[Marchés publics hors Québec](#) 

[Registre des entreprises non admissibles](#) 

[Autorité des marchés financiers](#) 

[À propos de SEAO](#)

[Info sur Constructo](#)

[Conditions d'utilisation](#)

[Polices supportées](#)

Secrétariat  
du Conseil du Trésor  
Québec 

CGI

tc • 

© 2003-2018 Tous droits réservés

# ASCENDANT® 100' HEAVY-DUTY AERIAL TOWER





# MAXIMIZED MANEUVERABILITY, DRIVABILITY, OPERABILITY, AND SERVICEABILITY.

In the market for a mid- or rear-mounted tower? Take a look at the new Pierce® Ascendant® 100' Heavy-Duty Aerial Tower with its market disrupting maneuverability, drivability, operability, and serviceability.

Reaching heights of 100' vertically and 93' horizontally, the Ascendant 100' Aerial Tower packages a 5-section heavy-duty steel tower onto a vehicle with a low overall height of 10'8" and length under 42'. Its 160" rear overhang minimizes tail-swing, offering superior maneuverability and even greater visibility than that of a rear-mounted tower.

The Ascendant 100' Aerial Tower is available on a variety of custom chassis and body styles to meet your department's needs. Its integrated ground pads eliminate time spent throwing ground pads, so setup is streamlined and faster than any other aerial on the market. Configured as shown with a rear axle rating of only 48,000 lb, it outperforms with a 1,000 lb tip load capacity, up to 20-degree below grade operation, and a 50-degree scrub area. All of this is accomplished at a mere 20' set-back from the building.



## Specifications

Custom Chassis Choices	Arrow XT™, Velocity®
Vertical Reach	100'
Horizontal Reach	93'
Operating Range	-20° to 77°
Basket	14.3 sq ft
Payload Capacity	1,000 lb dry/500 lb wet
Wind & Ice Ratings	Up to 35 mph winds & 1/4" of ice
Flow Capacity	2,000 gpm
Stabilizers	1 set of H-style & 4 downriggers
Stabilizer Spread	18'
Rear Axle	Tandem
Tank	Up to 300 gallons
Pump Range	Waterous, Hale, Darley Midship
Hosebed Capacity	800' of 5" hose
Ladder Complement	Minimum of 170'
Structural Ladder Warranty	20 yr

[www.piercemfg.com](http://www.piercemfg.com)



Pierce Manufacturing Inc., An Oshkosh Corporation Company  
P.O. Box 2017, Appleton WI 54912-2017 USA

Specifications, descriptions, and illustrative material in this literature are as accurate as known at the time of publication, but are subject to change without notice. Illustrations may include optional equipment and accessories and may not include all standard equipment. All measurements are nominal values.

© Pierce Manufacturing Inc., Pierce, the Pierce logo, Ascendant, and Velocity are registered trademarks and Arrow XT is a trademark of Pierce Manufacturing Inc., Appleton, WI. Printed in U.S.A.

All other trademarks are the property of their respective owners.

**Dossier # : 1194922001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à « L'Arsenal / Thibault et associés », pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, pour une somme maximale de 9 994 316,85 \$, taxes incluses – Dépense totale avec frais de contingences de 10 394 089,52 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



GDD 1194922001 - Acquisition camions échelles SIM.xlsx

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN  
 Préposé au budget - Service des finances -  
 Point de service HDV  
**Tél : 514 872-1021**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-14

Françoise TURGEON  
 Conseillère budgétaire

**Tél : 514-872-0946**

**Division :** Service des finances - Point de service HDV

**Dossier # : 1194922001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à « L'Arsenal / Thibault et associés », pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, pour une somme maximale de 9 994 316,85 \$, taxes incluses – Dépense totale avec frais de contingences de 10 394 089,52 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)



**Rapport - mandat SMCE194922001.pdf**

**Dossier # : 1194922001**

**Service du greffe**

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation  
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

**Commission permanente sur l'examen des contrats**

**La Commission :**

**Présidente**

Mme Karine Boivin Roy  
Arrondissement de Mercier –  
Hochelaga-Maisonneuve

**Vice-présidentes**

Mme Paola Hawa  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier  
Arrondissement d'Achimsic-  
Cartierville

**Membres**

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte-des-  
Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

M. Luc Gagnon  
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau  
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay  
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt  
Arrondissement de Rosemont –  
La Petite-Patrie

**Le 28 février 2019**

**Rapport d'examen de la conformité du processus  
d'appel d'offres - Mandat SMCE194922001**

**Accorder un contrat à « L'Arsenal / Thibault et associés », pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, pour une somme maximale de 9 994 316,85 \$, taxes incluses – Dépense totale avec frais de contingences de 10 394 089,52 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.).**

(ORIGINAL SIGNÉ)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy  
Présidente

Pierre G. Laporte  
Secrétaire recherchiste



## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

## Mandat SMCE194922001

Accorder un contrat à « L'Arsenal / Thibault et associés », pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, pour une somme maximale de 9 994 316,85 \$, taxes incluses – Dépense totale avec frais de contingences de 10 394 089,52 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soumissionnaire).

À sa séance du 6 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M\$;*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M\$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 13 février 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service du matériel roulant et des ateliers, du Service de sécurité incendie et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont voulu savoir pourquoi le Service n'avait reçu qu'une seule soumission conforme. Est-ce qu'il n'y a qu'un seul fournisseur possible pour ce type de camion? Le Service a reconnu qu'en fonction des besoins, les exigences prévues dans les documents d'appel d'offres étaient très pointues. D'autres fabricants que l'adjudicataire auraient pu proposer des produits similaires répondant aux exigences, mais cela ne s'est pas produit.

Pour le Service, il est clair que les nouveaux camions se conforment à une vision plus moderne du travail des pompiers. Il faut désormais compter sur des camions offrant plus de facilité et une plus grande rapidité de déploiement. Ainsi, les nouveaux camions seront plus petits que les camions «classiques» et, grâce à leurs caractéristiques innovatrices, plus flexibles.

Enfin, les représentants du Service ont dit avoir bon espoir de voir le marché pour les camions de configuration compacte se développer au cours des prochaines années.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service du matériel roulant et des ateliers, du Service de sécurité incendie et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :*

- *Contrat de plus de 10 M\$;*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M\$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres;*

*Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;*

*Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;*

**À l'égard du mandat SMCE194922001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**

**Dossier # : 1185951002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, arrondissement Saint-Laurent. Dépense totale de 175 445 919,26 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5913 (2 soumissionnaires)   Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 \$ (taxes au Net) pour couvrir les années 2021 à 2026.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 175 445 919,26 \$, taxes incluses, pour la conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), arrondissement Saint-Laurent, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 173 772 729,67 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5913. Le montant total du contrat à accorder pour la période de service de construction-conception est de 144 988 451,31 \$, taxes incluses et le montant total maximal du contrat à accorder pour la période de service d'exploitation et entretien, est de 28 784 278,36 \$, taxes incluses;
3. d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement au budget de fonctionnement de 10 290 158,59 \$ (taxes au Net) pour une période de 60 mois, tel qu'indiqué dans l'aspect financier au volet d'exploitation-entretien.
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-25 16:26

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1185951002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, arrondissement Saint-Laurent. Dépense totale de 175 445 919,26 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5913 (2 soumissionnaires)   Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 \$ (taxes au Net) pour couvrir les années 2021 à 2026.

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) de l'agglomération de Montréal 2010 -2014 a été adopté par le conseil d'agglomération le 27 août 2009 pour répondre aux obligations et aux exigences du Plan métropolitain de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) adopté le 22 août 2006 et souscrit aux orientations et aux objectifs contenus dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008. Le nouveau Plan métropolitain de la CMM 2015-2020 adopté le 29 septembre 2016 reprend les mêmes orientations et tient compte de la plus récente Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et de son plan d'action 2011-2015, adoptés par le gouvernement du Québec en mars 2011.

Rappelons qu'un des grands objectifs de la Politique est de valoriser à court terme 60 % des matières organiques en vue de bannir, d'ici 2020, son enfouissement afin d'éliminer une seule matière résiduelle au Québec : le résidu ultime. Pour atteindre cet objectif, un programme de soutien financier a été développé pour la mise en place d'installations de traitement des matières organiques. Le programme s'adresse spécifiquement aux infrastructures de traitement des matières organiques par biométhanisation (digestion anaérobie) et par compostage. La matière organique inclut les matières végétales et animales provenant du secteur résidentiel et des secteurs industriel, commercial et institutionnel (ICI).

Le Plan directeur de l'agglomération établit que, pour atteindre ses objectifs, Montréal doit exploiter des infrastructures de traitement des matières organiques (résidus verts et alimentaires) afin d'atteindre ses objectifs en matière de valorisation et de réduction de l'enfouissement des déchets et de mettre en valeur les matières organiques.

Pour le secteur ouest de la Ville de Montréal, un centre de traitement des matières organiques par compostage en bâtiment fermé pouvant traiter 50 000 tonnes/an sera implanté dans l'arrondissement Saint-Laurent. Il sera le premier à voir le jour. Le projet en mode conception, construction, exploitation et entretien sera implanté sur le site au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest.

Un appel d'offres public a été publié le 18 juillet 2017 dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), sur le site Internet de la Ville ainsi que dans le journal Le Devoir. La durée initiale prévue pour la réception des offres était de vingt et une (21) semaines. Quatre reports de dates ont été demandés de la part des soumissionnaires, compte tenu de la complexité de l'appel d'offres et de la nature contractuelle du contrat en mode conception, construction, exploitation et entretien. La durée totale de la période de soumission s'est prolongée à quarante-trois (43) semaines. Pour une ouverture des soumissions le 15 mai 2018.

Neuf addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres, tel qu'énuméré ci-dessous :

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	2017-08-31	Clarification aux documents administratifs et techniques, réponses aux questions des soumissionnaires.
2	2017-10-27	Clarification au formulaire de soumission et aux instructions aux soumissionnaires.
3	2017-11-17	Report de date d'ouverture, clarifications aux documents administratifs et techniques, réponses aux questions des soumissionnaires.
4	2017-12-01	Clarification aux documents administratifs et techniques.
5	2018-01-19	Report de date d'ouverture et clarifications aux documents administratifs.
6	2018-02-23	Report de date d'ouverture, clarifications aux documents administratifs et techniques, réponses aux questions des soumissionnaires.
7	2018-03-19	Clarification aux documents administratifs et techniques.
8	2018-03-27	Clarification aux instructions aux soumissionnaires.
9	2018-05-15	Report de date d'ouverture.

Des visites ont été organisées en respectant la politique de gestion contractuelle de la Ville.

La durée de validité des soumissions est de 270 jours, jusqu'au 9 février 2019.

Une demande de prorogation a été demandée à SUEZ Canada Waste Services inc. jusqu'au 9 juillet 2019. SUEZ Canada Waste Services inc a accepté de proroger leur soumission aux mêmes termes et aux mêmes conditions que leur soumission soumise le 15 mai dernier.

Suite à l'ouverture des soumissions, le 15 mai 2018 dernier, le dossier a été présenté au courant des huit (8) derniers mois à différents comités ou instances, dans l'objectif d'obtenir l'approbation d'un mandat d'exécution :

- 6 septembre 2018 : Comité corporatif de gestion des projets / programmes d'envergure (CCGPE) ;
- 2 octobre 2018 : Comité de coordination des projets d'envergure (CCPE) ;
- 17 octobre 2018 : Comité exécutif ;
- 23 janvier 2019 : Comité exécutif - obtention du mandat d'exécution.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0094 - 14 février 2018 : Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (Volet agglomération).

DA185891001 - 14 mars 2018 : Approbation d'une grille de sélection spécifique pour un contrat d'exécution de travaux en mode conception-construction-exploitation-entretien concernant une infrastructure requise par le Service de l'environnement.

CG17 0395 - 24 août 2017 : Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement.

CG16 0652 - 28 novembre 2016 : Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CG15 0416 - 18 juin 2015 : Accorder un contrat de services professionnels à Réal Paul, Architecte en architecture et génie, pour le lancement des appels d'offres du projet d'infrastructures de traitement des matières organiques, pour une somme maximale de 1 543 930,30 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13679 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG13 0278-29 août 2013 : Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les parcs sur les modes de gestion et gouvernance des centres de traitement des matières organiques

CG13 0325 - 29 août 2013 : Décréter l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation du lot 1 163 631 du cadastre du Québec avec toutes constructions qui y sont érigées dont celle portant le numéro 9091-9191, boulevard Henri-Bourassa Ouest dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour y construire un centre de traitement des matières organiques selon le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2010-2014.

CG13 0476 - 19 décembre 2013 : Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert une lisière de terrain vacant au montant de 370 000 \$, plus taxes applicables, pour les fins de chemin d'accès au terrain principal voué à l'implantation d'un nouveau centre de traitement des matières organiques.

CG13 0059 - 28 février 2013 : Adopter, avec changement, le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation à des fins de centre de traitement de matières organiques par compostage en bâtiment fermé sur un emplacement situé du côté nord du boulevard Henri-Bourassa, entre la rue Valiquette et le boulevard Thimens, sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent »

CG09 0346 - 27 août 2009 : Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

## **DESCRIPTION**

Étant donné l'envergure de l'appel d'offres qui comprenait des services professionnels, des travaux de construction et des services d'exploitation et d'entretien, le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes a été utilisé.

En collaboration avec le Service de l'approvisionnement, un comité d'admissibilité et un comité de sélection ont été constitués suivant le document « *Guide de référence des*



*systèmes de pondération et d'évaluation, des comités de sélection et des comités techniques »; dernière mise à jour : 12 mai 2017.*

Dans un premier temps, l'aspect de la conformité administrative et d'admissibilité des deux (2) soumissions a été analysé par le comité d'admissibilité. Les deux (2) soumissions reçues sont conformes. Veuillez vous référer aux formulaires d'analyse de conformité du comité d'admissibilité (voir la pièce jointe n° 3).

Dans un deuxième temps, le comité de sélection a procédé à l'évaluation des deux (2) soumissions en utilisant la grille d'évaluation spécifique et approuvée par le Service de l'approvisionnement pour un contrat d'exécution de travaux en mode conception-construction-exploitation-entretien concernant une infrastructure requise par le Service environnement conformément aux documents d'appel d'offres et à l'encadrement administratif C-RM-APP-D-16-001 : « *Lancement des appels d'offres. Approbation des grilles de sélection et formation des comités de sélection (DIRECTIVE)* ».

La conformité et les qualifications techniques des deux (2) soumissions de l'enveloppe n° 1 ont été évaluées par le comité de sélection (offre de services de conception, construction, exploitation et entretien sans le prix) et les deux (2) soumissions ont obtenu le pointage minimal requis pour la deuxième étape du processus.

À l'ouverture de l'enveloppe n° 2, les deux (2) soumissions ont été jugées conformes (voir la pièce jointe n° 4), par le comité de sélection, suivant l'évaluation de la soumission avec le prix (enveloppe n° 2), les honoraires pour les services professionnels, le coût des travaux de construction et le coût des services d'exploitation et d'entretien.

Dans ce contexte, ce présent contrat de services et de travaux consiste principalement à réaliser la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'un centre devant servir aux activités de traitement des matières organiques. Le mandat inclut notamment et sans s'y limiter :

- la prestation de services professionnels en architecture, architecture de paysage et ingénierie (dont structure, civil, mécanique, électricité, télécommunication, plomberie, procédé et protection incendie), d'accompagnement LEED NC et d'aménagement intérieur pour les études préparatoires, les relevés, la réalisation de plans et devis, la coordination et la surveillance de construction;
- la prestation d'un entrepreneur général pour la construction et la mise en service des ouvrages;
- la prestation du service d'exploitation et d'entretien des installations pour le traitement des matières organiques, pour une durée de soixante (60) mois;
- la prestation d'exploitation et d'entretien du bâtiment.

La responsabilité de la gestion du contrat pour la période du service de conception-construction est assurée par le Service de la gestion et de la planification immobilière.

La responsabilité de la gestion du contrat pour la période de services d'exploitation-entretien est assurée par le Service de l'environnement à partir de la réception provisoire des travaux jusqu'au terme du contrat.

La durée initiale du service d'exploitation-entretien est de soixante (60) mois, laquelle pourra être prolongée pour une (1) période de vingt-quatre (24) mois, à la discrétion de la Ville.

Des contingences de 10 % sont prévues au contrat du plus bas soumissionnaire conforme

pour faire face aux imprévus de chantier et un montant incident est prévu pour couvrir les frais d'expertises particulières : de laboratoire, d'oeuvre d'art et tous travaux spécialisés exécutés par des tiers durant la phase de chantier.

## JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu quarante et un (41) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et deux (2) regroupements de preneurs du cahier ont déposé une soumission. Parmi les preneurs du cahier de charges figurent trois (3) organisations du gouvernement, quatre (4) municipalités, quatre (4) entreprises fournisseurs d'équipements, huit (8) entrepreneurs généraux, sept (7) firmes de professionnels, onze (11) fournisseurs de services reliés à l'environnement dont sept (7) opérateurs de centre et quatre (4) preneurs non-identifiés.

Les résultats de l'appel d'offres sont résumés dans le tableau suivant :

Soumissions conformes	Note	Prix (taxes incluses)	Contingences (1) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
<b>SUEZ Canada Waste Service Inc</b>	<b>77,5</b>	<b>160 589 476,62</b>	<b>13 180 768,30</b>	<b>173 772 729,67</b>
La compagnie de recyclage de papiers MD inc	72,2	205 508 566,11	14 538 136,20	220 046 702,31
Dernière estimation réalisée SGPI (2)		107 167 280,54	7 786 755,46	114 954 036,00
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) ( <i>l'adjudicataire - estimation</i> )				58 818 693,67
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) ( <i>(l'adjudicataire - estimation) / estimation</i> ) x 100				51 %
Écart entre la 2 <sup>e</sup> meilleure note et l'adjudicataire (\$) ( <i>2<sup>e</sup> meilleure note - adjudicataire</i> )				46 273 972,64
Écart entre la 2 <sup>e</sup> meilleure note et l'adjudicataire (%) ( <i>(2<sup>e</sup> meilleure note - adjudicataire) / adjudicataire</i> ) x 100				26 %

(1) Contingences calculées sur le montant de la conception-construction

(2) Estimation SGPI de classe D (+/- 30 %)

Ce contrat de service est basé sur un montage financier et une gestion de risque associé à la nature du contrat.

Le prix de la soumission déposée par SUEZ Canada Waste Service Inc. est supérieur à la dernière estimation du SGPI. L'écart est de 51 %, soit une différence correspondant à 58 818 693,67 \$ taxes incluses.

La raison principale de cet écart de prix s'explique par le dimensionnement du procédé et le type d'équipements. Les choix du soumissionnaire pour satisfaire toutes les exigences du contrat engendrent donc une usine d'une superficie plus grande de 56 % à la superficie de référence utilisée par le SGPI pour établir l'estimation des coûts. La proposition retenue est de grande qualité et respecte les exigences sévères de performance, dont celles sur les nuisances potentielles, la qualité du compost et la capacité de traitement.

De ce fait, afin d'établir une comparaison plus juste des coûts associés à ce type de contrat de services, le SGPI a appliqué la valeur au mètre carré (\$/m<sup>2</sup>) de l'usine de la dernière

estimation de la Ville (6 694 \$/m<sup>2</sup>), multipliée sur la superficie de l'usine de la proposition de SUEZ Canada Waste Service Inc. (18 925 m<sup>2</sup>), ce qui permet d'établir un écart de 14 %, entre l'estimation comparative de la Ville et la proposition de SUEZ Canada Waste Service Inc.

	Coût \$/m <sup>2</sup>	Superficie usine
Estimation Ville - Usine + infrastructure	<b>6 694</b>	12 158
SUEZ Canada Waste Service Inc - Usine + infrastructure	7 384	<b>18 925</b>
<b>Coût estimé infrastructure - coût invariable</b>		
Estimation Ville - total comparatif incluant infrastructure sur site	126 687 883 \$	<b>Écart entre l'estimation Ville et SUEZ Canada Waste Service Inc.</b>
SUEZ Canada Waste Service Inc. - total comparatif incluant infrastructure sur site	144 988 451 \$	<b>14 %</b>

L'analyse des soumissions faite par le comité d'admissibilité et le comité de sélection démontre que l'entreprise SUEZ Canada Waste Service Inc est le plus bas soumissionnaire conforme. Il est donc recommandé l'octroi du contrat à cette firme (voir les formulaires d'analyse de conformité du comité d'admissibilité et du comité de sélection avec les pièces jointes n° 1 et n° 2, ainsi que le tableau ci-dessus présenté).

Dans les documents d'appel d'offres du présent contrat, l'adjudicataire est soumis pour chaque jour de retard à terminer les travaux de conception-construction, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité monétaire établie selon les modalités suivantes :

- Jour un (1) à trente (30) : 3 500 \$ par jour de retard;
- Jour trente et un (31) à cent (100) : 5 000 \$ par jour de retard;
- Jour suivant : 10 000 \$ par jour de retard.

Tous les montants décrits à cet article excluent la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) et le montant des travaux contingents.

L'entreprise SUEZ Canada Waste Service Inc, adjudicataire du présent contrat, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor.

De plus, l'entreprise détient une autorisation de l'AMF (voir la pièce jointe n° 3).

En vertu du Règlement sur de la commission sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M\$.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant à autoriser totalise 175 445 919,26 \$, incluant la conception, construction, l'exploitation, l'entretien, les contingences, les incidences et les taxes (voir la pièce jointe n° 4).

Le montant total du contrat à accorder à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. est de 173 772 729,67 \$, incluant les contingences, les taxes et sans le montant incident.

Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

### Volet conception-construction

Le montant du contrat à accorder pour la période de conception-construction est de 144 988 451,31 \$ taxes incluses incluant un montant de 10 % (13 180 768,30 incluant les taxes) au contrat pour les contingences.

#### Volet exploitation-entretien

La somme requise pour la période du service d'exploitation et d'entretien est de 29 281 779,95 \$, incluant les taxes, soit de 28 413 415,59 \$ pour le traitement et le transbordement et le paiement des rejets ainsi de 868 364,59\$ incluant les taxes pour les incidences. La période initiale du contrat est d'une durée de 60 mois qui s'étendra sur 6 années financières. La répartition du coût annuel se présente comme suit :

Période	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Coût du contrat	880 667,80 \$	5 152 359,64 \$	5 418 849,19 \$	5 679 805,19 \$	6 029 246,28 \$	5 272 487,46 \$	28 413 415,36 \$
Incidences	220 752,00 \$	137 510,10 \$	138 328,72 \$	139 163,72 \$	140 015,41 \$	92 594,64 \$	868 364,59 \$
Total (taxes incluses)	1 081 419,80 \$	5 289 869,74 \$	5 557 177,91 \$	5 818 968,91 \$	6 169 261,69 \$	5 365 082,10 \$	29 281 779,95 \$

Une partie du coût de ce volet sera financé par de l'économie provenant du contrat de traitement des résidus mélangés et du coût de l'enfouissement de déchets qui sont évalués à 18 012 714,74 \$ incluant les taxes.

Le détail du calcul est dans la pièce jointe n° 5.

Un ajustement récurrent à la base budgétaire au Service de l'environnement sera requis pour assurer le reste du coût de ce volet. Le budget additionnel par année est présenté ci-dessous :

Période	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Impact au budget (taxes au Net)	488 173,33 \$	1 859 671,86 \$	1 952 912,75 \$	2 054 232,88 \$	2 164 222,66 \$	1 770 945,10 \$	10 290 158,59 \$

La dépense de la période du service d'exploitation et d'entretien sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire de services techniques – Gestion des matières résiduelles.

#### Volet remplacements d'actifs

Un montant de 370 863,00 \$, taxes incluses, est prévu pour le remplacement d'actifs lors de la période d'exploitation-entretien.

#### Volet incidence

Un montant de 804 825,00 \$, taxes incluses, est prévu pour les incidences du volet conception-construction.

L'ensemble de ces dépenses sera entièrement assumé par l'agglomération.

Le projet est admissible à une subvention d'un montant de 28 746 000\$ dans le cadre 2 du Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changes climatiques à condition que l'ensemble du projet CTMO demeure conforme à la description déposée à l'autorité compétente en 2017. L'aide financière sera accordée conformément aux dispositions transitoires spécifiées à la section 16 du cadre 2 de la subvention.

Le coût des travaux pour la période de service de construction-conception est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de l'environnement. Ces coûts seront entièrement financés par emprunt.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le CTMO visera une certification LEED -NC or en respect de la Politique Montréal Durable 2016-2020.

La gestion des sols d'excavation sera réalisée conformément aux règlements du ministère du Développement durable, de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout retard dans ce dossier pourrait mettre en péril l'atteinte de ces objectifs sur la mise en place du déploiement de la collecte des matières organiques et les investissements associés.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications.

Une affiche sera installée au chantier pour informer les citoyens et les usagers de la portée des travaux et des coûts qui y sont reliés.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Contrat : 5913

Présentation du dossier à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC)	13 février 2019
Octroi du contrat au CE	20 février 2019
Octroi du contrat au CM	25 février 2019
Octroi du contrat au CG	28 février 2019
Réalisation des travaux	avril 2019 à septembre 2021
Période d'exploitation (durée 5 ans) :	septembre 2021 à septembre 2026

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Selon l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération.

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

## Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Éric BLAIN, Service de l'environnement  
Alexis CARON-DIONNE, Service de l'environnement  
Matthieu CROTEAU, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Éric BLAIN, 12 novembre 2018  
Matthieu CROTEAU, 9 octobre 2018  
Alexis CARON-DIONNE, 5 octobre 2018

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan BEZEAU  
Gestionnaire immobilier

**Tél :** 514-872-7249  
**Télécop. :** 514-872-2222

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-10-04

Marie-Hélène LESSARD  
Chef de division

**Tél :** 514-872-7826  
**Télécop. :**

---

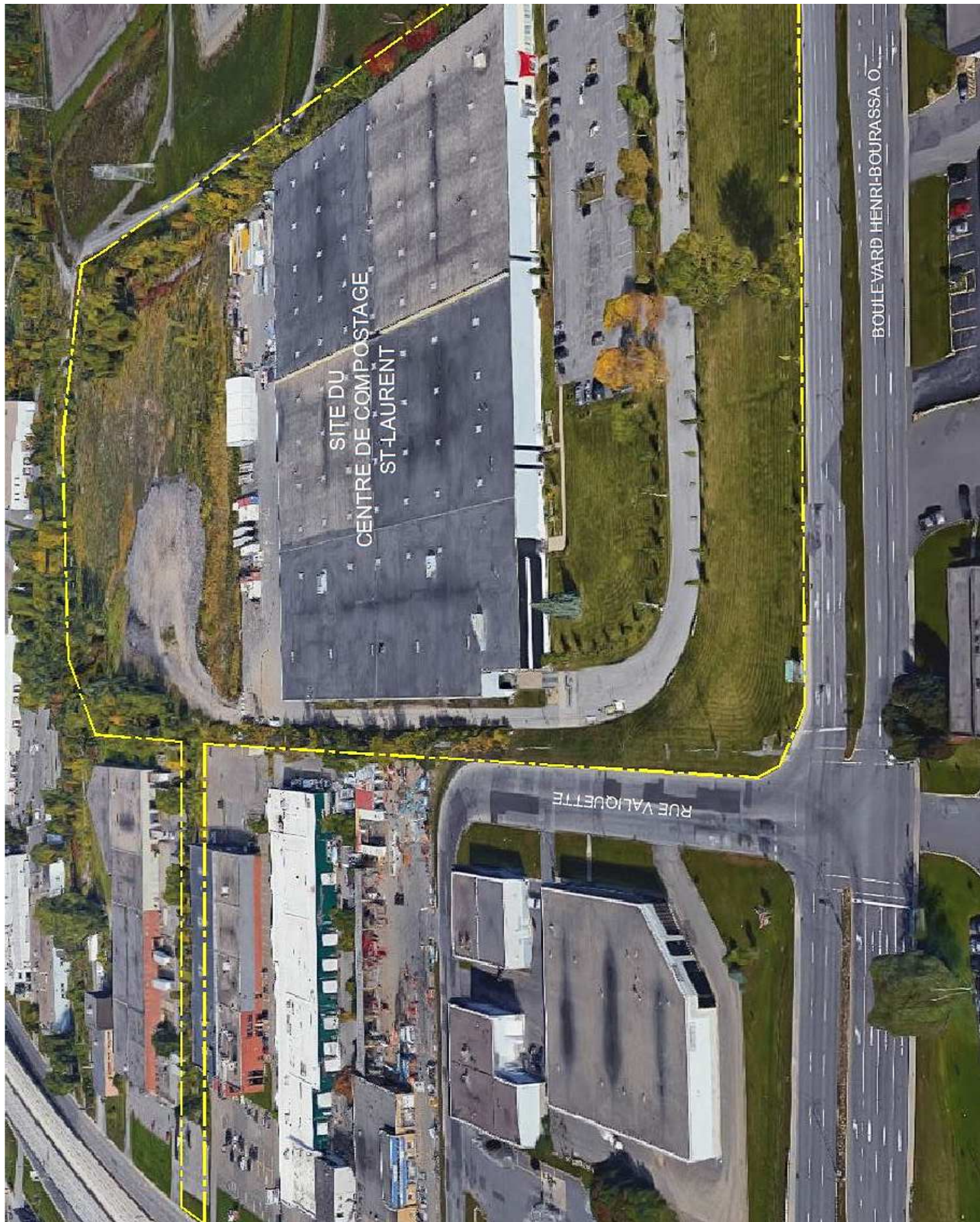
#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES  
directeur - gestion de projets immobiliers  
**Tél :** 514-872-2619  
**Approuvé le :** 2018-11-13

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE  
Directrice  
**Tél :** 514-872-1049  
**Approuvé le :** 2019-01-25











# » Conception-construction- exploitation-entretien

## Appel d'offres

### Analyse de la conformité – enveloppe #1

Le présent document se base sur la procédure d'analyse de la conformité des soumissions révisée (SPO – août 2016).

- Ce formulaire de vérification de la conformité administrative est adapté en fonction des exigences particulières associées à un projet réalisé en mode conception-construction-exploitation-entretien;
- Le formulaire s'applique lorsque le système à deux (2) enveloppes est utilisé;
- Il est utilisé pour la première étape de l'analyse de la conformité des soumissions soit la vérification des documents qui se retrouvent dans la 1<sup>ère</sup> enveloppe uniquement;

Titre du projet : Conception-construction-exploitation-entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), arr. St-Laurent

Numéro de l'ouvrage : #

Numéro d'appel d'offres : # 5913

#	Soumissionnaire	Statut		
1	MD – Groupe TIRU	<input checked="" type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non-conforme		
Aspects administratifs		conformité		Notes
		oui	non	
Attestation fiscale (Revenu Québec ou formulaire 13, si applicable)		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Formulaire 13 – Absence d'établissement au Québec
Statut du soumissionnaire (Loi sur la publicité légale des entreprises) (NEQ)		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Actif
Licence RBQ (soumissionnaire ou entrepreneur général en sous-traitance)		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pomerleau # 1142005934
Déclaration d'expérience préalable (formulaire 12 parties a, b, c et d) (Détails aux pages jointes – extrait IAS, article 21.8)		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Présence - Fiche d'information sur l'équipement (formulaire 14)		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déclaration d'engagement du soumissionnaire (formulaire 17)		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Inscription au Registre des entreprises non admissible contrats publics (RENA)		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non inscrit
Inscription au Registre des entreprises à licence restreinte RBQ		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non inscrit
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de PGC		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sont dans la liste :
- entrepreneur				»
- architecte				»
- ingénieurs				»
- autre : architecture de paysage, contrôle qualité, certification LEED, etc.				»
Conformité en lien avec la présentation de l'enveloppe #1		Notes		
Nombre de pages		-		
Indice de prix (comité de sélection)		Non		
Original signé et nombre d'exemplaires		Oui – 1 copie		
Numéro entreprise du Québec (NEQ)		Voir pièce jointe Voir		
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ		Pomerleau # 1142005934   Voir pièce jointe		
Adresse de l'entreprise indiquée		1635, rue Sherbrooke O, Montréal (Qc) H3H 1E2 (local :300)		
CV des membres de l'équipe		Oui		
Visite sur site effectuée		Oui		
Même preneur du cahier des charges sur SÉAO et dépositaire de la soumission		Oui		



18-99002 - Conception, Construction , Exploitation et Entretien d'un centre de compostage à St-Laurent (5913)														Comité	
	Compréhension générale du mandat et de la problématique	Compréhension des programmes fonctionnels	Qualité de l'ouvrage proposé	Qualité du plan d'exploitation, maintenance et entretien	Capacité de production et méthodologie du soumissionnaire	Expérience et expertise de l'équipe de conception	Expérience et expertise en construction	Expérience et expertise en exploitation	Personne clé	Pointage intermédiaire total	Prix	Pointage final			
FIRME	10%	30%	10%	15%	10%	10%	5%	5%	5%	100%	\$		Rang	Date	lundi 11-06-2018
La Compagnie de recyclage de papiers MD inc.	7,20	21,80	6,80	10,50	6,80	7,40	4,40	3,60	3,70	72,2	220 046 702,31 \$	0,006	2	Heure	13 h 30
SUEZ Canada Waste Services inc.	8,20	23,40	7,20	12,60	7,80	7,00	3,50	3,90	3,90	77,5	173 383 042,00 \$	0,007	1	Lieu	255 Crémazie Est, salle 446
0										-		-		Multiplicateur d'ajustement	
0										-		-			
0										-		-			
Agent d'approvisionnement	Matthieu Crêteau													10000	

Service de la gestion et de la planification immobilière  
Ville de Montréal  
303, rue Notre-Dame est, 3e étage  
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

## PAR COURRIEL

Le 21 décembre 2018

Monsieur Thierry Bosom  
SUEZ CANADA WASTER SERVICES INC.  
1290, Avenue Van Horne, Montréal,  
Québec, H2V 4S2  
Courriel : thierry.bosom@suez.com

<b>Objet :</b>	<b>Prorogation de la durée de validité de soumission</b>
<b>Appel d'offres n°</b>	<b>5913</b>
<b>Titre de l'appel d'offres</b>	Conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques par compostage en bâtiment fermé – arr.St-Laurent.

---

Monsieur,

En lien avec l'appel d'offre ci-haut mentionné et conformément aux :

- Instructions aux soumissionnaires (IAS), notamment l'article 27.2;

La Ville vous demande de bien vouloir confirmer par écrit que vous acceptez de proroger de 150 jours ouvrables additionnels, le délai mentionné à l'article 27.1 du Cahier des instructions aux soumissionnaires, et ce, aux mêmes conditions que votre soumission déposée et concernant le projet cité en rubrique. La période de prorogation sera du 9 février 2019 au 9 juillet 2019. Dans ce contexte, vous devez obtenir de votre compagnie d'assurance la révision du formulaire 1 – Cautionnement de soumission, et ce, sans frais additionnels pour la Ville et nous la transmettre.

Vous remerciant de l'intérêt que vous témoignez, veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.



Marie-Hélène Lessard  
Chef de division – projets industriels

c.c.: M.Michel Soulières  
M.Jonathan Bezeau



**AVENANT DE MODIFICATION NO. 1**

FAISANT PARTIE INTÉGRANTE DU CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT NO.: 6330897-18-02

**NOM DU DÉBITEUR PRINCIPAL: SUEZ CANADA WASTE SERVICES INC.**

**NOM DU BÉNÉFICIAIRE: VILLE DE MONTRÉAL**

**DESCRIPTION: Appel d'offres 5913 Contrat de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques par compostage en bâtiment fermé – arr. St-Laurent**

**DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE CET AVENANT: 8 JANVIER 2019**

---

Il est entendu et convenu que ce cautionnement est amendé comme suit:

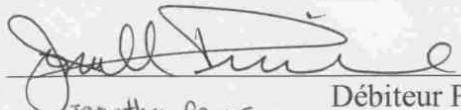
**La période de validité du cautionnement ci-haut mentionné est prolongée jusqu'au 9 juillet 2019.**

Le Débiteur Principal et la Caution consentent à cette modification.

Toutes autres dispositions et conditions de ce cautionnement demeurent inchangées.

En foi de quoi, le Débiteur Principal et la Caution ont signé les présentes et y ont fait apposer leur sceau corporatif, **ce 8e jour de janvier 2019.**

**SUEZ CANADA WASTE SERVICES INC.**

  
Jonathan PRINCE, SECRETARY      Débiteur Principal

**ZURICH COMPAGNIE D'ASSURANCES SA**

PAR:   
Giuseppina Sauro, Mandataire

Aux fins de la Loi sur les sociétés d'assurances (Canada), ce document a été établi dans le cadre des opérations d'assurance au Canada de la Zurich Compagnie d'Assurance SA



## Tableau des coûts du projet

<b>Projet :</b>	Conception-construction-exploitation-entretien d'un CTMO_St-Laurent			
	9091, Blv Henri-Bourrassa			
<b>Date :</b>	07-sept-17			
<b>Étape :</b>	Octroi de contrat			
	<b>Budget</b>	<b>Tps</b>	<b>Tvq</b>	<b>Total</b>
		<b>5,0%</b>	<b>9,975%</b>	
<b>Travaux :</b>	<b>Conception-construction*</b>			
	%	\$		
	<b>Sous-total :</b>	<b>100,0%</b>	114 640 298,33	5 732 014,92
	Contingence de construction	10,0%	11 464 029,83	573 201,49
	<b>Total - Travaux :</b>		126 104 328,16	6 305 216,41
				12 578 906,73
				<b>131 807 683,01</b>
				<b>13 180 768,30</b>
				<b>144 988 451,31</b>
<b>Services :</b>	<b>Exploitation-entretien **</b>	%	\$	
	Total des Années 1 à 5 ***		24 712 690,03	
	<b>Sous-total :</b>	<b>100,0%</b>	24 712 690,03	1 235 634,50
	<b>Total - Travaux :</b>		24 712 690,03	2 465 090,83
				<b>28 413 415,36</b>
				<b>28 413 415,36</b>
<b>Travaux :</b>	<b>Remplacement des actifs</b>	%	\$	
	Total des Années 1 à 5		322 559,69	
	<b>Sous-total :</b>	<b>100,0%</b>	322 559,69	16 127,98
	<b>Total - Travaux :</b>		322 559,69	32 175,33
				<b>370 863,00</b>
				<b>370 863,00</b>
<b>Total du contrat :</b>				<b>173 772 729,67</b>
<b>Incidences :</b>				
	Incidences conception-construction		700 000,00	35 000,00
	Incidences exploitation-entretien		755 263,83	37 763,19
	<b>Total - Incidences :</b>		1 455 263,83	72 763,19
				145 162,57
				<b>1 673 189,59</b>
	<b>Coût du projet (Montant à autoriser)</b>		<b>152 594 841,71</b>	<b>7 629 742,09</b>
				<b>15 221 335,46</b>
				<b>175 445 919,26</b>
<b>Ristournes :</b>	Tps	100,00%		7 629 742,09
	Tvq	50,0%		7 610 667,73
	<b>Coût après rist.</b>		<b>152 594 841,71</b>	<b>0,00</b>
				<b>7 610 667,73</b>
				<b>160 205 509,44</b>

\* prix déposé par le plus bas soumissionnaire conforme

0,16

\*\* L'exploitation-entretien sont au budget de fonctionnement du Service de l'environnement

\*\*\* Le total des Années 1 à 5 comprend le traitement et le transbordement des matières organiques

Méthode d'estimation des contingences : Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires.

IMPACT SUR BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2019

Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Coûts futurs du contrat CTMO Saint-Laurent							
Durée d'opération	2 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	10 mois	
Explication	Début d'opération 1er novembre 2021	Année complète	Année complète	Année complète	Année complète	Fin d'opération (5 ans) 30 octobre 2026	
Tonnes à traiter	6300	38000	40300	42400	45600	40400	213000
Coût de traitement	730 524,34 \$	4 410 531,93 \$	4 635 330,17 \$	4 855 387,13 \$	5 150 379,48 \$	4 511 705,73 \$	24 293 858,79 \$
Tonnes à transborder	4500	1500 5000	2000 5500	2500 6000	3000 6500	3500	
Coûts de transbordement	8 595,00 \$	12 615,00 \$	14 845,00 \$	17 155,00 \$	19 545,00 \$	7 155,58 \$	79 910,58 \$
Coûts pour les rejets	9 450,00 \$	58 140,00 \$	62 892,18 \$	67 492,83 \$	74 038,36 \$	66 907,30 \$	338 920,67 \$
Coût total du contrat - avant taxes	748 569,34 \$	4 481 286,93 \$	4 713 067,35 \$	4 940 034,96 \$	5 243 962,84 \$	4 585 768,61 \$	24 712 690,03 \$
Coût total du contrat - taxes incluses	860 667,60 \$	5 152 359,64 \$	5 418 849,19 \$	5 679 805,19 \$	6 029 246,28 \$	5 272 487,46 \$	28 413 415,36 \$
Incidences							
Services techniques externes	42 000,00 \$	84 000,00 \$	84 000,00 \$	84 000,00 \$	84 000,00 \$	42 000,00 \$	420 000,00 \$
Frais salle éducationnel	120 000,00 \$	5 000,00 \$	5 100,00 \$	5 202,00 \$	5 306,04 \$	5 412,16 \$	146 020,20 \$
Analyse de la qualité du compost	10 000,00 \$	10 200,00 \$	10 404,00 \$	10 612,08 \$	10 824,32 \$	11 040,81 \$	63 081,21 \$
Analyse de la performance (odeurs et autres)	20 000,00 \$	20 400,00 \$	20 808,00 \$	21 224,16 \$	21 648,64 \$	22 081,62 \$	126 162,42 \$
Total incidences	192 000,00 \$	119 600,00 \$	120 312,00 \$	121 038,24 \$	121 779,00 \$	80 534,58 \$	755 263,83 \$
Total incidences - taxes incluses	220 752,00 \$	137 510,10 \$	138 328,72 \$	139 163,72 \$	140 015,41 \$	92 594,64 \$	868 364,59 \$
Coûts futurs totaux - avant taxes	940 569,34 \$	4 600 886,93 \$	4 833 379,35 \$	5 061 073,20 \$	5 365 741,85 \$	4 666 303,20 \$	25 467 953,86 \$
Coûts futurs totaux - taxes incluses	1 081 419,60 \$	5 289 869,74 \$	5 557 177,91 \$	5 818 968,91 \$	6 169 261,69 \$	5 365 082,10 \$	29 281 779,95 \$
Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Coûts actuels au budget 2019							
Tonnes compostées / Tonnes enfouies	6300 0	35000 3000	35000 5300	35000 7400	35000 10600	35000 5400	213000
Coût unitaire de traitement (compostage / enfouissement)							
Aucune inflation n'est appliquée	75,49 62,47	75,49 62,47	75,49 62,47	75,49 62,47	75,49 62,47	75,49 62,47	
Coût de traitement total (compostage et enfouissement)	475 587,00 \$	2 829 560,00 \$	2 973 241,00 \$	3 104 428,00 \$	3 304 332,00 \$	2 979 488,00 \$	15 666 636,00 \$
Total - taxes incluses	546 806,15 \$	3 253 286,61 \$	3 418 483,84 \$	3 569 316,09 \$	3 799 155,72 \$	3 425 666,33 \$	18 012 714,74 \$
Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Écart p/r au budget 2019							
Écart (avant taxes)	464 982,34 \$	1 771 326,93 \$	1 860 138,35 \$	1 956 645,20 \$	2 061 409,85 \$	1 686 815,20 \$	9 801 317,86 \$
Écart (taxes incluses)	534 613,45 \$	2 036 583,13 \$	2 138 694,07 \$	2 249 652,82 \$	2 370 105,97 \$	1 939 415,77 \$	11 269 065,21 \$
Écart (taxes au Net)	488 173,33 \$	1 859 671,86 \$	1 952 912,75 \$	2 054 232,88 \$	2 164 222,66 \$	1 770 945,10 \$	10 290 158,59 \$

## Tableau des coûts du projet

<b>Projet :</b>	Conception-construction-exploitation-entretien d'un CTMO_St-Laurent			
	9091, Blv Henri-Bourrassa			
<b>Date :</b>	07-sept-17			
<b>Étape :</b>	Octroi de contrat			
	<b>Budget</b>	<b>Tps 5,0%</b>	<b>Tvq 9,975%</b>	<b>Total</b>
<b>Travaux :</b>	<b>Conception-construction*</b>	%	\$	
	<b>Sous-total :</b>	<b>100,0%</b>	<b>114 640 298,33</b>	
	Contingence de construction	10,0%	11 464 029,83	
	<b>Total - Travaux :</b>		<b>126 104 328,16</b>	
			<b>5 732 014,92</b>	<b>11 435 369,76</b>
				<b>131 807 683,01</b>
<b>Services :</b>	<b>Exploitation-entretien **</b>	%	\$	
	Total des Années 1 à 5		24 710 528,91	
	<b>Sous-total :</b>	<b>100,0%</b>	<b>24 710 528,91</b>	
	<b>Total - Travaux :</b>		<b>1 235 526,45</b>	<b>2 464 875,26</b>
			<b>1 235 526,45</b>	<b>2 464 875,26</b>
				<b>28 410 930,61</b>
<b>Travaux :</b>	<b>Remplacement des actifs</b>	%	\$	
	Total des Années 1 à 5		322 559,69	
	<b>Sous-total :</b>	<b>100,0%</b>	<b>322 559,69</b>	
	<b>Total - Travaux :</b>		<b>16 127,98</b>	<b>32 175,33</b>
			<b>16 127,98</b>	<b>32 175,33</b>
				<b>370 863,00</b>
				<b>370 863,00</b>
<b>Total du contrat :</b>				<b>173 770 244,92</b>
<b>Incidences :</b>				
	Incidences conception-construction		700 000,00	
	Incidences exploitation-entretien		755 263,83	
	<b>Total - Incidences :</b>		<b>1 455 263,83</b>	
			<b>72 763,19</b>	<b>145 162,57</b>
				<b>1 673 189,59</b>
	<b>Coût du projet (Montant à autoriser)</b>		<b>152 592 680,59</b>	
			<b>7 629 634,03</b>	<b>15 221 119,89</b>
				<b>175 443 434,51</b>
<b>Ristournes :</b>	Tps	100,00%	7 629 634,03	7 629 634,03
	Tvq	50,0%		7 610 559,94
	<b>Coût après rist.</b>		<b>152 592 680,59</b>	<b>0,00</b>
				<b>7 610 559,94</b>
	<b>Montant à emprunter***</b>		<b>127 126 887,85</b>	<b>1 975 789,52</b>
				<b>129 102 677,37</b>

\* prix déposé par le plus bas soumissionnaire conforme

\*\* L'exploitation-entretien sont au budget de fonctionnement du Service de l'environnement

Méthode d'estimation des contingences : Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires.

March 13, 2017

SUEZ CANADA WASTE SERVICES INC.  
A/S M. GARY C. ALBERTSON  
200, OLD HOOK ROAD  
HARRINGTON PARK (NJ) 07640  
USA

Client No.: 3000651125  
Reference No.: 1731378915

**Objet : Changement de nom de SENA WASTE SERVICES INC.  
à SUEZ CANADA WASTE SERVICES INC.**

---

Monsieur,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise **SENA WASTE SERVICES INC.**, autorisée le 9 mars 2016.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant **SUEZ CANADA WASTE SERVICES INC.** Ce faisant, nous confirmons que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Nous confirmons également que les changements ont été effectués à votre dossier.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Hélène Roy au 1 877 525-0337, 4843.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics  
et des entreprises de services monétaires

**Québec**

Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

**Montréal**

800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090



Des services à valeur ajoutée au

## Liste des commandes

**Numéro** : 5913

**Numéro de référence** : 1090235

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Contrat de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre traitement des matières organiques par compostage – Arr. St-Laurent

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	<a href="#">Madame Karima Aïnenas</a> Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	<b>Commande : (1318740)</b> 2017-07-18 15 h 36 <b>Transmission :</b> 2017-07-18 15 h 36	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 19 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 17 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 55 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 <a href="http://www.allen-entrepreneurgeneral.com">http://www.allen-entrepreneurgeneral.com</a>	<a href="#">Madame Sara Tremblay</a> Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	<b>Commande : (1318600)</b> 2017-07-18 13 h 10 <b>Transmission :</b> 2017-07-18 13 h 10	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 16 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 54 - Messagerie 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date

			2017-11-15 10 h 17 - Télécopie
			2852213 - Addenda 4 + annexes
			2017-12-01 13 h 13 - Messagerie
			2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite
			2018-01-19 9 h 56 - Télécopie
			2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date
			2018-02-23 9 h 10 - Télécopie
			2903879 - Addenda 7 (devis)
			2018-03-19 15 h 59 - Télécopie
			2903880 - Addenda 7 (plan)
			2018-03-19 15 h 58 - Courriel
			2909615 - Addenda 8
			2018-03-27 10 h 41 - Télécopie
			2924792 - Addenda 9
			2018-04-19 15 h 13 - Télécopie
			Mode privilégié (devis) : Télécopieur
			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<hr/>			
Avocats Jolicoeur Lacasse 1134 Grande-Allée Ouest, Bureau 600 Québec, QC, G1S 1E5	<a href="#">Madame Tara-Maria Massaad</a> Téléphone : 514 871- 2800 Télécopieur :	<b>Commande : (1328722)</b> 2017-08-15 18 h 06 <b>Transmission :</b> 2017-08-15 18 h 06	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 18 - Messagerie
			2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel
			2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date
			2017-11-15 10 h 16 - Courriel
			2852213 - Addenda 4 + annexes
			2017-12-01 13 h 15 - Messagerie
			2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite
			2018-01-19 9 h 55 - Courriel
			2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date
			2018-02-23 9 h 10 - Courriel
			2903879 - Addenda 7 (devis)
			2018-03-19 15 h 58 - Courriel
			2903880 - Addenda 7 (plan)
			2018-03-19 15 h 58 - Courriel
			2909615 - Addenda 8
			2018-03-27 10 h 40 - Courriel
			2924792 - Addenda 9
			2018-04-19 15 h 13 - Courriel
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 <a href="http://axorexperts.com">http://axorexperts.com</a>	<a href="#">Madame Linda Ménard</a> Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	<b>Commande : (1318371)</b> 2017-07-18 9 h 17 <b>Transmission :</b> 2017-07-18 9 h 17	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 39 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 38 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
BEKON Energy Technology 4130 Av. Girouard Montréal, QC, H4A3C9	<a href="#">Monsieur Philippe Laurencelle</a> Téléphone : 514 688-3194 Télécopieur :	<b>Commande : (1318994)</b> 2017-07-19 9 h 20 <b>Transmission :</b> 2017-07-19 9 h 20	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 29 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 26 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel



			2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Biorem Technologies Inc c/o Vision 7496 Wellington Rd 34 RR#3 Puslinch, ON, N0B2J0	<a href="#">Monsieur Richard Rousseau</a> Téléphone : 514 733- 1800 Télécopieur : 514 733- 3830	<b>Commande : (1321044)</b> 2017-07-25 10 h 35 <b>Transmission :</b> 2017-07-25 10 h 35	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 31 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 28 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 <a href="http://www.cima.ca">http://www.cima.ca</a>	<a href="#">Madame Annie Boivin</a> Téléphone : 514 337- 2462 Télécopieur : 514 281- 1632	<b>Commande : (1318962)</b> 2017-07-19 8 h 57 <b>Transmission :</b> 2017-07-19 8 h 57	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 15 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 11 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 55 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel

			2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Demathieu & Bard (CDB) Inc. 170 boul Roland-Godard Saint-Jérôme, QC, J7Y 4P7	<a href="#">Monsieur Stéphane Sarazin</a> Téléphone : 514 508-9513 Télécopieur : 450 431-4235	<b>Commande : (1382202)</b> 2018-01-24 10 h 56 <b>Transmission :</b> 2018-01-24 11 h 44	2814740 - Addenda 1 2018-01-24 10 h 56 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2018-01-24 10 h 56 - Messagerie 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2018-01-24 10 h 56 - Messagerie 2852213 - Addenda 4 + annexes 2018-01-24 10 h 56 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-24 10 h 56 - Messagerie 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 17 h 53 - Messagerie 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Derichebourg Canada Environnement 9000 boulevard ray lawson Montréal, QC, H1J1K8	<a href="#">Monsieur Stanislas Le Moine</a> Téléphone : 514 824-4715 Télécopieur :	<b>Commande : (1318362)</b> 2017-07-18 9 h 11 <b>Transmission :</b> 2017-07-18 9 h 11	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 30 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes

			2017-12-01 13 h 28 - Messagerie
			2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite
			2018-01-19 9 h 56 - Courriel
			2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date
			2018-02-23 9 h 10 - Courriel
			2903879 - Addenda 7 (devis)
			2018-03-19 15 h 58 - Courriel
			2903880 - Addenda 7 (plan)
			2018-03-19 15 h 58 - Courriel
			2909615 - Addenda 8
			2018-03-27 10 h 40 - Courriel
			2924792 - Addenda 9
			2018-04-19 15 h 13 - Courriel
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<hr/>			
EBC Inc 750-740, Notre-Dame ouest Montréal, QC, H3C 3X6 <a href="http://www.ebcinc.qc.ca">http://www.ebcinc.qc.ca</a>	<a href="#">Monsieur Jean-Serge D'Aoust</a> Téléphone : 514 844- 0660 Télécopieur : 514 844- 9249	<b>Commande : (1318609)</b> 2017-07-18 13 h 20 <b>Transmission :</b> 2017-07-18 13 h 20	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 41 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 59 - Messagerie 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 17 - Télécopie 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 40 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Télécopie 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Télécopie 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 59 - Télécopie 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 17 h 54 - Messagerie 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 41 - Télécopie 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 14 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<hr/>			

Englobe 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval, QC, H7S2E4 <a href="http://www.englobecorp.com">http://www.englobecorp.com</a>	<a href="#">Madame Isabelle Langlois</a> Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	<b>Commande : (1321062)</b> 2017-07-25 11 h 17 <b>Transmission :</b> 2017-07-25 11 h 17	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 37 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 35 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<hr/> Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 <a href="http://www.nrj.ca">http://www.nrj.ca</a>	<a href="#">Madame Mélanie Lapierre</a> Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	<b>Commande : (1320115)</b> 2017-07-21 9 h 22 <b>Transmission :</b> 2017-07-21 9 h 22	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 33 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 31 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 <a href="http://www.filtrum.qc.ca">http://www.filtrum.qc.ca</a>	<a href="#">Madame Christine Gauthier</a> Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	<b>Commande : (1319348)</b> 2017-07-19 15 h 32 <b>Transmission :</b> 2017-07-19 16 h 23	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 22 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 18 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 55 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 17 h 49 - Messagerie 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 <a href="http://www.gastier.com">http://www.gastier.com</a>	<a href="#">Madame Mia Sow</a> Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	<b>Commande : (1319843)</b> 2017-07-20 14 h 24 <b>Transmission :</b> 2017-07-20 14 h 24	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 20 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 18 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 55 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel

			2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 <a href="http://www.ghd.com">http://www.ghd.com</a>	<a href="#">Monsieur Philippe Savoie</a> Téléphone : 514 339-0602 Télécopieur : 514 333-4674	<b>Commande : (1319058)</b> 2017-07-19 10 h 06 <b>Transmission :</b> 2017-07-19 10 h 06	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 45 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 43 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Katy Bouchard 2828, boulevard Laurier, bureau 1500 Québec, QC, G1V0B9	<a href="#">Madame Katy Bouchard</a> Téléphone : 418 953-3671 Télécopieur :	<b>Commande : (1353373)</b> 2017-10-23 10 h 59 <b>Transmission :</b> 2017-10-23 10 h 59	2814740 - Addenda 1 2017-10-23 10 h 59 - Téléchargement 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 39 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel

			2888289 - Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
La compagnie de recyclage de papiers MD Inc. 1635 rue Sherbrooke Ouest bureau 300 Montréal, QC, H3H1E2	<a href="#">Madame Christine Côté</a> Téléphone : 514 987-5151 Télécopieur : 514 987-9642	<b>Commande : (1413113)</b> 2018-03-19 16 h 21 <b>Transmission :</b> 2018-03-19 16 h 21	2814740 - Addenda 1 2018-03-19 16 h 21 - Aucun 2838213 - Addenda 2 2018-03-19 16 h 21 - Aucun 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2018-03-19 16 h 21 - Aucun 2852213 - Addenda 4 + annexes 2018-03-19 16 h 21 - Aucun 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-03-19 16 h 21 - Aucun 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-03-19 16 h 21 - Aucun 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 16 h 21 - Téléchargement 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 16 h 21 - Téléchargement 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 11 h 11 - Télécopie 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 44 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
La compagnie de recyclage de papiers MD Inc. 1635 rue Sherbrooke Ouest bureau 300 Montréal, QC, H3H1E2	<a href="#">Madame Christine Côté</a> Téléphone : 514 987-5151 Télécopieur : 514 987-9642	<b>Commande : (1418320)</b> 2018-03-27 15 h 01 <b>Transmission :</b> 2018-03-27 15 h 01	2814740 - Addenda 1 2018-03-27 15 h 01 - Aucun 2838213 - Addenda 2 2018-03-27 15 h 01 - Aucun 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2018-03-27 15 h 01 - Aucun



2852213 - Addenda 4 + annexes  
 2018-03-27 15 h 01 - Aucun  
 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite  
 2018-03-27 15 h 01 - Aucun  
 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date  
 2018-03-27 15 h 01 - Aucun  
 2903879 - Addenda 7 (devis)  
 2018-03-27 15 h 01 - Aucun  
 2903880 - Addenda 7 (plan)  
 2018-03-27 15 h 01 - Aucun  
 2909615 - Addenda 8  
 2018-03-27 15 h 01 - Téléchargement  
 2924792 - Addenda 9  
 2018-04-19 16 h 46 - Télécopie  
 Mode privilégié (devis) : Télécopieur  
 Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

La compagnie de recyclage de papiers MD Inc.  
 1635 rue Sherbrooke Ouest bureau 300  
 Montréal, QC, H3H1E2

[Madame Caroline Jacques](#)

Téléphone : 514 987-5151  
 Télécopieur : 514 987-9642

**Commande : (1368272)**  
 2017-12-04 11 h  
**Transmission :**  
 2017-12-04 11 h

2814740 - Addenda 1  
 2017-12-04 11 h - Téléchargement  
 2838213 - Addenda 2  
 2017-12-04 11 h - Téléchargement  
 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date  
 2017-12-04 11 h - Téléchargement  
 2852213 - Addenda 4 + annexes  
 2017-12-04 11 h - Téléchargement  
 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite  
 2018-01-19 9 h 56 - Télécopie  
 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date  
 2018-02-23 9 h 10 - Télécopie  
 2903879 - Addenda 7 (devis)  
 2018-03-19 16 h 32 - Télécopie  
 2903880 - Addenda 7 (plan)  
 2018-03-19 15 h 58 - Courriel  
 2909615 - Addenda 8  
 2018-03-27 11 h 42 - Télécopie  
 2924792 - Addenda 9  
 2018-04-19 15 h 14 - Télécopie  
 Mode privilégié (devis) : Télécopieur

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lambert Somec Inc.. 1505 rue des Tanneurs Québec, QC, G1N 4S7	<a href="#">Madame Lucie Deschênes</a> Téléphone : 418 687-1640 Télécopieur : 418 780-3226	<b>Commande : (1352433)</b> 2017-10-19 11 h 38 <b>Transmission :</b> 2017-10-19 11 h 38	2814740 - Addenda 1 2017-10-19 11 h 38 - Téléchargement 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 30 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 <a href="http://www.groupepsm.com">http://www.groupepsm.com</a>	<a href="#">Madame Cinthia Fournier</a> Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	<b>Commande : (1320191)</b> 2017-07-21 10 h 32 <b>Transmission :</b> 2017-07-21 10 h 32	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 36 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 33 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel

			2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Machinex 2121 RUE OLIVIER Plessisville, QC, G6L 3G9	<a href="#">Madame Aline Levesque</a> Téléphone : 819 362-3281 Télécopieur : 819 362-2280	<b>Commande : (1345242)</b> 2017-09-27 9 h 34 <b>Transmission :</b> 2017-09-27 9 h 34	2814740 - Addenda 1 2017-09-27 9 h 34 - Téléchargement 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 24 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MRC de Beauharnois-Salaberry 2, rue Ellice Beauharnois, QC, J6N 1W6 <a href="http://www.mrc-beauharnois-salaberry.com">http://www.mrc-beauharnois-salaberry.com</a>	<a href="#">Madame Linda Phaneuf</a> Téléphone : 450 225-0870 Télécopieur : 450 225-0872	<b>Commande : (1326700)</b> 2017-08-10 15 h 09 <b>Transmission :</b> 2017-08-10 15 h 09	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Pomerleau Inc. 500 rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2 <a href="http://www.pomerleau.ca">http://www.pomerleau.ca</a>	<a href="#">Monsieur Richard Dion</a> Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	<b>Commande : (1318355)</b> 2017-07-18 9 h 05 <b>Transmission :</b> 2017-07-18 9 h 05	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 38 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 37 - Messagerie

			2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
R.C.I. Environnement une division de WM Québec 9501 Boul. Ray Lawson Montréal, QC, H1J 1L4	<a href="#">Monsieur Jean Beaudoin</a> Téléphone : 514 352- 2020 Télécopieur : 514 352- 7557	<b>Commande : (1318880)</b> 2017-07-19 8 h 07 <b>Transmission :</b> 2017-07-19 8 h 07	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 32 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 58 - Messagerie 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 17 - Télécopie 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 29 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Télécopie 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 11 - Télécopie 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 16 h 29 - Télécopie 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 17 h 49 - Messagerie 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 41 - Télécopie 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 14 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
	<a href="#">Madame Caroline Jacques</a>	<b>Commande : (1318928)</b> 2017-07-19 8 h 37	

Rebuts Solides Canadiens Inc.  
1635 rue Sherbrooke O Bureau 300  
Montréal, QC, H3H 1E2

Téléphone : 514 987-5151  
Télécopieur : 514 987-9642

**Transmission :**  
2017-07-19 8 h 37

2814740 - Addenda 1  
2017-08-31 10 h 25 -  
Messagerie  
2838213 - Addenda 2  
2017-10-27 13 h 58 -  
Messagerie  
2845130 - 5913 - Addenda 3  
et report de date  
2017-11-15 10 h 17 -  
Télécopie  
2852213 - Addenda 4 +  
annexes  
2017-12-01 13 h 22 -  
Messagerie  
2867343 - 5913 Addenda 5 -  
Report de date et ajout de  
date de visite  
2018-01-19 11 h 01 -  
Télécopie  
2888289 - 5913- Addenda 6  
et report de date  
2018-02-23 9 h 44 - Télécopie  
2903879 - Addenda 7 (devis)  
2018-03-19 15 h 59 -  
Télécopie  
2903880 - Addenda 7 (plan)  
2018-03-19 15 h 58 - Courriel  
2909615 - Addenda 8  
2018-03-27 10 h 40 -  
Télécopie  
2924792 - Addenda 9  
2018-04-19 16 h 15 -  
Télécopie  
Mode privilégié (devis) :  
Télécopieur  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

Schneider Electric - Segment Eau  
4 Rue Lake  
Dollard-des-Ormeaux, QC, H9B3H9

[Monsieur Vincent Puisor](#)  
Téléphone : 514 265-1868  
Télécopieur :

**Commande : (1347216)**  
2017-10-03 11 h 13  
**Transmission :**  
2017-10-03 11 h 13

2814740 - Addenda 1  
2017-10-03 11 h 13 -  
Téléchargement  
2838213 - Addenda 2  
2017-10-27 13 h 32 - Courriel  
2845130 - 5913 - Addenda 3  
et report de date  
2017-11-15 10 h 16 - Courriel  
2852213 - Addenda 4 +  
annexes  
2017-12-01 13 h 44 -  
Messagerie  
2867343 - 5913 Addenda 5 -  
Report de date et ajout de  
date de visite  
2018-01-19 9 h 56 - Courriel  
2888289 - 5913- Addenda 6  
et report de date  
2018-02-23 9 h 10 - Courriel  
2903879 - Addenda 7 (devis)  
2018-03-19 15 h 58 - Courriel

			2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel
			2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel
			2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services Matrec Inc... 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5	<a href="#">Madame Michèle Lamarre</a> Téléphone : 450 645-3181 Télécopieur : 450 641-2535	<b>Commande : (1319368)</b> 2017-07-19 15 h 50 <b>Transmission :</b> 2017-07-19 15 h 50	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 17 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 15 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 55 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 17 h 55 - Messagerie 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Société de transport de Montréal 255 Crémazie Est 11ème étage Montréal, QC, H2M1L5 <a href="http://www.stm.info">http://www.stm.info</a>	<a href="#">Madame Sandra Simard</a> Téléphone : 514 350-0800 Télécopieur : 514 280-4935	<b>Commande : (1414403)</b> 2018-03-21 10 h 07 <b>Transmission :</b> 2018-03-21 10 h 07	2814740 - Addenda 1 2018-03-21 10 h 07 - Téléchargement 2838213 - Addenda 2 2018-03-21 10 h 07 - Téléchargement 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2018-03-21 10 h 07 - Téléchargement 2852213 - Addenda 4 + annexes 2018-03-21 10 h 07 - Téléchargement 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de

			date de visite 2018-03-21 10 h 07 - Téléchargement 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-03-21 10 h 07 - Téléchargement 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-21 10 h 07 - Téléchargement 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-21 10 h 07 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Société québécoise de récupération et de recyclage - RECYC-QUÉBEC 141, Avenue du Président-Kennedy 8e étage Montréal, QC, H2X 1Y4	<a href="#">Madame Sophie Lafrance</a> Téléphone : 514 352- 5002 Télécopieur :	<b>Commande : (1320842)</b> 2017-07-24 16 h <b>Transmission :</b> 2017-07-24 16 h	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 44 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 42 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	<a href="#">Madame Claudine Talbot</a> Téléphone : 418 626- 2054 Télécopieur :	<b>Commande : (1318981)</b> 2017-07-19 9 h 12 <b>Transmission :</b> 2017-07-19 9 h 12	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 46 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 43 - Messagerie



			2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stormfisher 220 Paige Place Kitchener, ON, N2k 4p5	<a href="#">Monsieur Brandon Moffatt</a> Téléphone : 519 573- 8719 Télécopieur :	<b>Commande : (1321615)</b> 2017-07-26 17 h 22 <b>Transmission :</b> 2017-07-26 17 h 22	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 26 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 23 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SUEZ Treatment Solutions Canada LP 1375 Rte TransCanad. bur 400 arr.Dorval Montréal, QC, H9P 2W8 <a href="http://www.suez-na.com">http://www.suez-na.com</a>	<a href="#">Monsieur Thiop Diop</a> Téléphone : 514 683- 1200 Télécopieur : 514 683- 1203	<b>Commande : (1319123)</b> 2017-07-19 11 h 07 <b>Transmission :</b> 2017-07-19 11 h 07	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 28 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel

			2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 26 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<hr/>			
Uniroc Construction inc 5605, rue Arthur-Sauvé, c.p. 3390 Mirabel, QC, J7N2R4 <a href="http://uniroc.ca">http://uniroc.ca</a>	<a href="#">Monsieur Jolain Cartier</a> Téléphone : 450 258- 4242 Télécopieur : 450 258- 4104	<b>Commande : (1318973)</b> 2017-07-19 9 h 05 <b>Transmission :</b> 2017-07-19 9 h 05	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 35 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 32 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 17 h 51 - Messagerie 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Vector Équipements de Procédés inc.  
5889 Summerside Drive  
Mississauga, ON, L5M 6L1  
<http://www.vectorprocess.com>

[Monsieur André  
Osborne](#)  
Téléphone : 416 527-  
4396  
Télécopieur : 905 567-  
8590

**Commande : (1319976)**  
2017-07-20 17 h 10  
**Transmission :**  
2017-07-20 17 h 10

2814740 - Addenda 1  
2017-08-31 10 h 23 -  
Messagerie  
2838213 - Addenda 2  
2017-10-27 13 h 32 - Courriel  
2845130 - 5913 - Addenda 3  
et report de date  
2017-11-15 10 h 16 - Courriel  
2852213 - Addenda 4 +  
annexes  
2017-12-01 13 h 20 -  
Messagerie  
2867343 - 5913 Addenda 5 -  
Report de date et ajout de  
date de visite  
2018-01-19 9 h 55 - Courriel  
2888289 - 5913- Addenda 6  
et report de date  
2018-02-23 9 h 10 - Courriel  
2903879 - Addenda 7 (devis)  
2018-03-19 15 h 58 - Courriel  
2903880 - Addenda 7 (plan)  
2018-03-19 15 h 58 - Courriel  
2909615 - Addenda 8  
2018-03-27 10 h 40 - Courriel  
2924792 - Addenda 9  
2018-04-19 15 h 13 - Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

VEOLIA ÉNERGIE CANADA INC.  
555 Boulevard René Levesque Ouest,  
Bureau#700  
Montréal, QC, H2Z 1B1  
<http://www.veolianorthamerica.com/fr>

[Monsieur Philipe BLAIN](#)  
Téléphone : 514 954-  
1983  
Télécopieur : 514 954-  
0701

**Commande : (1319131)**  
2017-07-19 11 h 14  
**Transmission :**  
2017-07-19 11 h 14

2814740 - Addenda 1  
2017-08-31 10 h 24 -  
Messagerie  
2838213 - Addenda 2  
2017-10-27 13 h 32 - Courriel  
2845130 - 5913 - Addenda 3  
et report de date  
2017-11-15 10 h 16 - Courriel  
2852213 - Addenda 4 +  
annexes  
2017-12-01 13 h 20 -  
Messagerie  
2867343 - 5913 Addenda 5 -  
Report de date et ajout de  
date de visite  
2018-01-19 9 h 55 - Courriel  
2888289 - 5913- Addenda 6  
et report de date  
2018-02-23 9 h 10 - Courriel  
2903879 - Addenda 7 (devis)  
2018-03-19 15 h 58 - Courriel  
2903880 - Addenda 7 (plan)  
2018-03-19 15 h 58 - Courriel  
2909615 - Addenda 8  
2018-03-27 10 h 40 - Courriel  
2924792 - Addenda 9  
2018-04-19 15 h 13 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4	<a href="#">Monsieur Timothy Muia</a> Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 662-4580	<b>Commande : (1323441)</b> 2017-08-03 11 h 46 <b>Transmission :</b> 2017-08-03 11 h 46	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Saint-Constant. 147, rue Saint-Pierre Saint-Constant, QC, J5A 2G9 <a href="http://www.ville.saint-constant.qc.ca/">http://www.ville.saint-constant.qc.ca/</a>	<a href="#">Madame Sophie Parent</a> Téléphone : 450 638-2010 Télécopieur : 450 638-5919	<b>Commande : (1392846)</b> 2018-02-13 11 h 44 <b>Transmission :</b> 2018-02-13 11 h 44	2814740 - Addenda 1 2018-02-13 11 h 44 - Téléchargement 2838213 - Addenda 2 2018-02-13 11 h 44 - Téléchargement 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2018-02-13 11 h 44 - Téléchargement 2852213 - Addenda 4 + annexes 2018-02-13 11 h 44 - Téléchargement 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-02-13 11 h 44 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Trois-Rivières 2425, rue Louis-Allyson Direction de l'approvisionnement Rez-de-chaussée Trois-Rivières, QC, G8Z 4G4	<a href="#">Madame Secrétaire Approvisionnement</a> Téléphone : 819 379-3735 Télécopieur : 819 379-4057	<b>Commande : (1353757)</b> 2017-10-24 8 h 49 <b>Transmission :</b> 2017-10-24 8 h 49	2814740 - Addenda 1 2017-10-24 8 h 49 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Viridis environnement inc. 1611, rue de l'Industrie Beloeil, QC, J3G 4S5 <a href="http://www.viridis-env.com">http://www.viridis-env.com</a>	<a href="#">Monsieur David Vallières</a> Téléphone : 418 704-0883 Télécopieur : 418 704-0535	<b>Commande : (1322443)</b> 2017-07-31 10 h 56 <b>Transmission :</b> 2017-07-31 10 h 56	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 27 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 25 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel

			2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Vision Biologique Inc. 1, Place Ville-Marie, Porte 4000 Montréal, QC, H3B4M4	<a href="#">Monsieur Theo Van Wely</a> Téléphone : 905 560-0090 Télécopieur :	<b>Commande : (1322088)</b> 2017-07-28 9 h 32 <b>Transmission :</b> 2017-07-28 9 h 32	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 42 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 41 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel 2888289 - 5913- Addenda 6 et report de date 2018-02-23 9 h 10 - Courriel 2903879 - Addenda 7 (devis) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2903880 - Addenda 7 (plan) 2018-03-19 15 h 58 - Courriel 2909615 - Addenda 8 2018-03-27 10 h 40 - Courriel 2924792 - Addenda 9 2018-04-19 15 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 <a href="http://www.wspgroup.com">http://www.wspgroup.com</a>	<a href="#">Madame Martine Gagnon</a> Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	<b>Commande : (1318604)</b> 2017-07-18 13 h 14 <b>Transmission :</b> 2017-07-18 13 h 14	2814740 - Addenda 1 2017-08-31 10 h 40 - Messagerie 2838213 - Addenda 2 2017-10-27 13 h 32 - Courriel 2845130 - 5913 - Addenda 3 et report de date 2017-11-15 10 h 16 - Courriel 2852213 - Addenda 4 + annexes 2017-12-01 13 h 39 - Messagerie 2867343 - 5913 Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2018-01-19 9 h 56 - Courriel

2888289 - 5913- Addenda 6  
et report de date  
2018-02-23 9 h 10 - Courriel  
2903879 - Addenda 7 (devis)  
2018-03-19 15 h 58 - Courriel  
2903880 - Addenda 7 (plan)  
2018-03-19 15 h 58 - Courriel  
2909615 - Addenda 8  
2018-03-27 10 h 40 - Courriel  
2924792 - Addenda 9  
2018-04-19 15 h 13 - Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

---

---

© 2003-2018 Tous droits réservés

**Dossier # : 1185951002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, arrondissement Saint-Laurent. Dépense totale de 175 445 919,26 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5913 (2 soumissionnaires)   Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 \$ (taxes au Net) pour couvrir les années 2021 à 2026.

### SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

### FICHIERS JOINTS



[Intervention financière GDD 1185951002.xlsx](#)

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD  
 Préposé au budget  
**Tél : (514) 872-5916**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Yves COURCHESNE  
 Directeur de service - finances et trésorier  
**Tél : 514-872-6630**  
**Division : Service des finances**



**Dossier # : 1185951002**

**Unité administrative responsable :**

Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels

**Objet :**

Accorder un contrat à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, arrondissement Saint-Laurent. Dépense totale de 175 445 919,26 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5913 (2 soumissionnaires) | Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 \$ (taxes au Net) pour couvrir les années 2021 à 2026.



**Rapport - mandat SMCE185951002.pdf**

**Dossier # :1185951002**

**Service du greffe**

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation  
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

**Commission permanente sur l'examen des contrats**

**La Commission :**

**Présidente**

Mme Karine Boivin Roy  
Arrondissement de Mercier –  
Hochelaga-Maisonneuve

**Vice-présidentes**

Mme Paola Hawa  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier  
Arrondissement d'Ahuñtic-  
Cartierville

**Membres**

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte-des-  
Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

M. Luc Gagnon  
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau  
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay  
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt  
Arrondissement de Rosemont –  
La Petite-Patrie

Le 28 février 2019

**Rapport d'examen de la conformité du processus  
d'appel d'offres - Mandat SMCE185951002**

**Accorder un contrat à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, arrondissement Saint-Laurent. Dépense totale de 175 445 919,26 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5913 (2 soumissionnaires) | Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 \$ (taxes au Net) pour couvrir les années 2021 à 2026.**

(ORIGINAL SIGNÉ)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy  
Présidente

Pierre G. Laporte  
Secrétaire recherchiste

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

## Mandat SMCE185951002

Accorder un contrat à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, arrondissement Saint-Laurent. Dépense totale de 175 445 919,26 \$, taxes incluses - Appel d'offres 5913 (2 soumissionnaires) | Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 \$ (taxes au Net) pour couvrir les années 2021 à 2026.

À sa séance du 6 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M\$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 13 février 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière et du Service de l'environnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont bien compris les explications des services municipaux quant aux particularités de ce dossier. Ainsi, l'adjudicataire assurera à la fois les travaux de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien du centre de traitement des matières organiques dans l'arrondissement de Saint-Laurent. Il s'agit d'une approche originale dont il sera intéressant de suivre l'évolution.

Ils ont bien compris que ce centre s'inscrit dans les mêmes orientations que la Politique québécoise de gestion de matières résiduelles et le Plan de la Communauté métropolitaine de Montréal dans ce domaine. C'est un dossier qui a un long historique,

comme en témoigne un rapport de consultation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) datant de 2007-2008.

Les membres ont apprécié le fait que la Ville a visé l'obtention d'une certification LEED Or pour cette nouvelle construction.

La Commission constate également que les règles prévues au contrat pour les pénalités en cas de retard sont importantes et sont de nature à motiver le respect des échéances par l'entrepreneur.

Enfin, les membres ont bien compris qu'il s'agissait d'un premier centre de traitement et que d'autres sont à venir.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière et du Service de l'environnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :*

- *Contrat de plus de 10 M\$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;*

*Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;*

*Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;*

**À l'égard du mandat SMCE185951002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**



(2)

**Dossier # : 1184474003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no. 10261 - (1 soumissionnaire) - Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000,00 \$ (avant taxes) à compter de l'année 2022.

Il est recommandé :

- 1- d'autoriser une dépense de 44 843 751,25 \$, taxes incluses, comprenant les contingences au montant de 5 798 707 \$, taxes incluses, et les incidences au montant de 387 000 \$, taxes incluses, pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds;
- 2- d'accorder au plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 38 658 044,25 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. 10261;
- 3- d'autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000,00 \$ avant taxes à compter de l'année 2022.
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-24 15:44

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1184474003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no. 10261 - (1 soumissionnaire) - Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000,00 \$ (avant taxes) à compter de l'année 2022.

## CONTENU

### CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau a entamé des travaux majeurs de mise aux normes de la chaîne de traitement et de modernisation des équipements à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds. Les premiers lots de construction ont été exécutés entre 2006 et 2012.

En 2012, un contrat visant des travaux d'architecture et de structure n'a pu être octroyé entraînant la résiliation des contrats pour les travaux de mécanique de procédés, d'électricité de puissance et de mécanique du bâtiment.

Le présent dossier vise à octroyer un seul contrat pour finaliser les travaux de construction et de modernisation à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds. Les travaux consistent principalement à la modernisation des différents procédés chimiques, l'ajout d'un procédé de traitement au rayon ultra-violet et la mise en service du système d'ozonation, installé dans le cadre des travaux précédents. Ces travaux incluent également des travaux de structure, d'architecture, de mécanique de bâtiment, d'électricité et d'automatisation dans les différents secteurs de l'usine.

L'appel d'offres public n° 10261 a été publié dans le quotidien "Le Devoir" ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 31 août 2018. La durée initiale de publication était de trente-trois (33) jours pour une ouverture des soumissions le 4 octobre 2018. Cependant, afin de donner plus de temps aux preneurs du Cahier des charges, à la suite des addenda émis et plusieurs demandes de prolongement de la part des



soumissionnaires, l'appel d'offres a été prolongé jusqu'au 18 décembre 2018, pour une durée totale de cent huit (108) jours.

Le projet de modernisation et de réfection de l'usine est complexe et implique plusieurs disciplines. Il requiert la réalisation des travaux selon une séquence spécifique afin de maintenir l'usine de production d'eau potable Pierrefonds en opération. Dans le cadre de ce contrat, le cahier des charges compte six (6) volumes et près de deux cents (200) plans. Plusieurs addenda ont été émis afin d'apporter des précisions techniques et administratives ainsi que pour répondre aux différentes questions des preneurs du cahier des charges. Les multiples questions répondues dans les divers addenda sont partagées principalement en quatre (4) différentes catégories :

- des demandes de précisions supplémentaires (entre autres, pour établir les limites et clarifier les interfaces des travaux entre les différentes disciplines);
- des demandes d'information qui se trouvent déjà aux plans et devis;
- des demandes de report de date;
- une demande pour une visite additionnelle.

Voici le tableau récapitulatif d'émission des addenda :

<b>Calendrier d'émission des addenda</b>	
#1 14 septembre 2018	Report de la date d'ouverture des soumissions au 18 octobre 2018 ; précisions administratives et techniques; réponse à 2 questions.
#2 19 septembre 2018	Précisions administratives et techniques; réponse à 23 questions.
#3 24 septembre 2018	Précisions administratives et techniques; réponse à 4 questions.
#4 1 <sup>er</sup> octobre 2018	Report de la date d'ouverture des soumissions au 1 <sup>er</sup> novembre 2018; précisions techniques; réponse à 26 questions.
#5 9 octobre 2018	Précisions administratives et techniques; réponse à 43 questions.
#6 12 octobre 2018	Précisions techniques; réponse à 12 questions.
#7 23 octobre 2018	Report de la date d'ouverture des soumissions au 8 novembre 2018; précisions administratives et techniques; réponse à 18 questions.
#8 23 octobre 2018	Précisions administratives et techniques; réponse à 11 questions.
#9 31 octobre 2018	Report de la date d'ouverture des soumissions au 22 novembre 2018; précisions administratives et techniques ; réponse à 24 questions.
#10 6 novembre 2018	Précisions administratives et techniques; réponse à 12 questions.
#11 9 novembre 2018	Précisions administratives et techniques; réponse à 2 questions.
#12 14 novembre 2018	Réponse à 4 questions.
#13 16 novembre 2018	Report de la date d'ouverture des soumissions au 29 novembre 2018; réponse à 2 questions.
#14 21 novembre 2018	Report de la date d'ouverture des soumissions au 18 décembre 2018; précisions techniques; réponse à 2 questions.
#15 29 novembre 2018	Précisions administratives; réponse à 7 questions.
#16 4 décembre 2018	Précisions techniques.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0081 - 30 mars 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 \$, taxes incluses - Appel d'offres public n° 17-15596 (5 soumissionnaires).  
CG15 0681 - 26 novembre 2015 - Abroger les résolutions du conseil d'agglomération afin de ne pas donner suite aux cinq (5) contrats accordés dans le cadre des travaux de modernisation de l'usine de production d'eau potable Pierrefonds.

## DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds.

Ce contrat comprend principalement :

- la fourniture et l'installation de nouveaux équipements de traitement chimique : micro-sable, polymères, alun, chaux, silice activé et hypochlorite de sodium;
- la fourniture d'un nouveau réacteur UV ainsi que l'installation et la mise en route de trois (3) réacteurs UV;
- la réalisation de travaux de ventilation, de plomberie et de contrôle dans différents secteurs de l'usine;
- la réalisation de travaux d'électricité, de chauffage et d'éclairage dans différents secteurs de l'usine;
- la réalisation de travaux de structure et d'architecture pour confiner le secteur des filtres et pour recevoir les nouveaux équipements de traitement (UV, ozone et produits chimiques);
- la fourniture et l'installation d'un nouveau destructeur d'ozone;
- la poursuite des travaux du système d'ozonation et sa mise en service;
- l'ajout de vannes murales aux sorties des réacteurs UV;
- l'ajout d'un monte-charge;
- la réfection de la toiture;
- l'exécution de travaux temporaires pour assurer la continuité des opérations de production d'eau potable;
- les essais et les mises en service des équipements;
- la fourniture de la documentation technique;
- la formation du personnel d'opération et d'entretien.

L'ensemble des travaux doit être terminé dans un délai de 887 jours à compter de la date de l'autorisation de débiter les travaux.

Le devis contient des dispositions contractuelles relatives à une pénalité de 0,1 % du coût de base du contrat par jour de retard dans l'exécution du contrat, correspondant à un montant quotidien de 38 658 \$ avant taxes.

Des dépenses contingentes d'environ 15 % du coût de base du contrat, soit 5 798 707 \$, taxes incluses, sont ajoutées afin de couvrir les imprévus qui pourraient survenir durant les travaux.

Des dépenses incidentes d'environ 1% du coût de base du contrat, soit 387 000 \$, taxes

incluses, sont aussi prévues pour couvrir, entre autres, les coûts associés aux frais de contrôle de qualité et d'essais.

## JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n° 10261, il y a eu dix-sept (17) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. Une (1) soumission a été déposée. Parmi les seize (16) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionné :

- cinq (5) entrepreneurs avec licence RBQ ont soumissionnés en tant que sous-traitant ;
- six (6) sont des fournisseurs d'équipements ;
- un (1) ne détient pas de licence RBQ ;
- un (1) entrepreneur avec licence RBQ a soumis un avis de désistement en précisant que l'envergure était trop grande ;
- trois (3) entrepreneurs avec licence RBQ n'ont pas retourné l'avis de désistement.

L'analyse administrative a été réalisée par la DEP alors que l'analyse technique a été réalisée par la firme SNC-Lavalin inc. Le soumissionnaire est conforme à la fois administrativement et techniquement.

<b>Firme soumissionnaire</b>	<b>Prix de base (taxes incluses)</b>
Allen Entrepreneur Général inc.	38 658 044,25 \$
<b>Dernière estimation réalisée (à l'externe - SNC-Lavalin)</b>	<b>45 329 832,01 \$</b>
Coût moyen des soumissions conformes <i>(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)</i>	NA \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	NA%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) <i>(la plus haute conforme - la plus basse conforme)</i>	NA \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) <i>((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100</i>	NA %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>	6 671 787,76 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>	-14,72 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>	NA \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	NA %

L'analyse de la soumission a permis de constater qu'il y a un écart favorable de 14,72 % ( 6 671 787,76 \$ taxes incluses) entre la plus basse soumission conforme et l'estimation réalisée par les professionnels externes de SNC-Lavalin inc. Les principaux éléments expliquant cet écart sont les suivants :

#### Coûts indirects :

Article 1 - Frais de l'Entrepreneur Général : Les frais généraux de l'Entrepreneur sont 50 % plus bas que l'estimation de contrôle, soit un total correspondant à 4,3 M\$, tandis que l'estimation de contrôle était à environ 8,6 M\$.

Le montant qui a été soumissionné à cet article pourrait s'expliquer par les éléments suivants :

- Le soumissionnaire est le seul à exécuter l'ensemble des travaux à l'interne sans sous-traitance. Ceci peut se traduire en une réduction de l'effort associé à la gestion et à la coordination tant au niveau administratif (ex. : coordination technique et gestion des documents, contrats des sous-traitants, etc.) qu'au niveau du chantier (ex : réduction du temps de contremaître ou de contrôle de qualité associé aux activités des sous-traitants).
- Le soumissionnaire possède certains équipements tels que roulottes, échafauds, etc. ce qui implique peu de frais de location et réduit ses frais généraux.
- Le soumissionnaire a obtenu des meilleurs prix de ses fournisseurs et sous-traitants pour proposer des frais généraux très bas et des prix, dans l'ensemble, très compétitifs.

#### Coûts directs :

De façon globale, le grand total des coûts directs de la soumission d'Allen Entrepreneur Général inc., soit 29 326 420 \$ est très proche de l'estimation de contrôle, 30 864 242 \$. On dénote un écart favorable de 5 % ce qui est acceptable et montre une corrélation pour cet item, avec l'estimation de contrôle.

Les validations requises, indiquant que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat. La firme Allen Entrepreneur Général inc. n'est pas inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujéti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. Le soumissionnaire recommandé, l'entreprise Allen Entrepreneur Général inc., détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF).

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 10 M\$.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total du contrat à accorder est de 38 658 044,25 \$, taxes incluses.

La dépense totale de 44 843 751,25 \$, taxes incluses, comprend le coût du contrat de 38 658 044,25 \$ , un montant de 5 798 707 \$, taxes incluses, pour les contingences ainsi qu'un montant de 387 000 \$, taxes incluses, pour les incidences.

Cette dépense de 44 843 751,25 \$, taxes incluses, représente un coût net de 40 948 322,11 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale et est prévue au Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2021 de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau.

Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

L'octroi de ce contrat aura un impact sur le budget de fonctionnement correspondant aux coûts supplémentaires en électricité et produits chimiques occasionnés par les frais additionnels relatifs aux ajouts et modifications d'équipements. Cette dépense supplémentaire sera assumée par le budget de fonctionnement de la Direction de l'eau potable. Pour ce faire, un ajustement annuel récurrent de la base budgétaire à hauteur de 465 000,00 \$, avant taxes, sera requis à compter de l'exercice 2022.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020* : « *Optimiser la gestion de l'eau* ».

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le refus du présent dossier, la désuétude des équipements met à risque les opérations de l'usine, ce qui pourrait compromettre la qualité de l'eau potable.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Commission permanente sur l'examen des contrats: 13 février 2019

Octroi du contrat (CG) : 28 février 2019

Ordre de débiter : 18 mars 2019

Fin du contrat : 25 octobre 2021

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Faical BOUZID  
c/s - Bureau Projets

**Tél :** 514 868-5144  
**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-18

Christian MARCOUX  
Chef de division - Infrastructures Usines &  
Réservoirs

**Tél :** 514 872-3483  
**Télécop. :** 514 872-8146

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN  
Directeur de l'eau potable  
**Tél :** 514 872-5090  
**Approuvé le :** 2019-01-24

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2019-01-24



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

Numéro : 10261

Numéro de référence : 1182497

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds

<input type="checkbox"/> Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
<input checked="" type="checkbox"/> Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 <a href="http://www.allen-entrepreneurgeneral.com">http://www.allen-entrepreneurgeneral.com</a> NEQ : 1142398784	<a href="#">Madame Suzanne Hallé</a> Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur :	<b>Commande : (1486219)</b> 2018-08-31 15 h 45 <b>Transmission :</b> 2018-08-31 15 h 45	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 58 - Messagerie 3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel 3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement 3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 12 - Courriel 3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 12 - Téléchargement 3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel 3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 57 - Messagerie 3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 53 - Téléchargement 3007528 - Addenda #4 (devis) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3007529 - Addenda #4 (plan) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3009878 - Addenda 5 (devis)



2018-10-10 9 h 31 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)

2018-10-10 9 h 31 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis

2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan

2018-10-12 16 h 22 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)

2018-10-23 14 h 29 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)

2018-10-23 14 h 29 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)

2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)

2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)

2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)

2018-10-31 20 h 01 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)

2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)

2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)

2018-11-07 10 h 43 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)

2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)

2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)

2018-11-12 16 h 18 -  
Messagerie  
3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel  
3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel  
3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel  
3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel  
3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement  
3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel  
3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h 26 -  
Messagerie  
3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

---

<input type="checkbox"/>	Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 <a href="http://www.allen-entrepreneurgeneral.com">http://www.allen-entrepreneurgeneral.com</a> NEQ : 1142398784	<a href="#">Madame Suzanne Hallé</a> Téléphone : 418 882- 2277 Télécopieur :	<b>Commande : (1486223)</b> 2018-08-31 15 h 55 <b>Transmission :</b> 2018-09-03 19 h 22	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 54 - Messagerie 3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel 3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement 3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 12 - Courriel 3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 12 - Téléchargement 3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel
--------------------------	--	---	--	---

3004437 - Addenda #3  
(plan)  
2018-09-25 16 h 51 -  
Messagerie

3004438 - Addenda #3  
(bordereau)  
2018-09-25 15 h 53 -  
Téléchargement

3007528 - Addenda #4  
(devis)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3009878 - Addenda 5  
(devis)  
2018-10-10 9 h 28 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-10-10 9 h 28 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 19 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 22 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 22 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 19 h 57 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 36 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 10 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel

3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 15 h 54 -  
Messagerie

3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel

Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

---

<input type="checkbox"/> Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 <a href="http://www.allen-entrepreneurgeneral.com">http://www.allen-entrepreneurgeneral.com</a> NEQ : 1142398784	<a href="#">Madame Suzanne Hallé</a> Téléphone : 418 882- 2277 Télécopieur :	<b>Commande : (1494520)</b> 2018-09-26 10 h 39 <b>Transmission :</b> 2018-09-26 10 h 39	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-26 10 h 39 - Aucun  3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-26 10 h 39 - Aucun
---	---	--	---

3000048 - Addenda #1  
(bordereau)  
2018-09-26 10 h 39 -  
Aucun

3002086 - Addenda #2  
(devis)  
2018-09-26 10 h 39 -  
Aucun

3002087 - Addenda #2  
(bordereau)  
2018-09-26 10 h 39 -  
Aucun

3004436 - Addenda #3  
(devis)  
2018-09-26 10 h 39 -  
Aucun

3004437 - Addenda #3  
(plan)  
2018-09-26 10 h 39 -  
Aucun

3004438 - Addenda #3  
(bordereau)  
2018-09-26 10 h 39 -  
Aucun

3007528 - Addenda #4  
(devis)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3009878 - Addenda 5  
(devis)  
2018-10-10 9 h 33 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-10-10 9 h 33 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 23 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 30 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 30 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 20 h 02 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 44 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 20 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel

3034110 - Addenda #16  
(plan)

2018-12-04 16 h 28 -  
Messagerie  
3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

<input type="checkbox"/>	Brault Maxtech inc 525, Notre-Dame, 2e étage Saint-Lambert. (Montréal), QC, J4P2K6 <a href="http://www.braultmaxtech.com">http://www.braultmaxtech.com</a> NEQ : 1165581639	<a href="#">Monsieur Marcel Brault</a> Téléphone : 450 904- 1824 Télécopieur : 514 221- 4122	<b>Commande : (1490794)</b> 2018-09-14 13 h 45 <b>Transmission :</b> 2018-09-14 13 h 45	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 58 - Messagerie 3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel 3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement 3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 11 - Courriel 3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 11 - Téléchargement 3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 52 - Courriel 3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 17 h - Messagerie 3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 52 - Téléchargement 3007528 - Addenda #4 (devis) 2018-10-02 13 h 17 - Courriel 3007529 - Addenda #4 (plan) 2018-10-02 13 h 17 - Courriel 3009878 - Addenda 5 (devis) 2018-10-10 9 h 24 - Messagerie 3009879 - Addenda 5 (plan) 2018-10-10 9 h 24 - Messagerie 3011879 - Addenda 6 Devis
--------------------------	---	--	--	---



2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 16 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 31 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 31 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 20 h 03 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 45 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 21 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel

3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h 29 -  
Messagerie

3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel

Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

---

<input type="checkbox"/>	Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1169491801	<a href="#">Madame Line Proulx</a> Téléphone : 450 431- 7887 Télécopieur :	<b>Commande : (1494227)</b> 2018-09-25 15 h 23 <b>Transmission :</b> 2018-09-26 7 h 17	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-25 15 h 23 - Messagerie
				3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-25 15 h 23 - Messagerie
				3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-25 15 h 23 - Téléchargement
				3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-25 15 h 23 - Messagerie
				3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-25 15 h 23 - Téléchargement
				3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel
				3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 58 - Messagerie
				3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 53 - Téléchargement
				3007528 - Addenda #4 (devis)

2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)

2018-10-02 13 h 49 -  
Messagerie

3009878 - Addenda 5  
(devis)

2018-10-10 9 h 32 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)

2018-10-10 9 h 32 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis

2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan

2018-10-12 16 h 23 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)

2018-10-23 14 h 30 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)

2018-10-23 14 h 30 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)

2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)

2018-10-26 16 h 41 -  
Messagerie

3019704 - Addenda #9  
(devis)

2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)

2018-10-31 20 h 02 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)

2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)

2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)

2018-11-07 10 h 44 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)

2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement  
3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel  
3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 19 -  
Messagerie  
3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel  
3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel  
3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel  
3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel  
3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement  
3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel  
3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h 27 -  
Messagerie  
3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

☐ Filtrum Inc.  
430 rue des Entrepreneurs  
Québec, QC, G1M 1B3  
<http://www.filtrum.qc.ca> NEQ :  
1166806464

[Madame Christine  
Gauthier](#)  
Téléphone : 418 687-  
0628  
Télécopieur : 418 687-  
3687

**Commande : (1487128)**  
2018-09-05 10 h 42  
**Transmission :**  
2018-09-05 13 h 52

3000046 - Addenda #1  
(devis)  
2018-09-14 16 h 27 -  
Messagerie  
3000047 - Addenda #1  
(plan)  
2018-09-14 16 h 27 -  
Messagerie  
3000048 - Addenda #1  
(bordereau)  
2018-09-14 15 h 49 -  
Téléchargement  
3002086 - Addenda #2  
(devis)  
2018-09-20 9 h 12 -  
Courriel

3002087 - Addenda #2  
(bordereau)  
2018-09-20 9 h 12 -  
Téléchargement

3004436 - Addenda #3  
(devis)  
2018-09-25 15 h 53 -  
Courriel

3004437 - Addenda #3  
(plan)  
2018-09-25 16 h 57 -  
Messagerie

3004438 - Addenda #3  
(bordereau)  
2018-09-25 15 h 53 -  
Téléchargement

3007528 - Addenda #4  
(devis)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)  
2018-10-02 13 h 49 -  
Messagerie

3009878 - Addenda 5  
(devis)  
2018-10-10 9 h 32 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-10-10 9 h 32 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 22 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 29 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 29 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 39 -  
Messagerie

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 20 h 01 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 44 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 19 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel

3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h 26 -  
Messagerie

3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel

Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

---

<input type="checkbox"/> Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 <a href="http://www.gastier.com">http://www.gastier.com</a> NEQ : 1168999176	<a href="#">Madame Kristina Bérubé</a> Téléphone : 514 325- 4220 Télécopieur : 514 325- 3822	<b>Commande : (1486619)</b> 2018-09-04 11 h 51 <b>Transmission :</b> 2018-09-04 11 h 51	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 56 - Messagerie 3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel 3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement 3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 12 - Courriel 3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 12 - Téléchargement 3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel 3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 55 - Messagerie 3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 53 - Téléchargement 3007528 - Addenda #4 (devis) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3007529 - Addenda #4 (plan) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3009878 - Addenda 5 (devis) 2018-10-10 9 h 30 - Messagerie 3009879 - Addenda 5 (plan) 2018-10-10 9 h 30 - Messagerie 3011879 - Addenda 6 Devis 2018-10-12 15 h 14 - Courriel 3011880 - Addenda 6 Plan 2018-10-12 16 h 20 - Messagerie 3016008 - Addenda #7 (devis) 2018-10-23 14 h 27 - Messagerie
--	--	--	---



3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 27 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 19 h 59 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 42 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 17 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)

2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement  
3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel  
3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h 24 -  
Messagerie  
3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

<input type="checkbox"/>	Groupe Mécano inc. 894 rue Bergar Laval, QC, H7L 5A1 NEQ : 1168580356	<a href="#">Monsieur Louis-Paul Parent</a> Téléphone : 450 736-2006 Télécopieur :	<b>Commande : (1488147)</b> 2018-09-07 10 h 55 <b>Transmission :</b> 2018-09-07 10 h 55	2018-11-29 11 h 59 - Téléchargement 3034109 - Addenda #16 (devis) 2018-12-04 15 h 39 - Courriel 3034110 - Addenda #16 (plan) 2018-12-04 16 h 24 - Messagerie 3036506 - Addenda #17 2018-12-10 14 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
				3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 56 - Messagerie 3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel 3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement 3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 12 - Courriel 3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 12 - Téléchargement 3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel 3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 55 - Messagerie 3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 53 - Téléchargement 3007528 - Addenda #4 (devis) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3007529 - Addenda #4 (plan) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3009878 - Addenda 5 (devis)

2018-10-10 9 h 31 -  
Messagerie  
3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-10-10 9 h 31 -  
Messagerie  
3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel  
3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 21 -  
Messagerie  
3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 28 -  
Messagerie  
3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 28 -  
Messagerie  
3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel  
3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel  
3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel  
3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 20 h -  
Messagerie  
3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement  
3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel  
3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 43 -  
Messagerie  
3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement  
3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel  
3024285 - 10261-  
add11signe (plan)

2018-11-12 16 h 17 -  
Messagerie  
3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel  
3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel  
3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel  
3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel  
3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement  
3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel  
3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h 24 -  
Messagerie  
3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique



GROUPE PROMEC INC.  
1300, rue Saguenay  
Rouyn-Noranda, QC, J9X 7C3  
NEQ : 1147308788

[Madame Caroline  
Forget](#)

Téléphone : 514 901-  
7500  
Télécopieur : 514 901-  
7501

**Commande : (1509128)**

2018-11-07 11 h 03

**Transmission :**

2018-11-07 11 h 03

3000046 - Addenda #1  
(devis)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement  
3000047 - Addenda #1  
(plan)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement  
3000048 - Addenda #1  
(bordereau)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement  
3002086 - Addenda #2  
(devis)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement  
3002087 - Addenda #2  
(bordereau)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement  
3004436 - Addenda #3  
(devis)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3004437 - Addenda #3  
(plan)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3004438 - Addenda #3  
(bordereau)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3007528 - Addenda #4  
(devis)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3007529 - Addenda #4  
(plan)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3009878 - Addenda 5  
(devis)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 11 h 03 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 14 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel

3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h 23 -  
Messagerie

3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel

Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

☐ Le Groupe LML Ltée  
360 boul du Séminaire Nord Bureau 22  
Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1  
<http://www.groupeuml.ca> NEQ :  
1169018786

[Madame Nancy Ross](#)  
Téléphone : 450 347-  
1996  
Télécopieur : 450 347-  
8509

**Commande : (1487013)**  
2018-09-05 8 h 43  
**Transmission :**  
2018-09-05 8 h 43

3000046 - Addenda #1  
(devis)  
2018-09-14 15 h 57 -  
Messagerie

3000047 - Addenda #1  
(plan)  
2018-09-14 15 h 49 -  
Courriel

3000048 - Addenda #1  
(bordereau)  
2018-09-14 15 h 49 -  
Téléchargement

3002086 - Addenda #2  
(devis)  
2018-09-20 9 h 12 -  
Courriel

3002087 - Addenda #2  
(bordereau)  
2018-09-20 9 h 12 -  
Téléchargement

3004436 - Addenda #3  
(devis)  
2018-09-25 15 h 53 -  
Courriel

3004437 - Addenda #3  
(plan)  
2018-09-25 16 h 56 -  
Messagerie

3004438 - Addenda #3  
(bordereau)  
2018-09-25 15 h 53 -  
Téléchargement

3007528 - Addenda #4  
(devis)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3009878 - Addenda 5  
(devis)  
2018-10-10 9 h 31 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-10-10 9 h 31 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 22 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 28 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 28 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel



3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 20 h 01 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 43 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 18 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel

3034110 - Addenda #16  
(plan)

			2018-12-04 16 h 25 - Messagerie
			3036506 - Addenda #17
			2018-12-10 14 h 17 - Courriel
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<hr/>			
<input type="checkbox"/>	Le Groupe Master inc. 451, boul. Lebeau Montréal-Ouest, QC, H4N1S2 <a href="http://www.master.ca">http://www.master.ca</a> NEQ : 1169851384	<a href="#">Monsieur Simon Paquet</a> Téléphone : 514 787- 1500 Télécopieur : 514 788- 1773	<b>Commande : (1487871)</b> 2018-09-06 15 h 10 <b>Transmission :</b> 2018-09-06 15 h 10  3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 52 - Messagerie  3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel  3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement  3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 11 - Courriel  3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 11 - Téléchargement  3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel  3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 49 - Messagerie  3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 53 - Téléchargement  3007528 - Addenda #4 (devis) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel  3007529 - Addenda #4 (plan) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel  3009878 - Addenda 5 (devis) 2018-10-10 9 h 27 - Messagerie  3009879 - Addenda 5 (plan) 2018-10-10 9 h 27 - Messagerie  3011879 - Addenda 6 Devis

2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 17 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 21 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 21 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 19 h 53 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 35 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 05 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
 2018-11-21 15 h 34 -  
 Courriel

3032021 - Addenda #15  
 (devis)  
 2018-11-29 11 h 59 -  
 Courriel

3032022 - Addenda #15  
 (bordereau)  
 2018-11-29 11 h 59 -  
 Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
 (devis)  
 2018-12-04 15 h 39 -  
 Courriel

3034110 - Addenda #16  
 (plan)  
 2018-12-04 15 h 51 -  
 Messagerie

3036506 - Addenda #17  
 2018-12-10 14 h 17 -  
 Courriel

Mode privilégié (devis) :  
 Courrier électronique  
 Mode privilégié (plan) :  
 Courrier électronique

---

<input type="checkbox"/>	Les Installations Électriques Pichette Inc . 3080 rue Peugeot Laval, QC, H7L 5C5 NEQ : 1143997626	<a href="#">Monsieur François Pichette</a> Téléphone : 450 682-4411 Télécopieur : 450 682-8930	<b>Commande : (1486844)</b> 2018-09-04 15 h 35 <b>Transmission :</b> 2018-09-04 15 h 35	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 54 - Messagerie  3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel  3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement  3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 12 - Courriel  3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 12 - Téléchargement  3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel  3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 52 - Messagerie  3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 53 - Téléchargement  3007528 - Addenda #4 (devis)
--------------------------	--	--	--	---

2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)

2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3009878 - Addenda 5  
(devis)

2018-10-10 9 h 29 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)

2018-10-10 9 h 29 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis

2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan

2018-10-12 16 h 19 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)

2018-10-23 14 h 24 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)

2018-10-23 14 h 24 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)

2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)

2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)

2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)

2018-10-31 19 h 58 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)

2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)

2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)

2018-11-07 10 h 37 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)

2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement  
3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel  
3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 12 -  
Messagerie  
3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel  
3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel  
3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel  
3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel  
3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement  
3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel  
3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h -  
Messagerie  
3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

☐ Mabarex inc..  
2021 rue Halpern  
St-Laurent  
Montréal, QC, H4S 1S3  
<http://www.mabarex.com> NEQ :  
1172183569

[Madame Julie Archambault](#)  
Téléphone : 514 334-  
6721  
Télécopieur : 514 332-  
1775

**Commande : (1487281)**  
2018-09-05 14 h 11  
**Transmission :**  
2018-09-05 14 h 11

3000046 - Addenda #1  
(devis)  
2018-09-14 15 h 52 -  
Messagerie  
3000047 - Addenda #1  
(plan)  
2018-09-14 15 h 49 -  
Courriel  
3000048 - Addenda #1  
(bordereau)  
2018-09-14 15 h 49 -  
Téléchargement  
3002086 - Addenda #2  
(devis)  
2018-09-20 9 h 11 -  
Courriel

3002087 - Addenda #2  
(bordereau)  
2018-09-20 9 h 11 -  
Téléchargement

3004436 - Addenda #3  
(devis)  
2018-09-25 15 h 53 -  
Courriel

3004437 - Addenda #3  
(plan)  
2018-09-25 16 h 50 -  
Messagerie

3004438 - Addenda #3  
(bordereau)  
2018-09-25 15 h 53 -  
Téléchargement

3007528 - Addenda #4  
(devis)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3009878 - Addenda 5  
(devis)  
2018-10-10 9 h 27 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-10-10 9 h 27 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 18 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 21 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 21 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel



3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 19 h 55 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 36 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 09 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel

3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 15 h 51 -  
Messagerie

3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel

Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

---

<input type="checkbox"/> Norclair inc.. 1100, montée Masson Laval, QC, h7e 4p2 <a href="http://www.norclair.ca">http://www.norclair.ca</a> NEQ : 1149059355	<a href="#">Monsieur Jean-François Lessard</a> Téléphone : 450 688-4012 Télécopieur : 450 688-9123	<b>Commande : (1488133)</b> 2018-09-07 10 h 42 <b>Transmission :</b> 2018-09-07 11 h 28	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 16 h 27 - Messagerie 3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 16 h 27 - Messagerie 3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement 3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 11 - Courriel 3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 11 - Téléchargement 3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 52 - Courriel 3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 49 - Messagerie 3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 52 - Téléchargement 3007528 - Addenda #4 (devis) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3007529 - Addenda #4 (plan) 2018-10-02 13 h 48 - Messagerie 3009878 - Addenda 5 (devis) 2018-10-10 9 h 27 - Messagerie 3009879 - Addenda 5 (plan) 2018-10-10 9 h 27 - Messagerie 3011879 - Addenda 6 Devis 2018-10-12 15 h 14 - Courriel 3011880 - Addenda 6 Plan 2018-10-12 16 h 17 - Messagerie 3016008 - Addenda #7 (devis) 2018-10-23 14 h 20 - Messagerie
--	--	--	---

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 20 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 38 -  
Messagerie

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 19 h 52 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 35 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 01 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)

2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement  
3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel  
3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 15 h 50 -  
Messagerie  
3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

<input type="checkbox"/>	Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2 NEQ : 1164575657	<a href="#">Monsieur Yanick Gougeon</a> Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	<b>Commande : (1486365)</b> 2018-09-04 8 h 28 <b>Transmission :</b> 2018-09-04 8 h 28	2018-11-29 11 h 59 - Téléchargement 3034109 - Addenda #16 (devis) 2018-12-04 15 h 39 - Courriel 3034110 - Addenda #16 (plan) 2018-12-04 15 h 50 - Messagerie 3036506 - Addenda #17 2018-12-10 14 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
				3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 16 h 26 - Messagerie 3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 16 h 26 - Messagerie 3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement 3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 12 - Courriel 3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 12 - Téléchargement 3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel 3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 52 - Messagerie 3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 53 - Téléchargement 3007528 - Addenda #4 (devis) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3007529 - Addenda #4 (plan) 2018-10-02 13 h 48 - Messagerie 3009878 - Addenda 5 (devis)

2018-10-10 9 h 28 -  
Messagerie  
3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-10-10 9 h 28 -  
Messagerie  
3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel  
3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 19 -  
Messagerie  
3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 23 -  
Messagerie  
3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 23 -  
Messagerie  
3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel  
3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 39 -  
Messagerie  
3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel  
3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 19 h 57 -  
Messagerie  
3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement  
3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel  
3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 37 -  
Messagerie  
3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement  
3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel  
3024285 - 10261-  
add11signe (plan)

2018-11-12 16 h 10 -  
Messagerie  
3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel  
3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel  
3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel  
3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel  
3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement  
3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel  
3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 15 h 59 -  
Messagerie  
3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)



Solumation inc.  
1130, Lévis, Local 1  
Terrebonne, QC, J6W 5S6  
NEQ : 1161076634

[Monsieur Konstan  
Lebeau](#)

Téléphone : 450 471-  
4545  
Télécopieur : 450 492-  
1188

**Commande : (1492258)**

2018-09-19 12 h 06

**Transmission :**

2018-09-19 12 h 06

3000046 - Addenda #1  
(devis)  
2018-09-19 12 h 06 -  
Téléchargement  
3000047 - Addenda #1  
(plan)  
2018-09-19 12 h 06 -  
Téléchargement  
3000048 - Addenda #1  
(bordereau)  
2018-09-19 12 h 06 -  
Téléchargement  
3002086 - Addenda #2  
(devis)  
2018-09-20 9 h 12 -  
Courriel  
3002087 - Addenda #2  
(bordereau)  
2018-09-20 9 h 12 -  
Téléchargement  
3004436 - Addenda #3  
(devis)  
2018-09-25 15 h 53 -  
Courriel

3004437 - Addenda #3  
(plan)  
2018-09-25 16 h 54 -  
Messagerie

3004438 - Addenda #3  
(bordereau)  
2018-09-25 15 h 53 -  
Téléchargement

3007528 - Addenda #4  
(devis)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3009878 - Addenda 5  
(devis)  
2018-10-10 9 h 30 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-10-10 9 h 30 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 20 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 27 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 27 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 19 h 59 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement



3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 38 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 15 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel

3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h 23 -  
Messagerie

3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel

Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

---

<input type="checkbox"/>	SUEZ Treatment Solutions Canada LP 1290 avenue Van Home Suite 310 Montréal, QC, H2V 4S2 <a href="http://www.suez-na.com">http://www.suez-na.com</a> NEQ : 3371591978	<a href="#">Monsieur Thiop Diop</a> Téléphone : 514 683- 1200 Télécopieur : 514 683- 1203	<b>Commande : (1487994)</b> 2018-09-07 7 h 15 <b>Transmission :</b> 2018-09-07 7 h 15	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 51 - Messagerie  3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel
--------------------------	---	---	--	---

3000048 - Addenda #1  
(bordereau)  
2018-09-14 15 h 49 -  
Téléchargement

3002086 - Addenda #2  
(devis)  
2018-09-20 9 h 11 -  
Courriel

3002087 - Addenda #2  
(bordereau)  
2018-09-20 9 h 11 -  
Téléchargement

3004436 - Addenda #3  
(devis)  
2018-09-25 15 h 52 -  
Courriel

3004437 - Addenda #3  
(plan)  
2018-09-25 16 h 48 -  
Messagerie

3004438 - Addenda #3  
(bordereau)  
2018-09-25 15 h 52 -  
Téléchargement

3007528 - Addenda #4  
(devis)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)  
2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3009878 - Addenda 5  
(devis)  
2018-10-10 9 h 26 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)  
2018-10-10 9 h 26 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis  
2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 16 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 20 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 20 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 19 h 52 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 35 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel

3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel

3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel

3034110 - Addenda #16  
(plan)

			2018-12-04 15 h 46 - Messagerie
			3036506 - Addenda #17
			2018-12-10 14 h 17 - Courriel
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<hr/>			
<input type="checkbox"/>	Veolia Water Technologies Canada Inc. 4105 rue Sartelon St-Laurent Montréal, QC, H4S 2B3 NEQ : 1143713056	<a href="#">Monsieur Denis Girard et Ghislaine Campeau</a> Téléphone : 514 334- 7230 Télécopieur : 514 334- 5070	<b>Commande : (1486545)</b> 2018-09-04 10 h 51 <b>Transmission :</b> 2018-09-04 10 h 51  3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 53 - Messagerie 3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel 3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement 3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 11 - Courriel 3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 11 - Téléchargement 3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel 3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 50 - Messagerie 3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 53 - Téléchargement 3007528 - Addenda #4 (devis) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3007529 - Addenda #4 (plan) 2018-10-02 13 h 18 - Courriel 3009878 - Addenda 5 (devis) 2018-10-10 9 h 28 - Messagerie 3009879 - Addenda 5 (plan) 2018-10-10 9 h 28 - Messagerie 3011879 - Addenda 6 Devis

2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan  
2018-10-12 16 h 18 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)  
2018-10-23 14 h 21 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)  
2018-10-23 14 h 21 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)  
2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)  
2018-10-31 19 h 55 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)  
2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)  
2018-11-07 10 h 36 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)  
2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement

3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel

3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 09 -  
Messagerie

3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel

3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel

3028368 - Addenda #14  
 2018-11-21 15 h 34 -  
 Courriel

3032021 - Addenda #15  
 (devis)  
 2018-11-29 11 h 59 -  
 Courriel

3032022 - Addenda #15  
 (bordereau)  
 2018-11-29 11 h 59 -  
 Téléchargement

3034109 - Addenda #16  
 (devis)  
 2018-12-04 15 h 39 -  
 Courriel

3034110 - Addenda #16  
 (plan)  
 2018-12-04 15 h 54 -  
 Messagerie

3036506 - Addenda #17  
 2018-12-10 14 h 17 -  
 Courriel

Mode privilégié (devis) :  
 Courrier électronique  
 Mode privilégié (plan) :  
 Courrier électronique

<input type="checkbox"/>	Xylem inc. 300 Ave. Labrosse Montréal, QC, H9R 4V5 <a href="http://ITTFlygt.ca">http://ITTFlygt.ca</a> NEQ : 1140373151	<a href="#">Monsieur Michel Rousseau</a> Téléphone : 514 428- 4864 Télécopieur :	<b>Commande : (1487632)</b> 2018-09-06 10 h 16 <b>Transmission :</b> 2018-09-06 10 h 16	3000046 - Addenda #1 (devis) 2018-09-14 15 h 55 - Messagerie  3000047 - Addenda #1 (plan) 2018-09-14 15 h 49 - Courriel  3000048 - Addenda #1 (bordereau) 2018-09-14 15 h 49 - Téléchargement  3002086 - Addenda #2 (devis) 2018-09-20 9 h 12 - Courriel  3002087 - Addenda #2 (bordereau) 2018-09-20 9 h 12 - Téléchargement  3004436 - Addenda #3 (devis) 2018-09-25 15 h 53 - Courriel  3004437 - Addenda #3 (plan) 2018-09-25 16 h 53 - Messagerie  3004438 - Addenda #3 (bordereau) 2018-09-25 15 h 53 - Téléchargement  3007528 - Addenda #4 (devis)
--------------------------	--	---	--	---

2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3007529 - Addenda #4  
(plan)

2018-10-02 13 h 18 -  
Courriel

3009878 - Addenda 5  
(devis)

2018-10-10 9 h 29 -  
Messagerie

3009879 - Addenda 5  
(plan)

2018-10-10 9 h 29 -  
Messagerie

3011879 - Addenda 6  
Devis

2018-10-12 15 h 14 -  
Courriel

3011880 - Addenda 6 Plan

2018-10-12 16 h 20 -  
Messagerie

3016008 - Addenda #7  
(devis)

2018-10-23 14 h 26 -  
Messagerie

3016009 - Addenda #7  
(plan)

2018-10-23 14 h 26 -  
Messagerie

3017913 - Addenda #8  
(devis)

2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3017914 - Addenda #8  
(plan)

2018-10-26 16 h 37 -  
Courriel

3019704 - Addenda #9  
(devis)

2018-10-31 18 h 49 -  
Courriel

3019705 - Addenda #9  
(plan)

2018-10-31 19 h 58 -  
Messagerie

3019706 - Addenda #9  
(bordereau)

2018-10-31 18 h 49 -  
Téléchargement

3022329 - Addenda #10  
(devis)

2018-11-07 9 h 15 -  
Courriel

3022330 - Addenda #10  
(plan)

2018-11-07 10 h 37 -  
Messagerie

3022331 - Addenda #10  
(bordereau)



2018-11-07 9 h 15 -  
Téléchargement  
3024284 - 10261-  
add11signe (devis)  
2018-11-12 13 h 08 -  
Courriel  
3024285 - 10261-  
add11signe (plan)  
2018-11-12 16 h 14 -  
Messagerie  
3025339 - Addenda #12  
2018-11-14 14 h 50 -  
Courriel  
3026602 - Addenda #13  
2018-11-16 15 h 22 -  
Courriel  
3028368 - Addenda #14  
2018-11-21 15 h 34 -  
Courriel  
3032021 - Addenda #15  
(devis)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Courriel  
3032022 - Addenda #15  
(bordereau)  
2018-11-29 11 h 59 -  
Téléchargement  
3034109 - Addenda #16  
(devis)  
2018-12-04 15 h 39 -  
Courriel  
3034110 - Addenda #16  
(plan)  
2018-12-04 16 h 22 -  
Messagerie  
3036506 - Addenda #17  
2018-12-10 14 h 17 -  
Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Courrier électronique

---

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 18 décembre 2018 à 19:30**

## Fiche de l'entreprise

**Nom :** ALLEN ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.

**Adresse du siège social :** 118, RUE DE LA GARE, , SAINT-HENRI-DE-LÉVIS, QC, G0R 3E0, CANADA

**Numéro de client à l'Autorité :** 3000150069

**Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :** 1142398784

### Autres noms d'affaires

- ALLEN GENERAL CONTRACTOR INC.
- LA CIE WILFRID ALLEN
- CWA MÉCANIQUE DE PROCÉDÉ

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la [demande d'information](#).

**Dossier # : 1184474003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no. 10261 - (1 soumissionnaire) - Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000,00 \$ (avant taxes) à compter de l'année 2022.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

---

## FICHIERS JOINTS



[Information comptable DEP 1184474003.xlsx](#)

---

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY  
 Préposée au budget  
**Tél : 514-872-0893**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Yves COURCHESNE  
 Directeur de service - finances et trésorier  
**Tél : 514.872.6630**  
**Division : Service des Finances -Direction -**  
 finances et trésorier

**Dossier # : 1184474003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no. 10261 - (1 soumissionnaire) - Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000,00 \$ (avant taxes) à compter de l'année 2022.



**Rapport - mandat SMCE184474003.pdf**

**Dossier # : 1184474003**

**Service du greffe**

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation  
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

**Commission permanente sur l'examen des contrats**

**La Commission :**

**Présidente**

Mme Karine Boivin Roy  
Arrondissement de Mercier –  
Hochelaga-Maisonneuve

**Vice-présidentes**

Mme Paola Hawa  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier  
Arrondissement d'Achimsic-  
Cartierville

**Membres**

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte-des-  
Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

M. Luc Gagnon  
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau  
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay  
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt  
Arrondissement de Rosemont –  
La Petite-Patrie

Le 28 février 2019

**Rapport d'examen de la conformité du processus  
d'appel d'offres - Mandat SMCE184474003**

**Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc.  
pour l'achèvement des travaux de modernisation et de  
réfection à l'usine de production d'eau potable  
Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 \$, taxes  
incluses - Appel d'offres public no. 10261 -  
(1 soumissionnaire) - Autoriser un ajustement annuel  
récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau  
potable de 465 000,00 \$ (avant taxes) à compter de  
l'année 2022.**

(ORIGINAL SIGNÉ)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy  
Présidente

Pierre G. Laporte  
Secrétaire recherchiste

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

## Mandat SMCE185249004

Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no. 10261 - (1 soumissionnaire) - Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000,00 \$ (avant taxes) à compter de l'année 2022.

À sa séance du 6 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M\$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 13 février 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont jugé plausibles les explications du Service quant au prix soumis par le seul soumissionnaire conforme. L'adjudicataire est en mesure d'exécuter l'ensemble des travaux à l'interne sans faire appel à de la sous-traitance, ce qui lui permet d'avoir des coûts modestes de gestion et de coordination. Il possède aussi des équipements qui lui permettent de minimiser ses frais généraux.

Malgré tout, les membres ont été étonnés de constater qu'une seule soumission conforme avait été reçue. Le Service a expliqué que le projet était assez complexe et regroupait plusieurs lots dans un même contrat. Néanmoins, on aurait pu s'attendre à un peu de concurrence.

## Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de

travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :*

- *Contrat de plus de 10 M\$,*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres;*

*Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;*

*Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;*

**À l'égard du mandat SMCE184474003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**





**Dossier # : 1197526002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV, pour un montant de 3 742 763,35 \$, taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public CP18088-175057-C - 2 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 878 454,19 \$, taxes incluses (contrat : 3 742 763,35 \$, contingences : 748 552,67\$, variation de quantités : 187 138,17 \$ et frais incidents : 200 000 \$)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Les Excavation Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 742 763,36 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP18088-175057-C ;
2. d'autoriser une dépense de 3742 763,36 \$, taxes incluses, pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV;
3. d'autoriser une dépense de 748 552,67 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences, et une dépense de 187 138,17 \$, à titre de budget de variation de quantités ainsi qu'une dépense de 200 000 \$, à titre de budget d'incidence;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-25 14:09

**Signataire :** Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1197526002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV, pour un montant de 3 742 763,35 \$, taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public CP18088-175057-C - 2 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 878 454,19 \$, taxes incluses (contrat : 3 742 763,35 \$, contingences : 748 552,67\$, variation de quantités : 187 138,17 \$ et frais incidents : 200 000 \$)

## CONTENU

### CONTEXTE

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) effectue l'inspection des conduites d'égout depuis plusieurs années dans le but d'identifier celles qui ont besoin d'être mises à niveau.

L'inspection par caméra en circuit fermé (CCTV) réalisée à l'été 2013 a révélé que le collecteur, construit en 1911, sous le boulevard Saint-Laurent entre le boulevard Crémazie et la rue Legendre, présentait des défauts structuraux et opérationnels suivants : des fractures longitudinales, des déformations, des affaissements au radier, des briques manquantes, des incrustations calcaires et des infiltrations d'eau à plusieurs endroits. De plus, un affaissement de la chaussée au-dessus de ce collecteur s'est produit en juillet 2018 près du collecteur. Une intervention d'urgence a été nécessaire pour sécuriser la rue et effectuer les réparations. En conséquence, afin de préserver l'intégrité de ce collecteur, des travaux de réhabilitation doivent être effectués le plus tôt possible.

Un appel d'offres public a été publié le 29 novembre 2018 sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 22 janvier 2019. La période de validité des soumissions est de 120 jours. Conformément à l'encadrement administratif C-OG-D-18-001, le bordereau de soumission n'inclut pas de budget pour les contingences. Compte tenu des imprévus probables dus à l'âge du collecteur qui fait l'objet des travaux, un budget de 20% de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences. Un

budget de 5% de la valeur du contrat est également prévu pour couvrir les variations de quantité des articles à prix unitaires, conformément à l'encadrement administratif C-OG-D-18-001.

Des frais incidents ont été fixés à 200 000 \$ afin de couvrir d'éventuels travaux de protection ou de réparations de conduites de gaz, de lignes électriques ou autres infrastructures situées à proximité des travaux d'excavation. Également, des expertises en matière de sols contaminés pourraient être requises.

Six (6) addenda ont été émis :

- Addenda no 1 en date du 30 novembre 2018 : correction du numéro de l'avis
- Addenda no 2 en date du 12 décembre 2018 : remplacement d'un cahier des charges normalisées et réponses aux questions.
- Addenda no 3 en date du 17 décembre 2018 : réponses aux questions.
- Addenda no 4 en date du 18 décembre 2018 : réponses aux questions.
- Addenda no 5 en date du 19 décembre 2018 : report de la date d'ouverture des soumissions et réponses aux questions.
- Addenda no 6 en date du 15 janvier 2019 : réponses aux questions.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Ne s'applique pas.

## **DESCRIPTION**

Les travaux consistent en la réhabilitation d'une conduite existante de 1650 mm de diamètre par l'insertion de tubes en polyester renforcés de fibres de verre (PRV). Les tubes en (PRV) sont insérés dans la conduite à partir de puits d'accès.

Ces travaux auront lieu sous le boulevard Saint-Laurent entre le boulevard Crémazie et la rue Legendre, sur une longueur de 450 mètres. Ils comprennent :

- le contrôle du débit des eaux;
- le nettoyage, l'inspection et la réparation de cinq sections de conduites sur une longueur de 450 mètres;
- le tubage de cinq sections de conduites sur une longueur de 450 mètres;
- la pose de coulés cimentaires dans l'espace annulaire;
- la réparation de cinq regards ;
- la réparation et/ou le remplacement de drains de puisards.

## **JUSTIFICATION**

Neuf (9) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et deux (2) d'entre-elles ont déposé une soumission. Aucun avis de désistement n'a été reçu des entreprises n'ayant pas déposé de soumission.

### Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Variation de quantités (avec taxes)	Total (avec taxes)
<b>1- Les Excavations Lafontaine inc.</b>	<b>3 742 763,35</b>	<b>748 552,67</b>	<b>187 138,17</b>	<b>4 678 454,19</b>
2- Services Infraspéc inc.	7 293 151,69	1 458 630,34	364 657,58	9 116 439,61
Estimation du professionnel	2 878 887,77	575 777,55	143 944,39	3 598 609,71
Coût moyen des soumissions reçues (\$)				6 897 446,90
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)				47%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$)				4 437 985,42
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)				94,86%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (\$)				1 079 844,48
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)				30,01%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$)				4 437 985,42
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)				94,86%

L'écart entre l'estimation interne et la plus basse soumission est défavorable de (30,01 %).

La grande partie de cet écart (627 546.00\$) est due à une sous-estimation de l'article de pompage et de dérivation de l'eau. Une révision et un raffinement de l'estimé réduit cet écart d'environ 220 000.00\$. Cette activité représente un risque important du fait qu'elle est dépendante des conditions météorologiques d'autant plus que la probabilité de rencontrer un débit d'eau important (conduite coulant pleine) a été évoquée dans les documents d'appel d'offres.

Une autre partie importante de l'écart se situe au niveau de l'article de mobilisation et d'organisation de chantier. L'écart pour cet article est de 462 761.00\$ entre l'estimation interne et le plus bas soumissionnaire conforme. Cette activité a été sous-estimée et une révision de l'estimé réduit cet écart d'environ 140 000.00\$.

En incluant la révision de l'estimé de ces deux articles, l'écart de prix avant taxes entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation interne est défavorable à 14%.

Description	Prix du plus bas soumissionnaire	Estimation interne	Estimation interne révisée	Écart (plus bas et estimation interne)	Écart (plus bas et estimation interne révisée)
Pompage et dérivation de l'eau	777 549.00\$	150 000.00\$	370 000.00\$	627 549.00\$	407 549.00\$
Mobilisation et organisation de chantier	522 761.00\$	60 000.00\$	200 000.00\$	462 761.00\$	322 761.00\$

Prix total de la soumission avant taxe	3 255 284.50\$	2 503 925.00\$	2 863 925.00\$	751 359.50\$ (30%)	391 359.50\$ (14%)
--	----------------	----------------	----------------	--------------------	--------------------

Quant à l'écart entre le prix du plus bas soumissionnaire et celui du deuxième soumissionnaire, il est en majorité dû à une surestimation par ce dernier des travaux préparatoires de nettoyage et d'inspection télévisée (plus que 2 millions d'écart) et de la fourniture et la pose de la conduite en PRV (plus que 863 000 \$ d'écart) . L'écart constaté dans ces articles représente près de 3 millions \$, soit plus que 80% de l'écart total de 3 550 388 \$.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à Les Excavations Lafontaine inc. au prix de sa soumission, soit 3 742 763,35 \$, taxes incluses.

Le présent dossier répond à deux des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats, l'écart entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation est supérieur à 20 %, et l'écart entre le plus bas soumissionnaire et le deuxième plus bas est également supérieur à 20%.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; à Les Excavations Lafontaine inc., 872, rue Archimède, Lévis, Québec, G6V 7M5. Les Excavations Lafontaine inc. n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus, l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 28 février 2019.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, la compagnie Les Excavations Lafontaine inc. détient une attestation valide de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été reproduit en pièces jointes.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV est de 4 878 454,19 \$, taxes incluses, incluant 200 000 \$ pour les incidences.

Ceci représente un montant de 4 454 678,92 \$ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilités de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Des travaux de sécurisation d'urgence ont été effectués par la Direction de l'épuration des Eaux suite à l'affaissement de la chaussée au-dessus du collecteur St-Laurent en juillet 2018. Lors de ces travaux et suite à une inspection par caméra, il a été constaté que le collecteur montrait des déficiences majeures. Des travaux de réhabilitation sont donc nécessaires à court terme.

Si ce contrat n'était pas octroyé, l'état du collecteur centenaire en briques continuera à se dégrader.

À court terme, la détérioration de l'état du collecteur pourrait engendrer d'autres problèmes tels que celui vécus en juillet 2018 et ainsi compromettre la sécurité des usagers de ce tronçon du boulevard St-Laurent.

À long terme, la détérioration avancée de l'état du collecteur pourrait rendre les travaux de réhabilitation difficilement réalisables. Dans ce cas, la reconstruction complète du collecteur serait nécessaire. Les travaux de reconstruction sont beaucoup plus onéreux et longs à réaliser occasionnant ainsi beaucoup plus de nuisances aux citoyens.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains et commerçants de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL\_Circulation et Waze, ...).

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Octroi du contrat: février 2019;
- Fin des travaux : juillet 2019.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---



## Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Chantale POTVIN, 24 janvier 2019

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER  
Ingénieure - Administratrice de contrats

**Tél :** 5142804418

**Télécop. :** 5142804387

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Michel VERREAULT  
Surintendant administration et soutien à  
l'exploitation

**Tél :** 514 280-4364

**Télécop. :** 514 280-4387

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ  
Directeur

**Tél :** 514 280-3706

**Approuvé le :** 2019-01-25

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE  
Directrice

**Tél :** 514 280-4260

**Approuvé le :** 2019-01-25



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro** : CP18088-175057-C  
**Numéro de référence** : 1218180  
**Statut** : En attente de conclusion du contrat  
**Titre** : Réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Atlas systeme d assechement Ltée 2064 Place de Malaga Laval, QC, H7M 6C1 <a href="http://atlasdewatering.com/">http://atlasdewatering.com/</a>	<a href="#">Monsieur Claude Goulet</a> Téléphone : 514 797-6262 Télécopieur :	<b>Commande : (1522729)</b> 2018-12-17 15 h 26 <b>Transmission :</b> 2018-12-17 16 h 05	3032767 - Addenda 1 2018-12-17 15 h 26 - Téléchargement 3037551 - Addenda 2 2018-12-17 15 h 26 - Téléchargement 3039287 - Addenda 3 (devis) 2018-12-17 15 h 26 - Téléchargement 3039288 - Addenda 3 (plan) 2018-12-17 15 h 26 - Messagerie 3039867 - Addenda 4 2018-12-19 10 h 43 - Messagerie 3040708 - Addenda 5 (Report de date) 2018-12-19 17 h 14 - Courriel 3047193 - Addenda 6 2019-01-15 10 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Clean Water Works Inc. (CWW Réhabilitation) 1800 rue Bantree Ottawa, ON, K1B5L6 <a href="http://www.cwwcanada.com">http://www.cwwcanada.com</a>	<a href="#">Monsieur Nicolas Brennan</a> Téléphone : 613 745-9536 Télécopieur : 613 745-9994	<b>Commande : (1521246)</b> 2018-12-12 14 h 17 <b>Transmission :</b> 2018-12-12 14 h 27	3032767 - Addenda 1 2018-12-12 14 h 17 - Téléchargement 3037551 - Addenda 2 2018-12-12 14 h 17 - Téléchargement 3039287 - Addenda 3 (devis) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel 3039288 - Addenda 3 (plan) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel 3039867 - Addenda 4 2018-12-19 10 h 41 - Messagerie 3040708 - Addenda 5 (Report de date) 2018-12-19 17 h 14 - Courriel 3047193 - Addenda 6 2019-01-15 10 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	<a href="#">Madame Line Proulx</a> Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	<b>Commande : (1517686)</b> 2018-11-30 14 h 57 <b>Transmission :</b> 2018-11-30 15 h 29	3032767 - Addenda 1 2018-11-30 14 h 57 - Messagerie 3037551 - Addenda 2 2018-12-12 13 h 10 - Messagerie 3039287 - Addenda 3 (devis) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel 3039288 - Addenda 3 (plan) 2018-12-17 13 h 53 - Messagerie 3039867 - Addenda 4 2018-12-19 10 h 39 - Messagerie 3040708 - Addenda 5 (Report de date) 2018-12-19 17 h 14 - Courriel 3047193 - Addenda 6 2019-01-15 10 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Hobas Québec 4847 Ambroise Lafortune, suite 201 Boisbriand, QC, J7H 0A4	<a href="#">Monsieur Philippe Fischer</a> Téléphone : 514 574-0810 Télécopieur : 450 951-6608	<b>Commande : (1517348)</b> 2018-11-29 16 h 11 <b>Transmission :</b> 2018-11-29 16 h 42	3032767 - Addenda 1 2018-11-30 16 h 44 - Télécopie 3037551 - Addenda 2 2018-12-12 13 h 18 - Messagerie 3039287 - Addenda 3 (devis) 2018-12-17 15 h 54 - Télécopie 3039288 - Addenda 3 (plan) 2018-12-17 13 h 54 - Messagerie 3039867 - Addenda 4 2018-12-19 10 h 42 - Messagerie 3040708 - Addenda 5 (Report de date) 2018-12-20 9 h 25 - Télécopie 3047193 - Addenda 6 2019-01-15 13 h 08 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1	<a href="#">Madame Louise Brisson</a> Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	<b>Commande : (1517312)</b> 2018-11-29 15 h 29 <b>Transmission :</b> 2018-11-29 16 h 38	3032767 - Addenda 1 2018-11-30 13 h 37 - Courriel 3037551 - Addenda 2 2018-12-12 13 h 15 - Messagerie 3039287 - Addenda 3 (devis) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel 3039288 - Addenda 3 (plan) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel 3039867 - Addenda 4 2018-12-19 10 h 40 - Messagerie

23/01/2019		SEAO : Liste des commandes	
			3040708 - Addenda 5 (Report de date) 2018-12-19 17 h 14 - Courriel  3047193 - Addenda 6 2019-01-15 10 h 15 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	<a href="#">Monsieur Carlo Rivera</a> Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	<b>Commande : (1518748)</b> 2018-12-04 16 h 10 <b>Transmission :</b> 2018-12-04 20 h 53	3032767 - Addenda 1 2018-12-04 16 h 10 - Téléchargement  3037551 - Addenda 2 2018-12-12 13 h 19 - Messagerie  3039287 - Addenda 3 (devis) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel  3039288 - Addenda 3 (plan) 2018-12-17 13 h 54 - Messagerie  3039867 - Addenda 4 2018-12-19 10 h 42 - Messagerie  3040708 - Addenda 5 (Report de date) 2018-12-19 17 h 14 - Courriel  3047193 - Addenda 6 2019-01-15 10 h 15 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 <a href="http://www.excavationslafontaine.com">http://www.excavationslafontaine.com</a>	<a href="#">Madame Amélie Robitaille</a> Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	<b>Commande : (1517335)</b> 2018-11-29 15 h 54 <b>Transmission :</b> 2018-11-29 16 h 41	3032767 - Addenda 1 2018-11-30 13 h 38 - Télécopie  3037551 - Addenda 2 2018-12-12 13 h 14 - Messagerie  3039287 - Addenda 3 (devis) 2018-12-17 13 h 13 - Télécopie  3039288 - Addenda 3 (plan) 2018-12-17 13 h 53 - Messagerie  3039867 - Addenda 4 2018-12-19 10 h 39 - Messagerie  3040708 - Addenda 5 (Report de date) 2018-12-19 17 h 14 - Télécopie  3047193 - Addenda 6 2019-01-15 13 h 16 - Télécopie  Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2	<a href="#">Madame Nancy Lazure</a> Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	<b>Commande : (1518979)</b> 2018-12-05 11 h 19 <b>Transmission :</b> 2018-12-05 11 h 25	3032767 - Addenda 1 2018-12-05 11 h 19 - Téléchargement  3037551 - Addenda 2 2018-12-12 13 h 16 - Messagerie  3039287 - Addenda 3 (devis) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel  3039288 - Addenda 3 (plan) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel  3039867 - Addenda 4 2018-12-19 10 h 40 - Messagerie  3040708 - Addenda 5 (Report de date) 2018-12-19 17 h 14 - Courriel  3047193 - Addenda 6 2019-01-15 10 h 15 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services Infraspec inc 4585 boulevard Lite Laval, QC, H7C0B8	<a href="#">Monsieur Eric Bellemare</a> Téléphone : 450 937-1508 Télécopieur : 450 937-2522	<b>Commande : (1518411)</b> 2018-12-04 9 h 12 <b>Transmission :</b> 2018-12-04 9 h 47	3032767 - Addenda 1 2018-12-04 9 h 12 - Téléchargement  3037551 - Addenda 2 2018-12-12 13 h 17 - Messagerie  3039287 - Addenda 3 (devis) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel  3039288 - Addenda 3 (plan) 2018-12-17 13 h 12 - Courriel  3039867 - Addenda 4 2018-12-19 10 h 41 - Messagerie  3040708 - Addenda 5 (Report de date) 2018-12-19 17 h 14 - Courriel  3047193 - Addenda 6 2019-01-15 10 h 15 - Courriel  Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Le 9 janvier 2017

LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.  
A/S MONSIEUR PIERRE POULIN  
872, RUE ARCHIMÈDE  
LÉVIS (QC) G6V 7M5

N° de décision : 2017-CPSM-1001434  
N° de client : 2700008103

**Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LAFONTAINE et GROUPE LAFONTAINE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 29 mai 2019 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier  
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090

**Dossier # : 1197526002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV, pour un montant de 3 742 763,35 \$, taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public CP18088-175057-C - 2 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 878 454,19 \$, taxes incluses (contrat : 3 742 763,35 \$, contingences : 748 552,67\$, variation de quantités : 187 138,17 \$ et frais incidents : 200 000 \$)

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



[1197526002nfoCompt DEEU.xlsx](#)

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY  
 Préposée au budget  
**Tél : 514-872-0893**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Iva STOILOVA-DINEVA  
 Conseillère budgétaire  
**Tél : 514 280-4195**  
**Division :** Division du conseil et du soutien financier -Point de service Eau - Environnement

**Dossier # : 1197526002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV, pour un montant de 3 742 763,35 \$, taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public CP18088-175057-C - 2 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 878 454,19 \$, taxes incluses (contrat : 3 742 763,35 \$, contingences : 748 552,67\$, variation de quantités : 187 138,17 \$ et frais incidents : 200 000 \$)



**Rapport - mandat SMCE197526002.pdf**

**Dossier # :1197526002**

**Service du greffe**

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation  
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

**Commission permanente sur l'examen des contrats**

**La Commission :**

**Présidente**

Mme Karine Boivin Roy  
Arrondissement de Mercier –  
Hochelaga-Maisonneuve

**Vice-présidentes**

Mme Paola Hawa  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier  
Arrondissement d'Ahuñtic-  
Cartierville

**Membres**

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte-des-  
Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

M. Luc Gagnon  
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau  
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay  
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt  
Arrondissement de Rosemont –  
La Petite-Patrie

Le 28 février 2019

**Rapport d'examen de la conformité du processus  
d'appel d'offres - Mandat SMCE197526002**

**Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc.  
pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par  
technique de tubage PRV, pour un montant de  
3 742 763,35 \$, taxes incluses à la suite de l'appel  
d'offres public CP18088-175057-C - 2 soumissions  
conformes. Autoriser une dépense totale de  
4 878 454,19 \$, taxes incluses (contrat: 3 742 763,35 \$,  
contingences : 748 552,67\$, variation de quantités :  
187 138,17 \$ et frais incidents : 200 000 \$).**

(ORIGINAL SIGNÉ)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy  
Présidente

Pierre G. Laporte  
Secrétaire recherchiste



## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

## Mandat SMCE197526002

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV, pour un montant de 3 742 763,35 \$, taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public CP18088-175057-C - 2 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 878 454,19 \$, taxes incluses (contrat: 3 742 763,35 \$, contingences : 748 552,67\$, variation de quantités : 187 138,17 \$ et frais incidents : 200 000,00 \$).

À sa séance du 6 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 13 février 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont apprécié les explications du Service quant à l'approche technique à mettre en œuvre pour la réalisation des travaux. Ils ont bien compris que tout était mis en œuvre pour réaliser les travaux, et ce, en limitant les perturbations dans un secteur névralgique où la circulation est importante.

Ils ont aussi jugé appropriées les explications du Service quant à l'écart de prix entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimation. Une grande partie de l'écart s'explique par une sous-estimation en ce qui a trait au pompage et à la dérivation de l'eau. De même, il y a eu sous-estimation des frais liés à la mobilisation et à l'organisation du chantier.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :*

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;*

*Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;*

*Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;*

**À l'égard du mandat SMCE197526002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**



**Dossier # : 1185249004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 \$, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 \$, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public n° 18-17304 (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. de conclure deux (2) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal ;
2. d'approuver les contrats de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenues les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public #18-17304:

<b><u>Contrat</u></b>	<b><u>Firme</u></b>	<b><u>Montant du contrat (taxes incluses)</u></b>
#1	<i>SNC-Lavalin inc.</i>	7 122 722,87 \$
# 2	<i>Axor Experts-Conseils inc.</i>	8 490 064,43 \$

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-16 11:54

**Signataire :** Isabelle CADRIN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1185249004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 \$, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 \$, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public n° 18-17304 (3 soumissionnaires).

## CONTENU

### CONTEXTE

La Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) s'est vu confié la réalisation de différents programmes de réfection de chaussée pour les années 2019 à 2021. Plus spécifiquement, les programmes sont définis comme suit:

- Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR);
- Programme de réhabilitation de chaussées par planage et revêtement (PRCPR);
- Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR).

Les programmes PCPR et PRCPR visent l'amélioration de l'état des chaussées par la technique de planage et revêtement dans divers tronçons de rue ne nécessitant pas de modifications géométriques ou d'interventions sur les infrastructures souterraines à moyen terme.

Le programme PMIR quant à lui vise l'entretien ponctuel des infrastructures de voirie tel que les arrêts d'autobus, le planage et revêtement à divers endroits incluant aussi des pistes cyclables, le scellement des fissures ou les réparations de glissières de sécurité.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant

ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

Compte tenu de l'ampleur de ces programmes et afin de pouvoir atteindre les objectifs de réalisation visés, la Direction des infrastructures sollicite les services professionnels de deux (2) firmes d'ingénierie pour l'assister dans la gestion et la surveillance des travaux de voirie, le maintien de la circulation, la gestion des impacts ainsi que les communications de chantier. Le contrôle qualitatif en chantier sera réalisé par une firme différente en utilisant une autre entente-cadre de la Direction des infrastructures.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure ces services professionnels.

L'appel d'offres 18-17304 a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. Les informations sur le déroulement de cet appel d'offres se retrouvent dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Deux (2) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 émis le 1er novembre 2018 : Modifications à deux articles du devis techniques et réponses aux questions reçues de la part des preneurs de cahier des charges;
- Addenda n° 2 émis le 6 novembre 2018 : Réponses aux questions reçues de la part des preneurs de cahier des charges.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG17 0078 - 30 mars 2017 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante (60) mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 \$, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1177577001);

CG16 0121 - 25 février 2016 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme Beaudoin Hurens inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour une somme maximale de 7 669 522,35, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14826 (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1164102001);

CG15 0147 - 26 mars 2015 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. pour la gestion et la surveillance des travaux pour le Programme de planage et revêtement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour une somme maximale de 2 974 725,18 \$, taxes incluses / Appel d'offres public 14-14106 - (6 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1154822004).

## **DESCRIPTION**

Il s'agit de conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels comprenant quatre (4) activités principales, toutes reliées à l'exécution des travaux d'infrastructures municipales, soit la gestion et coordination des mandats, la surveillance des chantiers, le maintien de la circulation et gestion des impacts et les communications de chantier. Ces

ententes-cadres sont à l'usage exclusif de la Division de la réalisation car elles seront utilisées essentiellement pour la surveillance des travaux liés aux programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal.

Les deux (2) contrats représentent une somme totale maximale de 15 612 787,30 \$ et sont valides pour une période pouvant atteindre soixante (60) mois, à partir de la date d'octroi des contrats.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public n° 18-17304, il est recommandé de retenir les services des deux (2) firmes suivantes :

<b>Firmes</b>	<b>Montant (taxes incluses)</b>
SNC-Lavalin inc.	7 122 722,87 \$
AXOR Experts-Conseils inc.	8 490 064,43 \$
<b>Montant total des contrats</b>	<b>15 612 787,30 \$</b>

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la Commission permanente sur l'examen des contrats, le montant maximal des enveloppes budgétaires de ces ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

Il s'agit de contrats à taux horaires par catégorie d'employés.

Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

Le contrat est valide jusqu'à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de soixante (60) mois, selon la première des deux éventualités.

## **JUSTIFICATION**

Compte tenu du nombre et de l'envergure des projets à réaliser pour les différents programmes de voirie, il est proposé de retenir les services professionnels de firmes externes pour la gestion et surveillance des travaux, ainsi que le maintien de la circulation et les communications de chantier.

La supervision des firmes est assurée par du personnel interne de la Ville.

Par ailleurs, deux (2) ententes-cadres avaient été octroyées pour des services similaires en 2016 (CG16 0121) et 2017 (CG17 0078), et les deux (2) ententes seront épuisées à la fin des programmes 2018. Par conséquent, la Direction des infrastructures désire octroyer deux (2) nouveaux contrats afin pouvoir réaliser les programmes des années 2019 à 2021.

## **Analyse des soumissions**

La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final et ce, au prix de sa soumission.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 27 novembre 2018. Les soumissions reçues le 8 novembre 2018 pour les deux (2) contrats, ont été analysées séparément par le



comité de sélection selon les critères de sélection et de pondération spécifiés au devis.

Les offres des trois (3) soumissionnaires ont été jugées recevables et analysées par le comité de sélection et chacune des firmes a soumissionné pour chacun des deux (2) contrats.

Le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes, applicable aux appels d'offres de services professionnels, a été utilisé. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, seules les soumissions ayant obtenu un pointage intérimaire d'au moins 70 sur 100 sont ouvertes et considérées pour l'établissement du pointage final. De plus, une firme retenue pour recommandation pour un contrat devient non conforme pour l'autre contrat.

### Résultats de l'appel d'offres:

#### Contrat # 1 :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - SNC-Lavalin inc.	78,0	0,18	7 122 722,87 \$
2 - AXOR Experts-Conseils inc.	77,5	0,15	8 656 944,90 \$
3 - GBI Experts-Conseils inc.	76,0	0,14	8 954 873,87 \$
<b>Estimation interne</b>			6 301 003,67 \$
<b>Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$)</b> <i>(l'adjudicataire - estimation)</i>			821 719,20 \$
<b>Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$)</b> <i>(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100</i>			13,04 %
<b>Écart entre celui ayant obtenu la 2<sup>e</sup> note finale et l'adjudicataire (\$)</b> <i>(2<sup>e</sup> meilleure note finale - adjudicataire)</i>			1 534 222,03 \$
<b>Écart entre celui ayant obtenu la 2<sup>e</sup> note finale et l'adjudicataire (%)</b> <i>(2<sup>e</sup> meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100</i>			21,54 %

#### Contrat # 2 :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1 - AXOR Experts-Conseils inc.	77,5	0,15	8 490 064,43 \$
2 - GBI Experts-Conseils inc.	76,0	0,14	8 954 873,87 \$
3 - SNC-Lavalin inc.	78,0		
<b>Estimation interne</b>			6 301 003,67 \$

<b>Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$)</b> <i>(l'adjudicataire - estimation)</i> <b>Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$)</b> <i>(l'adjudicataire - estimation)/estimation) x 100</i>			2 189 060,76 \$ 34,74 %
<b>Écart entre celui ayant obtenu la 2<sup>e</sup> note finale et l'adjudicataire (\$)</b> <i>(2<sup>e</sup> meilleure note finale - adjudicataire)</i> <b>Écart entre celui ayant obtenu la 2<sup>e</sup> note finale et l'adjudicataire (%)</b> <i>(2<sup>e</sup> meilleure note finale - adjudicataire)/adjudicataire) x 100</i>			464 809,44 \$ 5,47 %

La firme SNC-Lavalin inc. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #1, cette dernière devient donc non conforme pour le contrat #2.

Le détail de l'évaluation qualitative est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

#### **Dernières estimations réalisées:**

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles prévues aux bordereaux de soumission selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents, soit la gestion et surveillance des travaux pour les programmes de voirie. Il est à noter que les stratégies utilisées par chacune des firmes quant aux taux soumis leur sont propres et ne sont pas divulguées.

Les prix soumis par les firmes ayant obtenues les meilleurs pointages pour les deux (2) contrats au terme du comité d'évaluation sont plus élevés que les estimations internes, et plus particulièrement celle présentée par AXOR Experts-Conseils inc..

Les écarts entre les adjudicataires recommandés et les estimations internes sont les suivants:

<b>Contrats</b>	<b>Firmes</b>	<b>Écart (\$)</b>	<b>Écart (%)</b>
1	SNC-Lavalin inc.	821 719,20 \$	13,04 %
2	AXOR Experts-Conseil inc.	2 189 060,76 \$	34,74 %

L'analyse des prix soumis par les deux (2) firmes démontre que l'écart le plus important est constaté pour les techniciens en surveillance. Dans les documents d'appel d'offres, l'exigence pour ce poste est de niveau intermédiaire, ce qui signifie entre 5 et 10 années d'expérience. Cette exigence a donc été considérée pour réaliser l'estimation du présent contrat. Cependant, on constate à la vue des équipes proposées par les firmes pour réaliser ce contrat que les équipes sont majoritairement constituées de technicien de niveau senior, soit plus de 10 années d'expérience. On peut donc conclure que les firmes ont basé leur prix

soumis pour cette catégorie d'employé en fonction d'un niveau senior afin de refléter la réalité de leurs équipes. Les propositions des firmes reflètent la pénurie actuelle de techniciens de niveau intermédiaire sur le marché régional.

En révisant notre estimation pour tenir compte de cette réalité, à partir de taux horaires récemment obtenu dans des contrats similaires pour des techniciens seniors, on obtient les écarts suivants:

<b>Contrats</b>	<b>Firmes</b>	<b>Estimation interne révisée (taxes incluses)</b>	<b>Écart (\$)</b>	<b>Écart (%)</b>
1	SNC-Lavalin inc.	7 006 490,27 \$	116 232,60 \$	1,66 %
2	AXOR Experts-Conseils inc.	7 006 490,27 \$	1 483 574,16 \$	21,17 %

Considérant que l'on doit tenir compte de la réalité du marché pour les ressources en surveillance, et compte tenu des nouveaux écarts obtenus, et de l'importance stratégique de ces services professionnels, ces écarts sont acceptables. De plus, ce coût additionnel est compensé par des ressources de qualification supérieure, ce qui est à l'avantage de la Ville pour la surveillance des travaux. Dans ces circonstances, il est recommandé d'octroyer les deux (2) contrats aux firmes SNC-Lavalin inc. et AXOR Experts-Conseils inc..

Suite à l'analyse de la soumission de la firme AXOR Experts-Conseils inc. pour ce contrat, on constate que l'écart qui subsiste par rapport à notre estimation révisée se situe pour le poste d'ingénieur en surveillance. Dans le contrat, les exigences de la Ville sont à l'effet que ces ingénieurs doivent avoir un minimum de cinq (5) années d'expérience. Or, on constate que 86 % des ingénieurs soumis par la firme AXOR Experts-Conseils inc. sont des ingénieurs seniors, soit de plus de dix (10) années d'expérience, comparativement à 20 % pour la firme SNC-Lavalin inc.

Ceci illustre donc la difficulté d'estimer les taux qui seront soumis par les firmes pour ces ressources mais dans le cas présent, cela explique une grande partie l'écart de 21% par rapport à l'estimation révisée, qui pourrait être ramené à 12 % si on tient compte de cet ajustement. De plus, les ressources fournies sont de qualification supérieure, ce qui avantage la Ville. Pour ces raisons, nous considérons que l'écart est acceptable.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats public* (Loi 1) conformément au décret #795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés sont inscrits au registre des entreprises autorisées à conclure des contrats publics de l'Autorité des marchés financiers. La firme SNC-Lavalin inc. détient un renouvellement de son autorisation valide jusqu'au 3 février 2020. Quant à la firme AXOR Experts-Conseils inc., elle a présenté la demande de renouvellement de son autorisation qui venait à échéance le 4 mars 2018, dans les délais prescrits par l'Autorité des marchés financiers. Ces documents sont joints au dossier.

Les adjudicataires recommandées ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et la résolution CG11 0082, les deux contrats seront soumis à ladite commission pour étude :

Contrat 1 à SNC-Lavalin inc.: Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le

processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire. De plus, l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Contrat 2 à AXOR Experts-Conseils inc.: Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ et présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit de deux (2) ententes-cadres sans imputation budgétaire.

Les différents mandats aux firmes seront effectués sur demande de la Division de la réalisation des travaux et selon la disponibilité des crédits prévus aux PTI ou au budget de fonctionnement de la Direction de la mobilité, principal requérant pour les travaux de ces programmes. Ces ententes pourraient aussi être également utilisées dans le cadre de projets relevant de la compétence de l'agglomération, soit pour le planage et revêtement des pistes cyclables.

Chacun des mandats confiés à la firme devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre.

Le montant maximum d'honoraires professionnels de 15 612 787,30 \$ taxes incluses, représente un coût net de 14 256 555,85 \$ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

La Division de la réalisation des travaux de la Direction des infrastructures du SIRR assurera le suivi des contrats et des enveloppes.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le cas où l'octroi des contrats est reporté à une date ultérieure au 7 mai 2019, soit la date de la validité des soumissions des adjudicataires recommandés, ces soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

Advenant le cas où l'octroi des contrats est reporté à une date ultérieure au 28 février 2019, soit la date de la séance du Conseil visée, la réalisation des programmes de voirie pour l'année 2019 pourrait être compromise en raison des nombreuses étapes préparatoires à accomplir avec les firmes adjudicataires.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

DATES VISÉES:

Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 février 2019

Octroi des contrats : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des services : mars 2019

Fin des services : à l'épuisement des enveloppes budgétaires ou à la fin de la période de soixante (60) mois selon la première des deux (2) éventualités.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

### **Parties prenantes**

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 14 décembre 2018

---

### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Martin BOULIANNE  
Chef de division - Réalisation des travaux

**Tél :** 514 872-9952  
**Télécop. :** 514 872-2874

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-12-13

Chantal AYLWIN  
Directrice infrastructures

**Tél :** 514 872-4101  
**Télécop. :** 514 872-1873

---

### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Chantal AYLWIN  
Directrice des infrastructures  
**Tél :** 514 872-4101  
**Approuvé le :** 2019-01-14

### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Claude CARETTE  
Directeur  
**Tél :** 514 872-6855  
**Approuvé le :** 2019-01-14

Le 8 juin 2018

SNC-LAVALIN INC.  
A/S MADAME ARDEN FURLOTTE  
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O  
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de décision : 2018-CPSM-1034809  
N° de client : 2700007364

**Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**

---

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE;
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.;
- GROUPE FUTUR TURCOT;
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER;
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU;
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN;
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS;
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.;
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU;
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION.

**Québec**

Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

**Montréal**

800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090


le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SNC-LAVALIN INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier  
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires



Le 5 mars 2015

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.  
A/S MONSIEUR JACQUES GRENIER  
5101, BUCHAN, BUREAU 400  
MONTRÉAL (QC) H4P 1S4

N° de décision : 2015-CPSM-1012553  
N° de client : 3000392192

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la LCOP). AXOR EXPERTS-CONSEILS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier  
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Téléphone : 418 525-0337  
Télécopieur : 418 525-9512  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514 395-0337  
Télécopieur : 514 873-3090

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 04 novembre 2018 à 19:30**

## Fiche de l'entreprise

**Nom :** AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.

**Adresse du siège social :** 5101, RUE BUCHAN, BUR. 400, MONTRÉAL QC, H4P 1S4  
CANADA

**Numéro de client à l'Autorité :** 3000392192

**Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :** 1168297498

### Autres noms d'affaires

- Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la [demande d'information](#).

**Linda Ménard**

---

**Objet:** TR: RENOUELEMENT de AXOR EXPERTS-CONSEILS INC., le 3000392192

**De :** Philippe Leblanc

**Envoyé :** 26 mars 2018 15:16

**À :** Jacques Grenier <jgrenier@axorexperts.com>; Francine Lemay <flemay@axorexperts.com>; Linda Ménard <lmenard@axorexperts.com>; Lucie Mercier <lmercier@axorexperts.com>

**Objet :** TR: RENOUELEMENT de AXOR EXPERTS-CONSEILS INC., le 3000392192

Bonjour,

ci-joint la clarification de l'AMF pour notre statut en attente de l'AMF.

**Philippe Leblanc CPA, CMA, MBA**  
Contrôleur financier  
Financial Controller  
T. 514-937-3737 x 429



5101, rue Buchan, bureau 400, Montréal (Québec) H4P 1S4  
[www.axorexperts.com](http://www.axorexperts.com)



**De :** Poulin Chantal [<mailto:Chantal.Poulin@lautorite.qc.ca>]

**Envoyé :** 26 mars 2018 12:07

**À :** Philippe Leblanc <[pleblanc@axorexperts.com](mailto:pleblanc@axorexperts.com)>

**Objet :** RENOUELEMENT de AXOR EXPERTS-CONSEILS INC., le 3000392192

Bonjour M. Leblanc,

Pour faire suite à votre appel.

Nous sommes toujours en attente d'une recommandation. Donc, je vous transmets cette information que vous pouvez joindre à vos soumissions.

Votre demande de renouvellement a été reçu dans les délais prescrits et est en traitement. Le délai est normal pour ce type de demande est variable.

*La Loi sur les contrats des organismes publics prévoit que lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai. L'entreprise demeure donc au Registre des entreprises admissibles (REA), et ce, jusqu'à ce que l'Autorité confirme, ou non, son renouvellement.*

Ainsi, entre le moment où l'autorisation initialement délivrée est expirée et celui où la décision sur le renouvellement est rendue, le **REA (Registre des entreprises autorisées) fait foi de tout.**

**Dossier # : 1185249004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
<b>Objet :</b>	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 \$, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 \$, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public n° 18-17304 (3 soumissionnaires).

## SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

## FICHIERS JOINTS



18-17304 Preneurs.pdf18-17304 PV.pdf18-17304 tableau contrat 1.pdf



18-17304 intervention contrat 1.pdf18-17304 tableau contrat 2.pdf



18-17304 intervention contrat 2.pdf

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU  
 Agent(e) d approvisionnement niveau 2  
**Tél : 514-868-3709**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-09

Richard DAGENAIS  
 C/S app.strat.en biens  
**Tél : 514-872-2608**  
**Division : Service de l'approvisionnement ,**  
 Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

### ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

#### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17304 contrat 1 No du GDD : 1185249004

Titre de l'appel d'offres : SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX POUR LES PROGRAMMES PCPR, PRCPR ET PMIR DE 2019 À 2021 SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

#### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 10 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Ouverture originalement prévue le : 8 - 11 - 2018 Date du dernier addenda émis : 6 # 11 - 2018

Ouverture faite le : 8 - 11 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 16 jrs

Date du comité de sélection : 27 - 11 - 2018

#### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 Nbre de soumissions reçues : 3 % de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 0 % de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs Date d'échéance initiale : 7 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs Date d'échéance révisée : 7 - 5 - 2019

#### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
SNC-Lavalin inc.	7 122 722,87 \$	✓	1
AXOR Experts-Conseil inc.	8 656 944,90 \$		1
Gbi EXPERTS-CONSEILS INC.	8 954 873,87 \$		1

#### Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que deux firmes n'ont pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres, une firme a un carnet de commandes complet, une firme ne dispose pas des ressources nécessaires et une firme est sous-traitant d'un soumissionnaire.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 9 - 1 - 2019

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

### ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

#### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17304 contrat 2 No du GDD : 1185249004

Titre de l'appel d'offres : SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX POUR LES PROGRAMMES PCPR, PRCPR ET PMIR DE 2019 À 2021 SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

#### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 10 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Ouverture originalement prévue le : 8 - 11 - 2018 Date du dernier addenda émis : 6 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 8 - 11 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 16 jrs

Date du comité de sélection : 27 - 11 - 2018

#### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 Nbre de soumissions reçues : 3 % de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 1 % de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom) Motif de rejet: administratif et / ou technique

SNC-Lavalin inc. non conforme contrat 2 étant adjudicataire contrat 1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs Date d'échéance initiale : 7 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs Date d'échéance révisée : 7 - 5 - 2019

#### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ✓ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	✓	# Lot
AXOR Experts-Conseil inc.	8 490 064,43 \$	✓	2
Gbi EXPERTS-CONSEILS INC.	8 954 873,87 \$		2

#### Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que deux firmes n'ont pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres, une firme a un carnet de commandes complet, une firme ne dispose pas des ressources nécessaires et une firme est sous-traitant d'un soumissionnaire.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 9 - 1 - 2019

18-17304 - SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX POUR LES PROGRAMMES PCPR, PRCPR ET PMIR DE 2019 À 2021 SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL Contrat 1											Comité	
	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Méthodologie proposée</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Qualification et expérience du personnel affecté au mandat</i>	<i>Qualification et expérience du chargé de projet</i>	<i>Pointage intérimaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>	<i>Rang</i>		
FIRME	5%	10%	15%	20%	30%	20%	100%	\$			Date	27-11-2018
AXOR Experts-Conseil inc.	3,83	7,33	13,33	14,67	24,00	14,33	77,5	8 656 944,90 \$	0,15	2	Heure	13 h 30
Gbi EXPERTS-CONSEILS INC.	4,33	6,67	10,00	14,00	23,33	17,67	76,0	8 954 873,87 \$	0,14	3	Lieu	255 Boul. Crémazie Est
SNC-Lavalin inc.	3,67	8,67	10,67	16,00	25,00	14,00	78,0	7 122 722,87 \$	0,18	1	Multiplicateur d'ajustement	
							-		-			
							-		-			
Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau										10000	



18-17304 - SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX POUR LES PROGRAMMES PCPR, PRCPR ET PMIR DE 2019 À 2021 SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL Contrat 2											Comité	
	Présentation de l'offre	Compréhension du mandat et de la problématique	Méthodologie proposée	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat	Qualification et expérience du chargé de projet	Pointage intermédiaire total	Prix	Pointage final	Rang		
FIRME	5%	10%	15%	20%	30%	20%	100%	\$			Date	27-11-2018
AXOR Experts-Conseil inc.	3,83	7,33	13,33	14,67	24,00	14,33	77,5	8 490 064,43 \$	0,15	1	Heure	13 h 30
Gbi EXPERTS-CONSEILS INC.	4,33	6,67	10,00	14,00	23,33	17,67	76,0	8 954 873,87 \$	0,14	2	Lieu	255 Boul. Crémazie Est
SNC-Lavalin inc.	3,67	8,67	10,67	16,00	25,00	14,00	78,0		non conforme adjudicataire contrat 1			
							-		-			
							-		-			
Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau										Multiplicateur d'ajustement	
											10000	



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro :** 18-17304

**Numéro de référence :** 1208160

**Statut :** En attente des résultats d'ouverture

**Titre :** SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	<a href="#">Madame Karima Aïnenas</a> Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	<b>Commande : (1504091)</b> 2018-10-24 8 h 48 <b>Transmission :</b> 2018-10-24 8 h 48	3019941 - 18-17304 addenda 1 2018-11-01 10 h 06 - Courriel 3021742 - 18-17304 addenda 2 2018-11-06 10 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 <a href="http://axorexperts.com">http://axorexperts.com</a>	<a href="#">Madame Linda Ménard</a> Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	<b>Commande : (1503449)</b> 2018-10-22 15 h 08 <b>Transmission :</b> 2018-10-22 15 h 08	3019941 - 18-17304 addenda 1 2018-11-01 10 h 06 - Courriel 3021742 - 18-17304 addenda 2 2018-11-06 10 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 <a href="http://www.cima.ca">http://www.cima.ca</a>	<a href="#">Madame Linda Fontaine</a> Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	<b>Commande : (1503485)</b> 2018-10-22 15 h 44 <b>Transmission :</b> 2018-10-22 15 h 44	3019941 - 18-17304 addenda 1 2018-11-01 10 h 06 - Courriel 3021742 - 18-17304 addenda 2 2018-11-06 10 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GBi 255 Crémazie Est, 9e Étage Montréal, QC, H2M 1L5 <a href="http://www.gbi.ca">http://www.gbi.ca</a>	<a href="#">Madame Karine Thibault</a> Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	<b>Commande : (1503746)</b> 2018-10-23 10 h 38 <b>Transmission :</b> 2018-10-23 10 h 38	3019941 - 18-17304 addenda 1 2018-11-01 10 h 06 - Courriel 3021742 - 18-17304 addenda 2 2018-11-06 10 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
IGF Axiom Inc 4125 AUTOROUTE DES LAURENTIDES Laval, QC, H7L 5W5	<a href="#">Madame Marie-Claude Ainey</a> Téléphone : 514 645-3443	<b>Commande : (1503922)</b> 2018-10-23 14 h 39 <b>Transmission :</b> 2018-10-23 14 h 39	3019941 - 18-17304 addenda 1 2018-11-01 10 h 06 - Courriel 3021742 - 18-17304 addenda 2 2018-11-06 10 h 38 - Courriel

	Télécopieur : 450 688-9879		Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe Solroc Inc. 4000, rue Griffith Montréal, QC, H4T 1A8	<a href="#">Monsieur Patrice Bedu</a> Téléphone : 514 737-6541 Télécopieur : 514 342-5855	<b>Commande : (1504049)</b> 2018-10-24 7 h 09 <b>Transmission :</b> 2018-10-24 7 h 09	3019941 - 18-17304 addenda 1 2018-11-01 10 h 06 - Courriel 3021742 - 18-17304 addenda 2 2018-11-06 10 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 <a href="http://www.groupeesm.com">http://www.groupeesm.com</a>	<a href="#">Madame Cinthia Fournier</a> Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	<b>Commande : (1503417)</b> 2018-10-22 14 h 37 <b>Transmission :</b> 2018-10-22 14 h 37	3019941 - 18-17304 addenda 1 2018-11-01 10 h 06 - Courriel 3021742 - 18-17304 addenda 2 2018-11-06 10 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	<a href="#">Madame Ginette Laplante</a> Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	<b>Commande : (1503342)</b> 2018-10-22 13 h 09 <b>Transmission :</b> 2018-10-22 13 h 09	3019941 - 18-17304 addenda 1 2018-11-01 10 h 06 - Courriel 3021742 - 18-17304 addenda 2 2018-11-06 10 h 38 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

**Dossier # : 1185249004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
<b>Objet :</b>	Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 \$, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 \$, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public n° 18-17304 (3 soumissionnaires).



**Rapport - mandat SMCE185249004.pdf**

**Dossier # :1185249004**

**Service du greffe**

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation  
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134  
Montréal (Québec) H2Y 1C6

**Commission permanente sur l'examen des contrats**

**La Commission :**

**Présidente**

Mme Karine Boivin Roy  
Arrondissement de Mercier –  
Hochelaga-Maisonneuve

**Vice-présidentes**

Mme Paola Hawa  
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier  
Arrondissement d'Achimsic-  
Cartierville

**Membres**

M. Christian Arseneault  
Arrondissement de Côte-des-  
Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois  
Village de Senneville

M. Luc Gagnon  
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà  
Arrondissement de Rivière-des-  
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau  
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski  
Arrondissement de L'Île-Bizard –  
Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay  
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt  
Arrondissement de Rosemont –  
La Petite-Patrie

Le 28 février 2019

**Rapport d'examen de la conformité du processus  
d'appel d'offres - Mandat SMCE185249004**

**Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 \$, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 \$, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public n° 18-17304 (3 soumissionnaires).**

(ORIGINAL SIGNÉ)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy  
Présidente

Pierre G. Laporte  
Secrétaire recherchiste

## Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

## Mandat SMCE185249004

Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes: SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 \$, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 \$, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public n° 18-17304 (3 soumissionnaires).

À sa séance du 6 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (contrat 1) et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat 2).*

Le 13 février 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures du réseau routier ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont constaté que les firmes soumissionnaires ont proposé des ressources qui dépassaient les exigences minimalement demandées par la Ville pour les postes de technicien en surveillance et d'ingénieur en surveillance. Cela a sans doute eu un effet à la hausse des coûts des soumissions reçues. En même temps, il n'est pas déraisonnable de penser que la présence de surveillants plus expérimentés pourrait avoir un effet positif sur la qualité des travaux, mais cela reste à être démontré.

Les membres ont d'ailleurs rappelé que le Bureau de l'inspecteur général a fait état, dans son rapport semi-annuel de 2018, de problèmes reliés à la surveillance des chantiers pour les travaux prévus au présent contrat.

Le Service a souligné qu'il avait eu plusieurs échanges avec le BIG sur cette question. Il a aussi rappelé que le bassin de surveillants de chantier demeurait limité et qu'il fallait s'ajuster en conséquence.

## **Conclusion**

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :*

- *Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation (contrat 1) et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (contrat 2);*

*Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;*

*Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;*

**À l'égard du mandat SMCE185249004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.**





**Dossier # : 1198147001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Autoriser une première prolongation de contrat avec la firme K+S SEL WINDSOR LTÉE pour une période de douze (12) mois, comme prévu dans l'appel d'offres 16-15090, soit du 4 mars 2019 au 3 mars 2020, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs, pour un montant de 785 474,87 \$, taxes incluses, ce qui portera la valeur du contrat jusqu'à un maximum de 2 432 026,10 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une prolongation du contrat avec la firme K+S SEL WINDSOR LTÉE pour une période de douze (12) mois, comme prévu dans l'appel d'offres 16-15090, soit du 4 mars 2019 au 3 mars 2020, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs, pour un montant de 785 474,87 \$, taxes incluses.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-07 14:04

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1198147001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Autoriser une première prolongation de contrat avec la firme K+S SEL WINDSOR LTÉE pour une période de douze (12) mois, comme prévu dans l'appel d'offres 16-15090, soit du 4 mars 2019 au 3 mars 2020, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, pour un montant de 785 474,87 \$, taxes incluses, ce qui portera la valeur du contrat jusqu'à un maximum de 2 432 026,10 \$, taxes incluses.

## CONTENU

### CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau exploite six (6) usines pour l'agglomération de Montréal. Les traitements requis pour la production de l'eau potable nécessitent l'utilisation de différents produits chimiques. Chaque usine possède une filière de traitement différente. Tous les produits chimiques utilisés sont conformes au standard NSF 60 (National Sanitation Foundation).

Parmi les ententes-cadres signées lors de l'appel d'offres 16-15090, l'article 16 au bordereau consistant en la fourniture de sel (chlorure de sodium) pour la production d'hypochlorite de sodium à 0,08 %. La firme K+S SEL WINDSOR LTÉE est l'adjudicataire de l'entente cadre pour la fourniture de sel. Cette entente cadre arrive à échéance le 3 mars 2019. Dans le cadre de l'appel d'offres 16-15090, il est possible de procéder à deux (2) prolongations de contrat.

Le présent dossier vise à autoriser une première demande de prolongation de l'entente-cadre pour la fourniture de sel avec la firme K+S SEL WINDSOR LTÉE, pour une période de douze (12) mois.

Comme décrit dans les clauses contractuelles de l'entente-cadre "sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins trente (30) jours avant la date présumée de fin du contrat et à la suite d'une entente écrite intervenue entre les deux (2) parties, le présent contrat pourra être prolongé de douze (12) mois, soit du 4 mars 2019 au 3 mars 2020 et ce, pour

un maximum de deux (2) prolongations".

Tout renouvellement du contrat convenu avec l'adjudicataire devra respecter l'intégralité des termes de l'appel d'offres 16-15090.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0521 - 29 septembre 2016 - Conclure huit (8) ententes d'achat contractuelles d'une durée de trente-six (36) mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. - Appel d'offres public 16-15090 (1 à 3 soumissionnaires par contrat) - Montant total des ententes : 7 345 175,01 \$, taxes incluses.

CG13 0399 - 26 septembre 2013 - Conclure six (6) ententes-cadres collectives d'une durée de trente-six (36) mois pour la fourniture de produits chimiques utilisés pour les usines de filtration et de production d'eau potable - Montant total estimé des ententes à 6 830 029,71 \$ - Appel d'offres public 13-12742 (onze (11) soumissionnaires).

## DESCRIPTION

Première prolongation de douze (12) mois, du 4 mars 2019 au 3 mars 2020, du contrat avec la firme K+S SEL WINDSOR LTÉE pour la fourniture et la livraison de sel utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, comme prévu à l'appel d'offres 16-15090.

## JUSTIFICATION

À ce jour, le Service de l'eau déclare être satisfait du service fourni par la firme K+S SEL WINDSOR LTÉE, notamment en ce qui concerne la qualité des produits, le respect du délai de livraison, ainsi que du service à la clientèle. Les prix de l'entente-cadre, datant de juin 2016, seront ajustés de 3,22 % selon l'IPPI (indice des prix des produits industriels), selon la clause #6, comme spécifié à l'appel d'offres.

Le montant total actuel du contrat est de 1 646 551,23 \$, taxes incluses, et il sera majoré de 785 474,87 \$, taxes incluses, ce qui portera la valeur du contrat jusqu'à un maximum de 2 432 026,10 \$, taxes incluses.

Période	Montant avant taxes	Montant net	Montant taxes incluses
4 avril 2017 au 31 janvier 2019 (engagements)	1 193 058,17 \$	1 252 561,95 \$	1 371 718,63 \$
31 janvier 2019 au 3 mars 2019 (estimé)	79 699,20 \$	83 674,20 \$	91 634,16 \$
<b>Total des engagements et de l'estimé pour l'entente actuelle</b>	<b>1 272 757,37 \$</b>	<b>1 336 236,14 \$</b>	<b>1 463 352,79 \$</b>
<b>Maximum autorisé de l'entente actuelle (appel d'offres 16-15090)</b>	<b>1 432 095,00 \$</b>	<b>1 503 520,74 \$</b>	<b>1 646 551,23 \$</b>
4 mars 2019 au 3 mars 2020 (prolongation d'un an)	683 170,14 \$	717 243,25 \$	785 474,87 \$
<b>Total à autoriser incluant l'entente actuelle et la période de prolongation d'un an</b>	<b>2 115 265,14 \$</b>	<b>2 220 763,99 \$</b>	<b>2 432 026,10 \$</b>

Cette entente contractuelle sera utilisée au besoin par les unités d'affaires qui financeront cette dépense à même leur budget de fonctionnement.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant total engagé de l'entente en date du 31 janvier 2019 concernant l'article 16 de l'appel d'offres 16-15090 (fourniture et livraison de sel) est de 1 371 718,63 \$ taxes incluses, ce qui correspond à 83 % du montant prévu dans l'entente. Nous prévoyons qu'au 3 mars 2019 près de 95 % des sommes disponibles dans l'entente actuelle seront engagés. La durée de la prolongation est de douze (12) mois, à partir du 4 mars 2019 pour un montant estimé de 785 474,87 \$ taxes incluses.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ce contrat de produits chimiques vise à assurer une alimentation fiable en eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ces produits chimiques sont essentiels aux opérations des usines de production d'eau potable afin d'assurer la désinfection de l'eau.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Comité exécutif (CE) - le 20 février 2019  
Conseil d'agglomération (CG) - le 28 février 2019  
Date de début du contrat : 04 mars 2019

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

---

#### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon D DEMERS  
Ingénieur d'usines-Pierrefonds, Pointe-Claire et  
Dorval

**Tél :** 438-402-8640  
**Télécop. :** 514-872-0896

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-05

Jean-François BEAUDET  
Chef de l'exploitation

**Tél :** 514 872-3414  
**Télécop. :** 000-0000

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN  
Directeur de l'eau potable  
**Tél :** 514 872-5090  
**Approuvé le :** 2019-02-07

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2019-02-07

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

Le 7 janvier 2019

Monsieur Luc B. Savoie  
Vice-président Ventes et Marketing  
K + S Sel Windsor Ltée  
755, boulevard St-Jean, Bureau 700  
Pointe-Claire (Québec) H9R 5M9

Courriel : lsavoie@windsorsalt.com

**Objet : Renouvellement de contrat**  
**Appel d'offres n° 16-15090 (Entente #1150116)**  
**Fourniture et livraison de produits chimiques pour les usines d'eau potables**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 4 mars 2019 au 3 mars 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [francesca.raby@ville.montreal.qc.ca](mailto:francesca.raby@ville.montreal.qc.ca) **au plus tard le 14 janvier 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée..

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

Luc B. Savoie

Nom en majuscules et signature  
V.-P. Ventes & Marketing

9 janvier 2019

Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat régulier, si initialement exigé dans l'appel d'offres, une garantie d'exécution sous forme de chèque visé, de traite bancaire ou de cautionnement au montant de 214,767.55 \$.

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature

Date



Francesca Raby  
Agente d'approvisionnement II  
Courriel : [francesca.raby@ville.montreal.qc.ca](mailto:francesca.raby@ville.montreal.qc.ca)  
Tél. : 514 872-4907

**Dossier # : 1198147001**

**Unité administrative responsable :**

Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -

**Objet :**

Autoriser une première prolongation de contrat avec la firme K+S SEL WINDSOR LTÉE pour une période de douze (12) mois, comme prévu dans l'appel d'offres 16-15090, soit du 4 mars 2019 au 3 mars 2020, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, pour un montant de 785 474,87 \$, taxes incluses, ce qui portera la valeur du contrat jusqu'à un maximum de 2 432 026,10 \$, taxes incluses.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**



Information comptable DEP 1198147001.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marleen SIDNEY  
 Préposée au budget  
**Tél : 514-872-0893**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-06

Yves BRISSON  
 Conseiller budgétaire  
**Tél : 514 -280-6736**  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Point de service Eau - Environnement





(2)

**Dossier # : 1198034004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser la prolongation du contrat avec Pneus SP inc pour des services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période d'une année, du 21 Mars 2019 au 20 Mars 2020, pour une somme maximale de 152 968,02 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de 444 196,26 \$ à 597 164,27 \$, taxes incluses - Appel d'offres 15-14345

Il est recommandé :

1. d'autoriser la prolongation du contrat avec Pneus SP inc pour des services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période d'une année, du 21 Mars 2019 au 20 Mars 2020, pour une somme maximale de 152 968,02 \$, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement du SMRA. Conséquemment, ce dossier n'entraîne aucune dépense supplémentaire pour l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-11 11:05

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1198034004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Services de police et sécurité incendie
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser la prolongation du contrat avec Pneus SP inc pour des services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période d'une année, du 21 Mars 2019 au 20 Mars 2020, pour une somme maximale de 152 968,02 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de 444 196,26 \$ à 597 164,27 \$, taxes incluses - Appel d'offres 15-14345

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le but d'améliorer et optimiser la gestion de son parc de véhicules et équipements municipaux, la Ville de Montréal a procédé au regroupement des ressources humaines et financières dédiées aux activités du matériel roulant. Conséquemment, le Service du Matériel Roulant et des Ateliers (SMRA) est responsable de l'entretien et de l'acquisition des véhicules et équipements qui seront mis à disposition des arrondissements et des services centraux.

Le 24 Février 2016, le Comité Exécutif approuvait un contrat, d'une durée de deux ans, pour des services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal. Le contrat comprenait deux options de prolongation d'une durée 12 mois chacune, pour un lien contractuel maximal de quatre ans.

Le 10 Janvier 2018, la première option de prolongation a été approuvée par le Comité Exécutif. Le SMRA souhaite maintenant se prévaloir de la seconde et dernière option de prolongation d'une année, de façon à prolonger le contrat du 21 Mars 2019 jusqu'au 20 Mars 2020.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CE18 0040 - 10 Janvier 2018 :** Exercer une option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 150 831,22 \$, taxes incluses, pour des services de maintenance de véhicules légers et d'achat de pièces automobiles dans le cadre du contrat accordé à « Pneus SP inc. » (Résolution CE16 0293) majorant ainsi le montant total du contrat de 293 365,04 \$ à 444 196,26 \$, taxes incluses.

**CE16 0293 - 24 Février 2016 :** Accorder un contrat à "Pneus SP inc.", plus bas soumissionnaire conforme, pour offrir un service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de police de la Ville de Montréal, pour une période de vingt-

quatre mois, avec possibilité de prolongations, pour une somme maximale de 293 365,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14345 - 8 soumissionnaires

## **DESCRIPTION**

Ce dossier permet d'exercer une seconde et dernière option de prolongation et autorise une dépense additionnelle de 152 968,02 \$, taxes incluses, pour des services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé le 24 Février 2016 à Pneus SP inc, majorant ainsi le contrat initial de 444 196,26 \$ à 597 164,27 \$, taxes incluses. L'exercice de cette option permettra à la Ville de prolonger le contrat jusqu'au 20 Mars 2020. Essentiellement, il s'agit d'un contrat pour des services de maintenance automobile (entretien, réparation et inspection) et pour l'achat de pièces d'origine pour une partie de la flotte de véhicules légers en usage au SPVM (secteur Nord-Est). Les coûts détaillés de cette prolongation de contrat sont présentés en pièce jointe.

Les services de maintenance demandés sont de trois types :

- entretien et de réparations diverses;
- inspection de type préventif avec vidange d'huile et remplacement du filtre à huile;
- inspection générale avec vidange d'huile et remplacement du filtre à huile.

La formule de prix du contrat prévoit une indexation annuelle des services de maintenance à un taux fixe de 2%. Le coût des pièces est quant à lui basé sur le prix de détail suggéré (PDSF) du fabricant auquel on applique un taux escompte qui est fixe pour la durée totale du contrat, incluant les années de prolongation.

## **JUSTIFICATION**

Pour que le SPVM soit en mesure d'accomplir sa mission, il doit posséder un parc de véhicules dont l'état de la mécanique est sans reproche. Ce contrat assure à la Ville une facilité d'accès et de rapidité aux services de maintenance automobile et permet de réduire les délais d'immobilisation des véhicules dédiés à la sécurité publique.

Les ateliers de mécanique du SMRA situés à proximité du secteur Nord-Est ne possèdent pas la capacité requise pour prendre en charge la maintenance d'une quarantaine de véhicules légers en usage au SPVM.

Étant satisfait du travail accompli par l'adjudicataire Pneus SP inc au cours de ses trois précédentes années de contrat, le SMRA souhaite exercer l'option de la seconde et dernière prolongation prévue au contrat. De plus, les prix convenus avec Pneus SP inc sont inférieurs aux prix des autres fournisseurs avec lesquels le SPVM fait affaire. À titre d'exemple, le taux horaire pour les services d'entretien et de réparations diverses de Pneus SP inc tourne autour de 58\$, alors qu'il varie entre 60\$ et 70\$ pour les autres fournisseurs.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Cette dépense est déjà incluse dans le budget de fonctionnement du SMRA. Conséquemment, ce dossier n'entraîne aucune dépense supplémentaire pour l'agglomération.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Non applicable au présent dossier.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas exercer l'option de prolongation au contrat obligerait la Ville à solliciter le marché à travers un nouvel appel d'offres, au risque d'en ressortir avec des coûts moins avantageux que les coûts actuels.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec la Direction des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Février 2019 : émission du bon de commande.

21 Mars 2019 jusqu'au 20 Mars 2020 : prolongation du contrat pour un service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Catherine CUNNINGHAM)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Eliane CLAVETTE, Service de l'approvisionnement  
Robert HOGUE, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Eliane CLAVETTE, 6 février 2019

---

### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Mohammed BOUTOUBA  
Agent de recherche

**Tél :** 5148726523  
**Télécop. :**

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-06

Philippe SAINT-VIL  
c/d planification et soutien aux operations  
(mra)

**Tél :** 514 872-1080  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Claude SAVAGE  
Directeur

**Tél :** 514 872-1076  
**Approuvé le :** 2019-02-08

Service de l'approvisionnement  
Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4<sup>e</sup> étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

## PAR COURRIEL

21 janvier 2019

Monsieur Sylvain Marois  
Vice-Président  
Pneus SP inc.  
8301, boul. Métropolitain est  
Anjou (Québec) H1J 1K1

Courriel : [smarois@pneus-sp.ca](mailto:smarois@pneus-sp.ca)

**Objet : Prolongation de contrat  
Appel d'offres n° 15-14345  
Service d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules pour le Service de Police  
de la Ville de Montréal**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le dernier option de renouvellement du contrat pour l'appel d'offres n°15-14345. Cette option est définie à la clause 5 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

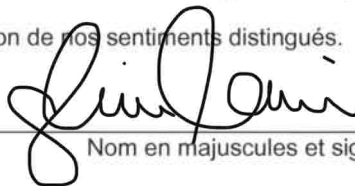
Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période 12 mois, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 30 septembre 2015 dans le cadre de l'appel d'offres 15-14345.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à [robert.hogue@ville.montreal.qc.ca](mailto:robert.hogue@ville.montreal.qc.ca) **au plus tard le 8 février 2019 midi**, afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le souligné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation :



Nom en majuscules et signature

01-02-2019  
Date

Je refuse la prolongation :

Nom en majuscules et signature

Date

Robert Hogue  
Agent de gestion opérations - SPVM

Courriel : [robert.hogue@ville.montreal.qc.ca](mailto:robert.hogue@ville.montreal.qc.ca)  
Tél. : 514 280-3248

ÉC

**Dossier # : 1198034004**

**Unité administrative responsable :**

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations

**Objet :**

Autoriser la prolongation du contrat avec Pneus SP inc pour des services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, pour une période d'une année, du 21 Mars 2019 au 20 Mars 2020, pour une somme maximale de 152 968,02 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant total de 444 196,26 \$ à 597 164,27 \$, taxes incluses - Appel d'offres 15-14345

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1198034004 - Pneus SP inc.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Catherine CUNNINGHAM  
 Préposée au budget  
**Tél : 514 872-4232**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-07

Lucie HUARD  
 Conseiller budgétaire  
**Tél : 514-872-1093**

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier





**Dossier # : 1188113001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à la firme Solotech Inc., seul soumissionnaire conforme, pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du Conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier - dépense totale maximale de 1 182 997,32 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17351 - 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Solotech Inc., le contrat pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du Conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 182 997,32 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17351 ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,10% par l'agglomération, pour un montant de 592 466,57 \$.

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2019-02-07 08:20

**Signataire :**

Alain DUFORT

---

Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1188113001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à la firme Solotech Inc., seul soumissionnaire conforme, pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du Conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier - dépense totale maximale de 1 182 997,32 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17351 - 4 soumissionnaires

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le but de permettre aux citoyennes et citoyens de se rapprocher de leurs institutions démocratiques, les séances du Comité exécutif, du Conseil municipal, du Conseil d'agglomération et des Commissions permanentes de la Ville de Montréal (Ville) sont diffusées en direct et en différé sur internet. Ces séances ont lieu dans la salle du Conseil et la salle Peter McGill de l'hôtel de ville, situé au 275 rue Notre-Dame Est.

Les équipements de captation vidéo et audio utilisés durant ces séances sont en fin de vie et doivent être remplacés et déménagés temporairement afin d'assurer le même niveau de service qu'aujourd'hui pour ce service essentiel à la Ville. En effet, d'importants travaux de réfection seront effectués à l'hôtel de ville, qui sera indisponible pour une certaine période. Les salles utilisées pour les séances en question seront déplacées vers un nouvel emplacement, l'édifice Lucien-Saulnier, situé au 155, rue Notre-Dame Est.

C'est dans ce contexte de projet de déménagement de l'hôtel de ville, que le Service des TI, en collaboration avec le Service du matériel roulant et atelier (SMRA) et du Service de l'approvisionnement, a lancé l'appel d'offre public no 18-17351 pour « L'acquisition d'équipements de captation vidéo et audio avec services d'installation, de support, de maintenance et de formation » afin de mettre à jour et rehausser le service de webdiffusion offert au citoyens.

Cet appel d'offre fut publié dans le journal Le Devoir ainsi que sur le site électronique d'appel d'offres SEAO, du 7 novembre 2018 au 20 décembre 2018. La durée de publication a été de 42 jours. Le délai de validité des soumissions est de 180 jours de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offre, quatre (4) addendas ont été publiés :

No. Addenda	Date	Portée de l'addenda
1	20 novembre 2018	Eclaircissements sur deux items du bordereau de prix
2	5 décembre 2018	Réponses et clarifications concernant des sections du devis, mise à jour du bordereau de prix ainsi qu'un report de la date d'ouverture.
3	12 décembre 2018	Report de la date d'ouverture en prévision de la remise des réponses aux dernières questions reçues.
4	13 décembre 2018	Réponses et clarifications de certaines activités comprises dans d'installation et le déménagement.

L'objet du présent dossier vise donc à accorder un contrat à la firme Solotech Inc. , seul soumissionnaire conforme, pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du Conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier, pour une dépense totale maximale de 1 182 997,32 \$, taxes incluses.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM18 1146 - 17 septembre 2018 - Accorder un contrat à 8470863 Canada inc. pour la fourniture des services de webdiffusion des séances du Comité exécutif, du Conseil municipal, du Conseil d'agglomération et des Commissions permanentes de la Ville de Montréal, pour une période de douze mois - Somme maximale de 298 440,61 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17108 (3 soumissionnaires, 1 seul conforme)

BC 1260527 - 8 mars 2018 Accorder un contrat à Coop de solidarité Webtv pour la fourniture des services de sous-titrage des séances du Conseil municipal pour une période de douze mois (98 303,63 \$, taxes incluses) (appel d'offres 18-16729 Lot 2) ;

DG17 1452003 - 18 août 2017 - Accorder, pour la période du 2 août au 20 décembre 2017, un contrat à la Coopérative de solidarité WebTV pour la webdiffusion des séances du comité exécutif, pour une somme maximale de 33 000 \$;

DG17 1353001 - 15 mai 2017 - Prolonger, jusqu'au 5 juillet 2017, le contrat avec la Coopérative de solidarité WebTV pour la webdiffusion des séances du comité exécutif ;

DG17 1452002 - 6 mars 2017 - Prolonger, jusqu'au 30 avril 2017, le contrat avec la Coopérative de solidarité WebTV pour la webdiffusion des séances du comité exécutif;

CM16 1078 - 26 septembre 2016 - Accorder deux contrats de services professionnels à l'organisme à but non lucratif la Coop de solidarité WebTV.COOP visant le sous-titrage des séances publiques du conseil municipal de la Ville de Montréal, pour les années 2016 (34 000 \$, taxes incluses) et 2017 (125 000 \$, taxes incluses) - Contrats de gré à gré / Approuver les projets de convention à cet effet;

BC 1106193 - 22 février 2016 - Webdiffusion des séances du comité exécutif pour l'année 2016 (65 757,10 \$);

CE14 1903 - 10 décembre 2014 - Accorder un contrat de gré à gré, à l'organisme à but non lucratif Coopérative de solidarité WebTV visant la webdiffusion des séances publiques du comité exécutif de la Ville de Montréal, pour les séances prévues entre le 1er janvier et le

31 décembre 2015 - Au prix unitaire de sa soumission pour une dépense totale estimée de 62 812 \$, taxes incluses;

BC 966488 - 4 juin 2014 - Prolongation du contrat aux mêmes termes avec la Coopérative WebTV pour la diffusion du CE pour 2014 (avril à décembre) au montant de 41 373,75 \$, taxes incluses;

BC 935843 - 7 février 2014 - Prolongation du contrat aux mêmes termes avec la Coopérative WebTV pour la diffusion du CE pour 2014 (janvier à mars) au montant de 14 941,01 \$, taxes incluses;

CE13 0346 - 27 mars 2013 - Accorder un contrat de gré à gré à la Coopérative WebTV pour la période du 1er avril au 31 décembre 2013 pour les services de webdiffusion des séances publiques du comité exécutif, aux prix unitaires de sa soumission, conformément à l'offre de service de cette coopérative en date du 8 mars 2013 au prix de 45 500 \$, taxes incluses.

BC 819391 - 9 janvier 2013 - Accorder un contrat de gré à gré à la Coopérative de solidarité WebTV pour assurer la webdiffusion de la partie publique des séances du comité exécutif pour les mois de janvier, février et mars 2013 au montant de 16 826,59, taxes incluses .

## **DESCRIPTION**

Ce contrat vise à :

1. Acquérir et installer de nouveaux équipements de captation vidéo et audio pour la nouvelle salle du Conseil qui sera aménagée dans l'édifice Lucien-Saulnier (les équipements présentement dans la salle du conseil de l'HDV sont désuets et ne peuvent être réutilisés);
2. Déménager les équipements de captation vidéo et audio présentement installés dans la salle Peter-McGill de l'hôtel de ville vers la salle Peter-McGill de l'édifice Lucien Saulnier.

Le contrat prévoit principalement les activités suivantes:

1. Fournir, installer, configurer les équipements de captation vidéo et audio dans la salle du conseil de l'édifice Lucien-Saulnier;
2. Fournir tout le câblage nécessaire à cette installation;
3. Effectuer des tests de bon fonctionnement et de calibration sonore dans le but d'assurer un fonctionnement optimal de la solution technologique;
4. Tenir deux (2) séances de formation en salle aux techniciens du SMRA qui assurent les activités de captation;
5. Assurer la présence d'une ressource technique sur place pour trois (3) séances du conseil municipal afin d'effectuer un transfert de connaissances avec les techniciens du SMRA;
6. Fournir les services de maintenance et de support, disponibles vingt-quatre (24) heures par jour, cinq (5) jours par semaine, pour l'ouverture et le suivi de billets avec un service téléphonique et une plate-forme digitale;
7. Télécharger les mises à jour incluses dans la garantie du système;
8. Mettre en contacts les représentants de la Ville avec des experts du système, et ce vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours semaine;
9. Déménager et configurer les équipements de captation vidéo et audio de la salle Peter-McGill de l'hôtel de ville vers la salle Peter-McGill de l'édifice Lucien-Saulnier;
10. Effectuer les tests de bon fonctionnement suite à ce déménagement;
11. Faire autoriser préalablement tous les travaux effectués dans l'édifice Lucien-Saulnier puisqu'il est classé monument historique par le Ministère de la Culture et des

Communications;

12. Coordonner et faire approuver son plan d'intervention avec le Service du Patrimoine et le Ministère de la Culture et des Communications au besoin;

13. Fournir un plan de projet pour l'ensemble des activités devant être réalisées, incluant notamment l'ensemble des installations et les tests de conformité;

14. Fournir avant les travaux les requis en terme d'alimentation électrique et d'éclairage.

## JUSTIFICATION

Sur un total de dix (10) preneurs de cahier des charges, quatre firmes ont déposé une offre (40 %), alors que six firmes (60 %) n'ont pas déposé d'offre. Sur ces six firmes, quatre ont transmis un avis de désistement. Les raisons invoquées sont les suivantes :

- Une firme déclare qu'elle estime être non-concurrentielle car elle a besoin d'un sous-traitant;
- Deux firmes déclarent qu'elles n'ont pas les équipements demandés;
- Une firme déclare qu'elle estime avoir des prix non concurrentiels;
- Deux firmes n'ont pas répondu.

Sur les 4 soumissions reçues, une seule a été déclarée conforme administrativement et techniquement, alors que les 3 autres ont été déclarées non conforme, soit les offres des firmes VGA Communications inc., LSM Son et Lumières inc. et Applied Électroniques Itée.

### **Présentation des résultats :**

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Solotech Inc.	1 182 997,32 \$		1 182 997,32 \$
Dernière estimation réalisée	950 498,32 \$		950 498,32 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>((la plus basse conforme – estimation))</i>			232 499,00 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>			24,5 %

L'écart de 24,5% entre la soumission et la dernière estimation s'explique ainsi :

- 74 % de cet écart est attribuable à l'estimé d'une pièce, soit la tête pivotante pour caméra, suite à l'activité de vigie réalisée. Cet écart de 172 867,21 \$ représente plus de 18% de l'écart global. Sans tenir compte de cet item, l'écart entre la soumission et la dernière estimation est de l'ordre de 6,3%;
- 26 % de l'écart s'explique par des rabais de volume plus faibles que ceux anticipés. Il est à noter que cet appel d'offres est le premier à être effectué pour ce type d'équipements dans les dernières années et cela se reflète particulièrement sur l'ensemble : caméra, lentille et tête pivotante. Les escomptes dans la soumission ne sont pas aussi importants que ceux anticipés lors de l'estimation.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense, d'un montant maximal de 1 182 997,32 \$ taxes incluses, est répartie sur une période de trois (3) ans, et se présente comme suit:

ITEM	2019	2020	2021	2022	Total
Acquisition d'équipement de captation et de diffusion d'événements avec installation pour la Ville de Montréal (PTI)	1 175 064,05 \$				1 175 064,05 \$
Support technique des équipements installés dans le cadre de ce projet (BF)	1 762,95 \$	2 644,42 \$	2 644,42 \$	881,48 \$	7 933,27 \$
Total (PTI+BF)	1 176 827,00 \$	2 644,42 \$	2 644,42 \$	881,48 \$	1 182 997,32 \$

### **Dépenses capitalisables (PTI):**

#### **Répartition estimative des séances et des coûts par compétence**

Type	NB de séance	% Compétences		Coûts	
		AGGLO	CORPO	AGGLO	CORPO
CG	11	100,0%		106 824,01 \$	
CM	11		100,0%		106 824,01 \$
CE	36	50,1%	49,9%	175 152,52 \$	174 453,31 \$
Commissions	63	50,1%	49,9%	306 516,91 \$	305 293,29 \$
<b>Total</b>	<b>121</b>			<b>588 493,44 \$</b>	<b>586 570,61 \$</b>

La dépense de 1 175 064,05 \$, taxes incluses, (1 072 990,10 \$ net de taxes) sera imputée au PTI 2019 - 2021 du Service des TI, au projet 78032 - Communications numériques. Ladite dépense servira à couvrir l'acquisition d'équipement de captation audio et vidéo, l'installation et de la formation et elle sera financée par les règlements d'emprunt de compétence locale 17-034 et d'agglomération RCG 17-013. La répartition des coûts par compétence a été établie selon le nombre de séances du CE, du CM, du CAG et des commissions permanentes survenu en 2018 à titre de référence.

### **Dépenses non capitalisables (BF):**

#### **Répartition estimative des séances et des coûts par compétence**

Type	NB de séance	% Compétences		Coûts	
		AGGLO	CORPO	AGGLO	CORPO
CG	11	100,0%		721,21 \$	
CM	11		100,0%		721,21 \$
CE	36	50,1%	49,9%	1 182,52 \$	1 177,79 \$
Commissions	63	50,1%	49,9%	2 069,40 \$	2 061,14 \$
<b>Total</b>	<b>121</b>			<b>3 973,13 \$</b>	<b>3 960,14 \$</b>



La dépense de 7 933,27 \$ taxes incluses (7 244,14 \$ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des TI. La répartition des coûts par compétence a été établie selon le nombre de séances du CE, du CM, du CAG et des commissions permanentes annuellement survenu en 2018 à titre de référence.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ne s'applique pas.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'octroi de ce contrat permettra de maintenir et d'améliorer le service et d'assurer la participation des citoyens à la vie démocratique de la ville de Montréal.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE - 20 février 2019;
- Approbation du dossier par le CM - 25 février 2019;
- Octroi du contrat - mars 2019;
- Dernière séance du CE à la salle Peter-McGill de l'HDV - 10 avril 2019;
- Dernières séances du CM à l'HDV - 15 et 16 avril 2019;
- Dernière séance du CG à l'HDV - 18 avril 2019;
- Première séance du CE captée et diffusée en provenance des locaux de l'édifice Lucien-Saulnier - 24 avril 2019;
- Première séance du CM captée et diffusée en provenance des locaux de l'édifice Lucien-Saulnier - 13 mai 2019;
- Première séance du CG captée et diffusée en provenance des locaux de l'édifice Lucien-Saulnier - 16 mai 2019.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :  
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Dana Roxana RACASAN OANCEA)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

## Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Sylvain SAUVÉ, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Sylvain SAUVÉ, 30 janvier 2019

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Robert ROY  
Conseiller Analyse et Contrôle de Gestion

**Tél :** 514-872-0982  
**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Luc MARTINEAU  
Chef division Connectivité aux utilisateurs

**Tél :** 514-918-8057  
**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU  
Directrice Centre d'Expertise - Espace de Travail

**Tél :** 514-280-8521  
**Approuvé le :** 2019-01-28

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS  
Directeur du service des technologies de l'information

**Tél :**  
**Approuvé le :** 2019-01-30

**Dossier # : 1188113001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
<b>Objet :</b>	Accorder un contrat à la firme Solotech Inc., seul soumissionnaire conforme, pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du Conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier - dépense totale maximale de 1 182 997,32 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17351 - 4 soumissionnaires

## SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

## FICHIERS JOINTS



18-17351 Intervention vf.pdf18-17351 TCP vf.pdf18-17351 DetCah.pdf18-17351 PV.pdf

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dana Roxana RACASAN OANCEA  
 Agente d'approvisionnement niv.2  
**Tél : 514 872-6717**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-15

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ  
 Chef de section  
**Tél : 514 872-5241**  
**Division : Service de l'approvisionnement , Direction**

# APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 18-17351 No du GDD : 1188113001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'équipement de captation et de diffusion d'événements avec installation et support technique pour la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 11 - 2018 Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Ouverture originalement prévue le : 6 - 12 - 2018 Date du dernier addenda émis : 13 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 20 - 12 - 2018 Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Date du comité de sélection : - - -

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10 Nbre de soumissions reçues : 4 % de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 3 % de rejets : 75

Soumission(s) rejetée(s) (nom) Motif de rejet: administratif et / ou technique

VGA Communication Inc.	1) Annexe 2_Bordereau de prix - Détaillé - formulaire non complété En effet, le fournisseur a déposé son propre document "Soumission" présentant des prix pour 85 items. Le Bordereau de prix - Détaillé publié sur SÉAO est composé de 27 items.
LSM Son et Lumières Inc.	2) Annexe A1_Exigences obligatoires Le fournisseur répond "Non Conforme" à deux points.
Applied Électronique Ltée	1) Soumission non conforme techniquement.
	1) Annexe A1_Exigences obligatoires Le fournisseur répond "Non conforme" à un point.
	2) Annexe A2_Exigences d'installation obligatoires Le fournisseur répond "Non conforme" à un point.

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs Date d'échéance initiale : 18 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs Date d'échéance révisée : 18 - 6 - 2019

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Solotech Inc.	1 182 997,32 \$	√	N/A

### Information additionnelle

Négociation du montant total soumis avec le seul soumissionnaire conforme.  
Le montant total soumis de 1 242 270,39 \$ a été réduit à 1 182 997,32 \$.

Motifs de non-participation à l'appel d'offres :

- une (1) firme s'est considérée non concurrentielle car elle aurait besoin d'un sous-traitant pour exécuter le contrat;
- une (1) firme a déclarée que ses prix sont non concurrentiels;
- deux (2) firmes n'ont pas les équipements demandés;
- deux (2) firmes n'ont pas répondu à notre demande.

Préparé par : Roxana Racasan Oancea

Le 14 - 2 - 2019

**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

**Tableau comparatif des prix**

**No de l'appel d'offres** 18-17351  
**Agent d'approvisionnement** Roxana Racasan Oancea

**Conformité**

Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Quantité	Unité de mesure	Prix unitaires	Données		Montant taxes incluses
								Montant sans taxes		
Solotech inc.										
	1	Équipement	1	Camera	16	ch	17 007,00 \$	272 112,00 \$		312 860,77 \$
			2	Lentilles	16	ch	8 684,00 \$	138 944,00 \$		159 750,86 \$
			3	Tête pivotant	16	ch	9 897,00 \$	158 352,00 \$		182 065,21 \$
			4	Support mural pour camera	16	ch	179,00 \$	2 864,00 \$		3 292,88 \$
			5	Adaptateurs électriques pour caméras	16	ch	- \$	- \$		0,00 \$
			6	Écran de 70" avec support sur pied pour projection dans la salle	8	ch	2 618,00 \$	20 944,00 \$		24 080,36 \$
			7	Support mural pour écran Installation dans la salle	8	ch	115,00 \$	920,00 \$		1 057,77 \$
			8	Support sur pied pour écran Installation dans la salle (voir Devis)	8	ch	727,00 \$	5 816,00 \$		6 686,94 \$
			9	Contrôleur de caméras pour 12 caméras (voir Devis)	1	ch	9 388,00 \$	9 388,00 \$		10 793,85 \$
			10	Processeur audio pour microphones de	1	ch	59 617,00 \$	59 617,00 \$		68 544,65 \$
			11	Interface de contrôle de gestion centralisé (caméras, microphones, configuration de salles)	1	ch	40 288,00 \$	40 288,00 \$		46 321,13 \$
			12	Microphone de conférence pour position debout si requis	100	ch	1 197,00 \$	119 700,00 \$		137 625,08 \$
			13	Microphone de conférence à encastrer dans les pupitres avec base	100	ch	- \$	- \$		0,00 \$

**Service de l'approvisionnement**

Direction générale adjointe – Services institutionnels  
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400  
Montréal (Québec) H2M 1L5

**Tableau comparatif des prix**

**No de l'appel d'offres** 18-17351  
**Agent d'approvisionnement** Roxana Racasan Oancea

**Conformité**

Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Quantité	Unité de mesure	Prix unitaires	Données	
								Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Solotech inc.	1	Équipement	14	Microphone de table (voir Devis)	6	ch	632,00 \$	3 792,00 \$	4 359,85 \$
			15	Microphone sans fil (voir Devis)	4	ch	3 859,00 \$	15 436,00 \$	17 747,54 \$
			16	Matrice de commutation vidéo	2	ch	1 910,00 \$	3 820,00 \$	4 392,05 \$
			17	Haut-parleurs (voir Devis)	12	ch	2 615,00 \$	31 380,00 \$	36 079,16 \$
			18	Mixeur audio pour réception du signal audio des microphones et distribution sur les haut-parleurs	1	ch	585,00 \$	585,00 \$	672,60 \$
			19	Enregistreur HD (voir Devis)	1	ch	2 076,00 \$	2 076,00 \$	2 386,88 \$
			20	Lecteur MP3 (voir Devis)	1	ch	670,00 \$	670,00 \$	770,33 \$
			21	Support pour haut-parleurs	12	ch	203,00 \$	2 436,00 \$	2 800,79 \$
			22	Aiguilleur vidéo	1	ch	7 657,00 \$	7 657,00 \$	8 803,64 \$
			2	Activités forfaitaires	1	Déménagement, configuration, installation équipements (voir Devis)	1	forfet aire	65 680,00 \$
2	Câblage de la salle (voir Devis)	1			forfet aire	35 940,00 \$	35 940,00 \$	41 322,02 \$	
3	Formation	40			heure	38,00 \$	1 520,00 \$	1 747,62 \$	
4	Plan et architecture détaillés de la solution proposée	1			forfet aire	22 080,00 \$	22 080,00 \$	25 386,48 \$	
3	Support et entretien	1	Entretien de toutes les composantes installées via le contrat de support (prix par année) (voir Devis)	1	année	2 300,00 \$	6 900,00 \$	7 933,28 \$	
Total (Solotech inc.)								1 028 917,00 \$	1 182 997,32 \$



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE  
D'APPEL D'OFFRES DU  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

## Liste des commandes

**Numéro** : 18-17351.

**Numéro de référence** : 1212768

**Statut** : En attente des résultats d'ouverture

**Titre** : Acquisition d'équipement de captation et de diffusion d'événements avec installation et support technique pour la Ville de Montréal

<input type="checkbox"/> <u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
<input type="checkbox"/> Applied Electronique Ltée 5200 Saint-Patrick Suite 100 Montréal, QC, H4E 4N9 <a href="http://www.appliedelectronique.com">http://www.appliedelectronique.com</a> NEQ : 1160095791	<a href="#">Monsieur Neil Lajoie</a> Téléphone : 514 333-3324 Télécopieur : 514 333-1512	<b>Commande : (1512210)</b> 2018-11-15 13 h 18 <b>Transmission :</b> 2018-11-15 13 h 18	3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-20 10 h 12 - Courriel 3034618 - 18-17351 Addenda 2 Report 2018-12-05 12 h 32 - Courriel 3037638 - 18-17351 Addenda 3 Report 2018-12-12 14 h 12 - Courriel 3038444 - 18-17351 Addenda 4 2018-12-13 17 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/> Apy-Groupe 5000 Iberville suite 216 Montréal, QC, H2H 2S6 <a href="http://www.apy-groupe.ca">http://www.apy-groupe.ca</a> NEQ : 1146767661	<a href="#">Monsieur Antoine Laroche</a> Téléphone : 514 284-3004 Télécopieur :	<b>Commande : (1509557)</b> 2018-11-08 9 h 25 <b>Transmission :</b> 2018-11-08 9 h 25	3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-20 10 h 12 - Courriel 3034618 - 18-17351 Addenda 2 Report 2018-12-05 12 h 32 - Courriel 3037638 - 18-17351 Addenda 3 Report 2018-12-12 14 h 12 - Courriel 3038444 - 18-17351 Addenda 4 2018-12-13 17 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> Delux 1975 Frank Carrel Québec, QC, G1N2E6 NEQ : 1163089569	<a href="#">Monsieur Christian Desmeules</a> Téléphone : 418 658-6558 Télécopieur : 418 658-6814	<b>Commande : (1512279)</b> 2018-11-15 14 h 25 <b>Transmission :</b> 2018-11-15 14 h 25	3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-20 10 h 13 - Télécopie 3034618 - 18-17351 Addenda 2 Report 2018-12-05 13 h 06 - Télécopie



			3037638 - 18-17351 Addenda 3 Report 2018-12-12 14 h 13 - Télécopie 3038444 - 18-17351 Addenda 4 2018-12-13 17 h 07 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	Informatique ProContact inc. 1000, ave St-Jean-Baptiste bureau 111 Québec, QC, G2E 5G5 <a href="http://www.procontact.ca">http://www.procontact.ca</a> NEQ : 1173638405	<a href="#">Madame Lucie Bérubé</a> Téléphone : 418 871-1622 Télécopieur : 418 871-0267	<b>Commande : (1509605)</b> 2018-11-08 10 h 11 <b>Transmission :</b> 2018-11-08 10 h 11 3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-20 10 h 12 - Courriel 3034618 - 18-17351 Addenda 2 Report 2018-12-05 12 h 32 - Courriel 3037638 - 18-17351 Addenda 3 Report 2018-12-12 14 h 12 - Courriel 3038444 - 18-17351 Addenda 4 2018-12-13 17 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	LSM SON ET LUMIÈRE 4000 rue Jean-Marchand local 100 Québec, QC, G2C 1Y6 <a href="http://ambiolism.com/">http://ambiolism.com/</a> NEQ : 1143987163	<a href="#">Monsieur Réjean Gravel</a> Téléphone : 418 840-0555 Télécopieur :	<b>Commande : (1515854)</b> 2018-11-26 15 h 59 <b>Transmission :</b> 2018-11-26 15 h 59 3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-26 15 h 59 - Téléchargement 3034618 - 18-17351 Addenda 2 Report 2018-12-05 12 h 32 - Courriel 3037638 - 18-17351 Addenda 3 Report 2018-12-12 14 h 12 - Courriel 3038444 - 18-17351 Addenda 4 2018-12-13 17 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	MaestroVision 21060 Daoust Sainte-Anne-de-Bellevue, QC, H9X4C7 NEQ : 1148379325	<a href="#">Monsieur Claude Turcotte</a> Téléphone : 450 424-5505 Télécopieur : 514 457-5515	<b>Commande : (1509466)</b> 2018-11-08 8 h 20 <b>Transmission :</b> 2018-11-08 8 h 20 3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-20 10 h 12 - Courriel 3034618 - 18-17351 Addenda 2 Report 2018-12-05 12 h 32 - Courriel 3037638 - 18-17351 Addenda 3 Report 2018-12-12 14 h 12 - Courriel 3038444 - 18-17351 Addenda 4 2018-12-13 17 h 06 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	SC Media Canada 2100 Onesime Gagnon Montréal, QC, H8T3M8 NEQ : 1143612738	<a href="#">Monsieur Rahim Nathu</a> Téléphone : 514 780-0808 Télécopieur :	<b>Commande : (1509278)</b> 2018-11-07 14 h 29 <b>Transmission :</b> 2018-11-07 14 h 29 3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-20 10 h 12 - Courriel 3034618 - 18-17351 Addenda 2 Report 2018-12-05 12 h 32 - Courriel 3037638 - 18-17351 Addenda 3 Report 2018-12-12 14 h 12 - Courriel 3038444 - 18-17351 Addenda 4 2018-12-13 17 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Solotech Inc. 5200, rue Hochelaga Montréal, QC, H1V 1G3 <a href="http://www.solotech.com">http://www.solotech.com</a> NEQ : 1162827803	<a href="#">Monsieur Philippe Girou</a> Téléphone : 514 526-7721 Télécopieur :	<b>Commande : (1509544)</b> 2018-11-08 9 h 18 <b>Transmission :</b> 2018-11-08 9 h 18 3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-20 10 h 12 - Courriel 3034618 - 18-17351 Addenda 2 Report 2018-12-05 12 h 32 - Courriel 3037638 - 18-17351 Addenda 3 Report 2018-12-12 14 h 12 - Courriel 3038444 - 18-17351 Addenda 4 2018-12-13 17 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	VGA Communication inc. 9105 rue Champ d'eau Montréal, QC, H1P 3M3 <a href="http://www.vga.qc.ca">http://www.vga.qc.ca</a> NEQ : 1148418271	<a href="#">Madame Annie Hubert</a> Téléphone : 514 990-1826 Télécopieur : 514 273-6474	<b>Commande : (1509719)</b> 2018-11-08 11 h 53 <b>Transmission :</b> 2018-11-08 11 h 53 3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-20 10 h 12 - Courriel 3034618 - 18-17351 Addenda 2 Report 2018-12-05 12 h 32 - Courriel 3037638 - 18-17351 Addenda 3 Report 2018-12-12 14 h 12 - Courriel 3038444 - 18-17351 Addenda 4 2018-12-13 17 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	XYZ Technologie Culturelle Inc 5700 rue Fullum Montréal, QC, H2G 2H7 <a href="http://xyz-tc.com">http://xyz-tc.com</a> NEQ : 1162680186	<a href="#">Madame Appel d'offres</a> Téléphone : 514 340-7717	<b>Commande : (1515171)</b> 2018-11-23 12 h 22 <b>Transmission :</b> 2018-11-23 12 h 22 3027561 - 18-17351 Addenda 1 2018-11-23 12 h 22 - Téléchargement

Télécopieur : 514  
658-1254

3034618 - 18-17351  
Addenda 2 Report  
2018-12-05 12 h 32 - Courriel  
3037638 - 18-17351  
Addenda 3 Report  
2018-12-12 14 h 12 - Courriel  
3038444 - 18-17351  
Addenda 4  
2018-12-13 17 h 06 - Courriel  
Mode privilégié (devis) :  
Courrier électronique  
Mode privilégié (plan) :  
Messagerie (Purolator)

---

© 2003-2018 Tous droits réservés

**Dossier # : 1188113001**

**Unité administrative responsable :**

Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs

**Objet :**

Accorder un contrat à la firme Solotech Inc., seul soumissionnaire conforme, pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du Conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier - dépense totale maximale de 1 182 997,32 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17351 - 4 soumissionnaires

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**



Virement crédit - GDD 1188113001 PTI.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Jerry BARTHELEMY  
Préposé au Budget  
**Tél : 514 872-5066**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-19

François FABIEN  
Conseiller budgétaire  
**Tél : 514 872-0709**

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1198257001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités donnant droit à une subvention évaluée à 50 000\$ pour consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion.

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du Guide sur le Programme de gestion des actifs municipaux;

Attendu que la Ville de Montréal doit respecter toutes les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution financière;

**IL EST RECOMMANDÉ:**

1- que le Conseil d'agglomération autorise le Service de l'eau à présenter une demande de subvention au Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités pour le projet intitulé: *Consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion*

2- que la Ville de Montréal s'engage à mener les activités suivantes dans le cadre du projet proposé soumis au Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités afin d'améliorer son programme de gestion des actifs :

- Constitution d'une base de données opérationnelles
- Création de tableaux de bord de gestion des actifs
- Élaboration et mise en oeuvre d'un plan d'action sur trois ans des activités d'entretien en fonction de l'état/risque/coûts

3- d'autoriser Madame Chantal Morissette à signer les documents de demande de subvention relatifs au Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération

canadienne des municipalités

4- que la Ville de Montréal consacre 91 850\$ de son budget au financement des coûts associés à ce projet.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 11:07

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

---

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1198257001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités donnant droit à une subvention évaluée à 50 000\$ pour consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion.

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Programme de gestion des actifs municipaux (PGAM) est un programme de 50 millions de dollars sur cinq ans financé par Infrastructure Canada et conçu pour aider les municipalités et les collectivités canadiennes à prendre des décisions éclairées en matière d'investissements dans les infrastructures, notamment concernant les systèmes d'eau potable et d'eaux usées. Ce programme prévoit un financement par subvention ainsi que des activités de formation et de renforcement des capacités afin d'accroître les compétences au sein des municipalités et des gouvernements municipaux, pour que ceux-ci soient en mesure d'assurer la pérennité de leurs programmes de gestion des actifs, maintenant et à l'avenir. La Fédération canadienne des municipalités (FCM), par le biais du PGAM, offre du financement pour la planification, la gestion des données et les analyses réalisées par une municipalité.

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau met actuellement en œuvre une stratégie visant à consolider les activités de gestion des actifs de ses six usines et des quatorze réservoirs de traitement d'eau potable. Le projet présenté dans le cadre du PGAM a pour but de réaliser un jalon important de cette stratégie, qui consiste à centraliser les données d'exploitation et d'entretien des actifs des usines et des réservoirs et d'en tirer profit à des fins de connaissance de l'état des actifs, de planification optimale de l'entretien et de priorisation des investissements. Appuyée par la constitution d'une base de données intégrée, de tableaux de bord de gestion et en faisant appel à l'intelligence d'affaires, la DEP sera en mesure de consolider la planification de l'entretien des actifs en fonction des fréquence d'interventions, du temps requis pour les réaliser, des coûts associés et du niveau de risque acceptable.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Sans objet

## **DESCRIPTION**

L'aide financière offerte par la FCM couvre jusqu'à 80 % des coûts totaux d'un projet, jusqu'à concurrence de 50 000 \$. Les projets doivent être terminés dans un délai de 11 mois suivant la date d'approbation du financement. Les demandeurs du Québec doivent d'abord présenter leur demande par l'intermédiaire du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) du Québec.

## **JUSTIFICATION**

La Direction de l'eau potable du Service de l'eau doit obtenir l'aval du conseil d'agglomération afin de déposer cette demande d'aide Financières à la FCM. De plus, le libellé de la résolution est déterminé par les règles du programme.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût du projet est estimé à 91 850 \$ non incluses, ce qui ouvre à l'aide financière maximale de 50 000 \$. L'excédent sera financé à même le budget de fonctionnement de la DEP.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les travaux rendus possibles par ces subventions contribueront à assurer une gestion responsable des ressources.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'aide financière obtenue contribue non seulement à soutenir la Direction de l'eau potable dans la gestion stratégique de ses actifs liés au traitement de l'eau potable, mais également les autres directions du Service de l'eau puisque les outils et moyens développés pourront y être implantés.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Dépôt de la demande d'aide financière au MAMH : 1er mars 2019  
Émission de la lettre d'avis de financement : juin 2019

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**



---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-François BEAUDET  
Chef de l'exploitation, usines de production et  
réservoirs d'eau potable

**Tél :** 514-872-3414  
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-31

André MARSAN  
Directeur de l'eau potable

**Tél :** 514 872-5090  
**Télécop. :** 514 872-8146

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

André MARSAN  
Directeur de l'eau potable  
**Tél :** 514 872-5090  
**Approuvé le :** 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2019-01-31

Plan de travail et budget – Offre de financement du Programme de gestion des actifs municipaux						Instructions
<b>Demandeur principal :</b>	Ville de Montréal, Service de l'eau, Direction de l'eau potable					
<b>Titre du projet :</b>	Consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion					
Activité	Date de début	Date de fin	Coûts admissibles (\$)	Coûts non admissibles (\$)	Coûts totaux (\$)	
<b>Construction de la base de données</b>	jj/mm/aaaa	jj/mm/aaaa				<i>Notes : Les activités doivent être les mêmes que celles figurant à la section C du formulaire de demande. L'échéancier du projet ne peut pas dépasser 11 mois.</i>  <i>cette étape consiste à paramétrer et développer les tables d'échange entre le GMAO et les autres bases disponibles. Cette étape sera réalisée à la fois à l'interne et avec des consultants</i>
Intégration de la base de données GMAO dans SQL	01-04-2019	01-08-2019	16 800,00 \$	- \$	16 800,00 \$	
Création des liens et des tables d'échange avec les autres bases de données	01-08-2019	01-09-2019	5 600,00 \$	- \$	5 600,00 \$	
Banque d'heures consultants externes	01-04-2019	01-09-2019	20 000,00 \$	- \$	20 000,00 \$	
[Ajouter description de tâche ici]			- \$	- \$	- \$	
<b>Activité 1 – Totaux partiels</b>			42 400,00 \$	- \$	42 400,00 \$	
<b>Développement des tableaux de bord</b>	jj/mm/aaaa	jj/mm/aaaa				<i>Si vous n'avez qu'une seule activité, les cellules restantes demeureront vierges.</i>
Identification des indicateurs de performance	01-10-2019	01-11-2019	5 600,00 \$	- \$	5 600,00 \$	
Développement des tableaux de bord	01-11-2019	15-12-2019	8 400,00 \$	- \$	8 400,00 \$	
Formation des utilisateurs	15-12-2019	01-01-2020	2 800,00 \$	- \$	2 800,00 \$	
Banque d'heures consultants externes	01-10-2019	01-01-2020	10 000,00 \$	- \$	10 000,00 \$	
[Ajouter description de tâche ici]			- \$	- \$	- \$	
<b>Activité 2 – Totaux partiels</b>			26 800,00 \$	- \$	26 800,00 \$	
<b>Plan d'actions sur 3 ans des activités d'entretien en fonction de l'état, des risques et des coûts</b>	jj/mm/aaaa	jj/mm/aaaa				
Analyses des données à partir des tableaux de bord	01-01-2020	15-01-2020	3 150,00 \$	- \$	3 150,00 \$	
Identification des actifs les plus critiques	15-01-2020	30-01-2020	3 200,00 \$	- \$	3 200,00 \$	
Développement d'un plan d'actions	30-01-2020	28-01-2020	6 300,00 \$	- \$	6 300,00 \$	
Banque d'heures consultants externes	01-01-2020	28-01-2020	10 000,00 \$	- \$	10 000,00 \$	
[Ajouter description de tâche ici]			- \$	- \$	- \$	
<b>Activité 3 – Totaux partiels</b>			22 700,00 \$	- \$	22 650,00 \$	
<b>Coûts totaux</b>			91 850,00 \$	- \$	91 850,00 \$	

<b>Coûts totaux admissibles</b>	<b>\$91 850</b>
---------------------------------	-----------------

Nota : Cliquer sur le bouton

**Calculer le budget**

**Coûts éventuels : Avez-vous inclus une marge pour des coûts**

[Ajouter une explication des coûts]

*Les coûts éventuels ne sont pas obligatoires.*

**Autres notes :**

[Ajouter tout autre renseignement]

Sources de financement

Directives

Utilisez le tableau ci-dessous pour indiquer comment vous couvrirez tous les coûts liés au projet proposé.

Le total de toutes les sources de financement doit être égal aux coûts totaux du projet (admissibles + non admissibles) figurant dans votre tableau Plan de travail et budget (onglet 1).

Les sources de financement additionnelles peuvent comprendre les contributions en espèces de votre organisation et d'autres sources de financement public ou privé.

La FCM offre des subventions qui peuvent aller jusqu'à 80 % des coûts admissibles, jusqu'à concurrence de 50 000 \$, pour entreprendre les activités admissibles.

Le tableur calculera automatiquement la subvention maximale admissible selon les coûts totaux admissibles définis dans le budget.

Source de financement	Description	Confirmé (O/N)	Date d'engagement JJ-MM-AAAA	Montant (\$)	Pourcentage du budget total
Subvention de la FCM	Subvention	N		50 000,00 \$	54%
Financement interne	budget fonctionnement	O	01-01-2019	41 850,00 \$	46%
Financement interne	programme triennal d'investissement	O	01-01-2019	- \$	0%
Source de financement additionnelle				- \$	0%
Source de financement additionnelle				- \$	0%
Source de financement additionnelle				- \$	0%
Financement total :				91 850,00 \$	
[Doit être égal aux coûts totaux du budget, indiqués à la ligne 20 ci-dessous]					

Coûts totaux du budget	91 850,00 \$
Coûts totaux admissibles du budget	91 850,00 \$

## FORMULAIRE DE DEMANDE

### Programme de gestion des actifs municipaux de la FCM

**IMPORTANT : Avant de remplir le formulaire, veuillez lire le [Guide de présentation des demandes du Programme de gestion des actifs municipaux \(PGAM\)](#) que vous trouverez sur le site Web de la FCM.**

**Veuillez enregistrer ou télécharger ce formulaire dans votre ordinateur avant de le remplir. Si une boîte de dialogue vous demande si vous faites confiance aux liens vers la FCM, cliquez sur « Permettre ».**

**Nous vous recommandons de communiquer avec la FCM avant de soumettre votre demande.** Les conseillers de la FCM peuvent vous aider à déterminer si votre projet est admissible, répondre à vos questions et vous aider à préparer votre demande. Communiquez avec nous par courriel à :

[programmes@fcm.ca](mailto:programmes@fcm.ca)

Téléphone : 613-907-6208 ou 1-877-997-9926

### Partie A : Renseignements sur le demandeur

Il y a deux catégories de demandeurs principaux admissibles :

- » Administrations municipales (villes, municipalités, régions, districts, etc., et leurs conseils locaux)
- » Les demandeurs du Québec doivent d'abord présenter leur demande par l'intermédiaire du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) du Québec (voir les détails ci-dessous).
- » Partenaires municipaux qui présentent une demande conjointement avec une administration municipale

Un partenaire municipal est l'une des entités suivantes :

- a. une société détenue par une municipalité
- b. une organisation régionale, provinciale ou territoriale qui fournit des services municipaux
- c. une collectivité autochtone
  - » Afin d'être admissibles, certaines collectivités autochtones doivent avoir une entente de services partagés avec une municipalité pour les infrastructures. Communiquer avec la FCM pour obtenir plus d'information.
- d. un organisme sans but lucratif qui fournit des services municipaux

**Veuillez noter que les entités du secteur privé ne sont pas admissibles à titre de partenaires municipaux.**

## 1. Renseignements sur le demandeur principal

Veuillez sélectionner votre type d'organisation dans la liste ci-dessous. Si vous avez un doute, veuillez consulter le [Guide de présentation des demandes](#) ou communiquer avec la FCM par courriel à [programmes@fcm.ca](mailto:programmes@fcm.ca) ou par téléphone au 613-907-6208 ou au 1-877-997-9926.

- ☒ Administration municipale (villes, municipalités, régions, districts, etc., et leurs conseils locaux)

### Présentation d'une demande en partenariat avec une administration municipale

Un partenaire municipal veut dire l'une des entités suivantes :

- ☐ une société détenue par une municipalité
- ☐ une organisation régionale, provinciale ou territoriale qui fournit des services municipaux
- ☐ une collectivité autochtone

» Afin d'être admissibles, certaines collectivités autochtones doivent avoir une entente de services partagés avec une municipalité pour les infrastructures. Communiquer avec la FCM pour obtenir plus d'information.

- ☐ un organisme sans but lucratif qui fournit des services municipaux

- ☐ autre Décrivez :

## 2. Coordonnées du demandeur principal

Nom de l'organisation

Service de l'eau- Ville de Montréal

### Adresse postale

Adresse

1555 rue Carrie-Derrick

Ville

Montréal

Province/Territoire

Québec

Code postal

H3C 6W2

Numéro de téléphone

(indicatif régional) numéro

Numéro de télécopieur

(indicatif régional) numéro

### Coordonnées de la personne-ressource du demandeur principal

Appel (facultatif)

M.

Prénom

Jean-François

Nom

Beaudet

Initiale du deuxième prénom (facultatif)

Titre

Chef de l'exploitation des usines de traitement d'eau potable

Courriel

jean-francois.beaudet@ville.montreal.qc.ca

Numéro de téléphone au travail

514-872-3414

poste

Numéro de cellulaire (facultatif)

514-971-0530

### 3. Renseignements supplémentaires sur le demandeur principal

Les renseignements démographiques suivants aideront la FCM à comprendre la portée et les résultats du Programme de gestion des actifs municipaux :

Budget d'exploitation annuel du demandeur principal

47 000 000,00\$

Nombre d'employés administratifs qui gèrent la municipalité ou dirigent l'organisation (p. ex. cadres supérieurs, finances, travaux publics, planificateurs et autres employés administratifs)

101 – 500

## Partie B: Autoévaluation

Veuillez effectuer une autoévaluation au moyen de [l'Échelle de préparation pour la gestion des actifs](#), qui est disponible pour téléchargement. L'autoévaluation doit être représentative de l'ensemble de votre organisation, et non d'une division ou d'une catégorie d'immobilisations de votre organisation. À l'aide des résultats de l'autoévaluation, remplissez la colonne État actuel dans le tableau ci-dessous.

### 5. Résumé de l'autoévaluation – État actuel

Compétence	État actuel <i>Quel est votre niveau de préparation <b>actuel</b>?</i>	Notes <i>Trois résultats composent chaque niveau de l'Échelle de préparation pour la gestion des actifs. Veuillez décrire la façon dont vous avez atteint chacun des trois résultats associés à votre état actuel.</i>
Politiques et gouvernance	niveau 2	<p>En mars 2018, le Conseil municipal et le Conseil d'agglomération (résolutions CM18 012 - CG18 0018) ont adopté à l'unanimité une Politique des équipements et des infrastructures visant à établir la condition des actifs de la Ville de Montréal et à préciser l'ensemble des déficiences requérant une intervention afin de les prioriser et de les financer adéquatement.</p> <p>La Division de l'exploitation de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau (la Division) dispose actuellement d'une planification des activités d'entretien sur 3 ans. Cette planification repose sur l'historique des actifs, l'expertise du personnel d'entretien et sur des données techniques.</p> <p>La Division a élaboré une stratégie afin de consolider plusieurs activités dans un programme de gestion des actifs. Le projet présenté représente un des moyens de mise en œuvre de cette stratégie.</p>

Personnel et leadership	niveau 1	En novembre 2018, un encadrement administratif de la Direction générale de la Ville de Montréal exigeait qu'une reddition de comptes sur l'inventaire et l'état des actifs soit réalisée d'ici 2020.  La Division dispose déjà d'une équipe multidisciplinaire et d'un porteur de projet pour mettre en œuvre sa stratégie. Cette équipe réalise plusieurs activités de gestion des actifs (inventaire, planification, évaluation du risque, etc.) et une programmation est élaborée en fonction de la planification triennale.
Données et information	niveau 2	La Division dispose d'une plateforme informatique d'entretien qui permet de colliger, pour chaque actif dont elle est responsable, la nature et la fréquence des interventions réalisées. La Division dispose d'informations financières concernant les actifs mais ces informations ne répondent pas aux exigences de la norme PS-3150
Planification et prise de décision	niveau 2	La Division s'est dotée d'une planification d'entretien pour les actifs essentiels dont elle est responsable. Cette planification tient compte des besoins financiers à venir et cette estimation repose sur des données historiques et estimatives. Ces besoins financiers se reflètent dans le plan d'immobilisation triennal du Service de l'eau.
Contribution aux pratiques de gestion des actifs	niveau 1	Le personnel de la Division a été formé sur l'utilisation du logiciel de gestion de l'entretien des équipements et sensibilisé sur l'importance d'y colliger l'ensemble de l'information. De plus, certaines données sont extraites du système afin de nourrir la planification de l'entretien.

## Partie C : Description du projet

### 6. Titre provisoire

Quel est le titre provisoire du projet? Ce titre sera utilisé pour identifier publiquement le projet.

Consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion

### 7. Description

Décrivez les activités que vous souhaitez effectuer dans le cadre de votre projet. Résumez ce que vous ferez et ce que le projet vous permettra d'accomplir en cent mots ou moins. Si votre demande est acceptée, cette section sera utilisée pour la description publique de votre projet.

La Division met actuellement en œuvre une stratégie visant à consolider les activités de gestion des actifs dans une structure formalisée et soutenue par un système d'information de gestion. Ce projet, un jalons de cette stratégie, consiste à centraliser les données d'exploitation et d'entretien des actifs des usines de traitement d'eau potable et d'en tirer profit à des fins de connaissance de l'état des actifs, de planification optimale de l'entretien et de priorisation des investissements. Plus spécifiquement, une base de données SQL sera élaborée et hébergera les données présentement dispersées dans différentes bases de données afin d'en faciliter le croisement, la visualisation et l'exploitation. Appuyer par cette base de donnée, une planification de l'entretien des actifs plus stratégique sera élaborée en fonction de la fréquence des interventions, du coût et du niveau de risque acceptable.



## 8. Activités et éléments livrables

Quelles sont les activités proposées que vous souhaitez faire financer par la FCM? Veuillez indiquer entre une et trois activités.

Quels éléments livrables prévoyez-vous soumettre à la FCM à la fin du projet qui démontreront que vous avez mené à bien les activités? Veuillez indiquer **au moins un** élément livrable par activité.

Veuillez consulter le [Guide de présentation des demandes](#) pour obtenir plus de renseignements sur le niveau de précision attendu.

Activité	Élément livrable
<p>Veuillez déterminer jusqu'à trois activités liées à la gestion des actifs.</p> <p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» effectuer une évaluation des besoins</li> <li>» recueillir des données sur l'état de 200 km de route</li> <li>» mettre sur pied un comité interfonctionnel de gestion des actifs</li> <li>» former une équipe interfonctionnelle de gestionnaires</li> <li>» mettre à jour les descriptions de poste afin d'inclure des responsabilités de gestion des actifs</li> </ul> <p>Ajouter</p>	<p>Veuillez déterminer les éléments particuliers que vous fournirez à la FCM afin de démontrer que chacune des activités a été menée à bien.</p> <p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>» rapport sur l'évaluation des besoins</li> <li>» rapport d'évaluation sur l'état de 200 km de route</li> <li>» mandat du comité de gestion des actifs et procès-verbal des deux premières réunions</li> <li>» dossier de présence à une formation et copie du matériel de formation</li> <li>» mise à jour des descriptions de postes et procès-verbal de l'atelier sur les descriptions de poste avec l'équipe interfonctionnelle</li> </ul>
Supprimer 1. Construction de la base de données	Architecture de la base de données et visuel
Supprimer 2. Constitution du tableau de bord	Maquette du tableau de bord
Supprimer 3. Plan d'action sur trois ans des activités d'entretien en fonction de l'état/risque/coûts	Plan d'action

Nota : Veuillez utiliser les mêmes activités pour remplir le modèle du [Plan de travail et budget](#). Dans ce modèle, vous devrez décomposer chacune des activités en tâches.

## 9. Résultats

Décrivez la façon dont les activités que vous proposez amélioreront votre capacité en matière de gestion des actifs et la raison pour laquelle ces activités représentent actuellement une priorité pour votre municipalité. Comment ces résultats vous aideront-ils à progresser dans l'Échelle de préparation pour la gestion des actifs? Énumérez les résultats particuliers dans l'Échelle qui seront probablement atteints grâce aux activités que vous avez proposées.

En plus des résultats immédiats, vous pouvez également décrire l'incidence que ces activités auront sur votre municipalité ou votre collectivité.

La Division opère les six usines de traitement d'eau potable de la Ville de Montréal et assure l'entretien. Ces



infrastructures, hautement stratégiques, desservent plus de deux millions d'usagers sur le territoire de la Ville de Montréal, ce qui représente le quart de la population du Québec. Dans ce contexte, il est essentiel développer une expertise en gestion des actifs et de se doter d'un plan robuste et appuyer sur des données probantes afin de mieux gérer les risques de défaillance qui pourraient compromettre la production d'eau potable et la qualité de celle-ci. Une meilleure mise à profit des données sur l'état des actifs et l'établissement d'une planification plus stratégique des activités d'entretien contribueront certainement à améliorer le processus décisionnel relatif au financement des actifs, à maximiser le retour sur l'investissement des fonds publics et à améliorer la reddition de comptes au citoyens.

Utilisez [l'Échelle de préparation pour la gestion des actifs](#) pour identifier l'état futur que vous souhaitez. Remplissez la colonne État futur souhaité ci-dessous afin d'indiquer votre niveau de préparation visé à la fin du financement de votre projet. **Nota :** La progression des pratiques de gestion des actifs nécessite du temps et des efforts continus. Votre « état futur souhaité » devrait refléter les niveaux que vous prévoyez atteindre de manière réaliste à la fin du projet. Dans certains cas, les activités de gestion des actifs qui sont les plus importantes pour vous n'engendreront peut-être pas de changement complet dans l'Échelle de préparation, mais dites-vous bien que tout progrès est important.

**Conseil : Une fois votre état futur souhaité déterminé, retournez à la boîte de texte « Résultats » ci-dessus. Avez-vous fourni des renseignements sur la façon dont vos activités vous aideront à atteindre chacun de vos niveaux d'« état futur souhaité »?**

Compétence	État actuel <i>Cette colonne se remplira automatiquement en fonction des niveaux de préparation que vous avez indiqués dans la Partie B.</i>	État futur souhaité <i>Quel est votre niveau de préparation visé à la fin du projet?</i>
Politiques et gouvernance	niveau 2	niveau 3
Personnel et leadership	niveau 1	niveau 2
Données et information	niveau 2	niveau 3
Planification et prise de décision	niveau 2	niveau 3
Contribution aux pratiques de gestion des actifs	niveau 1	niveau 1

## 10. Ressources humaines

Décrivez les ressources humaines internes et externes qui effectueront les activités proposées.

- » Qui dirigera le projet? Qui accomplira les activités du projet?
- » Si vous prévoyez embaucher des personnes ou des organisations externes pour réaliser les activités du projet, veuillez les décrire et, si possible, les identifier de façon précise ci-dessous.
- » Résumez l'expérience pertinente de votre équipe de projet proposée.

Le projet sera dirigé par la chef de section de planification à l'entretien, ingénierie et support à l'exploitation. Les

activités seront réalisées conjointement avec un ou des consultants externes et le pilote en charge de la gestion de la maintenance assisté par ordinateur (GMAO).

Dans un premier temps, un consultant externe sera appelé à poursuivre le développement de la base de données (SQL) en vue de pouvoir mettre en pratique l'intelligence d'affaires (BI). Cette étape est cruciale car elle fait appel à différence sources de données GMAO, données financières, données ressources humaines, etc.) qui seront réunies dans une seule base de données unique afin de pouvoir développer les tableaux de bord.

Dans un second temps, un consultant externe assistera au développement des tableaux de bord à partir de la base SQL. Durant cette étape, les données requises pour monter les tableaux de bord seront être identifiées, les indicateurs seront développés, testés et validés. Les étapes de test et de validation sont importantes afin d'assurer la cohérence des informations.

Dans un dernier temps, selon l'évolution du projet, des consultants pourraient être sollicités afin d'harmoniser les pratiques dans la division et d'assurer que les données d'entrée à la base SQL sont cohérentes.

Au niveau de l'expertise technique interne, une réorganisation a eu lieu en 2018 afin de consolider les avancements en cours sur les bonnes pratiques de maintenance. Suite à la réorganisation, des ingénieurs et d'agent techniques provenant du domaine industriel ont été engagés pour se joindre à l'équipe. Leurs expériences passées contribuent à mettre en place les bonnes pratiques de maintenance et d'assurer une cohérence des informations pertinentes entrées dans les diverses bases de données qui serviront à produire les indicateurs de performance et les tableaux de bord.

## 11. Conformité avec l'approche de la province ou du territoire

Indiquez de quelle manière ce projet cadre avec l'approche de gestion des actifs mise en œuvre dans votre province ou territoire.

En plus de répondre directement à la Politique de la Ville de Montréal des équipements et des infrastructure, cette démarche s'aligne sur la Loi concernant la gouvernance des infrastructures publiques du gouvernement du Québec qui établit des règles de gouvernance en matière de planification et de suivi des investissements publics et de gestion des infrastructures publiques.

Comme l'exige la Loi, le projet donnera à la Division les moyens de dresser un inventaire complet et consolidé des infrastructures sous sa responsabilité, de reposer l'évaluation de leur état et du déficit de maintien sur des données probantes et d'établir une meilleure planification d'entretien en fonction des besoins, du risque et des coûts.

## 12. Défis et mesures d'atténuation

Indiquez entre un et trois risques ou défis importants qui pourraient compromettre la livraison du projet. Comment allez-vous atténuer ces défis?

Ajouter	Risque ou défi	Mesure d'atténuation ou réponse
---------	----------------	---------------------------------

Supprimer	1. Disponibilité de l'expertise	Étant donné le développement récent de l'intelligence d'affaires, il est prévu de faire appel à des consultants externes dans un premier temps. Cependant, la création d'un poste en gestion de base de données et d'intelligence d'affaire est envisagé en 2020. En parallèle, un support interne à même la direction de l'eau potable et de la Ville de Montréal est prévu afin de développer les compétences à l'interne à mesure que le projet avancera.
Supprimer	2. Qualité de l'information colligée dans les banques de données	Un processus de validation de la qualité des données sera mis en place afin de détecter les non-conformités et de les corriger à la source. L'équipe projet prévoit également une tournée de sensibilisation du personnel de la division sur l'importance de colliger des données de qualité aux systèmes.
Supprimer	3. Respect des échéanciers de projets	Un suivi serré du projet sera réalisé directement par le chef de la division et le chef de section.

## Partie D : Pièces jointes requises

Veuillez soumettre les éléments suivants avec votre demande :

Document à l'appui	Commentaires et pages de références
Une résolution du conseil, du conseil de bande ou du conseil d'administration, en utilisant le <a href="#">modèle</a> fourni	
Joindre	
Supprimer	
Un <a href="#">Plan de travail et budget</a> , en utilisant le modèle fourni dûment rempli	
Joindre	
Supprimer	

## Partie E : Déclaration et signature

Veuillez passer cette déclaration en revue et la faire exécuter par un signataire autorisé du Demandeur. La présente déclaration confirme : a) que le Demandeur comprend les exigences de la Fédération canadienne des municipalités (« FCM ») et s'y conformera. Cela comprend celles relatives au financement, et b) que les renseignements fournis et annexés à la présente demande sont exacts et complets.

Je, nom \_\_\_\_\_, titre \_\_\_\_\_ de  
nom de l'organisation \_\_\_\_\_ (nommée ci-après le « Demandeur »), déclare par la présente,  
sans engager ma responsabilité personnelle et en ma qualité de titre \_\_\_\_\_  
du Demandeur, ce qui suit :

1. que le Demandeur ne pourra recevoir de fonds de la FCM avant d'avoir conclu un accord juridiquement contraignant avec la FCM (l'« **Accord** ») visant le projet faisant l'objet de la présente demande de financement (le « **Projet** ») et que ledit Accord comprendra des conditions préalables au financement auxquelles le Demandeur devra se conformer, y compris, sans s'y limiter :
  - a. que le Demandeur obtienne toutes les autorisations requises pour conclure l'Accord et réaliser le Projet;
  - b. que le Demandeur obtienne toutes les concessions de droits d'auteur et les renoncations aux droits moraux des conseillers ou des tiers qui ont contribué ou contribueront aux rapports préparés au nom du Demandeur, de telle façon que le Demandeur détienne les droits d'auteur de tous les rapports connexes au Projet;
  - c. que le Demandeur produise des rapports et consente à ce que la FCM partage les enseignements et les expériences acquises durant la réalisation du Projet avec d'autres collectivités du Canada en permettant à la FCM de publier des rapports, comme des rapports d'achèvement de projet et des rapports finaux, sur le site web de la FCM;
  - d. que le Demandeur assume les coûts associés au Projet, coûts qui doivent être facturés au Demandeur principal et payés par lui;
  - e. que le Demandeur réclame un remboursement pour les coûts en nature seulement, et ce, conformément aux restrictions de la FCM concernant de telles réclamations.
2. que le Demandeur réalisera le Projet conformément à toutes les lois et à tous les règlements applicables;
3. que le Demandeur confirmera à la FCM toutes les sources de financement avant de conclure l'Accord;
4. que tous les renseignements fournis dans la présente demande et les documents d'appui sont véridiques, exacts et complets à la date de soumission de la demande;
5. que si les renseignements fournis dans la présente demande et les documents d'appui devaient devenir inexacts, incomplets ou incorrects, le Demandeur fournira des renseignements ou des documents d'appui mis à jour;
6. que le Demandeur comprend et reconnaît que les changements apportés après la date de soumission de cette demande en termes de portée du Projet pourraient ne pas être acceptés par la FCM;
7. que, dans le cas où le Demandeur a retenu ou compte retenir les services d'un ou de plusieurs conseillers qui communiqueront avec la FCM au nom du Demandeur, le Demandeur confirme par la présente que ce(s) conseiller(s) sont autorisés à le faire.

Nom de l'agent autorisé : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

En inscrivant mon nom ci-dessus et en soumettant cette demande de financement, je signe la présente déclaration.

*Note : Les renseignements fournis dans la présente demande, y compris tous les documents joints, demeureront confidentiels. L'accès à ces renseignements sera restreint aux :*

- » employés de la FCM et représentants professionnels qui participent à votre Projet;
- » personnes auxquelles le Demandeur a autorisé l'accès et aux personnes autorisées en vertu de la loi.

*Les renseignements fournis dans les demandes, y compris les pièces jointes, sont assujettis à la Politique de confidentialité de la FCM.*

Le système mettra en évidence toute réponse incomplète.

**Revoir**





(2)

**Dossier # : 1193827001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une appropriation de 345 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres travaux de voirie au budget de fonctionnement du service des infrastructures du réseau routier.

Il est recommandé:

1. d'autoriser une appropriation de 345 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres travaux de voirie au budget de fonctionnement du service des infrastructures du réseau routier, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Direction	Division	Réserve de voirie locale	Réserve de voirie agglomération	Total
Gestion du portefeuille de projets	Grands projets partenaires	- \$	125 000 \$	125 000 \$
		- \$	160 000 \$	160 000 \$
			60 000 \$	60 000 \$
	Complexe Turcot	- \$		
	Ligne Bleue			
	Pont Samuel-De-Champlain			
Total		- \$	345 000 \$	<b>345 000 \$</b>

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-05 16:44

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1193827001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Autoriser une appropriation de 345 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres travaux de voirie au budget de fonctionnement du service des infrastructures du réseau routier.

## CONTENU

### CONTEXTE

Le service des infrastructures du réseau routier (SIRR) accompagne plusieurs partenaires lors de la réalisation de leurs grands projets. Par exemple, la Ville accompagne le ministère des Transports du Québec (MTQ) dans le projet Turcot, la Société de transport de Montréal (STM) dans le projet de prolongement de la ligne bleue, Infrastructure Canada dans le projet du pont Samuel-De-Champlain, etc.

Lors de ces projets, la Ville identifie des occasions d'optimiser les réalisations de ses partenaires et d'améliorer la qualité de vie des citoyens en intervenant sur ses propres infrastructures. La Ville doit donc étudier la faisabilité des différentes optimisations envisagées ou proposées.

Cependant, ces occasions d'optimisation sont identifiées au gré de l'avancement de la planification des projets des partenaires. Les besoins en études de faisabilité varient beaucoup d'une année à l'autre. La Ville n'est donc pas en mesure de prévoir un budget de fonctionnement pour lancer ces études. Le SIRR souhaite donc qu'une appropriation d'un montant de 345 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération soit autorisée afin de permettre la réalisation des études de faisabilité requises dans le cadre des grands projets partenaires présentement en planification ou en réalisation.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0242 - 26 avril 2018 - Autoriser une appropriation de 270 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération et une appropriation de 4 627 000 \$ de la réserve de voirie locale afin de financer des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des Infrastructures, de la voirie et des transports.

CM17 1248 - 25 septembre 2017 - Autoriser une appropriation de 685 000 \$ de la réserve de voirie locale afin de financer des activités d'avant projet définitif pour la livraison des projets et programmes du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

CG17 0278 - 15 juin 2017 - Autoriser une appropriation de 5 372 000 \$ de la réserve de voirie locale et de 825 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer en

2017 des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

CG17 0050 – 23 février 2017 - Autoriser une appropriation de 1 437 000 \$ de la réserve de voirie locale et de 1 382 400 \$ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer en 2017 des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports / Autoriser une appropriation de 2 333 761 \$ de la réserve de voirie locale à la suite du changement de compétence des travaux d'aménagement et d'infrastructures au centre-ville.

CG16 0505 – 25 août 2016 - Autoriser une appropriation de 3 113 000 \$ de la réserve de voirie locale et de 1 806 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (dossier 1165056001).

CG15 0359 - 29 mai 2015 - Autoriser une appropriation de 1 400 739 \$ de la réserve de voirie locale et de 185 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études pour des travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (dossier 1150032003).

CG14 0373 - 21 août 2014 - Autoriser une appropriation de crédits de 211 367,59 \$ en provenance de la réserve du fonds de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du Service des infrastructures, voirie et transports pour consolider et assurer la planification intégrée et la coordination des travaux 0-5 ans sur le réseau artériel de la Ville de Montréal (dossier 1144372002).

CG14 0227 - 1 mai 2014 - Autoriser une appropriation de crédits de 270 608,48 \$ de la réserve du fonds de voirie d'agglomération au budget de fonctionnement de la Direction des transports en vue de réaliser le portrait et le diagnostic du stationnement sur le territoire de l'agglomération de Montréal (dossier 1133455002).

CM14 0415 - 29 avril 2014 - Autoriser une appropriation de 960 000\$ de la réserve de voirie locale vers le budget de fonctionnement de la Direction des transports pour l'aménagement de voies cyclables et la mise aux normes des feux de circulation (dossier 1140776002).

CG14 0157 – 27 mars 2014 - Autoriser une appropriation de crédits de 4 396 631\$ de la réserve de voirie d'agglomération au budget de fonctionnement de la Direction des transports (Service des infrastructures, transport et environnement) pour le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest afin de réaliser des études, des expertises et l'avant-projet préliminaire en vue d'obtenir l'autorisation de passer en phase réalisation qui sera imputable au PTI dès l'amorce de l'avant-projet définitif (dossier 1146428001).

CG14 0156 - 27 mars 2014 - Autoriser une appropriation de crédits de 600 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération au budget de fonctionnement de la Direction des transports pour l'aménagement de voies cyclables (dossier 1140776001).

CE14 0350 - 12 mars 2014 - Autoriser une appropriation de crédits de 4 396 631 \$ de la réserve de voirie d'agglomération au budget de la Direction des transports (Service des infrastructures, transport et environnement) pour le projet d'infrastructures et de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest afin de réaliser des études, des expertises et l'avant-projet préliminaire en vue d'obtenir l'autorisation de passer en phase plans et devis pour le projet qui sera imputable au PTI, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CM13 1136 - 16 décembre 2013 - Autoriser une appropriation de crédits de 211 367,59 \$



en provenance de la réserve du fonds de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du Service des infrastructures, voirie et transports pour consolider et assurer la planification intégrée et la coordination des travaux 0-5 ans sur le réseau artériel de la Ville de Montréal (dossier 1134822067).

## DESCRIPTION

L'appropriation de la réserve de voirie d'agglomération est évaluée à 345 000 \$. Cette appropriation serait effectuée à même les fonds de voirie d'agglomération. Elle servirait à financer la réalisation de projets d'études en 2019 pour la livraison des projets et programmes, et ce, afin de permettre l'augmentation de la capacité de réalisation des travaux de voirie et autres activités particulières, et le tout au budget de fonctionnement du service des infrastructures du réseau routier (SIRR).

Voici les projets d'études pour lesquels une appropriation est demandée:

Appropriation de 125 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIRR pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'un corridor vert de la falaise Saint-Jacques au fleuve Saint-Laurent, dans le cadre du projet du complexe Turcot.

Appropriation de 160 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIRR pour la réalisation d'une étude sur l'amélioration de l'accessibilité par transport actif aux nouvelles stations de métro et d'une étude de faisabilité pour la construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes dans le cadre du projet de prolongement de la Ligne bleue.

Appropriation de 60 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération vers le budget de fonctionnement du SIRR pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la construction d'une passerelle pour piétons et cyclistes dans le cadre du projet du pont Samuel-De-Champlain.

Direction	Division	Réserve de voirie locale	Réserve de voirie agglomération	Total
Gestion du portefeuille de projets	Grands projets	- \$	125 000 \$	125 000 \$
	partenaires	- \$	160 000 \$	160 000 \$
			60 000 \$	60 000 \$
	Complexe Turcot Ligne Bleue Pont Samuel-De-Champlain	- \$		
Total		- \$	345 000 \$	<b>345 000 \$</b>

## JUSTIFICATION

Ces études sont requises pour déterminer la faisabilité d'interventions proposées sur les infrastructures et les aménagement de la Ville, interventions qui visent à permettre une meilleure intégration des projets des partenaires de la Ville à leur milieu d'insertion et à améliorer la qualité de vie des citoyens.

L'appropriation de la réserve de voirie d'agglomération permettra au SIRR de lancer les études dès maintenant et de profiter des occasions dès qu'elles se présentent dans les projet des partenaires de la Ville.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les informations budgétaires et comptables concernant ces appropriations se trouve dans l'intervention du service des finances.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les interventions qui découleraient des études de faisabilité mentionnées ci-dessus contribueront à la mise en oeuvre de « Montréal Durable 2016-2020 », le troisième plan de développement de la collectivité montréalaise. Conformément au plan d'action de l'administration municipale, ces interventions:

- favoriseront l'augmentation de la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun (action 1) par la création de nouveaux liens cyclables et l'amélioration des parcours piétons;
- protégeront et enrichiront la forêt urbaine (action 4) par la plantation de nombreux arbres.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Si l'appropriation n'est pas autorisée, le SIRR ne sera pas en mesure de déterminer les critères de négociation avec nos partenaires ou d'autres services de la Ville en vue de l'optimisation des infrastructures municipales.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Autorisation de l'appropriation de réserve: février 2019

Études de faisabilités: mars à décembre 2019

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie S HOULE)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

David ROSS  
Chargé de projet - Grand projet

**Tél :** 514 872-4177  
**Télécop. :** 514 872-2874

---

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-29

James BYRNS  
Chef de Divison Grands Projets

**Tél :** 514 868-4400  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Benoit CHAMPAGNE  
Directeur

**Tél :** 514 872-9485  
**Approuvé le :** 2019-02-04

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Claude CARETTE  
Directeur

**Tél :** 514 872-6855  
**Approuvé le :** 2019-02-05

**Dossier # : 1193827001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
<b>Objet :</b>	Autoriser une appropriation de 345 000 \$ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres travaux de voirie au budget de fonctionnement du service des infrastructures du réseau routier.

### SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

### FICHIERS JOINTS



[1193827001.xls](#)

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE  
 Agent de gestion des ressources financières  
**Tél : 514-872-1738**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-04

Yves COURCHESNE  
 Directeur de service - finances et trésorier  
**Tél : 514 872-6630**

### Co Auteurs

Nathalie Bouchard  
 Conseiller(ère) en gestion - finances  
 (514) 872-0325

Reak Sa Sen  
 Conseiller(ère) budgétaire  
 (514) 872-2813

**Division : Service des Finances**



(1)

**Dossier # : 1186945001**

**Unité administrative responsable :** Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction

**Niveau décisionnel proposé :** Conseil d'agglomération

**Compétence d'agglomération :** Alimentation en eau et assainissement des eaux

**Projet :** Gestion de l'eau

**Objet :** Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 \$ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval

Il est recommandé :  
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 \$ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et travaux pour la construction des conduites d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval.

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-24 16:22

**Signataire :** Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1186945001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Alimentation en eau et assainissement des eaux
<b>Projet :</b>	Gestion de l'eau
<b>Objet :</b>	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 \$ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, adopté par le conseil d'agglomération, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau (SE) prévoit des investissements pour le Plan d'alimentation des réseaux de l'ouest (Lachine et Dorval). La Ville de Montréal souhaite s'assurer que ces infrastructures de production et de distribution d'eau potable soient optimisées et permettent de répondre aux besoins actuels et futurs en respect des normes en vigueur. Pour ce faire, la DEP entreprend la conception et la réalisation de près de 23 kilomètres de conduites principales en réseaux qui permettront de desservir Lachine et Dorval en quantité et qualité, et ce, au meilleur coût. Au terme de ces ajouts, l'arrondissement de Lachine sera desservi par le réseau Atwater - Charles-J.-Des Bailleurs en empruntant près de 12 km de nouvelles conduites principales passant par les arrondissements de LaSalle, Lachine et Côte-des-Neiges et par la ville de Montréal-Ouest. Pour ce qui est de la Cité de Dorval, près de 11 km de nouvelles conduites principales achemineront l'eau depuis le réseau de la ville de Pointe-Claire. Au terme des travaux de construction, les usines de production d'eau potable de Lachine et Dorval seront fermées et démantelées.

Ainsi, le présent règlement d'emprunt vise à financer les études, la conception et une partie de la réalisation des conduites principales de diamètre variant entre 450 et 900 mm. L'ingénierie et les travaux de construction s'échelonneront sur une période de dix (10) ans, période au cours de laquelle deux (2) autres règlements d'emprunt seront adoptés pour mener le projet à terme.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0634 - 29 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

### DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter le « Règlement autorisant un premier emprunt de 60 000 000 \$ afin de financer l'ensemble des honoraires de services professionnels d'ingénierie et une première phase des travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval. Deux autres règlements d'emprunt seront requis pour compléter l'ensemble des travaux pour un total de 172 855 000 \$. Le montant total du projet a été augmenté par rapport au montant de 149 133 000 \$, annoncé au Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 en raison d'un réajustement des honoraires professionnels requis et pour tenir compte de l'indexation des coûts estimés en 2016.

L'ensemble des travaux comprend :

- la construction de près de 12 km de conduites en réseau de diamètre variant entre 500 et 900 mm pour desservir le réseau de Lachine par le réseau Atwater - Charles-J. -Des Baillets;
- la construction de près de 11 km de conduites en réseau de diamètre variant entre 450 et 900 mm pour desservir le réseau de Dorval par le réseau de Pointe-Claire.

## **JUSTIFICATION**

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour réaliser l'ingénierie et les travaux requis pour construire les conduites principales en réseau permettant d'assurer la desserte en eau potable de l'arrondissement de Lachine et de la Cité de Dorval. Au terme de la construction des conduites, la DEP procédera à la fermeture des usines de production d'eau potable de Lachine et Dorval.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce règlement permettra de financer les travaux prévus du projet 56038 au Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de l'agglomération de Montréal. La DEP doit réaliser ces travaux pour assurer en tout temps la distribution de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération et s'assurer d'une saine gestion de ses actifs.

L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la construction de conduites principales d'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux pourraient bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement d'emprunt comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement d'emprunt prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt et qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ-GV). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté du ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération, (2017) 149 G.O. II, 3530. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement d'emprunt prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le



désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder vingt (20) ans.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020* : « Optimiser la gestion de l'eau ».

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible de réaliser les travaux requis pour assurer la desserte et la flexibilité d'alimentation des réseaux de Lachine et Dorval et ce qui permettra à terme la fermeture des usines de Lachine et Dorval.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Présentation et avis de motion: Février 2019

Adoption : Mars 2019

Approbation par le ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Mathieu TOUSIGNANT, 17 janvier 2019

---

### RESPONSABLE DU DOSSIER

France-Line DIONNE  
Ingenieur(e)

**Tél :** 514 872-4328

Romain BONIFAY  
Chef de section

**Télécop. :**

### ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-17

Jean-François DUBUC  
Chef de division  
Division Infrastructures réseau principal

**Tél :** 514 872-4647

**Télécop. :** 514 872-8146

---

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN  
Directeur de l'eau potable  
**Tél :** 514 872-5090  
**Approuvé le :** 2019-01-18

### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE  
Directrice  
**Tél :** 514 280-4260  
**Approuvé le :** 2019-01-22

**Dossier # : 1186945001**

**Unité administrative responsable :** Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction

**Objet :** Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 \$ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



AGT - 1186945001 - Réseaux de Lachine et Dorval-VF.doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane GAUDETTE TURYN  
Avocate  
**Tél : 514-872-6877**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-17

Ariane GAUDETTE TURYN  
Avocate  
**Tél : 514-872-6877**  
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 60 000 000\$ AFIN DE FINANCER LES SERVICES PROFESSIONNELS D'INGÉNIERIE ET LES TRAVAUX POUR LA CONSTRUCTION DES CONDUITES PRINCIPALES D'EAU POTABLE VISANT À DESSERVIR LES RÉSEAUX DE LACHINE ET DE DORVAL**

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté remplaçant l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération, (2017) 149 G.O. II, 3530.
2. Un emprunt de 60 000 000 \$ est autorisé afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et de Dorval.
3. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

- 1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;
- 2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1<sup>er</sup> alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90<sup>e</sup> jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

**Dossier # : 1186945001**

**Unité administrative responsable :**

Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction

**Objet :**

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 \$ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**



[Information comptable DEP 1186945001.xlsx](#)

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marleen SIDNEY  
Préposée au budget

**Tél :** 514-872-0893

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-18

Louise B LAMARCHE  
Professionnelle domaine d expertise-Chef d'équipe

**Tél :** 514.872.6538

**Division :** Division du conseil et du soutien financier-Point de service Eau - Environnement



**Dossier # : 1180025003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

Il est recommandé:

1. d'adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG-09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier l'annexe G (Saint-Patrick) et pour ajouter les secteur de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste.

**Signé par** Serge A BOILEAU **Le** 2019-01-21 09:53

**Signataire :**

Serge A BOILEAU

Président

Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission



## IDENTIFICATION

**Dossier # :1180025003**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre de projets d'enfouissement des réseaux câblés, la CSEM a entamé des démarches pour réaliser les travaux d'enfouissement des fils aériens sur rue Notre-Dame Ouest et sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste.

Les projets consistent en l'enfouissement des fils aériens des réseaux électriques et de télécommunications dans les secteurs mentionnés ci-dessus. Ces projets font partie de la programmation établit avec le Bureau d'intégration et de coordination de la Ville (BIC).

Pour assurer le succès de l'enfouissement des fils électriques sur son territoire, la Ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux d'enfouissement des fils électriques.

De son côté, le Conseil d'agglomération a adopté le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) pour les commerces et industries, puisque les subventions aux commerces et industries sont considérées comme étant de l'aide à l'entreprise qui relève de la compétence de l'agglomération.

Ces deux règlements ont été modifiés à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs

d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

Nous modifions des dates pour la présentation d'une demande de subvention pour certains projets (rue Saint-Patrick, chemin de la Côte-Saint-Luc, rue Saint-Grégoire et le Triangle CDN-NDG) pour les ajuster car il y a eu report des travaux.

Nous modifions l'annexe G pour hausser le montant de la subvention d'un des immeubles du projet de la rue Saint-Patrick (1364 Charlevoix) étant donné que les modifications requises sont plus importantes que ce qui a été prévu initialement.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**Résolution CG18 0312** (1183558008): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur des rues Buchan et Paré (Triangle CDN-NDG) (no RCG 09-023-9);

**Résolution CG17 0518** (1170025003): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur de la rue Saint-Grégoire (no RCG 09-023-8);

**Résolution CG16 0748** (1150025003): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du chemin de la Côte-Saint-Luc (no RCG 09-023-7);

**Résolution CG14 0319**(1146659001): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick (no RCG 09-023-6);

**Résolution CG13 0411** (1120443018) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Notre-Dame Est (Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles) (no RCG 09-023-5);

**Résolution CG12 0376** (1123890004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève) (no RCG 09-023-4);

**Résolution CG11 0332 et CG12 0374** (1122913025) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure la rue Rachel Est (Rosemont - La Petite-Patrie) (RCG 09-023-2 et RCG 09-023-3);

**Résolutions CG10 0379 et CG14 0597** (1100159001 et 1143809005) : Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal)(no RCG 09-023-1).

## **DESCRIPTION**

Les projets consistent essentiellement à enfouir les fils des réseaux électriques et de télécommunications sur la rue Notre-Dame Ouest et sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste.

## **JUSTIFICATION**

Le règlement RCG 09-023 prévoit que le Conseil d'agglomération peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires de commerces et industries concernés dans les projets de conversion. Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunications contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de Montréal.

Il y a lieu de modifier le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de branchement découlant des projets, à toute fins utiles, pour assurer que ces projets se fassent à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant requis pour les raccordements est de 261 000 \$ (taxes incluses) et n'est pas capitalisable. Cette somme représente la subvention maximale pour les travaux de conversion des entrées électriques d'industries et de commerces existants. Le règlement RCG 09-023 étant de compétence d'agglomération, le financement doit provenir du budget d'agglomération.

Le budget pour ce projet est prévu au chapitre corporatif qui relève du comité exécutif .

Imputation : Le paiement aux bénéficiaires de l'aide financière doit être entériné par le Comité exécutif, et la Direction des Finances indiquera les comptes d'imputation à leur intervention.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable suivants : la protection du patrimoine et la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'enfouissement des fils électriques et de télécommunications contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image des secteurs concernés.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Selon le secteur les travaux de construction des infrastructures civiles de la C.S.E.M. pourraient être intégrés à des appels d'offres de la Ville qui visent d'autres travaux à réaliser au cours de l'année 2019 et suivantes.

Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits suite aux travaux après l'envoi d'un avis aux propriétaires concernées par la C.S.E.M. Les propriétaires seront avisés qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement RCG 09-023.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Gilles G - Ext GAUDET  
Directeur STI-Planification

**Tél :** 514-384-6840 poste 244  
**Télécop. :** 514-384-7298

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-21

Serge A BOILEAU  
Président

**Tél :** 514 384-6840  
**Télécop. :** 514 384-7298

## **Modification du règlement RCG 09-023**

1. La date au paragraphe 2° de l'article 5.5 est remplacée par : 31 décembre 2019;
2. La date au paragraphe 2° de l'article 5.6 est remplacée par : 31 décembre 2019;
3. La date au paragraphe 2° de l'article 5.7 est remplacée par : 31 décembre 2020;
4. La date au paragraphe 2° de l'article 5.8 est remplacée par : 31 décembre 2019;
5. Le Règlement est modifié par l'ajout, après l'article 5.8, des articles suivants :

« **5.9** Le présent règlement s'applique également dans les arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest, sur la rue Notre-Dame Ouest, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe K, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe K en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

- a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
- b) modifier la date prévue au paragraphe 2°.

**5.10** Le présent règlement s'applique également dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe L, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe N en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

- a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;

b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. »

6. L'annexe G est modifiée en remplaçant le montant de «3 700 \$» pour le 1364, rue Charlevoix par «8 650 \$»;

5. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe J, des annexes K et L jointes en annexe au présent règlement

#### ANNEXE K

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR  
DE LA RUE NOTRE-DAMS OUEST  
ARRONDISSEMENT LACHINE ET SUD-OUEST

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
8000	Notre-Dame Ouest	20 000,00 \$

#### ANNEXE L

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR  
DU BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE  
ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
500	Saint-Jean-Baptiste	6 100,00 \$

**Dossier # : 1180025003**

**Unité administrative responsable :**

Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

**Objet :**

Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier 'l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

Voir ci-joint le projet de règlement et son annexe afférente.

---

**FICHIERS JOINTS**



Règl. mod. Règlement RCG 09-023.docxANNEXE.doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Evelyne GÉNÉREUX  
Avocate - Droit public et législation  
**Tél : 514 872-8594**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-25

Véronique BELPAIRE  
Avocate - Chef de division  
**Tél : 514 872-3024**  
**Division : Droit public et législation**

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'AGGLOMÉRATION SUR LA  
SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDEMENT DU SERVICE  
ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (RCG 09-023)**

Vu le sous-paragraphe f) du paragraphe 11 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu les articles 82 et 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du XXXXX, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 5.5 du Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) est modifié par le remplacement de la date « 30 juin 2015 » par la date « 31 décembre 2019 ».
2. L'article 5.6 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2017 » par l'année « 2019 ».
3. L'article 5.7 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2019 » par l'année « 2020 ».
4. L'article 5.8 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2018 » par l'année « 2019 ».
5. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 5.8., des articles suivants :  
  
« **5.9.** Le présent règlement s'applique dans les arrondissements de Lachine et Le Sud-Ouest, sur la rue Notre-Dame Ouest, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe K, selon les modalités particulières suivantes :

- 1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe K en regard de chacun des bâtiments visés;



2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;

b) modifier la date prévue au paragraphe 2°.

**5.10.** Le présent règlement s'applique dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe L, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe L en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

c) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;

d) modifier la date prévue au paragraphe 2°. ».

**6.** L'annexe G de ce règlement est modifiée par le remplacement du montant de « 3 700,00 \$ », attribué pour le 1364, rue Charlevoix, par le montant de « 8 650,00 \$ ».

**7.** Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe J, des annexes K et L jointes en annexe au présent règlement.

-----

## **ANNEXE**

**ANNEXE K – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE NOTRE-DAME OUEST, ARRONDISSEMENT LACHINE ET LE SUD-OUEST**

**ANNEXE L – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES**

XX-XXX/2

---

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1180025003

## ANNEXE

### ANNEXE K

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR  
DE LA RUE NOTRE-DAME OUEST, ARRONDISSEMENT LACHINE ET LE SUD-  
OUEST

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
8000	Notre-Dame Ouest	20 000,00 \$

## ANNEXE L

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR  
DU BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-  
PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES

No civique	Rue / Boulevard	Montant maximal de la subvention
500	Saint-Jean-Baptiste	6 100,00 \$

GDD : 1180025003

**Dossier # : 1180025003**

**Unité administrative responsable :**

Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

**Objet :**

Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier 'l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**



Projet 03501 GDD 1180025003.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS  
 Agent comptable Analyste  
**Tél :** (514) 868-8787

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-04

Maria BARDINA  
 conseiller(ere) budgétaire  
**Tél :** 514-872-9366  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



(1)

**Dossier # : 1181081026**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

Il est recommandé :

D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements».

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-31 14:51

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1181081026**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil d'agglomération, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement de véhicules et d'équipements tels que génératrices, embarcations et etc.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0573 - Le 8 novembre 2018 - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CG18 0634 - Le 29 novembre 2018- Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

**DESCRIPTION**

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 30 800 000 \$ comprenant les années 2019 (18 800 000 \$) et 2020 (12 000 000 \$) du PTI actuel afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements relevant de la compétence d'agglomération de la Ville de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement de véhicules et d'équipements relevant de la compétence d'agglomération pour 30 800 000 \$ (68102).

**JUSTIFICATION**

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant le remplacement des véhicules et équipements rendus désuets ou non fonctionnels. La Ville possède un parc de 7400 véhicules et équipements d'une valeur globale de 571 M\$.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Selon l'analyse du bureau des projets et programmes d'immobilisations sur la stratégie d'investissement pour le maintien du parc de véhicules et équipements à Montréal, un budget annuel moyen de 46 M\$ doit être prévu.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal par la résolution CG07 0473.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Tous les remplacements de véhicules et équipements font l'objet d'analyses écoénergétiques afin de réduire au maximum les gaz à effet de serre. De plus, les véhicules et équipements 100 % électriques sont priorisés lors des remplacements.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les investissements pour le remplacement des véhicules et équipements permettent de maintenir des services sécuritaires et efficaces aux citoyens de la Ville de Montréal.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis de motion : Le 28 février 2019

Adoption : Le 28 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

#### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)



Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Kathia BRUNET  
Secrétaire de direction

**Tél :** 514 872-4354  
**Télécop. :** 514 872-0690

#### **ENDOSSÉ PAR**

Claude SAVAGE  
Directeur

**Tél :** 514-872-1076  
**Télécop. :** 514-872-1095

Le : 2019-01-23

**Dossier # : 1181081026**

**Unité administrative responsable :**

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction

**Objet :**

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



AML - 1181081026 - Remplacement véhicules et équipements - agglo VF.doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-872-0136**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-23

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-872-0136**  
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 30 800 000 \$ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT DE VÉHICULES ET D'ÉQUIPEMENTS**

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 30 800 000 \$ est autorisé afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements.
2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil d'agglomération affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

---

GDD1181081026

**Dossier # : 1181081026**

**Unité administrative responsable :**

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction

**Objet :**

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

**FICHIERS JOINTS**



GDD 1181081026 Rég. emprunt Remplacement de véhicules et équipement.xlsx

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Abdelkodous YAHYAOU  
Agent comptable anlayste  
**Tél : 5148725885**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-23

Françoise TURGEON  
Conseiller(ere) budgetaire  
**Tél : 872-0946**  
**Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien**  
Financier-Point De Service Hdv



(1)

**Dossier # : 1181081021**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Il est recommandé :

D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-01 15:46

**Signataire :**

Benoit DAGENAIS

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

**IDENTIFICATION**

**Dossier # :1181081021**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Acte mixte
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil d'agglomération, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0573 - Le 8 novembre 2018 - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet agglomération).  
CG18 0094 - Le 29 novembre 2018- Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

**DESCRIPTION**

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés relevant de la compétence d'agglomération de la Ville de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés - Villes de compétence d'agglomération pour 1 000 000 \$ (no 68103)

**JUSTIFICATION**

La mise en valeur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des

ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses de compétence d'agglomération visant la mise à niveau des équipements mécaniques et spécialisés dans les garages d'entretien et ateliers spécialisés. Plusieurs de ces équipements ne rencontrent plus les normes de santé sécurité et d'efficacité.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 68103 prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CG07 0473.

Cette dépense concerne l'acquisition équipements pour es ateliers du SMRA. Comme le SMRA est une unité de soutien, les dépenses capitalisables sont réparties selon une clé de répartition établie en début d'exercice. La répartition 2019 est de 50,1% pour l'Agglomération et de 49,9% pour le local. L'emplacement des points de service n'a donc pas d'impact sur le taux de répartition.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Chaque remplacement est évalué afin d'avoir des solutions les plus écoresponsables possible.

### **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ces équipements sont essentiels pour le bon fonctionnement des garages d'entretien de véhicules et des ateliers spécialisés.

### **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Avis de motion : Le 28 février 2019

Adoption : Le 28 mars 2019

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

### **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

### **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

### **VALIDATION**

## **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUÏ)

---

## **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

## **Parties prenantes**

Lecture :

---

### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Kathia BRUNET  
Secrétaire de direction

**Tél :** 514 872-4354

**Télécop. :** 514 872-0690

### **ENDOSSÉ PAR**

Claude SAVAGE  
Directeur

**Tél :**

**Télécop. :**

Le : 2019-01-29

514-872-1076

514-872-1095



Liste des équipements mécaniques et spécialisés
• Appareils de levage (vérins à colonne)
• Plates-formes de levage
• Soudeuses
• Machines à laver
• Équipements de réfection d'air climatisé
• Équipements d'aspiration
• Machines à découpage numérique « CNC »
• Projecteurs pour l'hôtel de ville et événements
• Systèmes de lubrification
• Etc.

**Dossier # : 1181081021**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

### **COMMENTAIRES**

---

### **FICHIERS JOINTS**



AML - 1181081021 - Remplacement d'équip mécaniques et specialises - agglo VF.doc

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-872-0136**

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-29

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-872-0136**  
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 000 000 \$ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET SPÉCIALISÉS**

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 000 000 \$ est autorisé afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.
2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil d'agglomération affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

---

GDD1181081021

**Dossier # : 1181081021**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

### **FICHIERS JOINTS**



GDD 1181081021 Rég. emprunt remp. équip. mécan. spéc. agglo..xlsx

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Abdelkodous YAHYAOU  
Agent comptable anlayste  
**Tél : 5148725885**

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-01-30

Françoise TURGEON  
Conseiller(ere) budgetaire  
**Tél : 872-0946**  
**Division :** Div. Du Conseil Et Du Soutien  
Financier-Point De Service Hdv



**Dossier # : 1181179011**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables - Financer le Programme, à compter de 2022, par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie

Il est recommandé au comité exécutif :

1- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera assumée par l'agglomération;

2- d'autoriser l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel afin de financer le programme à compter de 2022.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables ».

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2018-11-02 14:34

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1181179011**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables - Financer le Programme, à compter de 2022, par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie

## CONTENU

### CONTEXTE

Le projet soumis s'inscrit dans le cadre du Plan d'action en développement économique du territoire « Bâtir Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal* . Le Plan d'action en développement économique du territoire a été approuvé par le comité exécutif le 27 juin dernier. Le Plan d'action table entre autres sur le retour du secteur manufacturier sur l'île de Montréal, sous une forme plus innovante et met l'accent sur l'accompagnement des projets d'investissement en immobilier durable. Compte tenu de la compétition internationale et également celle des territoires industriels à proximité de Montréal (en termes d'espaces et de coûts), le Plan d'action compte, parmi ses 35 actions, celle visant de mettre en place des incitatifs pour l'investissement immobilier.

Le présent dossier concerne de façon spécifique la mise en oeuvre d'un des volets nouveau Programme Investissements durables, soit le soit le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables qui doit être adopté par le conseil d'agglomération.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1159 (27 juin 2018) : approbation du plan d'action en développement économique du territoire 2018-2022, un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal* .

### DESCRIPTION

Les grands objectifs poursuivis par le nouveau programme de subventions relatif aux bâtiments industriels durables sont les suivants :

- favoriser l'investissement immobilier, particulièrement au niveau industriel
- maintenir une structure économique diversifiée
- améliorer la compétitivité de Montréal

- valoriser ou convertir le cadre bâti industriel
- prioriser les secteurs économiques à haut potentiel
- contribuer à l'accroissement de l'assiette fiscale de l'agglomération

## **Principe général**

Le programme vise à offrir aux propriétaires de bâtiments occupés par des activités économiques visées la possibilité d'obtenir, chaque année pendant 5 ans, une subvention correspondant à la hausse de la taxe foncière générale reliée à la construction, la rénovation, l'agrandissement ou la démolition-reconstruction. Le bâtiment devra répondre à des exigences de technologies vertes du bâtiment.

La période d'admissibilité au programme s'étendra jusqu'au 31 décembre 2021. Une fois admissibles, les propriétaires immobiliers auront ensuite 3 ans pour réaliser leurs travaux.

## **Activités économiques visées**

- Fabrication en général
- Entretien, réparation et maintenance d'aéronefs
- Production de films, de vidéos et d'enregistrement sonore
- Architecture, génie et laboratoires d'essai
- Services spécialisés de design
- Conception de systèmes informatiques et services connexes
- Édition de logiciels de série
- Traitement et hébergement de données
- Services conseils en environnement
- Recherche et développement en science physique, en génie et en sciences de la vie
- Sièges sociaux et sièges régionaux
- Culture en serre sur le toit d'un bâtiment
- Logistique à valeur ajoutée

Il est à noter que ses activités économiques peuvent être exercées par des entreprises nonobstant leur statut juridique. Les entreprises d'économie sociale oeuvrant dans ces domaines pourront donc en bénéficier.

## **Technologies vertes du bâtiment**

Pour bénéficier de la subvention, les propriétaires devront obligatoirement rencontrer des exigences de technologie verte du bâtiment.

Ainsi, les bâtiments neufs devront répondre à une des conditions suivantes :

- Obtenir une certification LEED
- Obtenir une certification Living Building Challenge
- Obtenir une certification BREEAM
- Obtenir une certification HQE
- Obtenir une certification Passive House
- Obtenir une certification Bâtiment à carbone zéro
- Répondre aux normes du Code de construction pour bâtiment à charpente de bois

Quant aux bâtiments existants, ils devront répondre à une des conditions suivantes :

- Obtenir une certification BOMA BEST
- Répondre à une ou l'autre des conditions exigées pour un bâtiment neuf

## **Subventions :**

- La subvention principale consiste à verser au propriétaire du bâtiment industriel un montant égal à 100% de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour les 3 premières années, à 80% pour la 4e année, à 60% pour la 5e année avec un plafond annuel fixé à 1 000 000 \$
- Une subvention additionnelle permet de porter les versements à 100% de l'augmentation de la taxe foncière générale pour les 4e et 5e années si le bâtiment obtient une certification Bâtiment à carbone zéro ou s'il est situé dans un secteur géographique clé établi dans le cadre de la vision du Plan d'action en développement économique du territoire. Les territoires géographiques clés pourront être identifiés ultérieurement à l'adoption du règlement par ordonnance du comité exécutif.

Il est à noter que les contributions prévues à la section des aspects financiers constituent des enveloppes budgétaires maximales et que toute demande d'admissibilité entraînant potentiellement un dépassement des budgets alloués ne pourra pas être déclarée admissible. De plus, le projet de règlement soumis prévoit que le comité exécutif pourra mettre fin au programme au moyen d'une ordonnance.

Soulignons que le projet de règlement donne des pouvoirs d'ordonnance au comité exécutif, or la délégation d'un pouvoir du conseil d'agglomération au comité exécutif est une décision qui doit être appuyée sur la double majorité des voix, c'est-à-dire, qu'elle doit comporter à la fois la majorité des voix des membres qui représentent la municipalité centrale (la Ville de Montréal) et la majorité des voix des membres qui représentent les municipalités reconstituées.

## **JUSTIFICATION**

Plusieurs facteurs motivent l'opportunité d'intervenir pour soutenir l'investissement immobilier, particulièrement dans le domaine industriel. Ils sont :

- de maintenir une structure économique diversifiée, de créer et de maintenir des emplois
- améliorer la compétitivité et l'attractivité de Montréal face aux autres villes de la région et au niveau international
- valoriser ou convertir le cadre bâti industriel afin de les adapter aux besoins actuels des entreprises innovantes
- prioriser les secteurs économiques à haut potentiel identifiés à la Stratégie de développement économique
- contribuer à l'accroissement de l'assiette fiscale de l'agglomération

De plus, le programme répond à plusieurs principes soutenant l'action municipale en développement économique du territoire identifiés au Plan d'action en développement économique du territoire « Bâtir Montréal » et les principaux défis qui y sont considérés, soit :

- soutenir les projets d'investissement durables dans les pôles économiques identifiés en misant sur les secteurs à haut potentiel
- soutenir l'implantation de projets structurants dans les secteurs économiques à haut potentiel
- saisir les opportunités afin d'accélérer le développement des pôles économiques
- mieux intégrer le concept de développement durable dans le développement économique du territoire



- accélérer retour du secteur manufacturier amorcé sur l'île de Montréal, sous une forme plus innovante
- contrer la compétition des territoires industriels à proximité de Montréal (en termes d'espaces et de coûts)

Cette responsabilité serait entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les contributions de l'agglomération totaliseront au maximum 43 598 000 \$ entre 2019 et 2030. La ventilation annuelle est présentée ci-dessous

ANNÉE	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	TOTAL
BUDGET	1,018 M\$	2,162 M\$	3,958 M\$	4,591 M\$	8,004 M\$	7,235 M\$	5,995 M\$	4,686 M\$	3,136 M\$	1,545 M\$	1,196 M\$	0,072 M\$	43,598 M\$

En contrepartie, les investissements privés à la rénovation devraient totaliser environ 366 000 000 \$ et l'impact foncier du programme devrait être équivalent à ces investissements à terme.

La programmation de l'entente de 150 M\$ entre le Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et la Ville de Montréal couvrira la totalité du financement nécessaire jusqu'au 31 décembre 2021. Au delà de cette date, à moins qu'une nouvelle entente avec le Gouvernement du Québec soit conclue, le financement du programme sera assumé par l'utilisation des disponibilités budgétaires restantes libérées par le PR@M-Industrie étant donné l'utilisation qui en a été prévue dans le cadre du financement du volet d'agglomération du Programme de soutien aux artères commerciales en transformation (dossier décisionnel 1181179010).

Ainsi, le financement du programme par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie à compter de 2022 se fera selon les paramètres identifiés ci-dessous. Les disponibilités budgétaires restantes pourront financer d'autres programmes.

ANNÉE	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
<b>DISPONIBILITÉS BUDGÉTAIRES RESTANTES AU PR@M-INDUSTRIE APRÈS DOSSIER 1181179010</b>	<b>5,613 M\$</b>	<b>8,005 M\$</b>	<b>11,370 M\$</b>	<b>11,580 M\$</b>	<b>12,194 M\$</b>	<b>13,383 M\$</b>	<b>14,014 M\$</b>	<b>14,264 M\$</b>	<b>14,264 M\$</b>
<b>UTILISATION EN DÉPENSES D'AGGLOMÉRATION</b>	4,591 M\$	8,004 M\$	7,235 M\$	5,995 M\$	4,686 M\$	3,136 M\$	1,545 M\$	1,196 M\$	0,072 M\$
<b>DISPONIBILITÉS BUDGÉTAIRES RESTANTES</b>	1,022 M\$	0,001 M\$	4,135 M\$	5,585 M\$	7,508 M\$	10,247 M\$	12,469 M\$	13,068 M\$	14,192 M\$

Il est à noter que ces subventions ne représentent pas une dépense nette pour la Ville, mais plutôt un manque à gagner. Le programme est conçu de manière à ce que la Ville renonce momentanément aux revenus liés à l'augmentation de la taxe foncière générale tout en récoltant progressivement les produits des taxes spécifiques, des tarifications et des revenus de permis.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Compte tenu du fait que le Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables encourage des investissements dans des initiatives innovantes et durables et puisque les travaux couverts par la subvention devront faire appel à des technologies vertes du bâtiment, le programme s'inscrit dans le principe qui vise la réduction des gaz à effet de serre.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application le Programme de subventions relatif aux bâtiments industriels durables.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est en cours d'élaboration avec la collaboration du Service des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Mise en oeuvre du programme.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

François-Xavier TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-10-22

Alain MARTEL  
Conseiller en développement économique

**Tél :** 514 872-8508  
**Télécop. :** 514 872-0049

Josée CHIASSON  
Directrice mise en valeur des pôles  
économiques

**Tél :** 514 868-7610  
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Véronique DOUCET  
Directrice

**Tél :** 514 872-3116  
**Approuvé le :** 2018-11-02

**Dossier # : 1181179011**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables - Financer le Programme, à compter de 2022, par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

### **COMMENTAIRES**

---

### **FICHIERS JOINTS**



AG - 1181179011 - subventions programme investissements durables Modifié 17-12-2018.doc

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Annie GERBEAU  
Avocate  
**Tél : 514-872-3093**

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-12-17

Annie GERBEAU  
Avocate  
**Tél : 514-872-3093**  
**Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières**

**VILLE DE MONTRÉAL  
RÈGLEMENT  
RCG 18-XXX**

**RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES AU PROGRAMME  
INVESTISSEMENTS DURABLES, VOLET BÂTIMENTS INDUSTRIELS  
DURABLES**

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**SECTION I  
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activité industrielle » : toute activité mentionnée dans :

- 1° le groupe 1114 à condition que l'activité soit exercée sur le toit d'un bâtiment;
- 2° les secteurs 31 à 33 à l'exclusion des classes 311611 et 311614 sauf la préparation de la viande et des sous-produits de la viande provenant de carcasses, du groupe 3161, du sous-secteur 324, de la classe 32592 et du groupe 3311;
- 3° les classes 48819 et 48899;
- 4° le groupe 5112, les classes 51211 et 51219, le groupe 5122 et le sous-secteur 518;
- 5° les classes 54131 à 54133, la classe 54138, les groupes 5414 à 5415, la classe 54162, la classe 54171 et la classe 56191;

du « Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) » Canada 2017 version 2.0, publiée par Statistique Canada;

« bâtiment industriel » :

- 1° un bâtiment ou une unité d'évaluation possédée en copropriété divise, occupée par une ou plusieurs entreprises, où sont exercées des activités industrielles, en autant que les règlements d'urbanisme applicables autorisent l'usage existant autrement qu'en vertu de droits acquis;
- 2° un groupe de bâtiments situés dans un même îlot ou dans des îlots distincts vis-à-vis l'un de l'autre ou de biais l'un par rapport à l'autre, occupés par une même entreprise, et où est exercée une même activité industrielle, en autant que les règlements d'urbanisme applicables autorisent l'usage existant autrement qu'en vertu de droits acquis;
- 3° un bâtiment ou un groupe de bâtiments situé dans un même îlot ou dans des îlots distincts vis-à-vis l'un de l'autre ou de biais l'un par rapport à l'autre, occupé par une ou plusieurs entreprises et servant à des fins d'administration ou de recherche et développement reliées aux activités industrielles exercées par ces entreprises dans d'autres bâtiments situés dans l'agglomération de Montréal, en autant que les règlements d'urbanisme applicables autorisent l'usage existant autrement qu'en vertu de droits acquis;
- 4° un bâtiment ou une unité d'évaluation possédée en copropriété divise, occupée par une ou plusieurs entreprises, où sont exercées des activités dont le but principal consiste à fournir à au moins un établissement affilié situé à l'extérieur de l'île de Montréal des services de gestion générale et de soutien administratif;

« certification Bâtiment à carbone zéro » : certification accordée par le Conseil du bâtiment durable du Canada à des bâtiments faisant la preuve d'un bilan carbone zéro;

« certification BOMA BEST » : certification accordée par l'Association des propriétaires et administrateurs d'immeubles du Canada à des bâtiments respectant des normes de performance et de gestion environnementale;

« certification BREEAM » : certification accordée par BRE Group, BREEAM USA ou BREEAM Canada à des bâtiments respectant des performances environnementales, sociales et économiques;

« certification HQE » : certification Haute Qualité Environnementale accordée par Écobâtiment à des bâtiments respectant des performances environnementales et un système de gestion environnementale de projet;

« certification LEED Canada » : certification accordée par le Conseil du bâtiment durable du Canada à des bâtiments respectant des normes de performance élevées en matière de responsabilité environnementale et d'efficacité énergétique;

« certification Living Building Challenge » : certification accordée par le Conseil du bâtiment durable du Canada à des bâtiments respectant des normes de durabilité de l'environnement bâti;

« certification Passive House » : certification accordée par le Canadian Passive House Institute à des bâtiments dont la consommation énergétique par unité de surface est très faible;

« Code » : le Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1., r.2);

« démolition-reconstruction » : la démolition complète d'un bâtiment et son remplacement par un bâtiment industriel neuf;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant;

« propriétaire » : propriétaire au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) ainsi que le locataire ou l'occupant d'un bâtiment industriel inscrit au rôle d'évaluation foncière en vertu de l'article 208 de cette Loi;

« taxe foncière générale » : la taxe foncière générale, imposée par le conseil de la ville liée où est situé le bâtiment industriel, applicable sur le bâtiment uniquement, pour chaque exercice financier visé;

« secteur géographique clé » : un secteur désigné en vertu d'une ordonnance dûment adoptée en vertu du présent règlement et auquel s'applique le présent règlement;

« travaux admissibles » : les travaux de construction, de démolition- reconstruction, de reconstruction, de rénovation ou d'agrandissement non visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subvention ou de crédits de taxes de la Ville.

2. Un bâtiment appartenant à la Couronne du chef du Canada ou du chef de la Province ou à l'un de leurs mandataires, ou pris à bail par la Couronne du chef du Canada ou du chef de la Province ou par l'un de leurs mandataires, ne constitue pas un bâtiment industriel au sens de l'article 1 à moins qu'il n'appartienne à un tel mandataire, dûment assujetti au paiement de la taxe foncière générale grevant ce bâtiment, ou ne soit pris à bail par lui.

## **SECTION II**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **SOUS-SECTION 1**

##### **PRINCIPE GÉNÉRAL**

3. Il est octroyé au propriétaire d'un bâtiment industriel :

1<sup>o</sup> en considération de travaux admissibles effectués sur ce bâtiment, une subvention en argent, si l'une des conditions suivantes est rencontrée :

a) pour un bâtiment neuf :

- i) une certification LEED a été émise à l'égard de ce bâtiment;
- ii) une certification Living Building Challenge a été émise à l'égard de ce bâtiment;
- iii) une certification BREEAM a été émise à l'égard de ce bâtiment;
- iv) une certification HQE a été émise à l'égard de ce bâtiment;
- v) une certification Passive House a été émise à l'égard de ce bâtiment;
- vi) une certification Bâtiment à carbone zéro a été émise à l'égard de ce bâtiment;
- vii) une certification signée par une personne habilitée à ce faire par la loi confirmant que ce bâtiment est conforme à la norme CSA086-2014 du Code a été émise.

b) pour un bâtiment existant :

- i) une certification BOMA BEST a été émise à l'égard de ce bâtiment;
- ii) une certification décrite au sous-paragraphe a) du paragraphe 1° a été émise à l'égard de ce bâtiment.

2° en considération de travaux admissibles effectués sur ce bâtiment, une subvention additionnelle en argent, si l'une des conditions suivantes est rencontrée :

- a) une certification Bâtiment à carbone zéro a été émise à l'égard de ce bâtiment;
- b) le bâtiment est situé dans un secteur géographique clé.

3° le montant de la subvention, auquel s'ajoute celui de la subvention additionnelle, le cas échéant, ne peut excéder le coût réel des travaux admissibles.

Pour être admissible, toute demande de subvention visée au présent règlement doit être présentée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## **SOUS-SECTION 2**

### **ORDONNANCES**

**4.** Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance,

- 1° désigner un ou plusieurs secteurs géographiques clés, au moyen d'un plan ou en indiquant les rues et parties de rues du territoire visé;



2° fixer la date prévue au deuxième alinéa de l'article 3 au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2022;

3° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

### **SOUS-SECTION 3**

#### **EXCLUSION**

5. Aucune subvention n'est octroyée dans le cadre du présent règlement :

1° pour des travaux qui ont débuté avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 7;

2° pour des travaux visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subvention de la Ville.

### **SECTION III**

#### **DEMANDE DE SUBVENTION**

6. Toute demande, visant l'obtention de toute subvention prévue au présent règlement, doit être présentée, par le propriétaire du bâtiment industriel, au directeur au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° un document établissant qu'il est le dernier propriétaire inscrit au registre foncier de l'immeuble visé par la demande;

2° un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

3° une copie de toute demande de permis visant les travaux admissibles.

### **SECTION IV**

#### **ADMISSIBILITÉ DE LA DEMANDE**

7. Lorsque les formalités prévues à l'article 6 sont remplies et que l'étude de la demande permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent règlement, le directeur déclare admissible la demande de subvention. Dans le cas contraire, la demande est refusée.

Le directeur informe le propriétaire, par écrit, de l'approbation ou du refus de sa demande dans les 40 jours ouvrables de la réception de la demande. Si la demande est déclarée admissible, cet avis indique la date de l'avis d'admissibilité.

Le propriétaire dispose de 36 mois pour effectuer les travaux admissibles à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande.

Aucune subvention n'est versée si elle n'a pas fait l'objet de l'avis prévu au deuxième alinéa.

## **SECTION V**

### **SUBVENTION**

#### **SOUS-SECTION 1**

##### **MONTANT DE LA SUBVENTION**

**8.** Sous réserve de l'article 9, la subvention prévue au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 3 consiste à verser au propriétaire du bâtiment industriel :

- 1° un montant égal à 100 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour les trois premiers exercices financiers;
- 2° un montant égal à 80 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le quatrième exercice financier;
- 3° un montant égal à 60 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le cinquième exercice financier;
- 4° un montant égal à 100 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le sixième exercice financier.

Le sixième versement n'est pas versé au propriétaire du bâtiment industriel lorsque la date de prise d'effet de la modification du rôle foncier reflétant l'augmentation des taxes foncières découlant des travaux admissibles est le 1<sup>er</sup> janvier.

La subvention est versée sur une période de 5 ou 6 exercices financiers consécutifs, selon le cas, à compter de celui durant lequel l'augmentation des taxes foncières découlant des travaux admissibles survient.

Pour le premier exercice, la subvention est calculée proportionnellement au nombre de jours de cet exercice écoulés depuis la date de la modification du rôle foncier reflétant l'augmentation. Pour le sixième exercice, la subvention est calculée proportionnellement au nombre de jours de cet exercice écoulés jusqu'à la date anniversaire de cette modification.

**9.** Le montant maximal de subvention qui peut être versé pour un exercice financier est de 1 000 000 \$.

#### **SOUS-SECTION 2**

##### **CONDITIONS DU VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

**10.** Préalablement au premier versement de toute subvention, le propriétaire doit fournir au directeur les documents suivants :

- 1° une copie de tout permis visant les travaux admissibles;
- 2° une attestation de la fin des travaux admissibles par une personne habilitée à ce faire par la loi;
- 3° un formulaire d'attestation de propriété et d'utilisation du bâtiment fourni par la Ville, dûment rempli et signé par le propriétaire;
- 4° un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;
- 5° une copie du certificat d'évaluation émis en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);
- 6° une copie de tout document attestant du respect des conditions établies au paragraphe 1° de l'article 3.

Préalablement à chacun des quatre ou cinq versements, selon le cas, suivant le premier, le propriétaire doit se conformer aux paragraphes 3° et 4° du premier alinéa et, à la suite de l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation foncière, il doit fournir au directeur une copie de l'avis d'évaluation expédié en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**11.** Après la fin des travaux et sur production de tous les documents exigés à l'article 10, le directeur autorise le versement de la subvention conformément à l'article 8. La date où le directeur autorise le versement de la subvention constitue la date d'échéance pour le versement annuel de la subvention.

## **SECTION VI**

### **SUBVENTION ADDITIONNELLE**

#### **SOUS-SECTION 1**

##### **MONTANT DE LA SUBVENTION ADDITIONNELLE**

**12.** La subvention additionnelle prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 3 consiste à verser au propriétaire du bâtiment industriel :

- 1° un montant égal à 20 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le quatrième exercice financier;
- 2° un montant égal à 40 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le cinquième exercice financier.

La subvention additionnelle est versée sur une période de deux exercices financiers consécutifs.

## **SOUS-SECTION 2**

### **CONDITIONS**

**13.** L'article 9, le deuxième alinéa de l'article 10 et l'article 11 s'appliquent à chacun des versements qui font l'objet de cette subvention additionnelle.

## **SECTION VII**

### **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

**14.** Lorsqu'un bâtiment ou une partie de celui-ci, pour lequel une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu de l'article 7 ou pour lequel le versement de la subvention a été autorisé en vertu de l'article 11, change de propriétaire, le nouveau propriétaire peut bénéficier des mêmes droits que le propriétaire précédent s'il assume toutes les obligations découlant du présent règlement.

**15.** La perte de valeur foncière d'un bâtiment industriel résultant de dommages importants au bâtiment industriel, n'entraîne pas l'annulation automatique des versements non échus de toute subvention prévue au présent règlement, en autant que ces dommages ne peuvent être attribuables à une faute du propriétaire.

Les versements non encore échus pourront être versés au propriétaire à compter de la date de prise d'effet d'un nouveau certificat émis en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) démontrant que la valeur foncière du bâtiment reconstruit est égale ou supérieure à la valeur foncière inscrite au certificat d'évaluation remis à la Ville conformément au paragraphe 5° de l'article 10. Le calcul des versements de subvention non encore échus sera basé sur la valeur foncière inscrite à ce certificat d'évaluation remis conformément au paragraphe 5° de l'article 10.

**16.** Si, au plus tard 3 ans et 6 mois après la date de l'avis d'admissibilité prévu à l'article 7, le propriétaire n'a pas fourni tous les documents requis en vertu de l'article 10, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement, en autant que le retard à fournir les documents requis n'est pas attribuable à la Ville de Montréal ou à un des organismes responsables d'émettre les certifications ou confirmations exigées en vertu du paragraphe 1° de l'article 3.

**17.** Le versement de toute subvention prévue au présent règlement est suspendu tant que le propriétaire est en défaut de rendre des travaux visés par le présent règlement conformes au Code et aux exigences réglementaires applicables à ces travaux dans le cas où les travaux admissibles ont été exécutés en dérogation de Code et de ces règlements.

Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamés à la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

**18.** Si la valeur foncière de l'immeuble visé par toute subvention prévue au présent règlement fait l'objet, après l'émission des comptes de la taxe foncière générale reflétant l'augmentation de la valeur foncière découlant des travaux admissibles, d'une

demande de révision administrative en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), le versement de toute subvention est retardé jusqu'à ce que l'évaluateur ait rendu sa décision ou jusqu'à ce qu'une entente ait été conclue selon la loi ou, le cas échéant, jusqu'à ce que le Tribunal administratif du Québec ait rendu sa décision. En cas d'appel d'une telle décision, le versement est retardé jusqu'à ce qu'un jugement final mette fin à toute contestation de la valeur de l'immeuble visé.

**19.** Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraînent l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement, sous la forme d'une subvention, doit être remboursée au comptant à la Ville, avec intérêts et frais.

**20.** Le propriétaire d'un bâtiment industriel visé par la demande de subvention ne peut s'opposer à une inspection de ce bâtiment, sous peine de l'annulation définitive de cette demande.

## **SECTION VIII**

### **DURÉE DU PROGRAMME**

**21.** Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

- 1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;
- 2° la date déterminée par ordonnance selon le paragraphe 3° de l'article 4 du présent règlement.

-----

GDD 1181179011

**Dossier # : 1181179011**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables - Financer le Programme, à compter de 2022, par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

## FICHIERS JOINTS



[1181179011 Bâtiment durable.xlsx](#)

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI  
 Préposé au budget  
**Tél : 514 872-4254**

En collaboration avec  
 Isabelle Fortier  
 514 872-9366

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-11-01

Yves COURCHESNE  
 Directeur de service finances et trésorier  
**Tél : 514-872-6630**

**Division :** Service des finances



**Dossier # : 1188212001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 \$.

Il est recommandé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 \$.

**Signé par** Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-05 09:48

**Signataire :**

Peggy BACHMAN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1188212001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 \$.

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 adopté par le conseil d'agglomération, l'Administration prévoit des investissements pour la construction de quatre centres de traitement des matières organiques (CTMO) et un centre pilote de prétraitement (CPP) sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Le Service de l'environnement doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin de pouvoir financer une partie de ces infrastructures.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0634 - 29 novembre 2018 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CG17 0395 - 24 août 2017 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 170 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter l'emprunt de 125 000 000 \$ pour un total de 295 000 000 \$.

CG13 0092 - 21 mars 2013 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 170 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement.

### DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt modifiant le règlement d'emprunt RCG 13-006 afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 \$. Ce règlement permettra notamment de réaliser une portion des dépenses suivantes :

- l'acquisition des terrains;
- l'aménagement des terrains incluant la décontamination, les infrastructures souterraines, l'aménagement d'aire de circulation, l'éclairage, les clôtures, etc.;
- la conception et les travaux de construction d'une partie des CTMO;



- l'acquisition et l'installation des équipements de procédé;
- les services professionnels pour l'ensemble des travaux;
- les travaux d'égouts et d'aqueduc à Montréal-Est;
- la main d'oeuvre capitalisable au projet.

## **JUSTIFICATION**

La mise en vigueur du règlement modifiant le règlement d'emprunt permettra au Service de l'environnement d'obtenir les crédits supplémentaires nécessaires pour effectuer des dépenses visant la mise en place de centres de traitement des matières organiques (CTMO) sur le territoire de l'agglomération de Montréal. L'augmentation du règlement d'emprunt tient compte de la révision du budget des projets effectuée à la suite de la réception des soumissions pour la conception et la construction de trois des CTMO (projet 50010, projet 51111 et projet 51313).

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce règlement d'emprunt servira au financement des projets 50010, 51111, 51313, 51414 et 51212 prévus à la programmation du PTI 2019-2021 (volet agglomération). Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La construction des centres de traitement des matières organiques permettra de contribuer à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de recyclage des matières organiques stipulés dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020. De plus, la mise en place des CTMO permettra de réduire les GES associés à la gestion des matières résiduelles.

Les centres de traitement des matières organiques viseront une certification LEED en respect de la Politique Montréal Durable 2016-2020.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Non respect de l'échéancier, perte des subventions et augmentation des coûts de construction.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est prévue en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

CE: 20 février 2019

CM: 25 février 2019

CG (Avis de motion) : 28 février 2019

CG (Adoption) : 28 mars 2019

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire : juin 2019

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### VALIDATION

#### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

---

#### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

#### Parties prenantes

Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karine BÉLISLE, 24 janvier 2019

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

François L LAMBERT  
Ingénieur

**Tél :** 514 280-4368  
**Télocop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-16

Éric BLAIN  
C/d sout technique infrastructures CESM

**Tél :** 514 872-3935  
**Télocop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA  
Directeur de la gestion des matières résiduelles  
**Tél :** 514 868-8765  
**Approuvé le :** 2019-01-30

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE  
Directeur  
**Tél :** 514 872-7540  
**Approuvé le :** 2019-01-31

**Dossier # : 1188212001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
<b>Objet :</b>	Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 \$.

## SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

## COMMENTAIRES

---

## FICHIERS JOINTS



AGT - 1188212001 - Règl modif Règl RCG 13-006 Centres matière organique-VF2.doc

---

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN  
 Avocate  
**Tél : 514-872-6877**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Ariane GAUDETTE TURYN  
 Avocate  
**Tél : 514-872-6877**  
**Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières**

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 295 000 000 \$ AFIN DE FINANCER LA RÉALISATION DES CENTRES DE TRAITEMENT DE LA MATIÈRE ORGANIQUE ET UN CENTRE PILOTE DE PRÉTRAITEMENT (RCG 13-006) AFIN D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À 330 800 000 \$**

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) est modifié par le remplacement de « 295 000 000 \$ » par « 330 800 000 \$ ».
2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 295 000 000 \$ » par « 330 800 000 \$ ».

---

GDD1188212001

**Dossier # : 1188212001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESH
<b>Objet :</b>	Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 \$ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 \$.

## SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

---

## FICHIERS JOINTS



[1188212001 Info comptable.xlsx](#)

---

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD  
 Préposé au budget  
**Tél :** (514) 872-5916

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Louise B LAMARCHE  
 Professionnelle-Chef d'équipe  
**Tél :** 514 872-6538  
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1192837001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Parc Jean-Drapeau
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 \$ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 \$ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé."

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2019-02-05 09:30

**Signataire :** Alain DUFORT

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1192837001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Parc Jean-Drapeau
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 \$ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

## CONTENU

### CONTEXTE

La Ville de Montréal, par le biais de son programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2021, prévoit accorder à la Société du parc Jean-Drapeau, 27,9 M\$ pour l'année 2019 dont 15 M\$ a déjà été accordé lors du précédent règlement d'emprunt et 15,8 M\$ pour l'année 2020, pour un total de 28,7 M\$, afin d'assurer la pérennité des installations, la sécurité des employés, des usagers et des visiteurs.

Programme de protection de l'actif immobilisé (Maintien d'actifs)

Le parc Jean-Drapeau fait partie du réseau des grands parcs et est désigné comme un équipement d'intérêt collectif. 1,7 million de visiteurs fréquentent annuellement le parc Jean-Drapeau, soit pour ses installations (Complexe aquatique, plage Jean-Doré, La Biosphère, Bassin olympique, circuit Gilles-Villeneuve, etc.), soit pour la tenue de plus de 60 événements et activités (Fête des neiges, Week-ends du Monde, Piknic Électronik, Osheaga, Heavy Mtl, etc.) ou pour ses pistes cyclables et ses espaces verts.

Afin de réaliser sa mission et d'assurer le bon déroulement des activités et des événements majeurs en toute sécurité pour les employés et les usagers, la Société doit offrir des installations et des infrastructures adéquate.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0634 Adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet agglomération)

CG18 0133 Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 \$ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé."

CG17 0166 Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet

de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 \$ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé."

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 28,7 M\$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour les années 2019 et 2020, conformément au budget d'investissements autorisé par le conseil d'agglomération.

Actuellement trois types d'actifs sont concernés par les travaux visant la sécurité des lieux : les bâtiments et installations, les aménagements extérieurs, le mobilier urbain et les équipements.

## **JUSTIFICATION**

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de maintien d'actifs de la Société du parc Jean-Drapeau.

La Société doit réaliser ces travaux afin d'assurer la sécurité des sites et le bon déroulement des activités et événements.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme de maintien de l'actif immobilisé prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Le montant de 28,7 M\$ provenant du budget d'investissements dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 se répartit comme suit :

<b>Numéro de Projet</b>	<b>Numéro de sous-projet</b>	<b>Description</b>	<b>Numéro de projet Simon</b>	<b>Investissement 2019</b>	<b>Investissement 2020</b>
43010	1143010002	Bâtiments	135814	14 300 000 \$	5 700 000 \$
43010	1143010003	Aménagements	135816	11 950 000 \$	8 300 000 \$
43010	1143010004	Achats d'équipements	135817	1 650 000 \$	1 800 000 \$
CG18 0133 Règlement d'emprunt de 48,4 M\$			Sous-total	27 900 000 \$ (15 000 000 \$)	
			Total	12 900 000 \$	15 800 000 \$

La période de financement ne doit pas excéder vingt (20) ans.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Les techniques, les matériaux et les matériels utilisés respecteront les normes environnementales en vigueur tout en optimisant les aspects sociaux, économiques et de qualité de vie prônés par les politiques de la Ville de Montréal.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**



L'adoption de ce règlement d'emprunt est requis pour permettre la réalisation des projets visés, la sécurité des employés et des usagers, ainsi que le bon déroulement des activités et des événements se déroulant au parc Jean-Drapeau.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les communications seront coordonnées, au besoin, avec la direction des communications de la Ville de Montréal.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis de motion : Février 2019

Adoption : Mars 2019

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

L'ensemble des projets suivra le processus et la réglementation applicable en matière d'appels d'offres et d'octrois de contrats conformément à la politique de gestion contractuelle de la Société du parc Jean-Drapeau.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-François J MATHIEU  
conseiller en gestion des ressources financières

**Tél :** 872-2648  
**Télécop. :**

#### **ENDOSSÉ PAR**

Ronald CYR  
Directeur

**Tél :**  
**Télécop. :**

Le : 2019-01-31

514 872-5574

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
DIRECTION**

Ronald CYR  
Directeur

**Tél :** 514 872-5574

**Approuvé le :** 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE  
SERVICE**

Ronald CYR  
Directeur

**Tél :** 514 872-5574

**Approuvé le :** 2019-01-31

**Dossier # : 1192837001**

**Unité administrative responsable :**

Société du Parc Jean-Drapeau , Direction

**Objet :**

Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 \$ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



AML - 1192837001 - Actif immobilisé Jean-Drapeau VF.doc

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-872-0136**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-01

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-872-0136**  
**Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières**

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 28 700 000 \$ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES BÂTIMENTS, AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS ET DES ÉQUIPEMENTS DU PARC JEAN-DRAPEAU, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ**

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 28 700 000 \$ est autorisé afin de financer les travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.
2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection de plans et devis et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

**Dossier # : 1192837001**

**Unité administrative responsable :**

Société du Parc Jean-Drapeau , Direction

**Objet :**

Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 \$ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**



Virement crédit - GDD 1192837001.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Maryse CANUEL  
 Agent(e) comptable analyste

**Tél :** 514 868-4439

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-04

Daniel D DESJARDINS  
 Conseiller en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 872-5597

**Division :** Service des finances - Division du conseil et du soutien financier  
 Point de service Brennan



**Dossier # : 1192837002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Parc Jean-Drapeau
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 \$ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 \$ pour le financement de la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

**Signé par** Alain DUFORT **Le** 2019-02-05 09:30

**Signataire :** Alain DUFORT

\_\_\_\_\_  
Directeur général adjoint  
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1192837002**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Parc Jean-Drapeau
<b>Projet :</b>	-
<b>Objet :</b>	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 \$ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

## CONTENU

### CONTEXTE

En 2017, la Société du parc Jean-Drapeau a développé un plan maître forestier afin de protéger, améliorer et développer sa canopée. Ce plan de revitalisation est en vigueur depuis 2017 et se déploiera sur plusieurs années et prendra aussi en considération la lutte à l'agrile du frêne.

Le plan maître forestier a pour objectif principal de revitaliser la canopée des Îles et de lutter contre l'agrile du frêne. Ce plan a également pour but de positionner la Société du parc Jean-Drapeau en terme de développement durable ainsi qu'à réduire les impacts des changements climatiques.

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1,2 M \$ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du Plan maître forestier de la SPJD.

- Plantations sur les Îles de la Société du parc Jean-Drapeau sur le territoire public.
- Protéger, améliorer, développer et revitaliser la canopée selon le Plan maître forestier.
- Lutte à l'agrile du frêne sur le territoire public des Îles du parc Jean-Drapeau.

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à la SPJD d'obtenir les crédits nécessaires pour réaliser les travaux prévus à son Plan maître forestier de 2019, 2020 et 2021. Par ailleurs, l'adoption du règlement d'emprunt permettra d'intensifier les plantations dans les sections les plus sensibles selon les prévisions du Plan maître forestier et de maintenir un couvert forestier dans les milieux boisés où se trouvent des concentrations de frênes. Ceci est essentiel afin d'atteindre l'objectif du Plan de développement durable de la

collectivité montréalaise 2010-2015 reconduit par Montréal durable 2016-2020 de revitaliser la canopée du Parc particulièrement dans un contexte où plane la menace d'un recul de cet indice par la présence de l'agrile du frêne dans la métropole.

La période de financement de cet emprunt est de cinq ans.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG18 0634 Adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet agglomération)

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 1,2 M\$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour financer la revitalisation de la canopée du parc Jean-Drapeau pour les années 2019 à 2021, conformément au budget d'investissements autorisé par le conseil d'agglomération.

## **JUSTIFICATION**

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de revitalisation de la canopée du parc Jean-Drapeau.  
La Société doit réaliser ces travaux afin d'assurer la pérennité de son couvert forestier tel que recommandé par le plan maître forestier.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme de revitalisation de la canopée prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

<b>Numéro de Projet</b>	<b>Description</b>	<b>Numéro de projet Simon</b>	<b>Investissement 2019</b>	<b>Investissement 2020</b>	<b>Investissement 2021</b>
43012	Canopée		400 000 \$	400 000 \$	400 00 \$

La période de financement de ce programme ne doit pas excéder vingt (20) ans.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Ce Plan a également pour but de positionner la SPJD en terme de développement durable ainsi qu'à réduire les impacts des changements climatiques.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'adoption de ce règlement d'emprunt est requis pour permettre la réalisation du Plan maître forestier du parc Jean-Drapeau.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Les communications seront coordonnées, au besoin, avec la direction des communications de la Ville de Montréal.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avis de motion : Février 2019

Adoption : Mars 2019

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.



## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

### VALIDATION

#### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

---

#### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

#### Parties prenantes

Lecture :

---

#### RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François J MATHIEU  
Directeur de l'administration

**Tél :** 872-7326

**Télécop. :**

#### ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Ronald CYR  
Directeur

**Tél :**

514 872-5574

**Télécop. :**

---

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ronald CYR  
Directeur

**Tél :** 514 872-5574

**Approuvé le :** 2019-01-31

#### APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ronald CYR  
Directeur

**Tél :** 514 872-5574

**Approuvé le :** 2019-01-31

**Dossier # : 1192837002**

**Unité administrative responsable :**

Société du Parc Jean-Drapeau , Direction

**Objet :**

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 \$ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

**COMMENTAIRES**

---

**FICHIERS JOINTS**



[AML - 1192837002 - Plan maître forestier Jean-Drapeau VF.doc](#)

---

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-872-0136**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-01

Anne-Marie LEMIEUX  
Avocate  
**Tél : 514-872-0136**  
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 200 000 \$ AFIN DE  
FINANCER LA REVITALISATION DE LA CANOPÉE DANS LE CADRE DU  
PLAN MAÎTRE FORESTIER DU PARC JEAN-DRAPEAU**

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 200 000 \$ est autorisé afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du parc Jean-Drapeau.
2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection de plans et devis et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

---

GDD 1192837002

**Dossier # : 1192837002**

**Unité administrative responsable :**

Société du Parc Jean-Drapeau , Direction

**Objet :**

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 \$ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**FICHIERS JOINTS**



Virement crédit - GDD 1192837002.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Maryse CANUEL  
 Agent(e) comptable analyste

**Tél :** 514 868-4439

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2019-02-04

Daniel D DESJARDINS  
 Conseiller en gestion des ressources financières

**Tél :** 514 872-5597

**Division :** Service des finances - Division du conseil et du soutien financier  
 Point de service Brennan



**Dossier # : 1182891004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Transport collectif des personnes
<b>Projet :</b>	Plan de transport
<b>Objet :</b>	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil d'agglomération)

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil d'agglomération)

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-05 08:09

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

\_\_\_\_\_  
Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1182891004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Transport collectif des personnes
<b>Projet :</b>	Plan de transport
<b>Objet :</b>	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil d'agglomération)

## CONTENU

### CONTEXTE

Le 9 avril 2018, les gouvernements du Canada et du Québec annonçaient des investissements pour préparer le dossier d'affaires et assurer la poursuite des activités pour la réalisation du prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal vers Anjou. Voici quelques faits saillants de ce projet, dont l'enveloppe budgétaire globale est de 3,9 G\$:

- 5 nouvelles stations sur 5,8 km (de l'actuelle station Saint-Michel à Anjou)
- 6 structures auxiliaires entre les stations
- 1 tunnel piétonnier (reliant le futur SRB Pie-IX)
- 2 terminus d'autobus (Pie-IX et Anjou)
- 1 stationnement incitatif souterrain de 1200 places (Anjou)
- 1 centre d'attachement (emplacement à confirmer) et 1 garage (Anjou)
- 1 centre de service et 1 poste de district (St-Michel)
- 4 arrondissements touchés par le chantier (Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Saint-Léonard, Anjou et, dans une moindre mesure, Mercier–Hochelaga–Maisonnette)
- La STM agit à titre de maître d'ouvrage et de gestionnaire pour l'ensemble des activités devant mener à la mise en exploitation en 2026 du prolongement de la ligne bleue, incluant les acquisitions de terrain en cours et le dossier d'affaires (DA). La gouvernance du projet relève du ministère des Transports du Québec (MTQ) et de la Société québécoise des infrastructures (SQI).

La Ville de Montréal collabore avec la STM; l'Administration a mandaté le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) pour agir en tant que responsable du projet pour la Ville. Jusqu'en 2015, la Ville a travaillé de façon étroite avec le Bureau de

projet codirigé par l'AMT et le MTQ sur les analyses techniques et urbaines pour définir le prolongement de la ligne bleue et y intégrer les préoccupations municipales.

## **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CG18 0634** - 29 novembre 2018 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de l'agglomération de Montréal

**CG18 0316** - 31 mai 2018 - Approuver le Règlement R-177 de la Société de transport de Montréal (STM) autorisant un emprunt de 364 895 090 \$ pour financer le projet « Prolongement de la ligne bleue » et approuver la modification au Programme des immobilisations 2018-2027 de la STM

## **DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour objet l'adoption d'un règlement d'emprunt de 20 000 000 \$ affecté au budget du conseil d'agglomération (agglo) pour financer les travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro, tel que prévu au PTI 2019-2021 de la Ville de Montréal. En l'absence à ce jour d'estimation des coûts pour les interventions municipales, il a été décidé de prévoir une enveloppe budgétaire de 20 M\$ pour le budget du Conseil municipal (budget corpo - GDD 1182891003) et de 20 M\$ pour le budget du Conseil d'agglomération (budget agglo - GDD 1182891004), pour un total de 40 M\$. Les sommes demandées couvriront le coût des ressources humaines affectées au dossier, la réalisation des avant-projets, des plans et devis, ainsi que les premières tranches des travaux municipaux de compétence d'agglomération qui ne sont pas inclus dans les coûts de prolongement du métro financés par les gouvernements du Québec et du Canada. Ces travaux de compétence d'agglomération incluent le développement du réseau cyclable prévu au Plan de transport, la mise à niveau du réseau principal d'eau potable et du réseau collecteur d'égout, de même que, le cas échéant, l'acquisition de terrains ou de servitudes.

## **JUSTIFICATION**

Le règlement d'emprunt permettra à la Ville d'accompagner la STM dans la mise en place du prolongement de la ligne bleue du métro, dans l'optique d'un projet intégré de bonification de l'aménagement du domaine public aux abords des stations et de mise à niveau des infrastructures municipales. L'intégration des travaux de la Ville aux travaux du métro permettra à la Ville de tirer profit des travaux du métro pour améliorer ses actifs. Cette intégration assurera la cohérence globale des ouvrages, réduira les coûts des interventions des deux parties et évitera la multiplication des chantiers dans l'axe du métro (rues Jean-Talon entre Pie-IX et Langelier, rue Bélanger, entre Galeries-d'Anjou et voie de service A-25) au cours des prochaines années.

Le règlement d'emprunt est demandé maintenant en raison du délai à prévoir pour son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH). Il est important que les fonds soient disponibles en 2019 pour financer le coût des avant-projets, des plans et devis et des ressources humaines affectées au dossier.

## **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le règlement d'emprunt proposé servira à financer des dépenses pour le projet 75055 "Prolongement de la ligne bleue" de 20 000 000 \$ dans le PTI 2019-2021 du Conseil d'agglomération (agglo).

Une enveloppe budgétaire de 40 000 000 \$ a été approuvée pour les travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro, dont 20 M\$ dans le budget municipal (corpo) et 20 M\$ dans le budget d'agglomération. Tel que mentionné plus tôt, il s'agit d'une enveloppe budgétaire destinée à initier la démarche (affectation des ressources, avant-projets, plans et devis) et à financer la première tranche des travaux. Si le montant de l'un

ou de l'autre règlement d'emprunt municipal n'est pas suffisant, un règlement d'emprunt additionnel, du conseil municipal ou du conseil d'agglomération le cas échéant, sera nécessaire pour la seconde tranche des travaux, une fois les estimations de coûts connues avec précision.

Les services et travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans, conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le prolongement de la ligne bleue, couplé aux interventions municipales, contribuera au développement durable en modifiant les comportements de déplacement et en améliorant la qualité de vie des milieux adjacents.

En matière de transport, le prolongement du métro augmentera l'utilisation du transport collectif et réduira l'utilisation de l'automobile pour les déplacements est-ouest dans cette partie de l'île. La réduction de l'utilisation de l'automobile dans le corridor et la réduction du nombre d'autobus améliorera la qualité de l'air et réduira les émissions de gaz à effet de serre. En matière d'aménagement, les plantations d'arbres dans les trottoirs élargis, réduiront les îlots de chaleur et amélioreront la qualité de vie du milieu.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'adoption du règlement d'emprunt permettra de poursuivre la définition des interventions municipales connexes au prolongement de la ligne bleue du métro. Si le règlement proposé n'était pas adopté, la réalisation des plans et devis des interventions municipales serait retardée.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Aucune

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Janvier 2019 - Avis de motion

Février 2019 - Adoption

Avril 2019 - Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation

Été 2019 - Définition des interventions connexes de la Ville de Montréal

Été 2019 - Appel de qualifications de la STM

Printemps 2020 - Appel de propositions de la STM

Hiver 2021 - Début du chantier du métro

Été 2026 - Mise en service du prolongement du métro

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**



Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :  
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Marie-Claude PIERRE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Emmanuel LE COLLETTER  
Chargé de projet

**Tél :** 514-872-5760  
**Télocop. :**

**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-09-20

James BYRNS  
Chef de Divison Grands Projets

**Tél :** 514 868-4400  
**Télocop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Pierre SAINTE-MARIE  
Chef de division  
**Tél :** 514 872-4781  
**Approuvé le :** 2018-12-04

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Claude CARETTE  
Directeur  
**Tél :** 514 872-6855  
**Approuvé le :** 2018-12-04

**Dossier # : 1182891004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures_voie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
<b>Objet :</b>	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil d'agglomération)

### SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

### COMMENTAIRES

---

### FICHIERS JOINTS



AGT - 1182891004 - Ligne Bleue-VF.doc

---

### RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN  
Avocate  
**Tél : 514-872-6877**

### ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-10-26

Ariane GAUDETTE TURYN  
Avocate  
**Tél : 514-872-6877**  
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL  
RÈGLEMENT  
XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 20 000 000 \$ POUR LE  
FINANCEMENT DE TRAVAUX MUNICIPAUX CONNEXES AU  
PROLONGEMENT DE LA LIGNE BLEUE DU MÉTRO**

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du \_\_\_\_\_, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 20 000 000 \$ est autorisé pour le financement de travaux municipaux connexes au projet de prolongement de la ligne bleue du métro, notamment le développement du réseau cyclable identifié au Plan de transport et la mise à niveau des infrastructures du réseau principal d'eau et d'égouts.
2. Cet emprunt comprend les frais et les honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux, les frais d'acquisition de terrains et de servitudes ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

**Dossier # : 1182891004**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
<b>Objet :</b>	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro (budget Conseil d'agglomération)

### **SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

---

### **FICHIERS JOINTS**



[Projet 75055 - 1182891004.xls](#)

---

### **RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marie-Claude PIERRE  
Agente Comptable Analyste  
**Tél : 514 868-3837**

Co- auteure  
Josée Bélanger  
Conseillère Budgétaire  
514-872-3238

### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-11-07

Jacques BERNIER  
Chef de Division  
**Tél : 514-872-3417**

**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



**Dossier # : 1183251001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	Habitation 2015-2020
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) afin d'introduire des dispositions permettant aux projets d'obtenir une subvention patrimoniale, de modifier la listes des projets admissibles à une subvention additionnelle ou à une subvention exceptionnelle, de modifier les loyers médians reconnus et de revoir le Guide de réalisation des projets ainsi que des modifications de cohérence pour clarifier l'application de ce règlement avant et après l'entrée en vigueur du Règlement RCG 17-036.

Il est recommandé d'adopter un règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)

**Signé par** Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-06 12:12

**Signataire :**

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe  
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1183251001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
<b>Niveau décisionnel proposé :</b>	Conseil d'agglomération
<b>Charte montréalaise des droits et responsabilités :</b>	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
<b>Compétence d'agglomération :</b>	Logement social et aide aux sans-abri
<b>Projet :</b>	Habitation 2015-2020
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) afin d'introduire des dispositions permettant aux projets d'obtenir une subvention patrimoniale, de modifier la listes des projets admissibles à une subvention additionnelle ou à une subvention exceptionnelle, de modifier les loyers médians reconnus et de revoir le Guide de réalisation des projets ainsi que des modifications de cohérence pour clarifier l'application de ce règlement avant et après l'entrée en vigueur du Règlement RCG 17-036.

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans la foulée de l'entente « *Réflexe Montréal - Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole* », la Société d'habitation du Québec (SHQ) a transféré à la Ville de Montréal au printemps 2018 des pouvoirs et des budgets en matière de développement de l'habitation. Ces nouveaux pouvoirs comprennent notamment celui d'implanter et d'administrer son propre programme de subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif.

Ceci a permis que la Ville modifie, en avril 2018, le règlement 02-102 (RCG 17-036) afin d'adopter un nouveau programme (appelé ici AccèsLogis Montréal). Depuis, des ajustements à certaines normes budgétaires ont été introduits par ordonnance afin notamment, de l'adapter aux conditions évolutives du marché. Il est à noter que le programme AccèsLogis Québec demeure encore en vigueur pour les projets déjà engagés avant l'entrée en vigueur du programme AccèsLogis Montréal.

Le présent sommaire décisionnel porte sur la modification de certaines dispositions du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) afin notamment de bonifier les programmes AccèsLogis

Québec et AccèsLogis Montréal par un soutien financier accru aux projets présentant des éléments relatifs au patrimoine et à l'archéologie ou qui, pour assurer leur viabilité financière, ont besoin d'une aide additionnelle ou exceptionnelle (ces termes sont définis dans le règlement). Le projet de règlement permet également certaines mises à jour, notamment en ce qui concerne la grille des loyers médians ainsi que la concordance avec de nouvelles mises à jour des codes et règlements de construction. Des modifications de cohérence sont également introduites au règlement visé par le présent sommaire décisionnel pour préciser les mots "(AccèsLogis Montréal)" dans le titre du Règlement 02-102 et pour retirer les mots "(nouveau programme)" du Règlement 02-102 tel qu'il se lisait avant l'entrée en vigueur du Règlement RCG 17-036.

Enfin, soulignons que le projet de règlement donne des pouvoirs d'ordonnance au comité exécutif, or, la délégation d'un pouvoir du conseil d'agglomération au comité exécutif est une décision qui doit être appuyée sur la double majorité des voix, c'est-à-dire qu'elle doit comporter à la fois la majorité des voix des membres qui représente la municipalité centrale (Ville de Montréal) et la majorité des voix des membres qui représentent les municipalités reconstituées.

### **DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**CM02 0531 – 20 juin 2002** (1020644008). Adoption du *Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et sans but lucratif* (02-102).

**CM02 0587 – 19 août 2002** (1020630004). Approbation du projet de convention entre la SHQ et la Ville de Montréal, visant la désignation d'une municipalité mandataire dans le cadre du Programme AccèsLogis pour la réalisation de logements sociaux, coopératifs et sans but lucratif.

**CM04 0125 – 23 février 2004** (1033227002). Adoption de modifications au règlement 02-102 pour permettre la bonification des subventions.

**CG16 0437 – 22 juin 2016** (1160696001). Adoption du plan Montréal durable 2016 - 2020.

**CG16 0588 - 27 octobre 2016** (1166692003). Adoption de modifications au règlement 02-102 afin de faciliter la mise en oeuvre de politiques municipales et la réalisation d'objectifs énoncés lors d'exercices de planification urbaine.

**CG17 0509 - 28 septembre 2017** (1170634001). Avis de motion et présentation - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de logement abordable.

**CG17 0572 - 14 décembre 2017** (1170634001). Adoption du *Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme)* (02-102) . Adoption du *Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de logement abordable*

**CG17 0502 - Mars 2018** (1170640001). Approbation du projet d'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des responsabilités en habitation et des budgets afférents, en vue de la mise en oeuvre de l'entente-cadre (Réflexe Montréal) reconnaissant le statut particulier de la métropole. (Adoption à l'unanimité).

**CE18 0488 - 28 mars 2018** (118 0640002) - Approbation de l'entente tripartite entre la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relative à l'octroi d'une subvention de 22 182 000 \$ pour le financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec

**CG18 0182 - 29 mars 2018** (118 0640001) - Approbation du projet d'entente entre la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation, dans le cadre de la mise en oeuvre de l'entente-cadre Réflexe Montréal reconnaissant le statut particulier de la métropole

**CE18 0684 - 18 avril 2018** (1173251001) - Ordonnance no 1 établissant l'entrée en

vigueur du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) (RCG 17-036 - AccèsLogis Montréal)

**CE18 1110 - 13 juin 2018** (1176918001) - Ordonnance n°4 visant la création d'une nouvelle catégorie de coûts maximaux admissibles (catégorie Zone centrale - Haute densité), des loyers afférents et la majoration des coûts maximaux admissibles pour les projets de volets 1, 2 et 3.

## DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à modifier le règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) de manière à :

- Ajouter une subvention patrimoine aux projets répondant aux critères d'admissibilité des programmes de subvention AccèsLogis Montréal ou AccèsLogis Québec lorsque ceux-ci comportent une dimension patrimoniale ou archéologique qui entraîne des coûts dépassant la capacité de subventions de ces programmes. Les dispositions précisent les catégories d'études et de travaux admissibles, le calcul et le versement de la subvention «patrimoine». Une partie de la subvention patrimoine, soit celle relative aux études et aux fouilles archéologiques, pourra être versée plus tôt dans le cheminement du projet. De plus, une ordonnance a été prévue pour la contribution patrimoine afin de permettre au Comité exécutif de modifier les catégories d'admissibilité, la nature des travaux de même que leur montant.
- Élargir les critères d'admissibilité des projets qui requièrent une subvention additionnelle pour assurer leur viabilité;
- Ajouter un pouvoir d'ordonnance afin de pouvoir réajuster le pourcentage de contribution au fonds de prévoyance de projets;
- Modifier les types de projets (clientèles visées) pouvant accéder à une subvention exceptionnelle en vue d'un meilleur arrimage avec les priorités municipales;
- Introduire un ajustement de concordance avec de nouvelles dispositions de codes et de règlements relatifs à la construction;
- Ajuster le Guide d'élaboration et de réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif par la Ville de Montréal afin de permettre une plus grande latitude lors de l'établissement du budget pour des immobilisations nécessaires telles l'achat d'appareils et de mobilier dans certains projets, lorsque cela s'avère nécessaire;
- Intégrer au règlement les nouveaux loyers médians confirmés en novembre 2018 par la Société d'habitation du Québec.

## JUSTIFICATION

### Introduction d'une subvention patrimoine

Certains projets de logements coopératifs ou à but non lucratif sont proposés dans des bâtiments ou sur des sites d'intérêt patrimonial, par exemple les grandes propriétés à caractère institutionnel telles que des hôpitaux, des sites conventuels et des lieux de culte. Ces bâtiments et ces sites nécessitent un investissement financier plus important, tant pour leur conservation, leur restauration que pour leurs coûts d'entretien récurrents plus élevés que ceux de bâtiments et ouvrages neufs.

### Élargissement des critères d'admissibilité des projets qui requièrent une subvention additionnelle

Dans un contexte où les coûts de travaux et les coûts de financement sont soumis aux dynamiques des marchés, l'accès à une subvention additionnelle, et au besoin à une subvention exceptionnelle, est parfois requis pour compléter le montage financier d'un projet de logement coopératif ou sans but lucratif. Ce financement d'appoint évite la perte



d'un projet après des années consacrées à son élaboration. La présente modification réglementaire précise les critères pouvant justifier l'octroi d'une contribution financière supplémentaire. Certains projets comportent des caractéristiques architecturales qui en augmentent les coûts de construction au delà du financement de base prévu au programme. À titre d'exemple, la réglementation impose l'ajout de mesures de mitigation lorsqu'un projet s'implante à la proximité d'une voie ferrée; l'accès à une subvention additionnelle permet de rendre viables des projets exposés à de tels surcoûts.

#### Ajout d'un pouvoir d'ordonnance pour pouvoir établir le pourcentage au fonds de prévoyance des projets

Une contribution à un fonds de prévoyance est prévue dans le montage financier de tous les projets AccèsLogis. Ce fonds de prévoyance a pour objectif spécifique de venir en aide à des projets en exploitation qui éprouveraient des difficultés. Plusieurs critères balisent l'octroi de ce soutien financier, par exemple la nécessité de rénover rapidement l'immeuble, une diminution imprévue des revenus de location, etc. La contribution demandée à ce fonds a été établie à 2,7% des coûts totaux de réalisation. Cependant, à l'usage, il pourrait s'avérer que ce pourcentage ne parvienne pas à doter adéquatement le fonds ou, inversement, que la réponse aux besoins financiers des projets en difficulté ne nécessite pas une contribution aussi élevée. La possibilité de modifier par ordonnance le niveau de contribution au fonds permettra d'apporter au besoin les ajustements pertinents.

#### Arrimage des clientèles visées avec les priorités municipales pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle

Les balises déterminant l'accès à une subvention exceptionnelle introduites dans la présente modification sont en lien direct avec les clientèles que l'Administration municipale entend rejoindre au cours des prochaines années. L'Administration municipale s'est donné comme objectif de réaliser 6 000 unités de logements sociaux et communautaires visant à répondre aux besoins de certaines clientèles, dont les familles, les personnes en situation ou à risque d'itinérance et les personnes ayant des troubles de santé mentale. L'accès à une subvention exceptionnelle vise à assurer, au besoin, la viabilité des projets spécifiquement destinés aux clientèles considérées prioritaires.

#### Guide d'élaboration de projets de logements coopératifs et à but non lucratif

La modification proposée permet que les dépenses afférentes à l'ameublement des logements dans les projets de volet 3 (personnes vulnérables ayant besoin de soutien) seront admissibles au programme AccèsLogis Montréal. Cette disposition répond à la précarité financière des locataires à très faible revenu de ce volet.

#### Intégration des nouveaux loyers médians 2018

Ces nouveaux loyers définis par la SHQ reflètent davantage les conditions de développement et d'opération, et favoriseront la viabilité des projets.

### **ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La subvention patrimoine permettra de répondre aux exigences relatives à la conservation, au maintien et à l'entretien des bâtiments à valeur patrimoniale, ou relatives aux agrandissements d'un nouveau bâtiment à construire sur un site conventuel ou un lieu de culte, ou encore pour des terrains comportant un intérêt archéologique. Une liste de catégories de projets et de travaux admissibles vient encadrer l'octroi de cette contribution en plus des paramètres de calcul et de versement. Un montant total maximum de 1 M\$ par projet sera autorisé. Un montant additionnel de 10 % de la valeur des travaux admissibles pourra être accordé pour les études et un autre 10 % additionnel pour couvrir les coûts des travaux d'entretien récurrents pour des études. Pour les terrains comportant une composante archéologique, le montant maximum de la contribution sera de 100 000 \$. Le Service de l'habitation dispose en 2019 d'un budget récurrent de 2 M \$ pour des subventions accordées dans le cadre du Fonds pour soutenir les projets patrimoniaux de

même que des budgets nécessaires pour octroyer les autres subventions accordées dans le cadre du règlement 02-102 pour les programmes AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal (subvention de base et contribution du milieu).

Les autres modifications réglementaires n'auront pas d'incidence budgétaire car les enveloppes budgétaires globales demeurent les mêmes. Toutes ces dépenses sont de compétence de l'agglomération.

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Le développement de logements sociaux participe de façon significative au maintien et à la croissance d'une offre abordable à Montréal, une composante importante d'un développement urbain viable. Ceci s'effectue soit par l'ajout de nouvelles unités pour répondre aux besoins non comblés, soit par des projets de rénovation d'immeubles existants qui consolident le cadre bâti, notamment dans les secteurs à revitaliser. Les projets de logements sociaux et communautaires canalisent des investissements importants sur le territoire montréalais, ajoutant ainsi au dynamisme économique de la métropole. De plus, depuis juin 2010, les nouveaux projets de logements sociaux et communautaires sont réalisés en vue d'être certifiés Novoclimat. Enfin, la réalisation de projets de logements sociaux et communautaires se fait largement dans les secteurs desservis par le transport collectif, dans le respect des objectifs de consolidation du territoire montréalais et de réduction des gaz à effet de serre.

## **IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans ces modifications, certains projets de logements sociaux et communautaires qui répondent à des objectifs de l'administration municipale manqueront de ressources financières et ne verront pas le jour.

## **OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

## **CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

### Calendrier

- Adoption prévue par le comité exécutif le 16 janvier 2019.
- Avis de motion et présentation des modifications au règlement modifiant le Règlement 02-102 lors de la séance du conseil d'agglomération du 31 janvier 2019.
- Recommandation d'adoption par le Conseil municipal du 25 février 2019.
- Adoption du règlement modifiant le Règlement 02-102 lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019.
- Entrée en vigueur début mars 2019.

## **CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## **VALIDATION**

### **Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :  
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

---

### **Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

### **Parties prenantes**

Lecture :

---

#### **RESPONSABLE DU DOSSIER**

Daniel M LEGAULT  
Conseiller(ere) en aménagement

**Tél :** 514 872-7585  
**Télécop. :** 514 872-3883

#### **ENDOSSÉ PAR**

Le : 2018-12-21

Marthe BOUCHER  
c/d soutien projets logement social et abordable

**Tél :** 514.868.7384  
**Télécop. :**

---

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marianne CLOUTIER  
Directrice - Habitation  
**Tél :** 514 872-3882  
**Approuvé le :** 2019-01-04

#### **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Marianne CLOUTIER  
Directrice - Habitation  
**Tél :** 514 872-3882  
**Approuvé le :** 2019-01-04

**Dossier # : 1183251001**

<b>Unité administrative responsable :</b>	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
<b>Objet :</b>	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) afin d'introduire des dispositions permettant aux projets d'obtenir une subvention patrimoniale, de modifier la listes des projets admissibles à une subvention additionnelle ou à une subvention exceptionnelle, de modifier les loyers médians reconnus et de revoir le Guide de réalisation des projets ainsi que des modifications de cohérence pour clarifier l'application de ce règlement avant et après l'entrée en vigueur du Règlement RCG 17-036.

## SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

---

## COMMENTAIRES

Voir pièces jointes.

---

## FICHIERS JOINTS



Projet Modif Règlement 02-102 21 déc. 2018.docx



ANNEXE 1 VersionRévFinale 21 décem. 2018.doc

---

## RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER  
 Avocate

**Tél : 514 872-6396**

## ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-12-21

Véronique BELPAIRE  
 Avocate et Chef de la division de droit public et législation  
**Tél : 514 872-4222**  
**Division : Droit public et législation**

**VILLE DE MONTRÉAL**  
**RÈGLEMENT**  
**RCG X**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA RÉALISATION DE LOGEMENTS COOPÉRATIFS ET À BUT NON LUCRATIF (NOUVEAU PROGRAMME) (02-102)**

Vu les articles 82 et 85 à 87 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du            2019, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) est modifié par le remplacement, dans son titre, des mots « (nouveau programme) » par les mots « (AccèsLogis Montréal) ».
2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après la section III.2, des sections, sous-sections et articles suivants :

**« SECTION III.3.**  
**SUBVENTION PATRIMOINE**

**7.9.** Afin d'obtenir l'engagement conditionnel de la Ville, le requérant peut, dans sa demande d'aide financière, se prévaloir d'une subvention patrimoine pour couvrir certaines dépenses relatives à la réalisation d'études et de travaux énumérés en annexe E au présent règlement pour un bâtiment ou sur un site présentant un intérêt patrimonial ou sur un terrain d'intérêt archéologique listé à cette annexe.

**SOUS-SECTION 1**  
**PARTIE DE LA SUBVENTION PATRIMOINE VISANT LA RÉALISATION D'ÉTUDES ET DE PLANS ET DEVIS**

**7.10.** Les dépenses ci-dessous, effectuées conformément au présent règlement par un requérant qui a reçu l'approbation préliminaire prévue à l'article 7 en vue d'obtenir l'engagement conditionnel de la Ville, sont remboursées par la Ville sur présentation de factures et, le cas échéant, sur remise d'études, de plans et de devis:

- 1° Pour un projet de catégorie 1 et 2 indiqué à l'annexe E, les honoraires professionnels pour les études, plans et devis suivants, lorsqu'exigés par la réglementation d'urbanisme en vigueur :

XX-XXX/1

- a) une évaluation de l'intérêt patrimonial;
  - b) un énoncé d'intérêt patrimonial;
  - c) un plan de mise en valeur ou des orientations relatives au maintien ou à la mise en valeur du patrimoine;
- 2° Pour un projet de catégorie 3 indiqué à l'annexe E, les honoraires professionnels pour les études, plans et devis suivants, lorsqu'exigés par la réglementation d'urbanisme en vigueur:
- a) les études de potentiel archéologique;
  - b) les plans et devis requis afin de permettre les travaux de fouilles archéologiques;
  - c) l'inventaire, les fouilles archéologiques et autres travaux liés à la fouille archéologique;
  - d) la saisie, compilation et analyse de données archéologiques et la production du rapport d'archéologie.

## **SOUS-SECTION 2**

### **PARTIE DE LA SUBVENTION PATRIMOINE VISANT LA RÉALISATION DE TRAVAUX**

**7.11.** Lorsqu'ils sont exigés par la réglementation d'urbanisme, les frais inhérents aux travaux admissibles prévus à l'annexe E effectués par un requérant qui a obtenu son engagement définitif prévu à l'article 7.4 sont remboursés par la Ville selon le calcul prévu à l'article 7.12.

## **SOUS-SECTION 3**

### **CALCUL DE LA SUBVENTION PATRIMOINE**

**7.12.** Le montant maximal de la subvention patrimoine est de 1 000 000 \$ par projet.

La ventilation de la subvention patrimoine est calculée de la façon suivante pour chacune des catégories de travaux admissibles prévues à l'annexe E :

- 1° Catégories 1 et 2 :
- a) le montant de la subvention patrimoine pour les catégories 1 et 2 correspond à 100% du coût des travaux admissibles à la subvention patrimoine d'un projet;
  - b) un montant maximal de 10% de la valeur des travaux admissibles à la subvention patrimoine est accordé aux fins de la réalisation d'études, de plan et de devis pour un projet de catégorie 1 et 2;
  - c) un montant correspondant à 10 % du coût des travaux admissibles de catégorie 1 et 2 listés en annexe E est accordé

pour les travaux d'entretien récurrents relatifs aux travaux réalisés dans ces deux catégories.

2° Catégorie 3 :

- a) le montant de la subvention patrimoine pour la catégorie 3 correspond à 100 % du coût total des travaux admissibles à la subvention patrimoine et des honoraires professionnels pour les travaux admissibles d'un projet;
- b) le montant maximal de la subvention patrimoine pour la catégorie 3 est de 100 000\$ par projet.

Malgré le premier alinéa, le conseil d'agglomération peut, dans les limites de ce que permet la loi, autoriser une subvention patrimoine d'un montant maximal supérieur.

#### **SOUS-SECTION 4**

##### **VERSEMENT DE LA SUBVENTION PATRIMOINE**

**7.13.** Sous réserve des articles 7.10 et 7.14, le versement de la subvention patrimoine est fait par versements partiels selon l'avancement des travaux et sur présentation des factures.

**7.14.** Le montant prévu au sous-paragraphe c) du paragraphe 1° deuxième alinéa de l'article 7.12 est confirmé à la date d'ajustement des intérêts (DAI) du projet et devra, suite à son versement, être conservé par le requérant à des fins de réserve pour assumer les coûts des futurs travaux d'entretien récurrents relatifs aux travaux admissibles de catégories 1 et 2 listés en annexe E réalisés. ».

**3.** L'article 17 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **17.** Lorsque le montant de subvention calculé conformément à la section VI est insuffisant pour garantir un loyer économique inférieur à 95 % du loyer médian du marché, pour un projet prévu au Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif, une subvention additionnelle peut être accordée en vue de permettre d'atteindre ce ratio, dans les cas suivants :

- 1° projet de construction incombustible visé aux paragraphes 2° à 5° de l'article 3;
- 2° projet de construction combustible dont la réglementation n'exige pas de gicleurs et qui comporte des logements de 2 chambres à coucher et plus dans une proportion du tiers du nombre total de logements;

- 3° projet comportant les espaces communautaires requis afin d'offrir les services de soutien sur place inhérents au volet III du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif décrit à l'article 6.3 du chapitre 6 du Guide d'élaboration et de réalisation des projets;
- 4° projet d'achat-rénovation, tel que défini à la sous-section 2.3.1 de l'annexe 5 du Guide d'élaboration et de réalisation de projets;
- 5° Les projets suivants pour lesquels les exigences de la réglementation applicable vont au-delà de celles du Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif :
  - a) projet de construction combustible visé aux paragraphes 2° à 5° de l'article 3, dont les bâtiments doivent être munis de gicleurs ou satisfont aux exigences d'incombustibilité en vertu de mesures différentes autorisées par la réglementation;
  - b) projet de 6 étages et moins pour lequel la réglementation exige la construction de stationnements souterrains;
  - c) projet nécessitant des mesures de mitigation particulières pour atténuer les impacts, comme le bruit et les vibrations liés à la proximité d'une infrastructure telle une autoroute ou une voie ferrée;
  - d) projet nécessitant des mesures de durabilité environnementale.

4. L'article 17.4 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° projet visant à loger des personnes âgées en légère perte d'autonomie, des ménages avec enfant, des personnes en situation d'itinérance ou des personnes ayant des problèmes de santé mentale; ».

5. L'article 23 de ce règlement est modifié par :

1° au paragraphe 17° :

- a) l'insertion, après le mot « déterminer », des mots « tout critère, catégorie de projet ou »;
- b) le remplacement des mots « aux dispositions introduites par le Règlement RCG 17-036 » par les mots « au présent règlement tel qu'il se lisait soit avant ou après l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la



réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme)  
02-102 (RCG 17-036);

2° l'ajout, après le paragraphe 17°, des paragraphes suivants :

« 18° modifier, pour la subvention patrimoine, les catégories de projets admissibles, le type d'étude et la nature des travaux admissibles prévus à l'annexe E;

19° modifier le montant de la subvention patrimoine prévu à l'article 7.12;

20° modifier, à l'article 22.1, le pourcentage des coûts de réalisation auquel doit correspondre la contribution au fonds de prévoyance. ».

6. L'annexe A de ce règlement est modifiée par :

1° le remplacement de l'article 21 par le suivant :

« **21.** La rubrique « Autres immobilisations – poste budgétaire 1290 » de la sous-section 2.1 de l'annexe 2 est modifiée, à la page 29 sous le titre « Remarques », par :

1° le remplacement, au premier alinéa, de l'énumération « Salle de lavage (laveuse sècheuse...; Mobilier de la salle communautaire et cuisine; Mobiliers pour clientèles spéciales (chambres); » par la suivante :

- Les appareils (laveuse, sècheuse) dans une buanderie commune d'un projet, pour tous les volets;
- Les équipements de la cuisine communautaire d'un projet de volet II;
- Le mobilier des espaces communautaires d'un projet de volets II et III;
- Le mobilier de base et les appareils ménagers à l'intérieur des unités d'habitation de volet III, sans égard à la typologie. »;

2° par la suppression des alinéas suivants :

« Dans le Guide d'élaboration et de réalisation des projets, les coûts de réalisation jugés non admissibles à des fins de subvention sont indiqués, tels que l'acquisition de vaisselle, d'ustensiles, d'accessoires de cuisine et de literie.

Afin de permettre de défrayer le coût de ces articles, l'organisme peut se prévaloir d'une marge de crédit auprès d'une institution financière. Ceci lui permettra de minimiser ses dépenses en capital et intérêt par rapport à ce qu'il en coûterait

XX-XXX/5

si l'organisme avait à payer ces dépenses à même son emprunt hypothécaire sur une période de 25 ans. »;

3° le remplacement du paragraphe 4° de l'article 23 par le suivant :

« 4° du tableau aux pages 3 et 4 intitulé « Loyers médians du marché (avec services) pour les projets en cours de réalisation » par les mots et les tableaux suivants :

**« LOYERS MÉDIANS DU MARCHÉ (AVEC SERVICES)**

**Montréal 2018**

<b>RMR de Montréal</b>							
<b>Volet</b>	<b>Chambre</b>	<b>Studio</b>	<b>1 c.c.</b>	<b>2 c.c.</b>	<b>3 c.c.</b>	<b>4 c.c.</b>	<b>5 c.c.</b>
I	425 \$	595 \$	786 \$	901 \$	1 023 \$	1 365 \$	1 477 \$
II	489 \$	684 \$	904 \$	1 036 \$			
III	531 \$	744 \$	983 \$	1 126 \$	1 279 \$	1 706 \$	1 846 \$

Pour les projets Volet I réalisés avec les CMA applicables à la catégorie Zone Centrale – Haute densité, les loyers médians avec services sont les suivants :

<b>Volet</b>	<b>Studio</b>	<b>1 c.c.</b>	<b>2 c.c.</b>	<b>3 c.c.</b>
I	655 \$	865 \$	991 \$	1 125 \$

».

7. L'annexe D est modifiée, à la section 2.3, par le remplacement des mots « « Division 2 – Résidence supervisée » par les mots « Division 3 – Établissement de soins ou Résidence privée pour aînés (RPA) » et en remplaçant l'année « 2005 » par l'année « 2010 ».

8. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe E jointe en annexe 1 au présent règlement.

9. L'ordonnance numéro 4 adoptée par le comité exécutif en vertu de ce règlement est modifiée par la suppression de son article 2.

10. Le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) 02-102, tel qu'il se lisait avant l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) 02-102 (RCG 17-036), est modifié par :

1° la suppression, dans son titre, des mots « (nouveau programme) »;

2° l'insertion, avant l'article 1, de l'article suivant :

« **0.1.** Le présent règlement s'applique aux projets ayant reçu leur approbation préliminaire avant l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) 02-102 (RCG 17-036) ainsi qu'à tout autre projet ou catégorie de projet déterminé par ordonnance du comité exécutif. ».

**11.** Toutes les dispositions du présent règlement s'appliquent également au Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) 02-102, tel qu'il se lisait avant l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) 02-102 (RCG 17-036), à l'exception de l'article 1, du paragraphe 2° de l'article 5 et des articles 6, 7 et 9.

---

## **ANNEXE E**

### **LISTE DES CATÉGORIES DE PROJET ET DE TRAVAUX ADMISSIBLES À LA SUBVENTION PATRIMOINE**

---

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville est publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1183251001

## **ANNEXE E**

### **LISTE DES CATÉGORIES DE PROJET ET DE TRAVAUX ADMISSIBLES À LA SUBVENTION PATRIMOINE**

#### **Catégorie 1**

##### **Projet relatif à un bâtiment existant à valeur patrimoniale**

Bâtiment présentant un intérêt patrimonial et faisant partie de l'une des catégories suivantes:

- a) bâtiment construit avant 1975 et situé dans un secteur de valeur exceptionnelle identifié à la carte 2.6.1 du Plan d'urbanisme;
- b) bâtiment construit avant 1975 et désigné comme une grande propriété à caractère institutionnel au Plan d'urbanisme;
- c) bâtiment construit avant 1975 et désigné comme bâtiment d'intérêt patrimonial (hors secteurs) de valeur exceptionnelle au Plan d'urbanisme.

##### **Travaux admissibles à la subvention patrimoine**

Lorsqu'ils sont effectués dans un projet reconnu par le Programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif et relatif à un bâtiment de la catégorie 1, sont admissibles les travaux :

- a) visant à assurer la conservation de l'aspect extérieur du bâtiment ou de la partie conservée du bâtiment, tels que la réfection ou le remplacement de portes, fenêtres, corniches, vitrines et autres éléments d'intérêt ayant un aspect décoratif, le ravalement de façades, ainsi que la réfection des couvertures et toitures, à l'exception des toits plats et des bardeaux d'asphalte;
- b) visant à permettre la reconstitution d'éléments disparus ou ruinés basés sur des preuves documentaires démontrant la forme des éléments et des matériaux anciens et à contribuer à la mise en valeur patrimoniale de l'aspect extérieur du bâtiment;
- c) d'étalement temporaire des façades du bâtiment lorsque leur conservation est exigée par la réglementation de même que les travaux d'étalement de toute autre partie du bâtiment nécessitant d'être soutenue temporairement ou de façon définitive afin de conserver l'aspect extérieur du bâtiment;
- d) travaux à l'intérieur du bâtiment qui sont nécessaires en raison des travaux exigés par la réglementation pour la conservation de l'aspect extérieur du bâtiment prévus aux sous-paragraphes a) et c);
- e) d'aménagement paysager au sol, lorsqu'exigés par la réglementation, sur la propriété d'un nouveau projet de logement social et communautaire;
- f) travaux liés à la réalisation d'un lieu de mémoire ou de commémoration, lorsqu'exigés par la réglementation, permettant de rappeler l'histoire patrimoniale du bâtiment ou du site;
- g) d'entretien récurrents liés aux travaux admissibles à la subvention patrimoine réalisés, afin d'assurer la pérennité à long terme des dits travaux.

## **Catégorie 2**

### **Projet relatif à l'agrandissement d'un bâtiment existant ou nouveau bâtiment à ériger sur un site conventuel ou un lieu de culte existant**

Agrandissement d'un bâtiment existant ou nouveau bâtiment à ériger sur un site conventuel ou un lieu de culte existant avant sa conversion en usage résidentiel ou avant l'adoption d'un nouveau lotissement localisé:

- a) dans un secteur de valeur exceptionnelle identifié au Plan d'urbanisme;
- b) sur un site désigné comme une grande propriété à caractère institutionnel au Plan d'urbanisme;
- c) sur un site dont le ou les bâtiments existants sont désignés comme bâtiments d'intérêt patrimonial (hors secteurs) de valeur exceptionnelle au Plan d'urbanisme.

### **Travaux admissibles à la subvention patrimoine :**

Sont admissibles les travaux :

- a) d'agrandissement ou de construction d'un bâtiment et les travaux d'aménagement paysager au sol, tous deux impliquant des exigences particulières de la réglementation applicable;
- b) liés à la réalisation d'un lieu de mémoire ou de commémoration impliquant des exigences particulières de la réglementation d'urbanisme;
- c) d'entretien récurrents suivant la réalisation des travaux admissibles à la subvention patrimoine afin d'assurer la pérennité à long terme des dits travaux.

## **Catégorie 3**

### **Terrain d'intérêt archéologique**

Projet réalisé sur l'un des terrains ci-dessous :

- a) terrain vacant d'intérêt archéologique situé dans un site patrimonial déclaré;
- b) terrain situé dans un site archéologique recensé (intègre), identifié à la carte 2.6.2 du Plan d'urbanisme;
- c) terrain situé dans un secteur d'intérêt archéologique identifié au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

### **Travaux admissibles à la subvention patrimoine**

Lorsqu'exigés par la réglementation, sont admissibles les travaux :

- a) d'excavation et les travaux relatifs à la fouille archéologique;
- b) nécessaires à la mise en valeur de biens archéologiques sur le site du bâtiment, tels que la conception et la réalisation de vitrines d'exposition ou de panneaux d'interprétation et la consolidation de vestiges.